



CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR  
QUÉBEC

ASSEMBLÉE NATIONALE  
N° 1786-20050421

Message de  
l'honorable Lise Thibault  
Lieutenant-gouverneur du Québec

L'honorable Lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 2006, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi constitutionnelle de 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.



Lise Thibault  
Lieutenant-gouverneur du Québec

Hôtel du Parlement  
Québec, le 21 avril 2005

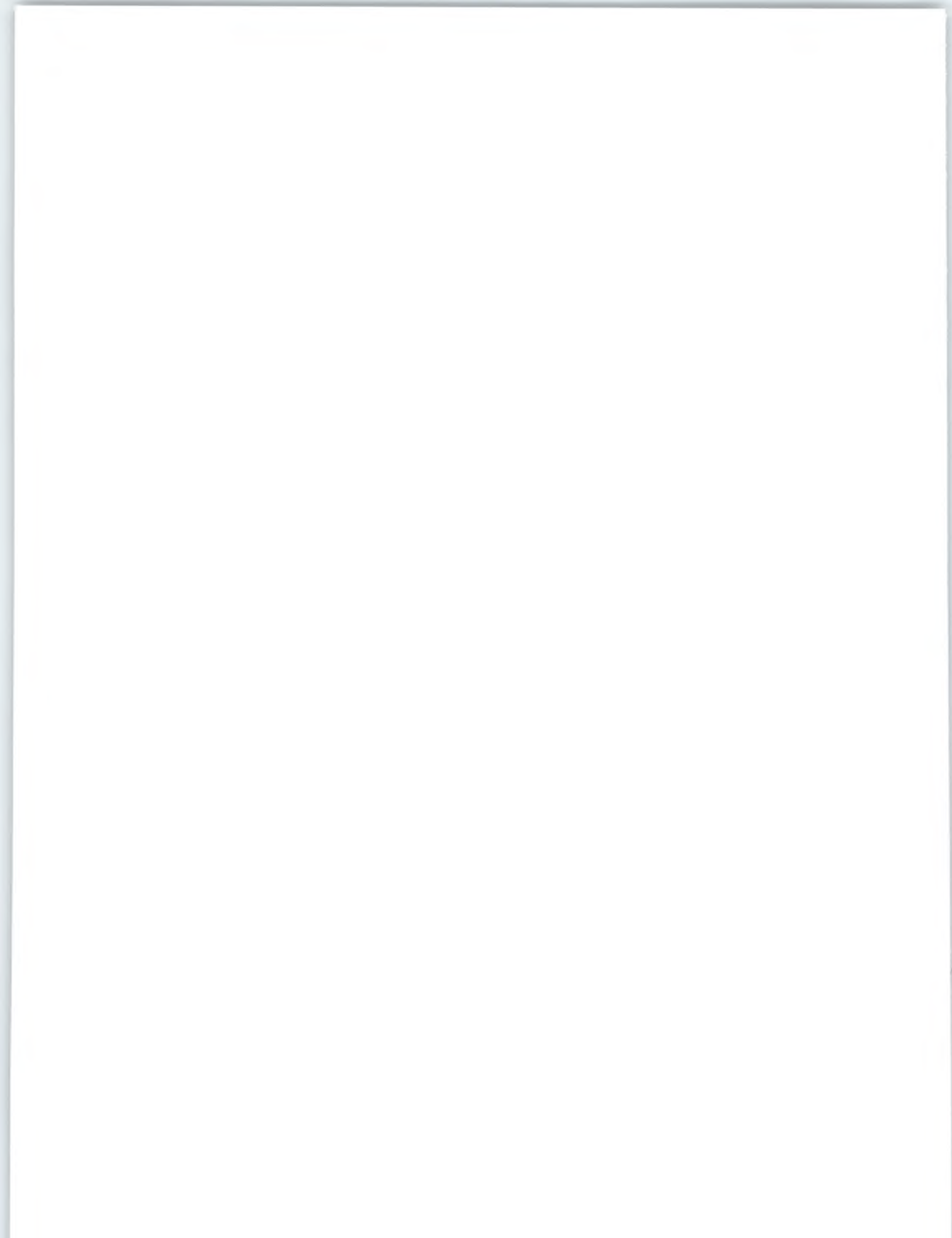




# Budget de dépenses 2005 - 2006

## Volume I

Crédits et plans annuels de gestion  
des dépenses de l'Assemblée nationale  
et des personnes désignées



# Budget de dépenses

2005-2006

## Volume I

---

### Crédits et plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées

---

**pour l'année financière  
se terminant le 31 mars 2006**

Déposé à l'Assemblée nationale  
conformément  
aux articles 45 et 47  
de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01)  
par madame Monique Jérôme-Forget,  
présidente du Conseil du trésor  
et ministre responsable de l'Administration gouvernementale

Conseil du trésor  
Québec 



ISSN 0706-0319  
ISBN 2-551-22705-4  
Dépôt légal, 2<sup>e</sup> trimestre 2005  
Bibliothèque nationale du Québec

## AVANT-PROPOS

Le présent volume réunit les renseignements se rapportant à l'Assemblée nationale ainsi qu'aux personnes désignées par cette dernière, soit le Protecteur du citoyen, le Vérificateur général, le Directeur général des élections et le Commissaire au lobbying. La première section portant sur l'Assemblée nationale comprend son plan annuel de gestion des dépenses pour l'exercice financier 2005-2006 ainsi que ses crédits. L'autre section présente le plan annuel de gestion des dépenses de chacune des personnes désignées par l'Assemblée nationale et leurs crédits.

En plus du présent volume « *Crédits et plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées* », trois autres volumes composent les renseignements touchant le Budget de dépenses 2005-2006 :

*Volume II : Crédits des ministères et organismes*

Ce volume présente l'ensemble des crédits requis par le gouvernement pour l'exercice financier 2005-2006 en distinguant le budget de dépenses et le budget d'investissements. Ces crédits sont ventilés par portefeuilles et par programmes.

*Volume III : Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes*

Ce volume regroupe les plans annuels de gestion des dépenses élaborés par chacun des ministres en vertu de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01). On retrouve au début de ce volume un sommaire du budget de dépenses par portefeuilles.

*Volume IV : Message de la présidente du Conseil du trésor et renseignements supplémentaires*

Ce volume débute par un message de la présidente du Conseil du trésor qui donne les faits saillants du Budget de dépenses 2005-2006. Les chapitres qui suivent fournissent des renseignements complémentaires sur le budget de dépenses ainsi que d'autres informations portant sur des sujets qui y sont rattachés.



## Table des matières

---

|                                                          | Page |
|----------------------------------------------------------|------|
| <b>ASSEMBLÉE NATIONALE</b>                               |      |
| Message du président de l'Assemblée nationale .....      | 7    |
| Plan annuel de gestion des dépenses .....                | 9    |
| Crédits .....                                            | 17   |
| <br><b>PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE</b> |      |
| Plans annuels de gestion des dépenses                    |      |
| ▪ Le Protecteur du citoyen .....                         | 27   |
| ▪ Le Vérificateur général .....                          | 33   |
| ▪ Le Directeur général des élections .....               | 39   |
| ▪ Le Commissaire au lobbying .....                       | 43   |
| Crédits .....                                            | 47   |







## MESSAGE DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

J'ai l'honneur de vous présenter le plan annuel de gestion des dépenses et les crédits de l'Assemblée nationale pour l'exercice financier 2005-2006.

Organe suprême et légitime d'expression et de mise en œuvre des valeurs démocratiques, l'Assemblée nationale constitue la pierre d'assise du pouvoir législatif. Elle est composée des 125 députés élus par les citoyens du Québec.

Les députés, dans l'exercice de leurs tâches, doivent pouvoir compter sur des services administratifs qui répondent à leurs besoins et qui, dans leur gestion, sont indépendants de ceux du gouvernement. Sous la responsabilité du Secrétaire général, l'administration de l'Assemblée assiste donc les parlementaires autant à l'Hôtel du Parlement que dans leur circonscription électorale en offrant divers services de soutien professionnel et technique.

Pour mieux répondre aux responsabilités qui lui sont confiées, l'administration de l'Assemblée s'est dotée d'un nouveau Plan stratégique de l'administration de l'Assemblée nationale 2004-2009, lequel aura un impact significatif sur les activités administratives de l'Assemblée au cours des prochaines années. Des efforts importants seront déployés pour répondre adéquatement à de nouveaux besoins et aux exigences du travail parlementaire, avec en toile de fond les perspectives liées au développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Un autre enjeu majeur consistera au maintien et au renouvellement d'une administration interne compétente, transparente et responsable.

Le plan annuel de gestion des dépenses pour l'exercice financier 2005-2006 a été préparé en conformité avec le plan stratégique 2004-2009. Le budget de dépenses 2005-2006 qui apparaît dans le présent volume a été approuvé en mars 2005 par le Bureau de l'Assemblée nationale en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Je souhaite que la lecture de ce volume vous permette de mieux saisir le caractère unique de l'Assemblée nationale et l'utilisation des fonds publics consacrés à l'exercice du pouvoir législatif.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Michel Bissonnet". The signature is fluid and cursive, with a prominent initial "M".

MICHEL BISSONNET



**ASSEMBLÉE NATIONALE**

**PLAN ANNUEL DE GESTION DES DÉPENSES**

---



# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

## FAITS SAILLANTS

- ❑ L'Assemblée nationale constitue la pierre d'assise du pouvoir législatif. À cet égard, dans un contexte d'indépendance de l'institution, la loi donne à l'Assemblée seule le pouvoir de se donner les moyens de fonctionner tant sur le plan de la procédure qui lui est propre que sur celui de l'administration.
- ❑ L'Assemblée nationale s'est dotée d'un nouveau Plan stratégique de l'administration de l'Assemblée nationale 2004-2009 de façon à mieux répondre à de nouveaux besoins découlant des nouvelles réalités et aux exigences du travail parlementaire.
- ❑ Le plan annuel de gestion des dépenses pour 2005-2006 a été préparé en conformité avec ce plan stratégique.
- ❑ Les orientations et les axes d'intervention identifiés dans le plan stratégique constituent, pour l'administration, des défis et des enjeux majeurs liés à l'évolution de l'Assemblée nationale et de son organisation sur les plans de la mise en œuvre de la réforme parlementaire, des innovations technologiques, du rayonnement institutionnel et d'une amélioration continue de la prestation de services de soutien aux parlementaires.
- ❑ Les ressources financières autorisées par le Bureau de l'Assemblée nationale, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, sont réparties dans trois programmes. Les programmes 1 et 2 regroupent les services fournis par l'administration, alors que le programme 3 concerne les services statutaires de soutien aux parlementaires tels la rémunération des députés et de leur personnel, de même que le budget de fonctionnement qui leur est alloué.



## **1. LA PRÉSENTATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

La mission de l'Assemblée nationale consiste à légiférer dans les domaines de sa compétence, à contrôler les actes du gouvernement et à débattre de questions d'intérêt public.

Élu au suffrage universel, le député se situe au cœur du processus législatif. Il contribue étroitement à l'élaboration des textes de loi touchant la vie quotidienne des Québécois, notamment en étudiant et en analysant les divers projets de loi à l'Assemblée nationale et en commission parlementaire et en votant leur adoption.

En tant que contrôleur de l'action gouvernementale, le député dispose de plusieurs moyens pour interroger le gouvernement sur ses actions tels la période des questions et réponses orales, les débats de fin de séance et l'étude annuelle des crédits des ministères et organismes. À cet égard, le député exerce un contrôle continu sur le pouvoir exécutif et l'administration publique. Il en résulte une reddition de comptes du gouvernement et de l'administration devant l'Assemblée et ses commissions.

En plus de son rôle de législateur et de contrôleur, il exerce également le rôle important d'intermédiaire entre ses concitoyens et l'administration publique.

Dans l'exercice du pouvoir législatif, l'Assemblée nationale édicte des lois ayant un caractère obligatoire sur l'ensemble du territoire québécois et dans les champs de compétence reconnus par la Constitution. Les lois adoptées par l'Assemblée sont des lois publiques visant une application générale au sein de la collectivité québécoise ou des lois d'intérêt privé lorsqu'une portion plus restreinte de la population est concernée tels une municipalité, une corporation ou un citoyen.

L'autonomie de l'Assemblée nationale est une condition essentielle à la réalisation de sa mission et de ses activités. Dans ce contexte d'indépendance de l'institution, la loi donne à l'Assemblée nationale seule le pouvoir de se donner les moyens de fonctionner tant sur le plan de la procédure qui lui est propre que sur celui de l'administration.

L'administration de l'Assemblée fournit des services de soutien aux députés dans l'accomplissement de leurs fonctions parlementaires et dans la réalisation des autres aspects de la mission fondamentale de l'institution, conformément à la loi, aux règles de procédure et de fonctionnement, de même qu'au cadre de gestion dont elle s'est dotée.

## **2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE**

Les ressources financières de l'Assemblée nationale sont réparties de façon à assurer la continuité et l'amélioration des services de soutien offerts aux parlementaires dans l'exercice de leurs fonctions, tant à l'Hôtel du Parlement que dans leur circonscription électorale.

Le deuxième plan stratégique de l'administration de l'Assemblée nationale, pour la période 2004-2009, servira à consolider et à renforcer la convergence des efforts de tous les secteurs de l'administration à la réalisation de ses mandats et de ses activités en soutien aux parlementaires.

Conçu comme un processus de concertation et de mobilisation du personnel au service des députés et de la population, le plan stratégique permettra de réaliser un ensemble de projets et d'activités institutionnels selon des objectifs prioritaires et ordonnés en fonction de quatre grandes orientations.

**Orientation 1 :** Soutenir la réflexion et la mise en œuvre des décisions des députés en matière de réforme parlementaire

**Axes d'intervention :**

- Améliorer la participation des citoyens aux travaux parlementaires;
- Promouvoir de nouvelles technologies de l'information et de la communication dans la modernisation des processus parlementaires;
- Revaloriser le rôle et le travail des députés.

**Orientation 2 :** Tirer parti des possibilités offertes par le progrès et les innovations technologiques, notamment en offrant des produits et services en ligne de qualité afin de mieux répondre aux besoins des citoyens et des parlementaires

**Axe d'intervention :**

- Développer et améliorer l'accessibilité et la qualité des produits et services en ligne aux citoyens, aux parlementaires et au personnel de l'Assemblée nationale.

**Orientation 3 :** Accroître le rayonnement et favoriser une meilleure connaissance de l'Assemblée nationale et de ses membres auprès de certains groupes particuliers et de l'ensemble de la population

**Axes d'intervention :**

- Améliorer l'intérêt et les connaissances des citoyens à l'égard des députés et de l'Assemblée nationale;
- Appuyer le rayonnement et améliorer l'image de l'Assemblée nationale.

**Orientation 4 :** Stimuler l'innovation et la mobilisation optimale des ressources afin d'assurer la pérennité et l'amélioration continue de la prestation de services

**Axes d'intervention :**

- Améliorer l'environnement de travail et la communication et développer le sentiment d'appartenance et la mobilisation du personnel;
- Renouveler et développer les compétences du personnel et assurer la continuité des services;
- Élaborer un cadre de gestion axé sur la mesure et le suivi de la performance.



## Conclusion

Les actions entreprises en matière de réforme parlementaire, de valorisation du rôle du député et de mobilisation des ressources, de modernisation du cadre de gestion, de développement technologique et de mise en valeur de l'institution sont autant de défis auxquels l'administration de l'Assemblée nationale doit répondre pour faire face aux nouvelles réalités liées à l'évolution de l'institution et de son organisation.

## 3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

Le budget de dépenses de l'Assemblée nationale est regroupé à l'intérieur de trois programmes. Ces programmes, par les crédits qui y sont consacrés, visent l'optimisation des créneaux d'activité de l'Assemblée.

### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

|                                                                               | 2005-2006                             |                                      | 2004-2005                             |                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
|                                                                               | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(1) | Variation<br>(000 \$)<br>(2)=(1)-(3) | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(3) | Dépense probable<br>(000 \$)<br>(4) |
| 1. Secrétariat général, affaires parlementaires et affaires institutionnelles | 18 499,4                              | 382,6                                | 18 116,8                              | 18 116,8                            |
| 2. Secrétariat général adjoint aux affaires administratives                   | 31 936,9                              | (24,2)                               | 31 961,1                              | 31 961,1                            |
| 3. Services statutaires de soutien aux parlementaires                         | 44 386,1                              | 199,3                                | 44 186,8                              | 44 186,8                            |
| <b>Total</b>                                                                  | <b>94 822,4</b>                       | <b>557,7</b>                         | <b>94 264,7</b>                       | <b>94 264,7</b>                     |
| <b>Effectif (ETC)</b>                                                         | <b>594</b>                            | <b>(3)</b>                           | <b>597</b>                            | <b>—</b>                            |

### Programme 1 : Secrétariat général, affaires parlementaires et affaires institutionnelles

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale en fournissant le soutien professionnel et technique afférent aux travaux parlementaires, aux activités interparlementaires, protocolaires et pédagogiques, en informant les citoyens des activités de l'Assemblée nationale et en assurant la gestion de la Bibliothèque et les services de sécurité.

Le budget de dépenses 2005-2006 du programme 1 s'établit à 18,5 M\$ et inclut une augmentation de 0,4 M\$ au titre des dépenses de fonctionnement.



**Programme 2 : Secrétariat général adjoint aux affaires administratives**

Ce programme vise à assurer le soutien aux parlementaires et aux unités administratives en matière de gestion des ressources financières, humaines et matérielles et des services reliés à la diffusion des débats, aux technologies de l'information ainsi qu'à la gestion de ses édifices et des restaurants.

Le budget de dépenses 2005-2006 du programme 2 totalise 31,9 M\$ et demeure stable.

**Programme 3 : Services statutaires de soutien aux parlementaires**

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leurs fonctions, tant à l'Hôtel du Parlement à Québec que dans leur bureau de circonscription électorale. Les budgets de dépenses qui y sont affectés concernent essentiellement la rémunération des parlementaires et du personnel politique à l'Assemblée de même que le budget de fonctionnement leur étant alloué.

Le budget de dépenses 2005-2006 de ce programme est de 44,4 M\$.

**LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS**

|                 | 2005-2006<br>(000 \$) | 2004-2005<br>(000 \$) |
|-----------------|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations | 3 120,5               | 3 586,0               |

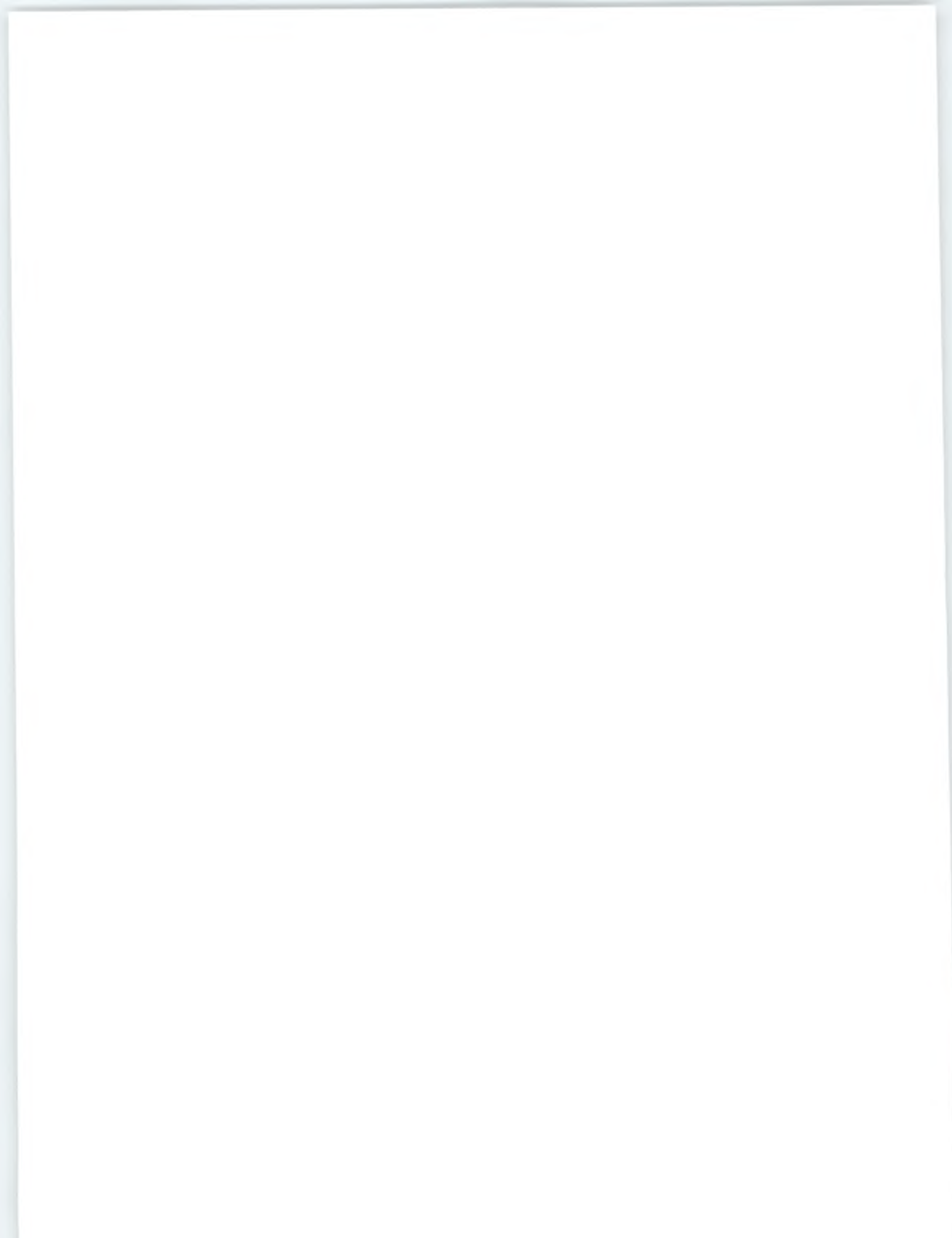
La consolidation des infrastructures technologiques, la rénovation des bureaux de députés à l'Hôtel du Parlement et l'entretien des édifices dont l'Assemblée nationale assure la gestion constituent la majeure partie des sommes qui seront investies.



**ASSEMBLÉE NATIONALE**

**CRÉDITS**

---



# Assemblée nationale

| Programmes                                                                    | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005 |          |
|-------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|-----------|----------|
|                                                                               | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits   | Crédits  |
|                                                                               |                    |                          | (000 \$)                  |           |          |
| 1. Secrétariat général, affaires parlementaires et affaires institutionnelles | 18 499,4           | -                        | -                         | 18 499,4  | 18 122,8 |
| 2. Secrétariat général adjoint aux affaires administratives                   | 31 936,9           | 4 710,5                  | 3 120,5                   | 30 346,9  | 30 971,1 |
| 3. Services statutaires de soutien aux parlementaires                         | 44 386,1           | -                        | -                         | 44 386,1  | 44 186,8 |
|                                                                               | 94 822,4           | 4 710,5                  | 3 120,5                   | 93 232,4  | 93 280,7 |
| Moins :<br>Crédits permanents                                                 |                    |                          |                           | 93 232,4  | 93 280,7 |
| <b>Crédits à voter</b>                                                        |                    |                          |                           | -         | -        |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 2005-2006       | 2004-2005       |
|---------------------------------|-----------------|-----------------|
|                                 | (000 \$)        |                 |
| Rémunération                    | 68 460,2        | 68 110,6        |
| Fonctionnement                  | 26 312,2        | 26 104,1        |
| Transfert                       | 50,0            | 50,0            |
| <b>Total</b>                    | <b>94 822,4</b> | <b>94 264,7</b> |
| Effectif des programmes         | 594             | 597             |
| <b>Effectif total</b>           | <b>594</b>      | <b>597</b>      |
| <b>Budget d'investissements</b> |                 |                 |
| Immobilisations                 | 3 120,5         | 3 586,0         |
| <b>Total</b>                    | <b>3 120,5</b>  | <b>3 586,0</b>  |



## Programme 1

### Secrétariat général, affaires parlementaires et affaires institutionnelles

| Éléments                                                              | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005 |          |
|-----------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------|----------|
|                                                                       | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits   | Crédits  |
|                                                                       | (000 \$)           |                       |                        |           |          |
| 1. Secrétariat général, affaires juridiques, bibliothèque et sécurité | 8 548,2            | -                     | -                      | 8 548,2   | 7 236,9  |
| 2. Affaires parlementaires                                            | 2 995,2            | -                     | -                      | 2 995,2   | 3 990,2  |
| 3. Affaires institutionnelles                                         | 6 956,0            | -                     | -                      | 6 956,0   | 6 895,7  |
|                                                                       | 18 499,4           | -                     | -                      | 18 499,4  | 18 122,8 |
| Moins :                                                               |                    |                       |                        |           |          |
| Crédits permanents                                                    |                    |                       |                        |           |          |
| Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1)                    |                    |                       |                        |           |          |
| Élément 1                                                             |                    |                       |                        | 8 548,2   | 7 236,9  |
| Élément 2                                                             |                    |                       |                        | 2 995,2   | 3 990,2  |
| Élément 3                                                             |                    |                       |                        | 6 956,0   | 6 895,7  |
| <b>Crédit à voter</b>                                                 |                    |                       |                        | -         | -        |

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leurs rôles de législateurs et de contrôleurs de l'activité gouvernementale, à informer les parlementaires et les citoyens des activités de l'Assemblée nationale, à assurer la gestion de la bibliothèque et de la sécurité des personnes et des biens, des activités protocolaires et pédagogiques de même que des activités interparlementaires.

### Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1       | 2       | Éléments<br>3 | 2005-2006 | 2004-2005 |
|---------------------------------|---------|---------|---------------|-----------|-----------|
|                                 |         |         | (000 \$)      |           |           |
| Rémunération                    | 7 399,9 | 2 636,4 | 4 856,7       | 14 893,0  | 14 493,6  |
| Fonctionnement                  | 1 148,3 | 358,8   | 2 099,3       | 3 606,4   | 3 623,2   |
|                                 | 8 548,2 | 2 995,2 | 6 956,0       | 18 499,4  | 18 116,8  |
| <b>Effectif total</b>           | 150     | 63      | 95            | 308       | 305       |
| <b>Budget d'investissements</b> |         |         |               |           |           |
| Immobilisations                 | -       | -       | -             | -         | 6,0       |
|                                 | -       | -       | -             | -         | 6,0       |

## Programme 2

### Secrétariat général adjoint aux affaires administratives

| Éléments                                           | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005 |          |
|----------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------|----------|
|                                                    | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits   | Crédits  |
|                                                    |                    |                       | (000 \$)               |           |          |
| 1. Soutien administratif et technique              | 13 418,7           | -                     | 3 080,5                | 16 499,2  | 17 293,4 |
| 2. Soutien à la gestion                            | 18 518,2           | 4 710,5               | 40,0                   | 13 847,7  | 13 677,7 |
|                                                    | 31 936,9           | 4 710,5               | 3 120,5                | 30 346,9  | 30 971,1 |
| Moins :                                            |                    |                       |                        |           |          |
| Crédits permanents                                 |                    |                       |                        |           |          |
| Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1) |                    |                       |                        |           |          |
| Élément 1                                          |                    |                       |                        | 16 499,2  | 17 293,4 |
| Élément 2                                          |                    |                       |                        | 13 847,7  | 13 677,7 |
| Crédit à voter                                     |                    |                       |                        | -         | -        |

Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines et matérielles d'une part, et des services reliés à la diffusion des débats, aux technologies de l'information ainsi que la gestion des restaurants et du parc immobilier, d'autre part.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1        | 2        | Éléments | 2005-2006 | 2004-2005 |
|---------------------------------|----------|----------|----------|-----------|-----------|
|                                 |          |          | (000 \$) |           |           |
| Rémunération                    | 7 604,5  | 11 711,7 |          | 19 316,2  | 19 473,4  |
| Fonctionnement                  | 5 814,2  | 6 806,5  |          | 12 620,7  | 12 487,7  |
|                                 | 13 418,7 | 18 518,2 |          | 31 936,9  | 31 961,1  |
| Effectif total                  | 170      | 116      |          | 286       | 292       |
| <b>Budget d'investissements</b> |          |          |          |           |           |
| Immobilisations                 | 3 080,5  | 40,0     |          | 3 120,5   | 3 580,0   |
|                                 | 3 080,5  | 40,0     |          | 3 120,5   | 3 580,0   |

### Programme 3

#### Services statutaires de soutien aux parlementaires

| Éléments                                                                                                             | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005 |          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|-----------|----------|
|                                                                                                                      | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits   | Crédits  |
|                                                                                                                      | (000 \$)           |                          |                           |           |          |
| 1. Indemnités et allocations                                                                                         | 22 071,7           | -                        | -                         | 22 071,7  | 21 820,6 |
| 2. Personnel des députés                                                                                             | 19 588,7           | -                        | -                         | 19 588,7  | 19 732,5 |
| 3. Services de recherche des partis                                                                                  | 1 694,7            | -                        | -                         | 1 694,7   | 1 692,7  |
| 4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale                                                           | 1 031,0            | -                        | -                         | 1 031,0   | 941,0    |
|                                                                                                                      | 44 386,1           | -                        | -                         | 44 386,1  | 44 186,8 |
| Moins :                                                                                                              |                    |                          |                           |           |          |
| Crédits permanents                                                                                                   |                    |                          |                           |           |          |
| Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1) |                    |                          |                           |           |          |
| Élément 1                                                                                                            |                    |                          |                           | 13 230,8  | 13 035,8 |
| Élément 4                                                                                                            |                    |                          |                           | 1 031,0   | 941,0    |
| Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1)                                                                   |                    |                          |                           |           |          |
| Élément 1                                                                                                            |                    |                          |                           | 8 840,9   | 8 784,8  |
| Élément 2                                                                                                            |                    |                          |                           | 19 588,7  | 19 732,5 |
| Élément 3                                                                                                            |                    |                          |                           | 1 694,7   | 1 692,7  |
| Crédit à voter                                                                                                       |                    |                          |                           | -         | -        |

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leur fonction.

#### Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 1        | 2        | Éléments |         | 2005-2006 | 2004-2005 |
|--------------------|----------|----------|----------|---------|-----------|-----------|
|                    |          |          | 3        | 4       |           |           |
|                    |          |          | (000 \$) |         |           |           |
| Rémunération       | 14 222,4 | 17 534,6 | 1 463,0  | 1 031,0 | 34 251,0  | 34 143,6  |
| Fonctionnement     | 7 849,3  | 2 004,1  | 231,7    | -       | 10 085,1  | 9 993,2   |
| Transfert          | -        | 50,0     | -        | -       | 50,0      | 50,0      |
|                    | 22 071,7 | 19 588,7 | 1 694,7  | 1 031,0 | 44 386,1  | 44 186,8  |

## Crédits de transfert

|                                                                         | 2005-2006   | 2004-2005   |
|-------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
|                                                                         | (000 \$)    |             |
| <b>Programme 3 - Services statutaires de soutien aux parlementaires</b> |             |             |
| Autres projets de transfert                                             | 50,0        | 50,0        |
| <b>Total</b>                                                            | <b>50,0</b> | <b>50,0</b> |

## Ventilation par bénéficiaires

|                               | 2005-2006   | 2004-2005   |
|-------------------------------|-------------|-------------|
|                               | (000 \$)    |             |
| Organismes à but non lucratif | 50,0        | 50,0        |
| <b>Total</b>                  | <b>50,0</b> | <b>50,0</b> |

## Ventilation par catégories de dépenses

|              | 2005-2006   | 2004-2005   |
|--------------|-------------|-------------|
|              | (000 \$)    |             |
| Support      | 50,0        | 50,0        |
| <b>Total</b> | <b>50,0</b> | <b>50,0</b> |



**PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

**PLAN ANNUEL DE GESTION DES DÉPENSES**

---





## LE PROTECTEUR DU CITOYEN

---

### **FAITS SAILLANTS**

- ❑ Les orientations retenues mettent l'accent sur le volet préventif de la mission du Protecteur du citoyen, en raison du contexte actuel où le gouvernement procède à une redéfinition de son rôle et à une révision de ses programmes.
- ❑ Le rôle du Protecteur du citoyen est de veiller à ce que la mise en œuvre des choix gouvernementaux n'affecte pas indûment les citoyens et particulièrement les plus démunis de notre société. De même, la qualité du service public demeure une préoccupation, surtout en période de changement.
- ❑ Pour remplir son mandat qui est d'être au service de la population, le Protecteur du citoyen compte se faire connaître davantage des citoyens. Il doit aussi faire partager sa vision des droits, des attentes et des besoins de ceux-ci.
- ❑ La qualité des services du Protecteur du citoyen est tributaire de la compétence, de l'engagement et de la mobilisation de son personnel. Il importe de développer l'expertise du personnel, de prévoir son remplacement et de consolider l'organisation en améliorant son fonctionnement.

## **1. LA PRÉSENTATION DU PROTECTEUR DU CITOYEN**

Le Protecteur du citoyen est une personne nommée par l'Assemblée nationale dont la mission est de s'assurer que toute personne soit traitée avec justice et équité par les ministères ou organismes du gouvernement du Québec. Il intervient lorsqu'il y a abus, erreur, négligence, violation des droits ou inaction des services publics.

La Loi sur le Protecteur du citoyen (L.R.Q., c. P-32) confie à ce dernier un mandat de surveillance des ministères et organismes du gouvernement du Québec. Cette mission de surveillance comporte deux volets : la prévention et la correction des préjudices.

Le Protecteur du citoyen traite les plaintes des citoyens qui s'estiment lésés lors de l'application des lois, des programmes ou encore qui sont insatisfaits de la qualité des services gouvernementaux reçus. Il peut s'agir d'erreur, de négligence, d'attitude déraisonnable, d'une illégalité ou de toute autre forme d'injustice.

Le Protecteur du citoyen agit donc pour faire corriger des situations au bénéfice d'un citoyen ou d'un groupe de citoyens. Il peut aussi demander que des modifications soient apportées à des programmes, à des pratiques ou à des politiques administratives. Il peut enfin intervenir à l'échelle gouvernementale lors de réformes législatives ou réglementaires.

Il apporte son soutien aux ministères et aux organismes dans leur recherche d'amélioration de la qualité des services aux citoyens.

Par son action, il veille au respect des droits des citoyens et en rend compte annuellement dans le rapport qu'il présente à l'Assemblée nationale et qu'il diffuse largement auprès de la population.

Doté d'un pouvoir de recommandation, le Protecteur du citoyen agit en toute indépendance. Son pouvoir de proposer plutôt que d'ordonner, la simplicité de ses modes d'intervention et la facilité d'accès pour la population en font un recours unique, gratuit, fondé sur les valeurs démocratiques régissant la relation entre l'État et le citoyen.

## **2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE**

Le plan stratégique du Protecteur du citoyen pour les années 2004-2008 énonce les orientations suivantes :

- Veiller au respect des droits des citoyens dans un contexte de changement;
- Faire connaître davantage l'institution du Protecteur du citoyen et faire la promotion des valeurs qu'il véhicule;
- Être une organisation performante et modèle, axée sur le service aux citoyens.

En 2005-2006, pour soutenir la réalisation de son plan stratégique, le Protecteur du citoyen choisit d'allouer ses ressources selon les priorités et les objectifs stratégiques suivants :



— Le respect des droits des citoyens

**Objectifs :**

- veiller à ce que les règles démocratiques soient suivies en toute transparence et que les valeurs de justice sociale et de solidarité soient respectées;
- soutenir les ministères et organismes afin de maintenir la qualité des relations avec l'ensemble des citoyens;
- s'assurer que le projet de gouvernement en ligne ne néglige aucun groupe de citoyens.

**Actions envisagées :**

- application intégrale du modèle de veille parlementaire développé en 2005;
- production d'outils de référence, notamment un document sur la diversité et la différence;
- mise en place de comités de suivi de la mise en œuvre du projet de gouvernement en ligne et de modernisation de l'État.

— La promotion de l'institution et des valeurs qu'elle défend

**Objectifs :**

- se faire mieux connaître de différents publics cibles dont les jeunes, les immigrants et la population de la région de Montréal;
- promouvoir les valeurs de justice, d'équité, de transparence, de respect et d'intégrité dans les relations administration-citoyen.

**Actions envisagées :**

- réalisation d'un plan de communication annuel axé sur les clientèles ciblées;
- utilisation de diverses tribunes pour promouvoir nos valeurs.

— Le développement d'une organisation performante et modèle

**Objectifs :**

- développer l'expertise pour faire face aux nouveaux défis et stimuler l'engagement du personnel;
- améliorer les façons de faire en matière d'études, d'analyses et d'enquêtes;
- centrer l'organisation sur la réponse aux besoins de tous les citoyens.

**Actions envisagées :**

- développement d'un guide de mentorat;
- mise en place d'un forum de formation continue et de consultation;

- implantation d'un nouveau système de gestion des dossiers d'enquêtes;
- mise en œuvre d'une démarche institutionnelle en éthique.

### ALLOCATIONS DES RESSOURCES

|                                                             | Effectif<br>(ETC) | Rémunération<br>(000 \$)   | Fonctionnement<br>(000 \$) | Immobilisations<br>(000 \$) | Total<br>(000 \$)          |
|-------------------------------------------------------------|-------------------|----------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Demandes des citoyens et protection des droits              |                   |                            |                            |                             |                            |
| Le respect des droits des citoyens                          | 78                | 5 077,3                    |                            |                             | 5 077,3                    |
| Une organisation performante et modèle                      |                   |                            |                            | 205,7                       | 205,7                      |
| Promotion de l'institution et des valeurs<br>qu'elle défend | 3                 | 181,0                      | 70,0                       |                             | 251,0                      |
| Soutien administratif                                       | 13                | 787,0                      | 1 928,2                    |                             | 2 715,2                    |
| <b>Total</b>                                                | <b>94</b>         | <b>6 045,3<sup>1</sup></b> | <b>1 998,2</b>             | <b>205,7</b>                | <b>8 249,2<sup>2</sup></b> |

<sup>1</sup> La rémunération exclut les crédits permanents de 250 300 \$.

<sup>2</sup> Le total représente le budget de dépenses de 8 293 800 \$ sans les crédits permanents, mais incluant les investissements de 205 700 \$.

### 3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

La croissance budgétaire observée en 2005-2006 par rapport à l'année précédente est occasionnée par l'amortissement du nouveau système informatisé de gestion des dossiers d'enquêtes.

### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

|                             | 2005-2006                         |                       | 2004-2005                         |                                 |
|-----------------------------|-----------------------------------|-----------------------|-----------------------------------|---------------------------------|
|                             | Budget de<br>dépenses<br>(000 \$) | Variation<br>(000 \$) | Budget de<br>dépenses<br>(000 \$) | Dépense<br>probable<br>(000 \$) |
|                             | (1)                               | (2)=(1)-(3)           | (3)                               | (4)                             |
| 1. Le Protecteur du citoyen | 8 293,8                           | 286,3                 | 8 007,5                           | 7 869,4                         |
| <b>Total</b>                | <b>8 293,8</b>                    | <b>286,3</b>          | <b>8 007,5</b>                    | <b>7 869,4</b>                  |
| <b>Effectif (ETC)</b>       | <b>94</b>                         | <b>—</b>              | <b>94</b>                         | <b>—</b>                        |

### Programme 1 : Le Protecteur du citoyen

Ce programme vise à permettre au Protecteur du citoyen de protéger les citoyens qui font affaire avec un ministère ou un organisme du gouvernement du Québec contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques.

Le Protecteur du citoyen prévoit pour l'exercice 2005-2006 des dépenses légèrement supérieures à celles de l'exercice précédent.

#### LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

|                 | 2005-2006<br>(000 \$) | 2004-2005<br>(000 \$) |
|-----------------|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations | 205,7                 | 955,5                 |

Le Protecteur du citoyen a procédé en 2004-2005 à la refonte de son système de gestion des dossiers d'enquêtes qui constitue le principal moyen de gestion et de suivi des plaintes et des demandes adressées au Protecteur du citoyen. Le nouveau système sera implanté dès le début de l'exercice financier 2005-2006 et le budget d'investissements permettra de compléter quelques éléments du développement, de procéder à des ajustements fonctionnels et d'assurer l'évolution du système.





## LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

---

### **FAITS SAILLANTS**

- En 2005-2006, le Vérificateur général investit davantage de ressources dans la vérification de l'information financière afin de répondre aux nouvelles exigences de vérification de l'Institut canadien des comptables agréés ainsi que pour poursuivre l'implantation du logiciel d'informatisation des dossiers de vérification.
- Les ressources allouées à la vérification législative (13,6 M\$) se partagent ainsi : 73 % à la vérification des états financiers et 27 % à l'évaluation de la qualité de la gestion et de la reddition de comptes.

## 1. LA PRÉSENTATION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

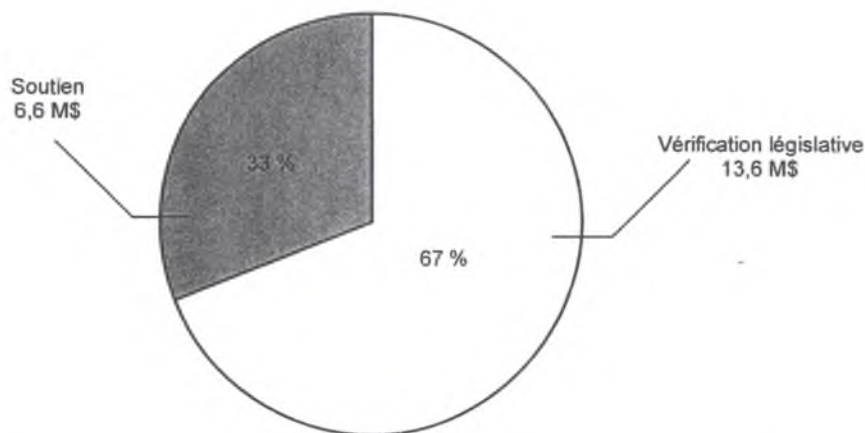
La mission du Vérificateur général consiste à favoriser le contrôle parlementaire sur les fonds et autres biens publics. À cette fin, il réalise, en toute indépendance, la vérification des états financiers et l'évaluation de la qualité de la gestion et de la reddition de comptes des entités faisant partie de son champ de compétence, tout en effectuant la promotion de saines pratiques dans ces domaines.

La vérification des états financiers a pour objet de déterminer si les états financiers annuels des entités concernées présentent une image fidèle de leur situation financière. Lorsqu'un vérificateur œuvrant en cabinet privé effectue la vérification d'un organisme ou d'une entreprise du gouvernement conformément à la loi, le Vérificateur général exerce un droit de regard sur les travaux effectués par ce professionnel afin de s'assurer que ceux-ci satisfont aux exigences particulières de la vérification législative.

L'évaluation de la qualité de la gestion et de la reddition de comptes représente un second champ de vérification. Le but poursuivi par cette activité est de renseigner les parlementaires qui désirent savoir si la gestion gouvernementale est faite avec un souci d'économie, d'efficacité et d'efficacités, si les gestionnaires effectuent une reddition de comptes adéquate de leurs activités et si ces dernières respectent les lois, les règlements, les politiques et les directives.

## 2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE

Les ressources du Vérificateur général (20,2 M\$) sont attribuées à 67 % à la vérification législative et à 33 % aux activités de soutien et de développement professionnel. En ce qui a trait à la vérification législative, 73 % des ressources investies portent sur les états financiers du gouvernement et de ceux de plus d'une centaine de ses organismes et de ses entreprises alors que l'autre partie (27 %) vise à évaluer la qualité de la gestion et de la reddition de comptes des entités comprises dans son champ de compétence.



Les activités de soutien et de développement professionnel permettent au Vérificateur général de répondre aux exigences de vérification de l'Institut canadien des comptables agréés en ce qui a trait à la qualité des travaux et à celles de l'Ordre des comptables agréés du Québec, pour ce qui est du maintien des compétences de son personnel.

Les choix budgétaires tiennent compte du plan stratégique 2003-2006 du Vérificateur général. Ces choix lui permettront de poursuivre l'atteinte des objectifs fixés à ce plan.



— Des états financiers de qualité et utiles

Les états financiers constituent l'un des principaux moyens du gouvernement et de ses entités pour rendre compte de leur gestion financière et de l'utilisation des ressources qui leur sont confiées. Or, l'utilité des états financiers est d'abord tributaire de leur disponibilité en temps opportun; il faut également que l'information publiée présente fidèlement la situation financière.

**Objectifs :**

- veiller à ce que l'ensemble des entités dont il vérifie les états financiers produise des états financiers conformes aux principes comptables généralement reconnus au Canada;
- veiller à ce que 80 % de ces états soient transmis aux entités dans les 90 jours suivant la fin de leur exercice financier;
- inciter le gouvernement à déposer à l'Assemblée nationale ses états financiers consolidés au plus tard 15 jours après la reprise des travaux parlementaires d'automne.

**Pour ce faire :**

- effectuer la vérification des états financiers et émettre le rapport du vérificateur;
- rencontrer les dirigeants et les comités de vérification des entités qui ne se conforment pas afin de les sensibiliser à l'importance d'une information de qualité en temps opportun et de convenir d'un plan d'action;
- adapter les stratégies de vérification pour tenir compte des nouvelles exigences de l'Institut canadien des comptables agréés.

— Des vérifications de l'optimisation des ressources axées sur les besoins des parlementaires, les déficiences appréhendées et les risques

Par la vérification de l'optimisation des ressources, le Vérificateur général apprécie directement la gestion et en fait rapport à l'Assemblée nationale. Tout en remplissant ce mandat, il vise à faire la promotion de saines pratiques de gestion et de reddition de comptes. Il sélectionne ses projets en fonction des besoins des parlementaires, des déficiences appréhendées et des risques liés à la nature même des activités visées par ses travaux.

**Objectifs :**

- réaliser une vérification de l'optimisation des ressources dans chacun des domaines suivants : la santé, l'éducation, les ressources informationnelles et la modernisation de la gestion gouvernementale;
- réaliser une intervention dans le domaine de l'environnement et du développement durable.

— La promotion de saines pratiques de gestion

Pour contribuer davantage à la bonne marche de l'appareil gouvernemental, le Vérificateur général doit convaincre les dirigeants d'appliquer promptement ses recommandations. De plus, il informera les parlementaires sur des saines pratiques de gestion mises en œuvre par des entités de l'administration publique québécoise afin d'inciter d'autres entités à adopter des pratiques similaires.

**Objectifs :**

- hausser à 70 % le taux des recommandations qui sont appliquées ou qui ont donné lieu à des progrès satisfaisants;
- faire ressortir, en moyenne, une saine pratique de gestion par rapport de vérification d'optimisation des ressources.

**Pour ce faire :**

- effectuer des suivis des recommandations des vérifications d'optimisation des ressources;
- inciter les entités à produire un plan d'action ainsi qu'à désigner un responsable de sa mise en œuvre;
- réévaluer son approche concernant le suivi des recommandations afin de favoriser davantage de changements dans les pratiques de gestion des entités;
- identifier des saines pratiques de gestion dans des secteurs de l'administration publique.

— Des communications et des travaux de qualité

Le Vérificateur général cherche à modifier ses façons de faire pour rendre son organisation performante tout en assurant la qualité des travaux. Une utilisation accrue des technologies de l'information est une voie à exploiter.

**Objectif :**

- augmenter l'utilisation des technologies de l'information.

**Pour ce faire :**

- poursuivre l'implantation d'un logiciel amélioré dans l'ensemble des dossiers de vérification de l'information financière.

### **3. LE PLAN BUDGÉTAIRE**

L'objectif du programme est de permettre au Vérificateur général d'effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité des opérations aux lois, règlements, politiques et directives ainsi que la vérification de l'optimisation des ressources du fonds consolidé du revenu, des ministères, des organismes et entreprises du gouvernement ainsi que des bénéficiaires de subventions. Il vise également à lui donner les moyens de communiquer le résultat de ces travaux dans un rapport déposé à l'Assemblée nationale.



**LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES**

|                            | 2005-2006          |              | 2004-2005          |                  |
|----------------------------|--------------------|--------------|--------------------|------------------|
|                            | Budget de dépenses | Variation    | Budget de dépenses | Dépense probable |
|                            | (000 \$)           | (000 \$)     | (000 \$)           | (000 \$)         |
|                            | (1)                | (2)=(1)-(3)  | (3)                | (4)              |
| 2. Le Vérificateur général | 20 198,2           | 919,2        | 19 279,0           | 19 275,0         |
| <b>Total</b>               | <b>20 198,2</b>    | <b>919,2</b> | <b>19 279,0</b>    | <b>19 275,0</b>  |
| Effectif (ETC)             | 252                | —            | 252                | —                |

**Programme 2 : Le Vérificateur général**

Les principales variations du budget 2005-2006 sont expliquées par :

- La progression dans l'échelle salariale (240 000 \$);
- L'informatisation des dossiers et la revue de la stratégie de vérification (350 000 \$);
- L'augmentation du loyer (120 000 \$);
- L'amortissement (135 000 \$).

**LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS**

|                 | 2005-2006<br>(000 \$) | 2004-2005<br>(000 \$) |
|-----------------|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations | 250,0                 | 250,0                 |

Au cours de 2005-2006, les dépenses d'investissements du Vérificateur général se rapporteront surtout au matériel informatique.



## LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

---

### FAITS SAILLANTS

- Les élections municipales prévues à l'automne 2005 entraîneront des dépenses de l'ordre de 2,8 M\$. Ces dépenses sont en lien avec les orientations stratégiques visant à assurer un leadership dans le domaine de l'administration électorale, à promouvoir les valeurs démocratiques de la société québécoise et à favoriser le plus large exercice du droit de vote.
- L'orientation stratégique visant une utilisation optimale des technologies de l'information et des communications englobe deux projets majeurs :
  - La géomatique, évaluée à plus de 4,0 M\$, engendre des investissements estimés à plus de 1,5 M\$ pour l'exercice financier 2005-2006 et nécessite l'embauche de deux ressources;
  - La refonte des systèmes, évaluée à 4,5 M\$, dont 1,1 M\$ est attribuable à l'exercice financier 2005-2006.



## **1. LA PRÉSENTATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**

Le Directeur général des élections du Québec a pour mission d'assurer la tenue des élections et des référendums, de garantir le plein exercice des droits électoraux et de promouvoir les valeurs démocratiques de la société québécoise.

À titre de personne désignée par l'Assemblée nationale, le Directeur général des élections jouit d'un statut particulier qui confère à l'institution qu'il dirige une pleine autonomie face au pouvoir exécutif.

En tant que responsable des scrutins provinciaux, le Directeur général des élections assure la formation du personnel électoral et la mise à jour des renseignements contenus dans la liste électorale permanente. Il surveille le déroulement de la révision, du scrutin et, le cas échéant, du recensement. Il donne des directives servant à l'application de la loi.

En matière de financement des partis politiques et de contrôle des dépenses électorales, le Directeur général des élections autorise les entités politiques à recueillir des contributions et à effectuer des dépenses électorales et vérifie si elles se conforment aux dispositions de la loi. Il assure la formation et le soutien aux agents et aux représentants officiels des partis et des candidats, aux trésoriers municipaux ainsi qu'aux directeurs généraux des commissions scolaires. Il examine les rapports financiers et les rapports de dépenses.

Sur les plans municipal et scolaire, le Directeur général des élections n'administre pas directement les scrutins. Il assure toutefois la formation et offre son soutien aux présidents d'élections qui sont responsables des opérations.

Afin d'assurer l'application des lois dont il a la responsabilité, le Directeur général des élections possède des pouvoirs d'enquêtes et de poursuites.

Dans le domaine de la représentation électorale, le Directeur général des élections fournit le soutien professionnel et technique à la Commission de la représentation électorale, cette dernière ne disposant pas de personnel en propre.

## **2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES**

Le premier choix budgétaire concerne les élections municipales de l'automne 2005 pour lesquelles un budget de plus de 2,8 M\$ est prévu. Ce budget est en lien avec deux orientations stratégiques, soit « assurer un leadership dans le domaine de l'administration électorale » et « promouvoir les valeurs démocratiques de la société québécoise et favoriser le plus large exercice possible du droit de vote ». Pour ce faire, le Directeur général des élections devra former et informer le personnel électoral et les différents intervenants sur leur rôle et leurs responsabilités, améliorer l'accès au vote et favoriser son exercice ainsi que promouvoir la participation des citoyens à la vie démocratique et poursuivre les efforts visant à mieux sensibiliser les différentes clientèles aux valeurs démocratiques.

Le deuxième choix budgétaire concerne l'amélioration de la liste électorale permanente et le maintien de la commission permanente de révision, pour lesquels un budget de 2,8 M\$ est également prévu. Ce choix est en lien avec deux orientations stratégiques, soit « assurer un leadership dans le domaine de l'administration électorale » et « être une organisation performante par la qualité de ses ressources, ses façons de faire et son organisation du travail ». Pour ce faire, le Directeur général des élections devra mettre en œuvre des moyens appropriés pour améliorer la qualité de la liste électorale permanente et développer des systèmes d'information plus performants.

Le troisième choix budgétaire concerne la refonte des systèmes de mission pour laquelle un budget de 1,1 M\$ est prévu pour l'exercice financier 2005-2006. Ce choix est en lien avec l'orientation visant à « être une organisation performante par la qualité de ses ressources, ses façons de faire et son organisation du travail ». Pour ce faire, le Directeur général des élections devra mettre en œuvre des moyens appropriés pour développer des systèmes d'information plus performants.

### 3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

Le budget du Directeur général des élections et celui de la Commission de la représentation électorale sont inclus dans le programme 3 du portefeuille « Personnes désignées par l'Assemblée nationale », soit l'Administration du système électoral. Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et le financement des partis politiques.

#### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

|                                        | 2005-2006          |                  | 2004-2005          |                  |
|----------------------------------------|--------------------|------------------|--------------------|------------------|
|                                        | Budget de dépenses | Variation        | Budget de dépenses | Dépense probable |
|                                        | (000 \$)           | (000 \$)         | (000 \$)           | (000 \$)         |
|                                        | (1)                | (2)=(1)-(3)      | (3)                | (4)              |
| 3. Administration du système électoral | 24 524,7           | (3 279,9)        | 27 804,6           | 27 804,6         |
| <b>Total</b>                           | <b>24 524,7</b>    | <b>(3 279,9)</b> | <b>27 804,6</b>    | <b>27 804,6</b>  |
| <b>Effectif (ETC)</b>                  | <b>203</b>         | <b>2</b>         | <b>201</b>         | <b>—</b>         |

#### Programme 3 : Administration du système électoral

Le budget de dépenses 2005-2006 de l'Administration du système électoral est inférieur de 3,3 M\$ à celui de 2004-2005. Cet écart s'explique principalement par une diminution des dépenses qui ont été imputées à la tenue de scrutins référendaires, le 20 juin 2004, et des élections partielles tenues le 20 septembre 2004.

Les prévisions budgétaires du Directeur général des élections figurant dans le budget de dépenses 2005-2006 n'y sont inscrites qu'à titre indicatif. Des dépenses pourraient devoir être ajoutées pour la réalisation des responsabilités du Directeur général des élections relatives à la tenue des élections municipales prévues pour l'automne 2005. Enfin, il revient à une commission parlementaire, lors de l'étude des prévisions budgétaires et du rapport financier préliminaire, de les approuver et de déposer son rapport à l'Assemblée nationale.



## LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

|                              | 2005-2006<br>(000 \$) | 2004-2005<br>(000 \$) |
|------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations              | 1 950,0               | 2 171,0               |
| Prêts, placements et avances | —                     | 9 900,0               |

Au cours de la prochaine année, les investissements du Directeur général des élections se rapporteront principalement au projet de géomatique qui s'élève à plus de 1,5 M\$ pour 2005-2006. Ce projet vise deux axes d'intervention de la planification stratégique, à savoir « L'utilisation optimale des technologies de l'information et des communications » et « Une liste électorale permanente optimale ».

Les prêts, placements et avances de 2004-2005 ont été imputés à la tenue des scrutins référendaires du 20 juin 2004.

## LE COMMISSAIRE AU LOBBYISME

---

### **FAITS SAILLANTS**

- ❑ Mise en oeuvre du plan stratégique 2004-2007.
- ❑ Déploiement accru des activités d'inspections et d'enquêtes.
- ❑ Publication de bulletins d'interprétation.
- ❑ Intensification des opérations de communication, notamment auprès des titulaires de charges publiques au niveau gouvernemental et municipal pour les amener à contribuer à la mise en œuvre de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme.
- ❑ Début du processus d'évaluation des impacts de la loi et de sa révision.

## **1. LA PRÉSENTATION DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME**

En vue de contribuer à l'amélioration de la qualité de la vie démocratique et au renforcement du lien de confiance des citoyens dans leurs institutions politiques et administratives, le Commissaire au lobbyisme du Québec a pour mission d'assurer la transparence et le sain exercice des activités de lobbyisme exercées auprès des titulaires de charges publiques en réalisant des activités de sensibilisation, de surveillance et de contrôle.

## **2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LE PLAN STRATÉGIQUE**

Le Commissaire au lobbyisme poursuit la mise en œuvre de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (L.R.Q., c. T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes et entend accorder, au cours de la prochaine année, la priorité à la surveillance et au contrôle des activités de lobbyisme exercées auprès des titulaires de charges publiques, pour faire en sorte que le lobbyisme s'exerce dans le respect de la loi et du code de déontologie.

La Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme vise à rendre transparentes les activités de lobbyisme exercées auprès des titulaires de charges publiques et à assurer le sain exercice de ces activités.

C'est ainsi que seront poursuivis le développement des processus, procédures et systèmes de vérification et d'enquêtes ainsi que l'acquisition d'une meilleure connaissance de ce qui se fait au Québec en matière de lobbyisme. En soutien à la réalisation de ces activités, les activités de communication se poursuivent auprès des lobbyistes, des titulaires de charges publiques et des citoyens afin de mieux faire comprendre les objectifs de la loi et du code de déontologie. Le Commissaire dispose d'un budget de dépenses de 2,8 M\$ pour réaliser les objectifs qu'il s'est fixés pour l'exercice financier 2005-2006.

### **Orientations stratégiques :**

**Orientation 1 :** Surveiller et contrôler les activités de lobbyisme eu égard aux objectifs et obligations de transparence et d'éthique découlant de la loi et du Code de déontologie des lobbyistes

**Orientation 2 :** Cerner davantage la pratique du lobbyisme et développer une meilleure connaissance du phénomène

**Orientation 3 :** Faire connaître aux lobbyistes les objectifs de la loi et du code de déontologie, informer les titulaires de charges publiques des impacts et des enjeux de cette loi et susciter l'intérêt de la population

**Orientation 4 :** Développer une organisation performante prenant appui sur la compétence de son personnel et sur les valeurs particulières à l'administration publique

### 3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

#### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

|                            | 2005-2006                             |                                      | 2004-2005                             |                                     |
|----------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
|                            | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(1) | Variation<br>(000 \$)<br>(2)=(1)-(3) | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(3) | Dépense probable<br>(000 \$)<br>(4) |
| 4. Commissaire au lobbying | 2 780,7                               | 200,0                                | 2 580,7                               | 2 580,7                             |
| <b>Total</b>               | <b>2 780,7</b>                        | <b>200,0</b>                         | <b>2 580,7</b>                        | <b>2 580,7</b>                      |
| <b>Effectif (ETC)</b>      | <b>27</b>                             | <b>—</b>                             | <b>27</b>                             | <b>—</b>                            |

#### Programme 4 : Le Commissaire au lobbying

Le Commissaire au lobbying a pour mandat de surveiller et de contrôler les activités de lobbying, contribuant ainsi à l'amélioration de la qualité de la vie démocratique et au renforcement du lien de confiance des citoyens dans leurs institutions politiques et administratives.

La variation des dépenses découle de l'intensification des opérations de communication, notamment auprès des titulaires de charges publiques au niveau gouvernemental et municipal pour les amener à contribuer à la mise en œuvre de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbying.

#### LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

|                 | 2005-2006<br>(000 \$) | 2004-2005<br>(000 \$) |
|-----------------|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations | 18,0                  | 18,0                  |





## PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS

---



## Personnes désignées par l'Assemblée nationale

| Programmes                             | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005       |                 |
|----------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------------|-----------------|
|                                        | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                                        | (000 \$)           |                       |                        |                 |                 |
| 1. Le Protecteur du citoyen            | 8 293,8            | 296,0                 | 205,7                  | 8 203,5         | 8 828,0         |
| 2. Le Vérificateur général             | 20 198,2           | 550,9                 | 250,0                  | 19 897,3        | 19 113,1        |
| 3. Administration du système électoral | 24 524,7           | 725,0                 | 1 950,0                | 25 749,7        | 39 075,6        |
| 4. Le Commissaire au lobbying          | 2 780,7            | 121,1                 | 18,0                   | 2 677,6         | 2 477,5         |
|                                        | 55 797,4           | 1 693,0               | 2 423,7                | 56 528,1        | 69 494,2        |
| Moins :                                |                    |                       |                        |                 |                 |
| Crédits permanents                     |                    |                       |                        | 26 000,0        | 39 325,9        |
| Crédits reportés                       |                    |                       |                        | 160,0           | 215,6           |
| Crédits votés le 22 mars 2005          |                    |                       |                        | 7 488,2         | -               |
| <b>Crédits à voter</b>                 |                    |                       |                        | <b>22 879,9</b> | <b>29 952,7</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 2005-2006       | 2004-2005       |
|---------------------------------|-----------------|-----------------|
|                                 | (000 \$)        |                 |
| Rémunération                    | 36 071,2        | 36 281,5        |
| Fonctionnement                  | 16 980,9        | 18 645,0        |
| Transfert                       | 2 745,3         | 2 745,3         |
| <b>Total</b>                    | <b>55 797,4</b> | <b>57 671,8</b> |
| Effectif des programmes         | 576             | 574             |
| <b>Effectif total</b>           | <b>576</b>      | <b>574</b>      |
| <b>Budget d'investissements</b> |                 |                 |
| Immobilisations                 | 2 423,7         | 3 394,5         |
| Prêts, placements et avances    | -               | 9 900,0         |
| <b>Total</b>                    | <b>2 423,7</b>  | <b>13 294,5</b> |

## Programme 1

### Le Protecteur du citoyen

| Élément                                                                                                                 | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005      |                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|----------------|----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits        | Crédits        |
|                                                                                                                         |                    |                       | (000 \$)               |                |                |
| 1. Le Protecteur du citoyen                                                                                             | 8 293,8            | 296,0                 | 205,7                  | 8 203,5        | 8 828,0        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                |                |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                       |                        |                |                |
| Loi sur le Protecteur du citoyen, (L.R.Q., c. P-32)                                                                     |                    |                       |                        |                |                |
| Élément 1                                                                                                               |                    |                       |                        | 250,3          | 250,3          |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                |                |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                      |                    |                       |                        | 160,0          | 215,6          |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                |                |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 2 090,5        | -              |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>5 702,7</b> | <b>8 362,1</b> |

Ce programme vise à permettre au Protecteur du citoyen de se saisir des griefs des citoyens à l'endroit de l'administration publique.

### Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1         | Élément  | 2005-2006 | 2004-2005 |
|---------------------------------|-----------|----------|-----------|-----------|
|                                 |           | (000 \$) |           |           |
| Rémunération                    | 6 295,6   |          | 6 295,6   | 6 203,8   |
| Fonctionnement                  | 1 998,2   |          | 1 998,2   | 1 803,7   |
|                                 | 8 293,8   |          | 8 293,8   | 8 007,5   |
| <b>Effectif total</b>           | <b>94</b> |          | <b>94</b> | <b>94</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |           |          |           |           |
| Immobilisations                 | 205,7     |          | 205,7     | 955,5     |
|                                 | 205,7     |          | 205,7     | 955,5     |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

## Programme 2

### Le Vérificateur général

| Élément                                                                                                                 | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005       |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                                                                                                                         |                    |                       | (000 \$)               |                 |                 |
| 1. Le Vérificateur général                                                                                              | 20 198,2           | 550,9                 | 250,0                  | 19 897,3        | 19 113,1        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                 |                 |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 4 778,3         | -               |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>15 119,0</b> | <b>19 113,1</b> |

Ce programme vise à permettre au Vérificateur général d'effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité et celle de l'optimisation des ressources du fonds consolidé du revenu, des ministères, de plusieurs organismes et entreprises du gouvernement et à communiquer le résultat de cette vérification dans un rapport à l'Assemblée nationale.

### Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1          | Élément  | 2005-2006  | 2004-2005  |
|---------------------------------|------------|----------|------------|------------|
|                                 |            | (000 \$) |            |            |
| Rémunération                    | 15 949,8   |          | 15 949,8   | 16 294,4   |
| Fonctionnement                  | 4 248,4    |          | 4 248,4    | 2 984,6    |
|                                 | 20 198,2   |          | 20 198,2   | 19 279,0   |
| <b>Effectif total</b>           | <b>252</b> |          | <b>252</b> | <b>252</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |            |          |            |            |
| Immobilisations                 | 250,0      |          | 250,0      | 250,0      |
|                                 | 250,0      |          | 250,0      | 250,0      |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.



### Programme 3

#### Administration du système électoral

| Éléments                                      | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005 |          |
|-----------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------|----------|
|                                               | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits   | Crédits  |
|                                               | (000 \$)           |                       |                        |           |          |
| 1. Gestion interne et soutien                 | 17 075,1           | 525,0                 | 250,0                  | 16 800,1  | 17 653,6 |
| 2. Commission de la représentation électorale | 68,2               | -                     | -                      | 68,2      | 275,0    |
| 3. Activités électorales                      | 7 381,4            | 200,0                 | 1 700,0                | 8 881,4   | 21 147,0 |
|                                               | 24 524,7           | 725,0                 | 1 950,0                | 25 749,7  | 39 075,6 |
| Moins :                                       |                    |                       |                        |           |          |
| Crédits permanents                            |                    |                       |                        |           |          |
| Loi électorale, (L.R.Q., c. E-3.3)            |                    |                       |                        |           |          |
| Élément 1                                     |                    |                       |                        | 16 800,1  | 17 653,6 |
| Élément 2                                     |                    |                       |                        | 68,2      | 275,0    |
| Élément 3                                     |                    |                       |                        | 8 881,4   | 21 147,0 |
| <b>Crédit à voter</b>                         |                    |                       |                        | -         | -        |

Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et le financement des partis politiques.

### Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1        | 2    | Éléments<br>3 | 2005-2006 | 2004-2005 |
|---------------------------------|----------|------|---------------|-----------|-----------|
|                                 |          |      | (000 \$)      |           |           |
| Rémunération                    | 12 008,0 | -    | -             | 12 008,0  | 12 021,0  |
| Fonctionnement                  | 5 067,1  | 68,2 | 4 636,1       | 9 771,4   | 13 038,3  |
| Transfert                       | -        | -    | 2 745,3       | 2 745,3   | 2 745,3   |
|                                 | 17 075,1 | 68,2 | 7 381,4       | 24 524,7  | 27 804,6  |
| <b>Effectif total</b>           | 203      | -    | -             | 203       | 201       |
| <b>Budget d'investissements</b> |          |      |               |           |           |
| Immobilisations                 | 250,0    | -    | 1 700,0       | 1 950,0   | 2 171,0   |
| Prêts, placements et avances    | -        | -    | -             | -         | 9 900,0   |
|                                 | 250,0    | -    | 1 700,0       | 1 950,0   | 12 071,0  |

## Programme 4

### Le Commissaire au lobbyisme

| Élément                                                                                                                 | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005      |                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|----------------|----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits        | Crédits        |
|                                                                                                                         |                    |                       | (000 \$)               |                |                |
| 1. Le Commissaire au lobbyisme                                                                                          | 2 780,7            | 121,1                 | 18,0                   | 2 677,6        | 2 477,5        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                |                |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                |                |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 619,4          | -              |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>2 058,2</b> | <b>2 477,5</b> |

Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbyisme d'assurer la surveillance et le contrôle des activités de lobbyisme auprès des titulaires de charges publiques qui oeuvrent au sein des institutions parlementaires, gouvernementales et municipales.

### Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1         | Élément  | 2005-2006 | 2004-2005 |
|---------------------------------|-----------|----------|-----------|-----------|
|                                 |           | (000 \$) |           |           |
| Rémunération                    | 1 817,8   |          | 1 817,8   | 1 762,3   |
| Fonctionnement                  | 962,9     |          | 962,9     | 818,4     |
|                                 | 2 780,7   |          | 2 780,7   | 2 580,7   |
| <b>Effectif total</b>           | <b>27</b> |          | <b>27</b> | <b>27</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |           |          |           |           |
| Immobilisations                 | 18,0      |          | 18,0      | 18,0      |
|                                 | 18,0      |          | 18,0      | 18,0      |

## Crédits de transfert

|                                                          | 2005-2006      | 2004-2005      |
|----------------------------------------------------------|----------------|----------------|
|                                                          | (000 \$)       |                |
| <b>Programme 3 - Administration du système électoral</b> |                |                |
| Financement des partis politiques                        | 2 745,3        | 2 745,3        |
| <b>Total</b>                                             | <b>2 745,3</b> | <b>2 745,3</b> |

## Ventilation par bénéficiaires

|                               | 2005-2006      | 2004-2005      |
|-------------------------------|----------------|----------------|
|                               | (000 \$)       |                |
| Organismes à but non lucratif | 2 745,3        | 2 745,3        |
| <b>Total</b>                  | <b>2 745,3</b> | <b>2 745,3</b> |

## Ventilation par catégories de dépenses

|              | 2005-2006      | 2004-2005      |
|--------------|----------------|----------------|
|              | (000 \$)       |                |
| Support      | 2 745,3        | 2 745,3        |
| <b>Total</b> | <b>2 745,3</b> | <b>2 745,3</b> |











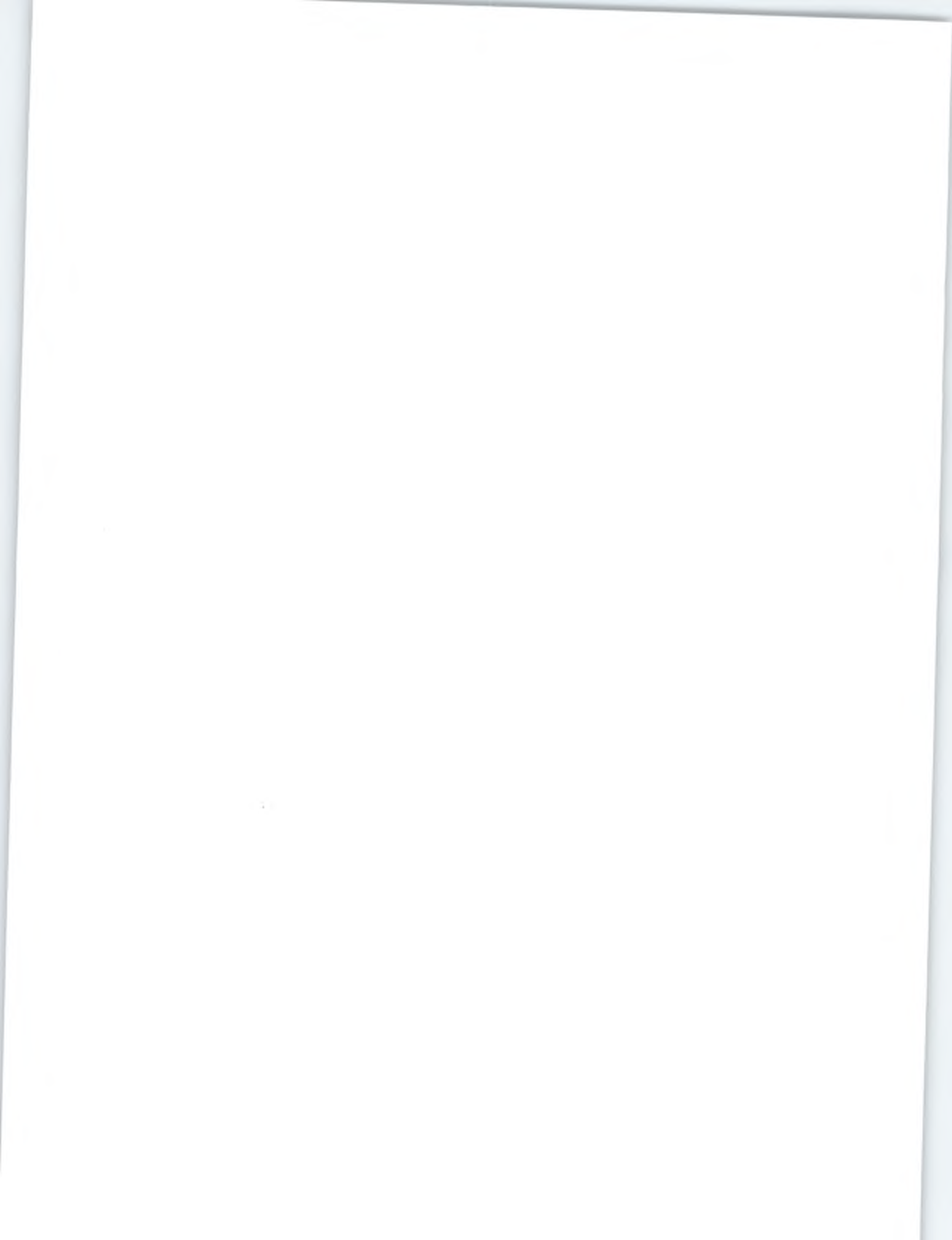
# Budget de dépenses

2005 - 2006

Volume II

Crédits des ministères  
et organismes

Québec 



# Budget de dépenses

2005-2006

## Volume II

---

### Crédits des ministères et organismes

---

**pour l'année financière  
se terminant le 31 mars 2006**

Déposé à l'Assemblée nationale  
conformément  
aux articles 45 et 47  
de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01)  
par madame Monique Jérôme-Forget,  
présidente du Conseil du trésor  
et ministre responsable de l'Administration gouvernementale

Conseil du trésor  
Québec 





ISSN 0706-0319  
ISBN 2-551-22706-2  
Dépôt légal, 2<sup>e</sup> trimestre 2005  
Bibliothèque nationale du Québec

## AVANT-PROPOS

Le présent volume présente l'ensemble des crédits requis par le gouvernement pour l'exercice financier 2005-2006 incluant ceux votés en vertu de la Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1<sup>er</sup> avril 2005 (2005, c. 4). Le budget de dépenses et le budget d'investissements sont présentés distinctement. Ces crédits sont ventilés par portefeuilles et par programmes. Il est à noter que les tableaux apparaissant au début de ce volume englobent non seulement les crédits et les dépenses des ministères et des organismes du gouvernement mais également les crédits et les dépenses du Volume I concernant l'Assemblée nationale et les personnes désignées par cette dernière. Ces tableaux sont présentés ainsi afin de faciliter l'accès à l'information portant sur les crédits et le budget de dépenses.

En plus du présent volume « *Crédits des ministères et organismes* », trois autres volumes composent les renseignements touchant le Budget de dépenses 2005-2006 :

*Volume I : Crédits et plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées*

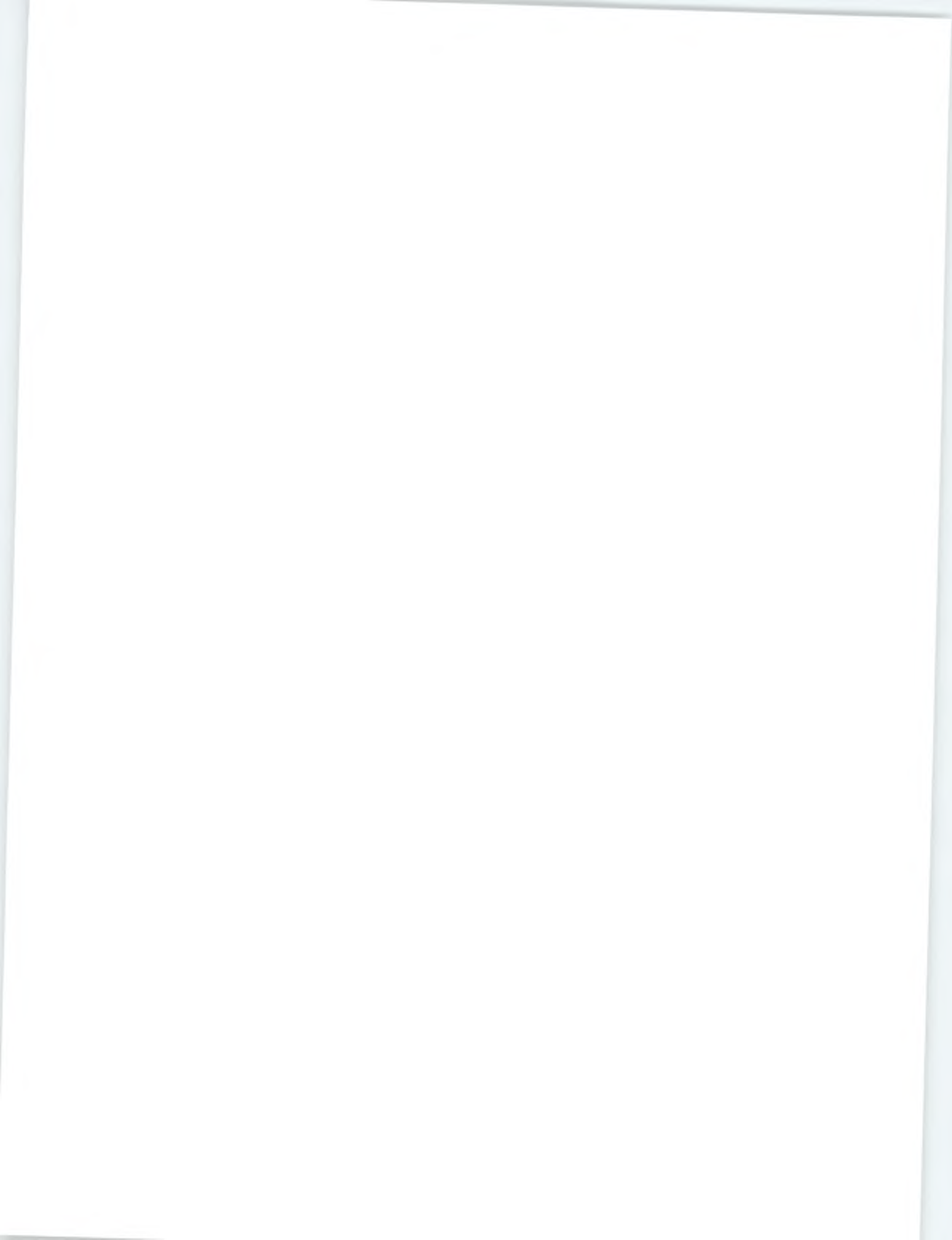
Ce volume réunit les renseignements se rapportant à l'Assemblée nationale ainsi qu'aux personnes désignées par cette dernière, soit le Protecteur du citoyen, le Vérificateur général, le Directeur général des élections et le Commissaire au lobbyisme.

*Volume III : Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes*

Ce volume regroupe les plans annuels de gestion des dépenses élaborés par chacun des ministres en vertu de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01). On retrouve au début de ce volume un sommaire du budget de dépenses par portefeuilles.

*Volume IV : Message de la présidente du Conseil du trésor et renseignements supplémentaires*

Ce volume débute par un message de la présidente du Conseil du trésor qui donne les faits saillants du Budget de dépenses 2005-2006. Les chapitres qui suivent fournissent des renseignements complémentaires sur le budget de dépenses ainsi que d'autres informations portant sur des sujets qui y sont rattachés.



## Table des matières

---

### Page

#### NOTES EXPLICATIVES

|                                                                                       |      |
|---------------------------------------------------------------------------------------|------|
| 1. Objet du Budget de dépenses et des crédits .....                                   | A-9  |
| 2. Contenu du Volume II du Budget de dépenses .....                                   | A-9  |
| 3. Modifications à la structure des portefeuilles et des programmes .....             | A-11 |
| 4. Termes apparaissant au Budget de dépenses et modalités régissant les crédits ..... | A-15 |
| 5. Définition des supercatégories .....                                               | A-19 |
| 6. Définition des catégories .....                                                    | A-20 |
| 7. Illustration du tableau d'un programme .....                                       | A-22 |

#### SOMMAIRE DU BUDGET DE DÉPENSES ET DES CRÉDITS

|                                                                                                  |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Budget de dépenses .....                                                                         | B-3 |
| Distinction entre le budget de dépenses et les crédits .....                                     | B-4 |
| Sommaire des crédits .....                                                                       | B-5 |
| Sommaire des crédits à voter pour des dépenses imputables à l'exercice financier 2006-2007 ..... | B-6 |
| Sommaire des crédits 2005-2006 pouvant être reportés en 2006-2007 .....                          | B-7 |
| Programmes faisant l'objet d'un crédit au net .....                                              | B-8 |

#### CRÉDITS PAR PORTEFEUILLES

|                                                           |     |
|-----------------------------------------------------------|-----|
| Affaires municipales et Régions .....                     | 1-1 |
| Agriculture, Pêcheries et Alimentation .....              | 2-1 |
| Conseil du trésor et Administration gouvernementale ..... | 3-1 |
| Conseil exécutif .....                                    | 4-1 |
| Culture et Communications .....                           | 5-1 |

## Table des matières

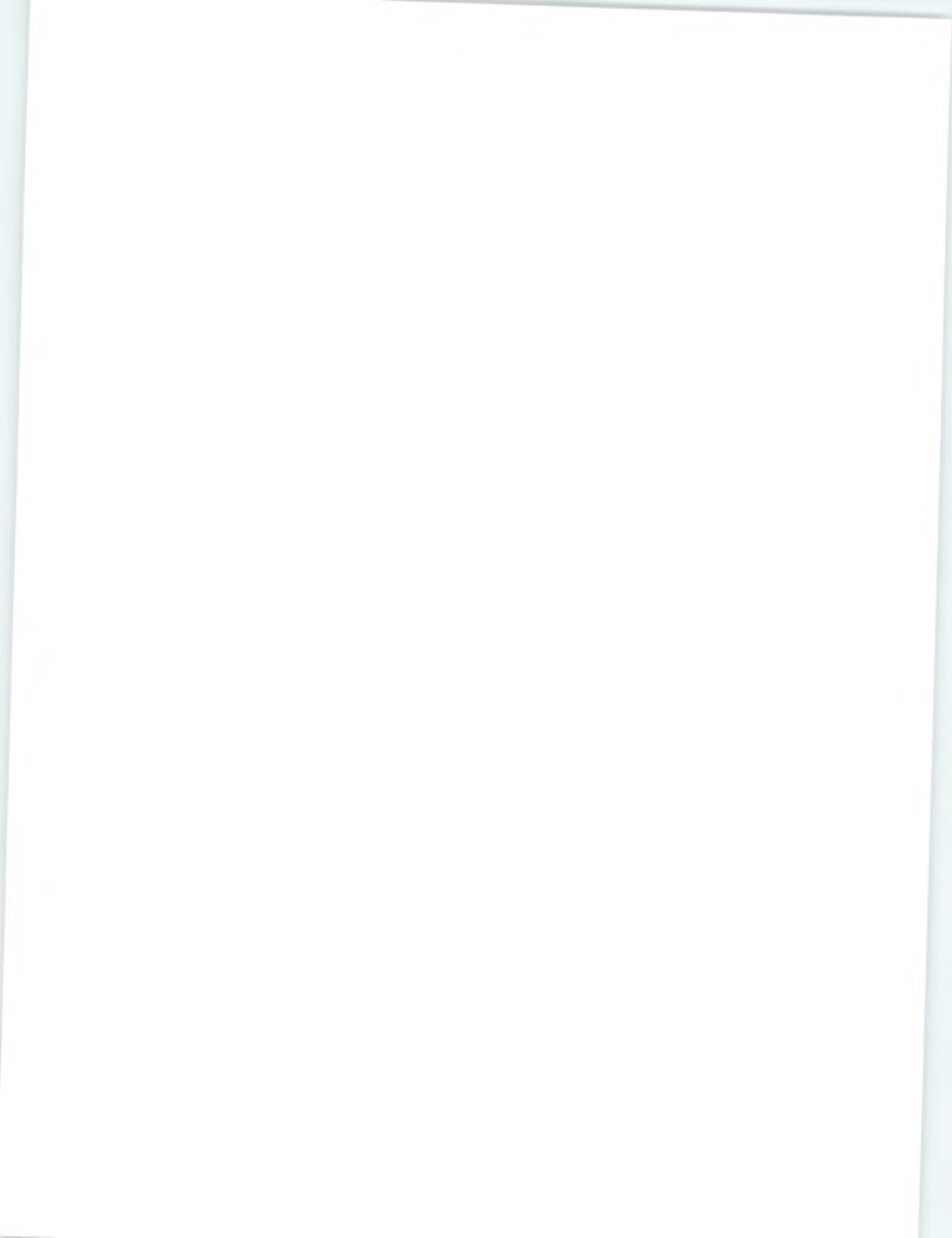
---

|                                                           | Page |
|-----------------------------------------------------------|------|
| Développement durable, Environnement et Parcs .....       | 6-1  |
| Développement économique, Innovation et Exportation ..... | 7-1  |
| Éducation, Loisir et Sport .....                          | 8-1  |
| Emploi et Solidarité sociale .....                        | 9-1  |
| Famille, Aînés et Condition féminine .....                | 10-1 |
| Finances .....                                            | 11-1 |
| Immigration et Communautés culturelles .....              | 12-1 |
| Justice .....                                             | 13-1 |
| Relations internationales .....                           | 14-1 |
| Ressources naturelles et Faune .....                      | 15-1 |
| Revenu .....                                              | 16-1 |
| Santé et Services sociaux .....                           | 17-1 |
| Sécurité publique .....                                   | 18-1 |
| Services gouvernementaux .....                            | 19-1 |
| Tourisme .....                                            | 20-1 |
| Transports .....                                          | 21-1 |
| Travail .....                                             | 22-1 |



## NOTES EXPLICATIVES

---



# Notes explicatives

---

## 1. OBJET DU BUDGET DE DÉPENSES ET DES CRÉDITS

Le Budget de dépenses 2005-2006 est déposé à l'Assemblée nationale dans le but de faire autoriser le solde des crédits requis au cours de l'exercice financier se terminant le 31 mars 2006. Les crédits portent sur les dépenses et les investissements dont les paiements grèvent le fonds consolidé du revenu. Selon l'un des fondements de notre système parlementaire, les revenus perçus par le gouvernement sont versés dans le fonds consolidé du revenu et aucune somme ne peut y être prélevée sans le consentement des parlementaires.

De façon à présenter toute l'information pertinente aux parlementaires, le budget de dépenses présente non seulement les crédits soumis au vote de l'Assemblée nationale mais aussi les crédits permanents octroyés en vertu de lois particulières et les crédits déjà votés en vertu de lois sur les crédits adoptées antérieurement. L'ensemble de ces crédits permet de pourvoir au paiement des dépenses et des investissements prévus au budget de dépenses.

### LOI AUTORISANT CERTAINS CRÉDITS NÉCESSAIRES À L'ADMINISTRATION DU GOUVERNEMENT À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2005

La Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1<sup>er</sup> avril 2005 (2005, c. 4) a été adoptée par l'Assemblée nationale le 22 mars 2005. Elle vise à pourvoir au paiement de dépenses et autres coûts nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1<sup>er</sup> avril 2005. Les crédits votés par cette loi totalisent 11 823 429 201 \$. Ces crédits sont intégrés au Budget de dépenses 2005-2006. Ils sont toutefois exclus des crédits à voter par l'Assemblée nationale.

## 2. CONTENU DU VOLUME II DU BUDGET DE DÉPENSES

Le Volume II présente les crédits des ministères et des organismes du gouvernement en deux sections. La première section est consacrée au sommaire des crédits et du budget de dépenses des ministères et des organismes du gouvernement et la seconde présente les crédits et les dépenses de chacun des portefeuilles ministériels.

### SECTION : SOMMAIRE DU BUDGET DE DÉPENSES ET DES CRÉDITS

Cette section présente non seulement l'information budgétaire de chacun des portefeuilles ministériels apparaissant au Volume II mais également celle de l'Assemblée nationale et des personnes qu'elle désigne dont le budget et les crédits sont présentés au Volume I. Elle est composée de tableaux résumant, par portefeuilles et au total, les dépenses et les crédits selon différentes composantes, à savoir :

---

## Notes

### explicatives (suite)

---

- le tableau « Budget de dépenses » comparant le Budget de dépenses 2005-2006 à la dépense probable 2004-2005;
- le tableau « Distinction entre le budget de dépenses et les crédits » faisant le lien entre le budget de dépenses et les crédits;
- le tableau « Sommaire des crédits » présentant la répartition des crédits selon leur mode d'autorisation à savoir les crédits qui seront à voter par l'Assemblée nationale, les crédits permanents, ceux votés en vertu de la Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1<sup>er</sup> avril 2005 ainsi que les crédits reportés et les autres crédits déjà votés;
- le tableau « Sommaire des crédits à voter pour des dépenses imputables à l'exercice financier 2006-2007 » présentant, par portefeuilles et par programmes, les crédits portant sur une période de plus d'un an. La ventilation par éléments de programme et supercatégories de même que l'objet de ces crédits sont fournis à la suite de la présentation des programmes de chacun des portefeuilles concernés;
- le tableau « Sommaire des crédits 2005-2006 pouvant être reportés en 2006-2007 » précisant, par portefeuilles, le montant maximal de crédits qui pourra être reporté s'il y a un solde non utilisé en fin d'exercice et si les conditions apparaissant au budget de dépenses sont respectées. Les conditions qui s'appliquent aux crédits reportés sont précisées, s'il y a lieu, au bas des tableaux des crédits de chacun des programmes;
- le tableau « Programmes faisant l'objet d'un crédit au net » énumérant les programmes pour lesquels un crédit au net est prévu. À la suite de la présentation de chacun des portefeuilles concernés, les modalités d'application de chacun des crédits au net sont précisées.

#### SECTION : CRÉDITS PAR PORTEFEUILLES

Cette section présente, pour chacun des portefeuilles, le budget de dépenses et les crédits prévus en 2005-2006 comparés à ceux de 2004-2005. L'effectif total prévu en 2005-2006 est aussi comparé à celui de 2004-2005. Des tableaux ventilant les budgets de dépenses et d'investissements pour l'ensemble du portefeuille et pour chacun des programmes sont également présentés.

De façon plus précise, la section se compose des éléments suivants :

- un tableau sommaire présentant, par programmes, la conciliation entre les dépenses et les crédits du portefeuille. Les crédits à voter sont distingués des crédits déjà autorisés, tels que les crédits permanents, les crédits votés le 22 mars 2005 ainsi que les crédits reportés et les autres crédits déjà votés. Un tableau complémentaire présente les budgets de dépenses et d'investissements ventilés selon les différentes supercatégories. L'effectif total des programmes et des fonds spéciaux, s'il y a lieu, y est également précisé;
-



## Notes explicatives (suite)

---

- un tableau sommaire présentant, pour chacun des programmes, la répartition des crédits et du budget de dépenses par éléments. Les budgets de dépenses et d'investissements sont aussi ventilés selon les différentes supercatégories. La prévision de crédits reportés est indiquée, s'il y a lieu.

Une courte description précisant les objets de chacun des programmes est également présentée.

L'utilisation du crédit au net ainsi que du crédit portant sur une période de plus d'un an est, le cas échéant, spécifiée. Les règles régissant le transfert de crédits à partir d'une provision de même que les conditions concernant le report du crédit se rapportant à ce programme sont précisées, si applicables;

- un tableau « Crédits de transfert » présentant, pour chacun des programmes, les dépenses prévues à la supercatégorie « Transfert » ventilées par projets. L'ensemble de ces dépenses est également réparti par bénéficiaires et par catégories de dépenses.

Cette section peut également inclure, lorsque cela s'applique, les tableaux suivants :

- un tableau « Crédit au net » indiquant, pour chaque programme pour lequel un crédit au net est prévu, les montants de prévisions des dépenses du programme et les revenus associés au crédit au net ainsi que les modalités d'application;
- un tableau « Crédits à voter pour des dépenses imputables à l'exercice financier 2006-2007 » précisant, par programmes et par éléments, les crédits à voter;
- un tableau « Crédits affectés à un fonds spécial » précisant, pour chacun des programmes, les crédits affectés à chaque fonds spécial. L'ensemble de ces crédits est également réparti par bénéficiaires et par catégories de dépenses. L'effectif total affecté aux fonds spéciaux du portefeuille est également indiqué.

### 3. MODIFICATIONS À LA STRUCTURE DES PORTEFEUILLES ET DES PROGRAMMES

Le Budget de dépenses 2005-2006 reflète la structure de programmes qui découle de la nouvelle composition du Conseil des ministres annoncée le 18 février 2005. D'autres changements sont également intégrés au Volume II « *Crédits des ministères et organismes* ». Cette section décrit les principales modifications apportées à chacun des portefeuilles. Un signe (+) indique l'ajout d'une responsabilité alors qu'un signe (-) signifie le retrait d'une responsabilité.

---



## Notes

### explicatives (suite)

---

#### AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

- (+) Les responsabilités touchant les régions et la ruralité qui se retrouvaient auparavant à l'ancien portefeuille « Développement économique et régional et Recherche » apparaissent maintenant à ce portefeuille.
- (-) Le programme Développement du loisir et du sport a été transféré au portefeuille « Éducation, Loisir et Sport ».

#### CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

- (+) Le programme Secrétariat du Conseil du trésor intègre un nouvel élément Agence des partenariats public-privé.
- (-) Le programme Gouvernement électronique se retrouve au nouveau portefeuille « Services gouvernementaux ».
- (+) L'élément Provision pour réallouer, avec l'autorisation du Conseil du trésor, toute partie de crédit applicable à des activités devant être transférées d'un portefeuille à un autre pour donner suite à la réorganisation gouvernementale annoncée le 18 février 2005 a été ajouté au programme 4, Fonds de suppléance.

#### CONSEIL EXÉCUTIF

- (+) Les responsabilités touchant l'accès à l'information faisant partie de l'ancien portefeuille « Relations avec les citoyens et Immigration » apparaissent maintenant à ce portefeuille.

#### DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

- (+) Les activités concernant les parcs se trouvant antérieurement au portefeuille « Ressources naturelles, Faune et Parcs » ont été ajoutées au portefeuille « Développement durable, Environnement et Parcs ».

#### DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

- (-) Les responsabilités relatives aux régions et à la ruralité se retrouvent dorénavant au portefeuille « Affaires municipales et Régions ».
- (-) Le programme Promotion et développement du tourisme a été transféré au nouveau portefeuille « Tourisme ».
- (-) Les responsabilités relatives au placement étudiant apparaissent maintenant au portefeuille « Emploi et Solidarité sociale ».

#### ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

- (+) Le programme Développement du loisir et du sport a été ajouté en provenance de l'ancien portefeuille « Affaires municipales, Sport et Loisir ».
-

## Notes explicatives (suite)

---

### EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

- (+) Ce portefeuille incorpore les activités relatives au placement étudiant en provenance de l'ancien portefeuille « Développement économique et régional et Recherche ».
- (-) Les responsabilités concernant la famille se retrouvent maintenant au nouveau portefeuille « Famille, Aînés et Condition féminine ».

### FAMILLE, AÎNÉS ET CONDITION FÉMININE

- (+) Les responsabilités concernant la famille auparavant à l'ancien portefeuille « Emploi, Solidarité sociale et Famille » apparaissent maintenant à ce portefeuille.
- (+) Les responsabilités concernant les aînés ont été transférées en provenance du portefeuille « Santé et Services sociaux ».
- (+) Les responsabilités concernant la condition féminine et le curateur public se retrouvent maintenant à ce portefeuille. Elles étaient à l'ancien portefeuille « Relations avec les citoyens et Immigration ».

### IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

- (-) Les responsabilités concernant la condition féminine et le curateur public ont été transférées au nouveau portefeuille « Famille, Aînés et Condition féminine ».
- (-) L'élément Commission d'accès à l'information est rendu au portefeuille « Conseil exécutif ».
- (-) Les éléments Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse et Office de la protection du consommateur se retrouvent au portefeuille « Justice ».
- (-) Les responsabilités relatives aux relations avec les citoyens ont été transférées au portefeuille « Services gouvernementaux ».
- (-) Les responsabilités concernant la gestion de l'identité se retrouvent maintenant au portefeuille « Justice ».

### JUSTICE

- (+) Ce portefeuille incorpore les éléments Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse et Office de la protection du consommateur ainsi que les responsabilités concernant la gestion de l'identité de l'ancien portefeuille « Relations avec les citoyens et Immigration ».
-



## Notes explicatives (suite)

---

### RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

- (+) Le programme Gestion des ressources naturelles et fauniques intègre un nouvel élément Mise en œuvre du Rapport sur la gestion de la forêt publique.
- (-) Les responsabilités concernant les parcs ont été transférées au portefeuille « Développement durable, Environnement et Parcs ».
- (-) Le programme Promotion et développement de la Capitale-Nationale apparaît maintenant au portefeuille « Transports ».

### SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

- (-) Les responsabilités concernant les aînés se retrouvent dorénavant au portefeuille « Famille, Aînés et Condition féminine ». Elles étaient auparavant incorporées au budget du portefeuille « Santé et Services sociaux ».

### SERVICES GOUVERNEMENTAUX

- (+) Le programme Gouvernement électronique, auparavant au portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale », se retrouve à ce portefeuille.
- (+) Les responsabilités concernant les relations avec les citoyens, auparavant à l'ancien portefeuille « Relations avec les citoyens et Immigration », apparaissent au portefeuille « Services gouvernementaux ».

### TOURISME

- (+) Ce portefeuille comprend le programme Promotion et développement du tourisme en provenance de l'ancien portefeuille « Développement économique et régional et Recherche ».

### TRANSPORTS

- (+) Le programme Promotion et développement de la Capitale-Nationale apparaît maintenant à ce portefeuille. Il était auparavant au portefeuille « Ressources naturelles, Faune et Parcs ».

### AUTRES MODIFICATIONS À LA STRUCTURE DE PROGRAMMES

La structure de présentation du Budget de dépenses 2005-2006 incorpore d'autres modifications consécutives au regroupement de programmes ou d'éléments de programmes. Des changements au libellé ou à la numérotation de certains programmes ou éléments de programmes ont aussi été apportés. Le cas échéant, les données comparatives 2004-2005 ont été ajustées pour en assurer la cohérence.

---

## Notes

### explicatives (suite)

---

#### 4. TERMES APPARAISSANT AU BUDGET DE DÉPENSES ET MODALITÉS RÉGISSANT LES CRÉDITS

##### AMORTISSEMENT

Les investissements en immobilisations sont capitalisés et sont amortis sur leur durée de vie utile. L'amortissement est inscrit à la dépense de l'exercice à l'intérieur de la supercatégorie « Fonctionnement ». Il ne requiert pas de crédit puisqu'il découle des crédits d'investissements utilisés antérieurement pour l'acquisition d'immobilisations.

##### BUDGET DE DÉPENSES

Le budget de dépenses regroupe les dépenses prévues pour les supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement », « Service de la dette », « Affectation à un fonds spécial », « Transfert » et « Créances douteuses et autres ».

##### BUDGET D'INVESTISSEMENTS OU INVESTISSEMENTS

Le budget d'investissements comprend les déboursements prévus pour les supercatégories « Immobilisations » et « Prêts, placements et avances ». Bien qu'ils ne constituent pas une dépense, les investissements en prêts, placements et avances sont inclus au budget d'investissements puisqu'ils entraînent des débours qui ne peuvent se faire sans crédits.

##### CRÉDITS OU CRÉDITS TOTAUX

Les crédits représentent les sommes requises pour un programme afin de pourvoir au paiement des dépenses prévues au budget de dépenses ainsi qu'aux débours prévus au budget d'investissements. Ces crédits autorisent le gouvernement à prélever sur le fonds consolidé du revenu un montant maximal par programmes pour le paiement des dépenses et des investissements de l'exercice.

Pour l'exercice 2005-2006, les crédits totaux comprennent les crédits votés en vertu de la Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1<sup>er</sup> avril 2005.

##### CRÉDITS À VOTER

Les crédits à voter correspondent à la portion des dépenses et des investissements prévus pour un exercice financier et qui ne sont pas pourvus par des lois déjà votées. Ainsi, les crédits permanents, les crédits déjà votés incluant ceux autorisés en vertu de la Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1<sup>er</sup> avril 2005 ainsi que les crédits reportés sont soustraits du total des crédits d'un programme afin de déterminer le crédit à voter.

---



## Notes

### explicatives (suite)

---

L'Assemblée nationale vote les crédits par programmes de telle sorte qu'il n'est pas possible de procéder à des réaménagements entre programmes. À l'intérieur d'un programme, les ministères peuvent cependant modifier, en cours d'exercice, la répartition de leurs crédits à moins que celle-ci ne concerne la supercatégorie « Transfert » ou la catégorie « Support » de la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial ». Dans ces cas, une autorisation du Conseil du trésor est préalablement requise.

Le Conseil du trésor est toutefois habilité à autoriser un transfert de crédits entre programmes d'un même portefeuille dans les limites fixées dans les lois sur les crédits. Pour 2005-2006, il sera proposé à l'Assemblée nationale que des transferts entre programmes d'un même portefeuille puissent être autorisés pourvu que de tels transferts n'aient pas pour effet d'augmenter ou de diminuer de plus de 10 % le montant du crédit voté d'un programme, incluant celui voté en vertu de la Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1<sup>er</sup> avril 2005. Il est à noter que les crédits affectés à une provision ne peuvent faire l'objet d'un transfert de crédits entre programmes.

À la fin d'un exercice financier, tout solde d'un crédit non utilisé est automatiquement périmé s'il n'y a pas de conditions qui en prévoient le report.

#### CRÉDIT AU NET

La Loi sur l'administration publique (L.R.Q, c. A-6.01) prévoit la possibilité qu'un crédit soit un crédit au net.

Avec ce mécanisme, les revenus perçus continuent d'être versés dans le fonds consolidé du revenu, conformément à la pratique courante. Cependant, la législation permet, sous certaines conditions, que le crédit autorisé pour un programme donné puisse augmenter lorsque les revenus associés au crédit au net sont supérieurs à ceux prévus. En contrepartie, lorsque les revenus sont inférieurs à ceux prévus, le montant des dépenses imputables sur le crédit du programme doit être diminué d'autant.

#### CRÉDITS COMPARATIFS OU CRÉDITS 2004-2005

Les crédits comparatifs comprennent les crédits inscrits au Budget de dépenses 2004-2005 ajustés des variations des crédits permanents.

Les crédits comparatifs reflètent les changements qui ont été apportés aux structures de programmes ou de portefeuilles pour l'exercice 2005-2006. Ils comprennent aussi les crédits réellement reportés de 2003-2004 à 2004-2005. Dans le cas des revenus associés au crédit au net, les données comparatives présentées sont celles qui apparaissaient au Budget de dépenses 2004-2005.

---



## Notes

### explicatives (suite)

---

#### CRÉDITS DÉJÀ VOTÉS

Les crédits déjà votés découlent de crédits portant sur plus d'un an qui ont été votés lors d'un exercice antérieur. La Loi sur l'administration publique prévoit qu'un crédit peut porter sur une période de plus d'un an, sans excéder trois ans.

#### CRÉDITS PERMANENTS

Contrairement aux crédits autorisés annuellement par un vote du Parlement, les crédits permanents sont autorisés par des lois particulières et n'ont pas à être votés à chaque année. De façon générale, chacune de ces lois précise que les sommes nécessaires pour les activités visées par ces lois sont payées à même le fonds consolidé du revenu. Les crédits permanents présentés indiquent une prévision de la dépense. Ces crédits fluctueront en cours d'exercice afin de refléter la dépense réelle.

#### CRÉDITS REPORTÉS

Les crédits reportés de l'exercice précédent proviennent du solde non utilisé du crédit d'un programme où le report de crédits est prévu.

Malgré la disposition qui prévoit qu'un crédit non dépensé à la fin de l'exercice financier devient périmé, il est possible, sous certaines conditions, de reporter à l'exercice suivant le solde du crédit non utilisé à la fin de l'exercice financier.

De façon générale, le solde non utilisé des crédits d'un programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits du programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

Le montant prévu de report de crédits est incorporé au budget de dépenses du programme. Ce montant ne fait pas partie du crédit à voter puisqu'il provient des crédits qui ont été votés au cours de l'exercice précédent.

#### CRÉDITS VOTÉS LE 22 MARS 2005

Pour l'exercice financier 2005-2006, les crédits votés le 22 mars 2005 correspondent à ceux adoptés par la Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1<sup>er</sup> avril 2005.

#### DÉPENSE PROBABLE

La dépense probable reflète la prévision de dépenses totales de l'exercice qui se termine. Elle tient compte des changements qui ont été apportés aux structures de programmes ou de portefeuilles pour l'exercice financier 2005-2006.

---

## Notes

### explicatives (suite)

---

#### EFFECTIF TOTAL

L'effectif est présenté en équivalents temps complet (ETC). L'ETC représente le ratio entre la prestation de travail d'un employé au cours de l'année par rapport à celle d'un employé ayant travaillé toute l'année à temps complet.

Par exemple, l'ETC d'une personne qui occupe un emploi à temps complet et qui a travaillé toute l'année équivaut à 1. L'ETC d'une personne qui a travaillé à temps partiel, à temps réduit ou une partie de l'année seulement varie entre 0 et 1. Finalement, l'ETC d'une personne qui a été en congé sans solde durant une année entière est égal à 0.

L'effectif comparatif comprend l'effectif indiqué au budget de dépenses de l'exercice précédent, modifié, s'il y a lieu, pour refléter les changements à la structure des programmes, les transferts de postes entre ministères ainsi que les ajustements récurrents effectués en cours d'exercice.

#### ÉLÉMENT

L'élément est une subdivision plus détaillée d'un programme et sert à refléter différents champs d'intervention.

#### PORTEFEUILLE

Un portefeuille regroupe l'ensemble des programmes d'un ministère et des organismes budgétaires sous la responsabilité d'un ministre.

#### PROGRAMME

Un programme regroupe les crédits destinés à la mise en œuvre d'un ensemble cohérent d'activités qui concourent à la réalisation d'objectifs pour lesquels il est possible de rendre compte. Le vote des crédits se fait par programmes.

#### PROVISION

Une provision est un élément de programme pour lequel la loi sur les crédits donne au Conseil du trésor le pouvoir d'autoriser le transfert d'une partie d'un crédit entre programmes ou portefeuilles pour les objets et, s'il y a lieu, selon les conditions prévues au budget de dépenses.

---



## Notes

### explicatives (suite)

---

#### 5. DÉFINITION DES SUPERCATÉGORIES

Les supercatégories regroupent les catégories utilisées par les ministères pour la comptabilisation de leurs dépenses et de leurs investissements.

##### AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues par un ministère ou un organisme pour assumer une partie ou la totalité des dépenses imputées sur un fonds spécial qu'il administre, afin notamment d'en assurer l'équilibre entre les revenus et les dépenses.

##### CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES

Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant de la variation à la provision pour créances douteuses et à la provision pour pertes sur interventions financières garanties par le gouvernement.

##### FONCTIONNEMENT

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues notamment pour l'acquisition, la location-exploitation et l'utilisation de biens et de services. Elle inclut également l'amortissement des immobilisations.

##### IMMOBILISATIONS

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les frais encourus pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations.

##### PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle regroupe, entre autres, les paiements à effectuer en vue d'acquérir certains éléments d'actif. On y retrouve les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et aux entreprises du gouvernement, ainsi que l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises, du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement sont également incluses dans cette supercatégorie.

---

## Notes

### explicatives (suite)

---

#### RÉMUNÉRATION

Cette supercatégorie comprend la rémunération normale, celle pour les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, à temps partiel et occasionnels du secteur public. Elle comprend également les traitements et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec ainsi qu'aux étudiants et aux stagiaires. Elle inclut enfin les avantages sociaux et les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

#### SERVICE DE LA DETTE

Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, les intérêts sur le compte des régimes de retraite, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et les frais associés à la gestion de la dette. On ne retrouve cette supercatégorie qu'au portefeuille « Finances ».

#### TRANSFERT

Cette supercatégorie comprend les dépenses dont le versement est effectué dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes. Ces dépenses ne constituent pas pour le gouvernement des acquisitions directes de biens ou de services.

## 6. DÉFINITION DES CATÉGORIES

Les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » se subdivisent selon les cinq catégories suivantes :

#### CAPITAL

Pour la supercatégorie « Transfert », cette catégorie comprend les immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations.

Pour la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial », cette catégorie comprend l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial.

#### FONCTIONNEMENT

Pour la supercatégorie « Transfert », cette catégorie comprend le fonctionnement, autre que la rémunération, des organismes et des entreprises du gouvernement, ainsi que des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

---

## Notes

### explicatives (suite)

---

---

Pour la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial », cette catégorie comprend le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial.

#### INTÉRÊT

Pour la supercatégorie « Transfert », cette catégorie comprend le paiement des intérêts sur emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une entreprise, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement.

Pour la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial », cette catégorie comprend les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial.

#### RÉMUNÉRATION

Pour la supercatégorie « Transfert », cette catégorie comprend la rémunération du personnel d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

Pour la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial », cette catégorie comprend la rémunération du personnel affecté à un fonds spécial.

#### SUPPORT

Pour la supercatégorie « Transfert », cette catégorie comprend le soutien financier versé aux bénéficiaires, autre que celui mentionné à l'intérieur de la même supercatégorie, aux catégories « Rémunération », « Fonctionnement », « Capital » et « Intérêt ».

Pour la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial », cette catégorie comprend les paiements destinés à fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes.

---



### Services gouvernementaux

Le total des prévisions de dépenses, moins la prévision d'amortissement, plus les prévisions d'investissements donnent les crédits requis pour le programme.

Credits comparatifs

Élément de programme  
constituant une  
provision

Montants des crédits qui n'ont pas à être votés comprenant :

Crédits permanents  
Crédits reportés  
Crédits déjà votés

Montant réel des crédits 2003-2004 reportés en 2004-2005

Prévision des  
crédits 2004-2005  
reportés en  
2005-2006

Description du programme

Référence indiquant la présence d'un crédit au net ou d'un crédit portant sur plus d'un an

Supercatégories de dépenses

Effectif exprimé en « équivalent temps complet » (ETC).

Supercatégories d'investissements

Conditions  
applicables au  
report de crédits

| Budget de dépenses           |          |          | Éléments |          | 2005-2006 | 2004-2005 |          |
|------------------------------|----------|----------|----------|----------|-----------|-----------|----------|
|                              | 1        | 2        | 3        | 4        | 5         |           |          |
|                              | (000 \$) |          |          |          |           |           |          |
| Rémunération                 | 8 527,9  | 9 018,0  | 5 201,1  | -        | 4 697,5   | 27 444,5  | 25 952,1 |
| Fonctionnement               | 6 537,7  | 3 886,1  | 2 593,3  | 9 800,0  | 1 975,2   | 24 792,3  | 22 980,9 |
| Transfert                    | 312,0    | -        | -        | 1 400,0  | -         | 1 712,0   | 1 600,0  |
|                              | 15 377,6 | 12 904,1 | 7 794,4  | 11 200,0 | 6 672,7   | 53 948,8  | 50 533,0 |
| Effectif total               | 122      | 210      | 82       | -        | 94        | 508       | 508      |
|                              |          |          |          |          |           |           |          |
| Budget d'investissements     |          |          |          |          |           |           |          |
| Immobilisations              | 1 500,0  | 3 121,2  | -        | 20 600,0 | -         | 25 221,2  | 20 721,2 |
| Prêts, placements et avances | 25,0     | 5,0      | -        | -        | -         | 30,0      | 5,0      |
|                              | 1 525,0  | 3 126,2  | -        | 20 600,0 | -         | 25 251,2  | 20 726,2 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2, 3 et 5 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloué à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

## SOMMAIRE DU BUDGET DE DÉPENSES ET DES CRÉDITS

---



## Budget de dépenses

|                                                     | 2005-2006           | 2004-2005           |
|-----------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
|                                                     | Budget de dépenses  | Dépense probable    |
|                                                     | (000 \$)            |                     |
| Assemblée nationale*                                | 94 822,4            | 94 264,7            |
| Personnes désignées par l'Assemblée nationale*      | 55 797,4            | 57 529,7            |
| Affaires municipales et Régions                     | 1 775 983,1         | 1 639 089,3         |
| Agriculture, Pêcheries et Alimentation              | 653 052,5           | 660 126,2           |
| Conseil du trésor et Administration gouvernementale | 807 971,2           | 435 158,8 **        |
| Conseil exécutif                                    | 250 752,2           | 219 201,5 **        |
| Culture et Communications                           | 535 880,5           | 521 504,6 **        |
| Développement durable, Environnement et Parcs       | 177 940,8           | 183 050,2           |
| Développement économique, Innovation et Exportation | 576 389,2           | 582 355,9 **        |
| Éducation, Loisir et Sport                          | 12 201 927,1        | 11 881 410,7        |
| Emploi et Solidarité sociale***                     | 4 011 705,2         | 4 083 195,9 **      |
| Famille, Aînés et Condition féminine***             | 1 634 402,2         | 1 500 086,2         |
| Finances (excluant le service de la dette)          | 213 725,2           | 148 775,2 **        |
| Immigration et Communautés culturelles              | 99 290,6            | 106 955,4           |
| Justice                                             | 612 486,4           | 633 218,7           |
| Relations internationales                           | 99 564,7            | 97 602,3            |
| Ressources naturelles et Faune                      | 390 943,0           | 379 489,4           |
| Revenu                                              | 602 603,0           | 621 992,1           |
| Santé et Services sociaux                           | 20 862 000,0        | 20 035 872,5        |
| Sécurité publique                                   | 906 326,3           | 940 433,4           |
| Services gouvernementaux                            | 53 948,8            | 43 798,8 **         |
| Tourisme                                            | 138 647,1           | 145 968,5           |
| Transports                                          | 1 808 288,3         | 1 656 528,3         |
| Travail                                             | 63 732,9            | 74 581,7            |
| Crédits périmés escomptés                           | (150 000,0)         |                     |
| Crédits reportés en 2006-2007                       | (71 180,1)          |                     |
| <b>Dépenses de programmes</b>                       | <b>48 407 000,0</b> | <b>46 742 190,0</b> |
| Service de la dette                                 | 6 995 000,0         | 6 868 000,0         |
| <b>Total</b>                                        | <b>55 402 000,0</b> | <b>53 610 190,0</b> |

\* L'information portant sur les crédits et les dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées par cette dernière se retrouve dans le Volume I.

\*\* Ce portefeuille contient une ou des provisions qui permettent des transferts de crédits à d'autres portefeuilles et les dépenses qui y sont comptabilisées en 2004-2005 tiennent compte des virements à l'un ou l'autre des portefeuilles.

\*\*\* Les dépenses de programmes sont présentées selon la structure budgétaire 2005-2006. Elles incluent les changements intervenus dans la présentation des portefeuilles ainsi que les redressements aux portefeuilles « Emploi et Solidarité sociale » et « Famille, Aînés et Condition féminine » pour tenir compte des mesures d'aide financière qui sont comptabilisées en réduction des revenus budgétaires depuis le 1er janvier 2005. Ces redressements entraînent, pour 2004-2005, une diminution totale de 408,8 M\$ à ces portefeuilles.



## Distinction entre le budget de dépenses et les crédits

|                                                     | 2005-2006          |                          |                           | Crédits totaux |
|-----------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|----------------|
|                                                     | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements |                |
|                                                     | (000 \$)           |                          |                           |                |
| Assemblée nationale*                                | 94 822,4           | 4 710,5                  | 3 120,5                   | 93 232,4       |
| Personnes désignées par l'Assemblée nationale*      | 55 797,4           | 1 693,0                  | 2 423,7                   | 56 528,1       |
| Affaires municipales et Régions                     | 1 775 983,1        | 2 939,2                  | 17 526,5                  | 1 790 570,4    |
| Agriculture, Pêcheries et Alimentation              | 653 052,5          | 9 132,5                  | 19 064,4                  | 662 984,4      |
| Conseil du trésor et Administration gouvernementale | 807 971,2          | 161,0                    | 375 868,0                 | 1 183 678,2    |
| Conseil exécutif                                    | 250 752,2          | 714,6                    | 984,1                     | 251 021,7      |
| Culture et Communications                           | 535 880,5          | 1 570,0                  | 7 974,3                   | 542 284,8      |
| Développement durable, Environnement et Parcs       | 177 940,8          | 6 076,3                  | 18 767,2                  | 190 631,7      |
| Développement économique, Innovation et Exportation | 576 389,2          | 2 266,0                  | 38 375,3                  | 612 498,5      |
| Éducation, Loisir et Sport                          | 12 201 927,1       | 12 392,0                 | 178 983,4                 | 12 368 518,5   |
| Emploi et Solidarité sociale                        | 4 011 705,2        | 1 165,3                  | 2 387,5                   | 4 012 927,4    |
| Famille, Aînés et Condition féminine                | 1 634 402,2        | 3 845,4                  | 18 172,5                  | 1 648 729,3    |
| Finances                                            | 7 208 725,2        | 1 657,0                  | 8 956,1                   | 7 216 024,3    |
| Immigration et Communautés culturelles              | 99 290,6           | 2 559,7                  | 5 715,0                   | 102 445,9      |
| Justice                                             | 612 486,4          | 14 223,3                 | 68 262,8                  | 666 525,9      |
| Relations internationales                           | 99 564,7           | 911,8                    | 1 635,0                   | 100 287,9      |
| Ressources naturelles et Faune                      | 390 943,0          | 14 323,6                 | 38 284,5                  | 414 903,9      |
| Revenu                                              | 602 603,0          | 1 500,0                  | 4 153,0                   | 605 256,0      |
| Santé et Services sociaux                           | 20 862 000,0       | 1 969,0                  | 1 372,0                   | 20 861 403,0   |
| Sécurité publique                                   | 906 326,3          | 17 965,6                 | 29 964,5                  | 918 325,2      |
| Services gouvernementaux                            | 53 948,8           | 3 770,3                  | 25 251,2                  | 75 429,7       |
| Tourisme                                            | 138 647,1          | -                        | -                         | 138 647,1      |
| Transports                                          | 1 808 288,3        | 114 173,9                | 44 297,0                  | 1 738 411,4    |
| Travail                                             | 63 732,9           | 1 712,7                  | 16 371,8                  | 78 392,0       |
|                                                     | 55 623 180,1       | 221 432,7                | 927 910,3                 | 56 329 657,7   |
| Autres postes affectant les dépenses                |                    |                          |                           |                |
| Crédits périmés escomptés                           | (150 000,0)        |                          |                           |                |
| Crédits reportés en 2006-2007                       | (71 180,1)         |                          |                           |                |
| Budget de dépenses                                  | 55 402 000,0       |                          |                           |                |

\* L'information portant sur les crédits et les dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées par cette dernière se retrouve dans le Volume I.

## Sommaire des crédits

|                                                     | 2005-2006           |                       |                                     |                                                   | 2004-2005           |                        |
|-----------------------------------------------------|---------------------|-----------------------|-------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------|------------------------|
|                                                     | Crédits<br>à voter* | Crédits<br>permanents | Crédits<br>votés le<br>22 mars 2005 | Crédits<br>reportés ou<br>crédits déjà<br>votés** | Crédits<br>totaux   | Crédits<br>comparatifs |
|                                                     | (000 \$)            |                       |                                     |                                                   |                     |                        |
| Assemblée nationale***                              | -                   | 93 232,4              | -                                   | -                                                 | 93 232,4            | 93 280,7               |
| Personnes désignées par l'Assemblée nationale***    | 22 879,9            | 26 000,0              | 7 488,2                             | 160,0                                             | 56 528,1            | 69 494,2               |
| Affaires municipales et Régions                     | 872 447,5           | 9,6                   | 918 113,3                           | -                                                 | 1 790 570,4         | 1 677 476,1            |
| Agriculture, Pêcheries et Alimentation              | 374 364,2           | 9,6                   | 287 978,4                           | 632,2                                             | 662 984,4           | 658 439,9              |
| Conseil du trésor et Administration gouvernementale | 725 718,8           | 301 498,8             | 154 820,1                           | 1 640,5                                           | 1 183 678,2         | 889 862,4              |
| Conseil exécutif                                    | 183 448,6           | 1 095,5               | 64 928,1                            | 1 549,5                                           | 251 021,7           | 269 745,5              |
| Culture et Communications                           | 386 881,8           | 2 110,4               | 150 264,1                           | 3 028,5                                           | 542 284,8           | 541 165,9              |
| Développement durable, Environnement et Parcs       | 132 897,2           | 34,6                  | 57 699,9                            | -                                                 | 190 631,7           | 193 226,0              |
| Développement économique, Innovation et Exportation | 403 193,1           | 9,6                   | 205 621,0                           | 3 674,8                                           | 612 498,5           | 708 485,6              |
| Éducation, Loisir et Sport                          | 7 628 587,8         | 702 769,5             | 4 037 161,2                         | -                                                 | 12 368 518,5        | 12 055 844,9           |
| Emploi et Solidarité sociale****                    | 2 617 360,4         | 5 509,6               | 1 099 181,3                         | 290 876,1                                         | 4 012 927,4         | 4 098 553,1            |
| Famille, Aînés et Condition féminine****            | 1 014 307,6         | 2 109,6               | 491 454,6                           | 140 857,5                                         | 1 648 729,3         | 1 519 882,7            |
| Finances                                            | 154 633,5           | 7 005 388,9           | 52 965,4                            | 3 036,5                                           | 7 216 024,3         | 7 091 242,4            |
| Immigration et Communautés culturelles              | 78 383,3            | 9,6                   | 24 053,0                            | -                                                 | 102 445,9           | 105 527,1              |
| Justice                                             | 410 453,6           | 122 894,5             | 133 177,8                           | -                                                 | 666 525,9           | 616 962,1              |
| Relations internationales                           | 68 776,3            | 109,6                 | 29 645,2                            | 1 756,8                                           | 100 287,9           | 101 166,1              |
| Ressources naturelles et Faune                      | 267 643,8           | 5 104,6               | 142 155,5                           | -                                                 | 414 903,9           | 419 954,3              |
| Revenu                                              | 330 700,1           | 146 535,5             | 116 250,1                           | 11 770,3                                          | 605 256,0           | 622 271,4              |
| Santé et Services sociaux                           | 9 377 358,2         | 8 516 230,2           | 2 967 814,6                         | -                                                 | 20 861 403,0        | 20 081 598,9           |
| Sécurité publique                                   | 566 522,7           | 6 167,8               | 345 634,7                           | -                                                 | 918 325,2           | 907 230,8              |
| Services gouvernementaux                            | 53 859,9            | 19,2                  | 20 816,4                            | 734,2                                             | 75 429,7            | 69 138,9               |
| Tourisme                                            | 89 795,4            | -                     | 48 851,7                            | -                                                 | 138 647,1           | 129 368,6              |
| Transports                                          | 1 286 714,8         | 19,2                  | 451 677,4                           | -                                                 | 1 738 411,4         | 1 608 249,9            |
| Travail                                             | 45 598,2            | 2 456,6               | 15 677,2                            | 14 660,0                                          | 78 392,0            | 75 453,2               |
| Redressement****                                    | -                   | -                     | -                                   | -                                                 | -                   | 408 810,0              |
| <b>Total</b>                                        | <b>27 092 526,7</b> | <b>16 939 324,9</b>   | <b>11 823 429,2</b>                 | <b>474 376,9</b>                                  | <b>56 329 657,7</b> | <b>55 012 430,7</b>    |

\* Les crédits à voter incluent, outre les montants présentés ci-dessus, ceux portant sur des dépenses imputables à l'exercice financier 2006-2007 apparaissant à la page suivante.

\*\* Ces montants incluent, conformément à la Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7), les crédits reportés de l'exercice précédent ainsi que les crédits déjà votés pour des dépenses imputables à l'exercice financier 2005-2006 autres que ceux votés le 22 mars 2005.

\*\*\* L'information portant sur les crédits et les dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées par cette dernière se retrouve dans le Volume I.

\*\*\*\* Les crédits comparatifs sont présentés selon la structure budgétaire 2005-2006. Ils incluent les changements intervenus dans la présentation des portefeuilles ainsi que les redressements aux portefeuilles « Emploi et Solidarité sociale » et « Famille, Aînés et Condition féminine » pour tenir compte des mesures d'aide financière qui sont comptabilisées en réduction des revenus budgétaires depuis le 1er janvier 2005. Ces redressements entraînent, pour 2004-2005, une diminution totale de 408,8 M\$ à ces portefeuilles.

## Sommaire des crédits à voter pour des dépenses imputables à l'exercice financier 2006-2007

---

|                                             | 2006-2007 |
|---------------------------------------------|-----------|
|                                             | (000 \$)  |
| <b>Emploi et Solidarité sociale</b>         |           |
| Programme 2 - Mesures d'aide financière     | 279 000,0 |
| <b>Famille, Aînés et Condition féminine</b> |           |
| Programme 2 - Mesures d'aide à la famille   | 160 000,0 |
| <b>Travail</b>                              |           |
| Programme 1 - Travail                       | 6 500,0   |
| <b>Total</b>                                | 445 500,0 |



## Sommaire des crédits 2005-2006 pouvant être reportés en 2006-2007

|                                                     | Report ne requérant<br>pas l'autorisation du<br>Conseil du trésor | Report requérant<br>l'autorisation du<br>Conseil du trésor<br>(000 \$) | Total            |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------------|
| Assemblée nationale                                 | -                                                                 | -                                                                      | -                |
| Personnes désignées par l'Assemblée nationale       | 817,0                                                             | -                                                                      | 817,0            |
| Affaires municipales et Régions                     | 1 900,4                                                           | 37 812,9                                                               | 39 713,3         |
| Agriculture, Pêcheries et Alimentation              | 6 520,9                                                           | -                                                                      | 6 520,9          |
| Conseil du trésor et Administration gouvernementale | 1 787,9                                                           | -                                                                      | 1 787,9          |
| Conseil exécutif                                    | 1 628,9                                                           | -                                                                      | 1 628,9          |
| Culture et Communications                           | 2 645,9                                                           | -                                                                      | 2 645,9          |
| Développement durable, Environnement et Parcs       | 4 826,8                                                           | -                                                                      | 4 826,8          |
| Développement économique, Innovation et Exportation | 2 952,8                                                           | -                                                                      | 2 952,8          |
| Éducation, Loisir et Sport                          | 4 244,8                                                           | 31 691,5                                                               | 35 936,3         |
| Emploi et Solidarité sociale                        | 10 847,6                                                          | -                                                                      | 10 847,6         |
| Famille, Aînés et Condition féminine                | 2 138,3                                                           | 594,9                                                                  | 2 733,2          |
| Finances                                            | 2 754,6                                                           | -                                                                      | 2 754,6          |
| Immigration et Communautés culturelles              | 2 057,7                                                           | -                                                                      | 2 057,7          |
| Justice                                             | 10 006,5                                                          | 2 200,0                                                                | 12 206,5         |
| Relations internationales                           | 2 187,4                                                           | -                                                                      | 2 187,4          |
| Ressources naturelles et Faune                      | 3 431,4                                                           | 6 683,8                                                                | 10 115,2         |
| Revenu                                              | 14 000,0                                                          | 2 000,0                                                                | 16 000,0         |
| Santé et Services sociaux                           | 4 272,4                                                           | 16 814,2                                                               | 21 086,6         |
| Sécurité publique                                   | 25 577,0                                                          | -                                                                      | 25 577,0         |
| Services gouvernementaux                            | 1 225,9                                                           | -                                                                      | 1 225,9          |
| Tourisme                                            | -                                                                 | -                                                                      | -                |
| Transports                                          | 14 194,5                                                          | 30 719,2                                                               | 44 913,7         |
| Travail                                             | 1 523,9                                                           | -                                                                      | 1 523,9          |
| <b>Total</b>                                        | <b>121 542,6</b>                                                  | <b>128 516,5</b>                                                       | <b>250 059,1</b> |



## Programmes faisant l'objet d'un crédit au net\*

---

|                                                                                                | Référence |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Affaires municipales et Régions</b>                                                         |           |
| Programme 8 - Régie du logement                                                                | 1-11      |
| <b>Agriculture, Pêcheries et Alimentation</b>                                                  |           |
| Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments | 2-4       |
| Programme 2 - Organismes d'État                                                                | 2-4       |
| <b>Développement durable, Environnement et Parcs</b>                                           |           |
| Programme 1 - Protection de l'environnement et gestion des parcs                               | 6-5       |
| <b>Emploi et Solidarité sociale</b>                                                            |           |
| Programme 3 - Soutien à la gestion                                                             | 9-6       |
| <b>Immigration et Communautés culturelles</b>                                                  |           |
| Programme 1 - Immigration, intégration et communautés culturelles                              | 12-4      |
| <b>Ressources naturelles et Faune</b>                                                          |           |
| Programme 1 - Gestion des ressources naturelles et fauniques                                   | 15-4      |
| <b>Services gouvernementaux</b>                                                                |           |
| Programme 1 - Services gouvernementaux                                                         | 19-3      |

\* Les données concernant les crédits au net sont fonction de variations de revenus et de modalités qui sont précisées dans les pages présentant chacun des portefeuilles.

## CRÉDITS PAR PORTEFEUILLES

---



# Affaires municipales et Régions

| Programmes                                                                 | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005        |                    |
|----------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|------------------|--------------------|
|                                                                            | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits          | Crédits            |
|                                                                            |                    |                          | (000 \$)                  |                  |                    |
| 1. Promotion et développement de la Métropole                              | 77 668,7           | -                        | -                         | 77 668,7         | 60 146,2           |
| 2. Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain                   | 580 148,6          | -                        | -                         | 580 148,6        | 502 433,9          |
| 3. Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités | 681 737,5          | -                        | 10 581,5                  | 692 319,0        | 673 646,3          |
| 4. Administration générale                                                 | 48 937,7           | 2 700,0                  | 6 728,5                   | 52 966,2         | 51 227,8           |
| 5. Développement des régions et ruralité                                   | 52 800,4           | -                        | -                         | 52 800,4         | 48 287,4           |
| 6. Commission municipale du Québec                                         | 2 999,4            | 29,0                     | 10,0                      | 2 980,4          | 3 073,6            |
| 7. Habitation                                                              | 317 520,1          | -                        | -                         | 317 520,1        | 323 922,2          |
| 8. Régie du logement                                                       | 14 170,7           | 210,2                    | 206,5                     | 14 167,0         | 14 738,7           |
|                                                                            | 1 775 983,1        | 2 939,2                  | 17 526,5                  | 1 790 570,4      | 1 677 476,1        |
| Moins :                                                                    |                    |                          |                           |                  |                    |
| Crédits permanents                                                         |                    |                          |                           | 9,6              | 9,6                |
| Crédits reportés                                                           |                    |                          |                           | -                | 6 890,9            |
| Crédits votés le 22 mars 2005                                              |                    |                          |                           | 918 113,3        | -                  |
| <b>Crédits à voter</b>                                                     |                    |                          |                           | <b>872 447,5</b> | <b>1 670 575,6</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 2005-2006          | 2004-2005          |
|---------------------------------|--------------------|--------------------|
|                                 | (000 \$)           |                    |
| Rémunération                    | 47 084,6           | 48 019,1           |
| Fonctionnement                  | 19 210,2           | 20 920,2           |
| Affectation à un fonds spécial  | 28 985,4           | 26 485,4           |
| Transfert                       | 1 678 702,9        | 1 572 710,7        |
| Créances douteuses et autres    | 2 000,0            | -                  |
| <b>Total</b>                    | <b>1 775 983,1</b> | <b>1 668 135,4</b> |
| Effectif des programmes         | 768                | 775                |
| <b>Effectif total</b>           | <b>768</b>         | <b>775</b>         |
| <b>Budget d'investissements</b> |                    |                    |
| Immobilisations                 | 6 945,0            | 4 460,6            |
| Prêts, placements et avances    | 10 581,5           | 8 394,1            |
| <b>Total</b>                    | <b>17 526,5</b>    | <b>12 854,7</b>    |



# Affaires municipales et Régions

## Programme 1

### Promotion et développement de la Métropole

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005       |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                                                                                                                         |                    |                       | (000 \$)               |                 |                 |
| 1. Aide au développement de la Métropole                                                                                | 61 264,7           | -                     | -                      | 61 264,7        | 45 742,2        |
| 2. Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval                                                                | 16 404,0           | -                     | -                      | 16 404,0        | 14 404,0        |
|                                                                                                                         | 77 668,7           | -                     | -                      | 77 668,7        | 60 146,2        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                 |                 |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 32 743,4        | -               |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>44 925,3</b> | <b>60 146,2</b> |

Ce programme consiste à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la Métropole afin d'en favoriser le progrès, le dynamisme et le rayonnement. De plus, il vise à fournir un soutien financier d'appui à la réalisation d'initiatives ayant comme objectifs le développement et la promotion de la Métropole tout en agissant comme catalyseur et rassembleur pour la promotion de ses intérêts. Il facilite la concertation entre de nombreux partenaires métropolitains, tant du secteur privé que public, notamment en matière d'aménagement du territoire, veille à la cohérence des actions gouvernementales sur ce territoire et assume la responsabilité de la politique gouvernementale en matière de gouvernance locale et régionale.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses           | Éléments |          | 2005-2006 | 2004-2005 |
|------------------------------|----------|----------|-----------|-----------|
|                              | 1        | 2        |           |           |
|                              |          |          | (000 \$)  |           |
| Transfert                    | 61 264,7 | 14 404,0 | 75 668,7  | 60 146,2  |
| Créances douteuses et autres | -        | 2 000,0  | 2 000,0   | -         |
|                              | 61 264,7 | 16 404,0 | 77 668,7  | 60 146,2  |

# Affaires municipales et Régions

## Programme 2

### Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                  |                  |
| 1. Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout                                                                         | 22 954,2           | -                     | -                      | 22 954,2         | 18 129,4         |
| 2. Assainissement des eaux du Québec                                                                                    | 421 723,9          | -                     | -                      | 421 723,9        | 356 680,4        |
| 3. Infrastructures                                                                                                      | 128 369,2          | -                     | -                      | 128 369,2        | 120 375,2        |
| 4. Renouveau urbain et villageois                                                                                       | 7 101,3            | -                     | -                      | 7 101,3          | 7 248,9          |
|                                                                                                                         | 580 148,6          | -                     | -                      | 580 148,6        | 502 433,9        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                  |                  |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                       |                        | -                | 1 637,9          |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 294 277,6        | -                |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>285 871,0</b> | <b>500 796,0</b> |

Ce programme procure le financement requis pour faciliter la construction de réseaux d'aqueduc et d'égout ainsi que l'assainissement des eaux usées municipales au sein de toutes les régions du Québec. Il permet d'apporter un soutien financier à la réfection d'infrastructures au sein des municipalités, des communautés métropolitaines de même qu'en milieu nordique particulièrement par les programmes d'Infrastructures et de Renouveau urbain et villageois.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses    | 1        | 2         | Éléments  |         | 2005-2006 | 2004-2005 |
|-----------------------|----------|-----------|-----------|---------|-----------|-----------|
|                       |          |           | 3         | 4       |           |           |
|                       |          |           | (000 \$)  |         |           |           |
| Rémunération          | -        | -         | 966,2     | 150,0   | 1 116,2   | 1 515,8   |
| Fonctionnement        | -        | -         | 331,1     | 10,0    | 341,1     | 600,1     |
| Transfert             | 22 954,2 | 421 723,9 | 127 071,9 | 6 941,3 | 578 691,3 | 500 318,0 |
|                       | 22 954,2 | 421 723,9 | 128 369,2 | 7 101,3 | 580 148,6 | 502 433,9 |
| <b>Effectif total</b> | -        | -         | 6         | -       | 6         | 7         |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant la partie « Transfert ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance. De plus, sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde non utilisé des crédits de transfert de ce programme peut être reporté en 2006-2007 jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à la partie « Transfert ».

# Affaires municipales et Régions

## Programme 3

### Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités

| Éléments                                                                                                                                                              | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005 |           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------|-----------|
|                                                                                                                                                                       | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits   | Crédits   |
|                                                                                                                                                                       |                    |                       | (000 \$)               |           |           |
| 1. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement                                                                                                | 23 000,0           | -                     | -                      | 23 000,0  | 20 600,0  |
| 2. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation                                       | 251 076,4          | -                     | -                      | 251 076,4 | 248 185,3 |
| 3. Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales | 1 900,0            | -                     | -                      | 1 900,0   | 2 600,0   |
| 4. Aménagement du territoire municipal                                                                                                                                | 1 157,2            | -                     | -                      | 1 157,2   | 18 130,5  |
| 5. Aide financière aux municipalités et aux villages nordiques                                                                                                        | 44 238,2           | -                     | 10 581,5               | 54 819,7  | 62 156,9  |

Suite à la page 1 - 5

Par ce programme, le gouvernement fournit aux municipalités des compensations financières tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement, des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que des gouvernements étrangers. Il permet de soutenir le regroupement volontaire de municipalités et aussi d'accorder une aide financière au milieu municipal et aux villages nordiques. Il couvre le soutien aux municipalités régionales de comté, notamment pour l'aménagement du territoire. Il englobe également les mesures financières du pacte fiscal, entente conclue avec le monde municipal.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1        | 2         | Éléments<br>3 | 4       | 5        | Sous-<br>total |
|---------------------------------|----------|-----------|---------------|---------|----------|----------------|
|                                 |          |           | (000 \$)      |         |          |                |
| Transfert                       | 23 000,0 | 251 076,4 | 1 900,0       | 1 157,2 | 44 238,2 | 321 371,8      |
|                                 | 23 000,0 | 251 076,4 | 1 900,0       | 1 157,2 | 44 238,2 | 321 371,8      |
| <b>Budget d'investissements</b> |          |           |               |         |          |                |
| Prêts, placements et avances    | -        | -         | -             | -       | 10 581,5 | 10 581,5       |
|                                 | -        | -         | -             | -       | 10 581,5 | 10 581,5       |



# Affaires municipales et Régions

## Programme 3 (suite)

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                                                         |                    |                          | (000 \$)                  |                  |                  |
| 6. Mesures financières du pacte fiscal                                                                                  | 360 365,7          | -                        | -                         | 360 365,7        | 321 973,6        |
|                                                                                                                         | 681 737,5          | -                        | 10 581,5                  | 692 319,0        | 673 646,3        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                          |                           |                  |                  |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                          |                           |                  |                  |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                          |                           | -                | 3 460,6          |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                          |                           |                  |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                          |                           | 462 057,1        | -                |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                          |                           | <b>230 261,9</b> | <b>670 185,7</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | Sous-total | 6         | Éléments | 2005-2006 | 2004-2005 |
|---------------------------------|------------|-----------|----------|-----------|-----------|
|                                 |            |           | (000 \$) |           |           |
| Transfert                       | 321 371,8  | 360 365,7 |          | 681 737,5 | 665 252,2 |
|                                 | 321 371,8  | 360 365,7 |          | 681 737,5 | 665 252,2 |
| <b>Budget d'investissements</b> |            |           |          |           |           |
| Prêts, placements et avances    | 10 581,5   | -         |          | 10 581,5  | 8 394,1   |
|                                 | 10 581,5   | -         |          | 10 581,5  | 8 394,1   |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde non utilisé des crédits de transfert de ce programme peut être reporté en 2006-2007 jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à la partie « Transfert ».



# Affaires municipales et Régions

## Programme 4 Administration générale

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005       |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                 |                 |
| 1. Direction                                                                                                            | 4 436,0            | -                     | -                      | 4 436,0         | 4 199,8         |
| 2. Gestion                                                                                                              | 44 501,7           | 2 700,0               | 6 728,5                | 48 530,2        | 47 028,0        |
|                                                                                                                         | 48 937,7           | 2 700,0               | 6 728,5                | 52 966,2        | 51 227,8        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                 |                 |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)                                                                                   |                    |                       |                        |                 |                 |
| Élément 1                                                                                                               |                    |                       |                        | 9,6             | 9,6             |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                       |                        | -               | 1 673,3         |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 13 521,7        | -               |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>39 434,9</b> | <b>49 544,9</b> |

Ce programme comprend la direction du Ministère et les unités responsables de la planification, la direction et la coordination des ressources nécessaires à la gestion des différents programmes du Ministère et à l'élaboration des politiques. En outre, il permet d'assurer une représentation au sein des diverses régions du Québec dans la mise en œuvre des orientations et des politiques ministérielles et gouvernementales touchant le milieu municipal et le développement de l'ensemble des régions du Québec.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1         | 2          | Éléments | 2005-2006  | 2004-2005  |
|---------------------------------|-----------|------------|----------|------------|------------|
|                                 |           |            | (000 \$) |            |            |
| Rémunération                    | 1 935,7   | 30 396,4   |          | 32 332,1   | 32 724,8   |
| Fonctionnement                  | 1 570,0   | 13 765,3   |          | 15 335,3   | 16 352,3   |
| Transfert                       | 930,3     | 340,0      |          | 1 270,3    | 1 270,1    |
|                                 | 4 436,0   | 44 501,7   |          | 48 937,7   | 50 347,2   |
| <b>Effectif total</b>           | <b>17</b> | <b>493</b> |          | <b>510</b> | <b>515</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |           |            |          |            |            |
| Immobilisations                 | -         | 6 728,5    |          | 6 728,5    | 4 185,6    |
|                                 | -         | 6 728,5    |          | 6 728,5    | 4 185,6    |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

# Affaires municipales et Régions

## Programme 5

### Développement des régions et ruralité

| Élément                                                                                                                 | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005       |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                                                                                                                         |                    |                       | (000 \$)               |                 |                 |
| 1. Soutien au développement local et régional                                                                           | 52 800,4           | -                     | -                      | 52 800,4        | 48 287,4        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                 |                 |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 29 925,0        | -               |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>22 875,4</b> | <b>48 287,4</b> |

Ce programme offre un soutien financier au développement local et régional. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement régional et celles sur la ruralité.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses             | 1        | Élément  | 2005-2006 | 2004-2005 |
|--------------------------------|----------|----------|-----------|-----------|
|                                |          | (000 \$) |           |           |
| Affectation à un fonds spécial | 28 985,4 |          | 28 985,4  | 26 485,4  |
| Transfert                      | 23 815,0 |          | 23 815,0  | 21 802,0  |
|                                | 52 800,4 |          | 52 800,4  | 48 287,4  |

# Affaires municipales et Régions

## Programme 6

### Commission municipale du Québec

| Élément                                                                                                                 | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005      |                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|----------------|----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits        | Crédits        |
|                                                                                                                         |                    |                       | (000 \$)               |                |                |
| 1. Commission municipale du Québec                                                                                      | 2 999,4            | 29,0                  | 10,0                   | 2 980,4        | 3 073,6        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                |                |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                |                |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                       |                        | -              | 12,5           |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                |                |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 950,0          | -              |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>2 030,4</b> | <b>3 061,1</b> |

Ce programme permet d'intervenir auprès des municipalités en matière d'organisation territoriale, de régulation technique, d'enquête, de tutelle, d'adjudication et de reconnaissance pour fins d'exemption de taxe.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1         | Élément  | 2005-2006 | 2004-2005 |
|---------------------------------|-----------|----------|-----------|-----------|
|                                 |           | (000 \$) |           |           |
| Rémunération                    | 2 321,8   |          | 2 321,8   | 2 321,8   |
| Fonctionnement                  | 677,6     |          | 677,6     | 764,8     |
|                                 | 2 999,4   |          | 2 999,4   | 3 086,6   |
| <b>Effectif total</b>           | <b>28</b> |          | <b>28</b> | <b>28</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |           |          |           |           |
| Immobilisations                 | 10,0      |          | 10,0      | 25,0      |
|                                 | 10,0      |          | 10,0      | 25,0      |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

# Affaires municipales et Régions

## Programme 7 Habitation

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                                                         |                    |                          | (000 \$)                  |                  |                  |
| 1. Société d'habitation du Québec                                                                                       | 317 000,1          | -                        | -                         | 317 000,1        | 323 122,2        |
| 2. Immobilière SHQ                                                                                                      | 520,0              | -                        | -                         | 520,0            | 800,0            |
|                                                                                                                         | 317 520,1          | -                        | -                         | 317 520,1        | 323 922,2        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                          |                           |                  |                  |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                          |                           |                  |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                          |                           | 80 980,5         | -                |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                          |                           | <b>236 539,6</b> | <b>323 922,2</b> |

Ce programme vise à faciliter, aux citoyens du Québec, l'accès à des conditions adéquates de logement tenant compte de leur capacité financière, de la diversité de leurs besoins et de la conjoncture économique et sociodémographique, à promouvoir l'amélioration des conditions générales de l'habitat au Québec et à favoriser le développement et la reconnaissance du savoir-faire québécois en habitation.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments  |          | 2005-2006 | 2004-2005 |
|--------------------|-----------|----------|-----------|-----------|
|                    | 1         | 2        |           |           |
|                    |           | (000 \$) |           |           |
| Transfert          | 317 000,1 | 520,0    | 317 520,1 | 323 922,2 |
|                    | 317 000,1 | 520,0    | 317 520,1 | 323 922,2 |



# Affaires municipales et Régions

## Programme 8 Régie du logement

| Élément                                                                                                                 | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005       |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                                                                                                                         |                    |                       | (000 \$)               |                 |                 |
| 1. Régie du logement                                                                                                    | 14 170,7           | 210,2                 | 206,5                  | 14 167,0        | 14 738,7        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                 |                 |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                       |                        | -               | 106,6           |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 3 658,0         | -               |
| <b>Crédit à voter*</b>                                                                                                  |                    |                       |                        | <b>10 509,0</b> | <b>14 632,1</b> |

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements, et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

\* Comprenant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1          | Élément  | 2005-2006  | 2004-2005  |
|---------------------------------|------------|----------|------------|------------|
|                                 |            | (000 \$) |            |            |
| Rémunération                    | 11 314,5   |          | 11 314,5   | 11 456,7   |
| Fonctionnement                  | 2 856,2    |          | 2 856,2    | 3 203,0    |
|                                 | 14 170,7   |          | 14 170,7   | 14 659,7   |
| <b>Effectif total</b>           | <b>224</b> |          | <b>224</b> | <b>225</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |            |          |            |            |
| Immobilisations                 | 206,5      |          | 206,5      | 250,0      |
|                                 | 206,5      |          | 206,5      | 250,0      |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

# Affaires municipales et Régions

## Crédit au net

|                                                | 2005-2006 | 2004-2005 |
|------------------------------------------------|-----------|-----------|
|                                                | (000 \$)  |           |
| <b>Programme 8 - Régie du logement</b>         |           |           |
| Dépenses du programme (excluant amortissement) | 13 960,5  | 14 488,7  |
| Moins : Revenus associés au crédit au net      | 3 100,0   | 3 100,0   |
| Crédit au net                                  | 10 860,5  | 11 388,7  |

Ce crédit au net, qui vise à donner suite à une entente de gestion intervenue entre le ministre responsable et le Conseil du trésor, concerne les activités de la Régie du logement dont la mission consiste à décider des litiges, à informer les locataires et les locateurs sur leurs droits et obligations découlant du bail et à favoriser la conciliation entre ceux-ci. Les revenus associés à ce crédit proviennent de la tarification des activités de règlement des litiges.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation de revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 3 100 000 \$.

# Affaires municipales et Régions

## Crédits affectés à un fonds spécial

|                                                            | 2005-2006       | 2004-2005       |
|------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                            | (000 \$)        |                 |
| <b>Programme 5 - Développement des régions et ruralité</b> |                 |                 |
| Fonds de développement régional                            | 28 985,4        | 26 485,4        |
| <b>Total du portefeuille</b>                               | <b>28 985,4</b> | <b>26 485,4</b> |

## Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006       | 2004-2005       |
|------------------------------|-----------------|-----------------|
|                              | (000 \$)        |                 |
| Support                      | 28 985,4        | 26 485,4        |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>28 985,4</b> | <b>26 485,4</b> |

# Affaires municipales et Régions

## Crédits de transfert

|                                                                                                                                                                    | 2005-2006          | 2004-2005          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
|                                                                                                                                                                    | (000 \$)           |                    |
| <b>Programme 1 - Promotion et développement de la Métropole</b>                                                                                                    |                    |                    |
| Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval                                                                                                              | 14 404,0           | 14 404,0           |
| Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin                                                                                                      | 19 253,2           | 18 142,2           |
| Fonds de développement de la Métropole                                                                                                                             | 20 600,0           | 20 500,0           |
| Grand Montréal Bleu                                                                                                                                                | 344,1              | -                  |
| Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal                                                                                       | 21 067,4           | 7 100,0            |
| Total du programme 1                                                                                                                                               | 75 668,7           | 60 146,2           |
| <b>Programme 2 - Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain</b>                                                                                         |                    |                    |
| Amélioration des infrastructures des municipalités nordiques                                                                                                       | 9 400,0            | 9 800,0            |
| Assainissement des eaux du Québec                                                                                                                                  | 421 543,9          | 356 380,4          |
| Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout                                                                                                                       | 1 516,9            | 1 511,6            |
| Eaux vives du Québec                                                                                                                                               | 21 437,3           | 16 617,8           |
| Infrastructures Canada-Québec 2000                                                                                                                                 | 15 726,6           | 12 182,2           |
| Infrastructures Canada-Québec 94-97                                                                                                                                | 67 053,0           | 73 851,1           |
| Infrastructures municipales en milieu nordique                                                                                                                     | 3 764,4            | 2 825,4            |
| Infrastructures Québec-Municipalités                                                                                                                               | 29 840,1           | 19 740,8           |
| Renouveau urbain et villageois                                                                                                                                     | 6 941,3            | 6 559,0            |
| Villages branchés du Québec                                                                                                                                        | 913,8              | 174,7              |
| Autres crédits de transfert                                                                                                                                        | 554,0              | 675,0              |
| Total du programme 2                                                                                                                                               | 578 691,3          | 500 318,0          |
| <b>Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités</b>                                                                       |                    |                    |
| Compensation financière pour les équipements antipollution                                                                                                         | 5 230,8            | 5 170,6            |
| Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales | 1 900,0            | 2 600,0            |
| Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation                                       | 251 076,4          | 248 185,3          |
| Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement                                                                                                | 23 000,0           | 20 600,0           |
| Financement des services municipaux nordiques                                                                                                                      | 9 512,6            | 8 487,5            |
| Mesures financières du pacte fiscal                                                                                                                                | 360 365,7          | 321 973,6          |
| Programme d'aide aux municipalités régionales de comté                                                                                                             | 6 000,0            | 6 000,0            |
| Programme de neutralité                                                                                                                                            | 16 288,6           | 17 000,0           |
| Regroupement municipal                                                                                                                                             | 1 157,2            | 3 130,5            |
| Regroupement municipal supplémentaire                                                                                                                              | -                  | 15 000,0           |
| Réorganisation territoriale                                                                                                                                        | -                  | 8 700,0            |
| Autres crédits de transfert                                                                                                                                        | 7 206,2            | 8 404,7            |
| Total du programme 3                                                                                                                                               | 681 737,5          | 665 252,2          |
| <b>Programme 4 - Administration générale</b>                                                                                                                       |                    |                    |
| Autres crédits de transfert                                                                                                                                        | 1 270,3            | 1 270,1            |
| <b>Programme 5 - Développement des régions et ruralité</b>                                                                                                         |                    |                    |
| Fonds conjoncturel de développement                                                                                                                                | 2 934,0            | 2 934,0            |
| Ruralité                                                                                                                                                           | 20 881,0           | 18 868,0           |
| Total du programme 5                                                                                                                                               | 23 815,0           | 21 802,0           |
| <b>Programme 7 - Habitation</b>                                                                                                                                    |                    |                    |
| Aide à l'amélioration de l'habitat                                                                                                                                 | 24 921,8           | 34 567,6           |
| Aide au logement social, communautaire et abordable                                                                                                                | 264 984,3          | 260 665,8          |
| Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation                                                                                                     | 665,0              | 665,0              |
| Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec                                                                                                                | 26 429,0           | 27 223,8           |
| Immobilière SHQ                                                                                                                                                    | 520,0              | 800,0              |
| Total du programme 7                                                                                                                                               | 317 520,1          | 323 922,2          |
| <b>Total du portefeuille</b>                                                                                                                                       | <b>1 678 702,9</b> | <b>1 572 710,7</b> |



# Affaires municipales et Régions

## Crédits de transfert (suite)

### Ventilation par bénéficiaires

|                                  | 2005-2006          | 2004-2005          |
|----------------------------------|--------------------|--------------------|
|                                  | (000 \$)           |                    |
| Entreprises                      | 11 401,1           | 12 969,6           |
| Entreprises et organismes d'État | 26 949,0           | 28 023,8           |
| Institutions d'enseignement      | 21 225,9           | 20 247,2           |
| Municipalités                    | 1 265 300,3        | 1 159 608,6        |
| Organismes à but non lucratif    | 212 477,6          | 200 277,1          |
| Personnes                        | 141 349,0          | 151 584,4          |
| <b>Total du portefeuille</b>     | <b>1 678 702,9</b> | <b>1 572 710,7</b> |

### Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006          | 2004-2005          |
|------------------------------|--------------------|--------------------|
|                              | (000 \$)           |                    |
| Rémunération                 | 22 587,6           | 22 978,8           |
| Fonctionnement               | 1 793,8            | 2 531,1            |
| Capital                      | 366 204,6          | 230 258,9          |
| Intérêt                      | 370 925,5          | 407 192,5          |
| Support                      | 917 191,4          | 909 749,4          |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>1 678 702,9</b> | <b>1 572 710,7</b> |

# Agriculture, Pêcheries et Alimentation

| Programmes                                                                          | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                     | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                     |                    |                       | (000 \$)               |                  |                  |
| 1. Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments | 336 316,7          | 8 804,7               | 18 693,6               | 346 205,6        | 341 706,0        |
| 2. Organismes d'État                                                                | 316 735,8          | 327,8                 | 370,8                  | 316 778,8        | 316 733,9        |
|                                                                                     | 653 052,5          | 9 132,5               | 19 064,4               | 662 984,4        | 658 439,9        |
| Moins :                                                                             |                    |                       |                        |                  |                  |
| Crédits permanents                                                                  |                    |                       |                        | 9,6              | 77,6             |
| Crédits reportés                                                                    |                    |                       |                        | 632,2            | 1 448,5          |
| Crédits votés le 22 mars 2005                                                       |                    |                       |                        | 287 978,4        | -                |
| <b>Crédits à voter</b>                                                              |                    |                       |                        | <b>374 364,2</b> | <b>656 913,8</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 2005-2006        | 2004-2005        |
|---------------------------------|------------------|------------------|
|                                 | (000 \$)         |                  |
| Rémunération                    | 117 878,4        | 121 663,0        |
| Fonctionnement                  | 50 317,2         | 52 534,2         |
| Transfert                       | 484 856,9        | 472 707,8        |
| Créances douteuses et autres    | -                | 150,0            |
| <b>Total</b>                    | <b>653 052,5</b> | <b>647 055,0</b> |
| Effectif des programmes         | 2 155            | 2 188            |
| <b>Effectif total</b>           | <b>2 155</b>     | <b>2 188</b>     |
| <b>Budget d'investissements</b> |                  |                  |
| Immobilisations                 | 18 564,4         | 20 718,4         |
| Prêts, placements et avances    | 500,0            | 500,0            |
| <b>Total</b>                    | <b>19 064,4</b>  | <b>21 218,4</b>  |

# Agriculture, Pêcheries et Alimentation

## Programme 1

### Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                                                         |                    |                       | (000 \$)               |                  |                  |
| 1. Développement des entreprises agricoles et agroalimentaires                                                          | 202 067,3          | -                     | -                      | 202 067,3        | 190 957,7        |
| 2. Développement des entreprises de pêche et aquacoles                                                                  | 18 848,1           | -                     | -                      | 18 848,1         | 19 709,9         |
| 3. Institut de technologie agroalimentaire                                                                              | 18 159,7           | -                     | -                      | 18 159,7         | 18 211,4         |
| 4. Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale                                                       | 42 672,0           | -                     | -                      | 42 672,0         | 45 571,5         |
| 5. Direction et services à la gestion                                                                                   | 54 569,6           | 8 804,7               | 18 693,6               | 64 458,5         | 67 255,5         |
|                                                                                                                         | 336 316,7          | 8 804,7               | 18 693,6               | 346 205,6        | 341 706,0        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                  |                  |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)                                                               |                    |                       |                        |                  |                  |
| Élément 5                                                                                                               |                    |                       |                        | -                | 68,0             |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)                                                                                   |                    |                       |                        |                  |                  |
| Élément 5                                                                                                               |                    |                       |                        | 9,6              | 9,6              |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                      |                    |                       |                        | 632,2            | 1 404,6          |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 85 055,9         | -                |
| <b>Crédit à voter*</b>                                                                                                  |                    |                       |                        | <b>260 507,9</b> | <b>340 223,8</b> |

Ce programme vise à développer le potentiel et à améliorer les performances technologiques reliées à la production, à la transformation et à la conservation des produits agroalimentaires tout en respectant l'environnement. Il vise également à former des personnes compétentes en agriculture.

\* Comprenant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

### Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | Éléments   |            |            |            |            | 2005-2006    | 2004-2005    |
|---------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|--------------|--------------|
|                                 | 1          | 2          | 3          | 4          | 5          |              |              |
|                                 |            |            | (000 \$)   |            |            |              |              |
| Rémunération                    | 46 380,1   | 6 460,1    | 15 000,0   | 15 972,6   | 24 927,5   | 108 740,3    | 112 732,4    |
| Fonctionnement                  | 5 645,9    | 1 885,0    | 1 497,1    | 9 049,4    | 29 642,1   | 47 719,5     | 49 829,7     |
| Transfert                       | 150 041,3  | 10 503,0   | 1 662,6    | 17 650,0   | -          | 179 856,9    | 167 707,8    |
| Créances douteuses et autres    | -          | -          | -          | -          | -          | -            | 150,0        |
|                                 | 202 067,3  | 18 848,1   | 18 159,7   | 42 672,0   | 54 569,6   | 336 316,7    | 330 419,9    |
| <b>Effectif total</b>           | <b>896</b> | <b>131</b> | <b>272</b> | <b>462</b> | <b>245</b> | <b>2 006</b> | <b>2 038</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |            |            |            |            |            |              |              |
| Immobilisations                 | -          | -          | -          | -          | 18 193,6   | 18 193,6     | 20 347,6     |
| Prêts, placements et avances    | -          | -          | -          | -          | 500,0      | 500,0        | 500,0        |
|                                 | -          | -          | -          | -          | 18 693,6   | 18 693,6     | 20 847,6     |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2, 3 et 5 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance. De plus, le solde non utilisé des crédits de l'élément 4 peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence d'un montant de 2 500 000 \$, en excluant la partie « Transfert », et ce, déduction faite des virements en provenance des autres éléments du même programme, afin de donner suite à une entente de gestion intervenue entre le ministre responsable et le Conseil du trésor.



# Agriculture, Pêcheries et Alimentation

## Programme 2 Organismes d'État

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                  |                  |
| 1. Financière agricole du Québec                                                                                        | 305 000,0          | -                     | -                      | 305 000,0        | 305 000,0        |
| 2. Commission de protection du territoire agricole du Québec                                                            | 8 694,3            | 327,8                 | 350,0                  | 8 716,5          | 8 631,8          |
| 3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec                                                                | 3 041,5            | -                     | 20,8                   | 3 062,3          | 3 102,1          |
|                                                                                                                         | 316 735,8          | 327,8                 | 370,8                  | 316 778,8        | 316 733,9        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                  |                  |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                       |                        | -                | 43,9             |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 202 922,5        | -                |
| <b>Crédit à voter*</b>                                                                                                  |                    |                       |                        | <b>113 856,3</b> | <b>316 690,0</b> |

Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat, à compenser les pertes de rendement dans les récoltes et à garantir un revenu annuel aux producteurs agricoles selon certaines modalités. Il vise aussi à favoriser la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et à préserver la vocation des sols arables.

\* Comprenant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1         | 2       | Éléments<br>3 | 2005-2006  | 2004-2005  |
|---------------------------------|-----------|---------|---------------|------------|------------|
|                                 |           |         | (000 \$)      |            |            |
| Rémunération                    | -         | 6 804,5 | 2 333,6       | 9 138,1    | 8 930,6    |
| Fonctionnement                  | -         | 1 889,8 | 707,9         | 2 597,7    | 2 704,5    |
| Transfert                       | 305 000,0 | -       | -             | 305 000,0  | 305 000,0  |
|                                 | 305 000,0 | 8 694,3 | 3 041,5       | 316 735,8  | 316 635,1  |
| <b>Effectif total</b>           | -         | 106     | 43            | <b>149</b> | <b>150</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |           |         |               |            |            |
| Immobilisations                 | -         | 350,0   | 20,8          | 370,8      | 370,8      |
|                                 | -         | 350,0   | 20,8          | 370,8      | 370,8      |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.



# Agriculture, Pêcheries et Alimentation

## Crédit au net

|                                                                                                       | 2005-2006 | 2004-2005 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|
|                                                                                                       | (000 \$)  |           |
| <b>Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments</b> |           |           |
| Dépenses du programme (excluant amortissement)                                                        | 327 512,0 | 320 858,4 |
| Moins : Revenus associés au crédit au net                                                             | 7 950,0   | 7 950,0   |
| Crédit au net                                                                                         | 319 562,0 | 312 908,4 |

Ce crédit au net vise les activités du Programme d'analyse des troupeaux bovins du Québec et du Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale.

- Programme d'analyse des troupeaux bovins du Québec

Ce crédit au net concerne, en partie, les activités du Programme d'analyse des troupeaux bovins du Québec. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent de la cotisation annuelle des adhérents au programme.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation de revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 50 000 \$.

- Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale

Ce crédit au net, qui vise à donner suite à une entente de gestion entre le ministre responsable et le Conseil du trésor, concerne les activités du Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent des produits et services d'inspection, d'expertises et d'analyses alimentaires, et de l'émission de permis ainsi que des services offerts par le Laboratoire de pathologie animale rattaché au Centre.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation de revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 400 000 \$ dans le cas du Laboratoire de pathologie animale, et d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 7 500 000 \$ dans le cas des autres activités du Centre.

## Programme 2 - Organismes d'État

|                                                |           |           |
|------------------------------------------------|-----------|-----------|
| Dépenses du programme (excluant amortissement) | 316 408,0 | 316 363,1 |
| Moins : Revenus associés au crédit au net      | 920,0     | 920,0     |
| Crédit au net                                  | 315 488,0 | 315 443,1 |

Ce crédit au net vise les activités de la Commission de protection du territoire agricole du Québec et de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec.

- Commission de protection du territoire agricole du Québec

Ce crédit au net concerne les activités de la Commission de protection du territoire agricole du Québec. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent des tarifs pour le traitement des demandes, des déclarations, des attestations et des permis.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation de revenus donne droit à une hausse de crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 700 000 \$.

- Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec

Ce crédit au net concerne les activités de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent des services offerts par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, ainsi que des tarifs pour les affaires entendues en séance publique, l'homologation de convention et l'approbation de règlement.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation des revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 220 000 \$.

# Agriculture, Pêcheries et Alimentation

## Crédits de transfert

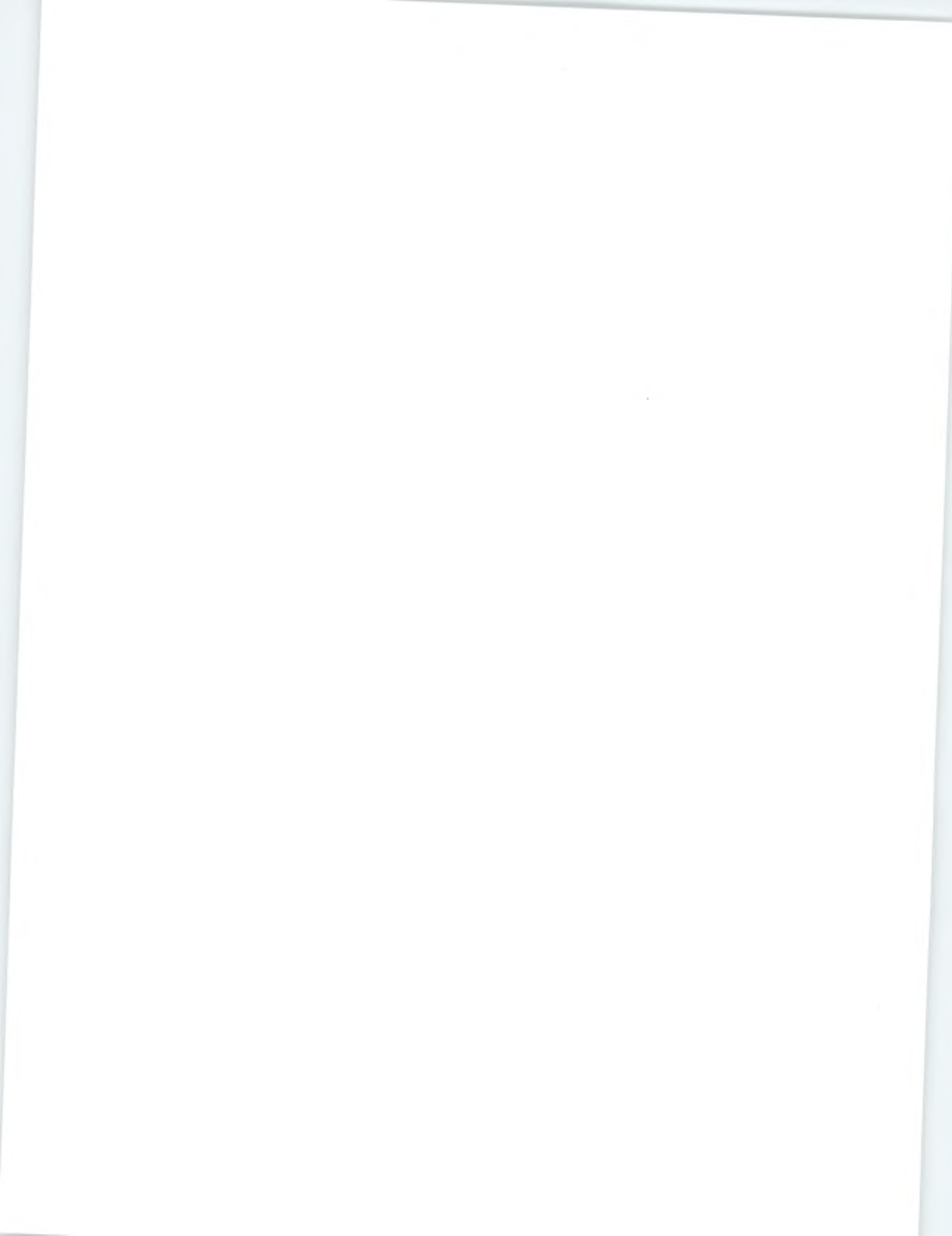
|                                                                                                       | 2005-2006        | 2004-2005        |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                       | (000 \$)         |                  |
| <b>Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments</b> |                  |                  |
| Aide à la recherche et au transfert technologique                                                     | 12 158,2         | 13 416,6         |
| Amélioration de la santé animale                                                                      | 14 000,0         | 14 300,0         |
| Appui à la formation                                                                                  | 1 662,6          | 1 649,6          |
| Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles                                        | 10 503,0         | 10 503,0         |
| Appui au développement en région                                                                      | 7 275,9          | 7 575,9          |
| Appui au secteur de la transformation                                                                 | 3 026,6          | 3 493,6          |
| Prime-Vert                                                                                            | 31 030,6         | 27 500,0         |
| Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles                     | 95 500,0         | 84 200,0         |
| Traçabilité des aliments                                                                              | 3 500,0          | 4 500,0          |
| Autres crédits de transfert                                                                           | 1 200,0          | 569,1            |
| Total du programme 1                                                                                  | 179 856,9        | 167 707,8        |
| <b>Programme 2 - Organismes d'État</b>                                                                |                  |                  |
| Financière agricole du Québec                                                                         | 305 000,0        | 305 000,0        |
| <b>Total du portefeuille</b>                                                                          | <b>484 856,9</b> | <b>472 707,8</b> |

## Ventilation par bénéficiaires

|                                  | 2005-2006        | 2004-2005        |
|----------------------------------|------------------|------------------|
|                                  | (000 \$)         |                  |
| Entreprises                      | 396 527,6        | 389 727,5        |
| Entreprises et organismes d'État | 59 600,0         | 51 762,0         |
| Institutions d'enseignement      | 1 950,0          | 2 822,0          |
| Organismes à but non lucratif    | 26 779,3         | 28 396,3         |
| <b>Total du portefeuille</b>     | <b>484 856,9</b> | <b>472 707,8</b> |

## Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006        | 2004-2005        |
|------------------------------|------------------|------------------|
|                              | (000 \$)         |                  |
| Rémunération                 | 43 900,0         | 41 384,0         |
| Fonctionnement               | 15 700,0         | 10 378,0         |
| Capital                      | 21 780,7         | 20 486,7         |
| Support                      | 403 476,2        | 400 459,1        |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>484 856,9</b> | <b>472 707,8</b> |



# Conseil du trésor et Administration gouvernementale

| Programmes                             | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005        |                  |
|----------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|------------------|------------------|
|                                        | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                        | (000 \$)           |                          |                           |                  |                  |
| 1. Secrétariat du Conseil du trésor    | 119 215,2          | 131,0                    | 850,0                     | 119 934,2        | 117 207,8        |
| 2. Commission de la fonction publique  | 3 376,2            | 30,0                     | 18,0                      | 3 364,2          | 3 388,1          |
| 3. Régimes de retraite et d'assurances | 304 377,9          | -                        | -                         | 304 377,9        | 303 919,7        |
| 4. Fonds de suppléance                 | 381 001,9          | -                        | 375 000,0                 | 756 001,9        | 465 346,8        |
|                                        | 807 971,2          | 161,0                    | 375 868,0                 | 1 183 678,2      | 889 862,4        |
| Moins :                                |                    |                          |                           |                  |                  |
| Crédits permanents                     |                    |                          |                           | 301 498,8        | 299 540,6        |
| Crédits reportés                       |                    |                          |                           | 1 640,5          | 1 766,8          |
| Crédits votés le 22 mars 2005          |                    |                          |                           | 154 820,1        | -                |
| <b>Crédits à voter</b>                 |                    |                          |                           | <b>725 718,8</b> | <b>588 555,0</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 2005-2006        | 2004-2005        |
|---------------------------------|------------------|------------------|
|                                 | (000 \$)         |                  |
| Rémunération                    | 380 497,6        | 379 839,7        |
| Fonctionnement                  | 393 873,9        | 107 160,2        |
| Affectation à un fonds spécial  | 7 313,0          | 11 155,7         |
| Transfert                       | 26 286,7         | 24 686,7         |
| <b>Total</b>                    | <b>807 971,2</b> | <b>522 842,3</b> |
| Effectif des programmes         | 661              | 676              |
| <b>Effectif total</b>           | <b>661</b>       | <b>676</b>       |
| <b>Budget d'investissements</b> |                  |                  |
| Immobilisations                 | 768,0            | 768,0            |
| Prêts, placements et avances    | 375 100,0        | 366 413,1        |
| <b>Total</b>                    | <b>375 868,0</b> | <b>367 181,1</b> |



# Conseil du trésor et Administration gouvernementale

## Programme 1

### Secrétariat du Conseil du trésor

| Éléments                                                                                                                                                                                                                                                                      | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005 |          |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------|----------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                               | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits   | Crédits  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                               | (000 \$)           |                       |                        |           |          |
| 1. Soutien au Conseil du trésor                                                                                                                                                                                                                                               | 44 949,1           | 131,0                 | 750,0                  | 45 568,1  | 45 550,1 |
| 2. Fonctions gouvernementales                                                                                                                                                                                                                                                 | 13 237,5           | -                     | -                      | 13 237,5  | 7 793,5  |
| 3. Contributions de l'employeur                                                                                                                                                                                                                                               | 53 658,6           | -                     | -                      | 53 658,6  | 54 380,0 |
| 4. Fonds dédiés aux sinistres                                                                                                                                                                                                                                                 | 5 870,0            | -                     | -                      | 5 870,0   | 8 855,7  |
| 5. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes* | -                  | -                     | 100,0                  | 100,0     | 100,0    |

Suite à la page 3 - 3

Ce programme regroupe les dépenses visant à soutenir le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement sur la gestion des ressources humaines, budgétaires, matérielles et informationnelles de la fonction publique québécoise. On y retrouve également les dépenses liées aux fonctions gouvernementales exercées par le Secrétariat du Conseil du trésor en matière de dotation et de recrutement. Ce programme pourvoit aussi au financement des programmes de reconstruction des régions sinistrées à la suite du verglas de janvier 1998 et des pluies diluviennes survenues en juillet 1996, ainsi qu'à des contributions du gouvernement à titre d'employeur.

\* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1        | 2        | Éléments<br>3 | 4       | 5     | Sous-<br>total |
|---------------------------------|----------|----------|---------------|---------|-------|----------------|
|                                 | (000 \$) |          |               |         |       |                |
| Rémunération                    | 32 427,1 | 11 564,4 | 53 658,6      | -       | -     | 97 650,1       |
| Fonctionnement                  | 10 923,0 | 1 673,1  | -             | -       | -     | 12 596,1       |
| Affectation à un fonds spécial  | 1 443,0  | -        | -             | 5 870,0 | -     | 7 313,0        |
| Transfert                       | 156,0    | -        | -             | -       | -     | 156,0          |
|                                 | 44 949,1 | 13 237,5 | 53 658,6      | 5 870,0 | -     | 117 715,2      |
| <b>Effectif total</b>           | 452      | 171      | -             | -       | -     | 623            |
| <b>Budget d'investissements</b> |          |          |               |         |       |                |
| Immobilisations                 | 650,0    | -        | -             | -       | 100,0 | 750,0          |
| Prêts, placements et avances    | 100,0    | -        | -             | -       | -     | 100,0          |
|                                 | 750,0    | -        | -             | -       | 100,0 | 850,0          |

# Conseil du trésor et Administration gouvernementale

## Programme 1 (suite)

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005       |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------------|------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits         | Crédits          |
|                                                                                                                         |                    |                       | (000 \$)               |                 |                  |
| 6. Agence des partenariats public-privé                                                                                 | 1 500,0            | -                     | -                      | 1 500,0         | 528,5            |
|                                                                                                                         | 119 215,2          | 131,0                 | 850,0                  | 119 934,2       | 117 207,8        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                 |                  |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                  |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)                                                                                   |                    |                       |                        |                 |                  |
| Élément 1                                                                                                               |                    |                       |                        | 9,6             | 9,6              |
| Loi sur l'Agence des partenariats public-privé du Québec, (2004, c. 32)                                                 |                    |                       |                        |                 |                  |
| Élément 6                                                                                                               |                    |                       |                        | 1 500,0         | -                |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                 |                  |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                      |                    |                       |                        | 1 541,3         | 1 685,8          |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 28 256,2        | -                |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>88 627,1</b> | <b>115 512,4</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | Sous-total | 6        | Éléments | 2005-2006  | 2004-2005  |
|---------------------------------|------------|----------|----------|------------|------------|
|                                 |            |          | (000 \$) |            |            |
| Rémunération                    | 97 650,1   | -        |          | 97 650,1   | 97 347,1   |
| Fonctionnement                  | 12 596,1   | -        |          | 12 596,1   | 7 830,0    |
| Affectation à un fonds spécial  | 7 313,0    | -        |          | 7 313,0    | 11 155,7   |
| Transfert                       | 156,0      | 1 500,0  |          | 1 656,0    | 156,0      |
|                                 | 117 715,2  | 1 500,0  |          | 119 215,2  | 116 488,8  |
| <b>Effectif total</b>           | <b>623</b> | <b>-</b> |          | <b>623</b> | <b>638</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |            |          |          |            |            |
| Immobilisations                 | 750,0      | -        |          | 750,0      | 750,0      |
| Prêts, placements et avances    | 100,0      | -        |          | 100,0      | 100,0      |
|                                 | 850,0      | -        |          | 850,0      | 850,0      |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1 et 2 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

# Conseil du trésor et Administration gouvernementale

## Programme 2

### Commission de la fonction publique

| Élément                                                                                                                 | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005      |                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|----------------|----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits        | Crédits        |
|                                                                                                                         |                    |                       | (000 \$)               |                |                |
| 1. Commission de la fonction publique                                                                                   | 3 376,2            | 30,0                  | 18,0                   | 3 364,2        | 3 388,1        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                |                |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                |                |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                      |                    |                       |                        | 99,2           | 81,0           |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                |                |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 826,8          | -              |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>2 438,2</b> | <b>3 307,1</b> |

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par les fonctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et des règlements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation, de produire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celui-ci décide de soustraire un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1         | Élément  | 2005-2006 | 2004-2005 |
|---------------------------------|-----------|----------|-----------|-----------|
|                                 |           | (000 \$) |           |           |
| Rémunération                    | 3 000,3   |          | 3 000,3   | 3 003,6   |
| Fonctionnement                  | 375,9     |          | 375,9     | 396,5     |
|                                 | 3 376,2   |          | 3 376,2   | 3 400,1   |
| <b>Effectif total</b>           | <b>38</b> |          | <b>38</b> | <b>38</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |           |          |           |           |
| Immobilisations                 | 18,0      |          | 18,0      | 18,0      |
|                                 | 18,0      |          | 18,0      | 18,0      |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.



# Conseil du trésor et Administration gouvernementale

## Programme 3

### Régimes de retraite et d'assurances

| Éléments                                                                     | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005 |           |
|------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------|-----------|
|                                                                              | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits   | Crédits   |
|                                                                              |                    |                       | (000 \$)               |           |           |
| 1. Régime de retraite des fonctionnaires                                     | 27 195,0           | -                     | -                      | 27 195,0  | 27 195,0  |
| 2. Régime de retraite de certains enseignants                                | 21 311,0           | -                     | -                      | 21 311,0  | 21 211,0  |
| 3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics | 143 621,2          | -                     | -                      | 143 621,2 | 143 499,0 |
| 4. Assurance collective sur la vie des employés publics                      | 4 400,7            | -                     | -                      | 4 400,7   | 4 400,7   |
| 5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels       | 8 392,0            | -                     | -                      | 8 392,0   | 8 368,0   |
| 6. Régime de retraite des juges                                              | 8 443,0            | -                     | -                      | 8 443,0   | 8 431,0   |

Suite à la page 3 - 6

Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 1        | 2        | Éléments<br>3 | 4       | 5       | 6       | Sous-<br>total |
|--------------------|----------|----------|---------------|---------|---------|---------|----------------|
|                    |          |          | (000 \$)      |         |         |         |                |
| Rémunération       | 27 195,0 | -        | 143 621,2     | 1 081,0 | 8 392,0 | 8 443,0 | 188 732,2      |
| Transfert          | -        | 21 311,0 | -             | 3 319,7 | -       | -       | 24 630,7       |
|                    | 27 195,0 | 21 311,0 | 143 621,2     | 4 400,7 | 8 392,0 | 8 443,0 | 213 362,9      |



# Conseil du trésor et Administration gouvernementale

## Programme 3 (suite)

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005      |                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|----------------|----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits        | Crédits        |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                |                |
| 7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec                                                                | 18 147,0           | -                     | -                      | 18 147,0       | 18 089,0       |
| 8. Régime de retraite du personnel d'encadrement                                                                        | 72 868,0           | -                     | -                      | 72 868,0       | 72 726,0       |
|                                                                                                                         | 304 377,9          | -                     | -                      | 304 377,9      | 303 919,7      |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                |                |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                       |                        |                |                |
| Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12)                                                     |                    |                       |                        |                |                |
| Élément 1                                                                                                               |                    |                       |                        | 27 195,0       | 27 195,0       |
| Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1)                                               |                    |                       |                        |                |                |
| Élément 2                                                                                                               |                    |                       |                        | 21 311,0       | 21 211,0       |
| Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10)                 |                    |                       |                        |                |                |
| Élément 3                                                                                                               |                    |                       |                        | 143 621,2      | 143 499,0      |
| Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte, (L.Q. 1970, c. 6)                                            |                    |                       |                        |                |                |
| Élément 4                                                                                                               |                    |                       |                        | 12,0           | 12,0           |
| Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2)                      |                    |                       |                        |                |                |
| Élément 5                                                                                                               |                    |                       |                        | 8 392,0        | 8 368,0        |
| Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16)                                                                    |                    |                       |                        |                |                |
| Élément 6                                                                                                               |                    |                       |                        | 8 443,0        | 8 431,0        |
| Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13.1)                                                                                  |                    |                       |                        |                |                |
| Élément 7                                                                                                               |                    |                       |                        | 18 147,0       | 18 089,0       |
| Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1)                                           |                    |                       |                        |                |                |
| Élément 8                                                                                                               |                    |                       |                        | 72 868,0       | 72 726,0       |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                |                |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 1 097,2        | -              |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>3 291,5</b> | <b>4 388,7</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Sous-total | 7        | Éléments 8 | 2005-2006 | 2004-2005 |
|--------------------|------------|----------|------------|-----------|-----------|
|                    |            |          | (000 \$)   |           |           |
| Rémunération       | 188 732,2  | 18 147,0 | 72 868,0   | 279 747,2 | 279 389,0 |
| Transfert          | 24 630,7   | -        | -          | 24 630,7  | 24 530,7  |
|                    | 213 362,9  | 18 147,0 | 72 868,0   | 304 377,9 | 303 919,7 |

# Conseil du trésor et Administration gouvernementale

## Programme 4 Fonds de suppléance

| Éléments                                                                                                                                                                                                                                                                          | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005        |                  |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                   | (000 \$)           |                       |                        |                  |                  |
| 1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas 25 % du crédit ainsi augmenté*                                                               | 380 801,9          | -                     | -                      | 380 801,9        | 98 933,7         |
| 2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable à la rémunération*                                                                                                                                                                   | 100,0              | -                     | -                      | 100,0            | 100,0            |
| 3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier 2005-2006* | -                  | -                     | 375 000,0              | 375 000,0        | 366 313,1        |
| 4. Provision pour réallouer, avec l'approbation du Conseil du trésor, toute partie de crédit applicable à des activités devant être transférées d'un portefeuille à un autre pour donner suite à la réorganisation gouvernementale annoncée le 18 février 2005*                   | 100,0              | -                     | -                      | 100,0            | -                |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 381 001,9          | -                     | 375 000,0              | 756 001,9        | 465 346,8        |
| Moins :                                                                                                                                                                                                                                                                           |                    |                       |                        |                  |                  |
| Crédits déjà votés                                                                                                                                                                                                                                                                |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4)                                                                                                                                                           |                    |                       |                        | 124 639,9        | -                |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                                                                                                                                                                             |                    |                       |                        | <b>631 362,0</b> | <b>465 346,8</b> |

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux. Il vise également à combler temporairement des manques de liquidités des ministères et organismes.

\* Tous les montants remboursés au présent crédit peuvent être utilisés à nouveau pour les mêmes fins, le tout aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

### Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | Éléments  |       |           |       | 2005-2006 | 2004-2005 |
|---------------------------------|-----------|-------|-----------|-------|-----------|-----------|
|                                 | 1         | 2     | 3         | 4     |           |           |
|                                 | (000 \$)  |       |           |       |           |           |
| Rémunération                    | -         | 100,0 | -         | -     | 100,0     | 100,0     |
| Fonctionnement                  | 380 801,9 | -     | -         | 100,0 | 380 901,9 | 98 933,7  |
|                                 | 380 801,9 | 100,0 | -         | 100,0 | 381 001,9 | 99 033,7  |
| <b>Budget d'investissements</b> |           |       |           |       |           |           |
| Prêts, placements et avances    | -         | -     | 375 000,0 | -     | 375 000,0 | 366 313,1 |
|                                 | -         | -     | 375 000,0 | -     | 375 000,0 | 366 313,1 |

## Conseil du trésor et Administration gouvernementale

### Crédits affectés à un fonds spécial

|                                                                 | 2005-2006      | 2004-2005       |
|-----------------------------------------------------------------|----------------|-----------------|
|                                                                 | (000 \$)       |                 |
| <b>Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor</b>           |                |                 |
| Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées | 2 970,0        | 5 905,7         |
| Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor    | 1 443,0        | 2 300,0         |
| Fonds relatif à la tempête de verglas                           | 2 900,0        | 2 950,0         |
| <b>Total du portefeuille</b>                                    | <b>7 313,0</b> | <b>11 155,7</b> |

### Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006      | 2004-2005       |
|------------------------------|----------------|-----------------|
|                              | (000 \$)       |                 |
| Fonctionnement               | 392,0          | 905,7           |
| Capital                      | 1 205,5        | 1 725,0         |
| Intérêt                      | 5 715,5        | 8 525,0         |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>7 313,0</b> | <b>11 155,7</b> |



# Conseil du trésor et Administration gouvernementale

## Crédits de transfert

|                                                          | 2005-2006       | 2004-2005       |
|----------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                          | (000 \$)        |                 |
| <b>Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor</b>    |                 |                 |
| Agence des partenariats public-privé du Québec           | 1 500,0         | -               |
| Autres crédits de transfert                              | 156,0           | 156,0           |
| Total du programme 1                                     | 1 656,0         | 156,0           |
| <b>Programme 3 - Régimes de retraite et d'assurances</b> |                 |                 |
| Assurance collective sur la vie des employés publics     | 3 319,7         | 3 319,7         |
| Régime de retraite de certains enseignants               | 21 311,0        | 21 211,0        |
| Total du programme 3                                     | 24 630,7        | 24 530,7        |
| <b>Total du portefeuille</b>                             | <b>26 286,7</b> | <b>24 686,7</b> |

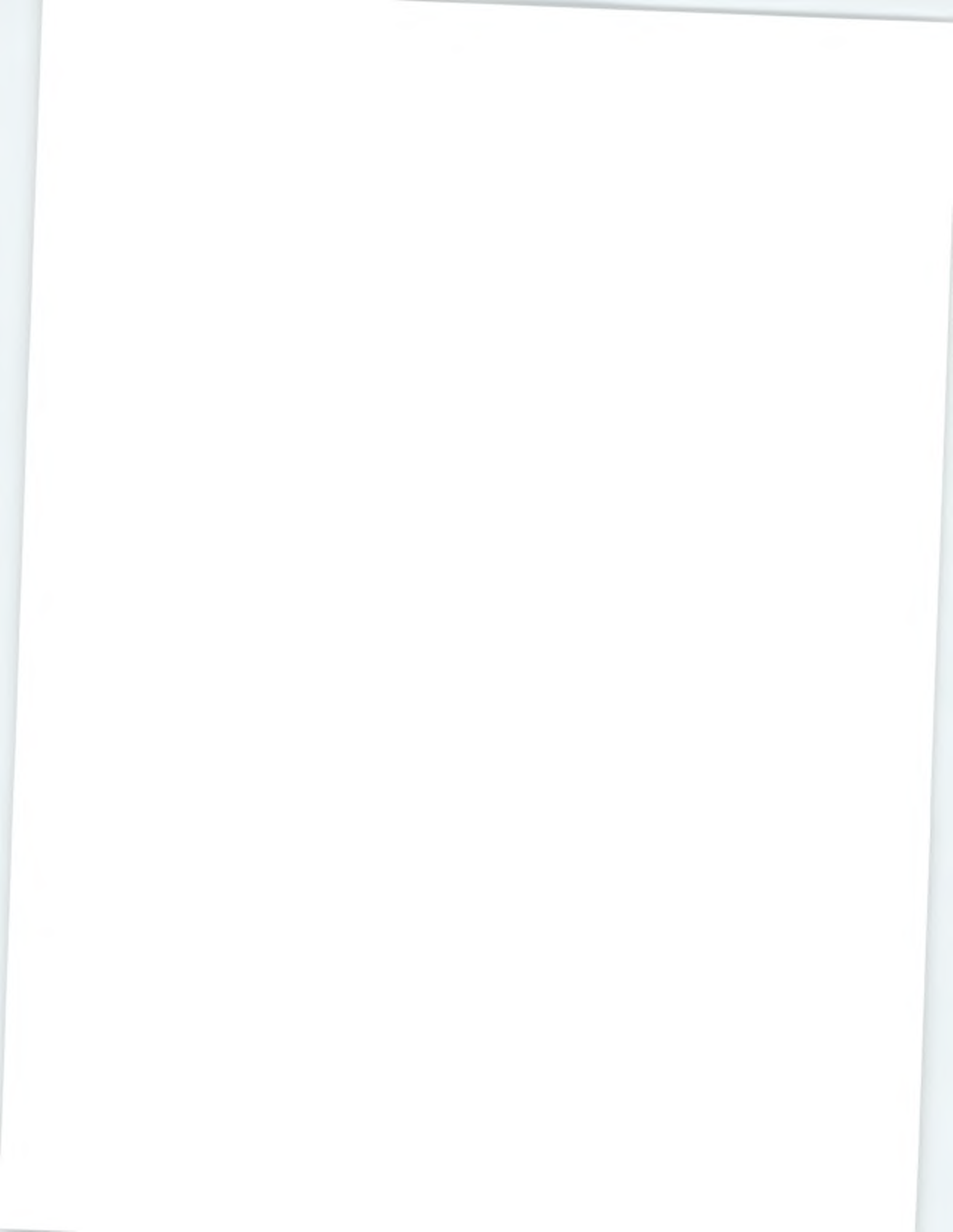
## Ventilation par bénéficiaires

|                                                | 2005-2006       | 2004-2005       |
|------------------------------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                | (000 \$)        |                 |
| Entreprises et organismes d'État               | 1 500,0         | -               |
| Établissements de santé et de services sociaux | 1 452,7         | 1 452,7         |
| Institutions d'enseignement                    | 23 178,0        | 23 078,0        |
| Organismes à but non lucratif                  | 156,0           | 156,0           |
| <b>Total du portefeuille</b>                   | <b>26 286,7</b> | <b>24 686,7</b> |

## Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006       | 2004-2005       |
|------------------------------|-----------------|-----------------|
|                              | (000 \$)        |                 |
| Rémunération                 | 25 109,2        | 24 530,7        |
| Fonctionnement               | 1 021,5         | -               |
| Support                      | 156,0           | 156,0           |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>26 286,7</b> | <b>24 686,7</b> |





# Conseil exécutif

| Programmes                                                               | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005        |                  |
|--------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|------------------|------------------|
|                                                                          | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                          | (000 \$)           |                          |                           |                  |                  |
| 1. Cabinet du lieutenant-gouverneur                                      | 857,5              | -                        | -                         | 857,5            | 857,5            |
| 2. Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif | 68 364,0           | 504,6                    | 780,0                     | 68 639,4         | 70 525,8         |
| 3. Affaires intergouvernementales canadiennes                            | 11 696,6           | 110,8                    | 150,2                     | 11 736,0         | 13 001,6         |
| 4. Affaires autochtones                                                  | 153 901,7          | 43,2                     | 16,8                      | 153 875,3        | 157 696,9        |
| 5. Jeunesse                                                              | 10 247,9           | 13,9                     | 25,1                      | 10 259,1         | 21 863,6         |
| 6. Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information       | 5 684,5            | 42,1                     | 12,0                      | 5 654,4          | 5 800,1          |
|                                                                          | 250 752,2          | 714,6                    | 984,1                     | 251 021,7        | 269 745,5        |
| Moins :                                                                  |                    |                          |                           |                  |                  |
| Crédits permanents                                                       |                    |                          |                           | 1 095,5          | 1 095,5          |
| Crédits reportés                                                         |                    |                          |                           | 1 549,5          | 1 421,5          |
| Crédits votés le 22 mars 2005                                            |                    |                          |                           | 64 928,1         | -                |
| <b>Crédits à voter</b>                                                   |                    |                          |                           | <b>183 448,6</b> | <b>267 228,5</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 2005-2006        | 2004-2005        |
|---------------------------------|------------------|------------------|
|                                 | (000 \$)         |                  |
| Rémunération                    | 38 366,9         | 38 789,4         |
| Fonctionnement                  | 53 877,5         | 56 259,1         |
| Transfert                       | 158 507,8        | 174 427,5        |
| <b>Total</b>                    | <b>250 752,2</b> | <b>269 476,0</b> |
| Effectif des programmes         | 495              | 499              |
| <b>Effectif total</b>           | <b>495</b>       | <b>499</b>       |
| <b>Budget d'investissements</b> |                  |                  |
| Immobilisations                 | 877,6            | 877,6            |
| Prêts, placements et avances    | 106,5            | 106,5            |
| <b>Total</b>                    | <b>984,1</b>     | <b>984,1</b>     |

## Conseil exécutif

### Programme 1 Cabinet du lieutenant-gouverneur

| Élément                                                                                                                 | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005    |              |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|--------------|--------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits      | Crédits      |
|                                                                                                                         |                    |                       | (000 \$)               |              |              |
| 1. Cabinet du lieutenant-gouverneur                                                                                     | 857,5              | -                     | -                      | 857,5        | 857,5        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |              |              |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |              |              |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 214,4        | -            |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>643,1</b> | <b>857,5</b> |

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

### Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 1     | Élément  | 2005-2006 | 2004-2005 |
|--------------------|-------|----------|-----------|-----------|
|                    |       | (000 \$) |           |           |
| Rémunération       | 519,6 |          | 519,6     | 569,6     |
| Fonctionnement     | 327,9 |          | 327,9     | 277,9     |
| Transfert          | 10,0  |          | 10,0      | 10,0      |
|                    | 857,5 |          | 857,5     | 857,5     |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant la partie « Transfert ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

# Conseil exécutif

## Programme 2

### Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif

| Éléments                                             | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005 |          |
|------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------|----------|
|                                                      | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits   | Crédits  |
|                                                      |                    |                       | (000 \$)               |           |          |
| 1. Cabinet du premier ministre                       | 4 035,5            | -                     | -                      | 4 035,5   | 4 110,2  |
| 2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif | 12 091,6           | -                     | -                      | 12 091,6  | 12 459,7 |
| 3. Direction générale de l'administration            | 15 071,1           | 504,6                 | 780,0                  | 15 346,5  | 16 062,1 |
| 4. Indemnités de l'exécutif                          | 1 066,7            | -                     | -                      | 1 066,7   | 1 066,7  |
| 5. Secrétariat à la communication gouvernementale    | 1 512,1            | -                     | -                      | 1 512,1   | 1 540,1  |

Suite à la page 4 - 4

Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1       | 2        | Éléments<br>3 | 4       | 5       | Sous-<br>total |
|---------------------------------|---------|----------|---------------|---------|---------|----------------|
|                                 |         |          | (000 \$)      |         |         |                |
| Rémunération                    | 3 140,1 | 9 503,5  | 6 732,7       | 1 066,7 | 1 337,8 | 21 780,8       |
| Fonctionnement                  | 450,9   | 1 888,8  | 8 338,4       | -       | 174,3   | 10 852,4       |
| Transfert                       | 444,5   | 699,3    | -             | -       | -       | 1 143,8        |
|                                 | 4 035,5 | 12 091,6 | 15 071,1      | 1 066,7 | 1 512,1 | 33 777,0       |
| <b>Effectif total</b>           | -       | 132      | 86            | -       | 25      | 243            |
| <b>Budget d'investissements</b> |         |          |               |         |         |                |
| Immobilisations                 | -       | -        | 773,5         | -       | -       | 773,5          |
| Prêts, placements et avances    | -       | -        | 6,5           | -       | -       | 6,5            |
|                                 | -       | -        | 780,0         | -       | -       | 780,0          |



| Éléments                                                                                                                                             | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005       |                 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                                                      | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                                                                                                                                                      | (000 \$)           |                          |                           |                 |                 |
| 6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales* | 34 587,0           | -                        | -                         | 34 587,0        | 35 287,0        |
|                                                                                                                                                      | 68 364,0           | 504,6                    | 780,0                     | 68 639,4        | 70 525,8        |
| Moins :                                                                                                                                              |                    |                          |                           |                 |                 |
| Crédits permanents                                                                                                                                   |                    |                          |                           |                 |                 |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)                                                                                                                |                    |                          |                           |                 |                 |
| Élément 1                                                                                                                                            |                    |                          |                           | 9,6             | 9,6             |
| Élément 4                                                                                                                                            |                    |                          |                           | 1 066,7         | 1 066,7         |
| Crédits reportés                                                                                                                                     |                    |                          |                           |                 |                 |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                   |                    |                          |                           | 956,5           | 927,1           |
| Crédits déjà votés                                                                                                                                   |                    |                          |                           |                 |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4)                              |                    |                          |                           | 17 116,1        | -               |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                                                |                    |                          |                           | <b>49 490,5</b> | <b>68 522,4</b> |

## Ventilation par supercatégories

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2, 3 et 5 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

# Conseil exécutif

## Programme 3

### Affaires intergouvernementales canadiennes

| Éléments                                                                                                                                                                                                                            | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005      |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|----------------|-----------------|
|                                                                                                                                                                                                                                     | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits        | Crédits         |
|                                                                                                                                                                                                                                     | (000 \$)           |                          |                           |                |                 |
| 1. Cabinet du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information | 922,3              | 10,2                     | 3,0                       | 915,1          | 915,1           |
| 2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes                                                                                                                                                                       | 6 703,1            | 100,6                    | 147,2                     | 6 749,7        | 7 828,7         |
| 3. Représentation du Québec au Canada                                                                                                                                                                                               | 1 709,1            | -                        | -                         | 1 709,1        | 1 895,7         |
| 4. Coopération intergouvernementale et francophonie                                                                                                                                                                                 | 2 362,1            | -                        | -                         | 2 362,1        | 2 362,1         |
|                                                                                                                                                                                                                                     | 11 696,6           | 110,8                    | 150,2                     | 11 736,0       | 13 001,6        |
| Moins :                                                                                                                                                                                                                             |                    |                          |                           |                |                 |
| Crédits permanents                                                                                                                                                                                                                  |                    |                          |                           |                |                 |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)                                                                                                                                                                                               |                    |                          |                           |                |                 |
| Élément 1                                                                                                                                                                                                                           |                    |                          |                           | 9,6            | 9,6             |
| Crédits reportés                                                                                                                                                                                                                    |                    |                          |                           |                |                 |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                                                                                  |                    |                          |                           | 315,0          | 165,3           |
| Crédits déjà votés                                                                                                                                                                                                                  |                    |                          |                           |                |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4)                                                                                                             |                    |                          |                           | 3 706,7        | -               |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                                                                                                                               |                    |                          |                           | <b>7 704,7</b> | <b>12 826,7</b> |

Ce programme vise à assurer la coordination des relations du gouvernement du Québec dans ses rapports avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces du Canada.

### Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | Éléments |         |         |         | 2005-2006 | 2004-2005 |
|---------------------------------|----------|---------|---------|---------|-----------|-----------|
|                                 | 1        | 2       | 3       | 4       |           |           |
|                                 | (000 \$) |         |         |         |           |           |
| Rémunération                    | 568,6    | 4 758,9 | 871,5   | -       | 6 199,0   | 6 313,2   |
| Fonctionnement                  | 281,0    | 1 944,2 | 837,6   | 108,2   | 3 171,0   | 4 322,4   |
| Transfert                       | 72,7     | -       | -       | 2 253,9 | 2 326,6   | 2 326,6   |
|                                 | 922,3    | 6 703,1 | 1 709,1 | 2 362,1 | 11 696,6  | 12 962,2  |
| <b>Effectif total</b>           | -        | 73      | 25      | -       | <b>98</b> | <b>98</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |          |         |         |         |           |           |
| Immobilisations                 | 3,0      | 47,2    | -       | -       | 50,2      | 50,2      |
| Prêts, placements et avances    | -        | 100,0   | -       | -       | 100,0     | 100,0     |
|                                 | 3,0      | 147,2   | -       | -       | 150,2     | 150,2     |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

## Conseil exécutif

### Programme 4 Affaires autochtones

| Élément                                                                                                                 | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                                                         |                    |                       | (000 \$)               |                  |                  |
| 1. Secrétariat aux affaires autochtones                                                                                 | 153 901,7          | 43,2                  | 16,8                   | 153 875,3        | 157 696,9        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                  |                  |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)                                                                                   |                    |                       |                        |                  |                  |
| Élément 1                                                                                                               |                    |                       |                        | 9,6              | 9,6              |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                      |                    |                       |                        | 148,4            | 134,0            |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 40 138,3         | -                |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>113 579,0</b> | <b>157 553,3</b> |

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.

### Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1         | Élément  | 2005-2006 | 2004-2005 |
|---------------------------------|-----------|----------|-----------|-----------|
|                                 |           | (000 \$) |           |           |
| Rémunération                    | 3 267,0   |          | 3 267,0   | 3 238,0   |
| Fonctionnement                  | 1 597,9   |          | 1 597,9   | 1 879,9   |
| Transfert                       | 149 036,8 |          | 149 036,8 | 152 605,4 |
|                                 | 153 901,7 |          | 153 901,7 | 157 723,3 |
| <b>Effectif total</b>           | <b>49</b> |          | <b>49</b> | <b>50</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |           |          |           |           |
| Immobilisations                 | 16,8      |          | 16,8      | 16,8      |
|                                 | 16,8      |          | 16,8      | 16,8      |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.



# Conseil exécutif

## Programme 5 Jeunesse

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005      |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|----------------|-----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits        | Crédits         |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                          |                           |                |                 |
| 1. Secrétariat à la jeunesse                                                                                            | 9 542,0            | 13,9                     | 9,1                       | 9 537,2        | 21 113,2        |
| 2. Conseil permanent de la jeunesse                                                                                     | 705,9              | -                        | 16,0                      | 721,9          | 750,4           |
|                                                                                                                         | 10 247,9           | 13,9                     | 25,1                      | 10 259,1       | 21 863,6        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                          |                           |                |                 |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                          |                           |                |                 |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                      |                    |                          |                           | 107,9          | 124,4           |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                          |                           |                |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                          |                           | 2 409,0        | -               |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                          |                           | <b>7 742,2</b> | <b>21 739,2</b> |

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et initiatives en matière de jeunesse, à coordonner des dossiers à portée interministérielle, notamment la mise en oeuvre de la politique québécoise de la jeunesse. La variation budgétaire s'explique principalement par la fin du Plan d'action jeunesse 2002-2005. Une nouvelle stratégie d'action jeunesse sera déposée en cours d'exercice. Un compte à fin déterminée de l'ordre de 35 M\$ sera notamment utilisé pour financer cette nouvelle stratégie.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1         | 2         | Éléments | 2005-2006 | 2004-2005 |
|---------------------------------|-----------|-----------|----------|-----------|-----------|
|                                 |           |           | (000 \$) |           |           |
| Rémunération                    | 1 647,2   | 532,7     |          | 2 179,9   | 2 179,9   |
| Fonctionnement                  | 1 954,2   | 173,2     |          | 2 127,4   | 1 531,5   |
| Transfert                       | 5 940,6   | -         |          | 5 940,6   | 18 141,0  |
|                                 | 9 542,0   | 705,9     |          | 10 247,9  | 21 852,4  |
| <b>Effectif total</b>           | <b>27</b> | <b>10</b> |          | <b>37</b> | <b>37</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |           |           |          |           |           |
| Immobilisations                 | 9,1       | 16,0      |          | 25,1      | 25,1      |
|                                 | 9,1       | 16,0      |          | 25,1      | 25,1      |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.



# Conseil exécutif

## Programme 6

### Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005      |                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|----------------|----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits        | Crédits        |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                |                |
| 1. Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques                                                              | 914,8              | -                     | -                      | 914,8          | 1 037,3        |
| 2. Commission d'accès à l'information                                                                                   | 4 181,8            | 42,1                  | 12,0                   | 4 151,7        | 4 174,9        |
| 3. Soutien à l'accès en information et protection des renseignements personnels                                         | 587,9              | -                     | -                      | 587,9          | 587,9          |
|                                                                                                                         | 5 684,5            | 42,1                  | 12,0                   | 5 654,4        | 5 800,1        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                |                |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                |                |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                      |                    |                       |                        | 21,7           | 70,7           |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                |                |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 1 343,6        | -              |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>4 289,1</b> | <b>5 729,4</b> |

Ce programme a pour objet d'améliorer la représentativité du Parlement et la vie démocratique au Québec, de promouvoir l'accès à l'information et de permettre aux citoyens de faire appel, lorsque nécessaire, à l'organisme chargé de protéger leurs droits relatifs à la protection des renseignements personnels.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1        | 2         | Éléments<br>3 | 2005-2006 | 2004-2005 |
|---------------------------------|----------|-----------|---------------|-----------|-----------|
|                                 |          |           | (000 \$)      |           |           |
| Rémunération                    | 652,7    | 3 305,0   | 462,9         | 4 420,6   | 4 429,1   |
| Fonctionnement                  | 262,1    | 876,8     | 75,0          | 1 213,9   | 1 351,1   |
| Transfert                       | -        | -         | 50,0          | 50,0      | 50,0      |
|                                 | 914,8    | 4 181,8   | 587,9         | 5 684,5   | 5 830,2   |
| <b>Effectif total</b>           | <b>9</b> | <b>51</b> | <b>8</b>      | <b>68</b> | <b>70</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |          |           |               |           |           |
| Immobilisations                 | -        | 12,0      | -             | 12,0      | 12,0      |
|                                 | -        | 12,0      | -             | 12,0      | 12,0      |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

# Conseil exécutif

## Crédits de transfert

|                                                                                            | 2005-2006        | 2004-2005        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                            | (000 \$)         |                  |
| <b>Programme 1 - Cabinet du lieutenant-gouverneur</b>                                      |                  |                  |
| Autres crédits de transfert                                                                | 10,0             | 10,0             |
| <b>Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif</b> |                  |                  |
| Mission gouvernementale auprès de l'ÉNAP                                                   | 175,0            | 175,0            |
| Autres crédits de transfert                                                                | 968,8            | 1 119,5          |
| Total du programme 2                                                                       | 1 143,8          | 1 294,5          |
| <b>Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes</b>                            |                  |                  |
| Activités de coopération intergouvernementale                                              | 354,3            | 354,3            |
| Organismes francophones hors-Québec                                                        | 1 899,6          | 1 899,6          |
| Autres crédits de transfert                                                                | 72,7             | 72,7             |
| Total du programme 3                                                                       | 2 326,6          | 2 326,6          |
| <b>Programme 4 - Affaires autochtones</b>                                                  |                  |                  |
| Entente avec la nation crie                                                                | 83 350,2         | 81 300,0         |
| Entente avec les inuits                                                                    | 15 400,5         | 15 000,0         |
| Financement global de l'Administration régionale Kativik                                   | 28 601,7         | 27 499,0         |
| Fonds de développement pour les autochtones                                                | 10 223,6         | 11 123,6         |
| Organismes autochtones                                                                     | 1 388,1          | 1 610,1          |
| Transfert des terres de Oujé-Bougoumou                                                     | 10 000,0         | 16 000,0         |
| Autres crédits de transfert                                                                | 72,7             | 72,7             |
| Total du programme 4                                                                       | 149 036,8        | 152 605,4        |
| <b>Programme 5 - Jeunesse</b>                                                              |                  |                  |
| Plan d'action jeunesse et autres crédits de transfert                                      | 5 940,6          | 18 141,0         |
| <b>Programme 6 - Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information</b>       |                  |                  |
| Soutien en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels  | 50,0             | 50,0             |
| <b>Total du portefeuille</b>                                                               | <b>158 507,8</b> | <b>174 427,5</b> |

## Ventilation par bénéficiaires

|                                  | 2005-2006        | 2004-2005        |
|----------------------------------|------------------|------------------|
|                                  | (000 \$)         |                  |
| Entreprises                      | 670,7            | 994,0            |
| Entreprises et organismes d'État | 528,9            | 423,2            |
| Institutions d'enseignement      | 353,8            | 831,0            |
| Municipalités                    | 10 095,6         | 16 151,3         |
| Organismes à but non lucratif    | 146 858,8        | 156 028,0        |
| <b>Total du portefeuille</b>     | <b>158 507,8</b> | <b>174 427,5</b> |

## Conseil exécutif

---

### Crédits de transfert (suite)

---

### Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006        | 2004-2005        |
|------------------------------|------------------|------------------|
|                              | (000 \$)         |                  |
| Capital                      | 5 984,3          | 5 076,8          |
| Intérêt                      | 6 576,8          | 7 344,5          |
| Support                      | 145 946,7        | 162 006,2        |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>158 507,8</b> | <b>174 427,5</b> |

# Culture et Communications

| Programmes                                                                    | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|------------------|------------------|
|                                                                               | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                               |                    |                          | (000 \$)                  |                  |                  |
| 1. Gestion interne, institutions nationales et Commission des biens culturels | 72 110,2           | 1 300,3                  | 7 770,3                   | 78 580,2         | 80 690,2         |
| 2. Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État            | 440 974,1          | -                        | -                         | 440 974,1        | 437 745,2        |
| 3. Charte de la langue française                                              | 22 796,2           | 269,7                    | 204,0                     | 22 730,5         | 22 730,5         |
|                                                                               | 535 880,5          | 1 570,0                  | 7 974,3                   | 542 284,8        | 541 165,9        |
| Moins :                                                                       |                    |                          |                           |                  |                  |
| Crédits permanents                                                            |                    |                          |                           | 2 110,4          | 2 110,4          |
| Crédits reportés                                                              |                    |                          |                           | 3 028,5          | 3 028,5          |
| Crédits votés le 22 mars 2005                                                 |                    |                          |                           | 150 264,1        | -                |
| <b>Crédits à voter</b>                                                        |                    |                          |                           | <b>386 881,8</b> | <b>536 027,0</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 2005-2006        | 2004-2005        |
|---------------------------------|------------------|------------------|
|                                 | (000 \$)         |                  |
| Rémunération                    | 60 266,0         | 61 976,0         |
| Fonctionnement                  | 34 078,0         | 34 482,9         |
| Transfert                       | 441 140,0        | 437 706,2        |
| Créances douteuses et autres    | 396,5            | 596,5            |
| <b>Total</b>                    | <b>535 880,5</b> | <b>534 761,6</b> |
| Effectif des programmes         | 1 013            | 1 033            |
| <b>Effectif total</b>           | <b>1 013</b>     | <b>1 033</b>     |
| <b>Budget d'investissements</b> |                  |                  |
| Immobilisations                 | 6 474,3          | 6 474,3          |
| Prêts, placements et avances    | 1 500,0          | 1 500,0          |
| <b>Total</b>                    | <b>7 974,3</b>   | <b>7 974,3</b>   |



# Culture et Communications

## Programme 1

### Gestion interne, institutions nationales et Commission des biens culturels

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005       |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                          |                           |                 |                 |
| 1. Gestion interne et soutien                                                                                           | 42 280,8           | 1 260,3                  | 7 494,0                   | 48 514,5        | 48 865,5        |
| 2. Archives nationales du Québec                                                                                        | 9 765,3            | -                        | 151,0                     | 9 916,3         | 11 567,3        |
| 3. Centre de conservation du Québec                                                                                     | 2 336,4            | 40,0                     | 35,8                      | 2 332,2         | 2 367,9         |
| 4. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec                                                               | 17 279,6           | -                        | 89,5                      | 17 369,1        | 17 441,4        |
| 5. Commission des biens culturels du Québec                                                                             | 448,1              | -                        | -                         | 448,1           | 448,1           |
|                                                                                                                         | 72 110,2           | 1 300,3                  | 7 770,3                   | 78 580,2        | 80 690,2        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                          |                           |                 |                 |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                          |                           |                 |                 |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)                                                                                   |                    |                          |                           |                 |                 |
| Élément 1                                                                                                               |                    |                          |                           | 9,6             | 9,6             |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                          |                           |                 |                 |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                      |                    |                          |                           | 2 372,1         | 2 372,1         |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                          |                           |                 |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                          |                           | 19 577,1        | -               |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                          |                           | <b>56 621,4</b> | <b>78 308,5</b> |

Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion. Ce programme a également pour but de favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique, à assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires. Enfin, par l'action de la Commission des biens culturels du Québec, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.

### Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | Éléments   |            |           |            |          | 2005-2006  | 2004-2005  |
|---------------------------------|------------|------------|-----------|------------|----------|------------|------------|
|                                 | 1          | 2          | 3         | 4          | 5        |            |            |
|                                 | (000 \$)   |            |           |            |          |            |            |
| Rémunération                    | 26 738,6   | 4 842,8    | 1 341,5   | 11 652,0   | 287,4    | 44 862,3   | 46 572,3   |
| Fonctionnement                  | 15 542,2   | 4 922,5    | 994,9     | 5 627,6    | 160,7    | 27 247,9   | 27 647,9   |
|                                 | 42 280,8   | 9 765,3    | 2 336,4   | 17 279,6   | 448,1    | 72 110,2   | 74 220,2   |
| <b>Effectif total</b>           | <b>396</b> | <b>106</b> | <b>21</b> | <b>204</b> | <b>4</b> | <b>731</b> | <b>747</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |            |            |           |            |          |            |            |
| Immobilisations                 | 5 994,0    | 151,0      | 35,8      | 89,5       | -        | 6 270,3    | 6 270,3    |
| Prêts, placements et avances    | 1 500,0    | -          | -         | -          | -        | 1 500,0    | 1 500,0    |
|                                 | 7 494,0    | 151,0      | 35,8      | 89,5       | -        | 7 770,3    | 7 770,3    |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

# Culture et Communications

## Programme 2

### Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État

| Éléments                                                                                       | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005 |           |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------|-----------|
|                                                                                                | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits   | Crédits   |
|                                                                                                |                    |                       | (000 \$)               |           |           |
| 1. Action culturelle et communications                                                         | 136 497,0          | -                     | -                      | 136 497,0 | 141 496,6 |
| 2. Musées nationaux                                                                            | 59 219,1           | -                     | -                      | 59 219,1  | 60 077,2  |
| 3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec              | 19 285,7           | -                     | -                      | 19 285,7  | 19 589,0  |
| 4. Société de développement des entreprises culturelles                                        | 49 866,8           | -                     | -                      | 49 866,8  | 50 769,9  |
| 5. Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs | 678,5              | -                     | -                      | 678,5     | 613,5     |
| 6. Société de télédiffusion du Québec                                                          | 57 648,1           | -                     | -                      | 57 648,1  | 57 648,1  |

Suite à la page 5 - 4

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; assurer la reconnaissance des associations d'artistes et celles de producteurs et encadrer les relations de travail dans les domaines concernés; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses           | 1         | 2        | Éléments<br>3 | 4        | 5     | 6        | Sous-<br>total |
|------------------------------|-----------|----------|---------------|----------|-------|----------|----------------|
|                              |           |          | (000 \$)      |          |       |          |                |
| Transfert                    | 136 497,0 | 59 219,1 | 19 285,7      | 49 470,3 | 678,5 | 57 648,1 | 322 798,7      |
| Créances douteuses et autres | -         | -        | -             | 396,5    | -     | -        | 396,5          |
|                              | 136 497,0 | 59 219,1 | 19 285,7      | 49 866,8 | 678,5 | 57 648,1 | 323 195,2      |

## Culture et Communications

### Programme 2 (suite)

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                                                         |                    |                          |                           |                  |                  |
|                                                                                                                         |                    |                          | (000 \$)                  |                  |                  |
| 7. Conseil des arts et des lettres du Québec                                                                            | 72 315,8           | -                        | -                         | 72 315,8         | 72 287,1         |
| 8. Bibliothèque nationale du Québec                                                                                     | 45 463,1           | -                        | -                         | 45 463,1         | 35 263,8         |
|                                                                                                                         | 440 974,1          | -                        | -                         | 440 974,1        | 437 745,2        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                          |                           |                  |                  |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                          |                           |                  |                  |
| Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal, (L.R.Q., c. S-11.03)                                               |                    |                          |                           |                  |                  |
| Élément 3                                                                                                               |                    |                          |                           | 2 100,8          | 2 100,8          |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                          |                           |                  |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                          |                           | 125 168,5        | -                |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                          |                           | <b>313 704,8</b> | <b>435 644,4</b> |

### Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses           | Sous-total | 7        | Éléments<br>8 | 2005-2006 | 2004-2005 |
|------------------------------|------------|----------|---------------|-----------|-----------|
|                              |            |          |               |           |           |
|                              |            |          | (000 \$)      |           |           |
| Transfert                    | 322 798,7  | 72 315,8 | 45 463,1      | 440 577,6 | 437 148,7 |
| Créances douteuses et autres | 396,5      | -        | -             | 396,5     | 596,5     |
|                              | 323 195,2  | 72 315,8 | 45 463,1      | 440 974,1 | 437 745,2 |



# Culture et Communications

## Programme 3 Charte de la langue française

| Éléments                                                                                                                                               | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005       |                 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                                                        | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                                                                                                                                                        | (000 \$)           |                          |                           |                 |                 |
| 1. Coordination de la politique linguistique                                                                                                           | 1 312,3            | 7,5                      | 5,0                       | 1 309,8         | 1 309,8         |
| 2. Office québécois de la langue française                                                                                                             | 18 472,3           | 248,2                    | 190,0                     | 18 414,1        | 18 414,1        |
| 3. Conseil supérieur de la langue française                                                                                                            | 1 471,6            | 14,0                     | 9,0                       | 1 466,6         | 1 466,6         |
| 4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française* | 1 540,0            | -                        | -                         | 1 540,0         | 1 540,0         |
|                                                                                                                                                        | 22 796,2           | 269,7                    | 204,0                     | 22 730,5        | 22 730,5        |
| Moins :                                                                                                                                                |                    |                          |                           |                 |                 |
| Crédits reportés                                                                                                                                       |                    |                          |                           |                 |                 |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                     |                    |                          |                           | 656,4           | 656,4           |
| Crédits déjà votés                                                                                                                                     |                    |                          |                           |                 |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4)                                |                    |                          |                           | 5 518,5         | -               |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                                                  |                    |                          |                           | <b>16 555,6</b> | <b>22 074,1</b> |

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

\* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | Éléments |            |           |          | 2005-2006  | 2004-2005  |
|---------------------------------|----------|------------|-----------|----------|------------|------------|
|                                 | 1        | 2          | 3         | 4        |            |            |
|                                 | (000 \$) |            |           |          |            |            |
| Rémunération                    | 668,2    | 13 812,5   | 923,0     | -        | 15 403,7   | 15 403,7   |
| Fonctionnement                  | 325,5    | 4 431,0    | 533,6     | 1 540,0  | 6 830,1    | 6 835,0    |
| Transfert                       | 318,6    | 228,8      | 15,0      | -        | 562,4      | 557,5      |
|                                 | 1 312,3  | 18 472,3   | 1 471,6   | 1 540,0  | 22 796,2   | 22 796,2   |
| <b>Effectif total</b>           | <b>9</b> | <b>256</b> | <b>17</b> | <b>-</b> | <b>282</b> | <b>286</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |          |            |           |          |            |            |
| Immobilisations                 | 5,0      | 190,0      | 9,0       | -        | 204,0      | 204,0      |
|                                 | 5,0      | 190,0      | 9,0       | -        | 204,0      | 204,0      |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2 et 3 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.



# Culture et Communications

## Crédits de transfert

|                                                                                             | 2005-2006        | 2004-2005        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                             | (000 \$)         |                  |
| <b>Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État</b>        |                  |                  |
| Bibliothèque nationale du Québec                                                            | 45 463,1         | 35 263,8         |
| Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs | 678,5            | 613,5            |
| Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement                                  | 5 514,3          | 5 514,3          |
| Conseil des arts et des lettres du Québec - programmes d'aide                               | 66 801,5         | 66 772,8         |
| Musée d'Art contemporain de Montréal                                                        | 8 502,8          | 8 703,8          |
| Musée de la Civilisation                                                                    | 20 947,9         | 21 247,5         |
| Musée des beaux-arts de Montréal                                                            | 16 401,3         | 16 471,2         |
| Musée national des beaux-arts du Québec                                                     | 13 367,1         | 13 654,7         |
| Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement                       | 5 568,5          | 6 271,6          |
| Société de développement des entreprises culturelles - programmes d'aide                    | 43 901,8         | 43 901,8         |
| Société de la Place des Arts de Montréal                                                    | 15 487,7         | 15 625,6         |
| Société de télédiffusion du Québec                                                          | 57 648,1         | 57 648,1         |
| Société du Grand Théâtre de Québec                                                          | 3 798,0          | 3 963,4          |
| Soutien à la concertation régionale et locale                                               | 6 856,2          | 6 007,8          |
| Soutien à la coopération et au développement international                                  | 1 080,5          | 1 080,5          |
| Soutien à la diffusion des arts, aux événements majeurs et aux intervenants nationaux       | 7 263,4          | 7 263,4          |
| Soutien à la formation professionnelle, à la sensibilisation et à la formation des jeunes   | 10 792,0         | 10 792,0         |
| Soutien à la mise en valeur du patrimoine                                                   | 27 559,2         | 27 559,2         |
| Soutien au développement de la lecture                                                      | 18 457,8         | 18 457,8         |
| Soutien au développement des communications                                                 | 5 596,6          | 5 352,7          |
| Soutien aux équipements culturels                                                           | 40 506,9         | 45 336,4         |
| Soutien aux institutions muséales                                                           | 15 126,3         | 15 126,3         |
| Autres crédits de transfert                                                                 | 3 258,1          | 4 520,5          |
| <b>Total du programme 2</b>                                                                 | <b>440 577,6</b> | <b>437 148,7</b> |
| <b>Programme 3 - Charte de la langue française</b>                                          |                  |                  |
| Promotion et diffusion de la langue française                                               | 547,4            | 547,4            |
| Autres crédits de transfert                                                                 | 15,0             | 10,1             |
| <b>Total du programme 3</b>                                                                 | <b>562,4</b>     | <b>557,5</b>     |
| <b>Total du portefeuille</b>                                                                | <b>441 140,0</b> | <b>437 706,2</b> |

## Ventilation par bénéficiaires

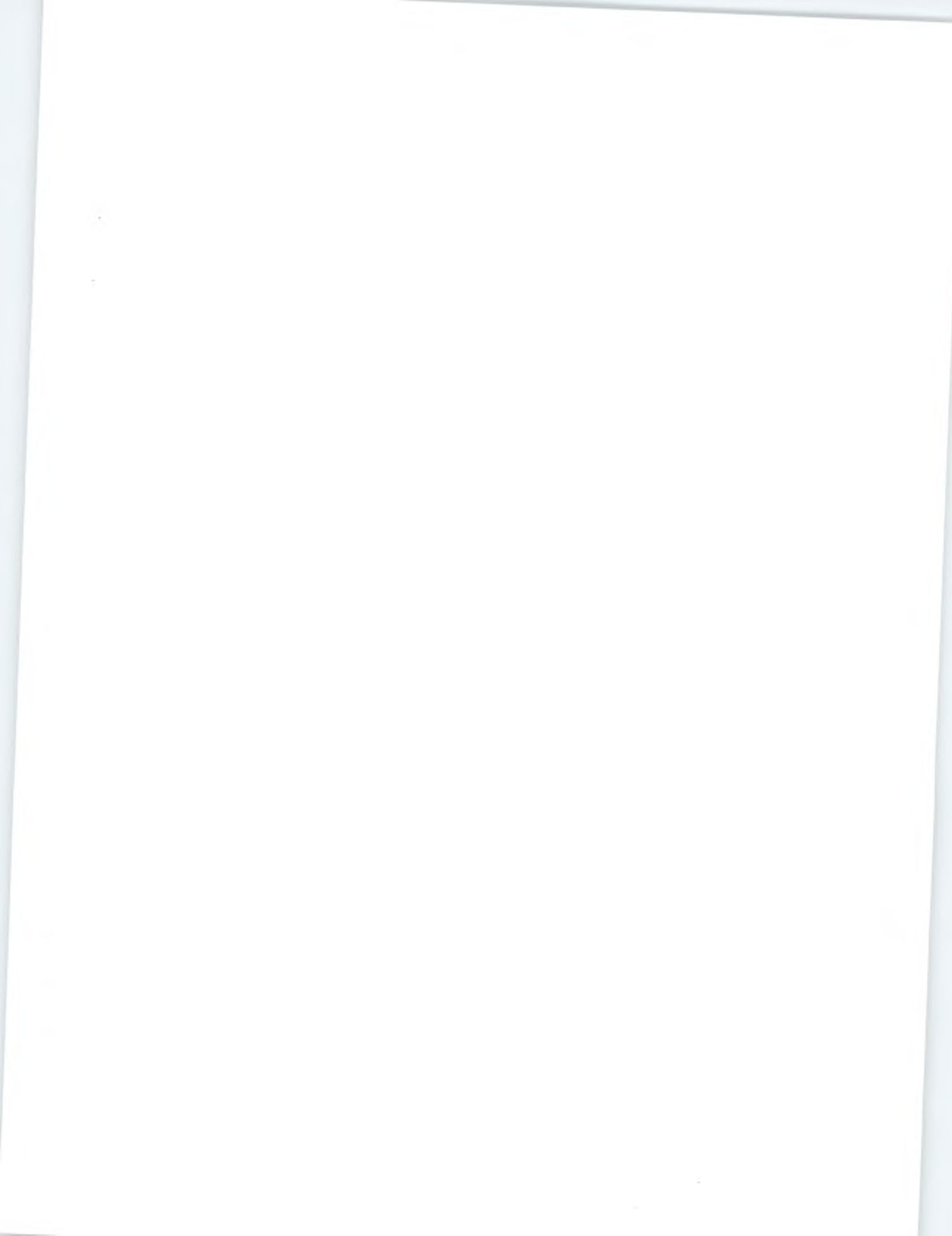
|                                  | 2005-2006        | 2004-2005        |
|----------------------------------|------------------|------------------|
|                                  | (000 \$)         |                  |
| Entreprises                      | 46 066,1         | 46 475,5         |
| Entreprises et organismes d'État | 178 464,9        | 169 616,7        |
| Institutions d'enseignement      | 1 232,5          | 1 310,3          |
| Municipalités                    | 49 156,2         | 51 513,6         |
| Organismes à but non lucratif    | 155 556,4        | 158 040,6        |
| Personnes                        | 10 663,9         | 10 749,5         |
| <b>Total du portefeuille</b>     | <b>441 140,0</b> | <b>437 706,2</b> |

# Culture et Communications

## Crédits de transfert (suite)

### Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006        | 2004-2005        |
|------------------------------|------------------|------------------|
|                              | (000 \$)         |                  |
| Rémunération                 | 95 910,1         | 92 584,5         |
| Fonctionnement               | 50 954,5         | 49 665,1         |
| Capital                      | 69 716,3         | 71 391,8         |
| Intérêt                      | 48 198,2         | 48 286,5         |
| Support                      | 176 360,9        | 175 778,3        |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>441 140,0</b> | <b>437 706,2</b> |



# Développement durable, Environnement et Parcs

| Programmes                                            | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|------------------|------------------|
|                                                       | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                       |                    |                       | (000 \$)               |                  |                  |
| 1. Protection de l'environnement et gestion des parcs | 172 704,2          | 6 009,3               | 18 717,2               | 185 412,1        | 187 849,2        |
| 2. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement   | 5 236,6            | 67,0                  | 50,0                   | 5 219,6          | 5 376,8          |
|                                                       | 177 940,8          | 6 076,3               | 18 767,2               | 190 631,7        | 193 226,0        |
| Moins :                                               |                    |                       |                        |                  |                  |
| Crédits permanents                                    |                    |                       |                        | 34,6             | 34,6             |
| Crédits reportés                                      |                    |                       |                        | -                | 2 813,6          |
| Crédits votés le 22 mars 2005                         |                    |                       |                        | 57 699,9         | -                |
| <b>Crédits à voter</b>                                |                    |                       |                        | <b>132 897,2</b> | <b>190 377,8</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 2005-2006        | 2004-2005        |
|---------------------------------|------------------|------------------|
|                                 | (000 \$)         |                  |
| Rémunération                    | 103 628,0        | 103 107,8        |
| Fonctionnement                  | 52 774,2         | 57 921,0         |
| Transfert                       | 21 513,6         | 20 499,3         |
| Créances douteuses et autres    | 25,0             | 25,0             |
| <b>Total</b>                    | <b>177 940,8</b> | <b>181 553,1</b> |
| Effectif des programmes         | 1 887            | 1 909            |
| <b>Effectif total</b>           | <b>1 887</b>     | <b>1 909</b>     |
| <b>Budget d'investissements</b> |                  |                  |
| Immobilisations                 | 18 767,2         | 18 722,2         |
| <b>Total</b>                    | <b>18 767,2</b>  | <b>18 722,2</b>  |



# Développement durable, Environnement et Parcs

## Programme 1

### Protection de l'environnement et gestion des parcs

| Éléments                                                                       | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005 |          |
|--------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------|----------|
|                                                                                | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits   | Crédits  |
|                                                                                | (000 \$)           |                       |                        |           |          |
| 1. Politiques environnementales                                                | 20 003,0           | -                     | 1 956,5                | 21 959,5  | 23 048,5 |
| 2. Évaluations et suivi de l'environnement                                     | 12 884,8           | -                     | 330,4                  | 13 215,2  | 14 170,7 |
| 3. Développement durable, analyse et expertise régionales et gestion des parcs | 64 783,6           | -                     | 5 769,4                | 70 553,0  | 71 712,5 |
| 4. Centre de contrôle environnemental du Québec                                | 17 045,3           | -                     | 263,0                  | 17 308,3  | 17 354,7 |
| 5. Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec                    | 4 264,9            | -                     | 275,0                  | 4 539,9   | 4 568,6  |
| 6. Centre d'expertise hydrique du Québec                                       | 9 468,6            | -                     | 6 576,7                | 16 045,3  | 16 735,1 |

Suite à la page 6 - 3

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention ou la réduction de la contamination de l'eau, de l'atmosphère et du sol, la restauration des sites contaminés et la protection des milieux de vie, des écosystèmes et des ressources. Il permet également d'assurer le développement du réseau des parcs à des fins de conservation, d'éducation ou de pratiques récréatives dans la perspective de développement durable.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1        | 2        | Éléments<br>3 | 4        | 5       | 6       | Sous-<br>total |
|---------------------------------|----------|----------|---------------|----------|---------|---------|----------------|
|                                 | (000 \$) |          |               |          |         |         |                |
| Rémunération                    | 14 116,9 | 8 933,4  | 27 776,3      | 15 613,0 | 4 240,1 | 6 587,0 | 77 266,7       |
| Fonctionnement                  | 1 950,4  | 1 922,1  | 21 747,2      | 1 432,3  | 24,8    | 2 836,6 | 29 913,4       |
| Transfert                       | 3 935,7  | 2 029,3  | 15 260,1      | -        | -       | 45,0    | 21 270,1       |
| Créances douteuses et autres    | -        | -        | -             | -        | -       | -       | -              |
|                                 | 20 003,0 | 12 884,8 | 64 783,6      | 17 045,3 | 4 264,9 | 9 468,6 | 128 450,2      |
| <b>Effectif total</b>           | 217      | 192      | 505           | 372      | 108     | 131     | 1 525          |
| <b>Budget d'investissements</b> |          |          |               |          |         |         |                |
| Immobilisations                 | 1 956,5  | 330,4    | 5 769,4       | 263,0    | 275,0   | 6 576,7 | 15 171,0       |
|                                 | 1 956,5  | 330,4    | 5 769,4       | 263,0    | 275,0   | 6 576,7 | 15 171,0       |

# Développement durable, Environnement et Parcs

## Programme 1 (suite)

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                                                         |                    |                       | (000 \$)               |                  |                  |
| 7. Direction                                                                                                            | 5 928,7            | -                     | 33,9                   | 5 962,6          | 5 887,1          |
| 8. Services à la gestion                                                                                                | 38 325,3           | 6 009,3               | 3 512,3                | 35 828,3         | 34 372,0         |
|                                                                                                                         | 172 704,2          | 6 009,3               | 18 717,2               | 185 412,1        | 187 849,2        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                  |                  |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)                                                                                   |                    |                       |                        |                  |                  |
| Élément 7                                                                                                               |                    |                       |                        | 9,6              | 9,6              |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)                                                               |                    |                       |                        |                  |                  |
| Élément 8                                                                                                               |                    |                       |                        | 25,0             | 25,0             |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                       |                        | -                | 2 663,4          |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 56 393,2         | -                |
| <b>Crédit à voter*</b>                                                                                                  |                    |                       |                        | <b>128 984,3</b> | <b>185 151,2</b> |

\* Comprenant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | Sous-total   | 7         | Éléments 8 | 2005-2006    | 2004-2005    |
|---------------------------------|--------------|-----------|------------|--------------|--------------|
|                                 |              |           | (000 \$)   |              |              |
| Rémunération                    | 77 266,7     | 4 950,1   | 17 586,7   | 99 803,5     | 99 587,9     |
| Fonctionnement                  | 29 913,4     | 735,1     | 20 713,6   | 51 362,1     | 56 054,1     |
| Transfert                       | 21 270,1     | 243,5     | -          | 21 513,6     | 20 499,3     |
| Créances douteuses et autres    | -            | -         | 25,0       | 25,0         | 25,0         |
|                                 | 128 450,2    | 5 928,7   | 38 325,3   | 172 704,2    | 176 166,3    |
| <b>Effectif total</b>           | <b>1 525</b> | <b>88</b> | <b>208</b> | <b>1 821</b> | <b>1 843</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |              |           |            |              |              |
| Immobilisations                 | 15 171,0     | 33,9      | 3 512,3    | 18 717,2     | 18 672,2     |
|                                 | 15 171,0     | 33,9      | 3 512,3    | 18 717,2     | 18 672,2     |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2, 3, 4, 7 et 8 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance. De plus, le solde non utilisé des crédits des éléments 5 et 6 peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à l'élément 5, en excluant la partie « Investissements », et de 600 000 \$ à l'élément 6, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements », afin de donner suite à deux ententes de gestion intervenues entre le ministre responsable et le Conseil du trésor.

# Développement durable, Environnement et Parcs

## Programme 2

### Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

| Élément                                                                                                                 | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005      |                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|----------------|----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits        | Crédits        |
|                                                                                                                         |                    |                       | (000 \$)               |                |                |
| 1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement                                                                     | 5 236,6            | 67,0                  | 50,0                   | 5 219,6        | 5 376,8        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                |                |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                |                |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                       |                        | -              | 150,2          |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                |                |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 1 306,7        | -              |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>3 912,9</b> | <b>5 226,6</b> |

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement intervient principalement dans le cadre du processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement par la tenue de séances de consultation et d'information de la population.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1         | Élément  | 2005-2006 | 2004-2005 |
|---------------------------------|-----------|----------|-----------|-----------|
|                                 |           | (000 \$) |           |           |
| Rémunération                    | 3 824,5   |          | 3 824,5   | 3 519,9   |
| Fonctionnement                  | 1 412,1   |          | 1 412,1   | 1 866,9   |
|                                 | 5 236,6   |          | 5 236,6   | 5 386,8   |
| <b>Effectif total</b>           | <b>66</b> |          | <b>66</b> | <b>66</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |           |          |           |           |
| Immobilisations                 | 50,0      |          | 50,0      | 50,0      |
|                                 | 50,0      |          | 50,0      | 50,0      |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.



# Développement durable, Environnement et Parcs

## Crédit au net

|                                                                         | 2005-2006 | 2004-2005 |
|-------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|
|                                                                         | (000 \$)  |           |
| <b>Programme 1 - Protection de l'environnement et gestion des parcs</b> |           |           |
| Dépenses du programme (excluant amortissement)                          | 166 694,9 | 169 177,0 |
| Moins : Revenus associés au crédit au net                               | 3 750,0   | 3 750,0   |
| Crédit au net                                                           | 162 944,9 | 165 427,0 |

Ce crédit au net vise des activités du Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec, du Centre d'expertise hydrique du Québec et de la Protection de l'environnement.

### - Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec (CEAEQ)

Ce crédit au net concerne, en partie, les activités du Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec dont la mission est de garantir la disponibilité, la qualité et la continuité de l'expertise et de l'information analytique pour les besoins de protection de l'environnement et de conservation des ressources. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent de la tarification des services d'accréditation et d'agrément dans le cadre de l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) et de ses règlements.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation des revenus du Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 350 000 \$.

### - Centre d'expertise hydrique du Québec (CEHQ)

Ce crédit au net concerne, en partie, les activités du Centre d'expertise hydrique du Québec dont la mission est de gérer le régime hydrique du Québec avec une préoccupation de sécurité, d'équité et de développement durable. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent des activités d'émission des droits et autorisations en matière de sécurité des barrages, des activités de vente et de location de lots de grève et des produits et services reliés à la gestion, à la régularisation des barrages publics et à la gestion des données hydrométriques.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation des revenus du Centre d'expertise hydrique du Québec donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 2 000 000 \$.

### - Protection de l'environnement

Ce crédit au net concerne les activités réalisées par le Ministère dans le cadre de sa mission qui est d'assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent de la tarification d'activités et/ou de projets menant à la délivrance d'approbation, d'autorisation et d'accréditation, à la réalisation de suivis et de contrôles, ainsi qu'à la perception de droits et de redevances découlant des lois et règlements dont l'application relève du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (excluant les revenus associés aux crédits au net votés pour le CEAEQ et le CEHQ).

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation des revenus concernés donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 1 400 000 \$.



# Développement durable, Environnement et Parcs

## Crédits de transfert

|                                                                              | 2005-2006       | 2004-2005       |
|------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                              | (000 \$)        |                 |
| <b>Programme 1 - Protection de l'environnement et gestion des parcs</b>      |                 |                 |
| Assainissement de l'air                                                      | 1 159,4         | 1 759,4         |
| Fonds d'action québécois en développement durable                            | -               | 1 500,0         |
| Programme de réhabilitation des terrains contaminés                          | 9 950,0         | 7 350,0         |
| Programme national pour le développement d'un réseau privé d'aires protégées | 1 800,0         | 1 435,0         |
| Saint-Laurent Vision 2000                                                    | 300,0           | 300,0           |
| Société des établissements de plein air du Québec                            | 3 362,0         | 3 362,0         |
| Soutien à la gestion environnementale en milieu agricole                     | 150,0           | 280,0           |
| Soutien aux organismes de bassin versant                                     | 2 215,0         | 2 215,0         |
| Soutien aux organismes oeuvrant en environnement                             | 1 125,0         | 720,0           |
| Subventions de recherche et de développement en environnement                | 262,0           | 200,0           |
| Autres crédits de transfert                                                  | 1 190,2         | 1 377,9         |
| Total du programme 1                                                         | 21 513,6        | 20 499,3        |
| <b>Total du portefeuille</b>                                                 | <b>21 513,6</b> | <b>20 499,3</b> |

## Ventilation par bénéficiaires

|                                  | 2005-2006       | 2004-2005       |
|----------------------------------|-----------------|-----------------|
|                                  | (000 \$)        |                 |
| Entreprises et organismes d'État | 3 370,1         | 3 380,1         |
| Institutions d'enseignement      | 262,0           | 200,0           |
| Municipalités                    | 11 249,4        | 9 249,4         |
| Organismes à but non lucratif    | 6 632,1         | 7 669,8         |
| <b>Total du portefeuille</b>     | <b>21 513,6</b> | <b>20 499,3</b> |

## Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006       | 2004-2005       |
|------------------------------|-----------------|-----------------|
|                              | (000 \$)        |                 |
| Capital                      | 11 262,0        | 8 665,0         |
| Intérêt                      | 3 990,0         | 3 622,0         |
| Support                      | 6 261,6         | 8 212,3         |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>21 513,6</b> | <b>20 499,3</b> |

# Développement économique, Innovation et Exportation

| Programmes                                          | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005        |                  |
|-----------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|------------------|------------------|
|                                                     | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                     | (000 \$)           |                       |                        |                  |                  |
| 1. Direction du Ministère                           | 37 204,9           | 2 266,0               | 5 361,8                | 40 300,7         | 42 807,7         |
| 2. Développement économique et aide aux entreprises | 316 191,4          | -                     | 33 013,5               | 349 204,9        | 425 574,9        |
| 3. Recherche, science et technologie                | 222 992,9          | -                     | -                      | 222 992,9        | 240 103,0        |
|                                                     | 576 389,2          | 2 266,0               | 38 375,3               | 612 498,5        | 708 485,6        |
| Moins :                                             |                    |                       |                        |                  |                  |
| Crédits permanents                                  |                    |                       |                        | 9,6              | 2 038,9          |
| Crédits reportés                                    |                    |                       |                        | 3 674,8          | 1 874,8          |
| Crédits votés le 22 mars 2005                       |                    |                       |                        | 205 621,0        | -                |
| <b>Crédits à voter</b>                              |                    |                       |                        | <b>403 193,1</b> | <b>704 571,9</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 2005-2006        | 2004-2005        |
|---------------------------------|------------------|------------------|
|                                 | (000 \$)         |                  |
| Rémunération                    | 63 662,2         | 66 779,0         |
| Fonctionnement                  | 40 581,2         | 44 493,2         |
| Transfert                       | 420 045,8        | 474 279,2        |
| Créances douteuses et autres    | 52 100,0         | 45 529,3         |
| <b>Total</b>                    | <b>576 389,2</b> | <b>631 080,7</b> |
| Effectif des programmes         | 1 036            | 1 062            |
| <b>Effectif total</b>           | <b>1 036</b>     | <b>1 062</b>     |
| <b>Budget d'investissements</b> |                  |                  |
| Immobilisations                 | 5 356,8          | 4 495,1          |
| Prêts, placements et avances    | 33 018,5         | 75 175,8         |
| <b>Total</b>                    | <b>38 375,3</b>  | <b>79 670,9</b>  |

# Développement économique, Innovation et Exportation

## Programme 1

### Direction du Ministère

| Élément                                                                                                                 | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005       |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                                                                                                                         |                    |                       | (000 \$)               |                 |                 |
| 1. Direction et services à la gestion                                                                                   | 37 204,9           | 2 266,0               | 5 361,8                | 40 300,7        | 42 807,7        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                 |                 |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)                                                                                   |                    |                       |                        |                 |                 |
| Élément 1                                                                                                               |                    |                       |                        | 9,6             | 9,6             |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                      |                    |                       |                        | 1 548,4         | 1 490,3         |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 13 192,5        | -               |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>25 550,2</b> | <b>41 307,8</b> |

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de communication et de soutien à la gestion.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1          | Élément  | 2005-2006  | 2004-2005  |
|---------------------------------|------------|----------|------------|------------|
|                                 |            | (000 \$) |            |            |
| Rémunération                    | 16 495,5   |          | 16 495,5   | 18 127,0   |
| Fonctionnement                  | 19 437,2   |          | 19 437,2   | 21 174,4   |
| Transfert                       | 1 272,2    |          | 1 272,2    | 1 272,2    |
|                                 | 37 204,9   |          | 37 204,9   | 40 573,6   |
| <b>Effectif total</b>           | <b>200</b> |          | <b>200</b> | <b>210</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |            |          |            |            |
| Immobilisations                 | 5 356,8    |          | 5 356,8    | 4 495,1    |
| Prêts, placements et avances    | 5,0        |          | 5,0        | 5,0        |
|                                 | 5 361,8    |          | 5 361,8    | 4 500,1    |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.



# Développement économique, Innovation et Exportation

## Programme 2

### Développement économique et aide aux entreprises

| Éléments                                                                                       | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005 |           |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------|-----------|
|                                                                                                | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits   | Crédits   |
|                                                                                                | (000 \$)           |                       |                        |           |           |
| 1. Développement des politiques et programmes                                                  | 20 671,4           | -                     | -                      | 20 671,4  | 21 363,3  |
| 2. Développement des secteurs industriels                                                      | 9 322,2            | -                     | -                      | 9 322,2   | 9 971,1   |
| 3. Développement des marchés                                                                   | 7 170,9            | -                     | -                      | 7 170,9   | 7 472,2   |
| 4. Services aux entreprises et développement économique en région                              | 21 231,4           | -                     | -                      | 21 231,4  | 22 104,7  |
| 5. Soutien à l'entrepreneuriat et au développement des entreprises et des secteurs industriels | 50 384,3           | -                     | -                      | 50 384,3  | 39 633,8  |
| 6. Mesures de soutien au développement économique local et régional                            | 73 482,6           | -                     | 1 513,5                | 74 996,1  | 111 306,3 |

Suite à la page 7 - 4

Ce programme vise à offrir un soutien technique et financier aux entreprises et aux organismes à des fins de développement industriel, commercial, coopératif et de développement des marchés pour la création d'emplois. De plus, il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au soutien au développement économique local et régional.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1          | 2          | Éléments<br>3 | 4          | 5        | 6        | Sous-<br>total |
|---------------------------------|------------|------------|---------------|------------|----------|----------|----------------|
|                                 | (000 \$)   |            |               |            |          |          |                |
| Rémunération                    | 7 096,4    | 8 425,3    | 5 139,7       | 18 203,1   | -        | -        | 38 864,5       |
| Fonctionnement                  | 13 575,0   | 896,9      | 2 031,2       | 3 028,3    | -        | -        | 19 531,4       |
| Transfert                       | -          | -          | -             | -          | 50 384,3 | 73 482,6 | 123 866,9      |
| Créances douteuses et autres    | -          | -          | -             | -          | -        | -        | -              |
|                                 | 20 671,4   | 9 322,2    | 7 170,9       | 21 231,4   | 50 384,3 | 73 482,6 | 182 262,8      |
| <b>Effectif total</b>           | <b>118</b> | <b>147</b> | <b>88</b>     | <b>315</b> | <b>-</b> | <b>-</b> | <b>668</b>     |
| <b>Budget d'investissements</b> |            |            |               |            |          |          |                |
| Prêts, placements et avances    | -          | -          | -             | -          | -        | 1 513,5  | 1 513,5        |
|                                 | -          | -          | -             | -          | -        | 1 513,5  | 1 513,5        |



# Développement économique, Innovation et Exportation

## Programme 2 (suite)

| Éléments                                                                                                                                                                                  | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                                                                                           | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                                                                                                                           | (000 \$)           |                       |                        |                  |                  |
| 7. Investissement Québec                                                                                                                                                                  | 51 372,6           | -                     | -                      | 51 372,6         | 60 934,6         |
| 8. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets visant à accroître les investissements dans le cadre du programme FAIRE* | 42 456,0           | -                     | 31 500,0               | 73 956,0         | 127 688,9        |
| 9. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour appuyer la réalisation de projets stratégiques d'investissements*                                  | 40 000,0           | -                     | -                      | 40 000,0         | 25 000,0         |
| 10. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional*                          | 100,0              | -                     | -                      | 100,0            | 100,0            |
|                                                                                                                                                                                           | 316 191,4          | -                     | 33 013,5               | 349 204,9        | 425 574,9        |
| Moins :                                                                                                                                                                                   |                    |                       |                        |                  |                  |
| Crédits permanents                                                                                                                                                                        |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)                                                                                                                                 |                    |                       |                        |                  |                  |
| Élément 6                                                                                                                                                                                 |                    |                       |                        | -                | 2 029,3          |
| Crédits reportés                                                                                                                                                                          |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7)                                                                                                                                          |                    |                       |                        | 1 802,3          | -                |
| Crédits déjà votés                                                                                                                                                                        |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4)                                                                   |                    |                       |                        | 132 367,7        | -                |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                                                                                     |                    |                       |                        | <b>215 034,9</b> | <b>423 545,6</b> |

\* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | Sous-total | 7        | Éléments 8 | 9        | 10       | 2005-2006  | 2004-2005  |
|---------------------------------|------------|----------|------------|----------|----------|------------|------------|
|                                 |            |          | (000 \$)   |          |          |            |            |
| Rémunération                    | 38 864,5   | -        | -          | -        | -        | 38 864,5   | 39 585,1   |
| Fonctionnement                  | 19 531,4   | -        | -          | -        | -        | 19 531,4   | 21 326,2   |
| Transfert                       | 123 866,9  | 29 272,6 | 42 456,0   | 10 000,0 | 100,0    | 205 695,5  | 243 963,5  |
| Créances douteuses et autres    | -          | 22 100,0 | -          | 30 000,0 | -        | 52 100,0   | 45 529,3   |
|                                 | 182 262,8  | 51 372,6 | 42 456,0   | 40 000,0 | 100,0    | 316 191,4  | 350 404,1  |
| <b>Effectif total</b>           | <b>668</b> | <b>-</b> | <b>-</b>   | <b>-</b> | <b>-</b> | <b>668</b> | <b>677</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |            |          |            |          |          |            |            |
| Prêts, placements et avances    | 1 513,5    | -        | 31 500,0   | -        | -        | 33 013,5   | 75 170,8   |
|                                 | 1 513,5    | -        | 31 500,0   | -        | -        | 33 013,5   | 75 170,8   |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2, 3 et 4 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à ces éléments. Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

# Développement économique, Innovation et Exportation

## Programme 3

### Recherche, science et technologie

| Éléments                                                             | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005 |          |
|----------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------|----------|
|                                                                      | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits   | Crédits  |
|                                                                      | (000 \$)           |                       |                        |           |          |
| 1. Coordination et mise en oeuvre                                    | 8 712,4            | -                     | -                      | 8 712,4   | 9 727,4  |
| 2. Conseil de la science et de la technologie                        | 1 202,4            | -                     | -                      | 1 202,4   | 1 332,1  |
| 3. Fonds de recherche en santé du Québec                             | 70 125,2           | -                     | -                      | 70 125,2  | 70 125,2 |
| 4. Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture      | 43 137,4           | -                     | -                      | 43 137,4  | 43 137,4 |
| 5. Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies | 35 530,1           | -                     | -                      | 35 530,1  | 35 530,1 |
| 6. Soutien à la recherche et à l'innovation                          | 55 035,4           | -                     | -                      | 55 035,4  | 68 250,8 |
| Suite à la page 7 - 6                                                |                    |                       |                        |           |          |

Ce programme vise à assurer la mise en oeuvre et le suivi de la Politique québécoise de la science et de l'innovation et à soutenir la recherche et la formation de chercheurs, l'innovation, la liaison et le transfert, la promotion des carrières scientifiques et technologiques et la diffusion des connaissances, ainsi que le rayonnement international du Québec en matière de recherche et d'innovation.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 1        | 2       | Éléments<br>3 | 4        | 5        | 6        | Sous-<br>total |
|--------------------|----------|---------|---------------|----------|----------|----------|----------------|
|                    | (000 \$) |         |               |          |          |          |                |
| Rémunération       | 7 436,5  | 865,7   | -             | -        | -        | -        | 8 302,2        |
| Fonctionnement     | 1 275,9  | 336,7   | -             | -        | -        | -        | 1 612,6        |
| Transfert          | -        | -       | 70 125,2      | 43 137,4 | 35 530,1 | 55 035,4 | 203 828,1      |
|                    | 8 712,4  | 1 202,4 | 70 125,2      | 43 137,4 | 35 530,1 | 55 035,4 | 213 742,9      |
| Effectif total     | 149      | 19      | -             | -        | -        | -        | 168            |

# Développement économique, Innovation et Exportation

## Programme 3 (suite)

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                                                         |                    |                       |                        |                  |                  |
|                                                                                                                         |                    |                       | (000 \$)               |                  |                  |
| 7. Centre de recherche industrielle du Québec                                                                           | 9 250,0            | -                     | -                      | 9 250,0          | 12 000,0         |
|                                                                                                                         | 222 992,9          | -                     | -                      | 222 992,9        | 240 103,0        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                  |                  |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                      |                    |                       |                        | 324,1            | 384,5            |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 60 060,8         | -                |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>162 608,0</b> | <b>239 718,5</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses    | Sous-total | 7        | Éléments | 2005-2006  | 2004-2005  |
|-----------------------|------------|----------|----------|------------|------------|
|                       |            |          | (000 \$) |            |            |
| Rémunération          | 8 302,2    | -        |          | 8 302,2    | 9 066,9    |
| Fonctionnement        | 1 612,6    | -        |          | 1 612,6    | 1 992,6    |
| Transfert             | 203 828,1  | 9 250,0  |          | 213 078,1  | 229 043,5  |
|                       | 213 742,9  | 9 250,0  |          | 222 992,9  | 240 103,0  |
| <b>Effectif total</b> | <b>168</b> | <b>-</b> |          | <b>168</b> | <b>175</b> |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1 et 2 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à ces éléments. Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.



# Développement économique, Innovation et Exportation

## Crédits de transfert

|                                                                                  | 2005-2006        | 2004-2005        |
|----------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                  | (000 \$)         |                  |
| <b>Programme 1 - Direction du Ministère</b>                                      |                  |                  |
| Autres crédits de transfert                                                      | 1 272,2          | 1 272,2          |
| <b>Programme 2 - Développement économique et aide aux entreprises</b>            |                  |                  |
| Aide aux entreprises                                                             | 20 874,3         | 24 690,0         |
| Appui aux projets stratégiques d'investissement                                  | 10 000,0         | 10 000,0         |
| Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi   | 42 456,0         | 62 688,9         |
| Investissement Québec - aide à certains projets industriels d'intérêt économique | 12 872,6         | 17 488,3         |
| Investissement Québec - subvention de fonctionnement                             | 16 400,0         | 19 946,3         |
| Mesures de soutien au développement économique, local et régional                | 31 761,1         | 52 384,7         |
| Soutien à l'entrepreneuriat                                                      | 9 330,0          | 6 557,5          |
| Soutien aux centres locaux de développement                                      | 41 721,5         | 41 721,5         |
| Soutien aux partenariats et aux filières industrielles                           | 9 586,0          | 7 435,9          |
| Autres crédits de transfert                                                      | 10 694,0         | 1 050,4          |
| Total du programme 2                                                             | 205 695,5        | 243 963,5        |
| <b>Programme 3 - Recherche, science et technologie</b>                           |                  |                  |
| Centre de recherche industrielle du Québec                                       | 9 250,0          | 12 000,0         |
| Fonds de la recherche en santé du Québec                                         | 70 125,2         | 70 125,2         |
| Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies                | 35 530,1         | 35 530,1         |
| Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture                     | 43 137,4         | 43 137,4         |
| Mesures de soutien à la recherche - autres                                       | 34 925,0         | 46 104,4         |
| Soutien à la relève et à la promotion de la culture scientifique                 | 4 057,6          | 4 912,3          |
| Soutien à la valorisation des résultats de la recherche                          | 16 052,8         | 17 234,1         |
| Total du programme 3                                                             | 213 078,1        | 229 043,5        |
| <b>Total du portefeuille</b>                                                     | <b>420 045,8</b> | <b>474 279,2</b> |

## Ventilation par bénéficiaires

|                                                | 2005-2006        | 2004-2005        |
|------------------------------------------------|------------------|------------------|
|                                                | (000 \$)         |                  |
| Entreprises                                    | 122 992,1        | 163 914,2        |
| Entreprises et organismes d'État               | 36 020,8         | 42 853,5         |
| Établissements de santé et de services sociaux | 55 792,4         | 61 113,5         |
| Institutions d'enseignement                    | 77 552,3         | 83 553,7         |
| Municipalités                                  | 6 700,0          | 839,9            |
| Organismes à but non lucratif                  | 97 792,4         | 98 808,6         |
| Personnes                                      | 23 195,8         | 23 195,8         |
| <b>Total du portefeuille</b>                   | <b>420 045,8</b> | <b>474 279,2</b> |



# Développement économique, Innovation et Exportation

## Crédits de transfert (suite)

### Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006        | 2004-2005        |
|------------------------------|------------------|------------------|
|                              | (000 \$)         |                  |
| Rémunération                 | 16 523,8         | 19 592,8         |
| Fonctionnement               | 9 266,1          | 10 194,1         |
| Capital                      | 22 272,8         | 33 274,6         |
| Intérêt                      | 8 480,7          | 8 409,3          |
| Support                      | 363 502,4        | 402 808,4        |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>420 045,8</b> | <b>474 279,2</b> |

# Éducation, Loisir et Sport

| Programmes                                                      | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005          |                     |
|-----------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|--------------------|---------------------|
|                                                                 | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits            | Crédits             |
|                                                                 |                    |                          | (000 \$)                  |                    |                     |
| 1. Administration et consultation                               | 127 148,4          | 4 715,1                  | 26 714,3                  | 149 147,6          | 156 370,5           |
| 2. Formation en tourisme et hôtellerie                          | 18 789,2           | -                        | -                         | 18 789,2           | 17 069,2            |
| 3. Aide financière aux études                                   | 334 771,6          | 7 676,9                  | 152 269,1                 | 479 363,8          | 441 246,3           |
| 4. Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire | 7 203 803,5        | -                        | -                         | 7 203 803,5        | 7 060 363,2         |
| 5. Enseignement supérieur                                       | 3 780 120,5        | -                        | -                         | 3 780 120,5        | 3 646 219,8         |
| 6. Développement du loisir et du sport                          | 64 875,9           | -                        | -                         | 64 875,9           | 64 875,9            |
| 7. Régimes de retraite                                          | 672 418,0          | -                        | -                         | 672 418,0          | 669 700,0           |
|                                                                 | 12 201 927,1       | 12 392,0                 | 178 983,4                 | 12 368 518,5       | 12 055 844,9        |
| Moins :                                                         |                    |                          |                           |                    |                     |
| Crédits permanents                                              |                    |                          |                           | 702 769,5          | 716 834,9           |
| Crédits reportés                                                |                    |                          |                           | -                  | 4 929,0             |
| Crédits votés le 22 mars 2005                                   |                    |                          |                           | 4 037 161,2        | -                   |
| <b>Crédits à voter</b>                                          |                    |                          |                           | <b>7 628 587,8</b> | <b>11 334 081,0</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 2005-2006           | 2004-2005           |
|---------------------------------|---------------------|---------------------|
|                                 | (000 \$)            |                     |
| Rémunération                    | 91 424,4            | 96 885,6            |
| Fonctionnement                  | 62 470,0            | 62 778,9            |
| Transfert                       | 12 017 690,8        | 11 680 847,2        |
| Créances douteuses et autres    | 30 341,9            | 47 125,3            |
| <b>Total</b>                    | <b>12 201 927,1</b> | <b>11 887 637,0</b> |
| Effectif des programmes         | 1 489               | 1 521               |
| <b>Effectif total</b>           | <b>1 489</b>        | <b>1 521</b>        |
| <b>Budget d'investissements</b> |                     |                     |
| Immobilisations                 | 40 383,4            | 40 401,5            |
| Prêts, placements et avances    | 138 600,0           | 138 600,0           |
| <b>Total</b>                    | <b>178 983,4</b>    | <b>179 001,5</b>    |

# Éducation, Loisir et Sport

## Programme 1 Administration et consultation

| Éléments                                                                                   | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005 |          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|-----------|----------|
|                                                                                            | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits   | Crédits  |
|                                                                                            | (000 \$)           |                          |                           |           |          |
| 1. Direction                                                                               | 9 687,7            | 211,1                    | 82,0                      | 9 558,6   | 10 037,6 |
| 2. Services à la gestion                                                                   | 29 283,8           | 557,8                    | 997,7                     | 29 723,7  | 30 765,3 |
| 3. Administration de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire   | 33 809,5           | 391,9                    | 411,5                     | 33 829,1  | 36 134,9 |
| 4. Administration de l'enseignement supérieur                                              | 8 917,7            | 73,4                     | 75,0                      | 8 919,3   | 9 492,5  |
| 5. Administration de la formation professionnelle et technique et de la formation continue | 8 440,4            | 87,9                     | 100,0                     | 8 452,5   | 8 827,4  |
| 6. Information et communications                                                           | 26 716,4           | 3 212,8                  | 24 408,1                  | 47 911,7  | 49 952,2 |

Suite à la page 8 - 3

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère, sauf celui de l'aide financière aux études, et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement des organismes de consultation et d'évaluation du domaine de l'éducation.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1        | 2        | Éléments<br>3 | 4       | 5       | 6        | Sous-<br>total |
|---------------------------------|----------|----------|---------------|---------|---------|----------|----------------|
|                                 | (000 \$) |          |               |         |         |          |                |
| Rémunération                    | 5 375,2  | 12 799,0 | 24 567,4      | 7 811,9 | 6 686,6 | 13 314,1 | 70 554,2       |
| Fonctionnement                  | 1 938,6  | 16 484,8 | 9 242,1       | 1 105,8 | 1 753,8 | 13 402,3 | 43 927,4       |
| Transfert                       | 2 373,9  | -        | -             | -       | -       | -        | 2 373,9        |
|                                 | 9 687,7  | 29 283,8 | 33 809,5      | 8 917,7 | 8 440,4 | 26 716,4 | 116 855,5      |
| <b>Effectif total</b>           | 70       | 90       | 462           | 156     | 120     | 265      | 1 163          |
| <b>Budget d'investissements</b> |          |          |               |         |         |          |                |
| Immobilisations                 | 82,0     | 997,7    | 411,5         | 75,0    | 100,0   | 24 408,1 | 26 074,3       |
|                                 | 82,0     | 997,7    | 411,5         | 75,0    | 100,0   | 24 408,1 | 26 074,3       |

# Éducation, Loisir et Sport

## Programme 1 (suite)

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                          |                           |                  |                  |
| 7. Conseil supérieur de l'éducation                                                                                     | 2 255,9            | 13,2                     | 20,0                      | 2 262,7          | 2 388,6          |
| 8. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial                                                                  | 2 123,6            | 22,0                     | 20,0                      | 2 121,6          | 2 314,9          |
| 9. Administration du loisir et du sport                                                                                 | 5 913,4            | 145,0                    | 600,0                     | 6 368,4          | 6 457,1          |
|                                                                                                                         | 127 148,4          | 4 715,1                  | 26 714,3                  | 149 147,6        | 156 370,5        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                          |                           |                  |                  |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                          |                           |                  |                  |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)                                                                                   |                    |                          |                           |                  |                  |
| Élément 1                                                                                                               |                    |                          |                           | 9,6              | 9,6              |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                          |                           |                  |                  |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                          |                           | -                | 4 079,6          |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                          |                           |                  |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                          |                           | 37 610,2         | -                |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                          |                           | <b>111 527,8</b> | <b>152 281,3</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | Sous-total   | 7         | Éléments<br>8 | 9         | 2005-2006    | 2004-2005    |
|---------------------------------|--------------|-----------|---------------|-----------|--------------|--------------|
|                                 |              |           | (000 \$)      |           |              |              |
| Rémunération                    | 70 554,2     | 1 628,8   | 1 660,3       | 3 578,7   | 77 422,0     | 81 957,9     |
| Fonctionnement                  | 43 927,4     | 627,1     | 463,3         | 2 134,7   | 47 152,5     | 50 690,3     |
| Transfert                       | 2 373,9      | -         | -             | 200,0     | 2 573,9      | 2 573,9      |
|                                 | 116 855,5    | 2 255,9   | 2 123,6       | 5 913,4   | 127 148,4    | 135 222,1    |
| <b>Effectif total</b>           | <b>1 163</b> | <b>31</b> | <b>27</b>     | <b>70</b> | <b>1 291</b> | <b>1 319</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |              |           |               |           |              |              |
| Immobilisations                 | 26 074,3     | 20,0      | 20,0          | 600,0     | 26 714,3     | 25 826,0     |
|                                 | 26 074,3     | 20,0      | 20,0          | 600,0     | 26 714,3     | 25 826,0     |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.



# Éducation, Loisir et Sport

## Programme 2 Formation en tourisme et hôtellerie

| Élément                                                                                                                 | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005       |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                                                                                                                         |                    |                          | (000 \$)                  |                 |                 |
| 1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec                                                                       | 18 789,2           | -                        | -                         | 18 789,2        | 17 069,2        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                          |                           |                 |                 |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                          |                           |                 |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                          |                           | 4 267,3         | -               |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                          |                           | <b>14 521,9</b> | <b>17 069,2</b> |

Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il soutient également la recherche et fournit de l'aide technique et des services dans ces domaines.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 1        | Élément  | 2005-2006 | 2004-2005 |
|--------------------|----------|----------|-----------|-----------|
|                    |          | (000 \$) |           |           |
| Transfert          | 18 789,2 |          | 18 789,2  | 17 069,2  |
|                    | 18 789,2 |          | 18 789,2  | 17 069,2  |

# Éducation, Loisir et Sport

## Programme 3 Aide financière aux études

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                          |                           |                  |                  |
| 1. Bourses consécutives aux prêts                                                                                       | 195 552,9          | -                        | -                         | 195 552,9        | 149 226,8        |
| 2. Intérêts et remboursements aux banques                                                                               | 106 345,3          | 7 326,4                  | 151 894,1                 | 250 913,0        | 259 988,5        |
| 3. Autres bourses                                                                                                       | 10 879,9           | -                        | -                         | 10 879,9         | 10 755,2         |
| 4. Administration de l'aide financière aux études                                                                       | 21 993,5           | 350,5                    | 375,0                     | 22 018,0         | 21 275,8         |
|                                                                                                                         | 334 771,6          | 7 676,9                  | 152 269,1                 | 479 363,8        | 441 246,3        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                          |                           |                  |                  |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                          |                           |                  |                  |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)                                                               |                    |                          |                           |                  |                  |
| Élément 2                                                                                                               |                    |                          |                           | 30 341,9         | 47 125,3         |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                          |                           |                  |                  |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                          |                           | -                | 849,4            |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                          |                           |                  |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                          |                           | 97 384,5         | -                |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                          |                           | <b>351 637,4</b> | <b>393 271,6</b> |

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études supérieures et à la formation secondaire professionnelle en fournissant un soutien financier aux étudiants qui en ont besoin.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | Éléments  |           |          |          | 2005-2006 | 2004-2005 |
|---------------------------------|-----------|-----------|----------|----------|-----------|-----------|
|                                 | 1         | 2         | 3        | 4        |           |           |
|                                 | (000 \$)  |           |          |          |           |           |
| Rémunération                    | -         | -         | -        | 14 002,4 | 14 002,4  | 14 927,7  |
| Fonctionnement                  | -         | 7 326,4   | -        | 7 991,1  | 15 317,5  | 12 088,6  |
| Transfert                       | 195 552,9 | 68 677,0  | 10 879,9 | -        | 275 109,8 | 220 045,2 |
| Créances douteuses et autres    | -         | 30 341,9  | -        | -        | 30 341,9  | 47 125,3  |
|                                 | 195 552,9 | 106 345,3 | 10 879,9 | 21 993,5 | 334 771,6 | 294 186,8 |
| <b>Effectif total</b>           | -         | -         | -        | 198      | 198       | 202       |
| <b>Budget d'investissements</b> |           |           |          |          |           |           |
| Immobilisations                 | -         | 13 294,1  | -        | 375,0    | 13 669,1  | 14 575,5  |
| Prêts, placements et avances    | -         | 138 600,0 | -        | -        | 138 600,0 | 138 600,0 |
|                                 | -         | 151 894,1 | -        | 375,0    | 152 269,1 | 153 175,5 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de l'élément 4 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à cet élément, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de cet élément sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance ou par des virements en provenance des autres éléments du même programme.

# Éducation, Loisir et Sport

## Programme 4

### Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire

| Éléments                                         | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005   |             |
|--------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-------------|-------------|
|                                                  | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits     | Crédits     |
|                                                  | (000 \$)           |                       |                        |             |             |
| 1. Commissions scolaires                         | 5 761 216,9        | -                     | -                      | 5 761 216,9 | 5 677 262,8 |
| 2. Commissions scolaires à statut particulier    | 185 372,8          | -                     | -                      | 185 372,8   | 177 327,3   |
| 3. Service de la dette des commissions scolaires | 599 321,5          | -                     | -                      | 599 321,5   | 580 570,5   |
| 4. Enseignement privé                            | 384 329,5          | -                     | -                      | 384 329,5   | 365 625,8   |
| 5. Soutien à des partenaires en éducation        | 37 557,1           | -                     | -                      | 37 557,1    | 37 216,7    |
| Suite à la page 8 - 7                            |                    |                       |                        |             |             |

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves de ces niveaux les services d'enseignement et de soutien à l'enseignement en fournissant aux commissions scolaires, aux institutions privées et à divers organismes les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les ressources financières attribuées pour le transport scolaire.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 1           | 2         | Éléments<br>3 | 4         | 5        | Sous-<br>total |
|--------------------|-------------|-----------|---------------|-----------|----------|----------------|
|                    | (000 \$)    |           |               |           |          |                |
| Transfert          | 5 761 216,9 | 185 372,8 | 599 321,5     | 384 329,5 | 37 557,1 | 6 967 797,8    |
|                    | 5 761 216,9 | 185 372,8 | 599 321,5     | 384 329,5 | 37 557,1 | 6 967 797,8    |

# Éducation, Loisir et Sport

## Programme 4 (suite)

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005          |                    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|--------------------|--------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits            | Crédits            |
|                                                                                                                         |                    |                       | (000 \$)               |                    |                    |
| 6. Aide au transport scolaire                                                                                           | 236 005,7          | -                     | -                      | 236 005,7          | 222 360,1          |
|                                                                                                                         | 7 203 803,5        | -                     | -                      | 7 203 803,5        | 7 060 363,2        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                    |                    |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                    |                    |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 2 294 105,0        | -                  |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>4 909 698,5</b> | <b>7 060 363,2</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Sous-total  | 6         | Éléments | 2005-2006   | 2004-2005   |
|--------------------|-------------|-----------|----------|-------------|-------------|
|                    |             |           | (000 \$) |             |             |
| Transfert          | 6 967 797,8 | 236 005,7 |          | 7 203 803,5 | 7 060 363,2 |
|                    | 6 967 797,8 | 236 005,7 |          | 7 203 803,5 | 7 060 363,2 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde non utilisé des crédits de transfert de l'élément 3 de ce programme peut être reporté en 2006-2007 jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à cet élément.



# Éducation, Loisir et Sport

## Programme 5 Enseignement supérieur

| Éléments                               | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005   |             |
|----------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-------------|-------------|
|                                        | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits     | Crédits     |
|                                        | (000 \$)           |                       |                        |             |             |
| 1. Cégeps                              | 1 240 974,4        | -                     | -                      | 1 240 974,4 | 1 232 154,9 |
| 2. Universités                         | 1 995 453,9        | -                     | -                      | 1 995 453,9 | 1 839 754,7 |
| 3. Enseignement privé au collégial     | 80 006,8           | -                     | -                      | 80 006,8    | 80 608,5    |
| 4. Service de la dette des cégeps      | 200 639,4          | -                     | -                      | 200 639,4   | 216 320,5   |
| 5. Service de la dette des universités | 256 423,7          | -                     | -                      | 256 423,7   | 270 258,9   |
| Suite à la page 8 - 9                  |                    |                       |                        |             |             |

Ce programme vise à rendre accessibles aux étudiants de ce niveau les services d'enseignement et de soutien à l'enseignement en fournissant aux établissements publics et privés les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement. De plus, ce programme vise à fournir les ressources financières nécessaires au soutien de la recherche universitaire.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 1           | 2           | Éléments<br>3 | 4         | 5         | Sous-<br>total |
|--------------------|-------------|-------------|---------------|-----------|-----------|----------------|
|                    | (000 \$)    |             |               |           |           |                |
| Transfert          | 1 240 974,4 | 1 995 453,9 | 80 006,8      | 200 639,4 | 256 423,7 | 3 773 498,2    |
|                    | 1 240 974,4 | 1 995 453,9 | 80 006,8      | 200 639,4 | 256 423,7 | 3 773 498,2    |

# Éducation, Loisir et Sport

## Programme 5 (suite)

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005          |                    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|--------------------|--------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits            | Crédits            |
|                                                                                                                         |                    |                       | (000 \$)               |                    |                    |
| 6. Soutien à des partenaires en éducation                                                                               | 6 622,3            | -                     | -                      | 6 622,3            | 7 122,3            |
|                                                                                                                         | 3 780 120,5        | -                     | -                      | 3 780 120,5        | 3 646 219,8        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                    |                    |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                    |                    |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 1 563 124,1        | -                  |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>2 216 996,4</b> | <b>3 646 219,8</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Sous-total  | 6       | Éléments | 2005-2006   | 2004-2005   |
|--------------------|-------------|---------|----------|-------------|-------------|
|                    |             |         | (000 \$) |             |             |
| Transfert          | 3 773 498,2 | 6 622,3 |          | 3 780 120,5 | 3 646 219,8 |
|                    | 3 773 498,2 | 6 622,3 |          | 3 780 120,5 | 3 646 219,8 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde non utilisé des crédits de transfert des éléments 4 et 5 de ce programme peut être reporté en 2006-2007 jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à ces éléments.

# Éducation, Loisir et Sport

## Programme 6

### Développement du loisir et du sport

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005       |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                                                                                                                         |                    |                       | (000 \$)               |                 |                 |
| 1. Promotion du loisir et de l'action bénévole                                                                          | 39 963,5           | -                     | -                      | 39 963,5        | 39 963,5        |
| 2. Promotion du sport et de la sécurité et recherche                                                                    | 24 912,4           | -                     | -                      | 24 912,4        | 24 912,4        |
|                                                                                                                         | 64 875,9           | -                     | -                      | 64 875,9        | 64 875,9        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                 |                 |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 40 670,1        | -               |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>24 205,8</b> | <b>64 875,9</b> |

Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Éléments |          | 2005-2006 | 2004-2005 |
|--------------------|----------|----------|-----------|-----------|
|                    | 1        | 2        |           |           |
|                    |          | (000 \$) |           |           |
| Transfert          | 39 963,5 | 24 912,4 | 64 875,9  | 64 875,9  |
|                    | 39 963,5 | 24 912,4 | 64 875,9  | 64 875,9  |

# Éducation, Loisir et Sport

## Programme 7 Régimes de retraite

| Éléments                                                                                                | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005 |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|-----------|-----------|
|                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits   | Crédits   |
|                                                                                                         |                    |                          | (000 \$)                  |           |           |
| 1. Régime de retraite des enseignants                                                                   | 75 417,0           | -                        | -                         | 75 417,0  | 75 417,0  |
| 2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics                            | 520 018,0          | -                        | -                         | 520 018,0 | 517 606,0 |
| 3. Régime de retraite du personnel d'encadrement                                                        | 76 983,0           | -                        | -                         | 76 983,0  | 76 677,0  |
|                                                                                                         | 672 418,0          | -                        | -                         | 672 418,0 | 669 700,0 |
| Moins :                                                                                                 |                    |                          |                           |           |           |
| Crédits permanents                                                                                      |                    |                          |                           |           |           |
| Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11)                                        |                    |                          |                           |           |           |
| Élément 1                                                                                               |                    |                          |                           | 75 417,0  | 75 417,0  |
| Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10) |                    |                          |                           |           |           |
| Élément 2                                                                                               |                    |                          |                           | 520 018,0 | 517 606,0 |
| Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1)                           |                    |                          |                           |           |           |
| Élément 3                                                                                               |                    |                          |                           | 76 983,0  | 76 677,0  |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                   |                    |                          |                           | -         | -         |

Ce programme vise à fournir la contribution du gouvernement aux régimes de retraite applicables au personnel des réseaux.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 1        | 2         | Éléments<br>3 | 2005-2006 | 2004-2005 |
|--------------------|----------|-----------|---------------|-----------|-----------|
|                    |          |           | (000 \$)      |           |           |
| Transfert          | 75 417,0 | 520 018,0 | 76 983,0      | 672 418,0 | 669 700,0 |
|                    | 75 417,0 | 520 018,0 | 76 983,0      | 672 418,0 | 669 700,0 |



# Éducation, Loisir et Sport

## Crédits de transfert

|                                                                                   | 2005-2006           | 2004-2005           |
|-----------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
|                                                                                   | (000 \$)            |                     |
| <b>Programme 1 - Administration et consultation</b>                               |                     |                     |
| Autres crédits de transfert                                                       | 2 573,9             | 2 573,9             |
| <b>Programme 2 - Formation en tourisme et hôtellerie</b>                          |                     |                     |
| Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec                                    | 18 789,2            | 17 069,2            |
| <b>Programme 3 - Aide financière aux études</b>                                   |                     |                     |
| Bourses consécutives aux prêts                                                    | 195 552,9           | 149 226,8           |
| Intérêts et remboursements aux banques                                            | 68 677,0            | 60 063,2            |
| Autres crédits de transfert                                                       | 10 879,9            | 10 755,2            |
| Total du programme 3                                                              | 275 109,8           | 220 045,2           |
| <b>Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire</b> |                     |                     |
| Comités patronaux de négociation                                                  | 10 030,0            | 12 030,0            |
| Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public               | 5 946 589,7         | 5 854 590,1         |
| Enseignement privé                                                                | 384 329,5           | 365 625,8           |
| Programme d'action communautaire                                                  | 12 969,8            | 12 690,6            |
| Service de la dette des commissions scolaires                                     | 599 321,5           | 580 570,5           |
| Transport scolaire                                                                | 236 005,7           | 222 360,1           |
| Autres crédits de transfert                                                       | 14 557,3            | 12 496,1            |
| Total du programme 4                                                              | 7 203 803,5         | 7 060 363,2         |
| <b>Programme 5 - Enseignement supérieur</b>                                       |                     |                     |
| Cégeps                                                                            | 1 240 974,4         | 1 232 154,9         |
| Enseignement privé au collégial                                                   | 80 006,8            | 80 608,5            |
| Service de la dette des cégeps                                                    | 200 639,4           | 216 320,5           |
| Service de la dette des universités                                               | 256 423,7           | 270 258,9           |
| Universités                                                                       | 1 995 453,9         | 1 839 754,7         |
| Autres crédits de transfert                                                       | 6 622,3             | 7 122,3             |
| Total du programme 5                                                              | 3 780 120,5         | 3 646 219,8         |
| <b>Programme 6 - Développement du loisir et du sport</b>                          |                     |                     |
| Action communautaire autonome                                                     | 183,1               | 183,1               |
| Équipe Québec                                                                     | 6 000,0             | 6 000,0             |
| Kino-Québec                                                                       | 2 575,0             | 2 575,0             |
| Promotion du loisir                                                               | 13 492,0            | 13 492,0            |
| Promotion du sport                                                                | 16 037,4            | 16 037,4            |
| Soutien aux équipements de loisir                                                 | 1 368,0             | 1 368,0             |
| Soutien aux organismes multidisciplinaires                                        | 24 920,4            | 24 920,4            |
| Autres crédits de transfert                                                       | 300,0               | 300,0               |
| Total du programme 6                                                              | 64 875,9            | 64 875,9            |
| <b>Programme 7 - Régimes de retraite</b>                                          |                     |                     |
| Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics         | 520 018,0           | 517 606,0           |
| Régime de retraite des enseignants                                                | 75 417,0            | 75 417,0            |
| Régime de retraite du personnel d'encadrement                                     | 76 983,0            | 76 677,0            |
| Total du programme 7                                                              | 672 418,0           | 669 700,0           |
| <b>Total du portefeuille</b>                                                      | <b>12 017 690,8</b> | <b>11 680 847,2</b> |

# Éducation, Loisir et Sport

## Crédits de transfert (suite)

### Ventilation par bénéficiaires

|                                  | 2005-2006           | 2004-2005           |
|----------------------------------|---------------------|---------------------|
|                                  | (000 \$)            |                     |
| Entreprises et organismes d'État | 20 089,2            | 18 369,2            |
| Institutions d'enseignement      | 11 616 806,5        | 11 336 587,9        |
| Municipalités                    | 1 368,0             | 1 368,0             |
| Organismes à but non lucratif    | 95 742,3            | 95 901,9            |
| Personnes                        | 283 684,8           | 228 620,2           |
| <b>Total du portefeuille</b>     | <b>12 017 690,8</b> | <b>11 680 847,2</b> |

### Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006           | 2004-2005           |
|------------------------------|---------------------|---------------------|
|                              | (000 \$)            |                     |
| Rémunération                 | 9 021 060,8         | 8 835 887,5         |
| Fonctionnement               | 1 296 336,6         | 1 204 804,0         |
| Capital                      | 507 608,8           | 471 945,9           |
| Intérêt                      | 571 307,9           | 615 383,7           |
| Support                      | 621 376,7           | 552 826,1           |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>12 017 690,8</b> | <b>11 680 847,2</b> |



# Emploi et Solidarité sociale

| Programmes                    | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005          |                    |
|-------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|--------------------|--------------------|
|                               | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits            | Crédits            |
|                               | (000 \$)           |                          |                           |                    |                    |
| 1. Mesures d'aide à l'emploi  | 899 508,2          | -                        | -                         | 899 508,2          | 909 103,8          |
| 2. Mesures d'aide financière  | 2 913 640,2        | -                        | 600,0                     | 2 914 240,2        | 2 975 512,7        |
| 3. Soutien à la gestion       | 198 556,8          | 1 165,3                  | 1 787,5                   | 199 179,0          | 213 936,6          |
|                               | 4 011 705,2        | 1 165,3                  | 2 387,5                   | 4 012 927,4        | 4 098 553,1        |
| Moins :                       |                    |                          |                           |                    |                    |
| Crédits permanents            |                    |                          |                           | 5 509,6            | 5 509,6            |
| Crédits reportés              |                    |                          |                           | 11 876,1           | 12 930,0           |
| Crédits votés le 22 mars 2005 |                    |                          |                           | 1 099 181,3        | -                  |
| Autres crédits déjà votés     |                    |                          |                           | 279 000,0          | 279 000,0          |
| <b>Crédits à voter*</b>       |                    |                          |                           | <b>2 617 360,4</b> | <b>3 801 113,5</b> |

\* Le crédit à voter pour le programme 2 inclut, outre les montants présentés ci-haut, ceux portant sur des dépenses imputables à l'exercice financier 2006-2007 apparaissant à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 2005-2006          | 2004-2005          |
|---------------------------------|--------------------|--------------------|
|                                 | (000 \$)           |                    |
| Rémunération                    | 190 560,6          | 210 959,6          |
| Fonctionnement                  | 124 088,5          | 127 298,1          |
| Affectation à un fonds spécial  | 945 083,7          | 953 898,6          |
| Transfert                       | 2 746 472,4        | 2 799 702,5        |
| Créances douteuses et autres    | 5 500,0            | 5 500,0            |
| <b>Total</b>                    | <b>4 011 705,2</b> | <b>4 097 358,8</b> |
| Effectif des programmes         | 3 939              | 4 003              |
| Effectif des fonds spéciaux     | 2 511              | 2 542              |
| <b>Effectif total</b>           | <b>6 450</b>       | <b>6 545</b>       |
| <b>Budget d'investissements</b> |                    |                    |
| Immobilisations                 | 1 137,5            | 1 109,6            |
| Prêts, placements et avances    | 1 250,0            | 1 250,0            |
| <b>Total</b>                    | <b>2 387,5</b>     | <b>2 359,6</b>     |

Un redressement a été effectué afin de présenter les crédits comparatifs et le budget de dépenses 2004-2005 sur la même base qu'en 2005-2006. Ce redressement entraîne, pour 2004-2005, une diminution de 11,9 M\$ au programme 2 pour tenir compte des mesures d'aide financière qui sont comptabilisées en réduction des revenus budgétaires depuis le 1er janvier 2005.



# Emploi et Solidarité sociale

## Programme 1 Mesures d'aide à l'emploi

| Éléments                                                                                                                                                                    | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005        |                  |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                                                                             | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                                                                                                             | (000 \$)           |                          |                           |                  |                  |
| 1. Emploi-Québec                                                                                                                                                            | 892 430,8          | -                        | -                         | 892 430,8        | 901 840,8        |
| 2. Politiques d'emploi                                                                                                                                                      | 1 449,4            | -                        | -                         | 1 449,4          | 1 635,0          |
| 3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'insertion, la formation et l'aide à l'emploi* | 1 028,0            | -                        | -                         | 1 028,0          | 1 028,0          |
| 4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants*                      | 4 600,0            | -                        | -                         | 4 600,0          | 4 600,0          |
|                                                                                                                                                                             | 899 508,2          | -                        | -                         | 899 508,2        | 909 103,8        |
| Moins :                                                                                                                                                                     |                    |                          |                           |                  |                  |
| Crédits reportés                                                                                                                                                            |                    |                          |                           |                  |                  |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                          |                    |                          |                           | 49,2             | 49,1             |
| Crédits déjà votés                                                                                                                                                          |                    |                          |                           |                  |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4)                                                     |                    |                          |                           | 227 295,6        | -                |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                                                                       |                    |                          |                           | <b>672 163,4</b> | <b>909 054,7</b> |

Ce programme vise à pourvoir au financement d'Emploi-Québec et de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT). Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre (L.R.Q., c. D-7.1) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'œuvre (L.R.Q., c. F-5). Il vise également le développement des politiques d'emploi et favorise l'emploi d'été des étudiants dans la fonction publique du Québec.

\* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

### Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses             | Éléments  |         |         |         | 2005-2006 | 2004-2005 |
|--------------------------------|-----------|---------|---------|---------|-----------|-----------|
|                                | 1         | 2       | 3       | 4       |           |           |
|                                | (000 \$)  |         |         |         |           |           |
| Rémunération                   | -         | 1 332,5 | -       | 4 600,0 | 5 932,5   | 6 120,4   |
| Fonctionnement                 | -         | 116,9   | -       | -       | 116,9     | 114,6     |
| Affectation à un fonds spécial | 892 430,8 | -       | -       | -       | 892 430,8 | 901 840,8 |
| Transfert                      | -         | -       | 1 028,0 | -       | 1 028,0   | 1 028,0   |
|                                | 892 430,8 | 1 449,4 | 1 028,0 | 4 600,0 | 899 508,2 | 909 103,8 |
| <b>Effectif total</b>          | -         | 23      | -       | -       | <b>23</b> | <b>23</b> |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de l'élément 2 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à cet élément. Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de cet élément sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

# Emploi et Solidarité sociale

## Programme 2 Mesures d'aide financière

| Éléments                                                          | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005   |
|-------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-------------|
|                                                                   | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits     |
|                                                                   | (000 \$)           |                       |                        | Crédits     |
| 1. Gestion du réseau de la sécurité du revenu                     | 154 744,7          | -                     | -                      | 154 744,7   |
| 2. Politiques de sécurité du revenu                               | 4 544,5            | -                     | -                      | 4 544,5     |
| 3. Assistance-emploi                                              | 2 649 491,0        | -                     | 600,0                  | 2 650 091,0 |
| 4. Allocations de maternité                                       | 5 500,0            | -                     | -                      | 5 500,0     |
| 5. Aide aux parents pour leurs revenus de travail                 | 17 000,0           | -                     | -                      | 17 000,0    |
| 6. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris | 20 302,4           | -                     | -                      | 20 302,4    |

Suite à la page 9 - 4

Ce programme vise à rendre accessible à toutes les personnes qui en démontrent le besoin, une aide de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus par l'entremise du réseau de la sécurité du revenu et celui de la ville de Montréal. Également, ce programme verse à des familles à faible revenu un supplément basé sur le revenu de travail, afin de les inciter à demeurer ou à entrer sur le marché du travail. Aussi, par l'entremise du programme Solidarité jeunesse, il soutient financièrement les jeunes de moins de 25 ans, aptes au travail, qui font une demande d'assistance-emploi en leur offrant d'entreprendre des démarches favorisant leur autonomie financière. En outre, ce programme contribue au financement des organismes communautaires en lien avec leur mission globale et il accorde à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Il vise également à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales et permet le versement des allocations de maternité. Enfin, il assure le développement des politiques de sécurité du revenu.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1            | 2         | Éléments<br>3 | 4        | 5        | 6        | Sous-<br>total |
|---------------------------------|--------------|-----------|---------------|----------|----------|----------|----------------|
|                                 | (000 \$)     |           |               |          |          |          |                |
| Rémunération                    | 108 745,8    | 4 051,6   | -             | -        | -        | -        | 112 797,4      |
| Fonctionnement                  | 44 998,9     | 492,9     | -             | -        | -        | -        | 45 491,8       |
| Affectation à un fonds spécial  | -            | -         | 4 800,0       | -        | -        | -        | 4 800,0        |
| Transfert                       | 1 000,0      | -         | 2 639 191,0   | 5 500,0  | 17 000,0 | 20 302,4 | 2 682 993,4    |
| Créances douteuses et autres    | -            | -         | 5 500,0       | -        | -        | -        | 5 500,0        |
|                                 | 154 744,7    | 4 544,5   | 2 649 491,0   | 5 500,0  | 17 000,0 | 20 302,4 | 2 851 582,6    |
| <b>Effectif total</b>           | <b>2 531</b> | <b>73</b> | <b>-</b>      | <b>-</b> | <b>-</b> | <b>-</b> | <b>2 604</b>   |
| <b>Budget d'investissements</b> |              |           |               |          |          |          |                |
| Prêts, placements et avances    | -            | -         | 600,0         | -        | -        | -        | 600,0          |
|                                 | -            | -         | 600,0         | -        | -        | -        | 600,0          |



# Emploi et Solidarité sociale

## Programme 2 (suite)

| Éléments                                                                                                                                                                                               | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005          |                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|--------------------|--------------------|
|                                                                                                                                                                                                        | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits            | Crédits            |
|                                                                                                                                                                                                        | (000 \$)           |                       |                        |                    |                    |
| 7. Action emploi                                                                                                                                                                                       | 4 004,6            | -                     | -                      | 4 004,6            | 14 300,0           |
| 8. Solidarité jeunesse                                                                                                                                                                                 | 35 000,0           | -                     | -                      | 35 000,0           | 28 600,0           |
| 9. Action communautaire                                                                                                                                                                                | 8 910,4            | -                     | -                      | 8 910,4            | 8 910,4            |
| 10. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi* | 14 142,6           | -                     | -                      | 14 142,6           | 12 771,3           |
|                                                                                                                                                                                                        | 2 913 640,2        | -                     | 600,0                  | 2 914 240,2        | 2 975 512,7        |
| Moins :                                                                                                                                                                                                |                    |                       |                        |                    |                    |
| Crédits permanents                                                                                                                                                                                     |                    |                       |                        |                    |                    |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)                                                                                                                                              |                    |                       |                        |                    |                    |
| Élément 3                                                                                                                                                                                              |                    |                       |                        | 5 500,0            | 5 500,0            |
| Crédits reportés                                                                                                                                                                                       |                    |                       |                        |                    |                    |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                                                     |                    |                       |                        | 4 932,5            | 5 531,0            |
| Crédits déjà votés                                                                                                                                                                                     |                    |                       |                        |                    |                    |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4)                                                                                |                    |                       |                        | 810 735,1          | -                  |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                                                     |                    |                       |                        | 279 000,0          | 279 000,0          |
| <b>Crédit à voter**</b>                                                                                                                                                                                |                    |                       |                        | <b>1 814 072,6</b> | <b>2 685 481,7</b> |

\* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

\*\* Le crédit à voter pour ce programme inclut, outre le montant présenté ci-haut, celui portant sur des dépenses imputables à l'exercice financier 2006-2007 apparaissant à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | Sous-total   | 7        | Éléments 8 | 9        | 10       | 2005-2006    | 2004-2005    |
|---------------------------------|--------------|----------|------------|----------|----------|--------------|--------------|
|                                 |              |          | (000 \$)   |          |          |              |              |
| Rémunération                    | 112 797,4    | -        | -          | -        | -        | 112 797,4    | 124 477,3    |
| Fonctionnement                  | 45 491,8     | -        | -          | -        | -        | 45 491,8     | 45 441,9     |
| Affectation à un fonds spécial  | 4 800,0      | -        | -          | 8 910,4  | -        | 13 710,4     | 10 110,4     |
| Transfert                       | 2 682 993,4  | 4 004,6  | 35 000,0   | -        | 14 142,6 | 2 736 140,6  | 2 789 383,1  |
| Créances douteuses et autres    | 5 500,0      | -        | -          | -        | -        | 5 500,0      | 5 500,0      |
|                                 | 2 851 582,6  | 4 004,6  | 35 000,0   | 8 910,4  | 14 142,6 | 2 913 640,2  | 2 974 912,7  |
| <b>Effectif total</b>           | <b>2 604</b> | <b>-</b> | <b>-</b>   | <b>-</b> | <b>-</b> | <b>2 604</b> | <b>2 637</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |              |          |            |          |          |              |              |
| Prêts, placements et avances    | 600,0        | -        | -          | -        | -        | 600,0        | 600,0        |
|                                 | 600,0        | -        | -          | -        | -        | 600,0        | 600,0        |

Un redressement a été effectué afin de présenter les crédits comparatifs et le budget de dépenses 2004-2005 sur la même base qu'en 2005-2006. Ce redressement entraîne, pour 2004-2005, une diminution de 11,9 M\$ à l'élément 5 du programme 2 pour tenir compte des mesures d'aide financière qui sont comptabilisées en réduction des revenus budgétaires depuis le 1er janvier 2005.

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1 et 2 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à ces éléments, en excluant la partie « Transfert ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

# Emploi et Solidarité sociale

## Programme 3 Soutien à la gestion

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                  |                  |
| 1. Direction                                                                                                            | 11 166,7           | -                     | -                      | 11 166,7         | 12 368,8         |
| 2. Services à la gestion                                                                                                | 156 632,5          | 1 165,3               | 1 137,5                | 156 604,7        | 167 068,0        |
| 3. Centre de recouvrement                                                                                               | 8 716,7            | -                     | 650,0                  | 9 366,7          | 10 404,5         |
| 4. Planification et services aux citoyens                                                                               | 22 040,9           | -                     | -                      | 22 040,9         | 24 095,3         |
|                                                                                                                         | 198 556,8          | 1 165,3               | 1 787,5                | 199 179,0        | 213 936,6        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                  |                  |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)                                                                                   |                    |                       |                        |                  |                  |
| Élément 1                                                                                                               |                    |                       |                        | 9,6              | 9,6              |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                      |                    |                       |                        | 6 894,4          | 7 349,9          |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 61 150,6         | -                |
| <b>Crédit à voter*</b>                                                                                                  |                    |                       |                        | <b>131 124,4</b> | <b>206 577,1</b> |

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et coordination ministérielle et de services aux citoyennes et citoyens.

\* Comprenant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | Éléments   |            |            |            | 2005-2006    | 2004-2005    |
|---------------------------------|------------|------------|------------|------------|--------------|--------------|
|                                 | 1          | 2          | 3          | 4          |              |              |
|                                 | (000 \$)   |            |            |            |              |              |
| Rémunération                    | 8 910,5    | 45 116,1   | 8 251,7    | 9 552,4    | 71 830,7     | 80 361,9     |
| Fonctionnement                  | 1 706,2    | 72 573,9   | 465,0      | 3 734,7    | 78 479,8     | 81 741,6     |
| Affectation à un fonds spécial  | -          | 38 942,5   | -          | -          | 38 942,5     | 41 947,4     |
| Transfert                       | 550,0      | -          | -          | 8 753,8    | 9 303,8      | 9 291,4      |
|                                 | 11 166,7   | 156 632,5  | 8 716,7    | 22 040,9   | 198 556,8    | 213 342,3    |
| <b>Effectif total</b>           | <b>178</b> | <b>727</b> | <b>201</b> | <b>206</b> | <b>1 312</b> | <b>1 343</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |            |            |            |            |              |              |
| Immobilisations                 | -          | 1 137,5    | -          | -          | 1 137,5      | 1 109,6      |
| Prêts, placements et avances    | -          | -          | 650,0      | -          | 650,0        | 650,0        |
|                                 | -          | 1 137,5    | 650,0      | -          | 1 787,5      | 1 759,6      |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2 et 4 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance. De plus, le solde non utilisé des crédits de l'élément 3 peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 1 000 000 \$, en excluant la partie « Investissements », afin de donner suite à une entente de gestion intervenue entre la ministre responsable et le Conseil du trésor.



# Emploi et Solidarité sociale

## Crédit au net

|                                                | 2005-2006 | 2004-2005 |
|------------------------------------------------|-----------|-----------|
|                                                | (000 \$)  |           |
| <b>Programme 3 - Soutien à la gestion</b>      |           |           |
| Dépenses du programme (excluant amortissement) | 197 391,5 | 212 177,0 |
| Moins : Revenus associés au crédit au net      | 1 000,0   | 1 000,0   |
| Crédit au net                                  | 196 391,5 | 211 177,0 |

Ce crédit au net, qui vise à donner suite à une entente de gestion intervenue entre la ministre responsable et le Conseil du trésor, concerne les activités du Centre de recouvrement dont la mission est de recouvrer les comptes à recevoir du Ministère en matière de sécurité du revenu. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent du recouvrement, par le Centre de recouvrement, des sommes dues par les garants défaillants et de la récupération des créances radiées ainsi que des frais de recouvrement réclamés des débiteurs au titre de l'application de mesures légales.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation de revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus compris entre 1 000 000 \$ et 4 000 000 \$ et d'un montant équivalent à 35 % des revenus qui excèdent 4 000 000 \$.

# Emploi et Solidarité sociale

## Crédits à voter pour des dépenses imputables à l'exercice financier 2006-2007

2006-2007  
(000 \$)

### Budget de dépenses

Programme 2 - Mesures d'aide financière

Élément 3 - Assistance-emploi

|           |           |
|-----------|-----------|
| Transfert | 275 000,0 |
|-----------|-----------|

Élément 6 - Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

|           |         |
|-----------|---------|
| Transfert | 4 000,0 |
|-----------|---------|

|                    |           |
|--------------------|-----------|
| Total du programme | 279 000,0 |
|--------------------|-----------|

|                       |           |
|-----------------------|-----------|
| Total du portefeuille | 279 000,0 |
|-----------------------|-----------|

Ces crédits ont pour objet de permettre le versement, avant le 1er avril 2006, de prestations imputables à l'exercice financier 2006-2007.

# Emploi et Solidarité sociale

## Crédits affectés à un fonds spécial

|                                                                                              | 2005-2006        | 2004-2005        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                              | (000 \$)         |                  |
| <b>Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi</b>                                               |                  |                  |
| Fonds de développement du marché du travail                                                  | 892 430,8        | 901 840,8        |
| Fonds national de formation de la main-d'oeuvre                                              | -                | -                |
| Total du programme 1                                                                         | 892 430,8        | 901 840,8        |
| <b>Programme 2 - Mesures d'aide financière</b>                                               |                  |                  |
| Fonds d'aide à l'action communautaire autonome                                               | 8 910,4          | 8 910,4          |
| Fonds québécois d'initiatives sociales                                                       | 4 800,0          | 1 200,0          |
| Total du programme 2                                                                         | 13 710,4         | 10 110,4         |
| <b>Programme 3 - Soutien à la gestion</b>                                                    |                  |                  |
| Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale | 38 942,5         | 41 947,4         |
| <b>Total du portefeuille</b>                                                                 | <b>945 083,7</b> | <b>953 898,6</b> |
| <b>Effectif total</b>                                                                        | <b>2 511</b>     | <b>2 542</b>     |

## Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006        | 2004-2005        |
|------------------------------|------------------|------------------|
|                              | (000 \$)         |                  |
| Rémunération                 | 127 882,1        | 137 170,1        |
| Fonctionnement               | 18 215,5         | 18 208,4         |
| Capital                      | 36 542,5         | 39 554,5         |
| Intérêt                      | 2 000,0          | 2 000,0          |
| Support                      | 760 443,6        | 756 965,6        |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>945 083,7</b> | <b>953 898,6</b> |

# Emploi et Solidarité sociale

## Crédits de transfert

|                                                                | 2005-2006          | 2004-2005          |
|----------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
|                                                                | (000 \$)           |                    |
| <b>Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi</b>                 |                    |                    |
| Autres crédits de transfert                                    | 1 028,0            | 1 028,0            |
| <b>Programme 2 - Mesures d'aide financière</b>                 |                    |                    |
| Action emploi                                                  | 4 004,6            | 14 300,0           |
| Aide aux parents pour leurs revenus de travail                 | 17 000,0           | 17 000,0           |
| Allocation de maternité                                        | 5 500,0            | 7 600,0            |
| Assistance-emploi                                              | 2 653 333,6        | 2 702 066,3        |
| Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris | 20 302,4           | 18 816,8           |
| Solidarité jeunesse                                            | 35 000,0           | 28 600,0           |
| Autres crédits de transfert                                    | 1 000,0            | 1 000,0            |
| Total du programme 2                                           | 2 736 140,6        | 2 789 383,1        |
| <b>Programme 3 - Soutien à la gestion</b>                      |                    |                    |
| Tribunal administratif du Québec                               | 8 753,8            | 8 741,4            |
| Autres crédits de transfert                                    | 550,0              | 550,0              |
| Total du programme 3                                           | 9 303,8            | 9 291,4            |
| <b>Total du portefeuille</b>                                   | <b>2 746 472,4</b> | <b>2 799 702,5</b> |

## Ventilation par bénéficiaires

|                                  | 2005-2006          | 2004-2005          |
|----------------------------------|--------------------|--------------------|
|                                  | (000 \$)           |                    |
| Entreprises                      | 7 517,9            | 6 718,4            |
| Entreprises et organismes d'État | 10 467,8           | 10 521,7           |
| Organismes à but non lucratif    | 17 742,7           | 17 170,9           |
| Personnes                        | 2 710 744,0        | 2 765 291,5        |
| <b>Total du portefeuille</b>     | <b>2 746 472,4</b> | <b>2 799 702,5</b> |

## Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006          | 2004-2005          |
|------------------------------|--------------------|--------------------|
|                              | (000 \$)           |                    |
| Rémunération                 | 8 136,9            | 8 117,4            |
| Fonctionnement               | 1 994,3            | 2 067,7            |
| Capital                      | 86,6               | 86,6               |
| Intérêt                      | 250,0              | 250,0              |
| Support                      | 2 736 004,6        | 2 789 180,8        |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>2 746 472,4</b> | <b>2 799 702,5</b> |





# Famille, Aînés et Condition féminine

| Programmes                                    | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005          |                    |
|-----------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|--------------------|--------------------|
|                                               | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits            | Crédits            |
|                                               |                    |                       | (000 \$)               |                    |                    |
| 1. Planification, recherche et administration | 22 222,1           | 1 720,3               | 6 892,3                | 27 394,1           | 20 667,8           |
| 2. Mesures d'aide à la famille                | 1 568 661,3        | -                     | 54,4                   | 1 568 715,7        | 1 447 363,2        |
| 3. Condition des aînés                        | 2 750,2            | -                     | -                      | 2 750,2            | 2 674,9            |
| 4. Condition féminine                         | 7 008,3            | 25,1                  | 25,8                   | 7 009,0            | 7 012,7            |
| 5. Curateur public                            | 33 760,3           | 2 100,0               | 11 200,0               | 42 860,3           | 42 164,1           |
|                                               | 1 634 402,2        | 3 845,4               | 18 172,5               | 1 648 729,3        | 1 519 882,7        |
| Moins :                                       |                    |                       |                        |                    |                    |
| Crédits permanents                            |                    |                       |                        | 2 109,6            | 2 109,6            |
| Crédits reportés                              |                    |                       |                        | 857,5              | 1 485,2            |
| Crédits votés le 22 mars 2005                 |                    |                       |                        | 491 454,6          | -                  |
| Autres crédits déjà votés                     |                    |                       |                        | 140 000,0          | 189 900,0          |
| <b>Crédits à voter*</b>                       |                    |                       |                        | <b>1 014 307,6</b> | <b>1 326 387,9</b> |

\* Le crédit à voter pour le programme 2 inclut, outre les montants présentés ci-haut, ceux portant sur des dépenses imputables à l'exercice financier 2006-2007 apparaissant à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 2005-2006          | 2004-2005          |
|---------------------------------|--------------------|--------------------|
|                                 | (000 \$)           |                    |
| Rémunération                    | 56 124,5           | 55 718,6           |
| Fonctionnement                  | 19 762,6           | 18 719,1           |
| Transfert                       | 1 556 315,1        | 1 434 977,2        |
| Créances douteuses et autres    | 2 200,0            | 2 200,0            |
| <b>Total</b>                    | <b>1 634 402,2</b> | <b>1 511 614,9</b> |
| Effectif des programmes         | 1 106              | 1 111              |
| <b>Effectif total</b>           | <b>1 106</b>       | <b>1 111</b>       |
| <b>Budget d'investissements</b> |                    |                    |
| Immobilisations                 | 18 170,5           | 10 390,9           |
| Prêts, placements et avances    | 2,0                | 2,0                |
| <b>Total</b>                    | <b>18 172,5</b>    | <b>10 392,9</b>    |

Un redressement a été effectué afin de présenter les crédits comparatifs et le budget de dépenses 2004-2005 sur la même base qu'en 2005-2006. Ce redressement entraîne, pour 2004-2005, une diminution de 396,9 M\$ au programme 2 pour tenir compte des mesures d'aide financière qui sont comptabilisées en réduction des revenus budgétaires depuis le 1er janvier 2005.

# Famille, Aînés et Condition féminine

## Programme 1

### Planification, recherche et administration

| Élément                                                                                                                 | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005       |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                                                                                                                         |                    |                       | (000 \$)               |                 |                 |
| 1. Planification, recherche et administration                                                                           | 22 222,1           | 1 720,3               | 6 892,3                | 27 394,1        | 20 667,8        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                 |                 |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)                                                                                   |                    |                       |                        |                 |                 |
| Élément 1                                                                                                               |                    |                       |                        | 9,6             | 9,6             |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7)                                                                        |                    |                       |                        | 177,3           | -               |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 6 690,8         | -               |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>20 516,4</b> | <b>20 658,2</b> |

Ce programme vise à assurer, d'une part, la réalisation de recherches, l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement des familles, des enfants, des aînés en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1          | Élément  | 2005-2006  | 2004-2005  |
|---------------------------------|------------|----------|------------|------------|
|                                 |            | (000 \$) |            |            |
| Rémunération                    | 10 871,9   |          | 10 871,9   | 10 892,6   |
| Fonctionnement                  | 8 653,7    |          | 8 653,7    | 6 812,5    |
| Transfert                       | 2 696,5    |          | 2 696,5    | 2 946,5    |
|                                 | 22 222,1   |          | 22 222,1   | 20 651,6   |
| <b>Effectif total</b>           | <b>144</b> |          | <b>144</b> | <b>144</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |            |          |            |            |
| Immobilisations                 | 6 890,3    |          | 6 890,3    | 14,2       |
| Prêts, placements et avances    | 2,0        |          | 2,0        | 2,0        |
|                                 | 6 892,3    |          | 6 892,3    | 16,2       |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

# Famille, Aînés et Condition féminine

## Programme 2 Mesures d'aide à la famille

| Éléments                                                                                                  | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005   |             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-------------|-------------|
|                                                                                                           | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits     | Crédits     |
|                                                                                                           |                    |                       | (000 \$)               |             |             |
| 1. Gestion des services à la famille                                                                      | 17 957,4           | -                     | 52,4                   | 18 009,8    | 18 505,0    |
| 2. Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde                     | 1 430 562,2        | -                     | -                      | 1 430 562,2 | 1 332 113,6 |
| 3. Service de la dette des centres de la petite enfance                                                   | 19 829,2           | -                     | -                      | 19 829,2    | 16 032,1    |
| 4. Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance | 42 542,2           | -                     | -                      | 42 542,2    | 39 900,0    |
| 5. Soutien aux enfants                                                                                    | 42 854,5           | -                     | -                      | 42 854,5    | 25 954,5    |
| 6. Organismes communautaires                                                                              | 13 782,9           | -                     | -                      | 13 782,9    | 13 782,9    |

Suite à la page 10 - 4

Ce programme assure le financement de la gestion des services à la famille et à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité tout en assurant leur soutien financier. En outre, il a comme objectif de pourvoir au financement du service de la dette des centres de la petite enfance ainsi que du Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance. Il permet le financement de l'administration des prestations du soutien aux enfants, le financement d'organismes communautaires et il assure le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1          | 2           | Éléments<br>3 | 4        | 5        | 6        | Sous-<br>total |
|---------------------------------|------------|-------------|---------------|----------|----------|----------|----------------|
|                                 |            |             | (000 \$)      |          |          |          |                |
| Rémunération                    | 13 194,7   | -           | -             | -        | -        | -        | 13 194,7       |
| Fonctionnement                  | 1 154,3    | -           | -             | -        | -        | -        | 1 154,3        |
| Transfert                       | 3 608,4    | 1 430 462,2 | 19 829,2      | 42 542,2 | 40 854,5 | 13 782,9 | 1 551 079,4    |
| Créances douteuses et autres    | -          | 100,0       | -             | -        | 2 000,0  | -        | 2 100,0        |
|                                 | 17 957,4   | 1 430 562,2 | 19 829,2      | 42 542,2 | 42 854,5 | 13 782,9 | 1 567 528,4    |
| <b>Effectif total</b>           | <b>274</b> | <b>-</b>    | <b>-</b>      | <b>-</b> | <b>-</b> | <b>-</b> | <b>274</b>     |
| <b>Budget d'investissements</b> |            |             |               |          |          |          |                |
| Immobilisations                 | 52,4       | -           | -             | -        | -        | -        | 52,4           |
|                                 | 52,4       | -           | -             | -        | -        | -        | 52,4           |



# Famille, Aînés et Condition féminine

## Programme 2 (suite)

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005        |                    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|------------------|--------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits          | Crédits            |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                  |                    |
| 7. Conseil de la famille et de l'enfance                                                                                | 1 132,9            | -                     | 2,0                    | 1 134,9          | 1 075,1            |
|                                                                                                                         | 1 568 661,3        | -                     | 54,4                   | 1 568 715,7      | 1 447 363,2        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                  |                    |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                    |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)                                                               |                    |                       |                        |                  |                    |
| Élément 2                                                                                                               |                    |                       |                        | 100,0            | 100,0              |
| Élément 5                                                                                                               |                    |                       |                        | 2 000,0          | 2 000,0            |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                  |                    |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7)                                                                        |                    |                       |                        | 467,4            | -                  |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                    |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 470 842,7        | -                  |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                      |                    |                       |                        | 140 000,0        | 189 900,0          |
| <b>Crédit à voter*</b>                                                                                                  |                    |                       |                        | <b>955 305,6</b> | <b>1 255 363,2</b> |

\* Le crédit à voter pour ce programme inclut, outre le montant présenté ci-haut, celui portant sur des dépenses imputables à l'exercice financier 2006-2007 apparaissant à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | Sous-total  | 7         | Éléments | 2005-2006   | 2004-2005   |
|---------------------------------|-------------|-----------|----------|-------------|-------------|
|                                 |             |           | (000 \$) |             |             |
| Rémunération                    | 13 194,7    | 853,8     |          | 14 048,5    | 13 833,9    |
| Fonctionnement                  | 1 154,3     | 271,1     |          | 1 425,4     | 1 875,4     |
| Transfert                       | 1 551 079,4 | 8,0       |          | 1 551 087,4 | 1 429 499,5 |
| Créances douteuses et autres    | 2 100,0     | -         |          | 2 100,0     | 2 100,0     |
|                                 | 1 567 528,4 | 1 132,9   |          | 1 568 661,3 | 1 447 308,8 |
| <b>Effectif total</b>           | <b>274</b>  | <b>12</b> |          | <b>286</b>  | <b>286</b>  |
| <b>Budget d'investissements</b> |             |           |          |             |             |
| Immobilisations                 | 52,4        | 2,0       |          | 54,4        | 54,4        |
|                                 | 52,4        | 2,0       |          | 54,4        | 54,4        |

Un redressement a été effectué afin de présenter les crédits comparatifs et le budget de dépenses 2004-2005 sur la même base qu'en 2005-2006. Ce redressement entraîne, pour 2004-2005, une diminution de 396,9 M\$ à l'élément 5 du programme 2 pour tenir compte des mesures d'aide financière qui sont comptabilisées en réduction des revenus budgétaires depuis le 1er janvier 2005.

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1 et 7 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance. De plus, sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde non utilisé des crédits de transfert de l'élément 3 peut être reporté en 2006-2007 jusqu'à concurrence de 3% du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à la partie « Transfert » de cet élément.

# Famille, Aînés et Condition féminine

## Programme 3 Condition des aînés

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005      |                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|----------------|----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits        | Crédits        |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                |                |
| 1. Conseil des aînés                                                                                                    | 727,0              | -                     | -                      | 727,0          | 668,5          |
| 2. Secrétariat aux aînés                                                                                                | 2 023,2            | -                     | -                      | 2 023,2        | 2 006,4        |
|                                                                                                                         | 2 750,2            | -                     | -                      | 2 750,2        | 2 674,9        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                |                |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                |                |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7)                                                                        |                    |                       |                        | 35,1           | -              |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                |                |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 665,3          | -              |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>2 049,8</b> | <b>2 674,9</b> |

Ce programme assure le financement du Conseil des aînés et du Secrétariat aux aînés afin de soutenir la valorisation de la participation des aînés dans la société québécoise et cela en vue d'un Québec équitable pour toutes les générations.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses    | Éléments |          | 2005-2006 | 2004-2005 |
|-----------------------|----------|----------|-----------|-----------|
|                       | 1        | 2        |           |           |
|                       | (000 \$) |          |           |           |
| Rémunération          | 534,8    | 367,2    | 902,0     | 866,9     |
| Fonctionnement        | 191,2    | 165,8    | 357,0     | 316,8     |
| Transfert             | 1,0      | 1 490,2  | 1 491,2   | 1 491,2   |
|                       | 727,0    | 2 023,2  | 2 750,2   | 2 674,9   |
| <b>Effectif total</b> | <b>6</b> | <b>5</b> | <b>11</b> | <b>11</b> |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant la partie « Transfert ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

# Famille, Aînés et Condition féminine

## Programme 4 Condition féminine

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005      |                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|----------------|----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits        | Crédits        |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                |                |
| 1. Conseil du statut de la femme                                                                                        | 4 412,7            | 14,1                  | 25,8                   | 4 424,4        | 4 360,0        |
| 2. Secrétariat à la condition féminine                                                                                  | 2 595,6            | 11,0                  | -                      | 2 584,6        | 2 652,7        |
|                                                                                                                         | 7 008,3            | 25,1                  | 25,8                   | 7 009,0        | 7 012,7        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                |                |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                |                |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                      |                    |                       |                        | 177,7          | 181,4          |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                |                |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 2 540,7        | -              |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>4 290,6</b> | <b>6 831,3</b> |

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1         | 2         | Éléments | 2005-2006 | 2004-2005 |
|---------------------------------|-----------|-----------|----------|-----------|-----------|
|                                 |           |           | (000 \$) |           |           |
| Rémunération                    | 3 396,5   | 1 275,3   |          | 4 671,8   | 4 494,9   |
| Fonctionnement                  | 1 016,2   | 280,3     |          | 1 296,5   | 1 477,9   |
| Transfert                       | -         | 1 040,0   |          | 1 040,0   | 1 040,0   |
|                                 | 4 412,7   | 2 595,6   |          | 7 008,3   | 7 012,8   |
| <b>Effectif total</b>           | <b>63</b> | <b>24</b> |          | <b>87</b> | <b>88</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |           |           |          |           |           |
| Immobilisations                 | 25,8      | -         |          | 25,8      | 25,0      |
|                                 | 25,8      | -         |          | 25,8      | 25,0      |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.



# Famille, Aînés et Condition féminine

## Programme 5 Curateur public

| Élément                                                                                                                 | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005       |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                 |                 |
| 1. Curateur public*                                                                                                     | 33 760,3           | 2 100,0               | 11 200,0               | 42 860,3        | 42 164,1        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                 |                 |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                       |                        | -               | 1 303,8         |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 10 715,1        | -               |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>32 145,2</b> | <b>40 860,3</b> |

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés incapables. Il vise également à remettre les biens non réclamés aux ayants droits ou au gouvernement.

\* La Loi sur le Curateur public (L.R.Q., c. C-81) prévoit que les honoraires, intérêts et autres sommes perçus par le curateur public en application de cette loi sont versés au fonds consolidé du revenu et constituent un crédit pour l'exercice financier au cours duquel ils sont versés, aux conditions et dans la mesure que le détermine le gouvernement. Pour l'exercice financier 2005-2006, le crédit prévu constitué en vertu de ces dispositions est de 12 500 000 \$.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1          | Élément  | 2005-2006  | 2004-2005  |
|---------------------------------|------------|----------|------------|------------|
|                                 |            | (000 \$) |            |            |
| Rémunération                    | 25 630,3   |          | 25 630,3   | 25 630,3   |
| Fonctionnement                  | 8 030,0    |          | 8 030,0    | 8 236,5    |
| Créances douteuses et autres    | 100,0      |          | 100,0      | 100,0      |
|                                 | 33 760,3   |          | 33 760,3   | 33 966,8   |
| <b>Effectif total</b>           | <b>578</b> |          | <b>578</b> | <b>582</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |            |          |            |            |
| Immobilisations                 | 11 200,0   |          | 11 200,0   | 10 297,3   |
|                                 | 11 200,0   |          | 11 200,0   | 10 297,3   |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.



## Famille, Aînés et Condition féminine

---

### Crédits à voter pour des dépenses imputables à l'exercice financier 2006-2007

---

2006-2007

(000 \$)

---

#### Budget de dépenses

---

Programme 2 - Mesures d'aide à la famille

Élément 2 - Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de  
garde

Transfert

160 000,0

Total du portefeuille

160 000,0

---

Ces crédits ont pour objet de permettre le versement, avant le 1er avril 2006, de prestations imputables à l'exercice financier 2006-2007.

# Famille, Aînés et Condition féminine

## Crédits de transfert

|                                                                                                        | 2005-2006          | 2004-2005          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
|                                                                                                        | (000 \$)           |                    |
| <b>Programme 1 - Planification, recherche et administration</b>                                        |                    |                    |
| Autres crédits de transfert                                                                            | 2 696,5            | 2 946,5            |
| <b>Programme 2 - Mesures d'aide à la famille</b>                                                       |                    |                    |
| Administration du soutien aux enfants par la Régie des rentes du Québec                                | 32 754,5           | 23 954,5           |
| Allocation familiale                                                                                   | 5 900,0            | -                  |
| Allocation pour enfant handicapé                                                                       | 2 200,0            | -                  |
| Organismes communautaires - famille                                                                    | 13 782,9           | 13 782,9           |
| Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance | 42 542,2           | 39 900,0           |
| Service de la dette des centres de la petite enfance                                                   | 19 829,2           | 16 032,1           |
| Subvention annuelle des garderies                                                                      | 251 704,7          | 218 200,0          |
| Subventions de développement et d'investissements                                                      | 2 790,6            | 2 000,0            |
| Subventions de fonctionnement des centres de la petite enfance                                         | 1 175 966,9        | 1 111 813,6        |
| Autres crédits de transfert                                                                            | 3 616,4            | 3 816,4            |
| Total du programme 2                                                                                   | 1 551 087,4        | 1 429 499,5        |
| <b>Programme 3 - Condition des aînés</b>                                                               |                    |                    |
| Organismes communautaires - aînés                                                                      | 1 450,0            | 1 450,0            |
| Autres crédits de transfert                                                                            | 41,2               | 41,2               |
| Total du programme 3                                                                                   | 1 491,2            | 1 491,2            |
| <b>Programme 4 - Condition féminine</b>                                                                |                    |                    |
| Programme « À égalité pour décider »                                                                   | 1 000,0            | 1 000,0            |
| Autres crédits de transfert                                                                            | 40,0               | 40,0               |
| Total du programme 4                                                                                   | 1 040,0            | 1 040,0            |
| <b>Total du portefeuille</b>                                                                           | <b>1 556 315,1</b> | <b>1 434 977,2</b> |

## Ventilation par bénéficiaires

|                                  | 2005-2006          | 2004-2005          |
|----------------------------------|--------------------|--------------------|
|                                  | (000 \$)           |                    |
| Entreprises                      | 251 704,7          | 218 200,0          |
| Entreprises et organismes d'État | 32 754,5           | 23 954,5           |
| Organismes à but non lucratif    | 1 221 213,7        | 1 152 922,7        |
| Personnes                        | 50 642,2           | 39 900,0           |
| <b>Total du portefeuille</b>     | <b>1 556 315,1</b> | <b>1 434 977,2</b> |

## Famille, Aînés et Condition féminine

### Crédits de transfert (suite)

### Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006          | 2004-2005          |
|------------------------------|--------------------|--------------------|
|                              | (000 \$)           |                    |
| Capital                      | 13 219,3           | 10 961,5           |
| Intérêt                      | 9 400,5            | 7 070,6            |
| Support                      | 1 533 695,3        | 1 416 945,1        |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>1 556 315,1</b> | <b>1 434 977,2</b> |

# Finances

| Programmes                                                                                                                       | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005        |                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                                  | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                                                                  | (000 \$)           |                          |                           |                  |                  |
| 1. Direction du Ministère                                                                                                        | 58 052,4           | 1 280,9                  | 6 033,8                   | 62 805,3         | 65 337,8         |
| 2. Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement | 155 672,8          | 376,1                    | 2 922,3                   | 158 219,0        | 157 904,6        |
| 3. Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite                                                         | 6 995 000,0        | -                        | -                         | 6 995 000,0      | 6 868 000,0      |
|                                                                                                                                  | 7 208 725,2        | 1 657,0                  | 8 956,1                   | 7 216 024,3      | 7 091 242,4      |
| Moins :                                                                                                                          |                    |                          |                           |                  |                  |
| Crédits permanents                                                                                                               |                    |                          |                           | 7 005 388,9      | 6 877 998,6      |
| Crédits reportés                                                                                                                 |                    |                          |                           | 3 036,5          | 3 420,0          |
| Crédits votés le 22 mars 2005                                                                                                    |                    |                          |                           | 52 965,4         | -                |
| <b>Crédits à voter</b>                                                                                                           |                    |                          |                           | <b>154 633,5</b> | <b>209 823,8</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 2005-2006          | 2004-2005          |
|---------------------------------|--------------------|--------------------|
|                                 | (000 \$)           |                    |
| Rémunération                    | 61 849,3           | 62 756,0           |
| Fonctionnement                  | 132 294,5          | 135 050,4          |
| Service de la dette             | 6 995 000,0        | 6 868 000,0        |
| Affectation à un fonds spécial  | 450,0              | 950,0              |
| Transfert                       | 19 131,4           | 19 933,3           |
| <b>Total</b>                    | <b>7 208 725,2</b> | <b>7 086 689,7</b> |
| Effectif des programmes         | 985                | 1 002              |
| Effectif des fonds spéciaux     | 17                 | 17                 |
| <b>Effectif total</b>           | <b>1 002</b>       | <b>1 019</b>       |
| <b>Budget d'investissements</b> |                    |                    |
| Immobilisations                 | 8 951,1            | 7 432,7            |
| Prêts, placements et avances    | 5,0                | 5,0                |
| <b>Total</b>                    | <b>8 956,1</b>     | <b>7 437,7</b>     |



# Finances

## Programme 1 Direction du Ministère

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005       |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                 |                 |
| 1. Direction et services à la gestion                                                                                   | 29 386,6           | 1 030,9               | 2 062,9                | 30 418,6        | 30 866,8        |
| 2. Le Registraire des entreprises                                                                                       | 14 772,2           | 250,0                 | 3 970,9                | 18 493,1        | 19 639,1        |
| 3. Institut de la statistique du Québec                                                                                 | 13 893,6           | -                     | -                      | 13 893,6        | 14 831,9        |
|                                                                                                                         | 58 052,4           | 1 280,9               | 6 033,8                | 62 805,3        | 65 337,8        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                 |                 |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)                                                                                   |                    |                       |                        |                 |                 |
| Élément 1                                                                                                               |                    |                       |                        | 9,6             | 9,6             |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                      |                    |                       |                        | 1 456,1         | 1 708,9         |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 15 860,1        | -               |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>45 479,5</b> | <b>63 619,3</b> |

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination, d'affaires publiques et de soutien à la gestion. Il a aussi pour but l'administration d'un registre gouvernemental des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales. Il vise enfin à fournir des informations statistiques sur la situation du Québec.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1          | 2          | Éléments<br>3 | 2005-2006  | 2004-2005  |
|---------------------------------|------------|------------|---------------|------------|------------|
|                                 |            |            | (000 \$)      |            |            |
| Rémunération                    | 13 710,4   | 10 630,8   | -             | 24 341,2   | 25 092,0   |
| Fonctionnement                  | 15 476,2   | 4 141,4    | -             | 19 617,6   | 20 676,2   |
| Transfert                       | 200,0      | -          | 13 893,6      | 14 093,6   | 14 901,9   |
|                                 | 29 386,6   | 14 772,2   | 13 893,6      | 58 052,4   | 60 670,1   |
| <b>Effectif total</b>           | <b>147</b> | <b>211</b> | <b>-</b>      | <b>358</b> | <b>368</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |            |            |               |            |            |
| Immobilisations                 | 2 058,9    | 3 969,9    | -             | 6 028,8    | 6 578,5    |
| Prêts, placements et avances    | 4,0        | 1,0        | -             | 5,0        | 5,0        |
|                                 | 2 062,9    | 3 970,9    | -             | 6 033,8    | 6 583,5    |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

# Finances

## Programme 2

### Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement

| Éléments                                                                                               | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005 |          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------|----------|
|                                                                                                        | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits   |          |
|                                                                                                        |                    |                       | (000 \$)               |           |          |
| 1. Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières | 23 825,7           | 89,1                  | -                      | 23 736,6  | 24 075,9 |
| 2. Financement, gestion de la dette et opérations financières                                          | 7 002,9            | 72,4                  | 302,9                  | 7 233,4   | 7 117,1  |
| 3. Frais de services bancaires                                                                         | 10 379,3           | -                     | -                      | 10 379,3  | 9 989,0  |
| 4. Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale                                             | 17 289,3           | 214,6                 | 2 619,4                | 19 694,1  | 17 940,3 |
| 5. Affaires fiscales et financières et recherches institutionnelles                                    | 9 719,4            | -                     | -                      | 9 719,4   | 11 016,9 |

Suite à la page 11 - 4

Ce programme vise à assurer la direction des activités financières et comptables du gouvernement, l'élaboration des orientations en matière fiscale et budgétaire et la réalisation d'analyses économiques.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1        | 2       | Éléments<br>3 | 4        | 5       | Sous-<br>total |
|---------------------------------|----------|---------|---------------|----------|---------|----------------|
|                                 |          |         | (000 \$)      |          |         |                |
| Rémunération                    | 15 944,1 | 6 181,2 | -             | 15 382,8 | -       | 37 508,1       |
| Fonctionnement                  | 7 881,6  | 821,7   | 10 379,3      | 1 906,5  | 4 231,6 | 25 220,7       |
| Affectation à un fonds spécial  | -        | -       | -             | -        | 450,0   | 450,0          |
| Transfert                       | -        | -       | -             | -        | 5 037,8 | 5 037,8        |
|                                 | 23 825,7 | 7 002,9 | 10 379,3      | 17 289,3 | 9 719,4 | 68 216,6       |
| <b>Effectif total</b>           | 240      | 122     | -             | 265      | -       | 627            |
| <b>Budget d'investissements</b> |          |         |               |          |         |                |
| Immobilisations                 | -        | 302,9   | -             | 2 619,4  | -       | 2 922,3        |
|                                 | -        | 302,9   | -             | 2 619,4  | -       | 2 922,3        |

# Finances

## Programme 2 (suite)

| Éléments                                                                                                                       | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005        |                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                                | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                                                                |                    |                       | (000 \$)               |                  |                  |
| 6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus* | 87 456,2           | -                     | -                      | 87 456,2         | 87 765,4         |
|                                                                                                                                | 155 672,8          | 376,1                 | 2 922,3                | 158 219,0        | 157 904,6        |
| Moins :                                                                                                                        |                    |                       |                        |                  |                  |
| Crédits permanents                                                                                                             |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)                                                                      |                    |                       |                        |                  |                  |
| Élément 3                                                                                                                      |                    |                       |                        | 10 379,3         | 9 989,0          |
| Crédits reportés                                                                                                               |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                             |                    |                       |                        | 1 580,4          | 1 711,1          |
| Crédits déjà votés                                                                                                             |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4)        |                    |                       |                        | 37 105,3         | -                |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                          |                    |                       |                        | <b>109 154,0</b> | <b>146 204,5</b> |

\* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | Sous-total | 6        | Éléments | 2005-2006  | 2004-2005  |
|---------------------------------|------------|----------|----------|------------|------------|
|                                 |            |          | (000 \$) |            |            |
| Rémunération                    | 37 508,1   | -        |          | 37 508,1   | 37 664,0   |
| Fonctionnement                  | 25 220,7   | 87 456,2 |          | 112 676,9  | 114 374,2  |
| Affectation à un fonds spécial  | 450,0      | -        |          | 450,0      | 950,0      |
| Transfert                       | 5 037,8    | -        |          | 5 037,8    | 5 031,4    |
|                                 | 68 216,6   | 87 456,2 |          | 155 672,8  | 158 019,6  |
| <b>Effectif total</b>           | <b>627</b> | <b>-</b> |          | <b>627</b> | <b>634</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |            |          |          |            |            |
| Immobilisations                 | 2 922,3    | -        |          | 2 922,3    | 854,2      |
|                                 | 2 922,3    | -        |          | 2 922,3    | 854,2      |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2, 4 et 5 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à ces éléments, en excluant les parties « Affectation à un fonds spécial », « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.



# Finances

## Programme 3

### Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite

| Éléments                                                  | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005   |             |
|-----------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-------------|-------------|
|                                                           | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits     | Crédits     |
|                                                           | (000 \$)           |                       |                        |             |             |
| 1. Service de la dette directe                            | 4 319 000,0        | -                     | -                      | 4 319 000,0 | 4 080 000,0 |
| 2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite         | 2 676 000,0        | -                     | -                      | 2 676 000,0 | 2 788 000,0 |
|                                                           | 6 995 000,0        | -                     | -                      | 6 995 000,0 | 6 868 000,0 |
| Moins :                                                   |                    |                       |                        |             |             |
| Crédits permanents                                        |                    |                       |                        |             |             |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001) |                    |                       |                        |             |             |
| Élément 1                                                 |                    |                       |                        | 4 319 000,0 | 4 080 000,0 |
| Voir lois ci-dessous *                                    |                    |                       |                        |             |             |
| Élément 2                                                 |                    |                       |                        | 2 676 000,0 | 2 788 000,0 |
| <b>Crédit à voter</b>                                     |                    |                       |                        | -           | -           |

Ce programme vise à pourvoir au paiement des intérêts sur la dette directe et le compte des régimes de retraite.

\* Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16), Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (L.R.Q., c. R-12.1).

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses  | Éléments    |             | 2005-2006   | 2004-2005   |
|---------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
|                     | 1           | 2           |             |             |
|                     | (000 \$)    |             |             |             |
| Service de la dette | 4 319 000,0 | 2 676 000,0 | 6 995 000,0 | 6 868 000,0 |
|                     | 4 319 000,0 | 2 676 000,0 | 6 995 000,0 | 6 868 000,0 |



# Finances

## Crédits affectés à un fonds spécial

|                                                                                                                                                    | 2005-2006    | 2004-2005    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
|                                                                                                                                                    | (000 \$)     |              |
| <b>Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement</b> |              |              |
| Fonds de financement                                                                                                                               | -            | -            |
| Fonds du Centre financier de Montréal                                                                                                              | 450,0        | 950,0        |
| <b>Total du portefeuille</b>                                                                                                                       | <b>450,0</b> | <b>950,0</b> |
| <b>Effectif total</b>                                                                                                                              | <b>17</b>    | <b>17</b>    |

## Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006    | 2004-2005    |
|------------------------------|--------------|--------------|
|                              | (000 \$)     |              |
| Fonctionnement               | 450,0        | 950,0        |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>450,0</b> | <b>950,0</b> |

# Finances

## Crédits de transfert

|                                                                                                                                                    | 2005-2006       | 2004-2005       |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                                                    | (000 \$)        |                 |
| <b>Programme 1 - Direction du Ministère</b>                                                                                                        |                 |                 |
| Institut de la statistique du Québec                                                                                                               | 13 893,6        | 14 831,9        |
| Autres crédits de transfert                                                                                                                        | 200,0           | 70,0            |
| Total du programme 1                                                                                                                               | 14 093,6        | 14 901,9        |
| <b>Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement</b> |                 |                 |
| Autres crédits de transfert                                                                                                                        | 5 037,8         | 5 031,4         |
| <b>Total du portefeuille</b>                                                                                                                       | <b>19 131,4</b> | <b>19 933,3</b> |

## Ventilation par bénéficiaires

|                                  | 2005-2006       | 2004-2005       |
|----------------------------------|-----------------|-----------------|
|                                  | (000 \$)        |                 |
| Entreprises et organismes d'État | 13 893,6        | 14 831,9        |
| Organismes à but non lucratif    | 5 237,8         | 5 101,4         |
| <b>Total du portefeuille</b>     | <b>19 131,4</b> | <b>19 933,3</b> |

## Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006       | 2004-2005       |
|------------------------------|-----------------|-----------------|
|                              | (000 \$)        |                 |
| Rémunération                 | 11 611,8        | 12 288,4        |
| Fonctionnement               | 2 281,8         | 2 543,5         |
| Support                      | 5 237,8         | 5 101,4         |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>19 131,4</b> | <b>19 933,3</b> |



# Immigration et Communautés culturelles

| Programmes                                             | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005       |                  |
|--------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------------|------------------|
|                                                        | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits         | Crédits          |
|                                                        | (000 \$)           |                       |                        |                 |                  |
| 1. Immigration, intégration et communautés culturelles | 98 595,2           | 2 551,7               | 5 712,0                | 101 755,5       | 104 833,7        |
| 2. Organisme relevant du ministre                      | 695,4              | 8,0                   | 3,0                    | 690,4           | 693,4            |
|                                                        | 99 290,6           | 2 559,7               | 5 715,0                | 102 445,9       | 105 527,1        |
| Moins :                                                |                    |                       |                        |                 |                  |
| Crédits permanents                                     |                    |                       |                        | 9,6             | 9,6              |
| Crédits reportés                                       |                    |                       |                        | -               | 24,4             |
| Crédits votés le 22 mars 2005                          |                    |                       |                        | 24 053,0        | -                |
| <b>Crédits à voter</b>                                 |                    |                       |                        | <b>78 383,3</b> | <b>105 493,1</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 2005-2006       | 2004-2005        |
|---------------------------------|-----------------|------------------|
|                                 | (000 \$)        |                  |
| Rémunération                    | 52 980,3        | 56 187,3         |
| Fonctionnement                  | 18 178,5        | 21 538,7         |
| Transfert                       | 28 131,8        | 27 161,8         |
| <b>Total</b>                    | <b>99 290,6</b> | <b>104 887,8</b> |
| Effectif des programmes         | 1 005           | 1 018            |
| <b>Effectif total</b>           | <b>1 005</b>    | <b>1 018</b>     |
| <b>Budget d'investissements</b> |                 |                  |
| Immobilisations                 | 5 531,0         | 3 014,0          |
| Prêts, placements et avances    | 184,0           | 185,0            |
| <b>Total</b>                    | <b>5 715,0</b>  | <b>3 199,0</b>   |



# Immigration et Communautés culturelles

## Programme 1

### Immigration, intégration et communautés culturelles

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005       |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------------|------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits         | Crédits          |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                 |                  |
| 1. Immigration                                                                                                          | 4 400,0            | -                     | -                      | 4 400,0         | 4 953,1          |
| 2. Francisation                                                                                                         | 43 600,0           | -                     | -                      | 43 600,0        | 42 983,7         |
| 3. Intégration, régionalisation et relations interculturelles                                                           | 30 824,4           | -                     | -                      | 30 824,4        | 31 967,3         |
| 4. Direction, information et services de soutien centralisés                                                            | 19 770,8           | 2 551,7               | 5 712,0                | 22 931,1        | 24 929,6         |
|                                                                                                                         | 98 595,2           | 2 551,7               | 5 712,0                | 101 755,5       | 104 833,7        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                 |                  |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                  |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)                                                                                   |                    |                       |                        |                 |                  |
| Élément 4                                                                                                               |                    |                       |                        | 9,6             | 9,6              |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                 |                  |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                       |                        | -               | 21,4             |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 23 880,4        | -                |
| <b>Crédit à voter*</b>                                                                                                  |                    |                       |                        | <b>77 865,5</b> | <b>104 802,7</b> |

Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l'intégration linguistique, sociale et économique des immigrants, de même qu'à favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.

\* Comprenant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation des programmes de ce portefeuille.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | Éléments   |            |            |            | 2005-2006  | 2004-2005    |
|---------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|--------------|
|                                 | 1          | 2          | 3          | 4          |            |              |
|                                 | (000 \$)   |            |            |            |            |              |
| Rémunération                    | 4 107,4    | 20 262,0   | 15 640,5   | 12 420,2   | 52 430,1   | 55 637,1     |
| Fonctionnement                  | 292,6      | 9 950,0    | 770,1      | 7 020,6    | 18 033,3   | 21 393,5     |
| Transfert                       | -          | 13 388,0   | 14 413,8   | 330,0      | 28 131,8   | 27 161,8     |
|                                 | 4 400,0    | 43 600,0   | 30 824,4   | 19 770,8   | 98 595,2   | 104 192,4    |
| <b>Effectif total</b>           | <b>188</b> | <b>271</b> | <b>310</b> | <b>227</b> | <b>996</b> | <b>1 009</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |            |            |            |            |            |              |
| Immobilisations                 | -          | -          | -          | 5 529,0    | 5 529,0    | 3 010,0      |
| Prêts, placements et avances    | -          | -          | -          | 183,0      | 183,0      | 183,0        |
|                                 | -          | -          | -          | 5 712,0    | 5 712,0    | 3 193,0      |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

# Immigration et Communautés culturelles

## Programme 2

### Organisme relevant du ministre

| Élément                                                                                                                 | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005    |              |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|--------------|--------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits      | Crédits      |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |              |              |
| 1. Conseil des relations interculturelles                                                                               | 695,4              | 8,0                   | 3,0                    | 690,4        | 693,4        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |              |              |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |              |              |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                       |                        | -            | 3,0          |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |              |              |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 172,6        | -            |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>517,8</b> | <b>690,4</b> |

Ce programme vise à permettre au Ministère d'obtenir un éclairage sur des problématiques particulières touchant l'intégration et les relations interculturelles.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1        | Élément  | 2005-2006 | 2004-2005 |
|---------------------------------|----------|----------|-----------|-----------|
|                                 |          | (000 \$) |           |           |
| Rémunération                    | 550,2    |          | 550,2     | 550,2     |
| Fonctionnement                  | 145,2    |          | 145,2     | 145,2     |
|                                 | 695,4    |          | 695,4     | 695,4     |
| <b>Effectif total</b>           | <b>9</b> |          | <b>9</b>  | <b>9</b>  |
| <b>Budget d'investissements</b> |          |          |           |           |
| Immobilisations                 | 2,0      |          | 2,0       | 4,0       |
| Prêts, placements et avances    | 1,0      |          | 1,0       | 2,0       |
|                                 | 3,0      |          | 3,0       | 6,0       |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

# Immigration et Communautés culturelles

## Crédit au net

|                                                                          | 2005-2006 | 2004-2005 |
|--------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|
|                                                                          | (000 \$)  |           |
| <b>Programme 1 - Immigration, intégration et communautés culturelles</b> |           |           |
| Dépenses du programme (excluant amortissement)                           | 96 043,5  | 101 640,7 |
| Moins : Revenus associés au crédit au net                                | 7 800,0   | 7 800,0   |
| Crédit au net                                                            | 88 243,5  | 93 840,7  |

Les revenus associés à ce crédit au net proviennent de la tarification de l'analyse des dossiers relatifs à la sélection des immigrants.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation de revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus compris entre 7 800 000 \$ et 26 000 000 \$ et d'un montant équivalent à 50 % des revenus qui excèdent 26 000 000 \$.



# Immigration et Communautés culturelles

## Crédits de transfert

|                                                                                                                                   | 2005-2006       | 2004-2005       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                                   | (000 \$)        |                 |
| <b>Programme 1 - Immigration, intégration et communautés culturelles</b>                                                          |                 |                 |
| Exercice de la citoyenneté                                                                                                        | 243,0           | 443,0           |
| Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants                                                                                 | 7 280,0         | 7 280,0         |
| Programme d'accueil et d'installation des réfugiés                                                                                | 2 250,0         | 2 250,0         |
| Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants                                                        | 13 388,0        | 11 988,0        |
| Programme d'appui aux relations civiques et interculturelles                                                                      | 1 500,0         | 1 700,0         |
| Programme de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires autonomes engagés dans les champs de mission du Ministère | 624,3           | 624,3           |
| Programme de soutien à des projets pilotes afin de faciliter l'admission aux ordres professionnels                                | 500,0           | 500,0           |
| Programme régional d'intégration                                                                                                  | 2 016,5         | 2 016,5         |
| Autres crédits de transfert                                                                                                       | 330,0           | 360,0           |
| Total du programme 1                                                                                                              | 28 131,8        | 27 161,8        |
| <b>Total du portefeuille</b>                                                                                                      | <b>28 131,8</b> | <b>27 161,8</b> |

## Ventilation par bénéficiaires

|                               | 2005-2006       | 2004-2005       |
|-------------------------------|-----------------|-----------------|
|                               | (000 \$)        |                 |
| Municipalités                 | 1 300,0         | 1 300,0         |
| Organismes à but non lucratif | 11 193,8        | 11 623,8        |
| Personnes                     | 15 638,0        | 14 238,0        |
| <b>Total du portefeuille</b>  | <b>28 131,8</b> | <b>27 161,8</b> |

## Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006       | 2004-2005       |
|------------------------------|-----------------|-----------------|
|                              | (000 \$)        |                 |
| Support                      | 28 131,8        | 27 161,8        |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>28 131,8</b> | <b>27 161,8</b> |





# Justice

| Programmes                                      | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|------------------|------------------|
|                                                 | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                 | (000 \$)           |                          |                           |                  |                  |
| 1. Activité judiciaire                          | 75 582,8           | -                        | 1 224,0                   | 76 806,8         | 72 662,5         |
| 2. Administration de la justice                 | 323 199,3          | 13 994,4                 | 19 961,2                  | 329 166,1        | 340 778,4        |
| 3. Justice administrative                       | 10 892,8           | -                        | 3 764,8                   | 14 657,6         | 11 069,5         |
| 4. Aide aux justiciables                        | 195 275,4          | 87,8                     | 43 278,4                  | 238 466,0        | 184 921,3        |
| 5. Organisme de protection relevant du ministre | 7 536,1            | 141,1                    | 34,4                      | 7 429,4          | 7 530,4          |
|                                                 | 612 486,4          | 14 223,3                 | 68 262,8                  | 666 525,9        | 616 962,1        |
| Moins :                                         |                    |                          |                           |                  |                  |
| Crédits permanents                              |                    |                          |                           | 122 894,5        | 110 790,2        |
| Crédits reportés                                |                    |                          |                           | -                | 11 718,0         |
| Crédits votés le 22 mars 2005                   |                    |                          |                           | 133 177,8        | -                |
| <b>Crédits à voter</b>                          |                    |                          |                           | <b>410 453,6</b> | <b>494 453,9</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 2005-2006        | 2004-2005        |
|---------------------------------|------------------|------------------|
|                                 | (000 \$)         |                  |
| Rémunération                    | 252 222,8        | 245 283,5        |
| Fonctionnement                  | 164 735,6        | 162 787,7        |
| Affectation à un fonds spécial  | 867,6            | 1 326,8          |
| Transfert                       | 188 160,4        | 178 709,6        |
| Créances douteuses et autres    | 6 500,0          | 6 500,0          |
| <b>Total</b>                    | <b>612 486,4</b> | <b>594 607,6</b> |
| Effectif des programmes         | 3 706            | 3 742            |
| Effectif des fonds spéciaux     | 340              | 340              |
| <b>Effectif total</b>           | <b>4 046</b>     | <b>4 082</b>     |
| <b>Budget d'investissements</b> |                  |                  |
| Immobilisations                 | 21 550,5         | 28 928,5         |
| Prêts, placements et avances    | 46 712,3         | 43,1             |
| <b>Total</b>                    | <b>68 262,8</b>  | <b>28 971,6</b>  |

# Justice

## Programme 1 Activité judiciaire

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005       |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                          |                           |                 |                 |
| 1. Magistrature                                                                                                         | 51 030,8           | -                        | 247,5                     | 51 278,3        | 47 856,7        |
| 2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges                                                                 | 2 082,2            | -                        | -                         | 2 082,2         | 1 980,9         |
| 3. Soutien à la magistrature                                                                                            | 22 269,8           | -                        | 976,5                     | 23 246,3        | 22 624,9        |
| 4. Comité sur la rémunération des juges                                                                                 | 200,0              | -                        | -                         | 200,0           | 200,0           |
|                                                                                                                         | 75 582,8           | -                        | 1 224,0                   | 76 806,8        | 72 662,5        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                          |                           |                 |                 |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                          |                           |                 |                 |
| Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16)                                                                    |                    |                          |                           |                 |                 |
| Élément 1                                                                                                               |                    |                          |                           | 49 075,2        | 44 790,2        |
| Élément 2                                                                                                               |                    |                          |                           | 2 082,2         | 1 980,9         |
| Élément 4                                                                                                               |                    |                          |                           | 200,0           | 200,0           |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                          |                           |                 |                 |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                          |                           | -               | 420,2           |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                          |                           |                 |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                          |                           | 6 317,8         | -               |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                          |                           | <b>19 131,6</b> | <b>25 271,2</b> |

Ce programme vise à rendre la justice par la formulation de jugements selon les juridictions des diverses cours de justice. Il assure le respect des règles déontologiques qui régissent la magistrature, le perfectionnement des juges et leur fournit le soutien administratif nécessaire. Il vise également à évaluer le traitement, le régime de retraite et les autres avantages sociaux des juges de la Cour du Québec et des cours municipales et à formuler des recommandations au gouvernement.

### Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1          | 2        | Éléments<br>3 | 4        | 2005-2006  | 2004-2005  |
|---------------------------------|------------|----------|---------------|----------|------------|------------|
|                                 |            |          | (000 \$)      |          |            |            |
| Rémunération                    | 47 760,7   | 292,1    | 20 304,6      | -        | 68 357,4   | 64 075,2   |
| Fonctionnement                  | 3 270,1    | 1 790,1  | 1 965,2       | 200,0    | 7 225,4    | 7 363,3    |
|                                 | 51 030,8   | 2 082,2  | 22 269,8      | 200,0    | 75 582,8   | 71 438,5   |
| <b>Effectif total</b>           | <b>311</b> | <b>4</b> | <b>501</b>    | <b>-</b> | <b>816</b> | <b>798</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |            |          |               |          |            |            |
| Immobilisations                 | 247,5      | -        | 976,5         | -        | 1 224,0    | 1 224,0    |
|                                 | 247,5      | -        | 976,5         | -        | 1 224,0    | 1 224,0    |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1 et 3 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à ces éléments, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

# Justice

## Programme 2 Administration de la justice

| Éléments                                                 | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005 |           |
|----------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------|-----------|
|                                                          | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits   | Crédits   |
|                                                          |                    |                       | (000 \$)               |           |           |
| 1. Soutien administratif à l'activité judiciaire         | 77 897,1           | -                     | 453,5                  | 78 350,6  | 78 909,6  |
| 2. Affaires juridiques et législatives                   | 31 912,0           | -                     | 5,0                    | 31 917,0  | 32 059,7  |
| 3. Poursuites publiques                                  | 45 599,9           | -                     | 37,5                   | 45 637,4  | 42 891,3  |
| 4. Direction, planification et services à l'organisation | 158 929,3          | 13 994,4              | 8 757,2                | 153 692,1 | 156 187,3 |
| 5. Traitement des infractions et perception des amendes  | 8 861,0            | -                     | 5 507,5                | 14 368,5  | 15 844,6  |

Suite à la page 13 - 4

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et de la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales et à assurer l'application du Code criminel et des lois pénales du Québec.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1            | 2          | Éléments<br>3 | 4          | 5          | Sous-<br>total |
|---------------------------------|--------------|------------|---------------|------------|------------|----------------|
|                                 |              |            | (000 \$)      |            |            |                |
| Rémunération                    | 51 969,7     | 30 318,5   | 41 174,5      | 38 699,9   | 5 689,6    | 167 852,2      |
| Fonctionnement                  | 23 631,9     | 1 593,5    | 4 415,3       | 113 443,5  | 3 171,4    | 146 255,6      |
| Affectation à un fonds spécial  | 857,5        | -          | 10,1          | -          | -          | 867,6          |
| Transfert                       | 1 438,0      | -          | -             | 285,9      | -          | 1 723,9        |
| Créances douteuses et autres    | -            | -          | -             | 6 500,0    | -          | 6 500,0        |
|                                 | 77 897,1     | 31 912,0   | 45 599,9      | 158 929,3  | 8 861,0    | 323 199,3      |
| <b>Effectif total</b>           | <b>1 255</b> | <b>423</b> | <b>561</b>    | <b>232</b> | <b>145</b> | <b>2 616</b>   |
| <b>Budget d'investissements</b> |              |            |               |            |            |                |
| Immobilisations                 | 422,1        | 5,0        | 37,5          | 8 749,5    | 5 507,5    | 14 721,6       |
| Prêts, placements et avances    | 31,4         | -          | -             | 7,7        | -          | 39,1           |
|                                 | 453,5        | 5,0        | 37,5          | 8 757,2    | 5 507,5    | 14 760,7       |



# Justice

## Programme 2 (suite)

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                  |                  |
| 6. Système intégré d'information de justice                                                                             | -                  | -                     | 5 200,5                | 5 200,5          | 14 885,9         |
|                                                                                                                         | 323 199,3          | 13 994,4              | 19 961,2               | 329 166,1        | 340 778,4        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                  |                  |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)                                                               |                    |                       |                        |                  |                  |
| Élément 4                                                                                                               |                    |                       |                        | 6 500,0          | 6 500,0          |
| Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16)                                                                    |                    |                       |                        |                  |                  |
| Élément 4                                                                                                               |                    |                       |                        | 4 413,1          | 4 138,8          |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)                                                                                   |                    |                       |                        |                  |                  |
| Élément 4                                                                                                               |                    |                       |                        | 20,0             | 20,0             |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                       |                        | -                | 11 263,3         |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 89 261,3         | -                |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>228 971,7</b> | <b>318 856,3</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | Sous-total   | 6        | Éléments | 2005-2006    | 2004-2005    |
|---------------------------------|--------------|----------|----------|--------------|--------------|
|                                 |              |          | (000 \$) |              |              |
| Rémunération                    | 167 852,2    | -        |          | 167 852,2    | 165 095,1    |
| Fonctionnement                  | 146 255,6    | -        |          | 146 255,6    | 145 198,6    |
| Affectation à un fonds spécial  | 867,6        | -        |          | 867,6        | 1 326,8      |
| Transfert                       | 1 723,9      | -        |          | 1 723,9      | 1 656,9      |
| Créances douteuses et autres    | 6 500,0      | -        |          | 6 500,0      | 6 500,0      |
|                                 | 323 199,3    | -        |          | 323 199,3    | 319 777,4    |
| <b>Effectif total</b>           | <b>2 616</b> | <b>1</b> |          | <b>2 617</b> | <b>2 669</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |              |          |          |              |              |
| Immobilisations                 | 14 721,6     | 5 200,5  |          | 19 922,1     | 27 350,1     |
| Prêts, placements et avances    | 39,1         | -        |          | 39,1         | 39,1         |
|                                 | 14 760,7     | 5 200,5  |          | 19 961,2     | 27 389,2     |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2, 3 et 4 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance. De plus, sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde non utilisé des crédits de l'élément 5 peut être reporté en 2006-2007 jusqu'à concurrence de 2 200 000 \$, en excluant la partie « Investissements », afin de donner suite à une entente de gestion concernant le Bureau des infractions et des amendes intervenue entre le ministre responsable et le Conseil du trésor.

# Justice

## Programme 3 Justice administrative

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005       |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                 |                 |
| 1. Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec                                          | 10 518,9           | -                     | 3 761,8                | 14 280,7        | 10 741,0        |
| 2. Conseil de la justice administrative                                                                                 | 373,9              | -                     | 3,0                    | 376,9           | 328,5           |
|                                                                                                                         | 10 892,8           | -                     | 3 764,8                | 14 657,6        | 11 069,5        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                 |                 |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                       |                        | -               | 14,9            |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 2 780,7         | -               |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>11 876,9</b> | <b>11 054,6</b> |

Ce programme vise à assurer une part du financement du Tribunal administratif du Québec, qui a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., c. J-3), de statuer sur les recours formés contre une autorité administrative ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme comprend le Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1        | 2     | Éléments | 2005-2006 | 2004-2005 |
|---------------------------------|----------|-------|----------|-----------|-----------|
|                                 |          |       | (000 \$) |           |           |
| Rémunération                    | -        | 140,5 |          | 140,5     | 140,5     |
| Fonctionnement                  | -        | 233,4 |          | 233,4     | 185,0     |
| Transfert                       | 10 518,9 | -     |          | 10 518,9  | 10 741,0  |
|                                 | 10 518,9 | 373,9 |          | 10 892,8  | 11 066,5  |
| <b>Effectif total</b>           | -        | 3     |          | <b>3</b>  | <b>3</b>  |
| <b>Budget d'investissements</b> |          |       |          |           |           |
| Immobilisations                 | -        | 3,0   |          | 3,0       | 3,0       |
| Prêts, placements et avances    | 3 761,8  | -     |          | 3 761,8   | -         |
|                                 | 3 761,8  | 3,0   |          | 3 764,8   | 3,0       |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.



# Justice

## Programme 4 Aide aux justiciables

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                  |                  |
| 1. Commission des services juridiques                                                                                   | 120 000,0          | -                     | 42 907,4               | 162 907,4        | 117 826,6        |
| 2. Fonds d'aide aux recours collectifs                                                                                  | 713,6              | -                     | -                      | 713,6            | 743,4            |
| 3. Indemnisation des victimes d'actes criminels                                                                         | 60 135,6           | -                     | -                      | 60 135,6         | 52 691,9         |
| 4. Loi sur le civisme                                                                                                   | 468,4              | -                     | -                      | 468,4            | 468,4            |
| 5. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse                                                    | 13 957,8           | 87,8                  | 371,0                  | 14 241,0         | 13 191,0         |
|                                                                                                                         | 195 275,4          | 87,8                  | 43 278,4               | 238 466,0        | 184 921,3        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                  |                  |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, (L.R.Q., c. I-6)                                                |                    |                       |                        |                  |                  |
| Élément 3                                                                                                               |                    |                       |                        | 60 135,6         | 52 691,9         |
| Élément 4                                                                                                               |                    |                       |                        | 468,4            | 468,4            |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                       |                        | -                | 18,6             |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 32 935,6         | -                |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>144 926,4</b> | <b>131 742,4</b> |

Ce programme vise à assurer une aide juridique, financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées ainsi qu'aux enfants et à la famille aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice ou des groupes de personnes susceptibles d'avoir un recours commun et à assurer aide, support et compensation financière aux victimes d'actes criminels ou aux personnes blessées en accomplissant un acte de civisme. De plus, ce programme comprend le budget de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

### Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1         | 2     | Éléments<br>3 | 4     | 5        | 2005-2006 | 2004-2005 |
|---------------------------------|-----------|-------|---------------|-------|----------|-----------|-----------|
|                                 | (000 \$)  |       |               |       |          |           |           |
| Rémunération                    | -         | -     | -             | -     | 10 012,1 | 10 012,1  | 10 012,1  |
| Fonctionnement                  | -         | -     | 5 400,0       | -     | 3 945,7  | 9 345,7   | 8 364,3   |
| Transfert                       | 120 000,0 | 713,6 | 54 735,6      | 468,4 | -        | 175 917,6 | 166 311,7 |
|                                 | 120 000,0 | 713,6 | 60 135,6      | 468,4 | 13 957,8 | 195 275,4 | 184 688,1 |
| <b>Effectif total</b>           | -         | -     | -             | -     | 155      | 155       | 155       |
| <b>Budget d'investissements</b> |           |       |               |       |          |           |           |
| Immobilisations                 | -         | -     | -             | -     | 368,0    | 368,0     | 318,0     |
| Prêts, placements et avances    | 42 907,4  | -     | -             | -     | 3,0      | 42 910,4  | 3,0       |
|                                 | 42 907,4  | -     | -             | -     | 371,0    | 43 278,4  | 321,0     |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de l'élément 5 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à cet élément, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de cet élément sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

# Justice

## Programme 5

### Organisme de protection relevant du ministre

| Élément                                                                                                                 | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005      |                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|----------------|----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits        | Crédits        |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                |                |
| 1. Office de la protection du consommateur                                                                              | 7 536,1            | 141,1                 | 34,4                   | 7 429,4        | 7 530,4        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                |                |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                |                |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                       |                        | -              | 1,0            |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                |                |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 1 882,4        | -              |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>5 547,0</b> | <b>7 529,4</b> |

Ce programme vise à assurer le financement des activités reliées à la protection des droits des consommateurs.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1          | Élément  | 2005-2006  | 2004-2005  |
|---------------------------------|------------|----------|------------|------------|
|                                 |            | (000 \$) |            |            |
| Rémunération                    | 5 860,6    |          | 5 860,6    | 5 960,6    |
| Fonctionnement                  | 1 675,5    |          | 1 675,5    | 1 676,5    |
|                                 | 7 536,1    |          | 7 536,1    | 7 637,1    |
| <b>Effectif total</b>           | <b>115</b> |          | <b>115</b> | <b>117</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |            |          |            |            |
| Immobilisations                 | 33,4       |          | 33,4       | 33,4       |
| Prêts, placements et avances    | 1,0        |          | 1,0        | 1,0        |
|                                 | 34,4       |          | 34,4       | 34,4       |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.



# Justice

## Crédits affectés à un fonds spécial

|                                                   | 2005-2006    | 2004-2005      |
|---------------------------------------------------|--------------|----------------|
|                                                   | (000 \$)     |                |
| <b>Programme 2 - Administration de la justice</b> |              |                |
| Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels       | 10,1         | 10,1           |
| Fonds de l'état civil                             | -            | -              |
| Fonds des registres du ministère de la Justice    | 857,5        | 1 316,7        |
| <b>Total du portefeuille</b>                      | <b>867,6</b> | <b>1 326,8</b> |
| <b>Effectif total</b>                             | <b>340</b>   | <b>340</b>     |

## Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006    | 2004-2005      |
|------------------------------|--------------|----------------|
|                              | (000 \$)     |                |
| Fonctionnement               | 867,6        | 1 326,8        |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>867,6</b> | <b>1 326,8</b> |

# Justice

## Crédits de transfert

|                                                                             | 2005-2006        | 2004-2005        |
|-----------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
|                                                                             | (000 \$)         |                  |
| <b>Programme 2 - Administration de la justice</b>                           |                  |                  |
| Autres crédits de transfert                                                 | 1 723,9          | 1 656,9          |
| <b>Programme 3 - Justice administrative</b>                                 |                  |                  |
| Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec | 10 518,9         | 10 741,0         |
| <b>Programme 4 - Aide aux justiciables</b>                                  |                  |                  |
| Actes de civisme                                                            | 468,4            | 468,4            |
| Aide juridique                                                              | 47 653,3         | 46 794,8         |
| Commission des services juridiques                                          | 72 346,7         | 71 031,8         |
| Fonds d'aide aux recours collectifs - aide aux bénéficiaires                | 298,2            | 298,2            |
| Fonds d'aide aux recours collectifs - fonctionnement                        | 415,4            | 426,6            |
| Indemnisation des victimes d'actes criminels                                | 54 735,6         | 47 291,9         |
| Total du programme 4                                                        | 175 917,6        | 166 311,7        |
| <b>Total du portefeuille</b>                                                | <b>188 160,4</b> | <b>178 709,6</b> |

## Ventilation par bénéficiaires

|                                  | 2005-2006        | 2004-2005        |
|----------------------------------|------------------|------------------|
|                                  | (000 \$)         |                  |
| Entreprises et organismes d'État | 83 281,0         | 82 199,4         |
| Organismes à but non lucratif    | 1 723,9          | 1 656,9          |
| Personnes                        | 103 155,5        | 94 853,3         |
| <b>Total du portefeuille</b>     | <b>188 160,4</b> | <b>178 709,6</b> |

## Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006        | 2004-2005        |
|------------------------------|------------------|------------------|
|                              | (000 \$)         |                  |
| Rémunération                 | 111 537,2        | 108 496,8        |
| Fonctionnement               | 22 598,7         | 28 687,8         |
| Capital                      | 522,8            | 522,8            |
| Support                      | 53 501,7         | 41 002,2         |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>188 160,4</b> | <b>178 709,6</b> |



# Relations internationales

| Programme                     | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005       |                 |
|-------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------|-----------------|
|                               | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                               |                    |                          | (000 \$)                  |                 |                 |
| 1. Affaires internationales   | 99 564,7           | 911,8                    | 1 635,0                   | 100 287,9       | 101 166,1       |
| Moins :                       |                    |                          |                           |                 |                 |
| Crédits permanents            |                    |                          |                           | 109,6           | 109,6           |
| Crédits reportés              |                    |                          |                           | 1 756,8         | 2 475,6         |
| Crédits votés le 22 mars 2005 |                    |                          |                           | 29 645,2        | -               |
| <b>Crédit à voter</b>         |                    |                          |                           | <b>68 776,3</b> | <b>98 580,9</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 2005-2006       | 2004-2005        |
|---------------------------------|-----------------|------------------|
|                                 | (000 \$)        |                  |
| Rémunération                    | 50 307,1        | 50 276,4         |
| Fonctionnement                  | 15 127,8        | 16 374,4         |
| Affectation à un fonds spécial  | 10 257,0        | 10 826,8         |
| Transfert                       | 23 872,8        | 23 073,2         |
| <b>Total</b>                    | <b>99 564,7</b> | <b>100 550,8</b> |
| Effectif du programme           | 578             | 585              |
| Effectif du fonds spécial       | 4               | 4                |
| <b>Effectif total</b>           | <b>582</b>      | <b>589</b>       |
| <b>Budget d'investissements</b> |                 |                  |
| Immobilisations                 | 1 035,0         | 1 035,0          |
| Prêts, placements et avances    | 600,0           | 600,0            |
| <b>Total</b>                    | <b>1 635,0</b>  | <b>1 635,0</b>   |



# Relations internationales

## Programme 1 Affaires internationales

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005       |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                          |                           |                 |                 |
| 1. Direction, analyse et politiques                                                                                     | 11 702,4           | -                        | -                         | 11 702,4        | 11 768,3        |
| 2. Représentation du Québec à l'étranger                                                                                | 43 740,2           | -                        | 600,0                     | 44 340,2        | 44 266,5        |
| 3. Affaires bilatérales et francophonie                                                                                 | 26 548,9           | -                        | -                         | 26 548,9        | 26 679,0        |
| 4. Protocole, événements et services ministériels                                                                       | 17 573,2           | 911,8                    | 1 035,0                   | 17 696,4        | 18 452,3        |
|                                                                                                                         | 99 564,7           | 911,8                    | 1 635,0                   | 100 287,9       | 101 166,1       |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                          |                           |                 |                 |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                          |                           |                 |                 |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)                                                                                   |                    |                          |                           |                 |                 |
| Élément 1                                                                                                               |                    |                          |                           | 109,6           | 109,6           |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                          |                           |                 |                 |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                      |                    |                          |                           | 1 756,8         | 2 475,6         |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                          |                           |                 |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                          |                           | 29 645,2        | -               |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                          |                           | <b>68 776,3</b> | <b>98 580,9</b> |

Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1         | 2          | Éléments<br>3 | 4          | 2005-2006  | 2004-2005  |
|---------------------------------|-----------|------------|---------------|------------|------------|------------|
|                                 | (000 \$)  |            |               |            |            |            |
| Rémunération                    | 5 135,7   | 29 402,2   | 6 237,8       | 9 531,4    | 50 307,1   | 50 276,4   |
| Fonctionnement                  | 1 232,6   | 4 081,0    | 1 772,4       | 8 041,8    | 15 127,8   | 16 374,4   |
| Affectation à un fonds spécial  | -         | 10 257,0   | -             | -          | 10 257,0   | 10 826,8   |
| Transfert                       | 5 334,1   | -          | 18 538,7      | -          | 23 872,8   | 23 073,2   |
|                                 | 11 702,4  | 43 740,2   | 26 548,9      | 17 573,2   | 99 564,7   | 100 550,8  |
| <b>Effectif total</b>           | <b>78</b> | <b>259</b> | <b>96</b>     | <b>145</b> | <b>578</b> | <b>585</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |           |            |               |            |            |            |
| Immobilisations                 | -         | -          | -             | 1 035,0    | 1 035,0    | 1 035,0    |
| Prêts, placements et avances    | -         | 600,0      | -             | -          | 600,0      | 600,0      |
|                                 | -         | 600,0      | -             | 1 035,0    | 1 635,0    | 1 635,0    |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

# Relations internationales

## Crédits affectés à un fonds spécial

|                                                          | 2005-2006       | 2004-2005       |
|----------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                          | (000 \$)        |                 |
| <b>Programme 1 - Affaires internationales</b>            |                 |                 |
| Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger | 10 257,0        | 10 826,8        |
| <b>Total du portefeuille</b>                             | <b>10 257,0</b> | <b>10 826,8</b> |
| <b>Effectif total</b>                                    | <b>4</b>        | <b>4</b>        |

## Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006       | 2004-2005       |
|------------------------------|-----------------|-----------------|
|                              | (000 \$)        |                 |
| Rémunération                 | 249,7           | 249,7           |
| Fonctionnement               | 8 502,5         | 9 371,6         |
| Capital                      | 1 121,0         | 840,2           |
| Intérêt                      | 383,8           | 365,3           |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>10 257,0</b> | <b>10 826,8</b> |

# Relations internationales

## Crédits de transfert

|                                                          | 2005-2006 | 2004-2005 |
|----------------------------------------------------------|-----------|-----------|
|                                                          | (000 \$)  |           |
| <b>Programme 1 - Affaires internationales</b>            |           |           |
| Francophonie                                             | 7 450,2   | 7 457,6   |
| Organismes voués à la jeunesse                           | 4 865,6   | 4 865,6   |
| Programmes de coopération                                | 1 936,5   | 1 894,1   |
| Québec sans frontières et autres                         | 3 412,6   | 3 401,6   |
| Soutien à l'implantation d'organisations internationales | 3 554,6   | 2 935,4   |
| Subventions dans le cadre des affaires bilatérales       | 873,8     | 779,0     |
| Autres crédits de transfert                              | 1 779,5   | 1 739,9   |
| Total du programme 1                                     | 23 872,8  | 23 073,2  |
| <b>Total du portefeuille</b>                             | 23 872,8  | 23 073,2  |

## Ventilation par bénéficiaires

|                                  | 2005-2006 | 2004-2005 |
|----------------------------------|-----------|-----------|
|                                  | (000 \$)  |           |
| Entreprises et organismes d'État | 1 200,0   | 1 182,6   |
| Institutions d'enseignement      | 1 132,8   | 1 209,7   |
| Organismes à but non lucratif    | 19 195,1  | 18 694,0  |
| Personnes                        | 2 344,9   | 1 986,9   |
| <b>Total du portefeuille</b>     | 23 872,8  | 23 073,2  |

## Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006 | 2004-2005 |
|------------------------------|-----------|-----------|
|                              | (000 \$)  |           |
| Rémunération                 | 1 000,0   | 987,4     |
| Fonctionnement               | 200,0     | 195,2     |
| Support                      | 22 672,8  | 21 890,6  |
| <b>Total du portefeuille</b> | 23 872,8  | 23 073,2  |

# Ressources naturelles et Faune

| Programme                                         | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005        |                  |
|---------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|------------------|------------------|
|                                                   | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                   |                    |                       | (000 \$)               |                  |                  |
| 1. Gestion des ressources naturelles et fauniques | 390 943,0          | 14 323,6              | 38 284,5               | 414 903,9        | 419 954,3        |
| Moins :                                           |                    |                       |                        |                  |                  |
| Crédits permanents                                |                    |                       |                        | 5 104,6          | 5 104,6          |
| Crédits reportés                                  |                    |                       |                        | -                | 9 394,9          |
| Crédits votés le 22 mars 2005                     |                    |                       |                        | 142 155,5        | -                |
| <b>Crédit à voter</b>                             |                    |                       |                        | <b>267 643,8</b> | <b>405 454,8</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 2005-2006        | 2004-2005        |
|---------------------------------|------------------|------------------|
|                                 | (000 \$)         |                  |
| Rémunération                    | 138 252,0        | 137 668,2        |
| Fonctionnement                  | 101 606,6        | 100 478,9        |
| Affectation à un fonds spécial  | 116 647,8        | 124 324,2        |
| Transfert                       | 34 361,6         | 33 447,1         |
| Créances douteuses et autres    | 75,0             | 75,0             |
| <b>Total</b>                    | <b>390 943,0</b> | <b>395 993,4</b> |
| Effectif du programme           | 2 421            | 2 450            |
| Effectif des fonds spéciaux     | 1 998            | 2 111            |
| <b>Effectif total</b>           | <b>4 419</b>     | <b>4 561</b>     |
| <b>Budget d'investissements</b> |                  |                  |
| Immobilisations                 | 38 174,1         | 38 174,1         |
| Prêts, placements et avances    | 110,4            | 110,4            |
| <b>Total</b>                    | <b>38 284,5</b>  | <b>38 284,5</b>  |



# Ressources naturelles et Faune

## Programme 1

### Gestion des ressources naturelles et fauniques

| Éléments                                             | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005 |           |
|------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------|-----------|
|                                                      | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits   | Crédits   |
|                                                      | (000 \$)           |                       |                        |           |           |
| 1. Connaissance et gestion du territoire             | 21 299,3           | 1 715,2               | 2 898,5                | 22 482,6  | 23 720,8  |
| 2. Gestion de la ressource forestière                | 140 448,6          | 2 890,4               | 1 182,8                | 138 741,0 | 145 772,7 |
| 3. Faune                                             | 80 919,5           | 2 704,6               | 12 733,5               | 90 948,4  | 96 269,6  |
| 4. Développement énergétique                         | 38 769,8           | 693,0                 | 149,0                  | 38 225,8  | 39 097,2  |
| 5. Gestion et développement de la ressource minérale | 25 821,9           | 1 426,9               | 2 193,1                | 26 588,1  | 30 720,7  |
| 6. Direction du Ministère et services à la gestion   | 45 412,8           | 4 893,5               | 19 127,6               | 59 646,9  | 67 980,2  |

Suite à la page 15 - 3

Ce programme vise à assurer le développement, la protection, la connaissance et la mise en valeur du territoire québécois et des ressources fauniques, forestières, minières et énergétiques dans une perspective de développement harmonisé et durable.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1        | 2         | Éléments<br>3 | 4        | 5        | 6        | Sous-<br>total |
|---------------------------------|----------|-----------|---------------|----------|----------|----------|----------------|
|                                 | (000 \$) |           |               |          |          |          |                |
| Rémunération                    | 15 805,1 | 15 276,1  | 51 694,3      | 5 308,6  | 15 616,0 | 29 586,2 | 133 286,3      |
| Fonctionnement                  | 5 493,2  | 32 714,3  | 23 454,5      | 2 200,2  | 8 182,5  | 15 261,9 | 87 306,6       |
| Affectation à un fonds spécial  | -        | 92 247,8  | -             | 24 400,0 | -        | -        | 116 647,8      |
| Transfert                       | 1,0      | 210,4     | 5 695,7       | 6 861,0  | 2 023,4  | 564,7    | 15 356,2       |
| Créances douteuses et autres    | -        | -         | 75,0          | -        | -        | -        | 75,0           |
|                                 | 21 299,3 | 140 448,6 | 80 919,5      | 38 769,8 | 25 821,9 | 45 412,8 | 352 671,9      |
| <b>Effectif total</b>           | 314      | 235       | 959           | 97       | 245      | 549      | 2 399          |
| <b>Budget d'investissements</b> |          |           |               |          |          |          |                |
| Immobilisations                 | 2 898,5  | 1 182,8   | 12 733,5      | 149,0    | 2 193,1  | 19 017,2 | 38 174,1       |
| Prêts, placements et avances    | -        | -         | -             | -        | -        | 110,4    | 110,4          |
|                                 | 2 898,5  | 1 182,8   | 12 733,5      | 149,0    | 2 193,1  | 19 127,6 | 38 284,5       |

# Ressources naturelles et Faune

## Programme 1 (suite)

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005        |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits          |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        | Crédits          |
| 7. Financement forestier                                                                                                | 1 400,0            | -                     | -                      | 1 400,0          |
| 8. Société des parcs des sciences naturelles du Québec                                                                  | 11 871,1           | -                     | -                      | 11 871,1         |
| 9. Mise en oeuvre du Rapport sur la gestion de la forêt publique                                                        | 25 000,0           | -                     | -                      | 25 000,0         |
|                                                                                                                         | 390 943,0          | 14 323,6              | 38 284,5               | 414 903,9        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                  |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |
| Loi sur les forêts, (L.R.Q., c. F-4.1)                                                                                  |                    |                       |                        |                  |
| Élément 2                                                                                                               |                    |                       |                        | 5 000,0          |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)                                                               |                    |                       |                        |                  |
| Élément 3                                                                                                               |                    |                       |                        | 75,0             |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)                                                                                   |                    |                       |                        |                  |
| Élément 6                                                                                                               |                    |                       |                        | 9,6              |
| Loi sur le crédit forestier, (L.R.Q., c. C-78)                                                                          |                    |                       |                        |                  |
| Élément 7                                                                                                               |                    |                       |                        | 20,0             |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                  |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                       |                        | -                |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 142 155,5        |
| <b>Crédit à voter*</b>                                                                                                  |                    |                       |                        | <b>267 643,8</b> |
|                                                                                                                         |                    |                       |                        | 405 454,8        |

\* Comprenant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation du programme de ce portefeuille.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | Sous-total   | 7        | Éléments 8 | 9        | 2005-2006    | 2004-2005    |
|---------------------------------|--------------|----------|------------|----------|--------------|--------------|
|                                 |              |          | (000 \$)   |          |              |              |
| Rémunération                    | 133 286,3    | -        | 1 265,7    | 3 700,0  | 138 252,0    | 137 668,2    |
| Fonctionnement                  | 87 306,6     | -        | -          | 14 300,0 | 101 606,6    | 100 478,9    |
| Affectation à un fonds spécial  | 116 647,8    | -        | -          | -        | 116 647,8    | 124 324,2    |
| Transfert                       | 15 356,2     | 1 400,0  | 10 605,4   | 7 000,0  | 34 361,6     | 33 447,1     |
| Créances douteuses et autres    | 75,0         | -        | -          | -        | 75,0         | 75,0         |
|                                 | 352 671,9    | 1 400,0  | 11 871,1   | 25 000,0 | 390 943,0    | 395 993,4    |
| <b>Effectif total</b>           | <b>2 399</b> | <b>-</b> | <b>22</b>  | <b>-</b> | <b>2 421</b> | <b>2 450</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |              |          |            |          |              |              |
| Immobilisations                 | 38 174,1     | -        | -          | -        | 38 174,1     | 38 174,1     |
| Prêts, placements et avances    | 110,4        | -        | -          | -        | 110,4        | 110,4        |
|                                 | 38 284,5     | -        | -          | -        | 38 284,5     | 38 284,5     |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 4, 5, 6, 7 et 8 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance. De plus, sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde non utilisé des crédits des éléments 2, 3 et 9 peut être reporté en 2006-2007 jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ».

## Ressources naturelles et Faune

### Crédit au net

|                                                                     | 2005-2006 | 2004-2005 |
|---------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|
|                                                                     | (000 \$)  |           |
| <b>Programme 1 - Gestion des ressources naturelles et fauniques</b> |           |           |
| Dépenses du programme (excluant amortissement)                      | 376 619,4 | 381 669,8 |
| Moins : Revenus associés au crédit au net                           | 30,0      | 30,0      |
| Crédit au net                                                       | 376 589,4 | 381 639,8 |

Ce crédit au net concerne les activités de Faune Québec relatives à la remise en état d'un habitat faunique lorsqu'un tiers est reconnu coupable d'avoir commis une infraction. Les revenus associés à ce crédit au net proviennent des frais réclamés aux contrevenants qui ont refusé d'entreprendre les travaux de remise en état, lesquels ont été alors exécutés par Faune Québec.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation de revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 30 000 \$.



# Ressources naturelles et Faune

## Crédits affectés à un fonds spécial

|                                                                     | 2005-2006        | 2004-2005        |
|---------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
|                                                                     | (000 \$)         |                  |
| <b>Programme 1 - Gestion des ressources naturelles et fauniques</b> |                  |                  |
| Fonds d'information foncière                                        | -                | -                |
| Fonds d'information géographique                                    | -                | -                |
| Fonds forestier                                                     | 92 247,8         | 99 924,2         |
| Fonds relatif à la tempête de verglas                               | 24 400,0         | 24 400,0         |
| <b>Total du portefeuille</b>                                        | <b>116 647,8</b> | <b>124 324,2</b> |
| <b>Effectif total</b>                                               | <b>1 998</b>     | <b>2 111</b>     |

## Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006        | 2004-2005        |
|------------------------------|------------------|------------------|
|                              | (000 \$)         |                  |
| Rémunération                 | 51 056,5         | 50 297,1         |
| Fonctionnement               | 16 453,9         | 24 889,7         |
| Capital                      | 12 400,0         | 12 400,0         |
| Intérêt                      | 12 000,0         | 12 000,0         |
| Support                      | 24 737,4         | 24 737,4         |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>116 647,8</b> | <b>124 324,2</b> |



# Ressources naturelles et Faune

## Crédits de transfert

|                                                                     | 2005-2006       | 2004-2005       |
|---------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                     | (000 \$)        |                 |
| <b>Programme 1 - Gestion des ressources naturelles et fauniques</b> |                 |                 |
| Agence de l'efficacité énergétique                                  | 2 158,0         | 2 697,6         |
| Aide à la recherche et au développement                             | 1 045,8         | 1 069,8         |
| Aide à l'exploration minérale                                       | 1 809,2         | 1 809,2         |
| Assistance à l'industrie minérale                                   | 214,2           | 551,2           |
| Consortium de recherche minérale « COREM »                          | -               | 1 850,0         |
| Développement de l'industrie forestière                             | 210,4           | 1 250,4         |
| Enfouissement des fils électriques                                  | 2 323,9         | 2 133,9         |
| Extension du réseau gazier                                          | 1 333,3         | 1 333,3         |
| Mise en oeuvre du Rapport sur la gestion de la forêt publique       | 7 000,0         | -               |
| Prêts forestiers                                                    | 1 400,0         | 1 400,0         |
| Société des parcs des sciences naturelles du Québec                 | 10 605,4        | 13 277,4        |
| Soutien dans les milieux autochtones                                | 5 695,7         | 5 498,6         |
| Autres crédits de transfert                                         | 565,7           | 575,7           |
| Total du programme 1                                                | 34 361,6        | 33 447,1        |
| <b>Total du portefeuille</b>                                        | <b>34 361,6</b> | <b>33 447,1</b> |

## Ventilation par bénéficiaires

|                                  | 2005-2006       | 2004-2005       |
|----------------------------------|-----------------|-----------------|
|                                  | (000 \$)        |                 |
| Entreprises                      | 5 105,0         | 4 157,0         |
| Entreprises et organismes d'État | 3 932,7         | 4 809,3         |
| Institutions d'enseignement      | 97,9            | 109,9           |
| Municipalités                    | 10 019,6        | 7 632,5         |
| Organismes à but non lucratif    | 15 205,4        | 16 737,4        |
| Personnes                        | 1,0             | 1,0             |
| <b>Total du portefeuille</b>     | <b>34 361,6</b> | <b>33 447,1</b> |

## Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006       | 2004-2005       |
|------------------------------|-----------------|-----------------|
|                              | (000 \$)        |                 |
| Rémunération                 | 2 132,7         | 1 980,9         |
| Fonctionnement               | -               | 571,9           |
| Capital                      | 2 591,0         | 1 140,0         |
| Intérêt                      | 9 817,2         | 9 627,2         |
| Support                      | 19 820,7        | 20 127,1        |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>34 361,6</b> | <b>33 447,1</b> |

# Revenu

| Programme                     | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|------------------|------------------|
|                               | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                               |                    |                       | (000 \$)               |                  |                  |
| 1. Administration fiscale     | 602 603,0          | 1 500,0               | 4 153,0                | 605 256,0        | 622 271,4        |
| Moins :                       |                    |                       |                        |                  |                  |
| Crédits permanents            |                    |                       |                        | 146 535,5        | 153 289,0        |
| Crédits reportés              |                    |                       |                        | 11 770,3         | 12 143,1         |
| Crédits votés le 22 mars 2005 |                    |                       |                        | 116 250,1        | -                |
| Autres crédits déjà votés     |                    |                       |                        | -                | 37 891,5         |
| <b>Crédit à voter</b>         |                    |                       |                        | <b>330 700,1</b> | <b>418 947,8</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses                   | 2005-2006        | 2004-2005        |
|--------------------------------------|------------------|------------------|
|                                      | (000 \$)         |                  |
| Rémunération                         | 265 393,0        | 269 159,1        |
| Fonctionnement                       | 113 993,9        | 118 599,7        |
| Affectation à un fonds spécial       | 105 846,1        | 114 489,6        |
| Transfert                            | 123,6            | 123,6            |
| Créances douteuses et autres         | 117 246,4        | 117 246,4        |
| <b>Total</b>                         | <b>602 603,0</b> | <b>619 618,4</b> |
| Effectif du programme                | 5 663            | 5 684            |
| Effectif du Compte de gestion T.P.S. | 1 477            | 1 477            |
| Effectif des fonds spéciaux          | 1 405            | 1 453            |
| <b>Effectif total</b>                | <b>8 545</b>     | <b>8 614</b>     |
| <b>Budget d'investissements</b>      |                  |                  |
| Immobilisations                      | 4 138,0          | 4 138,0          |
| Prêts, placements et avances         | 15,0             | 15,0             |
| <b>Total</b>                         | <b>4 153,0</b>   | <b>4 153,0</b>   |

# Revenu

## Programme 1 Administration fiscale

| Éléments                         | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005 |           |
|----------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------|-----------|
|                                  | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits   | Crédits   |
|                                  | (000 \$)           |                       |                        |           |           |
| 1. Opérations régionales         | 150 226,5          | -                     | 107,0                  | 150 333,5 | 153 506,9 |
| 2. Opérations concentrées        | 73 413,1           | -                     | 1 346,0                | 74 759,1  | 75 531,9  |
| 3. Technologies de l'information | 52 053,7           | -                     | 8,0                    | 52 061,7  | 52 708,0  |
| 4. Administration et support     | 109 785,5          | 1 500,0               | 2 692,0                | 110 977,5 | 116 990,4 |
| 5. Perception                    | 152 193,9          | -                     | -                      | 152 193,9 | 156 812,3 |
| 6. Pensions alimentaires         | 38 397,5           | -                     | -                      | 38 397,5  | 40 189,1  |

Suite à la page 16 - 3

Ce programme vise à percevoir les impôts et les taxes ainsi qu'à administrer des programmes sociaux à caractère fiscal et tout autre programme de perception que lui confie le gouvernement.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1         | 2        | Éléments<br>3 | 4         | 5         | 6        | Sous-<br>total |
|---------------------------------|-----------|----------|---------------|-----------|-----------|----------|----------------|
|                                 | (000 \$)  |          |               |           |           |          |                |
| Rémunération                    | 132 496,7 | 39 854,7 | 26 622,7      | 46 630,9  | -         | -        | 245 605,0      |
| Fonctionnement                  | 17 729,8  | 33 558,4 | 25 431,0      | 30 529,9  | -         | -        | 107 249,1      |
| Affectation à un fonds spécial  | -         | -        | -             | 32 501,1  | 34 947,5  | 38 397,5 | 105 846,1      |
| Transfert                       | -         | -        | -             | 123,6     | -         | -        | 123,6          |
| Créances douteuses et autres    | -         | -        | -             | -         | 117 246,4 | -        | 117 246,4      |
|                                 | 150 226,5 | 73 413,1 | 52 053,7      | 109 785,5 | 152 193,9 | 38 397,5 | 576 070,2      |
| <b>Effectif total</b>           | 3 206     | 928      | 525           | 618       | -         | -        | 5 277          |
| <b>Budget d'investissements</b> |           |          |               |           |           |          |                |
| Immobilisations                 | 92,0      | 1 346,0  | 8,0           | 2 692,0   | -         | -        | 4 138,0        |
| Prêts, placements et avances    | 15,0      | -        | -             | -         | -         | -        | 15,0           |
|                                 | 107,0     | 1 346,0  | 8,0           | 2 692,0   | -         | -        | 4 153,0        |



# Revenu

## Programme 1 (suite)

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                  |                  |
| 7. Recherche et développement en matière de lutte contre l'évasion fiscale                                              | 26 532,8           | -                     | -                      | 26 532,8         | 26 532,8         |
|                                                                                                                         | 602 603,0          | 1 500,0               | 4 153,0                | 605 256,0        | 622 271,4        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                  |                  |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi concernant la taxe sur les carburants, (L.R.Q., c. T-1)                                                             |                    |                       |                        |                  |                  |
| Élément 1                                                                                                               |                    |                       |                        | -                | 2 476,3          |
| Loi concernant l'impôt sur le tabac, (L.R.Q., c. I-2)                                                                   |                    |                       |                        |                  |                  |
| Élément 1                                                                                                               |                    |                       |                        | -                | 1 277,2          |
| Loi sur le ministère du Revenu, (L.R.Q., c. M-31)                                                                       |                    |                       |                        |                  |                  |
| Élément 1                                                                                                               |                    |                       |                        | 11 542,6         | 11 542,6         |
| Élément 2                                                                                                               |                    |                       |                        | 17 736,9         | 20 736,9         |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)                                                                                   |                    |                       |                        |                  |                  |
| Élément 4                                                                                                               |                    |                       |                        | 9,6              | 9,6              |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)                                                               |                    |                       |                        |                  |                  |
| Élément 5                                                                                                               |                    |                       |                        | 117 246,4        | 117 246,4        |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                      |                    |                       |                        | 11 770,3         | 12 143,1         |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 116 250,1        | -                |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2002-2003 (2002, c. 3)                                                                        |                    |                       |                        | -                | 37 891,5         |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>330 700,1</b> | <b>418 947,8</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | Sous-total   | 7          | Éléments | 2005-2006    | 2004-2005    |
|---------------------------------|--------------|------------|----------|--------------|--------------|
|                                 |              |            | (000 \$) |              |              |
| Rémunération                    | 245 605,0    | 19 788,0   |          | 265 393,0    | 269 159,1    |
| Fonctionnement                  | 107 249,1    | 6 744,8    |          | 113 993,9    | 118 599,7    |
| Affectation à un fonds spécial  | 105 846,1    | -          |          | 105 846,1    | 114 489,6    |
| Transfert                       | 123,6        | -          |          | 123,6        | 123,6        |
| Créances douteuses et autres    | 117 246,4    | -          |          | 117 246,4    | 117 246,4    |
|                                 | 576 070,2    | 26 532,8   |          | 602 603,0    | 619 618,4    |
| <b>Effectif total</b>           | <b>5 277</b> | <b>386</b> |          | <b>5 663</b> | <b>5 684</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |              |            |          |              |              |
| Immobilisations                 | 4 138,0      | -          |          | 4 138,0      | 4 138,0      |
| Prêts, placements et avances    | 15,0         | -          |          | 15,0         | 15,0         |
|                                 | 4 153,0      | -          |          | 4 153,0      | 4 153,0      |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 14 000 000 \$, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements », afin de donner suite à une entente de gestion intervenue entre le ministre responsable et le Conseil du trésor. Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance. De plus, sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde non utilisé des crédits de l'élément 7 peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 2 000 000 \$, afin de donner suite à une entente de gestion intervenue entre le ministre responsable et le Conseil du trésor.



# Revenu

## Crédits affectés à un fonds spécial

|                                                                | 2005-2006        | 2004-2005        |
|----------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
|                                                                | (000 \$)         |                  |
| <b>Programme 1 - Administration fiscale</b>                    |                  |                  |
| Fonds de perception                                            | 34 947,5         | 39 565,9         |
| Fonds des pensions alimentaires                                | 38 397,5         | 40 189,1         |
| Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu | 32 501,1         | 34 734,6         |
| <b>Total du portefeuille</b>                                   | <b>105 846,1</b> | <b>114 489,6</b> |
| <b>Effectif total</b>                                          | <b>1 405</b>     | <b>1 453</b>     |

## Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006        | 2004-2005        |
|------------------------------|------------------|------------------|
|                              | (000 \$)         |                  |
| Rémunération                 | 60 179,6         | 65 722,2         |
| Fonctionnement               | 11 429,6         | 12 297,0         |
| Capital                      | 28 895,0         | 30 918,2         |
| Intérêt                      | 5 341,9          | 5 552,2          |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>105 846,1</b> | <b>114 489,6</b> |

# Revenu

## Crédits de transfert

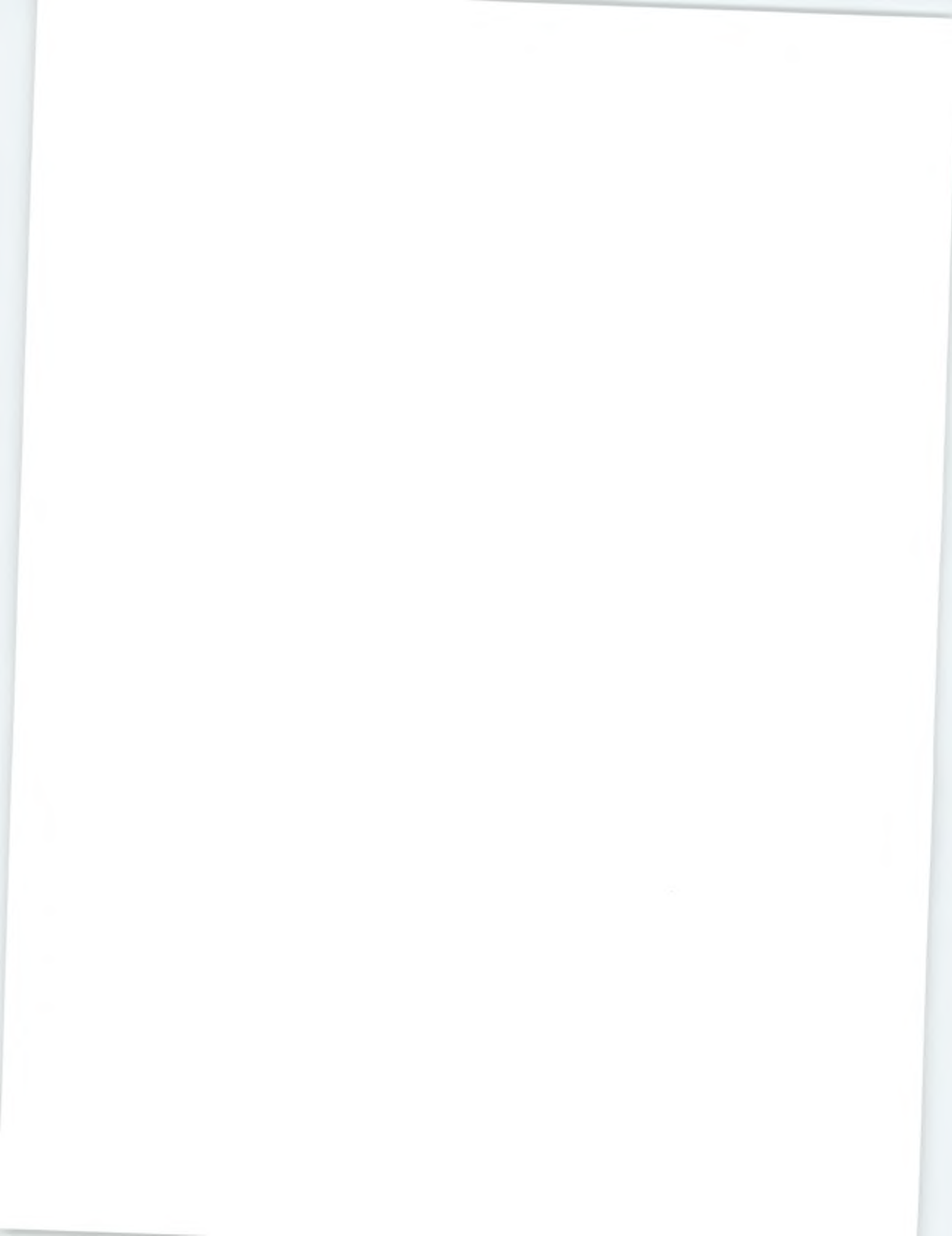
|                                                    | 2005-2006    | 2004-2005    |
|----------------------------------------------------|--------------|--------------|
|                                                    | (000 \$)     |              |
| <b>Programme 1 - Administration fiscale</b>        |              |              |
| Subventions à des organismes reliés à la fiscalité | 123,6        | 123,6        |
| <b>Total du portefeuille</b>                       | <b>123,6</b> | <b>123,6</b> |

## Ventilation par bénéficiaires

|                               | 2005-2006    | 2004-2005    |
|-------------------------------|--------------|--------------|
|                               | (000 \$)     |              |
| Organismes à but non lucratif | 123,6        | 123,6        |
| <b>Total du portefeuille</b>  | <b>123,6</b> | <b>123,6</b> |

## Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006    | 2004-2005    |
|------------------------------|--------------|--------------|
|                              | (000 \$)     |              |
| Support                      | 123,6        | 123,6        |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>123,6</b> | <b>123,6</b> |



# Santé et Services sociaux

| Programmes                                    | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005          |                     |
|-----------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|--------------------|---------------------|
|                                               | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits            | Crédits             |
|                                               | (000 \$)           |                       |                        |                    |                     |
| 1. Fonctions nationales                       | 276 783,5          | 1 789,0               | 1 272,0                | 276 266,5          | 280 405,2           |
| 2. Fonctions régionales                       | 15 174 853,7       | -                     | -                      | 15 174 853,7       | 14 601 594,2        |
| 3. Office des personnes handicapées du Québec | 49 449,3           | 180,0                 | 100,0                  | 49 369,3           | 47 518,3            |
| 4. Régie de l'assurance maladie du Québec     | 5 360 913,5        | -                     | -                      | 5 360 913,5        | 5 152 081,2         |
|                                               | 20 862 000,0       | 1 969,0               | 1 372,0                | 20 861 403,0       | 20 081 598,9        |
| Moins :                                       |                    |                       |                        |                    |                     |
| Crédits permanents                            |                    |                       |                        | 3 385 230,2        | 3 260 264,3         |
| Fonds des services de santé                   |                    |                       |                        | 5 131 000,0        | 4 954 000,0         |
| Crédits reportés                              |                    |                       |                        | -                  | 2 741,7             |
| Crédits votés le 22 mars 2005                 |                    |                       |                        | 2 967 814,6        | -                   |
| <b>Crédits à voter</b>                        |                    |                       |                        | <b>9 377 358,2</b> | <b>11 864 592,9</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 2005-2006           | 2004-2005           |
|---------------------------------|---------------------|---------------------|
|                                 | (000 \$)            |                     |
| Rémunération                    | 60 799,2            | 62 119,8            |
| Fonctionnement                  | 83 602,6            | 85 366,9            |
| Transfert                       | 20 717 598,2        | 19 933 632,7        |
| <b>Total</b>                    | <b>20 862 000,0</b> | <b>20 081 119,4</b> |
| Effectif des programmes         | 1 019               | 1 026               |
| <b>Effectif total</b>           | <b>1 019</b>        | <b>1 026</b>        |
| <b>Budget d'investissements</b> |                     |                     |
| Immobilisations                 | 1 372,0             | 2 381,9             |
| <b>Total</b>                    | <b>1 372,0</b>      | <b>2 381,9</b>      |



# Santé et Services sociaux

## Programme 1 Fonctions nationales

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                  |                  |
| 1. Direction et gestion ministérielle                                                                                   | 90 805,8           | 1 789,0               | 1 272,0                | 90 288,8         | 95 687,1         |
| 2. Organismes-conseils                                                                                                  | 12 294,1           | -                     | -                      | 12 294,1         | 12 143,2         |
| 3. Activités nationales                                                                                                 | 173 683,6          | -                     | -                      | 173 683,6        | 172 574,9        |
|                                                                                                                         | 276 783,5          | 1 789,0               | 1 272,0                | 276 266,5        | 280 405,2        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                  |                  |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)                                                                                   |                    |                       |                        |                  |                  |
| Élément 1                                                                                                               |                    |                       |                        | 19,2             | 19,2             |
| Loi sur la protection de la santé publique, (L.R.Q., c. P-35)                                                           |                    |                       |                        |                  |                  |
| Élément 3                                                                                                               |                    |                       |                        | 418,5            | 418,5            |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                       |                        | -                | 2 208,3          |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 69 457,1         | -                |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>206 371,7</b> | <b>277 759,2</b> |

Ce programme vise à procurer au Ministère et aux organismes-conseils les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler leurs programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux et à financer les activités nationales.

### Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1          | 2         | Éléments<br>3 | 2005-2006  | 2004-2005  |
|---------------------------------|------------|-----------|---------------|------------|------------|
|                                 |            |           | (000 \$)      |            |            |
| Rémunération                    | 46 068,7   | 6 445,8   | -             | 52 514,5   | 54 404,3   |
| Fonctionnement                  | 44 737,1   | 5 748,3   | 11 891,8      | 62 377,2   | 63 945,7   |
| Transfert                       | -          | 100,0     | 161 791,8     | 161 891,8  | 161 495,7  |
|                                 | 90 805,8   | 12 294,1  | 173 683,6     | 276 783,5  | 279 845,7  |
| <b>Effectif total</b>           | <b>783</b> | <b>92</b> | <b>-</b>      | <b>875</b> | <b>881</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |            |           |               |            |            |
| Immobilisations                 | 1 272,0    | -         | -             | 1 272,0    | 2 281,9    |
|                                 | 1 272,0    | -         | -             | 1 272,0    | 2 281,9    |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

# Santé et Services sociaux

## Programme 2 Fonctions régionales

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005          |                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|--------------------|---------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits            | Crédits             |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                    |                     |
| 1. Agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux                               | 87 916,7           | -                     | -                      | 87 916,7           | 90 417,7            |
| 2. Établissements de santé et de services sociaux                                                                       | 12 407 558,9       | -                     | -                      | 12 407 558,9       | 11 945 356,4        |
| 3. Organismes communautaires et autres organismes                                                                       | 321 073,4          | -                     | -                      | 321 073,4          | 284 703,9           |
| 4. Activités connexes                                                                                                   | 1 797 830,9        | -                     | -                      | 1 797 830,9        | 1 744 421,3         |
| 5. Service de la dette                                                                                                  | 560 473,8          | -                     | -                      | 560 473,8          | 536 694,9           |
|                                                                                                                         | 15 174 853,7       | -                     | -                      | 15 174 853,7       | 14 601 594,2        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                    |                     |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                       |                        |                    |                     |
| Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1)                                           |                    |                       |                        |                    |                     |
| Élément 4                                                                                                               |                    |                       |                        | 71 080,8           | 70 179,2            |
| Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10)                 |                    |                       |                        |                    |                     |
| Élément 4                                                                                                               |                    |                       |                        | 518 298,2          | 514 566,2           |
| Fonds des services de santé                                                                                             |                    |                       |                        |                    |                     |
| Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5)                                                     |                    |                       |                        |                    |                     |
| Élément 2                                                                                                               |                    |                       |                        | 2 565 500,0        | 2 477 000,0         |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                    |                     |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                       |                        | -                  | 453,5               |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                    |                     |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 2 884 984,7        | -                   |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>9 134 990,0</b> | <b>11 539 395,3</b> |

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la Politique de la santé et du bien-être en matière d'adaptation sociale, de santé physique, de santé publique, de santé mentale et d'intégration sociale.

### Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 1        | 2            | Éléments<br>3 | 4           | 5         | 2005-2006    | 2004-2005    |
|--------------------|----------|--------------|---------------|-------------|-----------|--------------|--------------|
|                    |          |              | (000 \$)      |             |           |              |              |
| Fonctionnement     | -        | -            | -             | 19 166,8    | -         | 19 166,8     | 19 207,7     |
| Transfert          | 87 916,7 | 12 407 558,9 | 321 073,4     | 1 778 664,1 | 560 473,8 | 15 155 686,9 | 14 582 386,5 |
|                    | 87 916,7 | 12 407 558,9 | 321 073,4     | 1 797 830,9 | 560 473,8 | 15 174 853,7 | 14 601 594,2 |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant la partie « Transfert ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance. De plus, sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde non utilisé des crédits de transfert de l'élément 5 peut être reporté en 2006-2007 jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à la partie « Transfert » de cet élément.

# Santé et Services sociaux

## Programme 3

### Office des personnes handicapées du Québec

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005       |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                          |                           |                 |                 |
| 1. Services aux personnes handicapées                                                                                   | 39 106,0           | -                        | -                         | 39 106,0        | 37 669,3        |
| 2. Direction et administration                                                                                          | 10 343,3           | 180,0                    | 100,0                     | 10 263,3        | 9 849,0         |
|                                                                                                                         | 49 449,3           | 180,0                    | 100,0                     | 49 369,3        | 47 518,3        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                          |                           |                 |                 |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                          |                           |                 |                 |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                          |                           | -               | 79,9            |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                          |                           |                 |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                          |                           | 13 372,8        | -               |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                          |                           | <b>35 996,5</b> | <b>47 438,4</b> |

Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1        | 2        | Éléments | 2005-2006  | 2004-2005  |
|---------------------------------|----------|----------|----------|------------|------------|
|                                 |          |          | (000 \$) |            |            |
| Rémunération                    | -        | 8 284,7  |          | 8 284,7    | 7 715,5    |
| Fonctionnement                  | -        | 2 058,6  |          | 2 058,6    | 2 213,5    |
| Transfert                       | 39 106,0 | -        |          | 39 106,0   | 37 669,3   |
|                                 | 39 106,0 | 10 343,3 |          | 49 449,3   | 47 598,3   |
| <b>Effectif total</b>           | -        | 144      |          | <b>144</b> | <b>145</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |          |          |          |            |            |
| Immobilisations                 | -        | 100,0    |          | 100,0      | 100,0      |
|                                 | -        | 100,0    |          | 100,0      | 100,0      |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.



# Santé et Services sociaux

## Programme 4

### Régie de l'assurance maladie du Québec

| Éléments                                   | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005   |             |
|--------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-------------|-------------|
|                                            | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits     | Crédits     |
|                                            | (000 \$)           |                       |                        |             |             |
| 1. Services médicaux                       | 3 174 610,9        | -                     | -                      | 3 174 610,9 | 3 121 561,0 |
| 2. Services optométriques                  | 33 725,1           | -                     | -                      | 33 725,1    | 32 742,7    |
| 3. Services dentaires                      | 91 111,5           | -                     | -                      | 91 111,5    | 90 973,1    |
| 4. Services pharmaceutiques et médicaments | 1 856 512,1        | -                     | -                      | 1 856 512,1 | 1 702 642,7 |
| 5. Autres services                         | 129 476,4          | -                     | -                      | 129 476,4   | 124 202,4   |
| Suite à la page 17 - 6                     |                    |                       |                        |             |             |

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre des régimes d'assurance maladie, d'assistance maladie et d'assurance médicaments ainsi que les frais d'administration afférents.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | 1           | 2        | Éléments<br>3 | 4           | 5         | Sous-<br>total |
|--------------------|-------------|----------|---------------|-------------|-----------|----------------|
|                    | (000 \$)    |          |               |             |           |                |
| Transfert          | 3 174 610,9 | 33 725,1 | 91 111,5      | 1 856 512,1 | 129 476,4 | 5 285 436,0    |
|                    | 3 174 610,9 | 33 725,1 | 91 111,5      | 1 856 512,1 | 129 476,4 | 5 285 436,0    |



# Santé et Services sociaux

## Programme 4 (suite)

| Éléments                                                            | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005   |             |
|---------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-------------|-------------|
|                                                                     | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits     | Crédits     |
|                                                                     | (000 \$)           |                       |                        |             |             |
| 6. Administration                                                   | 75 477,5           | -                     | -                      | 75 477,5    | 79 959,3    |
|                                                                     | 5 360 913,5        | -                     | -                      | 5 360 913,5 | 5 152 081,2 |
| Moins :                                                             |                    |                       |                        |             |             |
| Crédits permanents                                                  |                    |                       |                        |             |             |
| Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5) |                    |                       |                        |             |             |
| Élément 1                                                           |                    |                       |                        | 850 543,7   | 880 005,9   |
| Élément 2                                                           |                    |                       |                        | 9 035,6     | 9 230,6     |
| Élément 3                                                           |                    |                       |                        | 24 410,6    | 25 646,4    |
| Élément 4                                                           |                    |                       |                        | 1 856 512,1 | 1 702 642,7 |
| Élément 5                                                           |                    |                       |                        | 34 689,4    | 35 014,2    |
| Élément 6                                                           |                    |                       |                        | 20 222,1    | 22 541,4    |
| Fonds des services de santé                                         |                    |                       |                        |             |             |
| Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5) |                    |                       |                        |             |             |
| Élément 1                                                           |                    |                       |                        | 2 324 067,2 | 2 241 555,1 |
| Élément 2                                                           |                    |                       |                        | 24 689,5    | 23 512,1    |
| Élément 3                                                           |                    |                       |                        | 66 700,9    | 65 326,7    |
| Élément 5                                                           |                    |                       |                        | 94 787,0    | 89 188,2    |
| Élément 6                                                           |                    |                       |                        | 55 255,4    | 57 417,9    |
| Crédit à voter                                                      |                    |                       |                        | -           | -           |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses | Sous-total  | 6        | Éléments | 2005-2006   | 2004-2005   |
|--------------------|-------------|----------|----------|-------------|-------------|
|                    |             |          | (000 \$) |             |             |
| Transfert          | 5 285 436,0 | 75 477,5 |          | 5 360 913,5 | 5 152 081,2 |
|                    | 5 285 436,0 | 75 477,5 |          | 5 360 913,5 | 5 152 081,2 |

# Santé et Services sociaux

## Crédits de transfert

|                                                                                            | 2005-2006           | 2004-2005           |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
|                                                                                            | (000 \$)            |                     |
| <b>Programme 1 - Fonctions nationales</b>                                                  |                     |                     |
| Programme d'intervention - hépatite C                                                      | 2 215,0             | 2 670,7             |
| Services hospitaliers hors-Québec                                                          | 108 942,8           | 106 757,3           |
| Autres crédits de transfert                                                                | 50 734,0            | 52 067,7            |
| Total du programme 1                                                                       | 161 891,8           | 161 495,7           |
| <b>Programme 2 - Fonctions régionales</b>                                                  |                     |                     |
| Achat de vaccins et de produits biologiques                                                | 59 664,8            | 49 473,9            |
| Agences de développement de réseaux locaux                                                 | 87 916,7            | 90 417,7            |
| Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux                     | 80 229,0            | 75 124,4            |
| Contribution gouvernementale aux régimes de retraite                                       | 589 379,0           | 584 745,4           |
| Établissements privés                                                                      | 369 347,5           | 364 406,1           |
| Établissements publics                                                                     | 11 892 419,2        | 11 457 981,1        |
| Loyer CHQ - établissements du réseau                                                       | 145 792,2           | 122 969,2           |
| Organismes communautaires                                                                  | 311 518,4           | 276 183,0           |
| Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique                     | 49 402,2            | 48 338,7            |
| Rémunération des internes et résidents                                                     | 116 321,3           | 114 927,9           |
| Ressources de type familial                                                                | 176 297,9           | 165 264,0           |
| Santé publique                                                                             | 60 534,8            | 56 018,1            |
| Service de la dette                                                                        | 560 473,8           | 536 694,9           |
| Système du sang                                                                            | 283 114,9           | 286 425,9           |
| Transporteurs ambulanciers                                                                 | 182 194,9           | 169 336,2           |
| Autres crédits de transfert                                                                | 191 080,3           | 184 080,0           |
| Total du programme 2                                                                       | 15 155 686,9        | 14 582 386,5        |
| <b>Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec</b>                            |                     |                     |
| Subventions aux centres de travail adapté                                                  | 38 226,0            | 36 808,2            |
| Subventions aux organismes de promotion des droits des personnes handicapées               | 311,0               | 304,3               |
| Autres crédits de transfert                                                                | 569,0               | 556,8               |
| Total du programme 3                                                                       | 39 106,0            | 37 669,3            |
| <b>Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec</b>                                |                     |                     |
| Bourses d'études, de recherche et primes                                                   | 9 948,0             | 9 948,0             |
| Frais afférents à l'administration des régimes d'assurance maladie et d'assistance maladie | 75 477,5            | 79 959,3            |
| Prothèses et orthèses                                                                      | 119 528,4           | 114 254,4           |
| Services dentaires                                                                         | 91 111,5            | 90 973,1            |
| Services médicaux                                                                          | 3 174 610,9         | 3 121 561,0         |
| Services optométriques                                                                     | 33 725,1            | 32 742,7            |
| Services pharmaceutiques et médicaments                                                    | 1 856 512,1         | 1 702 642,7         |
| Total du programme 4                                                                       | 5 360 913,5         | 5 152 081,2         |
| <b>Total du portefeuille</b>                                                               | <b>20 717 598,2</b> | <b>19 933 632,7</b> |

# Santé et Services sociaux

## Crédits de transfert (suite)

### Ventilation par bénéficiaires

|                                                | 2005-2006           | 2004-2005           |
|------------------------------------------------|---------------------|---------------------|
|                                                | (000 \$)            |                     |
| Entreprises                                    | 147 684,9           | 138 541,9           |
| Entreprises et organismes d'État               | 250 430,0           | 252 206,9           |
| Établissements de santé et de services sociaux | 14 393 638,4        | 13 877 684,0        |
| Organismes à but non lucratif                  | 353 200,9           | 315 948,8           |
| Personnes                                      | 5 572 644,0         | 5 349 251,1         |
| <b>Total du portefeuille</b>                   | <b>20 717 598,2</b> | <b>19 933 632,7</b> |

### Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006           | 2004-2005           |
|------------------------------|---------------------|---------------------|
|                              | (000 \$)            |                     |
| Rémunération                 | 14 357 823,3        | 13 979 564,9        |
| Fonctionnement               | 3 227 142,0         | 3 029 737,1         |
| Capital                      | 307 000,4           | 287 376,0           |
| Intérêt                      | 274 060,8           | 269 583,6           |
| Support                      | 2 551 571,7         | 2 367 371,1         |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>20 717 598,2</b> | <b>19 933 632,7</b> |

# Sécurité publique

| Programmes                                 | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005        |                  |
|--------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|------------------|------------------|
|                                            | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                            | (000 \$)           |                          |                           |                  |                  |
| 1. Sécurité, prévention et gestion interne | 410 160,7          | 4 711,1                  | 6 557,1                   | 412 006,7        | 417 431,7        |
| 2. Sûreté du Québec                        | 471 128,3          | 13 254,5                 | 20 209,1                  | 478 082,9        | 460 274,9        |
| 3. Organismes relevant du ministre         | 25 037,3           | -                        | 3 198,3                   | 28 235,6         | 29 524,2         |
|                                            | 906 326,3          | 17 965,6                 | 29 964,5                  | 918 325,2        | 907 230,8        |
| Moins :                                    |                    |                          |                           |                  |                  |
| Crédits permanents                         |                    |                          |                           | 6 167,8          | 6 387,8          |
| Crédits reportés                           |                    |                          |                           | -                | 9 028,5          |
| Crédits votés le 22 mars 2005              |                    |                          |                           | 345 634,7        | -                |
| <b>Crédits à voter</b>                     |                    |                          |                           | <b>566 522,7</b> | <b>891 814,5</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 2005-2006        | 2004-2005        |
|---------------------------------|------------------|------------------|
|                                 | (000 \$)         |                  |
| Rémunération                    | 439 971,3        | 435 071,2        |
| Fonctionnement                  | 246 058,5        | 245 053,5        |
| Affectation à un fonds spécial  | 188 194,0        | 181 088,7        |
| Transfert                       | 32 071,5         | 33 320,7         |
| Créances douteuses et autres    | 31,0             | 31,0             |
| <b>Total</b>                    | <b>906 326,3</b> | <b>894 565,1</b> |
| Effectif des programmes         | 7 006            | 7 051            |
| Effectif du fonds spécial       | 3 763            | 3 763            |
| <b>Effectif total</b>           | <b>10 769</b>    | <b>10 814</b>    |
| <b>Budget d'investissements</b> |                  |                  |
| Immobilisations                 | 29 903,1         | 29 903,1         |
| Prêts, placements et avances    | 61,4             | 61,4             |
| <b>Total</b>                    | <b>29 964,5</b>  | <b>29 964,5</b>  |



# Sécurité publique

## Programme 1

### Sécurité, prévention et gestion interne

| Éléments                                       | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005 |           |
|------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------|-----------|
|                                                | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits   | Crédits   |
|                                                | (000 \$)           |                       |                        |           |           |
| 1. Direction et services supports à la gestion | 20 006,4           | -                     | 10,0                   | 20 016,4  | 20 858,8  |
| 2. Services correctionnels                     | 208 460,4          | -                     | 10,0                   | 208 470,4 | 204 026,3 |
| 3. Expertises judiciaires                      | 6 257,4            | -                     | -                      | 6 257,4   | 6 484,7   |
| 4. Affaires policières et sécurité-protection  | 53 304,7           | -                     | 10,0                   | 53 314,7  | 54 120,5  |
| 5. Sécurité civile et sécurité incendie        | 16 891,5           | -                     | 4,5                    | 16 896,0  | 18 521,9  |

Suite à la page 18 - 3

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites aux bénéfices des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1        | 2         | Éléments<br>3 | 4        | 5        | Sous-<br>total |
|---------------------------------|----------|-----------|---------------|----------|----------|----------------|
|                                 | (000 \$) |           |               |          |          |                |
| Rémunération                    | 16 905,0 | 161 325,5 | 4 903,2       | 20 602,3 | 10 172,2 | 213 908,2      |
| Fonctionnement                  | 2 925,0  | 46 919,8  | 1 354,2       | 5 800,4  | 1 941,3  | 58 940,7       |
| Transfert                       | 176,4    | 215,1     | -             | 26 902,0 | 4 778,0  | 32 071,5       |
| Créances douteuses et autres    | -        | -         | -             | -        | -        | -              |
|                                 | 20 006,4 | 208 460,4 | 6 257,4       | 53 304,7 | 16 891,5 | 304 920,4      |
| <b>Effectif total</b>           | 298      | 3 093     | 137           | 362      | 173      | 4 063          |
| <b>Budget d'investissements</b> |          |           |               |          |          |                |
| Immobilisations                 | -        | -         | -             | -        | -        | -              |
| Prêts, placements et avances    | 10,0     | 10,0      | -             | 10,0     | 4,5      | 34,5           |
|                                 | 10,0     | 10,0      | -             | 10,0     | 4,5      | 34,5           |

# Sécurité publique

## Programme 1 (suite)

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                  |                  |
| 6. Éléments de gestion centrale                                                                                         | 105 240,3          | 4 711,1               | 6 522,6                | 107 051,8        | 113 419,5        |
|                                                                                                                         | 410 160,7          | 4 711,1               | 6 557,1                | 412 006,7        | 417 431,7        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                  |                  |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)                                                                                   |                    |                       |                        |                  |                  |
| Élément 1                                                                                                               |                    |                       |                        | 9,6              | 9,6              |
| Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1)                                                                      |                    |                       |                        |                  |                  |
| Élément 4                                                                                                               |                    |                       |                        | 1 719,6          | 1 939,6          |
| Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre, (L.R.Q., c. P-38.1)                                |                    |                       |                        |                  |                  |
| Élément 5                                                                                                               |                    |                       |                        | 4 404,2          | 4 404,2          |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)                                                               |                    |                       |                        |                  |                  |
| Élément 6                                                                                                               |                    |                       |                        | 31,0             | 31,0             |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 109 330,3        | -                |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>296 512,0</b> | <b>411 047,3</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | Sous-total   | 6         | Éléments | 2005-2006    | 2004-2005    |
|---------------------------------|--------------|-----------|----------|--------------|--------------|
|                                 |              |           | (000 \$) |              |              |
| Rémunération                    | 213 908,2    | 26 115,9  |          | 240 024,1    | 237 499,9    |
| Fonctionnement                  | 58 940,7     | 79 093,4  |          | 138 034,1    | 144 734,1    |
| Transfert                       | 32 071,5     | -         |          | 32 071,5     | 33 320,7     |
| Créances douteuses et autres    | -            | 31,0      |          | 31,0         | 31,0         |
|                                 | 304 920,4    | 105 240,3 |          | 410 160,7    | 415 585,7    |
| <b>Effectif total</b>           | <b>4 063</b> | <b>27</b> |          | <b>4 090</b> | <b>4 122</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |              |           |          |              |              |
| Immobilisations                 | -            | 6 522,6   |          | 6 522,6      | 6 522,6      |
| Prêts, placements et avances    | 34,5         | -         |          | 34,5         | 34,5         |
|                                 | 34,5         | 6 522,6   |          | 6 557,1      | 6 557,1      |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

# Sécurité publique

## Programme 2 Sûreté du Québec

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                          |                           |                  |                  |
| 1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens                                                             | 282 746,9          | -                        | 10,0                      | 282 756,9        | 274 071,7        |
| 2. Gestion interne et soutien                                                                                           | 188 381,4          | 13 254,5                 | 20 199,1                  | 195 326,0        | 186 203,2        |
|                                                                                                                         | 471 128,3          | 13 254,5                 | 20 209,1                  | 478 082,9        | 460 274,9        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                          |                           |                  |                  |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                          |                           |                  |                  |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                          |                           | -                | 8 157,9          |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                          |                           |                  |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                          |                           | 229 141,9        | -                |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                          |                           | <b>248 941,0</b> | <b>452 117,0</b> |

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1            | 2          | Éléments | 2005-2006    | 2004-2005    |
|---------------------------------|--------------|------------|----------|--------------|--------------|
|                                 |              |            | (000 \$) |              |              |
| Rémunération                    | 146 090,6    | 36 033,6   |          | 182 124,2    | 178 775,6    |
| Fonctionnement                  | 11 396,6     | 89 413,5   |          | 100 810,1    | 92 789,2     |
| Affectation à un fonds spécial  | 125 259,7    | 62 934,3   |          | 188 194,0    | 181 088,7    |
|                                 | 282 746,9    | 188 381,4  |          | 471 128,3    | 452 653,5    |
| <b>Effectif total</b>           | <b>1 762</b> | <b>801</b> |          | <b>2 563</b> | <b>2 569</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |              |            |          |              |              |
| Immobilisations                 | -            | 20 199,1   |          | 20 199,1     | 20 199,1     |
| Prêts, placements et avances    | 10,0         | -          |          | 10,0         | 10,0         |
|                                 | 10,0         | 20 199,1   |          | 20 209,1     | 20 209,1     |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.



# Sécurité publique

## Programme 3 Organismes relevant du ministre

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005       |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                 |                 |
| 1. Régie des alcools, des courses et des jeux                                                                           | 10 568,6           | -                     | 2 943,0                | 13 511,6        | 14 539,9        |
| 2. Commission québécoise des libérations conditionnelles                                                                | 2 905,0            | -                     | 140,1                  | 3 045,1         | 3 071,5         |
| 3. Bureau du coroner                                                                                                    | 6 976,7            | -                     | 91,4                   | 7 068,1         | 7 096,3         |
| 4. Commissaire à la déontologie policière                                                                               | 2 780,2            | -                     | 13,0                   | 2 793,2         | 2 805,1         |
| 5. Comité de déontologie policière                                                                                      | 1 806,8            | -                     | 10,8                   | 1 817,6         | 2 011,4         |
|                                                                                                                         | 25 037,3           | -                     | 3 198,3                | 28 235,6        | 29 524,2        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                 |                 |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, (L.R.Q., c. L-6)                         |                    |                       |                        |                 |                 |
| Élément 1                                                                                                               |                    |                       |                        | 3,4             | 3,4             |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                       |                        | -               | 870,6           |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 7 162,5         | -               |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>21 069,7</b> | <b>28 650,2</b> |

Ce programme vise à financer des interventions en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat. Il vise également à protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue, à intervenir dans les cas de décès survenus en des circonstances obscures ou violentes et à permettre le traitement des plaintes contre des policiers relatives à leurs fonctions.

### Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1          | 2         | Éléments<br>3 | 4         | 5         | 2005-2006  | 2004-2005  |
|---------------------------------|------------|-----------|---------------|-----------|-----------|------------|------------|
|                                 | (000 \$)   |           |               |           |           |            |            |
| Rémunération                    | 8 122,7    | 2 157,3   | 3 851,6       | 2 392,1   | 1 299,3   | 17 823,0   | 18 795,7   |
| Fonctionnement                  | 2 445,9    | 747,7     | 3 125,1       | 388,1     | 507,5     | 7 214,3    | 7 530,2    |
|                                 | 10 568,6   | 2 905,0   | 6 976,7       | 2 780,2   | 1 806,8   | 25 037,3   | 26 325,9   |
| <b>Effectif total</b>           | <b>204</b> | <b>31</b> | <b>56</b>     | <b>41</b> | <b>21</b> | <b>353</b> | <b>360</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |            |           |               |           |           |            |            |
| Immobilisations                 | 2 935,3    | 138,9     | 88,4          | 12,0      | 6,8       | 3 181,4    | 3 181,4    |
| Prêts, placements et avances    | 7,7        | 1,2       | 3,0           | 1,0       | 4,0       | 16,9       | 16,9       |
|                                 | 2 943,0    | 140,1     | 91,4          | 13,0      | 10,8      | 3 198,3    | 3 198,3    |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant la partie « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.



# Sécurité publique

## Crédits affectés à un fonds spécial

|                                       | 2005-2006        | 2004-2005        |
|---------------------------------------|------------------|------------------|
|                                       | (000 \$)         |                  |
| <b>Programme 2 - Sûreté du Québec</b> |                  |                  |
| Fonds des services de police          | 188 194,0        | 181 088,7        |
| <b>Total du portefeuille</b>          | <b>188 194,0</b> | <b>181 088,7</b> |
| <b>Effectif total</b>                 | <b>3 763</b>     | <b>3 763</b>     |

## Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006        | 2004-2005        |
|------------------------------|------------------|------------------|
|                              | (000 \$)         |                  |
| Rémunération                 | 147 756,7        | 141 468,9        |
| Fonctionnement               | 34 531,9         | 33 146,4         |
| Capital                      | 5 644,5          | 5 866,9          |
| Intérêt                      | 260,9            | 606,5            |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>188 194,0</b> | <b>181 088,7</b> |

# Sécurité publique

## Crédits de transfert

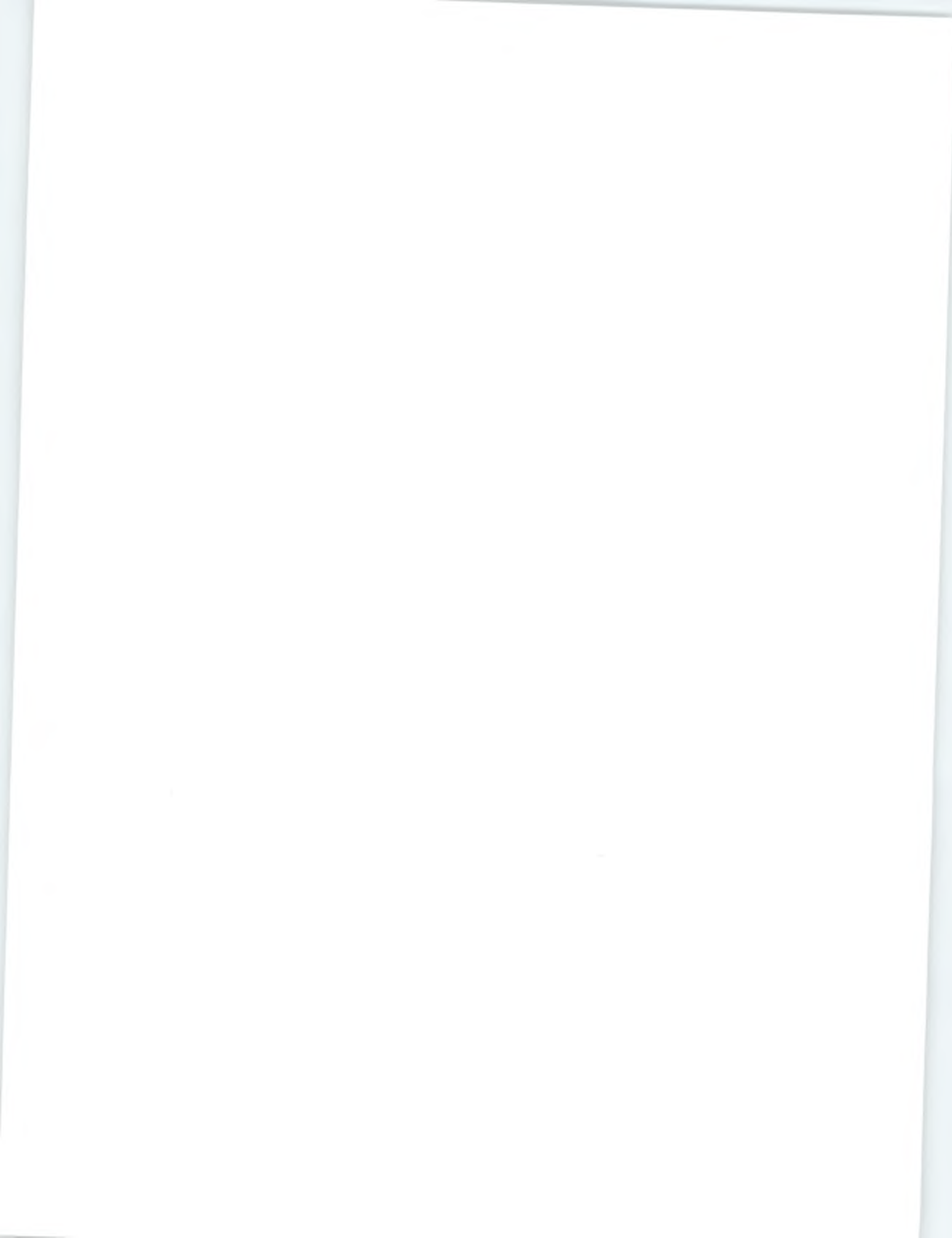
|                                                              | 2005-2006       | 2004-2005       |
|--------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                              | (000 \$)        |                 |
| <b>Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne</b> |                 |                 |
| Formation des policiers et des pompiers                      | 7 995,9         | 8 615,9         |
| Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac       | 710,0           | 1 050,0         |
| Sécurité civile                                              | 2 444,2         | 2 444,2         |
| Sécurité incendie                                            | 1 000,0         | 1 490,0         |
| Services policiers en milieu autochtone                      | 18 990,9        | 18 648,9        |
| Autres crédits de transfert                                  | 930,5           | 1 071,7         |
| Total du programme 1                                         | 32 071,5        | 33 320,7        |
| <b>Total du portefeuille</b>                                 | <b>32 071,5</b> | <b>33 320,7</b> |

## Ventilation par bénéficiaires

|                                  | 2005-2006       | 2004-2005       |
|----------------------------------|-----------------|-----------------|
|                                  | (000 \$)        |                 |
| Entreprises et organismes d'État | 7 995,9         | 8 615,9         |
| Municipalités                    | 22 050,9        | 22 538,9        |
| Organismes à but non lucratif    | 580,5           | 721,7           |
| Personnes                        | 1 444,2         | 1 444,2         |
| <b>Total du portefeuille</b>     | <b>32 071,5</b> | <b>33 320,7</b> |

## Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006       | 2004-2005       |
|------------------------------|-----------------|-----------------|
|                              | (000 \$)        |                 |
| Support                      | 32 071,5        | 33 320,7        |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>32 071,5</b> | <b>33 320,7</b> |



# Services gouvernementaux

| Programme                     | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005       |                 |
|-------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------------|-----------------|
|                               | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                               |                    |                       | (000 \$)               |                 |                 |
| 1. Services gouvernementaux   | 53 948,8           | 3 770,3               | 25 251,2               | 75 429,7        | 69 138,9        |
| Moins :                       |                    |                       |                        |                 |                 |
| Crédits permanents            |                    |                       |                        | 19,2            | 19,2            |
| Crédits reportés              |                    |                       |                        | 734,2           | 756,9           |
| Crédits votés le 22 mars 2005 |                    |                       |                        | 20 816,4        | -               |
| <b>Crédit à voter</b>         |                    |                       |                        | <b>53 859,9</b> | <b>68 362,8</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 2005-2006       | 2004-2005       |
|---------------------------------|-----------------|-----------------|
|                                 | (000 \$)        |                 |
| Rémunération                    | 27 444,5        | 25 952,1        |
| Fonctionnement                  | 24 792,3        | 22 980,9        |
| Transfert                       | 1 712,0         | 1 600,0         |
| <b>Total</b>                    | <b>53 948,8</b> | <b>50 533,0</b> |
| Effectif du programme           | 508             | 508             |
| Effectif des fonds spéciaux     | 1 049           | 1 065           |
| <b>Effectif total</b>           | <b>1 557</b>    | <b>1 573</b>    |
| <b>Budget d'investissements</b> |                 |                 |
| Immobilisations                 | 25 221,2        | 20 721,2        |
| Prêts, placements et avances    | 30,0            | 5,0             |
| <b>Total</b>                    | <b>25 251,2</b> | <b>20 726,2</b> |



# Services gouvernementaux

## Programme 1 Services gouvernementaux

| Éléments                                                                                                                                          | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005       |                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                                                   | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                                                                                                                                                   | (000 \$)           |                          |                           |                 |                 |
| 1. Direction et services à l'organisation                                                                                                         | 15 377,6           | 500,0                    | 1 525,0                   | 16 402,6        | 13 161,8        |
| 2. Services Québec                                                                                                                                | 12 904,1           | 320,3                    | 3 126,2                   | 15 710,0        | 11 710,0        |
| 3. Gouvernement en ligne                                                                                                                          | 7 794,4            | -                        | -                         | 7 794,4         | 8 394,4         |
| 4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés au gouvernement en ligne* | 11 200,0           | 2 950,0                  | 20 600,0                  | 28 850,0        | 29 200,0        |
| 5. Services administratifs                                                                                                                        | 6 672,7            | -                        | -                         | 6 672,7         | 6 672,7         |
|                                                                                                                                                   | 53 948,8           | 3 770,3                  | 25 251,2                  | 75 429,7        | 69 138,9        |
| Moins :                                                                                                                                           |                    |                          |                           |                 |                 |
| Crédits permanents                                                                                                                                |                    |                          |                           |                 |                 |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)                                                                                                             |                    |                          |                           |                 |                 |
| Élément 1                                                                                                                                         |                    |                          |                           | 19,2            | 19,2            |
| Crédits reportés                                                                                                                                  |                    |                          |                           |                 |                 |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                |                    |                          |                           | 734,2           | 756,9           |
| Crédits déjà votés                                                                                                                                |                    |                          |                           |                 |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4)                           |                    |                          |                           | 20 816,4        | -               |
| <b>Crédit à voter**</b>                                                                                                                           |                    |                          |                           | <b>53 859,9</b> | <b>68 362,8</b> |

Ce programme regroupe les dépenses visant à offrir des services aux citoyens, aux entreprises, ainsi qu'à l'Administration et aux réseaux gouvernementaux. On y retrouve également les sommes afférentes au gouvernement en ligne ainsi qu'une provision pour la réalisation de projets à cet égard. Finalement, ce programme inclut les activités d'acquisition et d'aliénation découlant de la Loi sur le Service des achats du gouvernement (L.R.Q., c. S-4).

\* Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

\*\* Comprenant un crédit au net dont les modalités sont décrites à la suite de la présentation du programme de ce portefeuille.

### Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1          | 2          | Éléments<br>3 | 4        | 5         | 2005-2006  | 2004-2005  |
|---------------------------------|------------|------------|---------------|----------|-----------|------------|------------|
|                                 | (000 \$)   |            |               |          |           |            |            |
| Rémunération                    | 8 527,9    | 9 018,0    | 5 201,1       | -        | 4 697,5   | 27 444,5   | 25 952,1   |
| Fonctionnement                  | 6 537,7    | 3 886,1    | 2 593,3       | 9 800,0  | 1 975,2   | 24 792,3   | 22 980,9   |
| Transfert                       | 312,0      | -          | -             | 1 400,0  | -         | 1 712,0    | 1 600,0    |
|                                 | 15 377,6   | 12 904,1   | 7 794,4       | 11 200,0 | 6 672,7   | 53 948,8   | 50 533,0   |
| <b>Effectif total</b>           | <b>122</b> | <b>210</b> | <b>82</b>     | <b>-</b> | <b>94</b> | <b>508</b> | <b>508</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |            |            |               |          |           |            |            |
| Immobilisations                 | 1 500,0    | 3 121,2    | -             | 20 600,0 | -         | 25 221,2   | 20 721,2   |
| Prêts, placements et avances    | 25,0       | 5,0        | -             | -        | -         | 30,0       | 5,0        |
|                                 | 1 525,0    | 3 126,2    | -             | 20 600,0 | -         | 25 251,2   | 20 726,2   |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2, 3 et 5 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

## Services gouvernementaux

### Crédit au net

|                                                | 2005-2006 | 2004-2005 |
|------------------------------------------------|-----------|-----------|
|                                                | (000 \$)  |           |
| <b>Programme 1 - Services gouvernementaux</b>  |           |           |
| Dépenses du programme (excluant amortissement) | 50 178,5  | 48 412,7  |
| Moins : Revenus associés au crédit au net      | 184,6     | 184,6     |
| Crédit au net                                  | 49 993,9  | 48 228,1  |

Ce crédit au net concerne les activités réalisées en vertu de la Loi sur le Service des achats du gouvernement (L.R.Q., c. S-4). Les revenus associés à ce crédit au net proviennent des commissions facturées aux adjudicataires, des frais chargés aux organismes non budgétaires et hors du périmètre comptable du gouvernement ainsi que du produit de disposition de biens excédentaires dans les cas où l'article 49 de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01) ne s'applique pas.

Dans la mesure où le montant du crédit au net n'est pas dépassé, une augmentation des revenus donne droit à une hausse du crédit de ce programme d'un montant équivalent aux revenus qui excèdent 184 600 \$.

## Services gouvernementaux

---

### Crédits affectés à un fonds spécial

---

|                                               | 2005-2006    | 2004-2005    |
|-----------------------------------------------|--------------|--------------|
|                                               | (000 \$)     |              |
| <b>Programme 1 - Services gouvernementaux</b> |              |              |
| Fonds de l'information gouvernementale        | -            | -            |
| Fonds des services gouvernementaux            | -            | -            |
| <b>Total du portefeuille</b>                  | -            | -            |
| <b>Effectif total</b>                         | <b>1 049</b> | <b>1 065</b> |

---

# Services gouvernementaux

## Crédits de transfert

|                                               | 2005-2006      | 2004-2005      |
|-----------------------------------------------|----------------|----------------|
|                                               | (000 \$)       |                |
| <b>Programme 1 - Services gouvernementaux</b> |                |                |
| Fonds de la société de l'information          | 1 400,0        | 1 600,0        |
| Autres crédits de transfert                   | 312,0          | -              |
| Total du programme 1                          | 1 712,0        | 1 600,0        |
| <b>Total du portefeuille</b>                  | <b>1 712,0</b> | <b>1 600,0</b> |

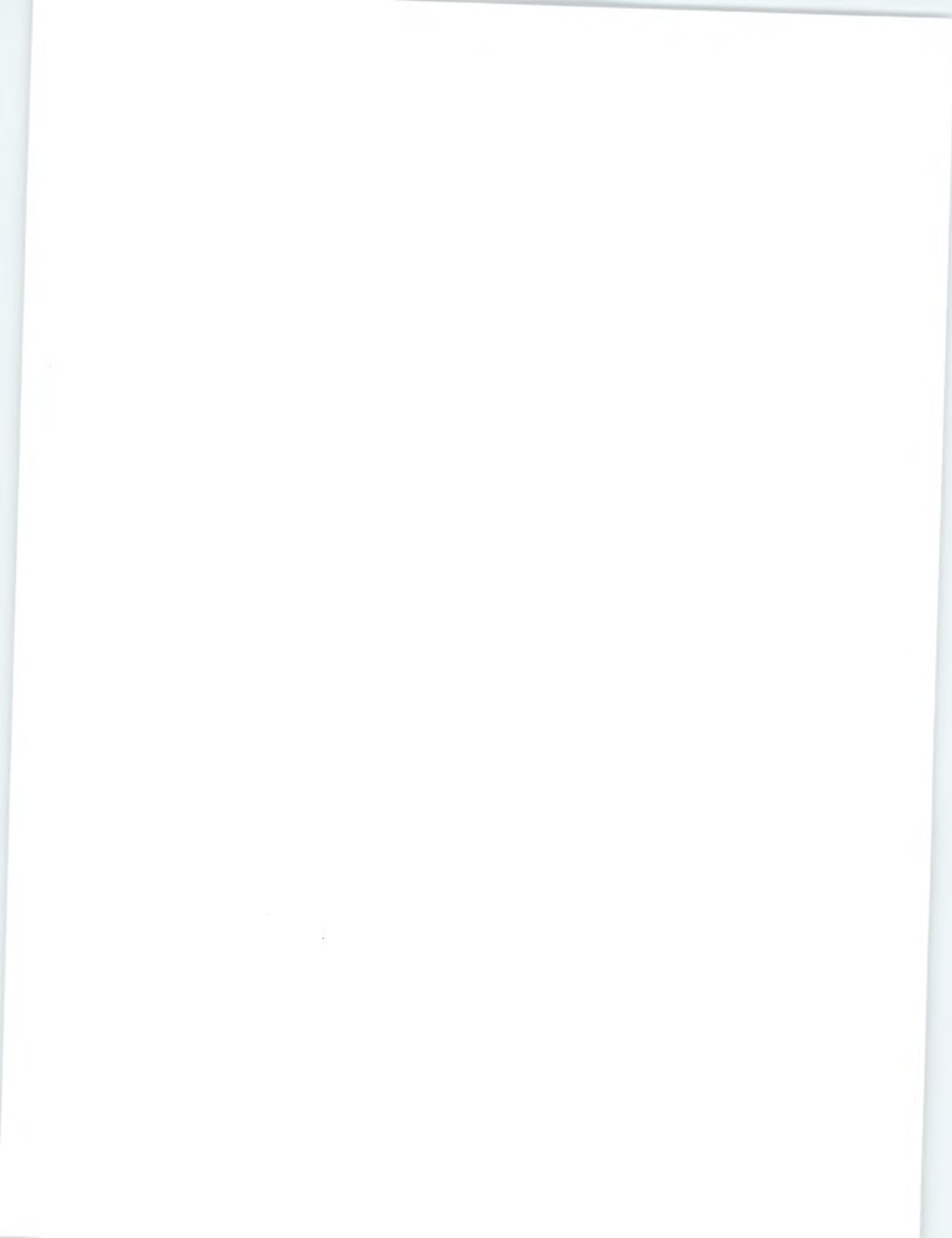
## Ventilation par bénéficiaires

|                               | 2005-2006      | 2004-2005      |
|-------------------------------|----------------|----------------|
|                               | (000 \$)       |                |
| Organismes à but non lucratif | 1 712,0        | 1 600,0        |
| <b>Total du portefeuille</b>  | <b>1 712,0</b> | <b>1 600,0</b> |

## Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006      | 2004-2005      |
|------------------------------|----------------|----------------|
|                              | (000 \$)       |                |
| Support                      | 1 712,0        | 1 600,0        |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>1 712,0</b> | <b>1 600,0</b> |





# Tourisme

| Programme                                 | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005       |                  |
|-------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------|------------------|
|                                           | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits         | Crédits          |
|                                           |                    |                          | (000 \$)                  |                 |                  |
| 1. Promotion et développement du tourisme | 138 647,1          | -                        | -                         | 138 647,1       | 129 368,6        |
| Moins :                                   |                    |                          |                           |                 |                  |
| Crédits votés le 22 mars 2005             |                    |                          |                           | 48 851,7        | -                |
| <b>Crédit à voter</b>                     |                    |                          |                           | <b>89 795,4</b> | <b>129 368,6</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses             | 2005-2006        | 2004-2005        |
|--------------------------------|------------------|------------------|
|                                | (000 \$)         |                  |
| Affectation à un fonds spécial | 54 307,7         | 47 919,2         |
| Transfert                      | 84 339,4         | 81 449,4         |
| <b>Total</b>                   | <b>138 647,1</b> | <b>129 368,6</b> |
| Effectif du fonds spécial      | 344              | 344              |
| <b>Effectif total</b>          | <b>344</b>       | <b>344</b>       |

# Tourisme

## Programme 1 Promotion et développement du tourisme

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005       |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------------|------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits         | Crédits          |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                 |                  |
| 1. Tourisme Québec                                                                                                      | 54 307,7           | -                     | -                      | 54 307,7        | 47 919,2         |
| 2. Société du Centre des congrès de Québec                                                                              | 14 740,0           | -                     | -                      | 14 740,0        | 13 700,0         |
| 3. Société du Palais des congrès de Montréal                                                                            | 39 599,4           | -                     | -                      | 39 599,4        | 36 999,4         |
| 4. Régie des installations olympiques                                                                                   | 30 000,0           | -                     | -                      | 30 000,0        | 30 750,0         |
|                                                                                                                         | 138 647,1          | -                     | -                      | 138 647,1       | 129 368,6        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                 |                  |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 48 851,7        | -                |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>89 795,4</b> | <b>129 368,6</b> |

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre, en assurant la promotion du Québec et de ses expériences touristiques ainsi qu'en aménageant et exploitant des installations publiques à caractère touristique.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses             | 1        | 2        | Éléments<br>3 | 4        | 2005-2006 | 2004-2005 |
|--------------------------------|----------|----------|---------------|----------|-----------|-----------|
|                                | (000 \$) |          |               |          |           |           |
| Affectation à un fonds spécial | 54 307,7 | -        | -             | -        | 54 307,7  | 47 919,2  |
| Transfert                      | -        | 14 740,0 | 39 599,4      | 30 000,0 | 84 339,4  | 81 449,4  |
|                                | 54 307,7 | 14 740,0 | 39 599,4      | 30 000,0 | 138 647,1 | 129 368,6 |

# Tourisme

## Crédits affectés à un fonds spécial

|                                                             | 2005-2006       | 2004-2005       |
|-------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                             | (000 \$)        |                 |
| <b>Programme 1 - Promotion et développement du tourisme</b> |                 |                 |
| Fonds de partenariat touristique                            | 54 307,7        | 47 919,2        |
| <b>Total du portefeuille</b>                                | <b>54 307,7</b> | <b>47 919,2</b> |
| <b>Effectif total</b>                                       | <b>344</b>      | <b>344</b>      |

## Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006       | 2004-2005       |
|------------------------------|-----------------|-----------------|
|                              | (000 \$)        |                 |
| Rémunération                 | 10 578,4        | 10 578,4        |
| Fonctionnement               | 14 901,5        | 15 763,0        |
| Support                      | 28 827,8        | 21 577,8        |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>54 307,7</b> | <b>47 919,2</b> |



# Tourisme

## Crédits de transfert

|                                                             | 2005-2006       | 2004-2005       |
|-------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                             | (000 \$)        |                 |
| <b>Programme 1 - Promotion et développement du tourisme</b> |                 |                 |
| Régie des installations olympiques                          | 30 000,0        | 30 750,0        |
| Société du Centre des congrès de Québec                     | 14 740,0        | 13 700,0        |
| Société du Palais des congrès de Montréal                   | 39 599,4        | 36 999,4        |
| Total du programme 1                                        | 84 339,4        | 81 449,4        |
| <b>Total du portefeuille</b>                                | <b>84 339,4</b> | <b>81 449,4</b> |

## Ventilation par bénéficiaires

|                                  | 2005-2006       | 2004-2005       |
|----------------------------------|-----------------|-----------------|
|                                  | (000 \$)        |                 |
| Entreprises et organismes d'État | 84 339,4        | 81 449,4        |
| <b>Total du portefeuille</b>     | <b>84 339,4</b> | <b>81 449,4</b> |

## Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006       | 2004-2005       |
|------------------------------|-----------------|-----------------|
|                              | (000 \$)        |                 |
| Rémunération                 | 21 698,9        | 21 858,9        |
| Fonctionnement               | 26 366,1        | 26 916,1        |
| Capital                      | 14 228,1        | 14 228,1        |
| Intérêt                      | 22 046,3        | 18 446,3        |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>84 339,4</b> | <b>81 449,4</b> |

# Transports

| Programmes                                             | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005          |                    |
|--------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|--------------------|--------------------|
|                                                        | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits            | Crédits            |
|                                                        | (000 \$)           |                       |                        |                    |                    |
| 1. Infrastructures de transport                        | 1 296 084,0        | 104 892,8             | 31 248,4               | 1 222 439,6        | 1 129 514,6        |
| 2. Systèmes de transport                               | 394 883,9          | 1 208,9               | 2 315,3                | 395 990,3          | 350 628,1          |
| 3. Administration et services corporatifs              | 88 110,7           | 8 072,2               | 10 723,3               | 90 761,8           | 96 659,2           |
| 4. Promotion et développement de la Capitale-Nationale | 29 209,7           | -                     | 10,0                   | 29 219,7           | 31 448,0           |
|                                                        | 1 808 288,3        | 114 173,9             | 44 297,0               | 1 738 411,4        | 1 608 249,9        |
| Moins :                                                |                    |                       |                        |                    |                    |
| Crédits permanents                                     |                    |                       |                        | 19,2               | 59,2               |
| Crédits reportés                                       |                    |                       |                        | -                  | 3 718,9            |
| Crédits votés le 22 mars 2005                          |                    |                       |                        | 451 677,4          | -                  |
| <b>Crédits à voter</b>                                 |                    |                       |                        | <b>1 286 714,8</b> | <b>1 604 471,8</b> |

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 2005-2006          | 2004-2005          |
|---------------------------------|--------------------|--------------------|
|                                 | (000 \$)           |                    |
| Rémunération                    | 189 108,5          | 203 557,0          |
| Fonctionnement                  | 396 554,3          | 410 362,7          |
| Affectation à un fonds spécial  | 711 186,2          | 606 327,2          |
| Transfert                       | 511 304,3          | 459 482,7          |
| Créances douteuses et autres    | 135,0              | 175,0              |
| <b>Total</b>                    | <b>1 808 288,3</b> | <b>1 679 904,6</b> |
| Effectif des programmes         | 3 798              | 3 886              |
| Effectif des fonds spéciaux     | 2 508              | 2 533              |
| <b>Effectif total</b>           | <b>6 306</b>       | <b>6 419</b>       |
| <b>Budget d'investissements</b> |                    |                    |
| Immobilisations                 | 44 097,0           | 42 784,8           |
| Prêts, placements et avances    | 200,0              | 333,2              |
| <b>Total</b>                    | <b>44 297,0</b>    | <b>43 118,0</b>    |

# Transports

## Programme 1 Infrastructures de transport

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005        |                    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|------------------|--------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits          | Crédits            |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                  |                    |
| 1. Construction des infrastructures de transport                                                                        | 815 034,8          | 104 892,8             | 12 283,0               | 722 425,0        | 615 867,0          |
| 2. Entretien des infrastructures de transport                                                                           | 366 539,2          | -                     | 18 965,4               | 385 504,6        | 408 419,8          |
| 3. Aide financière au réseau routier local                                                                              | 114 510,0          | -                     | -                      | 114 510,0        | 105 227,8          |
|                                                                                                                         | 1 296 084,0        | 104 892,8             | 31 248,4               | 1 222 439,6      | 1 129 514,6        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                  |                    |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                    |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 312 128,6        | -                  |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>910 311,0</b> | <b>1 129 514,6</b> |

Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection, de même que l'entretien des infrastructures de transport terrestre, maritime et aérien.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1         | 2            | Éléments<br>3 | 2005-2006    | 2004-2005    |
|---------------------------------|-----------|--------------|---------------|--------------|--------------|
|                                 | (000 \$)  |              |               |              |              |
| Rémunération                    | -         | 110 313,5    | -             | 110 313,5    | 117 061,6    |
| Fonctionnement                  | 105 392,8 | 250 997,6    | -             | 356 390,4    | 371 212,7    |
| Affectation à un fonds spécial  | 709 642,0 | -            | -             | 709 642,0    | 604 783,0    |
| Transfert                       | -         | 5 228,1      | 114 510,0     | 119 738,1    | 110 380,5    |
|                                 | 815 034,8 | 366 539,2    | 114 510,0     | 1 296 084,0  | 1 203 437,8  |
| <b>Effectif total</b>           | <b>10</b> | <b>2 597</b> | <b>-</b>      | <b>2 607</b> | <b>2 740</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |           |              |               |              |              |
| Immobilisations                 | 12 283,0  | 18 765,4     | -             | 31 048,4     | 29 953,6     |
| Prêts, placements et avances    | -         | 200,0        | -             | 200,0        | 200,0        |
|                                 | 12 283,0  | 18 965,4     | -             | 31 248,4     | 30 153,6     |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant les parties « Affectation à un fonds spécial », « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance. De plus, sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde non utilisé des crédits affectés à un fonds spécial de l'élément 1 peut être reporté en 2006-2007 jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à la partie « Affectation à un fonds spécial » de cet élément.



# Transports

## Programme 2 Systèmes de transport

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005        |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|------------------|------------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits          | Crédits          |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                  |                  |
| 1. Transport terrestre                                                                                                  | 323 585,6          | -                     | 36,7                   | 323 622,3        | 276 683,9        |
| 2. Transport maritime                                                                                                   | 53 813,5           | -                     | 3,1                    | 53 816,6         | 53 795,7         |
| 3. Transport aérien                                                                                                     | 5 391,5            | -                     | -                      | 5 391,5          | 5 999,2          |
| 4. Commission des transports du Québec                                                                                  | 12 093,3           | 1 208,9               | 2 275,5                | 13 159,9         | 14 149,3         |
|                                                                                                                         | 394 883,9          | 1 208,9               | 2 315,3                | 395 990,3        | 350 628,1        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                  |                  |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                       |                        | -                | 902,0            |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                  |                  |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 105 931,5        | -                |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>290 058,8</b> | <b>349 726,1</b> |

Ce programme vise à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1          | 2         | Éléments<br>3 | 4          | 2005-2006  | 2004-2005  |
|---------------------------------|------------|-----------|---------------|------------|------------|------------|
|                                 | (000 \$)   |           |               |            |            |            |
| Rémunération                    | 6 196,8    | 985,2     | 771,3         | 8 190,2    | 16 143,5   | 16 543,6   |
| Fonctionnement                  | 3 056,3    | 5 977,2   | 1 027,7       | 3 903,1    | 13 964,3   | 12 348,2   |
| Transfert                       | 314 332,5  | 46 851,1  | 3 592,5       | -          | 364 776,1  | 320 519,9  |
|                                 | 323 585,6  | 53 813,5  | 5 391,5       | 12 093,3   | 394 883,9  | 349 411,7  |
| <b>Effectif total</b>           | <b>120</b> | <b>19</b> | <b>19</b>     | <b>169</b> | <b>327</b> | <b>318</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |            |           |               |            |            |            |
| Immobilisations                 | 36,7       | 3,1       | -             | 2 275,5    | 2 315,3    | 2 415,8    |
|                                 | 36,7       | 3,1       | -             | 2 275,5    | 2 315,3    | 2 415,8    |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance. De plus, sous réserve de l'autorisation du Conseil du trésor, le solde non utilisé des crédits de transfert de l'élément 1 peut être reporté en 2006-2007 jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à la partie « Transfert » de cet élément.



# Transports

## Programme 3 Administration et services corporatifs

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005       |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                          |                           |                 |                 |
| 1. Direction                                                                                                            | 6 244,4            | -                        | 19,8                      | 6 264,2         | 6 394,0         |
| 2. Services administratifs                                                                                              | 66 239,3           | 8 072,2                  | 10 610,3                  | 68 777,4        | 73 422,6        |
| 3. Planification, recherche et développement                                                                            | 15 627,0           | -                        | 93,2                      | 15 720,2        | 16 842,6        |
|                                                                                                                         | 88 110,7           | 8 072,2                  | 10 723,3                  | 90 761,8        | 96 659,2        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                          |                           |                 |                 |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                          |                           |                 |                 |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)                                                                                   |                    |                          |                           |                 |                 |
| Élément 1                                                                                                               |                    |                          |                           | 19,2            | 19,2            |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                          |                           |                 |                 |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                          |                           | -               | 2 816,9         |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                          |                           |                 |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                          |                           | 23 455,8        | -               |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                          |                           | <b>67 286,8</b> | <b>93 823,1</b> |

Ce programme vise à fournir les divers services de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration des plans de transport de personnes et de marchandises. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1         | 2          | Éléments<br>3 | 2005-2006  | 2004-2005  |
|---------------------------------|-----------|------------|---------------|------------|------------|
|                                 |           |            | (000 \$)      |            |            |
| Rémunération                    | 5 117,2   | 43 911,1   | 11 787,9      | 60 816,2   | 67 912,6   |
| Fonctionnement                  | 727,2     | 22 193,2   | 2 739,1       | 25 659,5   | 26 201,7   |
| Transfert                       | 400,0     | -          | 1 100,0       | 1 500,0    | 1 500,0    |
| Créances douteuses et autres    | -         | 135,0      | -             | 135,0      | 135,0      |
|                                 | 6 244,4   | 66 239,3   | 15 627,0      | 88 110,7   | 95 749,3   |
| <b>Effectif total</b>           | <b>43</b> | <b>577</b> | <b>218</b>    | <b>838</b> | <b>802</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |           |            |               |            |            |
| Immobilisations                 | 19,8      | 10 610,3   | 93,2          | 10 723,3   | 10 405,4   |
|                                 | 19,8      | 10 610,3   | 93,2          | 10 723,3   | 10 405,4   |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

# Transports

## Programme 4

### Promotion et développement de la Capitale-Nationale

| Élément                                                                                                                 | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005       |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                                                                                                                         |                    |                       | (000 \$)               |                 |                 |
| 1. Développement de la Capitale-Nationale                                                                               | 29 209,7           | -                     | 10,0                   | 29 219,7        | 31 448,0        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                 |                 |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)                                                               |                    |                       |                        |                 |                 |
| Élément 1                                                                                                               |                    |                       |                        | -               | 40,0            |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 10 161,5        | -               |
| <b>Crédit à voter</b>                                                                                                   |                    |                       |                        | <b>19 058,2</b> | <b>31 408,0</b> |

Ce programme a pour objet le soutien et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec comme capitale nationale, en contribuant à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités, en responsabilisant les milieux locaux et régionaux dans la prise en main de leur développement et en appuyant le développement et la diversification de ses assises économiques.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1         | Élément  | 2005-2006 | 2004-2005 |
|---------------------------------|-----------|----------|-----------|-----------|
|                                 |           | (000 \$) |           |           |
| Rémunération                    | 1 835,3   |          | 1 835,3   | 2 039,2   |
| Fonctionnement                  | 540,1     |          | 540,1     | 600,1     |
| Affectation à un fonds spécial  | 1 544,2   |          | 1 544,2   | 1 544,2   |
| Transfert                       | 25 290,1  |          | 25 290,1  | 27 082,3  |
| Créances douteuses et autres    | -         |          | -         | 40,0      |
|                                 | 29 209,7  |          | 29 209,7  | 31 305,8  |
| <b>Effectif total</b>           | <b>26</b> |          | <b>26</b> | <b>26</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |           |          |           |           |
| Immobilisations                 | 10,0      |          | 10,0      | 10,0      |
| Prêts, placements et avances    | -         |          | -         | 133,2     |
|                                 | 10,0      |          | 10,0      | 143,2     |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ce programme sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.

# Transports

## Crédits affectés à un fonds spécial

|                                                                          | 2005-2006        | 2004-2005        |
|--------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
|                                                                          | (000 \$)         |                  |
| <b>Programme 1 - Infrastructures de transport</b>                        |                  |                  |
| Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier                | 709 642,0        | 603 367,0        |
| Fonds de gestion de l'équipement roulant                                 | -                | 1 416,0          |
| Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Transports     | -                | -                |
| Total du programme 1                                                     | 709 642,0        | 604 783,0        |
| <b>Programme 4 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale</b> |                  |                  |
| Fonds de développement régional                                          | 1 544,2          | 1 544,2          |
| <b>Total du portefeuille</b>                                             | <b>711 186,2</b> | <b>606 327,2</b> |
| <b>Effectif total</b>                                                    | <b>2 508</b>     | <b>2 533</b>     |

## Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006        | 2004-2005        |
|------------------------------|------------------|------------------|
|                              | (000 \$)         |                  |
| Rémunération                 | 69 060,7         | 76 764,4         |
| Fonctionnement               | 40 084,6         | 36 174,8         |
| Capital                      | 324 337,2        | 270 708,7        |
| Intérêt                      | 276 159,5        | 221 135,1        |
| Support                      | 1 544,2          | 1 544,2          |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>711 186,2</b> | <b>606 327,2</b> |



# Transports

## Crédits de transfert

|                                                                          | 2005-2006        | 2004-2005        |
|--------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
|                                                                          | (000 \$)         |                  |
| <b>Programme 1 - Infrastructures de transport</b>                        |                  |                  |
| Aide financière au réseau routier local                                  | 114 510,0        | 105 227,8        |
| Transport terrestre                                                      | 5 228,1          | 5 152,7          |
| Total du programme 1                                                     | 119 738,1        | 110 380,5        |
| <b>Programme 2 - Systèmes de transport</b>                               |                  |                  |
| Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées             | 10 300,0         | -                |
| Société des traversiers du Québec                                        | 38 916,1         | 38 916,1         |
| Transport aérien                                                         | 3 592,5          | 4 167,5          |
| Transport en commun : Agence métropolitaine de transport                 | 63 870,4         | 43 054,5         |
| Transport en commun : fonctionnement                                     | 20 900,0         | 20 900,0         |
| Transport en commun : immobilisations et service de la dette             | 156 029,6        | 143 150,5        |
| Transport en commun : transport adapté aux personnes handicapées         | 58 000,0         | 56 650,1         |
| Transport maritime                                                       | 7 935,0          | 8 244,4          |
| Transport terrestre                                                      | 2 845,0          | 2 135,0          |
| Autres crédits de transfert                                              | 2 387,5          | 3 301,8          |
| Total du programme 2                                                     | 364 776,1        | 320 519,9        |
| <b>Programme 3 - Administration et services corporatifs</b>              |                  |                  |
| Autres crédits de transfert                                              | 1 500,0          | 1 500,0          |
| <b>Programme 4 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale</b> |                  |                  |
| Centres locaux de développement de la région de la Capitale-Nationale    | 5 592,3          | 5 592,2          |
| Commission de la capitale nationale du Québec                            | 13 869,1         | 15 198,4         |
| Fonds de développement économique et fonds de développement touristique  | 5 828,7          | 5 854,7          |
| Programme de soutien aux projets économiques                             | -                | 437,0            |
| Total du programme 4                                                     | 25 290,1         | 27 082,3         |
| <b>Total du portefeuille</b>                                             | <b>511 304,3</b> | <b>459 482,7</b> |

## Ventilation par bénéficiaires

|                                  | 2005-2006        | 2004-2005        |
|----------------------------------|------------------|------------------|
|                                  | (000 \$)         |                  |
| Entreprises                      | 13 662,4         | 15 108,8         |
| Entreprises et organismes d'État | 111 255,6        | 91 769,0         |
| Institutions d'enseignement      | 617,4            | 617,4            |
| Municipalités                    | 359 825,2        | 336 927,9        |
| Organismes à but non lucratif    | 14 243,7         | 13 709,6         |
| Personnes                        | 11 700,0         | 1 350,0          |
| <b>Total du portefeuille</b>     | <b>511 304,3</b> | <b>459 482,7</b> |



# Transports

---

## Crédits de transfert (suite)

---

### Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006        | 2004-2005        |
|------------------------------|------------------|------------------|
|                              | (000 \$)         |                  |
| Rémunération                 | 26 122,3         | 26 015,4         |
| Fonctionnement               | 9 234,0          | 10 504,3         |
| Capital                      | 176 303,2        | 161 841,8        |
| Intérêt                      | 86 185,7         | 80 798,8         |
| Support                      | 213 459,1        | 180 322,4        |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>511 304,3</b> | <b>459 482,7</b> |

# Travail

| Programme                     | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005       |                 |
|-------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------------|-----------------|
|                               | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                               |                    |                       | (000 \$)               |                 |                 |
| 1. Travail                    | 63 732,9           | 1 712,7               | 16 371,8               | 78 392,0        | 75 453,2        |
| Moins :                       |                    |                       |                        |                 |                 |
| Crédits permanents            |                    |                       |                        | 2 456,6         | 2 454,3         |
| Crédits reportés              |                    |                       |                        | 1 660,0         | 1 990,0         |
| Crédits votés le 22 mars 2005 |                    |                       |                        | 15 677,2        | -               |
| Autres crédits déjà votés     |                    |                       |                        | 13 000,0        | 8 300,0         |
| <b>Crédit à voter*</b>        |                    |                       |                        | <b>45 598,2</b> | <b>62 708,9</b> |

\* Le crédit à voter pour le programme 1 inclut, outre le montant présenté ci-haut, celui portant sur des dépenses imputables à l'exercice financier 2006-2007 apparaissant à la suite de la présentation du programme de ce portefeuille.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 2005-2006       | 2004-2005       |
|---------------------------------|-----------------|-----------------|
|                                 | (000 \$)        |                 |
| Rémunération                    | 38 092,6        | 40 810,1        |
| Fonctionnement                  | 18 423,5        | 16 674,5        |
| Transfert                       | 7 140,6         | 7 235,6         |
| Créances douteuses et autres    | 76,2            | 76,2            |
| <b>Total</b>                    | <b>63 732,9</b> | <b>64 796,4</b> |
| Effectif du programme           | 754             | 767             |
| <b>Effectif total</b>           | <b>754</b>      | <b>767</b>      |
| <b>Budget d'investissements</b> |                 |                 |
| Immobilisations                 | 16 370,8        | 12 370,8        |
| Prêts, placements et avances    | 1,0             | 1,0             |
| <b>Total</b>                    | <b>16 371,8</b> | <b>12 371,8</b> |

# Travail

## Programme 1 Travail

| Éléments                                                 | 2005-2006          |                          |                           | 2004-2005 |          |
|----------------------------------------------------------|--------------------|--------------------------|---------------------------|-----------|----------|
|                                                          | Budget de dépenses | Moins :<br>Amortissement | Plus :<br>Investissements | Crédits   | Crédits  |
|                                                          | (000 \$)           |                          |                           |           |          |
| 1. Relations du travail                                  | 18 846,2           | 631,2                    | 1 101,3                   | 19 316,3  | 20 443,3 |
| 2. Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre | 424,4              | -                        | 1,0                       | 425,4     | 430,5    |
| 3. Commission de l'équité salariale                      | 5 389,6            | 100,2                    | 634,5                     | 5 923,9   | 6 154,9  |
| 4. Conseil des services essentiels                       | 2 384,4            | 48,1                     | 35,0                      | 2 371,3   | 2 369,0  |
| 5. Régie du bâtiment du Québec                           | 29 733,3           | 933,2                    | 14 600,0                  | 43 400,1  | 39 005,5 |
| Suite à la page 22 - 3                                   |                    |                          |                           |           |          |

Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail, d'équité salariale, de qualité des bâtiments, de sécurité des usagers d'édifices publics et d'installations techniques. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques, financières et informationnelles nécessaires à la gestion du ministère du Travail.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | 1        | 2     | Éléments<br>3 | 4       | 5        | Sous-<br>total |
|---------------------------------|----------|-------|---------------|---------|----------|----------------|
|                                 | (000 \$) |       |               |         |          |                |
| Rémunération                    | 12 658,1 | 261,4 | 3 921,4       | 1 772,5 | 19 479,2 | 38 092,6       |
| Fonctionnement                  | 6 001,8  | 163,0 | 1 468,2       | 611,4   | 10 179,1 | 18 423,5       |
| Transfert                       | 185,6    | -     | -             | -       | -        | 185,6          |
| Créances douteuses et autres    | 0,7      | -     | -             | 0,5     | 75,0     | 76,2           |
|                                 | 18 846,2 | 424,4 | 5 389,6       | 2 384,4 | 29 733,3 | 56 777,9       |
| Effectif total                  | 247      | 6     | 67            | 22      | 412      | 754            |
| <b>Budget d'investissements</b> |          |       |               |         |          |                |
| Immobilisations                 | 1 101,3  | -     | 634,5         | 35,0    | 14 600,0 | 16 370,8       |
| Prêts, placements et avances    | -        | 1,0   | -             | -       | -        | 1,0            |
|                                 | 1 101,3  | 1,0   | 634,5         | 35,0    | 14 600,0 | 16 371,8       |

# Travail

## Programme 1 (suite)

| Éléments                                                                                                                | 2005-2006          |                       |                        | 2004-2005       |                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|------------------------|-----------------|-----------------|
|                                                                                                                         | Budget de dépenses | Moins : Amortissement | Plus : Investissements | Crédits         | Crédits         |
|                                                                                                                         | (000 \$)           |                       |                        |                 |                 |
| 6. Contribution financière du ministère du Travail à la Commission des relations du travail                             | 6 955,0            | -                     | -                      | 6 955,0         | 7 050,0         |
|                                                                                                                         | 63 732,9           | 1 712,7               | 16 371,8               | 78 392,0        | 75 453,2        |
| Moins :                                                                                                                 |                    |                       |                        |                 |                 |
| Crédits permanents                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)                                                                                   |                    |                       |                        |                 |                 |
| Élément 1                                                                                                               |                    |                       |                        | 9,6             | 9,6             |
| Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)                                                               |                    |                       |                        |                 |                 |
| Élément 1                                                                                                               |                    |                       |                        | 0,7             | 0,7             |
| Élément 4                                                                                                               |                    |                       |                        | 0,5             | 0,5             |
| Élément 5                                                                                                               |                    |                       |                        | 75,0            | 75,0            |
| Code du travail, (L.R.Q., c. C-27)                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                 |
| Élément 4                                                                                                               |                    |                       |                        | 2 370,8         | 2 368,5         |
| Crédits reportés                                                                                                        |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                      |                    |                       |                        | 1 660,0         | 1 990,0         |
| Crédits déjà votés                                                                                                      |                    |                       |                        |                 |                 |
| Loi autorisant certains crédits nécessaires à l'administration du gouvernement à compter du 1er avril 2005 (2005, c. 4) |                    |                       |                        | 15 677,2        | -               |
| Loi n° 2 sur les crédits, 2004-2005 (2004, c. 7); Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                      |                    |                       |                        | 9 500,0         | 8 300,0         |
| Loi n° 1 sur les crédits, 2003-2004 (2003, c. 4)                                                                        |                    |                       |                        | 3 500,0         | -               |
| <b>Crédit à voter*</b>                                                                                                  |                    |                       |                        | <b>45 598,2</b> | <b>62 708,9</b> |

\* Le crédit à voter pour ce programme inclut, outre le montant présenté ci-haut, celui portant sur des dépenses imputables à l'exercice financier 2006-2007 apparaissant à la suite de la présentation du programme de ce portefeuille.

## Ventilation par supercatégories

| Budget de dépenses              | Sous-total | 6        | Éléments | 2005-2006  | 2004-2005  |
|---------------------------------|------------|----------|----------|------------|------------|
|                                 |            |          | (000 \$) |            |            |
| Rémunération                    | 38 092,6   | -        |          | 38 092,6   | 40 810,1   |
| Fonctionnement                  | 18 423,5   | -        |          | 18 423,5   | 16 674,5   |
| Transfert                       | 185,6      | 6 955,0  |          | 7 140,6    | 7 235,6    |
| Créances douteuses et autres    | 76,2       | -        |          | 76,2       | 76,2       |
|                                 | 56 777,9   | 6 955,0  |          | 63 732,9   | 64 796,4   |
| <b>Effectif total</b>           | <b>754</b> | <b>-</b> |          | <b>754</b> | <b>767</b> |
| <b>Budget d'investissements</b> |            |          |          |            |            |
| Immobilisations                 | 16 370,8   | -        |          | 16 370,8   | 12 370,8   |
| Prêts, placements et avances    | 1,0        | -        |          | 1,0        | 1,0        |
|                                 | 16 371,8   | -        |          | 16 371,8   | 12 371,8   |

Autorisation du report d'une partie du crédit de ce programme

Le solde non utilisé des crédits des éléments 1, 2, 3 et 5 de ce programme peut être reporté en 2006-2007, en respectant sa ventilation par supercatégories à la fermeture des livres 2005-2006, jusqu'à concurrence de 3 % du crédit à voter et du crédit voté le 22 mars 2005 alloués à ces éléments, en excluant les parties « Transfert » et « Investissements ». Un tel report n'est pas permis lorsque les crédits de ces éléments sont augmentés par un recours au Fonds de suppléance.



# Travail

---

## Crédits à voter pour des dépenses imputables à l'exercice financier 2006-2007

---

2006-2007

(000 \$)

### Budget d'investissements

---

Programme 1 - Travail

Élément 5 - Régie du bâtiment du Québec

Immobilisations

6 500,0

Total du portefeuille

6 500,0

---

Ces crédits ont pour objet de permettre le financement du projet de modernisation des processus d'affaires et des systèmes de la Régie du bâtiment du Québec dont la réalisation s'étendra sur plus d'un exercice financier.

# Travail

## Crédits de transfert

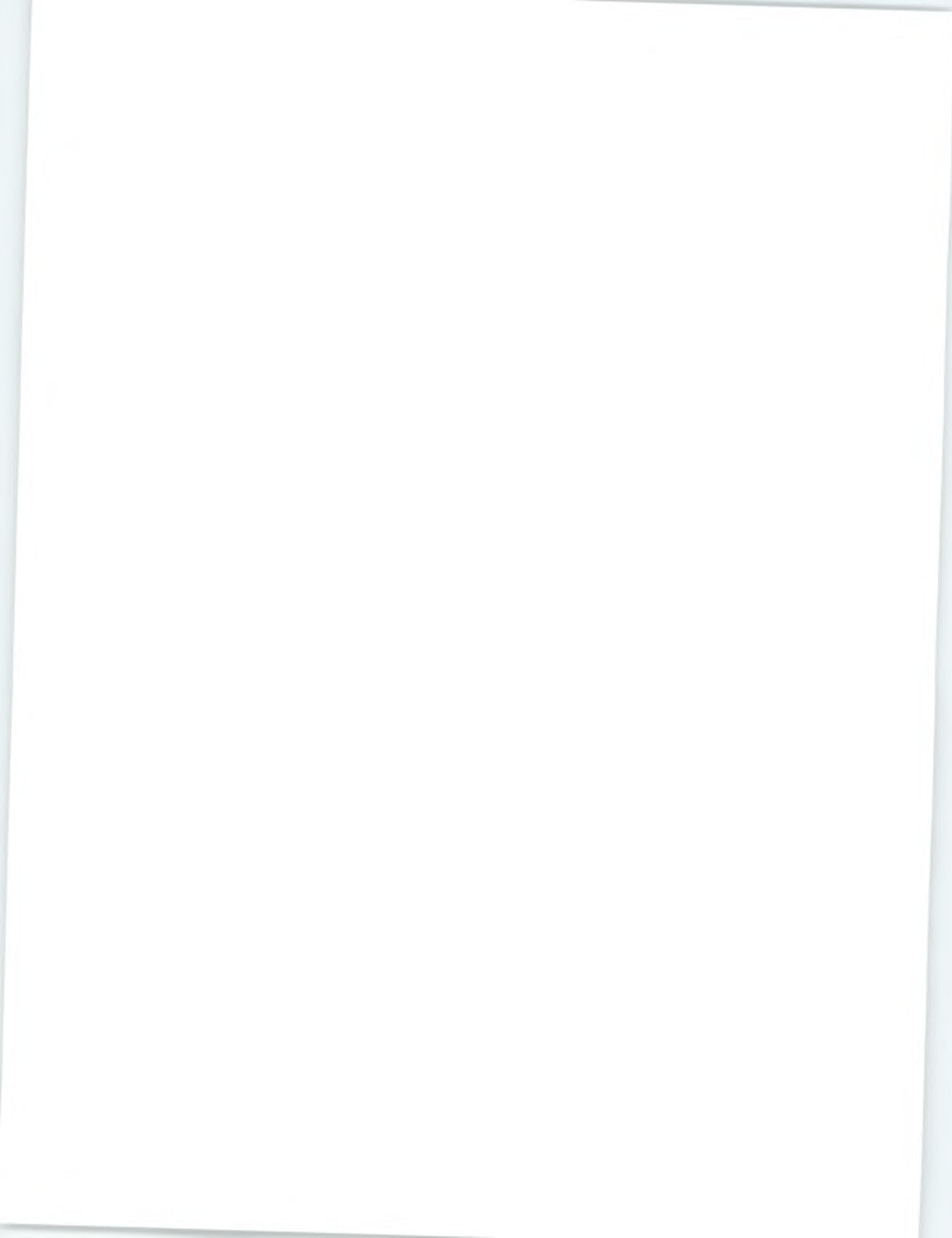
|                                     | 2005-2006      | 2004-2005      |
|-------------------------------------|----------------|----------------|
|                                     | (000 \$)       |                |
| <b>Programme 1 - Travail</b>        |                |                |
| Commission des relations du travail | 6 955,0        | 7 050,0        |
| Autres crédits de transfert         | 185,6          | 185,6          |
| Total du programme 1                | 7 140,6        | 7 235,6        |
| <b>Total du portefeuille</b>        | <b>7 140,6</b> | <b>7 235,6</b> |

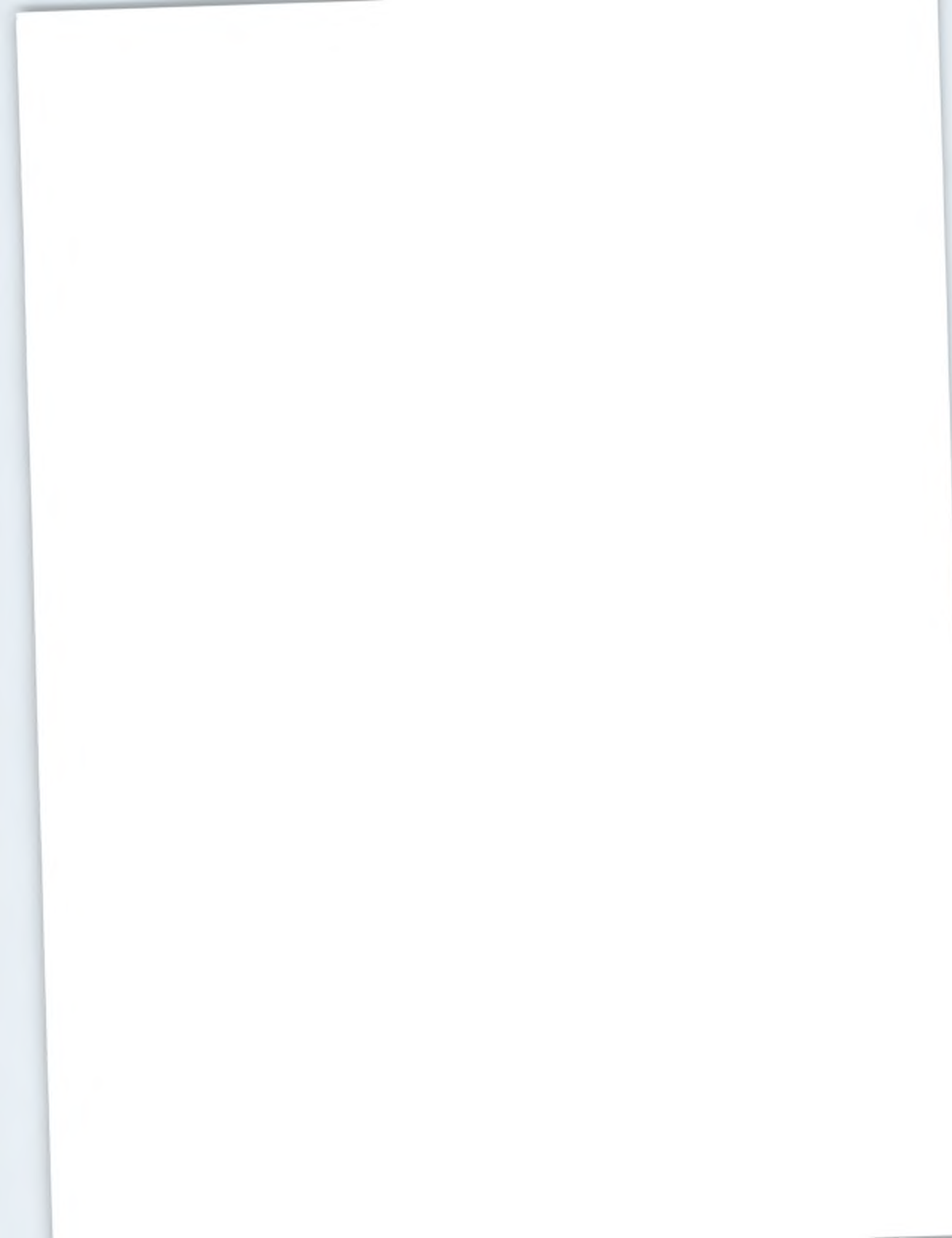
## Ventilation par bénéficiaires

|                                  | 2005-2006      | 2004-2005      |
|----------------------------------|----------------|----------------|
|                                  | (000 \$)       |                |
| Entreprises et organismes d'État | 7 055,0        | 7 150,0        |
| Organismes à but non lucratif    | 85,6           | 85,6           |
| <b>Total du portefeuille</b>     | <b>7 140,6</b> | <b>7 235,6</b> |

## Ventilation par catégories de dépenses

|                              | 2005-2006      | 2004-2005      |
|------------------------------|----------------|----------------|
|                              | (000 \$)       |                |
| Fonctionnement               | 6 955,0        | 7 050,0        |
| Support                      | 185,6          | 185,6          |
| <b>Total du portefeuille</b> | <b>7 140,6</b> | <b>7 235,6</b> |









# Budget de dépenses 2005 - 2006

## Volume III

Plans annuels de gestion  
des dépenses des ministères  
et organismes



# Budget de dépenses

2005-2006

## Volume III

---

### Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes

---

**pour l'année financière  
se terminant le 31 mars 2006**

Déposé à l'Assemblée nationale  
conformément à l'article 46  
de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01)  
par madame Monique Jérôme-Forget,  
présidente du Conseil du trésor  
et ministre responsable de l'Administration gouvernementale

Conseil du trésor  
Québec 





ISSN 0706-0319  
ISBN 2-551-22707-0  
Dépôt légal, 2<sup>e</sup> trimestre 2005  
Bibliothèque nationale du Québec

## AVANT-PROPOS

Le présent volume regroupe les plans annuels de gestion des dépenses élaborés par chacun des ministres en vertu de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01). Ces plans présentent les choix effectués dans l'allocation des ressources et les actions envisagées pour atteindre les objectifs fixés. On retrouve au début de ce volume un sommaire du budget de dépenses par portefeuilles.

En plus du présent volume « *Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes* », trois autres volumes composent les renseignements touchant le Budget de dépenses 2005-2006 :

*Volume I : Crédits et plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées*

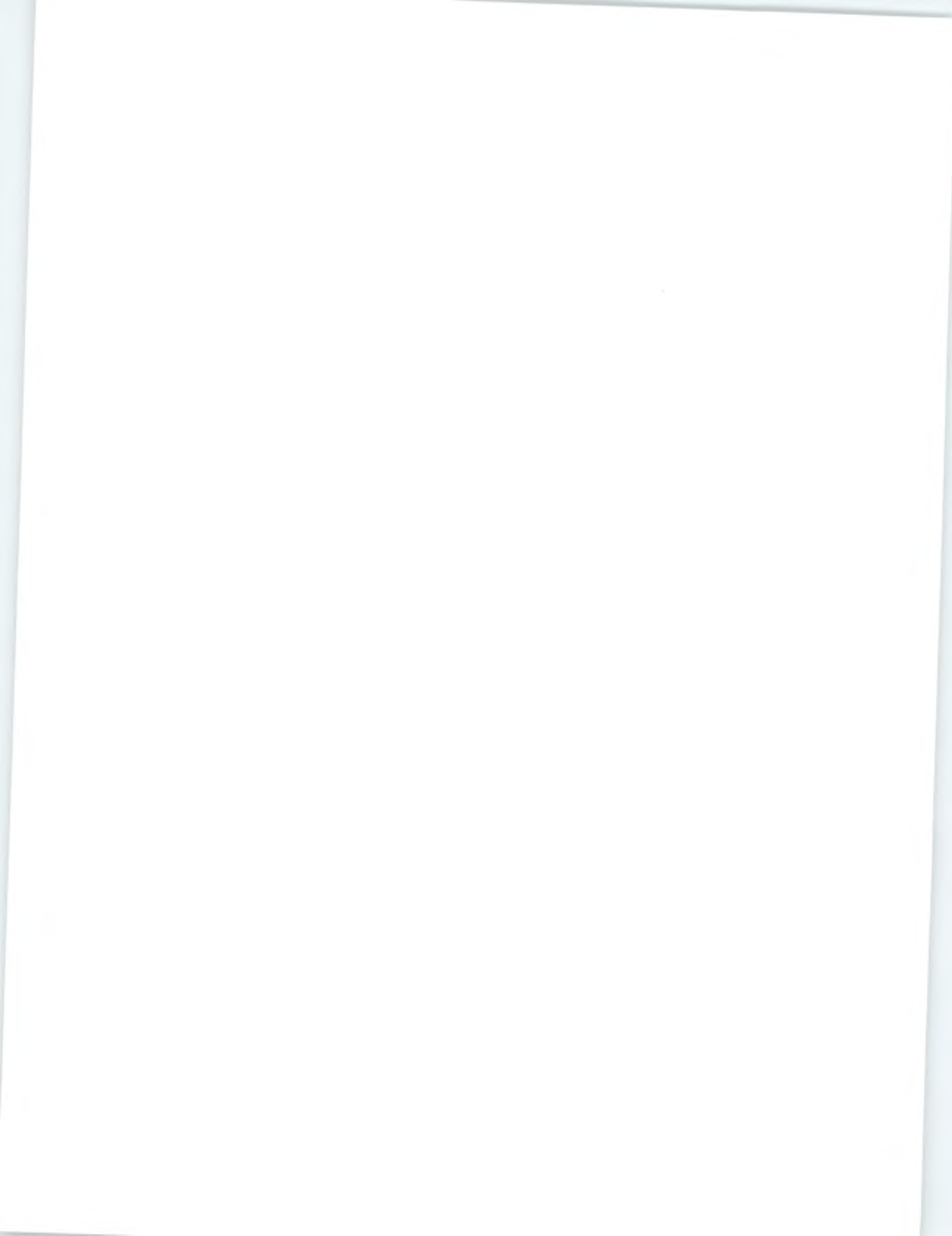
Ce volume réunit les informations se rapportant à l'Assemblée nationale ainsi qu'aux personnes désignées par cette dernière, soit le Protecteur du citoyen, le Vérificateur général, le Directeur général des élections et le Commissaire au lobbyisme.

*Volume II : Crédits des ministères et organismes*

Ce volume présente l'ensemble des crédits requis par le gouvernement pour l'exercice financier 2005-2006 en distinguant le budget de dépenses et le budget d'investissements. Ces crédits sont ventilés par portefeuilles et par programmes.

*Volume IV : Message de la présidente du Conseil du trésor et renseignements supplémentaires*

Ce volume débute par un message de la présidente du Conseil du trésor qui donne les faits saillants du Budget de dépenses 2005-2006. Les chapitres qui suivent fournissent des renseignements complémentaires sur le budget de dépenses ainsi que d'autres informations portant sur des sujets qui y sont rattachés.



## PRÉFACE

La Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01) prévoit le dépôt à l'Assemblée nationale d'un ensemble intégré de documents soit le plan stratégique, le plan annuel de gestion des dépenses et le rapport annuel de gestion, le tout dans une perspective de reddition de comptes auprès des parlementaires.

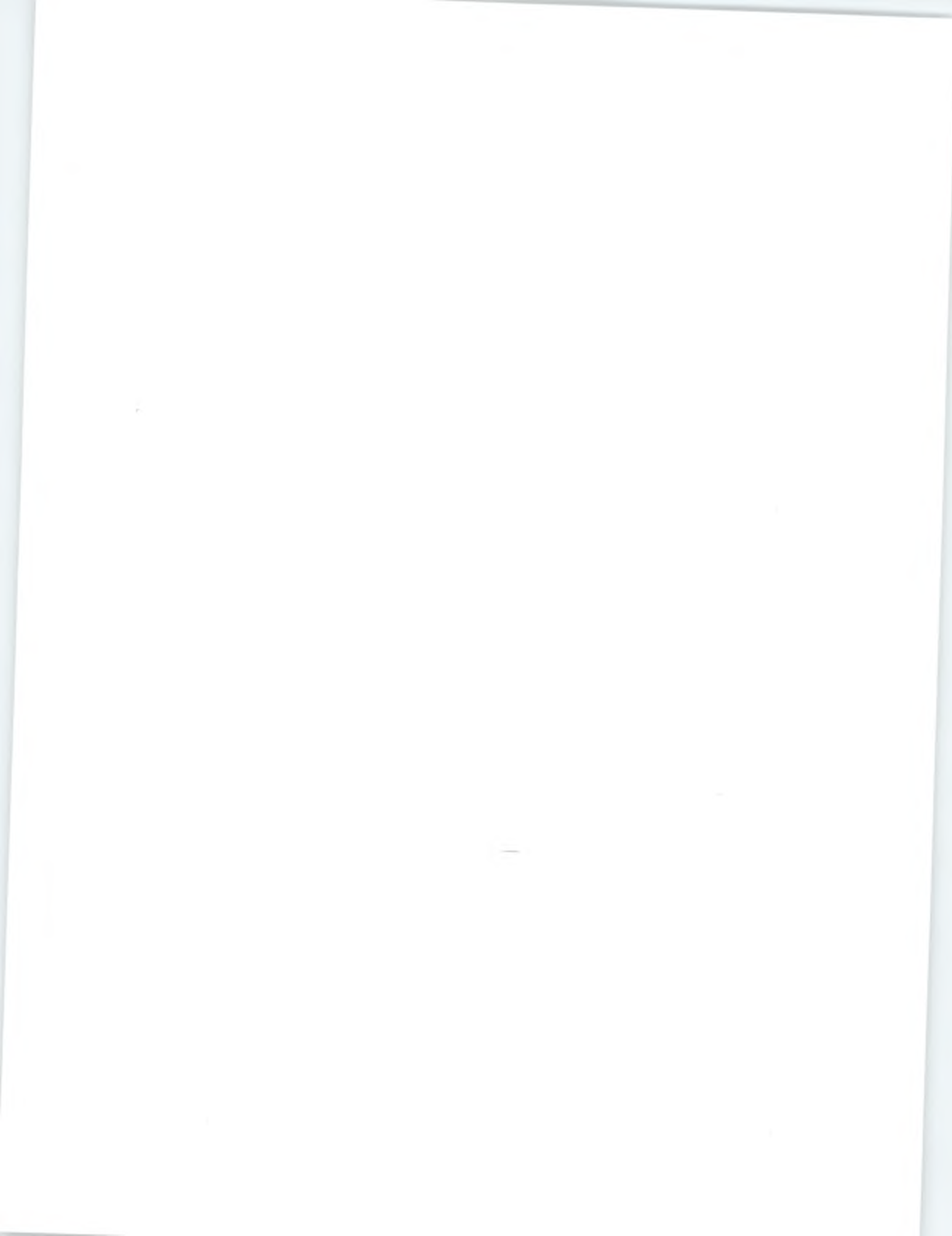
Le Volume III du budget de dépenses regroupe les plans annuels de gestion des dépenses de chaque portefeuille dévolu à un ministre, c'est-à-dire le ministère et les organismes budgétaires sous sa responsabilité. Bien que le dépôt du Volume III du budget de dépenses à l'Assemblée nationale incombe à la présidente du Conseil du trésor, la responsabilité de la préparation et de la mise en oeuvre des plans relève de chacun des ministres responsables.

Au début du Volume III, un tableau sommaire présente les dépenses de l'ensemble des portefeuilles pour les exercices financiers 2004-2005 et 2005-2006. Précédé de faits saillants, le plan annuel de gestion des dépenses de chaque portefeuille est présenté par la suite comme suit :

- La section « LA PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE MINISTÉRIEL » énonce la mission ou la raison d'être du ministère et des organismes composant un portefeuille. Cette section permet de faire ressortir la nature de l'organisation, sa clientèle, ses domaines d'activité et sa finalité.
- La section « LES CHOIX BUDGÉTAIRES » présente les choix effectués dans l'allocation des ressources et les actions envisagées pour atteindre les objectifs fixés.
- La section « LE PLAN BUDGÉTAIRE » explique l'évolution du budget de dépenses par programmes et les principales variations :
  - le budget de dépenses par programmes présente le budget 2005-2006 comparé à celui de 2004-2005, la variation entre ces deux exercices financiers, la dépense probable de 2004-2005 ainsi que l'effectif;
  - le budget d'investissements 2005-2006 est comparé avec celui de l'exercice financier 2004-2005 et comprend les supercatégories « Immobilisations » et « Prêts, placements et avances »;
  - un tableau présente les organismes budgétaires et les organismes autres que budgétaires relevant du ministre et leurs budgets pour les exercices financiers 2004-2005 et 2005-2006;
  - les fonds spéciaux sont présentés distinctement en fournissant, pour 2004-2005 et 2005-2006, la prévision de revenus et de dépenses, l'excédent ou le déficit prévu, le montant d'investissements prévu et, s'il y a lieu, l'effectif du fonds.

Pour l'Assemblée nationale et pour les personnes désignées par celle-ci, ces informations se retrouvent dans le Volume I du budget de dépenses.





## Table des matières

---

### Page

#### AVANT-PROPOS

#### PRÉFACE

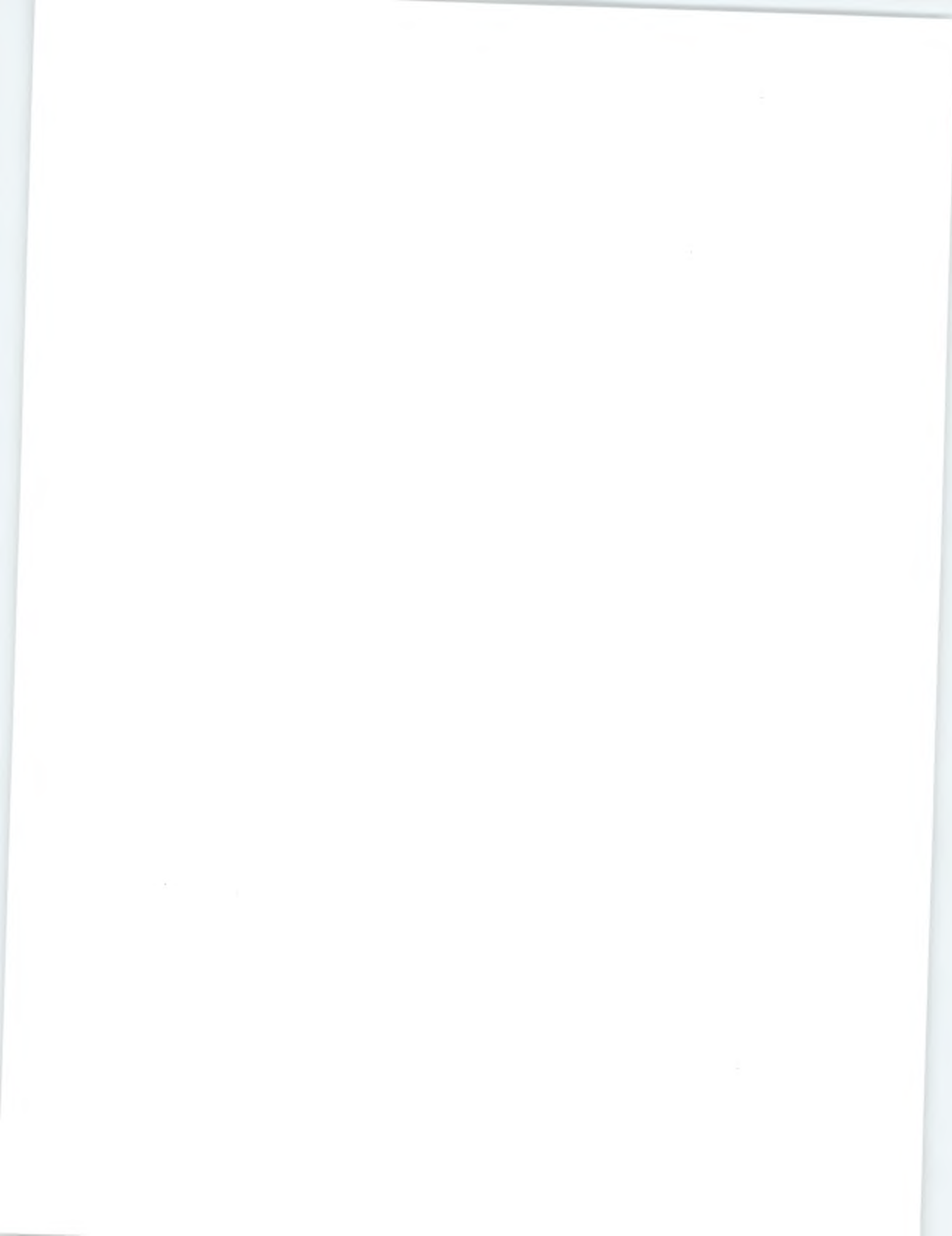
#### SOMMAIRE DES DÉPENSES

|                             |    |
|-----------------------------|----|
| Sommaire des dépenses ..... | 11 |
|-----------------------------|----|

#### LES PLANS ANNUELS DE GESTION DES DÉPENSES DES MINISTÈRES ET ORGANISMES

##### Portefeuilles ministériels

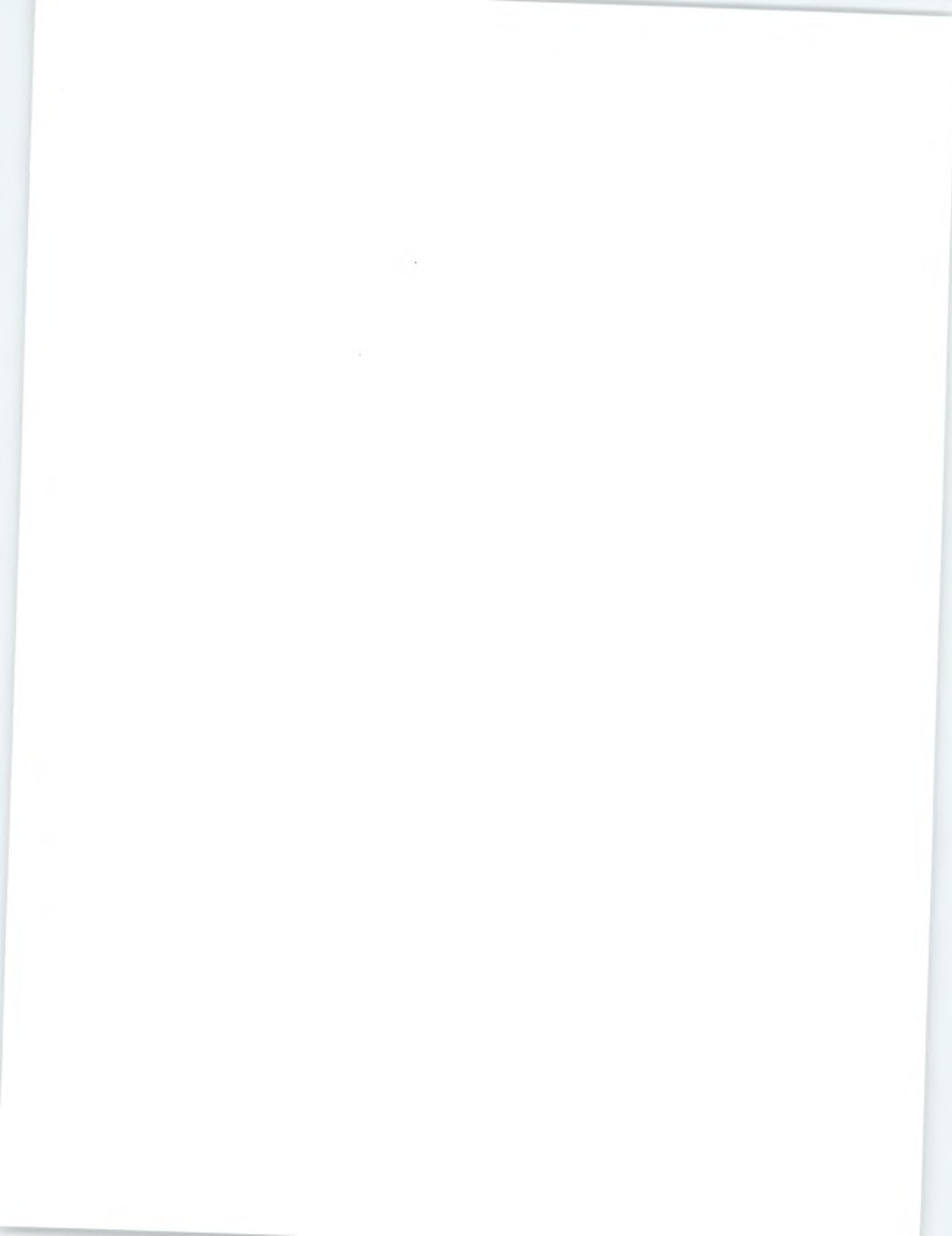
|                                                           |     |
|-----------------------------------------------------------|-----|
| Affaires municipales et Régions .....                     | 17  |
| Agriculture, Pêcheries et Alimentation .....              | 25  |
| Conseil du trésor et Administration gouvernementale ..... | 31  |
| Conseil exécutif .....                                    | 41  |
| Culture et Communications .....                           | 53  |
| Développement durable, Environnement et Parcs .....       | 65  |
| Développement économique, Innovation et Exportation ..... | 73  |
| Éducation, Loisir et Sport .....                          | 81  |
| Emploi et Solidarité sociale .....                        | 91  |
| Famille, Aînés et Condition féminine .....                | 101 |
| Finances .....                                            | 109 |
| Immigration et Communautés culturelles .....              | 119 |
| Justice .....                                             | 127 |
| Relations internationales .....                           | 135 |
| Ressources naturelles et Faune .....                      | 141 |
| Revenu .....                                              | 147 |
| Santé et Services sociaux .....                           | 157 |
| Sécurité publique .....                                   | 163 |
| Services gouvernementaux .....                            | 171 |
| Tourisme .....                                            | 179 |
| Transports .....                                          | 185 |
| Travail .....                                             | 197 |



## SOMMAIRE DES DÉPENSES

---





## SOMMAIRE DES DÉPENSES

Le sommaire des dépenses résume les informations budgétaires présentées dans les plans annuels de gestion des dépenses 2005-2006. Les plans annuels de l'Assemblée nationale et de l'ensemble des portefeuilles ministériels du gouvernement se retrouvent respectivement dans les Volumes I et III du Budget de dépenses.

Le tableau suivant compare, pour les exercices financiers 2005-2006 et 2004-2005, les budgets de dépenses de chaque portefeuille et montre leur variation. Ce tableau indique également la dépense probable de l'exercice financier 2004-2005.

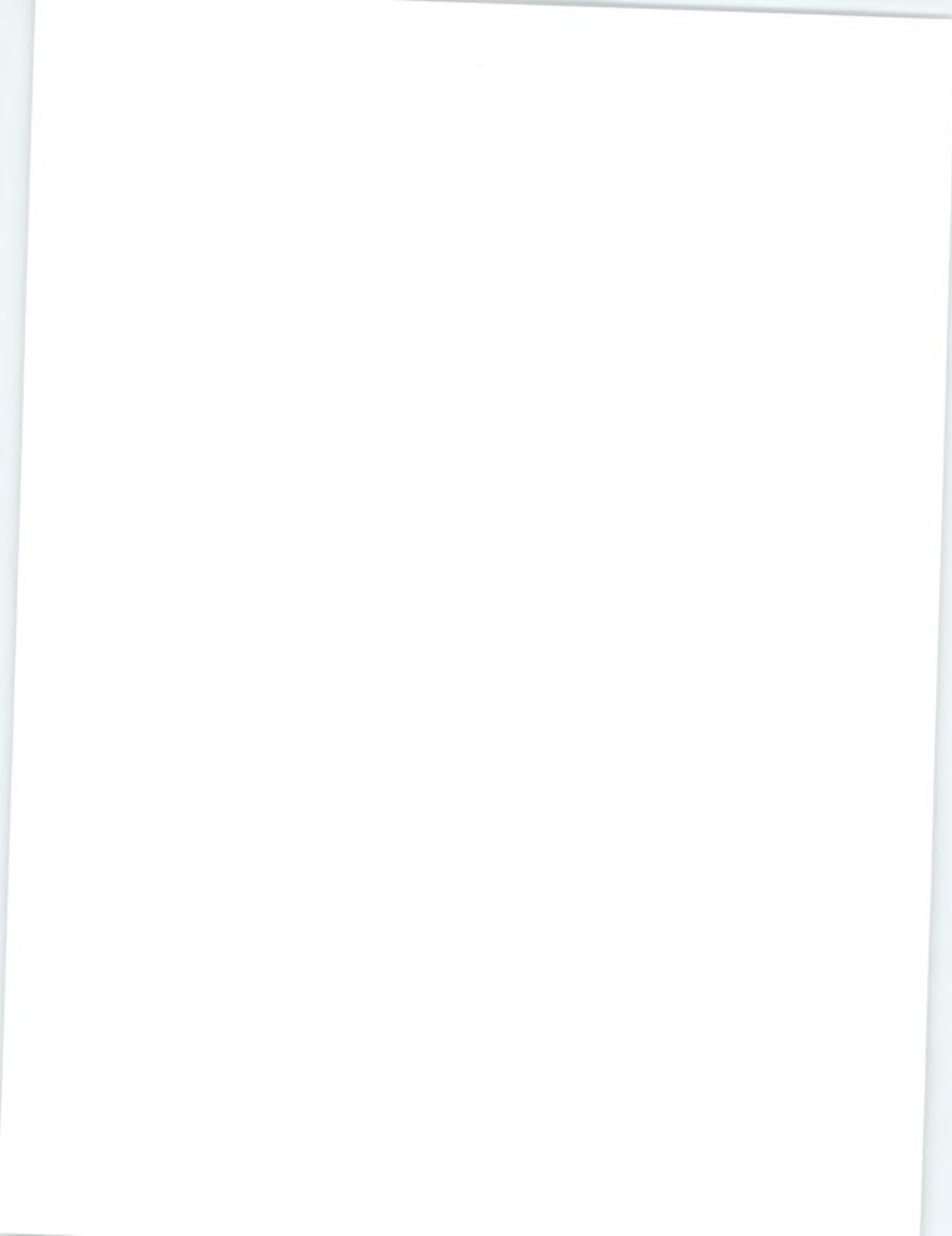
**SOMMAIRE DES DÉPENSES <sup>1</sup>**

|                                                            | 2005-2006           |                    | 2004-2005 <sup>2</sup> |                     |
|------------------------------------------------------------|---------------------|--------------------|------------------------|---------------------|
|                                                            | Budget de dépenses  | Variation          | Budget de dépenses     | Dépense probable    |
|                                                            | (1)                 | (2) = (1) - (3)    | (3)                    | (4)                 |
|                                                            | (000 \$)            | (000 \$)           | (000 \$)               | (000 \$)            |
| Assemblée nationale <sup>3</sup>                           | 94 822,4            | 557,7              | 94 264,7               | 94 264,7            |
| Personnes désignées par l'Assemblée nationale <sup>3</sup> | 55 797,4            | (1 874,4)          | 57 671,8               | 57 529,7            |
| Affaires municipales et Régions                            | 1 775 983,1         | 107 847,7          | 1 668 135,4            | 1 639 089,3         |
| Agriculture, Pêcheries et Alimentation                     | 653 052,5           | 5 997,5            | 647 055,0              | 660 126,2           |
| Conseil du trésor et Administration gouvernementale        | 807 971,2           | 285 128,9          | 522 842,3              | 435 158,8           |
| Conseil exécutif                                           | 250 752,2           | (18 723,8)         | 269 476,0              | 219 201,5           |
| Culture et Communications                                  | 535 880,5           | 1 118,9            | 534 761,6              | 521 504,6           |
| Développement durable, Environnement et Parcs              | 177 940,8           | (3 612,3)          | 181 553,1              | 183 050,2           |
| Développement économique, Innovation et Exportation        | 576 389,2           | (54 691,5)         | 631 080,7              | 582 355,9           |
| Éducation, Loisir et Sport                                 | 12 201 927,1        | 314 290,1          | 11 887 637,0           | 11 881 410,7        |
| Emploi et Solidarité sociale                               | 4 011 705,2         | (85 653,6)         | 4 097 358,8            | 4 083 195,9         |
| Famille, Aînés et Condition féminine                       | 1 634 402,2         | 122 787,3          | 1 511 614,9            | 1 500 086,2         |
| Finances <sup>4</sup>                                      | 213 725,2           | (4 964,5)          | 218 689,7              | 148 775,2           |
| Immigration et Communautés culturelles                     | 99 290,6            | (5 597,2)          | 104 887,8              | 106 955,4           |
| Justice                                                    | 612 486,4           | 17 878,8           | 594 607,6              | 633 218,7           |
| Relations internationales                                  | 99 564,7            | (986,1)            | 100 550,8              | 97 602,3            |
| Ressources naturelles et Faune                             | 390 943,0           | (5 050,4)          | 395 993,4              | 379 489,4           |
| Revenu                                                     | 602 603,0           | (17 015,4)         | 619 618,4              | 621 992,1           |
| Santé et Services sociaux                                  | 20 862 000,0        | 780 880,6          | 20 081 119,4           | 20 035 872,5        |
| Sécurité publique                                          | 906 326,3           | 11 761,2           | 894 565,1              | 940 433,4           |
| Services gouvernementaux                                   | 53 948,8            | 3 415,8            | 50 533,0               | 43 798,8            |
| Tourisme                                                   | 138 647,1           | 9 278,5            | 129 368,6              | 145 968,5           |
| Transports                                                 | 1 808 288,3         | 128 383,7          | 1 679 904,6            | 1 656 528,3         |
| Travail                                                    | 63 732,9            | (1 063,5)          | 64 796,4               | 74 581,7            |
| Crédits périmés escomptés                                  | (150 000,0)         | (150 000,0)        | -                      | -                   |
| Crédits non dépensés                                       | -                   | 295 896,1          | (295 896,1)            | -                   |
| Crédits reportés en 2006-2007                              | (71 180,1)          | (71 180,1)         | -                      | -                   |
| <b>DÉPENSES DE PROGRAMMES</b>                              | <b>48 407 000,0</b> | <b>1 664 810,0</b> | <b>46 742 190,0</b>    | <b>46 742 190,0</b> |
| <b>SERVICE DE LA DETTE</b>                                 | <b>6 995 000,0</b>  | <b>127 000,0</b>   | <b>6 868 000,0</b>     | <b>6 868 000,0</b>  |
| <b>DÉPENSES TOTALES</b>                                    | <b>55 402 000,0</b> | <b>1 791 810,0</b> | <b>53 610 190,0</b>    | <b>53 610 190,0</b> |

## Sommaire des dépenses - Références

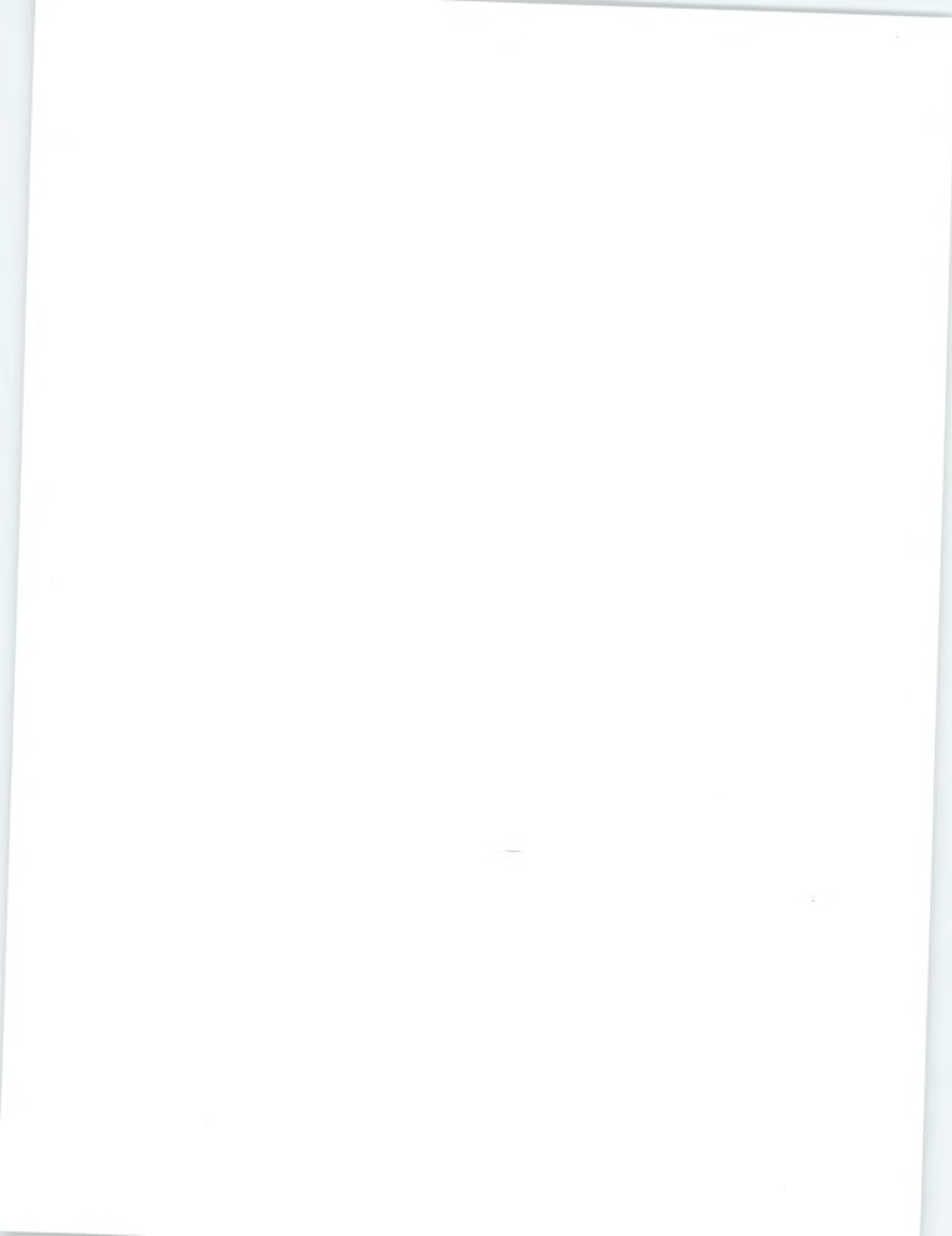
- <sup>1</sup> Les données portent uniquement sur le budget de dépenses et ne comprennent pas, par conséquent, les organismes autres que budgétaires et les fonds spéciaux. Elles excluent en outre les supercatégories « Immobilisations » et « Prêts, placements et avances » comprises dans le budget d'investissements apparaissant au Volume II du Budget de dépenses 2005-2006.
- <sup>2</sup> Les dépenses de programmes sont présentées selon la structure budgétaire 2005-2006. Elles incluent les changements intervenus dans la présentation des portefeuilles ainsi que les redressements aux portefeuilles « Emploi et Solidarité sociale » et « Familles, Aînés et Condition féminine » pour tenir compte des mesures d'aide financière qui sont comptabilisées en déduction des revenus budgétaires depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005.
- <sup>3</sup> Les informations portant sur les crédits, les dépenses et les plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées par cette dernière se retrouvent dans le Volume I.
- <sup>4</sup> Pour les fins de ce tableau, le service de la dette gouvernementale est exclu des dépenses du portefeuille « Finances ». Au Volume II du Budget de dépenses 2005-2006 et dans les plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes, les dépenses du portefeuille « Finances » incorporent le service de la dette.





## **PLANS ANNUELS DE GESTION DES DÉPENSES DES MINISTÈRES ET ORGANISMES**

---



## AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

---

### FAITS SAILLANTS

- Les principaux enjeux budgétaires qui caractériseront les activités dans l'ensemble du portefeuille pour le prochain exercice se présentent comme suit :
  - Soutenir financièrement les municipalités par le biais des différents programmes d'infrastructures, d'aqueduc et d'égout pour assurer le développement et le renouvellement des infrastructures municipales;
  - Supporter les engagements du gouvernement à l'égard de l'Entente financière et fiscale conclue avec le monde municipal en 2000;
  - Assurer le développement optimal de l'ensemble des régions du Québec par un soutien financier au Fonds de développement régional (FDR), aux pactes ruraux, aux projets structurants et stratégiques et aux territoires en difficulté;
  - Appuyer le développement économique, social et culturel de la région métropolitaine de Montréal par le financement de projets structurants;
  - Poursuivre les interventions gouvernementales visant à permettre aux ménages, principalement à faible revenu, d'avoir accès à un logement adéquat à prix abordable.



## 1. LA PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE MINISTÉRIEL

Le portefeuille de la ministre des Affaires municipales et des Régions comprend, en plus du Ministère, la Commission municipale du Québec (CMQ), la Société d'habitation du Québec (SHQ), la Régie du logement et la Société québécoise d'assainissement des eaux.

En tant que responsable de l'organisation municipale et du développement régional, le Ministère a la charge de conseiller le gouvernement et d'assurer la coordination interministérielle dans ces domaines. Sa mission consiste à favoriser en partenariat avec le monde municipal et les acteurs du développement régional :

- La mise en place et le maintien d'un cadre de vie et de services municipaux de qualité pour l'ensemble des citoyens et des citoyennes;
- Le développement des régions et des milieux ruraux;
- Le progrès et le rayonnement de la Métropole.

La CMQ a le mandat d'agir comme expert ou décideur en matière d'organisation territoriale, d'équipements à caractère supralocal, de fiscalité municipale, de tutelle, de tarification, d'enquête et d'adjudication, dans une perspective d'efficacité et d'efficience des administrations municipales.

La SHQ a comme mission de faciliter aux citoyens l'accès à des conditions adéquates de logement tenant compte de leur capacité financière, de la diversité de leurs besoins et de la conjoncture économique et sociodémographique, de promouvoir l'amélioration des conditions générales de l'habitat au Québec et de favoriser le développement et la reconnaissance du savoir-faire québécois en habitation.

En tant que tribunal spécialisé exerçant sa compétence en matière de bail résidentiel, la mission de la Régie du logement, quant à elle, consiste à décider des litiges dont elle est saisie dans le cadre d'une procédure simple et respectueuse des règles de justice naturelle, à informer les citoyens sur les droits et obligations découlant du bail afin d'éviter que des conflits ne se développent du seul fait de l'ignorance des dispositions de la loi et à favoriser la conciliation des relations entre propriétaires et locataires. La Régie du logement est également chargée de veiller, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements et dans ces cas, d'assurer la protection des droits des locataires.

## 2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES

Les choix budgétaires retenus dans l'ensemble du portefeuille visent à favoriser l'autonomie des municipalités et le développement de l'ensemble des régions du Québec. L'état des infrastructures municipales, le dynamisme et la compétitivité de la Métropole, de même que l'habitation demeureront également au cœur des préoccupations ministérielles.

Ainsi, des budgets importants seront consacrés au soutien financier des infrastructures municipales par le financement des divers programmes d'infrastructures, d'aqueduc et d'égout. Les municipalités bénéficieront de ressources majeures pour assurer la pérennité et le développement de leurs infrastructures.

Le Ministère continuera d'appuyer le développement économique et social de la région métropolitaine en y affectant des sommes significatives. Le gouvernement s'étant engagé à soutenir financièrement le déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal, des budgets importants y seront consacrés. Le soutien aux projets structurants se poursuivra.

Le gouvernement assurera les suites du pacte fiscal conclu avec le milieu municipal en 2000 par l'injection des sommes additionnelles prévues à l'entente, tout en poursuivant ses démarches pour la mise en place du prochain pacte avec les municipalités.

Le développement des régions du Québec est une priorité gouvernementale et le Ministère injectera les sommes prévues pour les conférences régionales des élus (CRE). La réalisation des pactes ruraux pourra bénéficier par ailleurs de sommes additionnelles.

Afin de permettre à un plus grand nombre de ménages à faible revenu d'avoir accès à un logement correspondant à leurs besoins, la SHQ soutiendra la réalisation de logements sociaux, communautaires et privés à loyer abordable en vertu des programmes AccèsLogis Québec et Logement abordable Québec.

Également, la SHQ continuera d'affecter une part significative de son budget pour assurer la pérennité du parc de logements sociaux destinés exclusivement aux ménages à faible revenu. Elle continuera d'appuyer financièrement plusieurs ménages à faible revenu afin d'alléger la part de leur revenu consacrée au logement. Notamment, des suppléments au loyer d'urgence accordés aux cours des dernières années, en raison de la pénurie de logements, ont été reconduits pendant une année supplémentaire.

La SHQ poursuivra ses interventions pour promouvoir l'amélioration de la qualité des logements. Grâce aux programmes Rénovation Québec et RénoVillage, elle appuiera la réalisation de travaux de rénovation résidentielle, tant en milieu urbain qu'en milieu rural.

### **3. LE PLAN BUDGÉTAIRE**

L'enveloppe budgétaire allouée au portefeuille « Affaires municipales et Régions » pour l'exercice 2005-2006 s'élève à 1 776 M\$, soit une croissance de 107,8 M\$ par rapport à l'exercice précédent. La croissance des budgets est due essentiellement aux sommes injectées dans le cadre du Programme d'assainissement des eaux du Québec et à celles reliées à l'Entente financière et fiscale conclue avec le monde municipal.



## LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

|                                                                            | 2005-2006                             |                                      | 2004-2005                             |                                     |
|----------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
|                                                                            | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(1) | Variation<br>(000 \$)<br>(2)=(1)-(3) | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(3) | Dépense probable<br>(000 \$)<br>(4) |
| 1. Promotion et développement de la Métropole                              | 77 668,7                              | 17 522,5                             | 60 146,2                              | 60 858,2                            |
| 2. Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain                   | 580 148,6                             | 77 714,7                             | 502 433,9                             | 479 710,0                           |
| 3. Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités | 681 737,5                             | 16 485,3                             | 665 252,2                             | 657 369,2                           |
| 4. Administration générale                                                 | 48 937,7                              | (1 409,5)                            | 50 347,2                              | 51 057,3                            |
| 5. Développement des régions et ruralité                                   | 52 800,4                              | 4 513,0                              | 48 287,4                              | 48 287,4                            |
| 6. Commission municipale du Québec                                         | 2 999,4                               | (87,2)                               | 3 086,6                               | 2 979,4                             |
| 7. Habitation                                                              | 317 520,1                             | (6 402,1)                            | 323 922,2                             | 324 378,6                           |
| 8. Régie du logement                                                       | 14 170,7                              | (489,0)                              | 14 659,7                              | 14 449,2                            |
| <b>Total</b>                                                               | <b>1 775 983,1</b>                    | <b>107 847,7</b>                     | <b>1 668 135,4</b>                    | <b>1 639 089,3</b>                  |
| <b>Effectif (ETC)<br/>(excluant les fonds spéciaux)</b>                    | <b>768</b>                            | <b>(7)</b>                           | <b>775</b>                            | <b>—</b>                            |

**Programme 1 : Promotion et développement de la Métropole**

Ce programme consiste à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la Métropole afin d'en favoriser le progrès, le dynamisme et le rayonnement. De plus, il vise à fournir un soutien financier d'appui à la réalisation d'initiatives ayant comme objectifs le développement et la promotion de la Métropole tout en agissant comme catalyseur et rassembleur pour la promotion de ses intérêts. Il facilite la concertation entre de nombreux partenaires métropolitains, tant du secteur privé que public, notamment en matière d'aménagement du territoire, veille à la cohérence des actions gouvernementales sur ce territoire et assume la responsabilité de la politique gouvernementale en matière de gouvernance locale et régionale.

L'enveloppe budgétaire de ce programme connaît une croissance de 17,5 M\$ attribuable essentiellement aux sommes affectées au déficit des régimes de retraite des employés de la Ville de Montréal, de même qu'à la croissance des besoins budgétaires nécessaires au remboursement des emprunts de la Société de gestion Marie-Victorin.

## **Programme 2 : Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain**

Ce programme procure le financement requis pour faciliter la construction de réseaux d'aqueduc et d'égout ainsi que l'assainissement des eaux usées des municipalités dans toutes les régions du Québec. Il permet d'apporter un soutien financier à la réfection d'infrastructures des municipalités, des communautés métropolitaines de même qu'en milieu nordique, particulièrement par les programmes d'Infrastructures et de Renouveau urbain et villageois.

Le budget de dépenses alloué aux infrastructures municipales présente une augmentation nette de 77,7 M\$. Cette augmentation est principalement attribuable aux sommes requises pour permettre le respect des engagements gouvernementaux en matière d'assainissement des eaux.

## **Programme 3 : Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités**

Par ce programme, le gouvernement alloue aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles du gouvernement, des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que des gouvernements étrangers. Il permet également de soutenir le regroupement volontaire de municipalités et d'accorder une aide financière au milieu municipal et aux villages nordiques. Il soutient les municipalités régionales de comté, notamment pour l'aménagement du territoire. Ce programme englobe également les mesures financières du pacte fiscal, entente conclue avec le monde municipal.

Les sommes qui y sont allouées font état d'une croissance nette de 16,5 M\$, attribuable aux sommes additionnelles prévues à l'Entente financière et fiscale conclue avec le monde municipal en 2000 à l'égard de la mesure « Hausse des compensations tenant lieu de taxes ».

## **Programme 4 : Administration générale**

Ce programme alloue à la direction du Ministère et à l'ensemble de ses unités administratives les ressources nécessaires à son fonctionnement, notamment la gestion des différents programmes et l'élaboration des politiques. En outre, il permet d'assurer une représentation au sein des diverses régions du Québec dans la mise en œuvre des orientations et des politiques ministérielles et gouvernementales touchant le milieu municipal et le développement de l'ensemble des régions du Québec.

Le budget de dépenses de ce programme fait état d'une réduction de 1,4 M\$ attribuable, entre autres, aux resserrements apportés aux budgets de rémunération et de fonctionnement.

## **Programme 5 : Développement des régions et ruralité**

Ce programme offre un soutien financier au développement local et régional. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement régional et de celles sur la ruralité.

Les budgets de ce programme sont en hausse de 4,5 M\$ par rapport au budget de l'exercice précédent. Une somme additionnelle de 2,5 M\$ est allouée au Fonds de développement régional pour financer l'ensemble des conférences régionales des élus établies sur le territoire québécois. Enfin, des budgets supplémentaires de 2 M\$ sont ajoutés pour le financement des pactes ruraux.



### Programme 6 : Commission municipale du Québec

Ce programme permet d'intervenir auprès des municipalités en matière d'organisation territoriale, de régulation technique, d'enquête, de tutelle, d'adjudication et de reconnaissance aux fins d'exemption de taxe. La diminution des budgets de l'organisme s'explique par une réduction du budget de fonctionnement.

### Programme 7 : Habitation

Ce programme vise à faciliter, aux citoyens du Québec, l'accès à des conditions adéquates de logement tenant compte de leur capacité financière, de la diversité de leurs besoins et de la conjoncture économique et sociodémographique, à promouvoir l'amélioration des conditions générales de l'habitat au Québec et à favoriser le développement et la reconnaissance du savoir-faire québécois en habitation. Le programme inclut les subventions à accorder à la SHQ et à Immobilière SHQ. Ces organismes bénéficient, en sus, d'autres fonds dont ils disposent pour le financement de leurs activités.

Le budget de dépenses de ce programme diminue de 6,4 M\$. Cette réduction est compensée par des revenus additionnels escomptés par la SHQ. Par ailleurs, des budgets plus élevés sont prévus pour la réalisation ou la rénovation de logements dans le cadre des programmes AccèsLogis Québec, Logement abordable Québec, Rénovation Québec et RénoVillage.

### Programme 8 : Régie du logement

Par ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

Le budget de ce programme subit une diminution qui est attribuable aux différentes mesures de réduction des dépenses de fonctionnement.

#### LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

|                              | 2005-2006<br>(000 \$) | 2004-2005<br>(000 \$) |
|------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations              | 6 945,0               | 4 460,6               |
| Prêts, placements et avances | 10 581,5              | 8 394,1               |

Les crédits prévus aux immobilisations réfèrent aux développements requis pour le soutien des opérations courantes de même qu'au renouvellement des équipements informatiques, à la prestation électronique de services et à l'infrastructure municipale. Quant aux prêts, placements et avances, ils concernent les sommes prévues pour le financement temporaire des comités de transition formés conformément à la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (2003, c. 14).

**ORGANISMES BUDGÉTAIRES ET ORGANISME AUTRE QUE BUDGÉTAIRE**

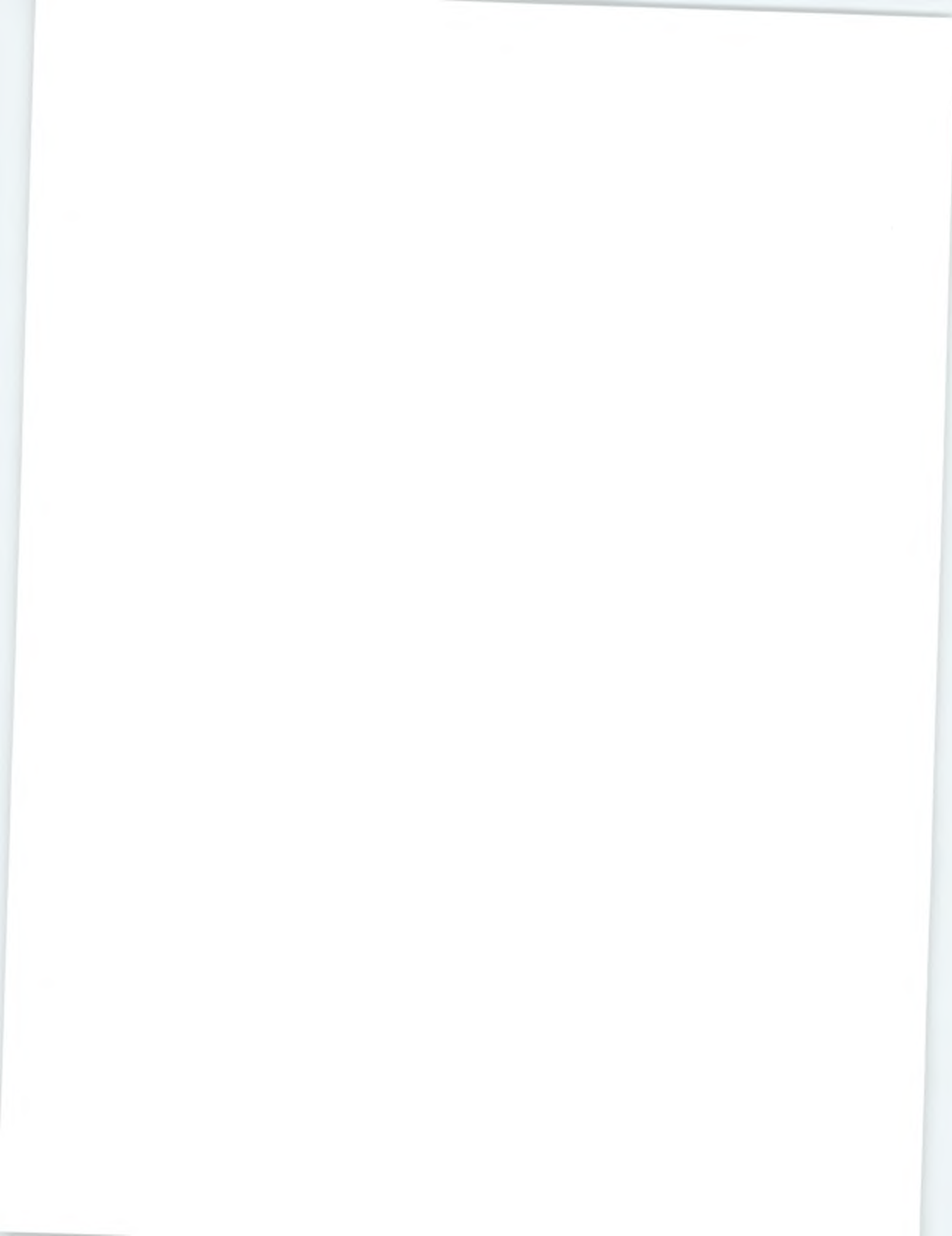
|                                             | <b>2005-2006</b>         | <b>2004-2005</b>         |
|---------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
|                                             | Budget<br>de l'organisme | Budget<br>de l'organisme |
|                                             | (000 \$)                 | (000 \$)                 |
| <b>Organismes budgétaires</b>               |                          |                          |
| Commission municipale du Québec             | 2 999,4                  | 3 086,6                  |
| Régie du logement                           | 14 170,7                 | 14 659,7                 |
| <b>Organisme autre que budgétaire</b>       |                          |                          |
| Société d'habitation du Québec <sup>1</sup> | 634 373,4                | 636 929,6                |

<sup>1</sup> La date de fin de l'exercice financier de la Société d'habitation du Québec est différente du 31 mars. Les données du Volume III ont été ajustées selon l'exercice financier du gouvernement. Les résultats financiers indiqués au Volume IV sont présentés selon l'exercice financier de l'organisme (31 décembre). Ainsi, les prévisions de revenus pour l'exercice 2005-2006 de l'organisme sont de 627,6 M\$.

**LES FONDS SPÉCIAUX****FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL**

|                           | <b>Prévisions<br/>2005-2006</b> | <b>Probables<br/>2004-2005</b> |
|---------------------------|---------------------------------|--------------------------------|
|                           | (000 \$)                        | (000 \$)                       |
| Revenus                   | 36 812,1                        | 46 104,4                       |
| Dépenses                  | 36 812,1                        | 46 104,4                       |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>0,0</b>                      | <b>0,0</b>                     |
| Investissements           | —                               | —                              |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>—</b>                        | <b>—</b>                       |

Le Fonds de développement régional (FDR) permet de financer les dépenses de fonctionnement des conférences régionales des élus (CRE) ainsi que les ententes spécifiques et les autres activités priorisées par la région. Le FDR est constitué des sommes résiduelles qui n'ont pas été versées ou engagées par les CRE et de l'enveloppe 2005-2006 de 30,5 M\$, soit 29 M\$ au Ministère et 1,5 M\$ au ministère des Transports.





## AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

---

### **FAITS SAILLANTS**

- ❑ Augmentation de 6 M\$ du budget de dépenses du portefeuille ministériel pour l'exercice financier 2005-2006 par rapport à l'exercice financier 2004-2005 soit une hausse de 1 %.
- ❑ Maintien de l'enveloppe de 305 M\$ allouée aux mesures de gestion des risques agricoles, et ce, en vertu des termes prévus à la convention liant la Financière agricole du Québec (FADQ) et le gouvernement du Québec.
- ❑ Croissance de 11,3 M\$ du budget affecté au Programme de remboursement des taxes foncières et des compensations aux exploitations agricoles afin de donner suite aux engagements du gouvernement.
- ❑ Augmentation de 3,5 M\$ du budget destiné à aider les entreprises agricoles à relever les défis de la protection de l'environnement et de la cohabitation harmonieuse sur le territoire.
- ❑ Réduction de 8,9 M\$ des autres dépenses du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation résultant principalement d'une diminution de l'effectif et du resserrement des dépenses de fonctionnement.



## 1. LA PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE MINISTÉRIEL

Le Ministère a pour mission d'influencer et soutenir l'essor de l'industrie bioalimentaire québécoise dans une perspective de développement durable.

Les interventions du Ministère viennent appuyer les missions essentielles de l'État, que ce soit :

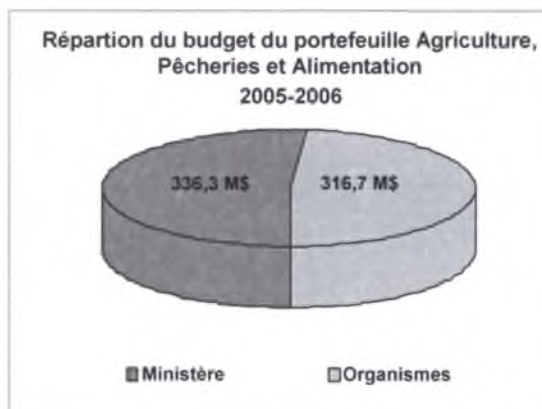
- Sous l'angle de la prospérité comme acteur clé dans le développement d'un secteur économique présent dans toutes les régions;
- Sous l'angle de la santé par le contrôle de la sécurité des aliments et de la santé animale et la protection de l'environnement;
- Sous l'angle du savoir par la formation offerte dans les campus de l'Institut de technologie agroalimentaire et par le soutien à la recherche, au développement et au transfert technologique;
- Sous l'angle de l'identité québécoise par la mise en valeur du savoir-faire alimentaire et de l'occupation du territoire.

Le Ministère assure la conception et l'application des politiques et programmes nécessaires au développement du secteur agricole et agroalimentaire ainsi que de celui des pêches et de l'aquaculture commerciales. Ses attributions touchent les domaines de la production, de la transformation, de la distribution, de la commercialisation et de la consommation des produits bioalimentaires. Pour réaliser l'ensemble de ses mandats, le Ministère s'appuie sur les directions générales des Affaires régionales (incluant l'Institut de technologie agroalimentaire), de l'Agroenvironnement, de l'Alimentation (incluant le Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale), des Affaires économiques, scientifiques et technologiques, de la Transformation alimentaire (Transformation Alimentaire Québec), des Pêches et de l'Aquaculture commerciales et des Services à la gestion.

Par ailleurs, trois organismes relèvent directement du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Ils ont chacun des rôles bien précis dans l'application des divers instruments de la politique agricole et agroalimentaire québécoise ainsi que celle touchant le secteur des pêches et de l'aquaculture. Ces organismes sont la FADQ, la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec et la Commission de protection du territoire agricole du Québec. À ces derniers, s'ajoutent le Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec et le Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers.

## 2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES

Le budget du portefeuille ministériel se répartit entre le Ministère et les organismes en parts sensiblement égales comme en témoigne la figure ci-contre. Pour ce qui est des organismes, la majeure partie du budget, soit 305 M\$, est consacrée à la FADQ, responsable de l'administration des programmes de gestion des risques financiers aux entreprises agricoles. Ce budget est maintenu en vertu des termes prévus à la convention en cours.





En ce qui a trait au budget du Ministère, les ressources consacrées au Programme de remboursement des taxes foncières et des compensations aux exploitations agricoles sont augmentées de 11,3 M\$, pour atteindre un total de 95,5 M\$, afin de prendre en compte les décisions prises au regard de la bonification du programme et la croissance inhérente de ses coûts.

Par ailleurs, les autres choix budgétaires du Ministère concernent en priorité trois orientations touchant le développement économique et régional du secteur bioalimentaire, l'agroenvironnement et la sécurité des aliments. Ces choix sont orientés vers la valorisation de l'agriculture, de l'agroalimentaire, des pêches et de l'aquaculture et s'inscrivent dans la vision de développer une industrie prospère et variée, tournée vers la valeur ajoutée, produisant des aliments sains, dans le respect de l'environnement et en appui au développement du Québec et de chacune des régions.

**Orientation 1 :** Appuyer le développement économique du bioalimentaire en partenariat avec l'industrie et les acteurs gouvernementaux et régionaux

Le secteur bioalimentaire traverse actuellement une période difficile engendrée à la fois par une conjoncture défavorable (crise liée à l'encéphalopathie spongiforme bovine, baisse des prix des produits agricoles, baisse des revenus nets...) à laquelle s'ajoute une problématique davantage structurelle liée à la mutation de l'environnement d'affaires (libéralisation du commerce, resserrement des conditions de marché, taux d'endettement élevé...). Les interventions ministérielles doivent s'adresser prioritairement aux facteurs qui améliorent la compétitivité des entreprises. De plus, le secteur offre des opportunités de création de richesse pour assurer la vitalité économique de plusieurs régions, que ce soit pour la création de valeur ajoutée à partir de produits distinctifs, le développement de la transformation alimentaire en région et la diversification de l'agriculture et des pêches en fonction de créneaux de marché porteur. Les interventions gouvernementales doivent aussi être en mesure d'appuyer les initiatives prometteuses du milieu. Dans ce contexte, les actions envisagées sur lesquelles le Ministère entend concentrer ses efforts sont les suivantes :

- Amélioration de l'accès à des services-conseils agricoles spécialisés et répondant aux particularités régionales;
- Consolidation des partenariats en matière de recherche et développement, ainsi que de transfert technologique;
- Poursuite des efforts dans le domaine de la formation agricole par l'intermédiaire de l'Institut de technologie agroalimentaire;
- Appui à l'établissement de la relève agricole;
- Mise en opération de Transformation alimentaire Québec et de son plan d'action qui prévoit, notamment, le développement des produits de niche et du terroir;
- Poursuite de l'appui à la diversification et à la valeur ajoutée dans le secteur des pêches, incluant le développement de l'aquaculture.

**Orientation 2 :** Aider les producteurs agricoles et aquacoles à relever les défis de la protection de l'environnement et de la cohabitation harmonieuse sur le territoire

Depuis quelques années, une prise de conscience accrue de la population québécoise se manifeste à l'égard des questions environnementales et du développement durable. Le Ministère a fait de la protection de l'environnement une priorité d'action, tout comme les entreprises du secteur d'ailleurs. Cette orientation doit cependant être considérée dans une perspective de développement durable permettant d'assurer la viabilité des entreprises. Le Ministère poursuit ses interventions en mettant l'accent sur les actions envisagées suivantes :

- Mise en œuvre de la stratégie agroenvironnementale du Ministère, incluant la poursuite des efforts financiers dans le cadre du programme Prime-Vert;
- Mise en œuvre de la stratégie de développement durable de l'aquaculture en eau douce par la dotation budgétaire du programme Aquableu, qui vise à réduire les rejets de phosphore des piscicultures.

**Orientation 3 :** Répondre aux besoins nouveaux en sécurité des aliments et de santé animale par l'amélioration des outils de gestion des risques

Offrir des aliments sains aux consommateurs fait partie des défis incontournables que l'industrie bioalimentaire doit relever. Les consommateurs ont toujours accordé une grande importance à la qualité et à la sécurité des aliments et cette sensibilité s'est accrue au cours des dernières années à la suite des épisodes de maladies animales ou de contamination alimentaire majeure survenus dans le monde. L'apparition de la maladie de la vache folle au Canada tout comme celle de la grippe aviaire, en sus des contaminations récurrentes à la bactérie *E. coli*, ont montré que le Canada et le Québec n'étaient pas exempts de tels risques. Pour prévenir les crises, en contrôler l'étendue et maintenir la confiance des consommateurs, le Ministère poursuit ses travaux en vue d'améliorer ses outils de gestion pour intervenir rapidement de concert avec les autorités canadiennes concernées. Les actions envisagées qui s'inscrivent sous cette orientation sont :

- Poursuite de l'implantation de la traçabilité des aliments;
- Amélioration des outils de gestion des risques en santé animale, dont la poursuite des efforts au plan de l'épidémiosurveillance.

Enfin, la diminution de l'effectif et le resserrement des dépenses de fonctionnement entraîneront un redéploiement des ressources. L'action du Ministère sera ainsi recentrée en privilégiant les fonctions formation, information et conseil stratégiques, tout en consolidant ses partenariats en recherche et transfert technologique avec les intervenants du milieu.



### 3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

#### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

|                                                                                     | 2005-2006                             |                                      | 2004-2005                             |                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
|                                                                                     | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(1) | Variation<br>(000 \$)<br>(2)=(1)-(3) | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(3) | Dépense probable<br>(000 \$)<br>(4) |
| 1. Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments | 336 316,7                             | 5 896,8                              | 330 419,9                             | 343 188,7                           |
| 2. Organismes d'État                                                                | 316 735,8                             | 100,7                                | 316 635,1                             | 316 937,5                           |
| <b>Total</b>                                                                        | <b>653 052,5</b>                      | <b>5 997,5</b>                       | <b>647 055,0</b>                      | <b>660 126,2</b>                    |
| <b>Effectif (ETC)<br/>(excluant les fonds spéciaux)</b>                             | <b>2 155</b>                          | <b>(33)</b>                          | <b>2 188</b>                          | <b>—</b>                            |

En 2005-2006, le budget de dépenses du portefeuille ministériel sera de 653,1 M\$ en hausse de 6 M\$ par rapport à l'exercice financier 2004-2005.

#### Programme 1 : Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments

Ce programme vise à développer le potentiel et améliorer les performances technologiques reliées à la production, à la transformation et à la conservation des produits bioalimentaires tout en respectant l'environnement. Il vise également à former des personnes compétentes en agroalimentaire.

La hausse de 5,9 M\$ s'explique principalement par une augmentation de 11,3 M\$ du budget de dépenses du programme de remboursement de taxes foncières et de compensation aux exploitations agricoles, afin de donner suite aux engagements du gouvernement et par une hausse de 3,5 M\$ du budget du programme Prime-Vert. Par ailleurs, les autres dépenses du Ministère diminuent de 8,9 M\$, principalement au chapitre de la rémunération et du fonctionnement.

#### Programme 2 : Organismes d'État

Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat, à compenser les pertes de rendement dans les récoltes et à garantir un revenu annuel aux producteurs agricoles selon certaines modalités. Il vise aussi à favoriser la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et à préserver la vocation des sols arables.

Les crédits de ce programme se composent principalement d'une subvention de 305 M\$ à la FADQ. Cette aide résulte d'une convention conclue avec cet organisme et par laquelle le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation s'engage à verser, pour et à l'acquis de la FADQ, une somme totale de 2 135 M\$ sur une période de sept ans débutant en 2001-2002. Ces sommes constituent « l'enveloppe budgétaire prédéterminée » consentie par le gouvernement du Québec à cet organisme.



**LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS**

|                              | <b>2005-2006</b><br>(000 \$) | <b>2004-2005</b><br>(000 \$) |
|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| Immobilisations              | <b>18 564,4</b>              | 20 718,4                     |
| Prêts, placements et avances | <b>500,0</b>                 | 500,0                        |

En 2005-2006, le Ministère disposera d'un budget de 18,6 M\$ en baisse de 2,2 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Le Ministère poursuit la mise à niveau de ses actifs, notamment la modernisation des complexes serricoles de l'Institut de technologie agroalimentaire et la construction d'un Centre de service administratif comprenant une station de recherche aux Îles-de-la-Madeleine.

**ORGANISMES BUDGÉTAIRES ET ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES**

|                                                                        | <b>2005-2006</b>         | <b>2004-2005</b>         |
|------------------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
|                                                                        | Budget<br>de l'organisme | Budget<br>de l'organisme |
|                                                                        | (000 \$)                 | (000 \$)                 |
| <b>Organismes budgétaires</b>                                          |                          |                          |
| Commission de protection du territoire agricole<br>du Québec           | <b>8 756,8</b>           | 8 612,2                  |
| Régie des marchés agricoles et alimentaires du<br>Québec               | <b>3 566,5</b>           | 3 516,5                  |
| <b>Organismes autres que budgétaires</b>                               |                          |                          |
| Bureau d'accréditation des pêcheurs et des<br>aides-pêcheurs du Québec | <b>210,0</b>             | 200,0                    |
| Financière agricole du Québec                                          | <b>643 301,0</b>         | 701 771,0                |
| Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers                        | <b>15 648,2</b>          | 15 748,9                 |

En plus de la subvention du gouvernement du Québec, le budget de la FADQ comprend les contributions des producteurs agricoles et du gouvernement fédéral.

## CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

---

### **FAITS SAILLANTS**

- Pour la prochaine année, les efforts du Secrétariat du Conseil du trésor seront orientés sur la révision du cadre de gestion des ressources humaines, budgétaires, matérielles et informationnelles, la poursuite de la mise en œuvre du Plan de modernisation et les négociations dans le secteur public.
- Le Secrétariat vise également à accroître sa capacité organisationnelle par la modernisation de ses façons de faire. Ainsi, il prévoit se doter d'une planification de la main-d'œuvre et revoir ses systèmes d'information de gestion.

## **1. LA PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE MINISTÉRIEL**

Le portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale » regroupe, pour les fins du présent document, les activités du Secrétariat et celles de la Commission de la fonction publique. Chacune de ces deux organisations est présentée distinctement, à l'exception du plan budgétaire qui intègre les deux organisations, conformément à la structure budgétaire approuvée par le Conseil du trésor pour 2005-2006.

### **LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

Le Secrétariat assiste le Conseil du trésor et sa présidente dans leurs fonctions de gouverne. Il les conseille en matière de gestion des ressources et de modernisation de l'État. En ce qui concerne son rôle d'organisme central, le Secrétariat donne des orientations aux ministères et aux organismes en matière de gestion des ressources humaines, budgétaires, matérielles et informationnelles. Le Secrétariat soutient le Conseil du trésor et sa présidente en vue de :

- Préparer annuellement un projet de prévision de dépenses des ministères et des organismes avant le début de chaque exercice financier;
- Prendre des décisions appropriées sur la gestion des ressources et l'organisation administrative de l'État;
- Assister le gouvernement dans son rôle d'employeur du personnel de la fonction publique, de régulateur et de coordonnateur de négociations dans les secteurs public et parapublic;
- Faire des recommandations au gouvernement sur les demandes et les projets présentés par les ministères et les organismes.

Le Secrétariat offre également certains services aux citoyens et aux entreprises. Ainsi, il fournit de l'information concernant les concours de recrutement, les façons de faire affaire avec le gouvernement et les politiques gouvernementales de gestion.

### **LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE**

La Commission de la fonction publique a pour mission de contribuer, au nom de l'Assemblée nationale du Québec, à garantir l'égalité d'accès de tous les citoyens à la fonction publique, la compétence des personnes recrutées et promues de même que l'impartialité et l'équité des décisions prises en matière de gestion des ressources humaines et cela en agissant à titre de tribunal administratif et de vérificateur.

L'exercice de la mission de la Commission contribue à préserver les principes fondamentaux de neutralité et d'égalité d'accès, notamment en ce qui a trait à la contribution optimale des diverses composantes de la société québécoise, ainsi qu'à maintenir des comportements éthiques dans la gestion des ressources humaines. En effet, par son action, la Commission s'assure que les décisions prises par les gestionnaires en matière de gestion des ressources humaines s'appuient non seulement sur la loi, mais encore qu'elles valorisent les comportements éthiques des employés ou des gestionnaires dans l'exercice de leurs fonctions.



## 2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES

### LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

Pour l'exercice 2005-2006, les priorités du Secrétariat sont le soutien à la présidente du Conseil du trésor dans la réalisation du mandat de modernisation de l'État, la gestion du budget de dépenses, la gestion de la main-d'œuvre, les négociations dans le secteur public ainsi que l'optimisation des relations entre l'État et le secteur privé.

Le Secrétariat a ainsi procédé à des choix budgétaires en fonction des priorités gouvernementales. Pour l'exercice 2005-2006, le Secrétariat a privilégié en ses choix budgétaires le Plan gouvernemental de gestion des ressources humaines. Ce plan comprend une série d'initiatives visant, notamment à favoriser la mobilité de la main-d'œuvre et en assurer la représentativité.

Les détails des variations des diverses composantes du budget du Secrétariat sont présentés à la section portant sur le plan budgétaire.

**Orientation 1 :** Assurer une gestion rigoureuse des dépenses et des effectifs

#### Actions envisagées :

- Veiller au respect des enveloppes budgétaires allouées aux ministères et aux organismes;
- Assurer le suivi du plan de réduction de la taille de l'État;
- Élaborer, en consultation avec les ministères concernés, un nouveau cadre de gestion des subventions intégrant, notamment, une évaluation régulière de tous les programmes de transferts.

**Orientation 2 :** Assurer l'implantation du plan de gestion des ressources humaines

#### Actions envisagées :

- Développer et mettre en place une planification de la main-d'œuvre et une stratégie favorisant le développement des compétences;
- Développer et mettre en place une stratégie de préparation de la relève;
- Mettre en place une démarche d'implantation d'une culture de reconnaissance;
- Proposer l'actualisation du cadre législatif et de la stratégie de mise en œuvre.

**Orientation 3 :** Moderniser le cadre de relations entre l'État et le secteur privé

#### Action envisagée :

- Revoir, en concertation avec ses partenaires dans ce domaine, les règles du jeu établies avec l'entreprise privée afin de les uniformiser et de les simplifier.



**Orientation 4 :** Réviser les structures en vue de les simplifier et de les recentrer

**Action envisagée :**

- Examiner les organismes publics ciblés et recommander, s'il y a lieu, la pertinence de les maintenir ou non en place.

**Orientation 5 :** Faire évoluer le cadre de gestion axé sur les résultats

**Action envisagée :**

- Faire rapport au gouvernement sur la mise en oeuvre de la Loi sur l'administration publique et sur l'opportunité, le cas échéant, de la modifier.

**Orientation 6 :** Revoir les façons de faire afin de répondre aux priorités gouvernementales.

**Actions envisagées :**

- Doter le Secrétariat d'une planification de la main-d'œuvre permettant de redéployer ses employés là où sont les nouveaux besoins tout en assurant le renouvellement et la représentativité de sa main-d'œuvre;
- Revoir les façons de faire en vue de simplifier les processus d'affaires, notamment dans les domaines des ressources financières et matérielles.

**LA COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE**

La Commission de la fonction publique consacre prioritairement ses ressources à la qualité du service à la clientèle et sur l'évaluation de l'impact des changements au cadre de gestion par rapport aux principes fondamentaux de gestion des ressources humaines.

La rémunération représente 86 % des prévisions de dépenses de la Commission et près de 90 % de ses ressources humaines se consacrent à la réalisation des opérations. En effet, la Commission maintient d'année en année son choix de consacrer le moins possible de ressources à sa gestion, tout en maintenant un degré d'autonomie compatible avec ses responsabilités particulières de tribunal administratif et d'organisme de surveillance.

### 3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

#### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

|                                                         | 2005-2006                             |                                      | 2004-2005                             |                                     |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
|                                                         | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(1) | Variation<br>(000 \$)<br>(2)=(1)-(3) | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(3) | Dépense probable<br>(000 \$)<br>(4) |
| 1. Secrétariat du Conseil du trésor                     | 119 215,2                             | 2 726,4                              | 116 488,8                             | 127 934,2                           |
| 2. Commission de la fonction publique                   | 3 376,2                               | (23,9)                               | 3 400,1                               | 3 304,9                             |
| 3. Régimes de retraite et d'assurances                  | 304 377,9                             | 458,2                                | 303 919,7                             | 303 919,7                           |
| 4. Fonds de suppléance                                  | 381 001,9                             | 281 968,2                            | 99 033,7                              | —                                   |
| <b>Total</b>                                            | <b>807 971,2</b>                      | <b>285 128,9</b>                     | <b>522 842,3</b>                      | <b>435 158,8</b>                    |
| <b>Effectif (ETC)<br/>(excluant les fonds spéciaux)</b> | <b>661</b>                            | <b>(15)</b>                          | <b>676</b>                            | <b>—</b>                            |

Note : Le programme Fonds de suppléance comporte une provision qui permet des virements à d'autres programmes du gouvernement où la dépense probable est augmentée d'autant. À ce programme, la dépense probable est diminuée en raison de tels virements.

#### Programme 1 : Secrétariat du Conseil du trésor

Ce programme regroupe les dépenses visant à soutenir le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement sur la gestion des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles de la fonction publique québécoise. On y retrouve également les dépenses liées aux fonctions gouvernementales exercées par le Secrétariat en matière de dotation et de recrutement. Ce programme pourvoit aussi au financement des programmes de reconstruction des régions sinistrées à la suite du verglas de janvier 1998 et des pluies diluviennes survenues en juillet 1996, ainsi qu'à des contributions du gouvernement à titre d'employeur. Ce programme inclut aussi une provision pour transférer, entre programmes ou portefeuilles, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes.

De 2004-2005 à 2005-2006, le budget de dépenses de ce programme augmente de 2,7 M\$ pour s'établir à 119,2 M\$. Cette hausse est principalement attribuable à un montant supplémentaire de 5 M\$ accordé pour le Plan gouvernemental de gestion des ressources humaines qui vise, notamment à favoriser la mobilité de la main-d'œuvre et en assurer la représentativité. En contrepartie, les sommes accordées aux fonds dédiés aux sinistres et aux contributions de l'employeur sont en diminution.



## **Programme 2 : Commission de la fonction publique**

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat de contribuer, au nom de l'Assemblée nationale, à garantir l'égalité d'accès de tous les citoyens à la fonction publique, la compétence des personnes nommées et promues ainsi que le respect de l'impartialité et de l'équité des décisions prises en matière de gestion des ressources humaines. Pour ce faire, la Commission entend les recours exercés en certaines matières par les membres et dirigeants d'organismes et par les fonctionnaires, vérifie le caractère impartial et équitable des décisions qui affectent ces derniers, s'assure de l'observation des lois et des règlements relatifs au système de recrutement et de promotion, décide des demandes de certification des moyens d'évaluation, produit des études, fait des rapports et formule des recommandations aux autorités et donne des avis au Conseil du trésor lorsque celui-ci décide de soustraire un emploi ou une catégorie d'emploi des dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).

Le budget de la Commission est établi à un niveau comparable à celui de l'année précédente.

## **Programme 3 : Régimes de retraite et d'assurances**

Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement aux régimes de retraite des juges, des employés des ministères et organismes budgétaires ainsi qu'aux assurances collectives sur la vie des employés des secteurs public et parapublic. Les dépenses reliées aux régimes de retraite pour les employés des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux se retrouvent dans les budgets des ministères concernés. Par ailleurs, le Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale est inclus au budget de dépenses de l'Assemblée nationale.

Ce programme regroupe des dépenses de 300 M\$ pour les différents régimes de retraite des juges et des employés des ministères et organismes budgétaires ainsi que de 4,4 M\$ pour les assurances collectives sur la vie des employés des secteurs public et parapublic.

La hausse de 0,5 M\$ par rapport à 2004-2005 s'explique exclusivement par les régimes de retraite. Cette faible hausse est attribuable à la baisse anticipée de l'effectif dans la fonction publique.

## **Programme 4 : Fonds de suppléance**

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses additionnelles encourues dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux. Le total des dépenses affectées à ce programme 2005-2006 s'élève à 381 M\$.

**LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS**

|                              | <b>2005-2006</b><br>(000 \$) | <b>2004-2005</b><br>(000 \$) |
|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| Immobilisations              | <b>768,0</b>                 | 768,0                        |
| Prêts, placements et avances | <b>375 100,0</b>             | 366 413,1                    |

Le budget d'investissements du Secrétariat se compose principalement d'une provision de 375,1 M\$ au titre de la supercatégorie « Prêts, placements et avances » se situant au programme 4 Fonds de suppléance. Cette provision a pour but de pourvoir aux besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes, à la condition que les sommes ajoutées soient remboursées à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice. Cette provision n'a pas pour effet de modifier la prévision de dépenses.

**ORGANISME AUTRE QUE BUDGÉTAIRE**

|                                                | <b>2005-2006</b>         | <b>2004-2005</b>         |
|------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
|                                                | Budget<br>de l'organisme | Budget<br>de l'organisme |
|                                                | (000 \$)                 | (000 \$)                 |
| Agence des partenariats public-privé du Québec | <b>1 500,0</b>           | —                        |

**LES FONDS SPÉCIAUX****FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU CONSEIL DU TRÉSOR**

|                           | <b>Prévisions<br/>2005-2006</b><br>(000 \$) | <b>Probables<br/>2004-2005</b><br>(000 \$) |
|---------------------------|---------------------------------------------|--------------------------------------------|
| Revenus                   | 1 443,0                                     | 1 353,7                                    |
| Dépenses                  | 1 443,0                                     | 1 353,7                                    |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>0,0</b>                                  | <b>0,0</b>                                 |
| Investissements           | 4 929,0                                     | 1 439,2                                    |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>—</b>                                    | <b>—</b>                                   |



Les investissements prévus visent le maintien des infrastructures du réseau et du parc bureautique. De plus, des efforts additionnels seront consentis pour le développement de systèmes d'information et d'outils de gestion. Il est prévu également d'investir dans la relève de certains systèmes existants. Les revenus du Fonds sont prévus au programme 1 du portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale ».

#### FONDS D'ASSISTANCE FINANCIÈRE POUR CERTAINES RÉGIONS SINISTRÉES

|                           | Prévisions<br>2005-2006<br>(000 \$) | Probables<br>2004-2005<br>(000 \$) |
|---------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| Revenus                   | 3 280,0                             | 2 509,5                            |
| Dépenses                  | 3 280,0                             | 2 509,5                            |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>0,0</b>                          | <b>0,0</b>                         |
| Investissements           | 32 060,0                            | 6 302,0                            |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>—</b>                            | <b>—</b>                           |

Ce fonds est affecté au financement des dépenses exceptionnelles d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement à la suite du sinistre causé par les pluies diluviennes survenues en juillet 1996, principalement dans la région du Saguenay-Lac-St-Jean. Le Fonds est également affecté au financement du programme de reconstruction et de relance économique des régions concernées.

Un des objectifs du Fonds consiste à rassembler l'ensemble des coûts reliés au sinistre afin de faciliter la production, par le ministère de la Sécurité publique, des demandes d'avances et des réclamations au gouvernement du Canada pour la partie des coûts que ce dernier assume en vertu de son programme d'aide, lequel prévoit un remboursement pouvant atteindre 90 % des dépenses admissibles.

En regard des dépenses prévues pour 2005-2006, la contribution du gouvernement du Canada est estimée à 0,3 M\$ (0,6 M\$ en 2004-2005), alors que les autres dépenses, soit 3 M\$ (1,9 M\$ en 2004-2005) sont assumées à même les crédits inscrits au programme 1 du portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale ». Ces dépenses représentent principalement les frais financiers comptabilisés au Fonds. Par ailleurs, le montant indiqué pour l'investissement, soit 32 M\$ (6,3 M\$ en 2004-2005), concerne la réalisation de l'aménagement d'infrastructures visant à régulariser les crues du bassin versant du Lac Kénogami ainsi que la première phase de mise en place du système amélioré de gestion prévisionnelle.

Depuis l'exercice 1996-1997, les dépenses comptabilisées au Fonds totalisent 491,6 M\$. La part assumée par le gouvernement du Québec est de 143,9 M\$, alors que celle du gouvernement du Canada est de 347,7 M\$.

**FONDS RELATIF À LA TEMPÊTE DE VERGLAS**

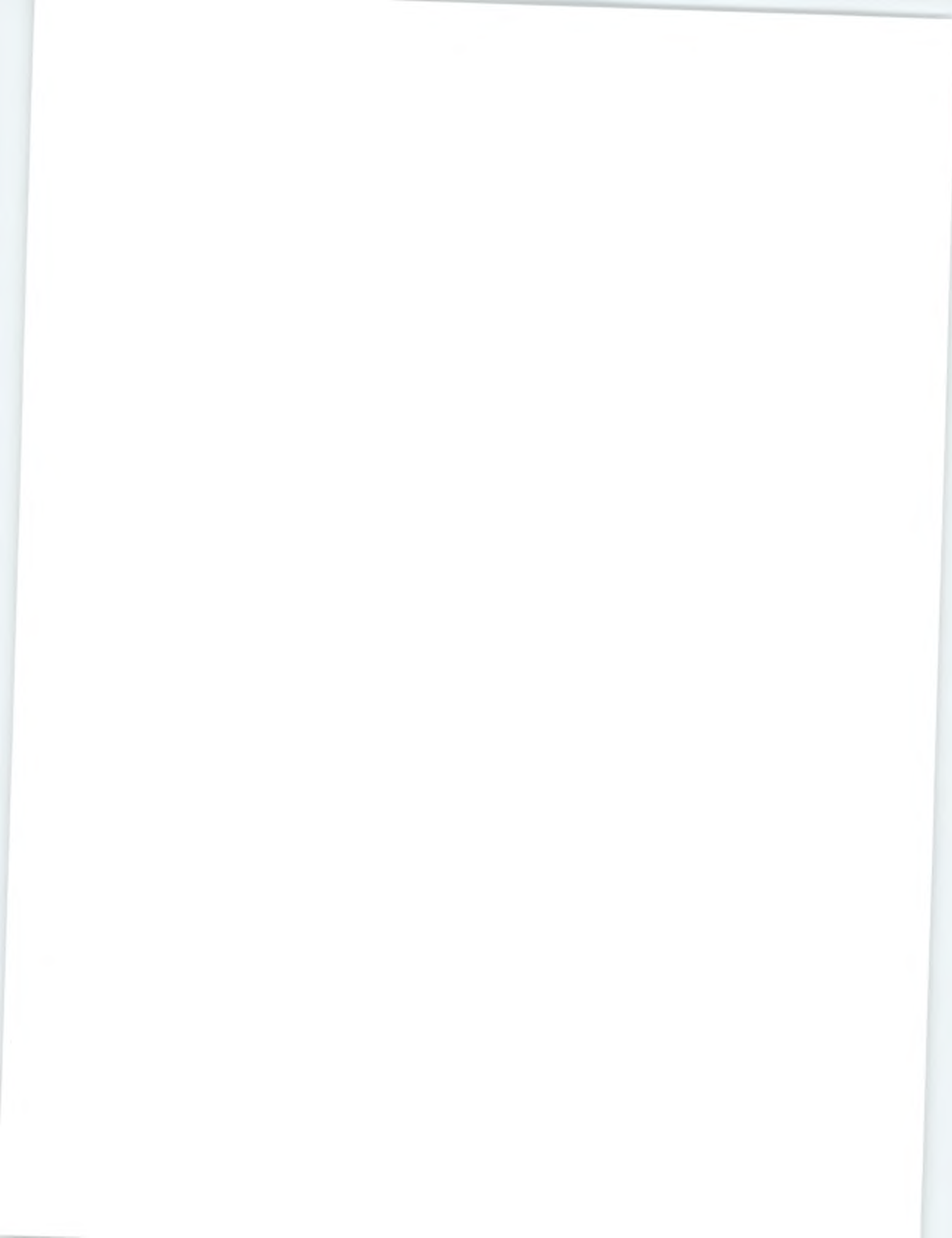
|                           | <b>Prévisions<br/>2005-2006</b> | <b>Probables<br/>2004-2005</b> |
|---------------------------|---------------------------------|--------------------------------|
|                           | (000 \$)                        | (000 \$)                       |
| Revenus                   | 27 300,0                        | 25 999,0                       |
| Dépenses                  | 27 300,0                        | 25 999,0                       |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>0,0</b>                      | <b>0,0</b>                     |
| Investissements           | —                               | —                              |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>—</b>                        | <b>—</b>                       |

Le Fonds relatif à la tempête de verglas permet de rassembler les informations reliées à ce sinistre survenu du 5 au 9 janvier 1998, touchant plus spécifiquement les régions de la Montérégie et de Montréal. Il facilite également la production des demandes d'avances et des réclamations de remboursements présentées par le ministère de la Sécurité publique au gouvernement fédéral pour la partie des coûts que ce dernier assume en vertu de son programme d'aide, lequel prévoit un remboursement pouvant atteindre 90 % des dépenses admissibles.

Les dépenses remboursables par le gouvernement fédéral sont comptabilisées distinctement dans un compte à fin déterminée. Ce compte permet le dépôt des sommes reçues et à recevoir du gouvernement du Canada au regard du sinistre.

Pour le gouvernement du Québec, l'affectation budgétaire provient en partie du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, soit 24,4 M\$ par année jusqu'à l'exercice 2014-2015. Cette affectation vise à répondre à l'engagement du gouvernement du Québec à verser annuellement à Hydro-Québec une compensation pour le rétablissement du réseau. Les sommes se rapportant aux autres dépenses imputées au Fonds, soit 2,9 M\$ pour 2005-2006 et 1,6 M\$ pour 2004-2005, sont prévues au programme 1 du portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale ». Ces dépenses représentent principalement les frais financiers comptabilisés au Fonds.

Depuis l'exercice 1997-1998, les dépenses comptabilisées au Fonds totalisent 1 139,2 M\$. De ce total, un montant de 547,4 M\$ représente la part assumée par le gouvernement du Québec et la différence, soit 591,8 M\$, est assumée par le gouvernement du Canada.





### FAITS SAILLANTS

- En 2005-2006, le ministère du Conseil exécutif poursuivra la mise à jour des priorités gouvernementales. Il s'assurera qu'elles soient cohérentes avec les politiques gouvernementales et effectuera le suivi de leur déploiement. Il veillera en particulier à ce que les services publics soient de qualité, qu'ils correspondent aux besoins des citoyens et respectent leur capacité de payer. Enfin, il coordonnera les communications gouvernementales liées aux priorités gouvernementales.
- Dans la poursuite des orientations retenues, le Secrétariat aux affaires autochtones continuera de coordonner les actions gouvernementales et de soutenir financièrement les projets visant le développement des communautés autochtones.

Dans le cadre des engagements pris lors du Forum des générations, le Secrétariat aux affaires autochtones de concert avec l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, organisera un Forum sur le développement social et économique des nations autochtones.

- La nouvelle Stratégie d'action jeunesse présentement en élaboration sera déposée et mise en œuvre en 2005. Cette stratégie s'articulera principalement autour de mesures destinées à l'ensemble des jeunes et plus particulièrement aux jeunes en difficulté.

La mise en ligne du Portail jeunesse en 2005 permettra aux jeunes d'avoir un accès facile et dynamique à l'information sur les programmes et services gouvernementaux leur étant destinés tant à l'échelle locale et régionale que nationale.

- Dans le cadre du projet global de réforme des institutions démocratiques annoncé lors du discours inaugural, en juin 2003, par le premier ministre, le ministre délégué à la Réforme des institutions démocratiques a rendu publiques en 2004, les propositions de réforme parlementaire et un avant-projet de loi remplaçant la Loi électorale (L.R.Q., c. E-3.3) visant à favoriser l'exercice du droit de vote et à changer le mode de scrutin. L'avant-projet de loi fera l'objet d'une consultation en commission parlementaire en 2005 et sera suivi par la présentation d'un projet de loi.



- Par ailleurs, en 2005-2006, l'Assemblée nationale devrait adopter le projet de loi n° 86, Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et d'autres dispositions législatives et, le cas échéant, le gouvernement devrait approuver les politiques de diffusion systématique de l'information et de protection de renseignements personnels.

## 1. LA PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE MINISTÉRIEL

Le Ministère a pour mission :

- De soutenir le développement d'une vision gouvernementale ainsi que la cohérence et l'efficacité des actions;
- D'assumer la responsabilité de la jeunesse, des affaires intergouvernementales canadiennes, de la francophonie canadienne, des affaires autochtones, de la réforme des institutions démocratiques, de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels;
- Le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes conseille le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information dans sa mission de veiller au respect des compétences constitutionnelles du Québec, à l'intégrité de ses institutions, à la défense et à la promotion de ses intérêts dans ses relations avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des autres provinces et territoires ainsi qu'au renforcement de la francophonie canadienne;
- Le Secrétariat aux affaires autochtones a pour mission de soutenir le ministre délégué aux Affaires autochtones dans la coordination de l'action gouvernementale en milieu autochtone et l'établissement de relations harmonieuses et de partenariat entre le gouvernement, les Autochtones et la population en général;
- Le Secrétariat à la jeunesse, sous la responsabilité du premier ministre, s'assure de la coordination et veille à la cohérence et à la complémentarité de l'ensemble des actions gouvernementales en matière de jeunesse. De plus, il consulte et soutient les principaux acteurs jeunesse dans le but de favoriser la participation active des jeunes à la société québécoise;
- Le Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques et à l'accès à l'information a pour mission de soutenir l'action du ministre responsable, en premier lieu, dans l'élaboration et la mise en œuvre des décisions gouvernementales visant à réformer le fonctionnement des institutions démocratiques et en second lieu, dans ses responsabilités relatives à l'exercice des droits d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels.

## 2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES

---

### Appui et conseil auprès du Conseil exécutif pour une cohérence et une coordination efficace de l'action gouvernementale

---

#### Une vision et des priorités partagées

Des ressources financières de l'ordre de 12 M\$ seront consacrées à des activités de soutien à la prise de décision de la part des instances gouvernementales. Le Ministère assurera, à ce titre, des fonctions d'analyse, de conseil et de coordination. Il procédera également à la mise à jour des priorités gouvernementales et au suivi de leur déploiement.

**Objectifs :**

- S'assurer de la cohérence des politiques avec la vision et les priorités gouvernementales;
- Favoriser une mise en œuvre efficace de ces priorités et des dossiers stratégiques du gouvernement;
- Faire en sorte que les politiques, les programmes et les services correspondent aux besoins des citoyens et respectent leur capacité de payer.

**Actions envisagées :**

- Adapter et mettre à jour les priorités gouvernementales;
- Continuer les activités de coordination réalisées par les comités ministériels de coordination et assurer un suivi efficace du déploiement des priorités gouvernementales;
- Favoriser la contribution des hauts fonctionnaires à la concrétisation des priorités gouvernementales et soutenir leur implication dans l'implantation d'une saine gestion fondée, notamment sur des valeurs d'éthique et d'intégrité;
- Participer au déploiement du plan de modernisation de l'État;
- Poursuivre les initiatives d'échange et de discussion qui permettent aux citoyens de communiquer directement avec les représentants du gouvernement;
- Coordonner les communications gouvernementales.

---

## Affaires intergouvernementales canadiennes

---

### Défense et promotion des intérêts du Québec

Une enveloppe de 8,4 M\$ sera consacrée à la promotion des intérêts et au respect des compétences du Québec dans la fédération canadienne.

**Objectifs :**

- Promouvoir des rapports harmonieux entre les deux ordres de gouvernement au Canada, ainsi qu'une évolution de la fédération canadienne vers un système fédéral ouvert à l'asymétrie et favorable à l'autonomie des provinces et à l'épanouissement des identités particulières;
- Élaborer, en collaboration avec les ministères concernés, les positionnements du Québec relativement aux actions des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ayant des incidences sur son autonomie constitutionnelle, en particulier, et sur le bon fonctionnement du fédéralisme canadien, en général.



|                             |                                                                                                                                                             |
|-----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Actions envisagées :</b> | Intensifier les négociations des dossiers sectoriels entre le Québec et le gouvernement fédéral;                                                            |
|                             | Établir des positions du Québec relativement aux actions des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ayant des incidences intergouvernementales. |

### Francophonie canadienne

Des crédits budgétaires de l'ordre de 2,4 M\$ seront alloués au renforcement de la francophonie canadienne.

|                    |                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Objectifs :</b> | Favoriser une meilleure connaissance réciproque entre le Québec et les communautés francophones et acadiennes;                                                                                                                         |
|                    | Promouvoir auprès des gouvernements provinciaux et territoriaux du Canada l'importance de la francophonie au Canada et les inciter à travailler à son développement, en collaboration avec le gouvernement du Québec et les Québécois. |

|                             |                                                                                                |
|-----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Actions envisagées :</b> | Réviser la politique du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada; |
|                             | Intégrer le volet « affaires francophones » dans chacun des accords de coopération.            |

### Affaires autochtones

#### Respect et continuité des engagements financiers pris auprès des Autochtones

Des crédits de l'ordre de 125,7 M\$ seront affectés à la poursuite d'actions gouvernementales coordonnées pour le développement socioéconomique autochtone.

|                             |                                                                                                          |
|-----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Objectif :</b>           | Supporter le développement des nations et communautés autochtones.                                       |
| <b>Actions envisagées :</b> | Organiser un Forum sur le développement social et économique des nations autochtones;                    |
|                             | Assurer le respect des engagements découlant des ententes de développement avec les nations autochtones. |

#### Partenariats et initiatives autochtones

Des crédits de l'ordre de 23,3 M\$ seront affectés au financement de projets de partenariats et d'initiatives autochtones.

|                   |                                                                                                               |
|-------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Objectif :</b> | Contribuer à bâtir des communautés autochtones fortes, pleinement épanouies au sein de la société québécoise. |
|-------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|



---

|                             |                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Actions envisagées :</b> | Respecter les obligations prises dans le cadre du Fonds de développement pour les Autochtones;<br><br>Soutenir des projets qui favorisent le développement économique et social des nations autochtones dans le respect de leur identité, leurs droits et leur spécificité. |
|-----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

---

## Jeunesse

---

### Stratégie d'action jeunesse

Une nouvelle Stratégie d'action jeunesse, présentement en élaboration, sera déposée et mise en œuvre en cours d'exercice. Un compte à fin déterminée de l'ordre de 35 M\$ sera, notamment utilisé pour en assurer le financement. Cette stratégie vise à favoriser la réussite scolaire, ouvrir le marché du travail aux jeunes et favoriser l'acquisition d'une qualification adéquate, lutter contre le suicide et accroître la présence des jeunes dans la société québécoise et dans le monde.

---

|                    |                                                                                                                                              |
|--------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Objectifs :</b> | Faire adopter et mettre en œuvre la Stratégie d'action jeunesse;<br><br>Renforcer la concertation interministérielle en matière de jeunesse. |
|--------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

---

|                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Actions envisagées :</b> | Développer, en collaboration avec le comité interministériel responsable de l'élaboration de la Stratégie d'action jeunesse, les mesures qui composent cette stratégie;<br><br>Travailler, en collaboration avec les ministères concernés, à assurer une plus grande continuité des services. Cela signifie : <ul style="list-style-type: none"><li>– alléger les étapes administratives nécessaires pour qu'un jeune ait accès à un service donné;</li><li>– rendre certains services accessibles ou plus accessibles aux jeunes. Il s'agit d'éliminer ou d'atténuer le plus possible les périodes d'errance ou les délais administratifs;</li><li>– faciliter la transition des jeunes d'un programme ou d'un service à un autre;</li><li>– augmenter la complémentarité entre certaines mesures ou programmes.</li></ul> |
|-----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

---

### Défi de l'entrepreneuriat jeunesse

Le Secrétariat à la jeunesse affectera un montant de 0,4 M\$ à la réalisation de la deuxième année du plan d'action triennal annoncé en février 2004. Également, un compte à fin déterminée de 10,9 M\$ sera utilisé pour compléter les sources de financement du Défi de l'entrepreneuriat jeunesse.

---

|                   |                                                                                                                                                     |
|-------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Objectif :</b> | Favoriser le développement d'une véritable culture de l'entrepreneuriat auprès des jeunes du Québec et en promouvoir les valeurs auprès de ceux-ci. |
|-------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

---

**Actions envisagées :** Coordonner la mise en œuvre et le déploiement des activités et des mesures de la deuxième année du plan d'action en collaboration avec les différents partenaires du Défi et du réseau québécois de l'entrepreneuriat, notamment le développement d'outils pédagogiques, le soutien à des activités parascolaires, la tenue d'ateliers de formation à l'intention des jeunes entrepreneurs et la mise en place d'un réseau d'agents de sensibilisation à l'entrepreneuriat;

Faire connaître les mesures du plan d'action et assurer la promotion de la stratégie gouvernementale.

### Portail jeunesse

Le Secrétariat à la jeunesse affectera un montant de 0,8 M\$, en 2005-2006, à la mise en ligne et à l'évolution du Portail jeunesse destiné aux jeunes. Le Portail jeunesse fournira un accès facile et dynamique à l'information sur les programmes et services gouvernementaux destinés aux jeunes, tant à l'échelle locale et régionale que nationale.

**Objectif :** Offrir un service électronique de référence et d'information aux jeunes du Québec.

**Actions envisagées :** Procéder à la mise en ligne du Portail jeunesse en 2005;

Faire la promotion du Portail jeunesse auprès de la clientèle visée;

Assurer l'évolution du Portail jeunesse en collaboration avec le Bureau pour le développement du gouvernement électronique ainsi que les ministères concernés et les principaux réseaux d'organismes jeunesse du Québec.

### Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information

#### Réforme des institutions démocratiques

Des ressources de l'ordre de 0,9 M\$ seront consacrées au soutien de la mise en œuvre du projet gouvernemental de réforme des institutions démocratiques.

**Objectif :** Réviser le mode de scrutin, favoriser l'exercice du droit de vote et soutenir la réforme parlementaire.

**Action envisagée :** Soumettre pour l'année 2005-2006, au gouvernement et à l'Assemblée nationale, un projet de loi remplaçant la *Loi électorale* (L.R.Q., c. E-3.3) actuelle, et ce, après une consultation publique.



---

### Commission d'accès à l'information

Des ressources de 4,2 M\$ sont allouées à la Commission pour assumer ses responsabilités diverses.

|                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|-------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Objectif :</b> | Assumer son mandat avec efficacité et diligence, notamment à l'égard des demandes en adjudication ou les activités de surveillance et de contrôle tant en regard de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels détenus par les organismes publics qu'en regard des renseignements personnels détenus par les entreprises. |
|-------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Action envisagée :</b> | Dans le cadre des lois qu'elle administre, approuver les ententes de communication de renseignements personnels conclues entre les organismes publics, donner des avis sur des projets de loi, de règlement et d'autres projets gouvernementaux ayant un impact sur l'accès aux documents ou sur la protection des renseignements personnels, disposer des demandes qui lui sont adressées concernant l'accès aux documents des organismes publics et les demandes découlant de recours exercés en application de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé (L.R.Q., c. P-39.1). La Commission d'accès à l'information procède également à des vérifications ou à des enquêtes concernant le respect des lois qu'elle est chargée d'administrer. |
|---------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

---

### Accès à l'information et protection des renseignements personnels

Des ressources d'environ 0,6 M\$ sont consacrées au soutien des ministères et organismes dans l'application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1) et au suivi des autres lois du domaine.

|                   |                                                                                 |
|-------------------|---------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Objectif :</b> | Soutenir les ministères et les organismes dans l'application de la législation. |
|-------------------|---------------------------------------------------------------------------------|

|                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|---------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Action envisagée :</b> | Faire adopter au cours de l'année 2005-2006, par l'Assemblée nationale, le projet de loi, Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et d'autres dispositions législatives (projet de loi n° 86) et le cas échéant, faire approuver par le gouvernement une politique de diffusion de l'information et une politique de protection de renseignements personnels. |
|---------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

---

### 3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

Le budget de dépenses 2005-2006 s'élève à 250,8 M\$, en baisse de 18,7 M\$ par rapport à l'exercice financier 2004-2005.

#### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

|                                                                          | 2005-2006                             |                                      | 2004-2005                             |                                     |
|--------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
|                                                                          | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(1) | Variation<br>(000 \$)<br>(2)=(1)-(3) | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(3) | Dépense probable<br>(000 \$)<br>(4) |
| 1. Cabinet du lieutenant-gouverneur                                      | 857,5                                 | —                                    | 857,5                                 | 1 017,5                             |
| 2. Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif | 68 364,0                              | (1 886,4)                            | 70 250,4                              | 39 910,9                            |
| 3. Affaires intergouvernementales canadiennes                            | 11 696,6                              | (1 265,6)                            | 12 962,2                              | 12 058,9                            |
| 4. Affaires autochtones                                                  | 153 901,7                             | (3 821,6)                            | 157 723,3                             | 140 272,8                           |
| 5. Jeunesse                                                              | 10 247,9                              | (11 604,5)                           | 21 852,4                              | 20 320,0                            |
| 6. Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information       | 5 684,5                               | (145,7)                              | 5 830,2                               | 5 621,4                             |
| <b>Total</b>                                                             | <b>250 752,2</b>                      | <b>(18 723,8)</b>                    | <b>269 476,0</b>                      | <b>219 201,5</b>                    |
| <b>Effectif (ETC)<br/>(excluant les fonds spéciaux)</b>                  | <b>495</b>                            | <b>(4)</b>                           | <b>499</b>                            | <b>—</b>                            |

Note : Le programme Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif comporte une provision qui permet des virements à d'autres programmes du gouvernement où la dépense probable est augmentée d'autant. À ce programme, la dépense probable est diminuée en raison de tels virements.

#### Programme 1 : Cabinet du lieutenant-gouverneur

Ce programme permet au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions administratives et représentatives qui lui sont dévolues.

#### Programme 2 : Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif

L'objectif du programme est de conseiller et d'appuyer le premier ministre et le Conseil exécutif ainsi que d'assurer le bon déroulement des activités inhérentes à la tenue des séances du Conseil des ministres. Ce programme se compose des éléments suivants :

- Cabinet du premier ministre;
- Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif;



- Direction générale de l'administration;
- Indemnités de l'exécutif;
- Secrétariat à la communication gouvernementale;
- Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales.

L'enveloppe de ce programme subit une baisse de 1,9 M\$ par rapport à celle de 2004-2005. Cette variation s'explique par l'application de réductions des dépenses de fonctionnement.

### **Programme 3 : Affaires intergouvernementales canadiennes**

Ce programme vise à assurer la coordination des relations du gouvernement du Québec avec le gouvernement fédéral, les gouvernements des autres provinces et territoires du Canada. Il se compose des éléments suivants :

- Cabinet du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information;
- Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes;
- Représentation du Québec au Canada;
- Coopération intergouvernementale et francophonie.

La diminution de 1,3 M \$ du budget de dépenses 2005-2006, comparativement à celui de 2004-2005, est attribuable à l'application de réductions des dépenses de fonctionnement.

### **Programme 4 : Affaires autochtones**

Ce programme vise à assurer l'établissement et le maintien de relations harmonieuses avec les nations et les communautés autochtones et à favoriser leur développement au sein de la société québécoise.

La diminution nette de 3,8 M \$ du budget des dépenses 2005-2006, par rapport à celui de 2004-2005, résulte principalement d'une réduction des dépenses de fonctionnement, d'un ajout pour l'indexation du coût de certaines ententes autochtones et d'un ajustement technique apporté à l'enveloppe réservée au transfert des terres de Oujé-Bougoumou.

### **Programme 5 : Jeunesse**

Ce programme a pour objet de coordonner l'action gouvernementale à l'égard de la jeunesse et d'assurer des services de soutien au premier ministre, qui assume directement la responsabilité des dossiers de la jeunesse. Il se compose des éléments suivants :

- Secrétariat à la jeunesse;
- Conseil permanent de la jeunesse.

La diminution de 11,6 M \$ du budget de dépenses 2005-2006 par rapport à celui de 2004-2005, s'explique principalement par la fin du Plan d'action jeunesse 2002-2005. Une nouvelle Stratégie d'action jeunesse, présentement en élaboration, sera déposée en cours d'exercice. Un compte à fin déterminée de l'ordre de 35 M \$ sera, notamment utilisé pour en assurer le financement.

#### **Programme 6 : Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information**

Ce programme vise à soutenir le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information aux fins de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets gouvernementaux de réforme des institutions démocratiques et à l'exercice des droits d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels. Il se compose des éléments suivants :

- Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques;
- Commission d'accès à l'information;
- Soutien à l'accès en information et protection des renseignements personnels.

#### **LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS**

|                              | 2005-2006<br>(000 \$) | 2004-2005<br>(000 \$) |
|------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations              | 877,6                 | 877,6                 |
| Prêts, placements et avances | 106,5                 | 106,5                 |

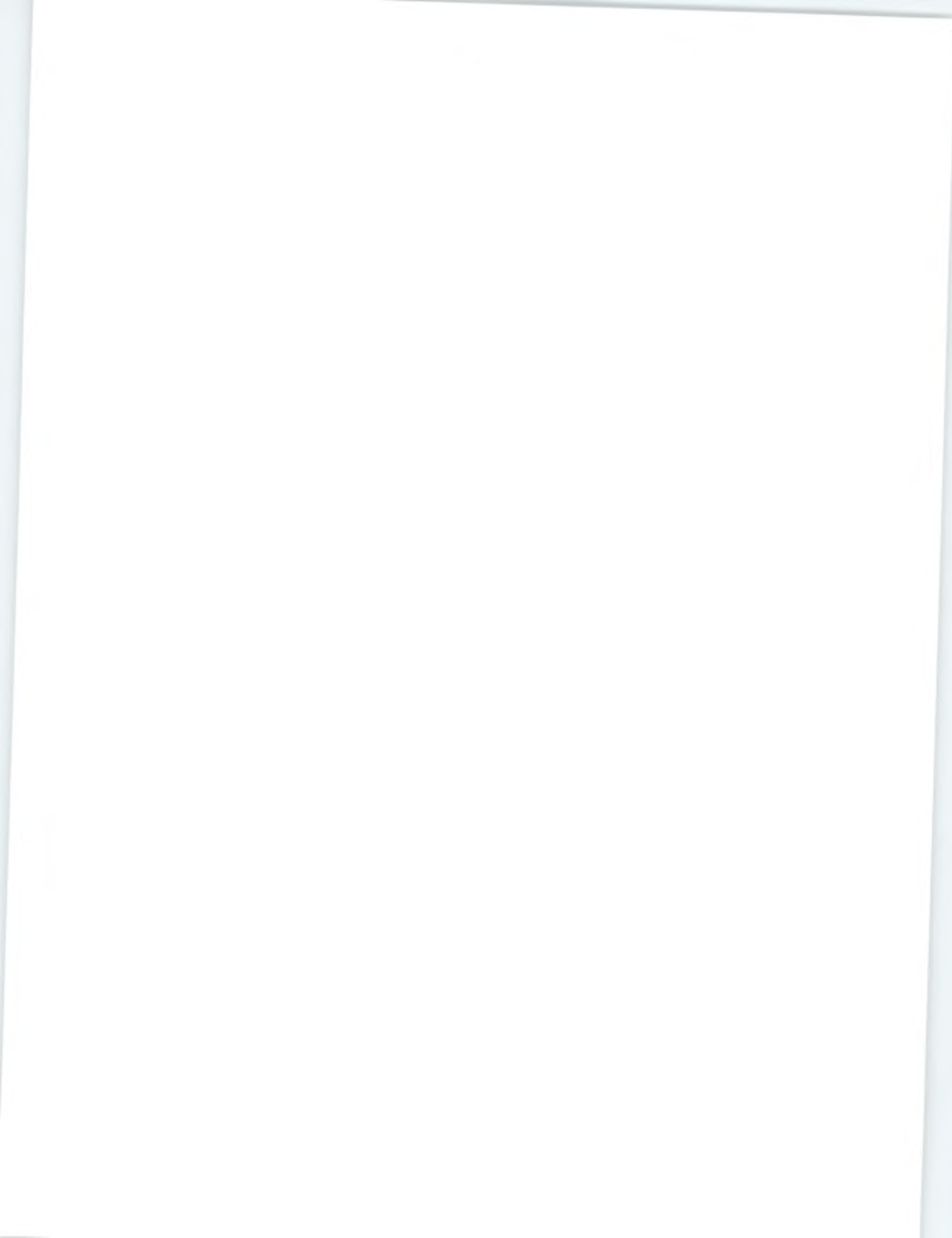
Le budget d'investissements du Ministère s'élève à 1 M \$. Il comprend le budget projeté pour l'acquisition des équipements informatiques nécessaires aux opérations courantes.

#### **LES FONDS SPÉCIAUX**

##### **FONDS JEUNESSE QUÉBEC**

|                           | Prévisions<br>2005-2006<br>(000 \$) | Probables<br>2004-2005<br>(000 \$) |
|---------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| Revenus                   | —                                   | 13 402,2                           |
| Dépenses                  | —                                   | 13 866,7                           |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>0,0</b>                          | <b>(464,5)</b>                     |
| Investissements           | —                                   | —                                  |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>—</b>                            | <b>—</b>                           |

Le Fonds jeunesse Québec est consacré au soutien d'initiatives visant l'insertion sociale, communautaire, culturelle et professionnelle des jeunes du Québec. Ses activités ont pris fin le 31 décembre 2004.





## CULTURE ET COMMUNICATIONS

---

### **FAITS SAILLANTS**

- ❑ L'élaboration et la mise en place de mesures pour accroître l'investissement privé et diversifier les sources de financement en culture.
- ❑ L'élaboration d'un projet en mode partenariat public privé visant à doter le Conservatoire de musique et d'art dramatique de Montréal d'une résidence permanente et l'Orchestre symphonique de Montréal d'une salle de concert de calibre international.
- ❑ L'ouverture de l'édifice de diffusion de la Bibliothèque nationale du Québec, permettant un meilleur accès démocratique au patrimoine documentaire, à la culture et au savoir.
- ❑ L'implantation des mesures de modernisation suivantes : la refonte de l'offre de service et de l'attribution de l'aide financière aux clientèles, la fusion des Archives nationales du Québec et de la Bibliothèque nationale du Québec, la création d'un Bureau national des musées et de centres régionaux de services ainsi que la révision de l'offre des services et des processus d'affaires de Télé-Québec.
- ❑ La poursuite des efforts en vue de l'adoption d'une convention internationale sur la protection de la diversité des contenus culturels et des expressions artistiques.
- ❑ Le maintien de la promotion de la langue française, au cœur des priorités gouvernementales.



## **1. LA PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE MINISTÉRIEL**

Le ministère de la Culture et des Communications, soutenu par les organismes et les sociétés d'État relevant de la ministre, a pour mission de favoriser au Québec l'affirmation, l'expression et la démocratisation de la culture ainsi que le développement des communications et de contribuer à leur rayonnement à l'étranger. La finalité du Ministère consiste à stimuler, de concert avec les organismes et sociétés d'État relevant de la ministre, la vitalité culturelle, artistique et citoyenne du Québec, fondement de notre identité.

L'action du Ministère s'adresse à l'ensemble des citoyens et des citoyennes, de même qu'aux groupes et aux personnes dont l'activité se situe à l'une ou l'autre des étapes du processus de production en culture et communications.

En matière de culture, le Ministère, les organismes et les sociétés d'État agissent dans les domaines suivants : la muséologie, l'archivistique et le patrimoine, les arts (musique, chanson, danse, théâtre, arts visuels, arts du cirque, arts multidisciplinaires et arts médiatiques), les lettres, les bibliothèques, les industries culturelles (cinéma, production télévisuelle, disque, spectacle de variétés, métiers d'art et édition), l'architecture, ainsi que le loisir culturel. Pour ce qui est des communications, le Ministère, les organismes et les sociétés d'État exercent leurs fonctions dans les secteurs des médias (presse écrite, radio, télévision, publicité), de l'audiovisuel, des télécommunications, de la télédistribution, du multimédia et de la communication.

## **LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE**

La langue française est au cœur de l'identité québécoise.

La ministre de la Culture et des Communications est responsable de la Charte de la langue française. Elle est assistée, à cet effet, par le Secrétariat à la politique linguistique et par trois organismes : l'Office québécois de la langue française, le Conseil supérieur de la langue française et la Commission de toponymie.

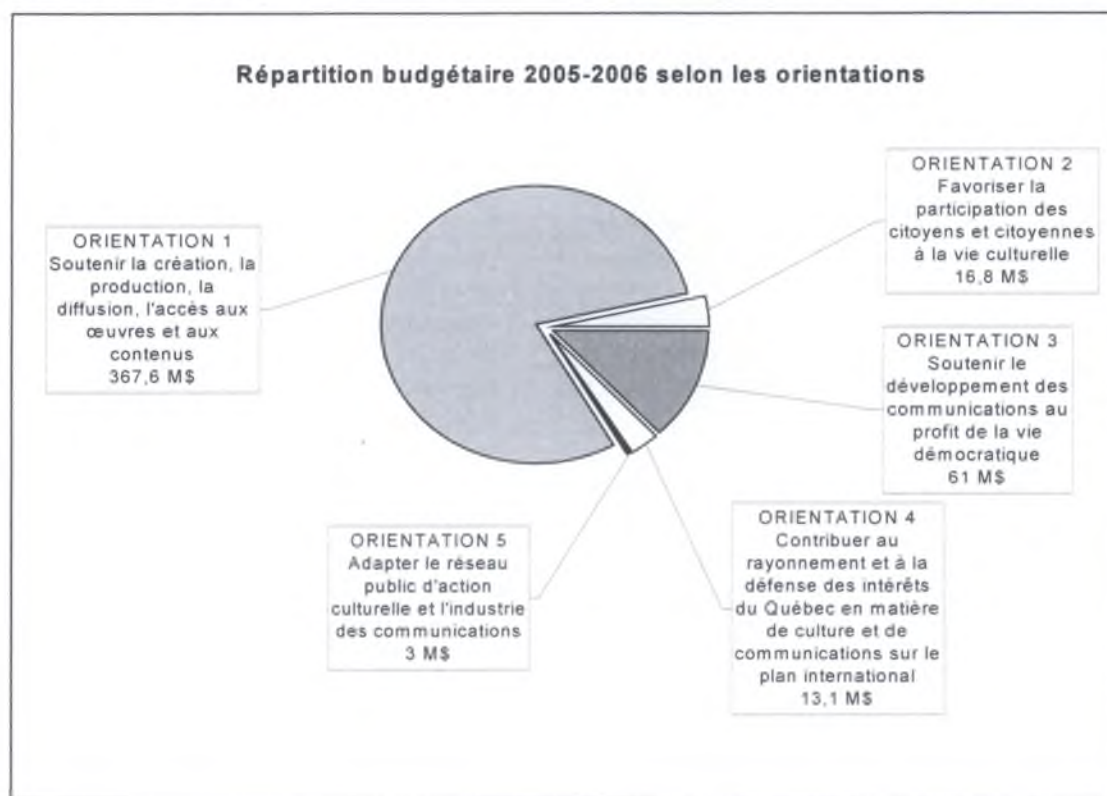
## **2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES**

### **Culture et Communications**

Le premier mode d'intervention du Ministère a trait aux orientations et aux activités législatives et réglementaires inhérentes à sa mission. Un autre mode d'intervention consiste à développer et à maintenir une concertation interministérielle et intergouvernementale efficace.

Le Ministère joue également un rôle majeur en ce qui concerne la planification et le développement immobilier dans le secteur de la culture et des communications. De plus, il fait une place prépondérante au développement de partenariats (municipalités, municipalités régionales de comté et secteur de l'éducation).

Les orientations qui structurent l'action du Ministère sont présentées dans le schéma ci-dessous<sup>1</sup>.



Par ailleurs, la gestion de plusieurs programmes d'aide financière est confiée aux sociétés d'État qui doivent les utiliser conformément aux orientations qui leur sont transmises annuellement par la ministre. Des sommes importantes du portefeuille ministériel se trouvent ainsi à être allouées aux sociétés d'État. En conséquence, on ne retrouve pas dans le présent plan les objectifs prioritaires et les actions envisagées concernant les sociétés d'État puisque ce sont elles qui en sont imputables.

**Orientation 1 :** Soutenir la création, la production, la diffusion et l'accès aux œuvres et aux contenus

Au total, le Ministère affectera à cette orientation 367,6 M\$ en 2005-2006. Dans le cadre de cette orientation, des sommes substantielles sont attribuées aux sociétés d'État :

- 61,9 M\$ sur les 66,8 M\$ alloués au Conseil des arts et des lettres du Québec en crédits de transfert;
- 40,3 M\$ sur les 43,9 M\$ alloués à la Société de développement des entreprises culturelles en crédits de transfert;
- 15,5 M\$ à la Société de la Place des Arts de Montréal et 3,8 M\$ à la Société du Grand Théâtre de Québec;
- 45,5 M\$ à la Bibliothèque nationale du Québec;

<sup>1</sup> La répartition budgétaire selon les orientations exclut les coûts de fonctionnement du Ministère, du Conseil des arts et des lettres du Québec, de la Société de développement des entreprises culturelles, de la Commission des biens culturels du Québec et de la Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs.



- 20,9 M\$ au Musée de la civilisation, 13,4 M\$ au Musée national des beaux-arts du Québec et 8,5 M\$ au Musée d'art contemporain de Montréal.

Les principaux objectifs et les actions envisagées du Ministère pour 2005-2006 sont les suivants :

| Objectifs                                                                                                                                                      | Actions envisagées                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Favoriser l'accessibilité et la fréquentation des bibliothèques publiques ainsi que l'accroissement de la qualité des services offerts par celles-ci.          | — Mise en commun et en réseau des ressources entre bibliothèques;<br>— Développement des collections des bibliothèques publiques autonomes.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Rendre accessible le plus largement possible la culture cinématographique et assurer la préservation du patrimoine cinématographique et audiovisuel québécois. | — Augmentation du nombre de projections de longs et de courts métrages d'auteur dans les cinémas parallèles;<br>— Instauration du dépôt légal comme outil de préservation du patrimoine cinématographique.                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| Protéger et faire connaître aux Québécois et aux Québécoises les richesses de notre héritage collectif.                                                        | — Poursuite des inventaires du patrimoine québécois sur les lieux de culte, sur les biens culturels protégés et les arrondissements.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| Maintenir la fréquentation des institutions muséales soutenues par le Ministère et améliorer le partenariat entre les musées.                                  | — Création d'un Bureau national des musées;<br>— Déploiement, dans deux régions pilotes, de centres régionaux de services aux institutions muséales privées.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| Améliorer la qualité de la formation artistique (professionnelle et spécialisée) et en élargir l'accès dans l'ensemble des régions du Québec.                  | — Soutien aux organismes de formation spécialisés et professionnels complémentaires à ceux du système d'éducation;<br>— Soutien à l'amélioration de la qualité de la formation professionnelle et de la formation spécialisée;<br>— Formation d'une relève d'excellence en musique et art dramatique et poursuite des actions pour assurer la reconnaissance d'un diplôme universitaire reconnu internationalement pour les élèves du Conservatoire de musique et d'art dramatique. |

En plus de ces actions à caractère budgétaire, le Ministère entreprendra une réflexion afin de moderniser la Loi sur le cinéma (L.R.Q., c. C-18.1).

## **Orientation 2 : Favoriser la participation active des citoyennes et des citoyens à la vie culturelle**

L'action du Ministère veut favoriser, à toutes les étapes de la chaîne culturelle, la participation active des citoyens et des citoyennes partout au Québec. Cette orientation nécessite des investissements estimés à 16,8 M\$ en 2005-2006.



| Objectifs                                                                                                                                                              | Actions envisagées                                                                                                                                                                                                   |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Augmenter le nombre de jeunes du préscolaire, du primaire et du secondaire des écoles publiques et privées ayant participé à des activités artistiques et culturelles. | — Le soutien à la mise en oeuvre d'activités à caractère culturel de même qu'à la réalisation de projets régionaux, notamment par le biais des programmes La culture à l'école et Rencontres culture-éducation.      |
| Maintenir la proportion de la population rejointe par une entente de partenariat.                                                                                      | — Maintien du nombre d'ententes sur l'ensemble du territoire québécois.                                                                                                                                              |
| Renforcer le rayonnement culturel de Québec en tant que capitale nationale et de Montréal comme pôle de rayonnement de la culture québécoise.                          | — Révision des cibles et des programmes en matière d'accès à la culture.                                                                                                                                             |
| Augmenter les activités de loisir culturel accessibles aux citoyens et aux citoyennes.                                                                                 | — Atteinte de l'équité financière entre les organismes nationaux de loisir culturel soutenus par le Ministère et les organismes nationaux de loisir soutenus par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. |

Dans une perspective de développement des publics, le Ministère entend se donner une vision intégrée du continuum en formation artistique et culturelle, tant pour les activités de loisir culturel que pour la formation préparatoire et professionnelle.

### **Orientation 3 : Soutenir le développement des communications au profit de la vie démocratique**

Le développement des communications au profit de la vie démocratique se traduit, notamment par l'offre d'information locale et régionale diversifiée sur l'ensemble du territoire québécois. Le Ministère prévoit investir, en 2005-2006, 61 M\$ dans les actions inscrites sous cette orientation. Une grande partie de cette somme (57,6 M\$) est versée à Télé-Québec qui doit l'utiliser conformément aux orientations qui seront transmises par la ministre à la suite du dépôt du Rapport du groupe de travail chargé de l'examen de Télé-Québec.

Dans le cadre de cette orientation, le Ministère poursuivra en 2005-2006 cet objectif et cette action envisagée.

| Objectif                                                                                               | Action envisagée                                                                                     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Maintenir une offre adéquate d'information locale et régionale sur l'ensemble du territoire québécois. | — Soutien aux médias communautaires et révision du cadre d'intervention gouvernemental à leur égard. |

### **Orientation 4 : Contribuer au rayonnement et à la défense des intérêts du Québec en matière de culture et de communications sur le plan international**

Le rayonnement et le développement des marchés internationaux en matière de culture et de communications conjugués à la défense de la diversité des contenus culturels et des expressions artistiques sont des enjeux stratégiques pour le Ministère. En 2005-2006, ce sont 13,1 M\$ qui seront consacrés à ces préoccupations, incluant 4 M\$ pour la Société de développement des entreprises culturelles et 4,9 M\$ pour le Conseil des arts et des lettres du Québec.

Le Ministère poursuivra en 2005-2006 cet objectif et ces actions envisagées dans le cadre de cette orientation.



| Objectif                                                                                                       | Actions envisagées                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Créer des conditions favorables au maintien des acquis et au développement des marchés, notamment en Amérique. | <ul style="list-style-type: none"> <li>— Participation à la réalisation de missions, vitrines internationales d'envergure, et activités de développement de marchés;</li> <li>— Réalisation de projets structurants permettant de consolider le rayonnement du Québec dans le cadre des ententes de coopération internationale;</li> <li>— Accroissement et diversification des projets de promotion de la culture à l'étranger sur les territoires stratégiques;</li> <li>— Élaboration d'une stratégie de rayonnement et d'exportation de la culture québécoise, de concert avec le Conseil des arts et des lettres du Québec et la Société de développement des entreprises culturelles.</li> </ul> |

En plus de ces actions à caractère budgétaire, le Ministère poursuivra ses travaux et ses interventions d'appui à l'élaboration et à l'adoption d'une convention internationale sur la protection de la diversité des contenus culturels et des expressions artistiques, notamment avec le support du Secrétariat gouvernemental à la diversité culturelle créé par le Ministère.

**Orientation 5 : L'adaptation du réseau d'action culturel et de l'industrie des communications**

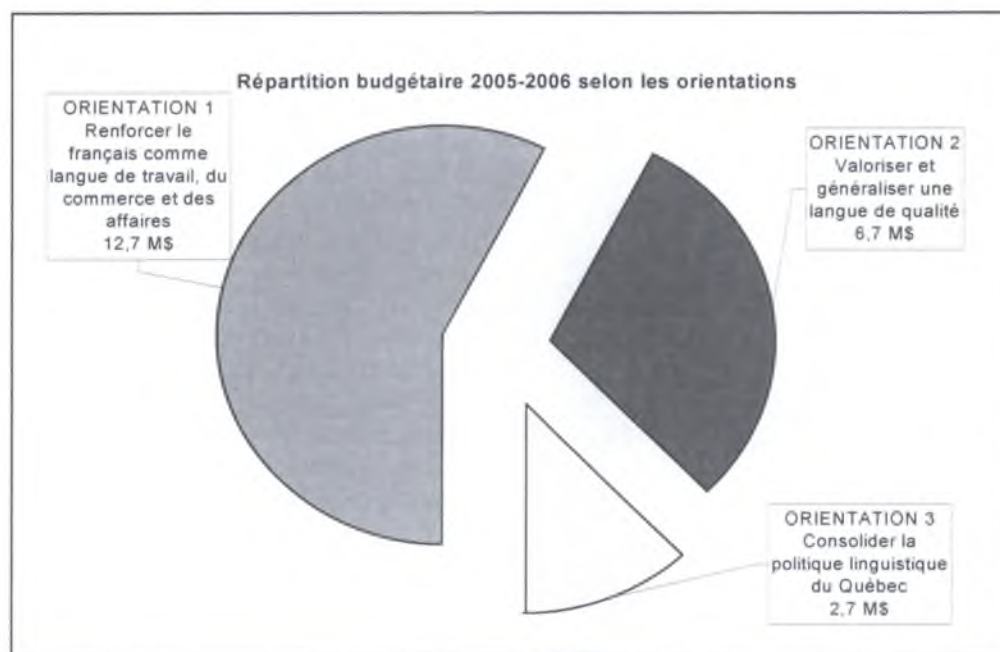
L'objectif premier du gouvernement, par la modernisation des services de l'État, est de rendre ceux-ci plus efficaces, d'en améliorer la qualité et de les adapter aux véritables besoins de la population. Dans cette perspective, le Ministère prévoit consacrer en 2005-2006 environ 3,0 M\$ aux actions découlant de cette orientation.

| Objectifs                                                                                          | Actions envisagées                                                                                                                                             |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Poursuivre l'allégement des processus de gestion des services aux clientèles.                      | — Développement du système informatique et des processus administratifs nécessaires dans le cadre de la refonte et de la simplification de l'offre de service. |
| Mettre en œuvre des modèles d'initiatives de partenariat avec les instances locales et régionales. | — Signature, avec au moins deux conférences régionales des élus, des ententes permettant la réalisation d'un diagnostic régional et d'un plan d'action.        |

Le Ministère a aussi comme préoccupation le financement de la culture. À cet égard, la recherche de solutions innovatrices pour accroître les investissements privés en matière de culture constitue l'une des priorités du Ministère. De plus, le Ministère soumettra des propositions relativement à l'offre de service et aux processus d'affaires de Télé-Québec.

## Charte de la langue française

En 2005-2006, excluant le report de crédits, la dépense de 22,1 M\$ allouée au programme Charte de la langue française, est répartie entre trois grandes orientations selon la ventilation exposée ci-après.



### **Orientation 1 : Renforcer le français comme langue du travail, du commerce et des affaires**

En 2005-2006, 12,7 M\$ seront affectés à cette orientation afin de poursuivre des actions pour la francisation des milieux de travail, ainsi que pour assurer le respect de la Charte de la langue française.

| Objectifs                                                                                                      | Actions envisagées                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Accroître la francisation des milieux de travail.                                                              | <ul style="list-style-type: none"> <li>— Attribution du certificat de francisation ou l'approbation d'un programme de francisation pour au moins 25 % des entreprises et organismes n'ayant pas encore atteint ces cibles;</li> <li>— Réexamen des ententes particulières en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2002;</li> <li>— Augmentation du nombre de comités de francisation actifs et conformes dans les entreprises;</li> <li>— Nouveaux services aux entreprises et à l'Administration offerts électroniquement.</li> </ul> |
| Assurer le respect de la Charte de la langue française, notamment dans le domaine du commerce et des affaires. | <ul style="list-style-type: none"> <li>— Intervention dans le secteur des jeux vidéo;</li> <li>— Intervention dans le secteur des produits électriques et des électroménagers;</li> <li>— Traitement des plaintes.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |



**Orientation 2 : Valoriser et généraliser l'utilisation d'une langue de qualité**

En 2005-2006, 6,7 M\$ seront dévolus à des actions de valorisation et de généralisation d'une langue française de qualité.

| Objectifs                                                                                    | Actions envisagées                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Accroître l'expertise terminologique et linguistique mise à la disposition de la population. | <ul style="list-style-type: none"> <li>— Enrichissement du Grand dictionnaire terminologique;</li> <li>— Enrichissement de la Banque de dépannage linguistique;</li> <li>— Offre de service d'assistance terminologique et linguistique au grand public et à certains publics spécialisés.</li> </ul> |
| Sensibiliser la population à l'importance de la qualité de la langue.                        | <ul style="list-style-type: none"> <li>— Table de concertation sur la qualité de la langue dans les médias;</li> <li>— Dictionnaire du français standard en usage au Québec.</li> </ul>                                                                                                               |
| Accroître l'expertise toponymique mise à la disposition de la population.                    | <ul style="list-style-type: none"> <li>— Enrichissement de la banque TOPOS;</li> <li>— Offre de service d'information toponymique au grand public et à certains publics spécialisés.</li> </ul>                                                                                                       |

**Orientation 3 : Consolider la politique linguistique du Québec**

En 2005-2006, 2,7 M\$ seront utilisés pour des actions visant à consolider la politique linguistique du Québec.

| Objectifs                                          | Actions envisagées                                                                                                                                                 |
|----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Assurer la cohérence de la politique linguistique. | — Suivi des actions gouvernementales en matière linguistique.                                                                                                      |
| Célébrer la vitalité de la langue française.       | <ul style="list-style-type: none"> <li>— Commémorations, prix et décorations;</li> <li>— Francofête 2006.</li> </ul>                                               |
| Assurer une veille en matière linguistique.        | <ul style="list-style-type: none"> <li>— Suivi de la situation linguistique québécoise;</li> <li>— Étude sur l'intégration linguistique des immigrants.</li> </ul> |

**3. LE PLAN BUDGÉTAIRE**

Les dépenses 2005-2006 du Ministère s'établissent à 535,9 M\$, ce qui représente une augmentation de 1,1 M\$ par rapport au budget de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par des variations du service de la dette, par diverses mesures de réduction des dépenses de fonctionnement du Ministère et par des ajustements au budget de la Bibliothèque nationale du Québec.

Excluant un report de crédits 2004-2005 de 3,0 M\$ en 2005-2006, les grandes composantes des dépenses du Ministère pour l'exercice 2005-2006 et leur part respective sont : 247,6 M\$ pour les programmes d'aide; 211,1 M\$ pour les institutions culturelles en patrimoine et muséologie, en arts de la scène et en audiovisuel dont 181,7 M\$ en subventions à des institutions ayant le statut de sociétés d'État; 39,9 M\$ pour le fonctionnement du Ministère, 12,2 M\$ pour le fonctionnement des autres organismes et, finalement, 22,1 M\$ pour la Charte de la langue française.

## LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

|                                                                               | 2005-2006                             |                                      | 2004-2005                             |                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
|                                                                               | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(1) | Variation<br>(000 \$)<br>(2)=(1)-(3) | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(3) | Dépense probable<br>(000 \$)<br>(4) |
| 1. Gestion interne, institutions nationales et Commission des biens culturels | 72 110,2                              | (2 110,0)                            | 74 220,2                              | 71 557,5                            |
| 2. Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État            | 440 974,1                             | 3 228,9                              | 437 745,2                             | 428 445,2                           |
| 3. Charte de la langue française                                              | 22 796,2                              | —                                    | 22 796,2                              | 21 501,9                            |
| <b>Total</b>                                                                  | <b>535 880,5</b>                      | <b>1 118,9</b>                       | <b>534 761,6</b>                      | <b>521 504,6</b>                    |
| <b>Effectif (ETC)<br/>(excluant les fonds spéciaux)</b>                       | <b>1 013</b>                          | <b>(20)</b>                          | <b>1 033</b>                          | <b>—</b>                            |

Note : Le programme Charte de la langue française comporte une provision qui permet des virements à d'autres programmes du gouvernement où la dépense probable est augmentée d'autant. À ce programme, la dépense probable est diminuée en raison de tels virements.

**Programme 1 : Gestion interne, institutions nationales et Commission des biens culturels**

Les objectifs du programme et les priorités sont les suivants : développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec; élaborer et gérer les politiques, orientations et programmes en matière de culture et de communications; favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; assurer la restauration de biens culturels ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière; favoriser l'enseignement des arts d'interprétation; assurer les services de soutien à la gestion. De plus, par l'action de la Commission des biens culturels, fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.

La diminution de 2,1 M\$ découle principalement de l'application de diverses mesures de réduction des dépenses de rémunération et de fonctionnement du Ministère.

**Programme 2 : Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État**

Les objectifs et les priorités de ce programme sont : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions municipales ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux de musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; assurer la reconnaissance des associations d'artistes et de producteurs et encadrer les relations de travail dans les domaines concernés; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises.



La variation de 3,2 M\$ est la résultante des ajustements du budget de la Bibliothèque nationale du Québec et du service de la dette.

### **Programme 3 : Charte de la langue française**

Les ressources allouées au programme Charte de la langue française permettent d'assurer la promotion et la diffusion d'un français de qualité dans tous les secteurs d'activité, ainsi que la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

#### **LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS**

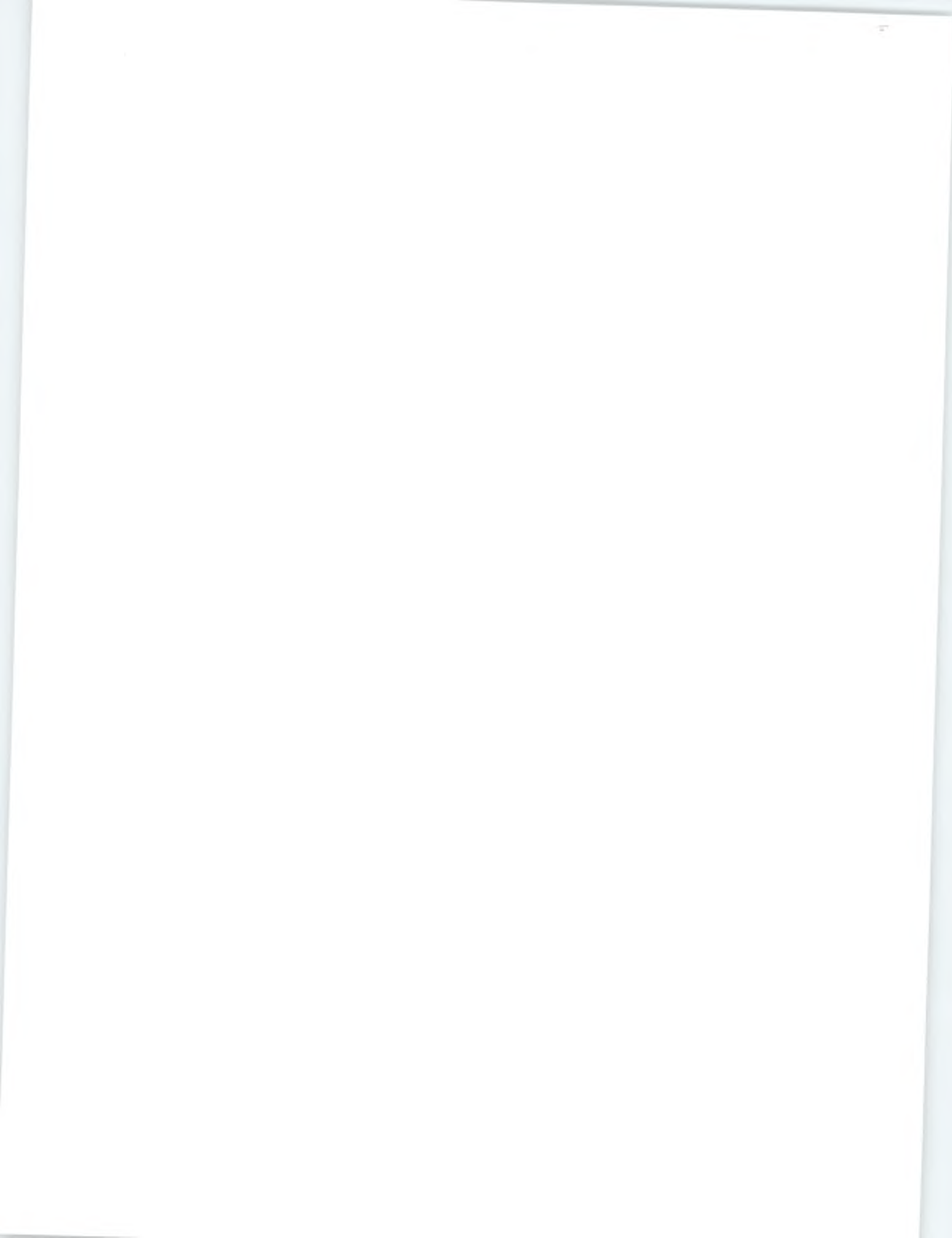
|                              | <b>2005-2006</b><br>(000 \$) | <b>2004-2005</b><br>(000 \$) |
|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| Immobilisations              | <b>6 474,3</b>               | 6 474,3                      |
| Prêts, placements et avances | <b>1 500,0</b>               | 1 500,0                      |

Le budget d'investissements permet de poursuivre la modernisation des équipements informatiques et des systèmes technologiques de soutien à la gestion, ainsi que l'acquisition d'équipements spécialisés pour les Archives nationales du Québec, le Centre de conservation du Québec, le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec et les organismes de la Charte.

## ORGANISMES BUDGÉTAIRES ET ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

|                                                                                                   | 2005-2006                | 2004-2005                |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
|                                                                                                   | Budget<br>de l'organisme | Budget<br>de l'organisme |
|                                                                                                   | (000 \$)                 | (000 \$)                 |
| <b>Organismes budgétaires</b>                                                                     |                          |                          |
| Commission des biens culturels du Québec                                                          | 448,1                    | 448,1                    |
| Commission de toponymie <sup>1</sup>                                                              | 1 302,6                  | 1 203,4                  |
| Conseil supérieur de la langue française                                                          | 1 471,6                  | 1 471,6                  |
| Office québécois de la langue française <sup>1</sup>                                              | 16 513,3                 | 16 612,5                 |
| <b>Organismes autres que budgétaires</b>                                                          |                          |                          |
| Bibliothèque nationale du Québec                                                                  | 59 365,3                 | 39 765,5                 |
| Commission de reconnaissance des<br>associations d'artistes et des associations de<br>producteurs | 678,5                    | 613,5                    |
| Conseil des arts et des lettres du Québec                                                         | 72 783,5                 | 73 564,2                 |
| Musée d'art contemporain de Montréal                                                              | 9 311,0                  | 9 838,0                  |
| Musée de la civilisation                                                                          | 26 816,0                 | 26 852,2                 |
| Musée national des beaux-arts du Québec                                                           | 17 783,8                 | 18 284,7                 |
| Régie du cinéma                                                                                   | 8 788,9                  | 13 707,8                 |
| Société de développement des entreprises<br>culturelles                                           | 55 863,9                 | 60 785,3                 |
| Société de la Place des Arts de Montréal                                                          | 30 042,5                 | 31 049,3                 |
| Société de télédiffusion du Québec                                                                | 72 423,5                 | 72 984,5                 |
| Société du Grand Théâtre de Québec                                                                | 9 176,5                  | 9 249,6                  |

<sup>1</sup> Excluant le report de crédit 2004-2005 en 2005-2006.



## DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS

---

### **FAITS SAILLANTS**

- ❑ Le budget de dépenses 2005-2006 du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs permet d'assurer le maintien des services à la clientèle et de respecter les engagements gouvernementaux en matière de protection de l'environnement et de promotion du développement durable.
- ❑ De plus, le budget du Ministère prend en compte le transfert de la responsabilité de la gestion des parcs au Ministère et le transfert au ministère des Ressources naturelles et de la Faune des services de soutien administratif auparavant offerts à la Société de la faune et des parcs du Québec.
- ❑ Par ailleurs, avec l'entrée en vigueur du Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles (L.R.Q., c. Q-2, a.53.31.2, 53.31.4, 53.31.12), les revenus de la Société québécoise de récupération et de recyclage connaîtront une croissance significative.



## **1. LA PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE MINISTÉRIEL**

Le portefeuille « Développement durable, Environnement et Parcs » comprend le Ministère, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) et la Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC). Ensemble, ils assurent la protection de l'environnement et des écosystèmes naturels en vue de contribuer au bien-être des générations actuelles et futures. De plus, ils font la promotion du développement durable en vue d'assurer à la population un environnement sain en harmonie avec le développement économique et le progrès social du Québec. Également, le Ministère est responsable de l'application de la Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec (L.R.Q., c. S-13.01).

Le Ministère exerce notamment son action dans les domaines suivants : le développement durable, la protection des écosystèmes et de la diversité biologique, le développement du réseau des parcs nationaux, la prévention de la pollution, la gestion des barrages publics et du domaine hydrique de l'État, la sécurité des barrages, la qualité de l'eau potable ainsi que la gestion des matières résiduelles. Le Ministère développe aussi des connaissances sur les écosystèmes et entretient des relations intergouvernementales et internationales en matière de protection de l'environnement.

Quant aux organismes qui relèvent du ministre, le BAPE informe et consulte la population sur des questions relatives à la qualité de l'environnement afin d'éclairer la prise de décision gouvernementale et RECYC-QUÉBEC favorise la réduction, le recyclage et la valorisation des matières résiduelles dans une perspective de conservation des ressources.

## **2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES**

### **Orientation 1 : Doter le gouvernement d'un plan de développement durable**

Le Ministère présentera au gouvernement un plan de développement durable qui viendra encadrer les interventions des différents ministères et organismes gouvernementaux de manière à concilier les composantes environnementale, sociale et économique du développement. Le Ministère proposera un projet de loi afin de s'assurer de la prise en compte du développement durable dans les processus décisionnels de l'administration publique. Un commissaire au développement durable serait nommé et aurait pour tâche principale de veiller à ce que les principes de développement durable et les objectifs de la stratégie de développement durable soient intégrés à la planification des ministères et organismes gouvernementaux. Le Ministère adoptera un plan ministériel de développement durable qui s'articulera autour des dossiers majeurs, tels la conservation de la biodiversité, la lutte aux changements climatiques et la gestion durable de l'eau.

#### **Actions envisagées :**

- Proposer un projet de loi sur le développement durable;
- Adopter un plan ministériel de développement durable.

**Orientation 2 : Revoir la gouvernance environnementale**

Le Ministère poursuivra ses travaux visant à alléger la charge administrative des entreprises et à faciliter l'application des normes environnementales, notamment par la simplification des systèmes d'autorisation préalable et la procédure d'évaluation environnementale, principalement pour les projets ayant un impact limité sur l'environnement. Le Ministère révisera aussi sa politique de gestion des matières résiduelles, afin de responsabiliser les producteurs et de renforcer les règles relatives à l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles et il renforcera ses interventions de contrôle sur le terrain.

**Actions envisagées :**

- Proposer une modification réglementaire pour mettre en œuvre le régime de l'attestation de la conformité environnementale;
- Proposer une modification du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.9);
- Préparer un plan de mise en œuvre 2005-2008 de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles;
- Signer une convention de performance et d'imputabilité avec le Centre de contrôle environnemental du Québec.

**Orientation 3 : Protéger et mettre en valeur l'eau et les écosystèmes aquatiques par la mise en œuvre de la Politique nationale de l'eau**

Le Ministère apportera un soutien technique et financier aux organismes de bassins versants. En appui à ces organismes, il approfondira ses connaissances sur l'eau et leur fournira de l'information pour la préparation de leurs portraits de l'eau. Le Ministère poursuivra ses interventions en milieu agricole afin d'atteindre l'équilibre en phosphore des terres agricoles dans le but de mieux protéger la qualité de l'eau et les écosystèmes. Finalement, il s'assurera que l'eau potable distribuée aux citoyens est de bonne qualité et que les exploitants de réseau de distribution d'eau potable vérifient la qualité bactériologique de l'eau potable selon les fréquences établies.

**Actions envisagées :**

- Appuyer techniquement et financièrement les organismes de bassins versants;
- Compléter les travaux de connaissance des aquifères dans le bassin versant de Châteauguay.



#### **Orientation 4 : Conserver la diversité biologique**

La création d'aires protégées, y incluant le développement du réseau des parcs nationaux et la conservation des milieux humides, constituent pour le Québec le moyen privilégié pour sauvegarder la diversité biologique. Le Ministère apportera une attention particulière à la protection des écosystèmes représentatifs de la diversité biologique du territoire, ainsi qu'à la conservation des écosystèmes rares et des habitats des espèces menacées ou vulnérables. Afin de protéger les milieux humides de la vallée du Saint-Laurent, le Ministère préparera une politique de conservation et de gestion durable de ces milieux qui guideront les actions futures du gouvernement et celles des autorités régionales et locales. Il s'assurera également de l'intégration des normes visant la protection des rives et des plaines inondables dans les schémas d'aménagement régionaux.

##### **Action envisagée :**

- Ajouter 6 000 km<sup>2</sup> au territoire classé comme aire protégée.

#### **Orientation 5 : Réduire la pollution atmosphérique et favoriser l'adaptation aux changements climatiques**

En appui à la mise en œuvre du Protocole de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre, le Ministère élaborera, en collaboration avec d'autres ministères, une stratégie sur les changements climatiques. Le Ministère mettra aussi à jour l'ensemble des normes québécoises sur l'assainissement de l'atmosphère et préparera une nouvelle réglementation en matière d'assainissement de l'atmosphère. De plus, il mettra en œuvre le Programme d'inspection et d'entretien des véhicules lourds (PIEVAL).

##### **Actions envisagées :**

- Proposer une stratégie québécoise sur les changements climatiques;
- Actualiser les normes sur l'assainissement de l'atmosphère;
- Mettre en œuvre le PIEVAL.

#### **Orientation 6 : Améliorer la qualité des services aux citoyens**

Les citoyens et les entreprises auront accès à une meilleure information environnementale et la possibilité de recevoir davantage de services en ligne. Le Ministère accroîtra l'accessibilité à l'information sur l'état de l'environnement, afin de permettre aux citoyens d'être mieux informés et aux entreprises et aux organismes publics d'assumer pleinement leurs responsabilités en matière d'environnement et de santé publique. Il facilitera également l'accessibilité de ses services en adaptant la réglementation aux nouvelles réalités environnementales et en favorisant l'allégement administratif et les échanges électroniques en ligne. Le Ministère s'assurera que son personnel puisse relever les nouveaux défis en matière de prestation des services. Un plan triennal de ses besoins en main-d'œuvre sera élaboré et mis en œuvre.

##### **Actions envisagées :**

- Diffuser des documents sur l'état de l'environnement;
- Offrir de nouveaux services en ligne;
- Adopter un plan de main-d'œuvre 2005-2008.

### 3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

Le budget de dépenses 2005-2006 du Ministère s'établit à 177,9 M\$ répartis en deux programmes : Protection de l'environnement et gestion des parcs ainsi que Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.

La diminution de 3,6 M\$ et de 22 ETC du budget de dépenses 2005-2006 par rapport au budget de dépenses 2004-2005 s'explique par les éléments suivants :

- Des mesures de réduction de dépenses de 2,8 M\$ reliées à la rationalisation des activités à caractère administratif en matière de communication et de services à la gestion et au non remplacement d'une partie des départs à la retraite (22 ETC), de même qu'à la réduction de la participation du Ministère à certains programmes d'aide financière;
- Une correction de 0,8 M\$ représentant l'effet combiné d'autres ajustements, notamment la contribution de 1,6 M\$ de la Société des établissements de plein air du Québec à l'effort budgétaire du Ministère.

#### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

|                                                         | 2005-2006          |                         | 2004-2005          |                  |
|---------------------------------------------------------|--------------------|-------------------------|--------------------|------------------|
|                                                         | Budget de dépenses | Variation               | Budget de dépenses | Dépense probable |
|                                                         | (000 \$)<br>(1)    | (000 \$)<br>(2)=(1)-(3) | (000 \$)<br>(3)    | (000 \$)<br>(4)  |
| 1. Protection de l'environnement et gestion des parcs   | 172 704,2          | (3 462,1)               | 176 166,3          | 177 238,2        |
| 2. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement     | 5 236,6            | (150,2)                 | 5 386,8            | 5 812,0          |
| <b>Total</b>                                            | <b>177 940,8</b>   | <b>(3 612,3)</b>        | <b>181 553,1</b>   | <b>183 050,2</b> |
| <b>Effectif (ETC)<br/>(excluant les fonds spéciaux)</b> | <b>1 887</b>       | <b>(22)</b>             | <b>1 909</b>       | <b>—</b>         |

#### Programme 1 : Protection de l'environnement et gestion des parcs

Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention ou la réduction de la contamination de l'eau, de l'atmosphère et du sol, la restauration des sites contaminés et la protection des milieux de vie, des écosystèmes et des ressources. Il permet également d'assurer le développement du réseau des parcs à des fins de conservation, d'éducation ou de pratiques récréatives dans la perspective de développement durable.

La diminution du budget de dépenses de 3,5 M\$ de ce programme s'explique par les principaux facteurs mentionnés précédemment.



**Programme 2 : Bureau d'audiences publiques sur l'environnement**

Ce programme vise à assurer la tenue de séances de consultation et d'information de la population prévues dans le processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement et la tenue d'enquêtes et de consultations sur toute question relative à l'environnement.

Le budget 2005-2006 du BAPE se maintient essentiellement au même niveau que l'exercice précédent.

**LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS**

|                              | 2005-2006<br>(000 \$) | 2004-2005<br>(000 \$) |
|------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations              | 18 767,2              | 18 722,2              |
| Prêts, placements et avances | —                     | —                     |

Le budget d'investissements demeure comparable à celui de l'exercice financier 2004-2005. Ce budget permettra de réaliser le plan d'immobilisations du Ministère. Les principales mesures liées à ce plan sont :

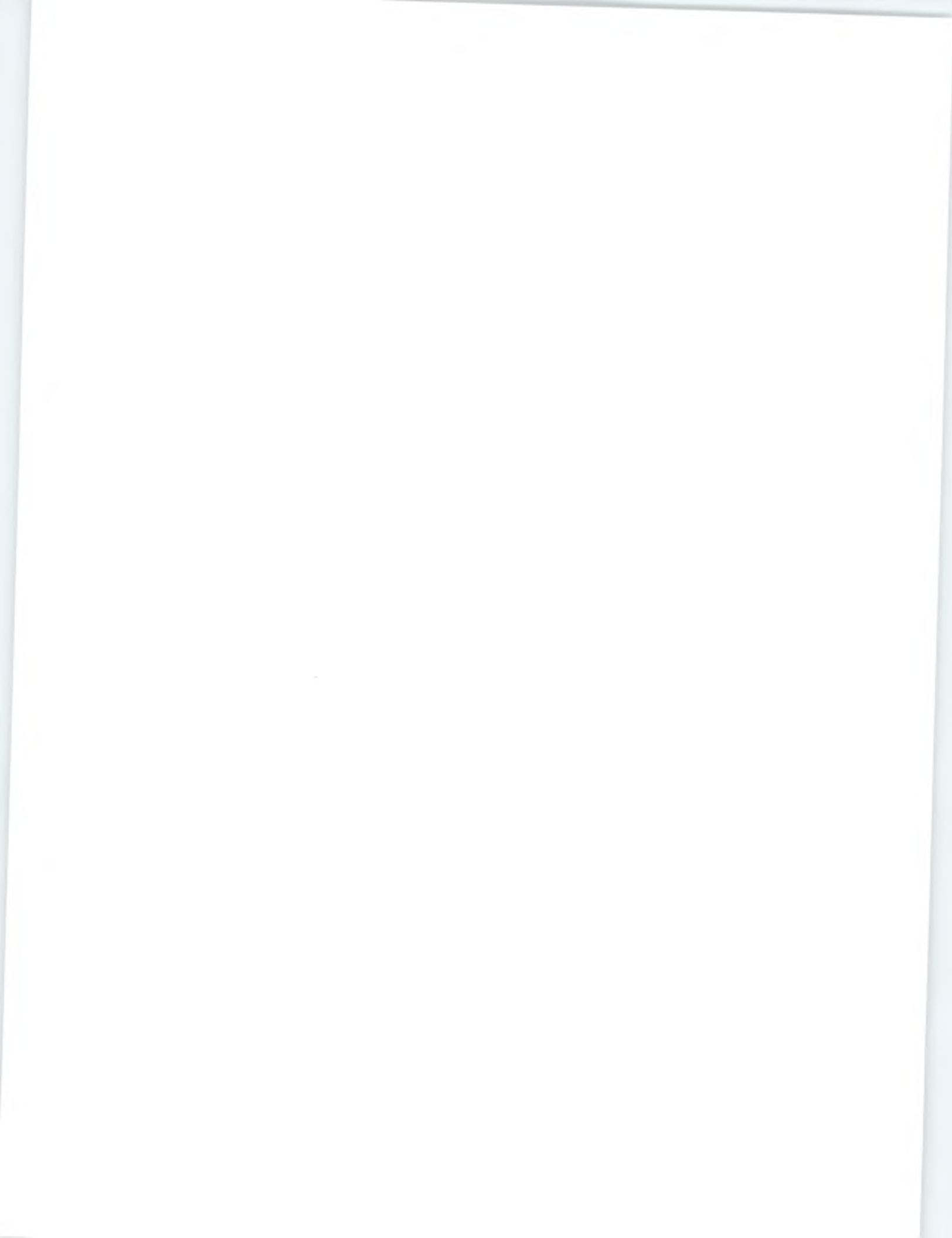
- Les travaux d'entretien réguliers des barrages de même que ceux liés à l'application de la Loi sur la sécurité des barrages (L.R.Q., c. S-3.1.01);
- Le développement de systèmes informatiques;
- L'acquisition d'équipements scientifiques;
- Le renouvellement de la flotte de véhicules.

**ORGANISME AUTRE QUE BUDGÉTAIRE**

|                                                                   | 2005-2006<br>Budget<br>de l'organisme<br>(000 \$) | 2004-2005<br>Budget<br>de l'organisme<br>(000 \$) |
|-------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC) | 54 029,0                                          | 29 727,0                                          |

RECYC-QUÉBEC a pour mission de promouvoir, de développer et de favoriser la réduction, le réemploi, la récupération et le recyclage de contenants, d'emballages, de matières ou de produits, ainsi que leur valorisation dans une perspective de conservation des ressources. La Société est mandatée pour coordonner les activités prévues à la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008.

L'augmentation, en 2005-2006, des revenus de RECYC-QUÉBEC, résulte de l'entrée en vigueur du Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles (L.R.Q., c. Q-2, a.53.31.2, 53.31.4, 53.31.12). Ce règlement, qui prévoit un régime de compensation aux municipalités, géré par RECYC-QUÉBEC, a pour objet de responsabiliser davantage les entreprises qui fabriquent, mettent en marché ou distribuent des produits, en prévoyant leur participation aux dépenses occasionnées aux municipalités.



## DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

---

### **FAITS SAILLANTS**

- En résumé, voici les principaux enjeux budgétaires du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation :
  - Consolider et diversifier l'économie des régions;
  - Favoriser un accroissement de l'investissement du secteur privé;
  - Renforcer la fonction exportation des entreprises;
  - Maintenir le système de recherche-développement dans le peloton de tête des pays industrialisés;
  - Favoriser l'appropriation de l'innovation par les entreprises;
  - Consolider un environnement propice au développement d'entreprises prospères.



## **1. LA PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE MINISTÉRIEL**

La mission du Ministère est de soutenir le développement économique et régional ainsi que la recherche en favorisant, notamment, la coordination et la concertation des différents acteurs des domaines économique et scientifique dans une perspective de création d'emplois, de prospérité économique, de développement scientifique et de développement durable.

La mission du Ministère se décline principalement dans les domaines d'activité suivants :

- Élaboration d'orientations et de stratégies touchant le développement économique, scientifique et technologique, ainsi que l'innovation et l'exportation;
- Offre de services-conseils dans ses champs d'expertise, tant à ses partenaires qu'à sa clientèle, et réalisation des études et analyses qui soutiennent ces services;
- Conception et mise en œuvre, directement ou par le biais de délégation auprès de partenaires, des mesures et programmes dans ses champs d'activité;
- Promotion de l'image et des avantages comparatifs du Québec à l'étranger auprès des investisseurs;
- Concertation et mobilisation de ses partenaires, publics et privés, en vue de réaliser les actions qui contribuent à l'atteinte de la vision gouvernementale.

Il convient de spécifier que le Centre de recherche industrielle du Québec, le Conseil de la science et de la technologie, la Coopérative régionale d'électricité de Saint-Jean-Baptiste-de-Rouville, le Fonds de la recherche en santé du Québec, le Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies, le Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, Investissement Québec, la Société de développement de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel, la Société du parc industriel de Bécancour, la Société générale de financement, la Société Innovatech de Québec – Chaudière-Appalaches, la Société Innovatech des Régions ressources et la Société Innovatech du Sud du Québec sont des organismes relevant du Ministre.

## **2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES**

Le Ministère rassemble les principales fonctions de soutien au développement économique du Québec en matière d'industrie, de commerce, d'exportation, d'innovation et de recherche-développement. Les choix budgétaires 2005-2006 tiennent compte du contexte à l'intérieur duquel le Ministère doit œuvrer pour réaliser sa mission ainsi que des enjeux qui en découlent.

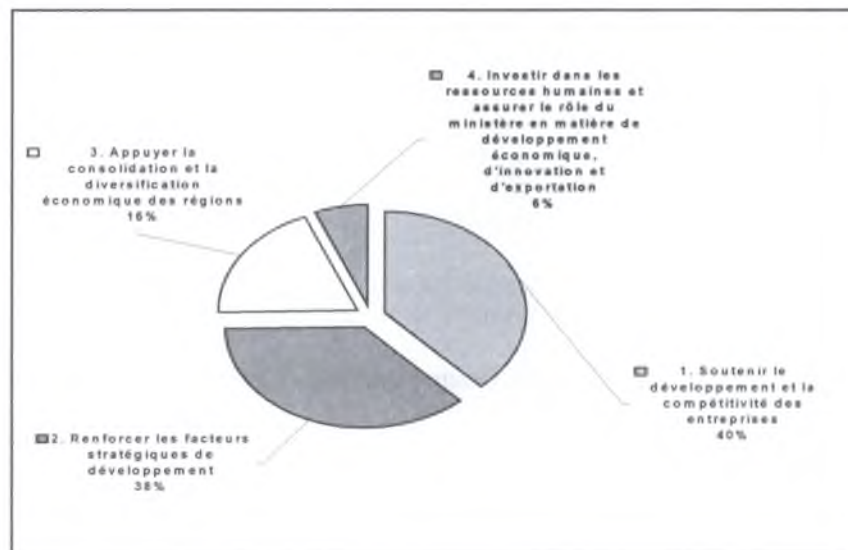
### **Le contexte :**

- Une performance économique du Québec positive mais susceptible d'être améliorée;
- Une concurrence croissante des économies émergentes;
- Des disparités économiques régionales importantes;
- Une volonté de renouvellement du rôle et des façons de faire de l'État.

**Les enjeux :**

- La compétitivité internationale de l'économie québécoise;
- Le développement économique durable des régions;
- Le leadership et la performance de l'organisation.

Les principaux choix budgétaires du Ministère pour l'exercice 2005-2006 découlent de ces grands enjeux et se répartissent en quatre grandes orientations. Les dépenses de programmes du Ministère en 2005-2006 totalisent 576,4 M\$. La ventilation de cette enveloppe est représentée par le graphique suivant :

**Orientation 1 : Soutenir le développement et la compétitivité des entreprises**

**Axe d'intervention :** Appropriation de l'innovation par les entreprises.

**Objectif :** Favoriser une augmentation des investissements en machines et équipements dans les entreprises.

**Actions envisagées :** Cibler l'aide directe aux investissements en fonction de leur impact sur la productivité et l'emploi;

Assurer la complémentarité d'action du Ministère et des sociétés d'État en matière de soutien à l'investissement;

Collaborer à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies concernant la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée;

Solliciter les investissements étrangers de façon plus ciblée.



|                             |                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|-----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Axe d'intervention :</b> | Développement des grands marchés nord-américains et internationaux.                                                                                                                                                                                              |
| <b>Objectif :</b>           | Renforcer la fonction exportation des entreprises sur les marchés nord-américains et internationaux.                                                                                                                                                             |
| <b>Actions envisagées :</b> | Accompagner les entreprises sur les marchés d'exportations les plus porteurs;<br><br>Accueillir des missions de l'étranger;<br><br>Participer à des événements promotionnels à l'étranger;<br><br>Organiser des missions économiques et des foires commerciales. |
| <b>Axe d'intervention :</b> | Accroissement de l'investissement privé.                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Objectif :</b>           | Accroître la part du secteur privé dans le capital de risque par la transformation des sociétés Innovatech et la création de fonds d'investissement public-privé sur une base régionale et sectorielle.                                                          |
| <b>Actions envisagées :</b> | Susciter la constitution de fonds d'intervention économique régionaux dans chacune des régions du Québec;<br><br>Transformer les trois sociétés Innovatech en sociétés disposant d'un capital mixte public et privé.                                             |

---

**Orientation 2 : Renforcer les facteurs stratégiques de développement**

|                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Axe d'intervention :</b> | Maintien du système de recherche-développement et consolidation d'un environnement propice au développement économique.                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Objectif :</b>           | Accroître l'effort de la société québécoise en recherche et développement (recherche industrielle et recherche institutionnelle) afin de le porter à moyen terme à 3 % du produit intérieur brut.                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Actions envisagées :</b> | Cibler et soutenir les domaines stratégiques susceptibles de fournir le maximum de retombées pour le Québec;<br><br>Établir le consensus nécessaire en vue du renouvellement de la stratégie québécoise en matière de recherche afin que celle-ci contribue davantage à la prospérité collective;<br><br>Favoriser la valorisation et le transfert des résultats de la recherche vers les entreprises créatrices de richesse. |

---

---

|                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|-----------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Axe d'intervention :</b> | Renouvellement de la base entrepreneuriale.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Objectif :</b>           | Relever le taux de création de nouvelles entreprises et le taux de survie de ces entreprises.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Actions envisagées :</b> | <p>Renforcer, au sein des centres locaux de développement, les activités de suivi auprès des jeunes entreprises;</p> <p>Renforcer le réseau actuel d'incubateurs technologiques et les Centres d'entrepreneuriat universitaires;</p> <p>Collaborer à des activités d'accompagnement offertes par la Fondation de l'entrepreneurship, dont le mentorat et la mise en place de conseils d'administration dans les nouvelles entreprises.</p> |

---

**Orientation 3 :** Appuyer la consolidation et la diversification économique des régions

|                             |                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Axe d'intervention :</b> | Augmentation de la compétitivité des régions;                                                                                                                                                                                             |
| <b>Objectif :</b>           | Favoriser la diversité industrielle des régions;                                                                                                                                                                                          |
| <b>Actions envisagées :</b> | <p>Soutenir des projets favorisant la création de richesse et d'emplois dans les régions;</p> <p>Développer et mettre en œuvre une approche de consolidation et de diversification économique destinée aux villes mono-industrielles.</p> |

---

**Orientation 4 :** Investir dans les ressources humaines et assurer pleinement le rôle du Ministère en matière de développement économique, d'innovation et d'exportation

|                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Axe d'intervention :</b> | Simplification des relations entre le Ministère et ses clients.                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Objectif :</b>           | Accroître annuellement les taux d'utilisation et de satisfaction du Portail gouvernemental de services aux entreprises.                                                                                                                                                                     |
| <b>Action envisagée :</b>   | Mettre en service la deuxième phase de développement du portail afin de mettre en ligne des services liés au démarrage d'entreprises et à l'acquittement d'obligations (taxes et impôts à payer, retenues à la source, mise à jour des données inscrites au Registre des entreprises, etc). |

---



### 3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

#### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

|                                                         | 2005-2006                             |                                      | 2004-2005                             |                                     |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
|                                                         | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(1) | Variation<br>(000 \$)<br>(2)=(1)-(3) | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(3) | Dépense probable<br>(000 \$)<br>(4) |
| 1. Direction du Ministère                               | 37 204,9                              | (3 368,7)                            | 40 573,6                              | 38 541,2                            |
| 2. Développement économique et aide aux entreprises     | 316 191,4                             | (34 212,7)                           | 350 404,1                             | 304 309,8                           |
| 3. Recherche, science et technologie                    | 222 992,9                             | (17 110,1)                           | 240 103,0                             | 239 504,9                           |
| <b>Total</b>                                            | <b>576 389,2</b>                      | <b>(54 691,5)</b>                    | <b>631 080,7</b>                      | <b>582 355,9</b>                    |
| <b>Effectif (ETC)<br/>(excluant les fonds spéciaux)</b> | <b>1 036</b>                          | <b>(26)</b>                          | <b>1 062</b>                          | <b>—</b>                            |

Note : Le programme Développement économique et aide aux entreprises comporte des provisions qui permettent des virements à d'autres programmes du gouvernement où la dépense probable est augmentée d'autant. À ce programme, la dépense probable a diminué de 9,7 M\$ en raison de tels transferts.

La baisse de 54,7 M\$ (8,7 %) par rapport à l'exercice 2004-2005 s'explique, d'une part, par la non-récurrence de certains programmes d'aide aux entreprises et de soutien à la recherche et à l'innovation de même que par l'application de mesures d'économie à certains programmes, à la rémunération et au fonctionnement. D'autre part, le budget 2005-2006 prévoit des enveloppes additionnelles pour appuyer la réalisation de projets stratégiques d'investissement, encourager la diversification économique des régions et supporter les entreprises qui font face à la concurrence des économies émergentes.

#### Programme 1 : Direction du Ministère

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de communication et de soutien à la gestion.

La baisse du budget de dépenses 2005-2006 de 3,4 M\$ (8,3 %) par rapport à 2004-2005 s'explique par un effort de rationalisation des dépenses d'administration.

#### Programme 2 : Développement économique et aide aux entreprises

Ce programme vise à offrir un soutien technique et financier aux entreprises et aux organismes à des fins de développement industriel, commercial, coopératif et de développement des marchés pour la création d'emplois. De plus, il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au soutien du développement économique local et régional.

La diminution de 34,2 M\$ (9,8 %) par rapport au budget 2004-2005 s'explique par la liquidation progressive des engagements du programme FAIRE (25,2 M\$), la non-réurrence de certaines mesures de Discours sur le budget (19,4 M\$), l'autofinancement accru d'Investissement Québec (4,9 M\$), des mesures d'économie à la rémunération et au fonctionnement (2,3 M\$) et le report de certains engagements dans le cadre de la Stratégie de développement économique des régions ressources (20,6 M\$). Par ailleurs, des budgets additionnels de 15 M\$ sont prévus pour l'appui aux projets stratégiques d'investissement et de 23,2 M\$ pour diverses autres mesures, notamment pour le soutien au développement des entreprises et des secteurs industriels, dont le secteur de l'habillement et des textiles, et le soutien des milieux en difficulté économique.

### Programme 3 : Recherche, science et technologie

Ce programme vise à assurer la mise en œuvre et le suivi de la Politique québécoise de la science et de l'innovation et à soutenir la recherche et la formation de chercheurs, l'innovation, la liaison et le transfert, la promotion des carrières scientifiques et technologiques et la diffusion des connaissances, ainsi que le rayonnement international du Québec en matière de recherche et d'innovation.

La diminution de 17,1 M\$ (7,1 %) par rapport au budget 2004-2005 résulte, notamment, d'une réduction de 10,6 M\$ des sommes allouées à Génome Québec dont les engagements gouvernementaux sont moins importants en 2005-2006, de même que de l'application de mesures d'économie totalisant 6,5 M\$ à certains programmes, à la rémunération et au fonctionnement.

#### LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

|                              | 2005-2006<br>(000 \$) | 2004-2005<br>(000 \$) |
|------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations              | 5 356,8               | 4 495,1               |
| Prêts, placements et avances | 33 018,5              | 75 175,8              |

L'augmentation de 0,9 M\$ au budget d'immobilisations est attribuable, notamment, au développement du Portail gouvernemental des services aux entreprises et à la modernisation des systèmes de communication.

La baisse de 42,2 M\$ du budget des Prêts, placements et avances s'explique principalement par la réduction des besoins du programme FAIRE (28,5 M\$), la diminution de l'enveloppe requise pour le Fonds d'aide aux entreprises (6,9 M\$) et par le fait que les enveloppes de 6,8 M\$ disponibles en 2004-2005 au Fonds local d'investissement ne sont pas récurrentes.



**ORGANISME BUDGÉTAIRE ET ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES**

|                                                                      | 2005-2006                | 2004-2005                |
|----------------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
|                                                                      | Budget<br>de l'organisme | Budget<br>de l'organisme |
|                                                                      | (000 \$)                 | (000 \$)                 |
| <b>Organisme budgétaire</b>                                          |                          |                          |
| Conseil de la science et de la technologie                           | 1 202,4                  | 1 332,1                  |
| <b>Organismes autres que budgétaires</b>                             |                          |                          |
| Centre de recherche industrielle du Québec                           | 29 830,0                 | 34 445,0                 |
| Fonds de la recherche en santé du Québec                             | 85 100,8                 | 85 488,0                 |
| Fonds québécois de la recherche sur la nature<br>et les technologies | 43 326,3                 | 42 457,3                 |
| Fonds québécois de la recherche sur la société<br>et la culture      | 46 842,9                 | 46 842,9                 |
| Investissement Québec                                                | 253 964,0                | 237 201,0                |
| Société du parc industriel et portuaire de<br>Bécancour              | 5 306,8                  | 4 683,6                  |

## ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

---

### FAITS SAILLANTS

- ❑ Le budget de dépenses du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport s'élève à 12 201,9 M\$ en 2005-2006, soit un accroissement de 320,5 M\$ ou de 2,7 % par rapport à la dépense probable de 2004-2005.
- ❑ Le Ministère, avec cette croissance, assurera le maintien de la qualité des services éducatifs par le financement des facteurs de croissance dans les réseaux de l'éducation et par la poursuite et le renforcement des investissements entrepris au cours de la dernière année, et ce, pour une meilleure réussite des élèves et des étudiants. De même, l'enveloppe permettra de poursuivre la promotion du loisir et du sport de façon à ce que des comportements sécuritaires et de qualité soient adoptés dans la pratique d'activités récréatives et sportives.
- ❑ À la suite d'une entente avec les étudiants, le Ministère augmentera les bourses d'un montant de 70 M\$ au cours de l'année d'attribution 2005-2006, pour atteindre 103 M\$ en 2006-2007.



## 1. LA PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE MINISTÉRIEL

De par sa loi constitutive, et ce, dans le respect des responsabilités confiées par les lois aux établissements d'enseignement et aux organismes scolaires, le Ministère est investi de la responsabilité d'élaborer et de proposer au gouvernement des politiques relatives aux domaines de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et secondaire, de l'enseignement collégial ainsi que de l'enseignement et de la recherche universitaires en vue, notamment, de :

- Promouvoir l'éducation;
- Contribuer, par la promotion, le développement et le soutien de ces domaines, à l'élévation du niveau scientifique, culturel et professionnel de la population québécoise;
- Favoriser l'accès aux formes les plus élevées du savoir et de la culture à toute personne qui en a la volonté et l'aptitude;
- Contribuer à l'harmonisation des orientations et des activités éducatives avec l'ensemble des politiques gouvernementales et avec les besoins économiques, sociaux et culturels de la société québécoise.

Le Ministère remplit ainsi sa mission éducative sur la base d'un partage de responsabilités avec les réseaux de l'enseignement, lesquels sont chargés d'offrir les programmes d'études et les autres services éducatifs. Toutefois, dans le cas de l'aide financière aux études et de la sanction des études, le Ministère est en relation directe avec les étudiantes, les étudiants et les élèves.

Le Ministère est également chargé de conseiller le gouvernement en matière de loisir et de sport et d'assurer la cohérence interministérielle dans ces domaines. Sa responsabilité fondamentale consiste à favoriser, en partenariat avec les acteurs concernés, le développement du loisir et du sport, dans un cadre sain et sécuritaire et à promouvoir un mode de vie physiquement actif auprès de toute la population québécoise.

Le Ministère assume le rôle et les responsabilités que sa loi constitutive lui confère en exerçant six grandes fonctions, qui définissent ses différents leviers d'intervention :

- Orienter et planifier les services éducatifs offerts sur le territoire, en vue de répondre aux besoins de la population québécoise;
- Informer la population sur le rendement du système d'éducation, sur son évolution et sur l'atteinte des objectifs fixés;
- Sensibiliser et informer les citoyennes et les citoyens afin qu'ils adoptent un comportement sécuritaire et de qualité dans la pratique d'activités récréatives et sportives;
- Contribuer à la formation des acteurs des domaines du loisir et du sport et soutenir ses partenaires pour la mise en place d'un environnement et d'un encadrement de qualité;
- Gérer les ressources allouées par l'Assemblée nationale et assurer leur répartition;
- Conseiller le législateur et les responsables politiques.

Dans l'exercice de ses responsabilités, le Ministère fait, notamment appel aux travaux et avis de divers organismes, tels le Conseil supérieur de l'éducation, la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial et la Commission consultative de l'enseignement privé.

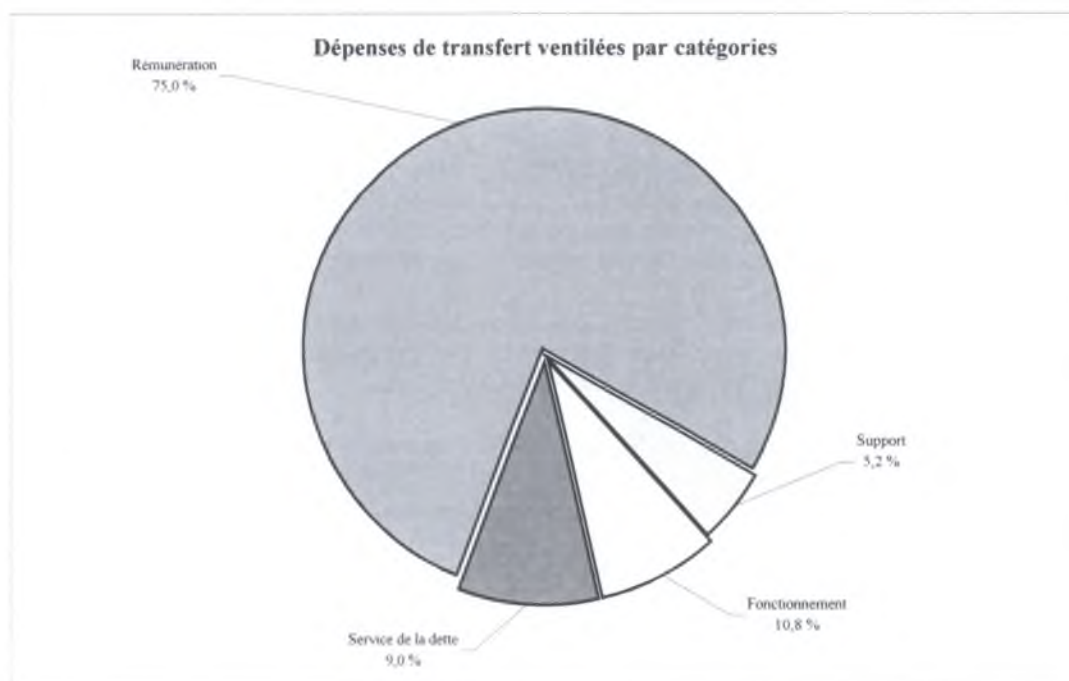
Le Conseil supérieur de l'éducation, de par sa loi constitutive, a le mandat de transmettre annuellement au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport un rapport sur l'état et les besoins de l'éducation. Il doit également donner son avis au ministre sur les règlements ou projets de règlements que celui-ci est tenu de lui soumettre ou sur toute question de sa compétence que le ministre lui soumet. De plus, le Conseil supérieur de l'éducation peut, de sa propre initiative, donner des avis sur toute question éducative qu'il juge opportune.

Le mandat de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial est principalement d'évaluer la qualité de la mise en œuvre des programmes d'études offerts dans les établissements d'enseignement collégial du Québec, ainsi que leurs politiques d'établissement relatives à l'évaluation des apprentissages et à l'évaluation des programmes.

La Commission consultative de l'enseignement privé a le mandat de conseiller le ministre sur toute question relevant de sa compétence dans le domaine de l'enseignement privé. Elle donne, notamment son avis sur la délivrance, la modification, le renouvellement ou la révocation d'un permis ou d'un agrément.

## 2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES

Le Ministère a un budget de 12 201,9 M\$. L'essentiel de ce budget, soit 98,5 %, est affecté à des dépenses de transfert, principalement aux réseaux. Il y a 75 % des dépenses de transfert consacrées à la rémunération, 10,8 % au fonctionnement, 9 % au service de la dette et 5,2 % pour d'autres bénéficiaires et partenaires de l'éducation.





Les ressources financières du Ministère sont réparties de façon à assurer la continuité et l'amélioration constante de la qualité de l'offre des services. La presque totalité du budget est donc consacrée à des dépenses récurrentes.

Pour l'exercice financier 2005-2006, les choix budgétaires du Ministère s'appuient sur les orientations suivantes, à savoir :

- Renouveler l'éducation préscolaire, l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire;
- Renforcer la formation professionnelle et technique et la formation continue;
- Consolider l'enseignement supérieur en concertation avec nos partenaires;
- Contribuer au développement des régions;
- Promouvoir, auprès de la population, la pratique d'activités physiques, de loisir et de sport dans un cadre sain et sécuritaire;
- Améliorer notre prestation de services et nos relations avec nos partenaires.

#### **ÉDUCATION PRÉSCOLAIRE, ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE**

À l'Éducation préscolaire et l'enseignement primaire et secondaire, le budget de 7 203,8 M\$ vise à assurer le fonctionnement du réseau et le maintien de mesures visant une meilleure réussite des élèves.

Dans le but d'assurer un meilleur encadrement des élèves et un soutien supplémentaire aux parents et aux enseignants, le Ministère injectera une seconde tranche de 10 M\$ au cours de l'année scolaire 2005-2006 pour l'ajout de ressources professionnelles œuvrant dans les services complémentaires, afin de contrer les difficultés scolaires et d'encourager la persévérance scolaire. En 2004-2005, un montant de 10 M\$ avait déjà été investi à cette fin.

Le Ministère continuera de soutenir les établissements scolaires dans la poursuite de la mise en œuvre des projets d'aide aux devoirs.

Le Ministère maintiendra aussi une somme de 5 M\$ pour aider les établissements scolaires à mettre en œuvre des projets visant à développer de saines habitudes de vie dont la pratique régulière d'activités physiques et une saine alimentation (Projet Écoles en forme et en santé). De même la participation au montant de 2 M\$ à la corporation Québec en forme sera reconduite en 2005-2006.

Le Ministère assure la récurrence de l'investissement de 180 M\$, afin d'aider les élèves handicapés ou qui rencontrent des difficultés pour leur permettre de progresser de façon optimale dans le développement des compétences menant à la réussite (Agir tôt pour réussir).

Pour la quatrième année, une somme de 25 M\$ sera consacrée à la poursuite de l'investissement de 125 M\$ dans la stratégie d'intervention « Agir autrement ». Cette stratégie vise à mettre en place des interventions pour la réussite des élèves dans les écoles secondaires ciblées et situées en milieu défavorisé.

Pour la deuxième année, le Ministère engagera une somme de 13,3 M\$ à la réalisation du plan triennal sur la lecture à l'école. Ce plan, d'une durée de trois ans, comporte un investissement initial de 60 M\$ dans les bibliothèques scolaires, la contribution du Ministère étant de 40 M\$ et celle des commissions scolaires de 20 M\$. Ce plan d'action, placé sous le signe du plaisir et de la découverte, vise plus particulièrement les garçons qui sont plus nombreux à éprouver des difficultés en lecture.



Afin de maintenir l'offre de services éducatifs en région, le Ministère consacrera une somme de 12,4 M\$ pour le maintien des services éducatifs dans les écoles de village. L'enveloppe est dédiée à l'amélioration de la qualité de l'enseignement, au soutien des enseignants, au développement de la socialisation des élèves et à l'amélioration des bâtiments.

Le Ministère allouera une somme additionnelle de 22,5 M\$ pour poursuivre les efforts visant à assurer l'accessibilité et une bonne qualité des services du transport scolaire sur l'ensemble du territoire. C'est donc une somme totale de 45 M\$ qui aura été investie sur une période de deux ans.

Le Ministère maintiendra son soutien pour assurer la réalisation de la Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue qui vise à développer une culture d'apprentissage tout au long de la vie. Un montant de 20 M\$ sera consacré à cet effet. Il servira, entre autres, à l'élaboration de nouveaux programmes en formation générale au secteur des adultes, à la mise en place de services adaptés aux 16-24 ans dans les commissions scolaires et à la mise en place progressive des nouveaux services d'accueil, de référence, de conseil et d'accompagnement. Il permettra également le soutien à des regroupements de services en reconnaissance des acquis.

Enfin, au regard de la formation professionnelle, le Ministère poursuivra l'actualisation des programmes révisés par compétence qui ont besoin d'être mis à jour.

#### ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

À l'Enseignement supérieur, le budget de 3 780,1 M\$ se répartit ainsi : 2 251,9 M\$, soit 59,6 %, pour l'enseignement et la recherche universitaires; 1 528,2 M\$, soit 40,4 %, pour l'enseignement collégial. Ces budgets incluent le service de la dette de chacun des deux secteurs.

Au secteur collégial, le Ministère maintient son soutien pour favoriser la persévérance aux études et accroître la réussite des étudiants. À cet égard, en sus de l'enveloppe de 36,7 M\$ qui y est investie annuellement, le Ministère maintient l'ajout de 5 M\$ consenti en 2004-2005.

En formation technique, le Ministère prévoit entreprendre l'implantation des derniers programmes révisés selon l'approche par compétence.

Afin de maintenir l'offre de services éducatifs dans les cégeps éloignés des grands centres et d'atténuer les effets de la baisse de l'effectif scolaire, le Ministère poursuivra son aide par la reconduction d'un montant d'environ 15 M\$ à cette fin.

Dans son rapport unanime, la Commission parlementaire sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités, tenue à l'hiver 2004, a recommandé « que le financement octroyé par le gouvernement du Québec, conjugué aux autres sources de financement disponibles, permette au système universitaire québécois de rattraper le niveau de financement des universités canadiennes selon un échéancier raisonnable (recommandation 20) ». Le Ministère entend donner suite aux recommandations de la commission parlementaire au fur et à mesure que les disponibilités budgétaires le permettront. Certaines recommandations qui n'exigent pas d'apport financier supplémentaire sont ou seront prochainement mises en application.

De plus, le Ministère poursuivra son soutien financier aux universités en région, en reconduisant un montant de l'ordre de 33 M\$ afin qu'elles puissent maintenir une offre de services éducatifs variés dans les régions éloignées ou en décroissance de clientèle.



#### **AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES**

À l'Aide financière aux études, un budget de 334,8 M\$ est consacré au programme des prêts et bourses ainsi qu'aux programmes complémentaires.

Le gouvernement, à la suite d'une entente avec les étudiants, augmentera les bourses d'un montant de 70 M\$ au cours de l'année d'attribution 2005-2006 pour atteindre 103 M\$ en 2006-2007. Compte tenu que la nouvelle année d'attribution (septembre à août) chevauche deux exercices financiers du gouvernement, l'impact sur les dépenses s'étale sur ces deux exercices financiers.

En vue d'améliorer les services à la clientèle ainsi que les communications avec les établissements d'enseignement et les établissements financiers, le Programme de prêts et bourses a connu depuis 1999 une modernisation par le développement du projet Contact au coût d'environ 50 M\$, dont les dernières livraisons sont prévues d'ici avril 2006.

Les étudiantes et les étudiants peuvent dorénavant, au début de chaque année d'attribution, connaître le montant d'aide auquel ils auront droit. Depuis janvier 2005, l'aide financière leur est versée sur une base mensuelle ou périodique, et ce, par virement électronique dans leur compte bancaire. Ces mesures constituent des améliorations majeures en matière de services à la clientèle.

En 2005-2006, le projet Contact intégrera les processus administratifs et informatiques des derniers systèmes de mission de l'Aide financière aux études, soit les systèmes de gestion des réclamations, du recouvrement et des comptes à recevoir.

#### **DÉVELOPPEMENT DU LOISIR ET DU SPORT**

Au Développement du loisir et du sport, le Ministère consacrera une somme de 40 M\$ en promotion du loisir et de l'action bénévole et de 24,9 M\$ pour la promotion du sport et de la sécurité ainsi que pour la recherche. Afin de promouvoir un mode de vie physiquement actif, dans un cadre sain et sécuritaire, le Ministère soutiendra les différents acteurs dont les municipalités, les établissements d'enseignement et autres, dans la mise en place d'environnements de pratique accessibles, sains et sécuritaires. Trois plans d'action en matière de sport et d'activités physiques, de loisir ainsi que de sécurité dans les activités récréatives et sportives doivent être mis en œuvre.

Le Ministère soutiendra également les athlètes québécois sur les scènes sportives canadiennes et internationales et l'engagement bénévole en matière de loisir et de sport. Le Ministère envisage le développement d'un projet d'implantation d'un centre d'excellence québécois pour soutenir les entraîneurs, les athlètes de haut niveau et les centres nationaux d'entraînement. D'autres actions sont également envisagées, dont la détermination de critères de référence quant à l'accueil et l'organisation d'événements de haut niveau au Québec et la poursuite du Programme Équipe-Québec et du mouvement « Le Québec aux jeux ».

#### **ADMINISTRATION ET CONSULTATION**

À l'Administration et consultation, un budget de 127,1 M\$ est alloué aux ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles pour la gestion et l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère, sauf celui de l'Aide financière aux études.

Des projets ministériels de modernisation des systèmes informatiques et des infrastructures visant à accroître la disponibilité et l'accessibilité de l'information sur le système éducatif et son évolution sont en cours.

En vue de soutenir la réforme entreprise à l'éducation préscolaire et à l'enseignement primaire et secondaire, un important projet de modernisation des systèmes administratifs et informatiques a été mis sur pied (projet Charlemagne). Ce projet vise l'amélioration de nos partenariats avec les établissements d'enseignement primaire et secondaire et aura pour principaux objectifs de soutenir les opérations de la sanction des études au secondaire ainsi que les mécanismes de contrôle de la fréquentation scolaire et du financement des organismes scolaires du préscolaire, primaire et secondaire. L'investissement prévu au plan de travail 2005-2006 atteindra 9,8 M\$ sur une enveloppe globale de 33,4 M\$.

Depuis 2003-2004, le Ministère a entrepris de se doter d'un entrepôt de données ministériel. Des investissements de 1,3 M\$ sont prévus en 2005-2006 pour la réalisation des travaux de ce projet de 5 M\$. Les efforts de la prochaine année consisteront en l'ajout de nouvelles informations sur les inscriptions, les résultats et la sanction des études, particulièrement au collégial et à l'universitaire.

Le projet de Portail ministériel a démarré en 2004-2005 et devrait être complété d'ici la fin du mois de mars 2007. Les investissements prévus en 2005-2006 devraient atteindre 2,7 M\$ sur l'enveloppe globale de 5 M\$. Il s'agit, dans cette première phase, d'implanter les assises technologiques et organisationnelles du projet, ainsi que d'améliorer le site Internet du Ministère afin de mettre en évidence, de manière cohérente et ergonomique, les services d'intérêt pour le citoyen.

Pour sa part, le projet Socrate s'inscrit dans la foulée de l'amélioration des services aux citoyens et rendra disponible aux intervenants toute l'information requise sur le dossier des élèves inscrits dans les collèges. Le Ministère investira 5,3 M\$ dans ce projet en 2005-2006 sur une enveloppe globale de quelque 16 M\$.

### **3. LE PLAN BUDGÉTAIRE**

Le budget de dépenses 2005-2006 du Ministère augmente de 314,3 M\$ par rapport au budget de l'exercice précédent. Cette augmentation du budget ne contient aucun montant relatif aux indexations salariales qui sont actuellement en cours de négociation.



## LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

|                                                                 | 2005-2006                             |                                      | 2004-2005                             |                                     |
|-----------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
|                                                                 | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(1) | Variation<br>(000 \$)<br>(2)=(1)-(3) | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(3) | Dépense probable<br>(000 \$)<br>(4) |
| 1. Administration et consultation                               | 127 148,4                             | (8 073,7)                            | 135 222,1                             | 130 019,8                           |
| 2. Formation en tourisme et hôtellerie                          | 18 789,2                              | 1 720,0                              | 17 069,2                              | 17 069,2                            |
| 3. Aide financière aux études                                   | 334 771,6                             | 40 584,8                             | 294 186,8                             | 279 198,6                           |
| 4. Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire | 7 203 803,5                           | 143 440,3                            | 7 060 363,2                           | 7 075 807,0                         |
| 5. Enseignement supérieur                                       | 3 780 120,5                           | 133 900,7                            | 3 646 219,8                           | 3 644 507,7                         |
| 6. Développement du loisir et du sport                          | 64 875,9                              | —                                    | 64 875,9                              | 65 108,4                            |
| 7. Régimes de retraite                                          | 672 418,0                             | 2 718,0                              | 669 700,0                             | 669 700,0                           |
| <b>Total</b>                                                    | <b>12 201 927,1</b>                   | <b>314 290,1</b>                     | <b>11 887 637,0</b>                   | <b>11 881 410,7</b>                 |
| <b>Effectif (ETC)<br/>(excluant les fonds spéciaux)</b>         | <b>1 489</b>                          | <b>(32)</b>                          | <b>1 521</b>                          | <b>—</b>                            |

**Programme 1 : Administration et consultation**

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère, sauf celui de l'Aide financière aux études, et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement des organismes de consultation et d'évaluation du domaine de l'éducation.

Le budget de dépenses 2005-2006 diminue de 8,1 M\$, soit 6 %. Cette diminution est principalement due à des actions de rationalisation de l'ensemble des activités administratives du Ministère, notamment celle relative au plan gouvernemental de réduction de la taille de l'État.

**Programme 2 : Formation en tourisme et hôtellerie**

Ce programme vise à offrir des activités en formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il soutient également la recherche et fournit de l'aide technique et des services dans ces domaines.

L'augmentation du budget de dépenses pour 2005-2006 est de 1,7 M\$, soit 10,1 %, et est principalement attribuable au remboursement de l'emprunt nécessaire à la réalisation des travaux de rénovation de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec terminés en février 2005. Ces travaux avaient été entrepris en 2002-2003 au coût de 39 M\$.

**Programme 3 : Aide financière aux études**

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études secondaires en formation professionnelle et aux études postsecondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes.

La hausse du budget de dépenses de ce programme tient compte de l'augmentation au montant de 70 M\$ des bourses dont l'application débute au cours de la prochaine année d'attribution. Compte tenu que l'année d'attribution chevauche deux exercices financiers du gouvernement, l'augmentation nette observée est donc de 40,6 M\$, soit 13,8 % pour l'exercice financier 2005-2006.

**Programme 4 : Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire**

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes ou adultes, les services d'enseignement en fournissant aux commissions scolaires, aux établissements privés subventionnés et à divers organismes les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.

L'augmentation des dépenses à ce programme est de 143,4 M\$, soit 2 %. Ce niveau de ressources assurera le maintien de la qualité des services et le financement des différents facteurs de croissance de ce réseau. Cette enveloppe comprend aussi un montant additionnel de 6,4 M\$ (10 M\$ en année scolaire) pour l'ajout de ressources professionnelles.

**Programme 5 : Enseignement supérieur**

Ce programme vise à rendre accessibles aux étudiantes et aux étudiants des secteurs collégial et universitaire les services d'enseignement en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

L'augmentation du budget de dépenses à ce programme est de 133,9 M\$, soit 3,7 %. Ce niveau de ressources assurera le maintien de la qualité des services et le financement des différents facteurs de croissance de ce réseau.

**Programme 6 : Développement du loisir et du sport**

Ce programme vise à promouvoir et à favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.

Le budget de dépenses de 64,9 M\$ est maintenu, compte tenu des besoins et des efforts requis pour amener le plus grand nombre possible de Québécoises et de Québécois à adopter et à conserver un mode de vie physiquement actif et ainsi contribuer à la santé et au bien-être de la population.



**Programme 7 : Régimes de retraite**

Ce programme regroupe le régime de retraite des enseignants, du régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et celui du régime de retraite du personnel d'encadrement applicables au personnel des réseaux. La hausse du budget de dépenses de 2,7 M\$ découle principalement de l'entente conclue avec les enseignants.

**LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS**

|                              | 2005-2006<br>(000 \$) | 2004-2005<br>(000 \$) |
|------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations              | 40 383,4              | 40 401,5              |
| Prêts, placements et avances | 138 600,0             | 138 600,0             |

**ORGANISMES BUDGÉTAIRES ET ORGANISME AUTRE QUE BUDGÉTAIRE**

|                                                             | 2005-2006<br>Budget<br>de l'organisme<br>(000 \$) | 2004-2005<br>Budget<br>de l'organisme<br>(000 \$) |
|-------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Organismes budgétaires</b>                               |                                                   |                                                   |
| Commission consultative de l'enseignement privé             | 115,7                                             | 102,0                                             |
| Commission d'évaluation de l'enseignement collégial         | 2 123,6                                           | 2 313,9                                           |
| Conseil supérieur de l'éducation                            | 2 255,9                                           | 2 401,9                                           |
| <b>Organisme autre que budgétaire</b>                       |                                                   |                                                   |
| Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec <sup>1</sup> | 24 668,4                                          | 21 125,4                                          |

<sup>1</sup> Les revenus prévus de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec sont fournis sur la base de son exercice financier se terminant au 30 juin.

## EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

---

### FAITS SAILLANTS

- ❑ Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale propose de mettre en œuvre une stratégie globale fondée sur la reconnaissance de l'emploi comme facteur d'épanouissement personnel et collectif et comme moyen privilégié de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en favorisant la contribution du plus grand nombre de personnes au marché du travail. Ainsi, il mettra d'abord et avant tout sur l'insertion et le maintien en emploi des personnes auprès desquelles il fait des interventions.
- ❑ Le Ministère vise un meilleur continuum des services offerts aux citoyens et aux entreprises par la mise en place de services publics d'emploi plus performants à l'endroit, notamment, des prestataires de la sécurité du revenu aptes au travail. Il vise aussi à améliorer les services de soutien économique s'adressant aux personnes démunies et l'intégration socioprofessionnelle des personnes plus éloignées du marché du travail.
- ❑ Le Ministère assurera la mise en œuvre et la gestion du Régime québécois d'assurance parentale. À cet égard, les négociations avec le gouvernement fédéral ont permis de conclure, le 1<sup>er</sup> mars 2005, une entente finale de mise en œuvre de ce régime qui offrira une compensation financière plus généreuse que celle accordée par le régime fédéral et davantage de flexibilité aux parents qui pourront choisir entre deux options relativement à la durée et au niveau de prestation.

## 1. LA PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE MINISTÉRIEL

Le Ministère contribue au développement social et à la prospérité économique du Québec en favorisant le plein épanouissement des personnes par :

- La promotion de l'emploi, le développement de la main-d'œuvre et l'amélioration du fonctionnement du marché du travail;
- Le soutien financier aux personnes démunies ainsi que la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Le Ministère offre ses services aux groupes de clientèles suivants :

- L'ensemble des personnes constituant la main-d'œuvre en emploi et sans emploi, ainsi que celles dont les ressources sont insuffisantes pour subvenir à leurs besoins;
- Les entreprises;
- Les familles démunies;
- Les organismes communautaires.

Pour réaliser sa mission, le Ministère est doté d'une structure administrative fondée sur deux créniaux d'activité complémentaires, soit Emploi-Québec et la Sécurité du revenu. Les directions régionales d'Emploi-Québec et de la Sécurité du revenu, les 154 centres locaux d'emploi où travaillent de concert Emploi-Québec et la Sécurité du revenu, le Centre de communication avec la clientèle avec ses deux points de service, et le Centre d'assistance au placement assurent la présence du Ministère dans les 17 régions administratives du Québec. Ces unités locales et régionales sont soutenues par un ensemble d'unités centrales.

## 2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES

Les choix budgétaires du Ministère s'appuient sur trois orientations majeures :

- Favoriser la contribution du plus grand nombre de personnes au marché du travail;
- Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- Moderniser les interventions du Ministère.

**Orientation 1 :** Favoriser la contribution du plus grand nombre de personnes au marché du travail

Les objectifs de cette première orientation visent à :

- Assurer la pleine utilisation de la main-d'œuvre québécoise;
- Accroître la qualification et les compétences de la main-d'œuvre partout au Québec;
- Contribuer à l'accroissement de la productivité et de la compétitivité des entreprises et de leur capacité d'adaptation aux changements.



**Objectif :**

Accroître le taux d'emploi des personnes qui ont bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec.

**Action envisagée :**

Intensifier le soutien auprès de la clientèle bénéficiant d'une intervention d'Emploi-Québec.

**Objectif :**

Assurer, en 2005, la mise en œuvre du Plan gouvernemental pour l'emploi « L'emploi : passeport pour l'avenir ».

**Action envisagée :**

Réaliser le plan de mise en œuvre en 2005.

**Objectif :**

Mettre en œuvre, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006, le Régime québécois d'assurance parentale.

**Action envisagée :**

Assurer la mise en œuvre du Régime d'assurance parentale d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

**Orientation 2 : Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale**

Les objectifs de cette deuxième orientation visent à :

- Favoriser l'accès à l'emploi des groupes touchés par la pauvreté et par l'exclusion sociale, et la valorisation du travail;
- Réviser le filet de sécurité sociale et économique dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;
- Susciter la prise en main par les milieux locaux et régionaux de stratégies et de projets de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

**Objectif :**

Augmenter le taux d'emploi des prestataires de l'assistance-emploi qui ont bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec.

**Actions envisagées :**

Intensifier le soutien auprès de la clientèle de l'assistance-emploi bénéficiant d'une intervention d'Emploi-Québec.

Intervenir rapidement auprès des demandeurs de prestation et des prestataires prêts à occuper un emploi afin d'assurer leur insertion durable en emploi la plus rapide possible.

**Objectif :**

Abaissier le taux d'assistance sociale.

**Actions envisagées :**

Adopter une approche valorisant le travail et la responsabilité des individus et prenant appui sur une offre de service intégrée et plus apte à soutenir l'intégration durable en emploi.

Réviser en profondeur les méthodes d'intervention d'Emploi-Québec auprès des clientèles les plus vulnérables, à la lumière, notamment des meilleures pratiques en vigueur à l'étranger et ici, incluant l'examen de la possibilité de convertir en mesures actives les prestations d'assistance-emploi; ceci, afin de tirer le maximum des ressources disponibles pour l'intégration en emploi de ces clientèles.

**Objectif :**

Assurer une meilleure adéquation entre l'offre de service et les besoins de la clientèle par la mise en œuvre de programmes répondant à des problématiques particulières.

**Actions envisagées :**

Mettre en œuvre un programme répondant à la problématique particulière des prestataires de l'assistance-emploi qui présentent des contraintes sévères à l'emploi.

Mettre en œuvre le programme Alternative jeunesse.

**Objectif :**

Simplifier le régime de sécurité du revenu.

**Action envisagée :**

Mettre en œuvre le nouveau cadre réglementaire associé à la Loi sur l'aide aux personnes et aux familles.

**Orientation 3 : Moderniser les interventions du Ministère**

Les objectifs rattachés à cette troisième orientation découlent de la mise en œuvre du Plan gouvernemental de modernisation 2004-2007. Ils visent à :

- Assurer une prestation de services renouvelée et simplifiée;
- Contribuer à la mise en place du gouvernement en ligne;
- Assurer la gestion efficace des ressources humaines.

**Objectif :**

Offrir des services intégrés de qualité.

**Action envisagée :**

Consolider les services d'emploi et de solidarité sociale.

**Objectif :**

Contribuer à l'implantation de Services Québec.

**Action envisagée :**

Convenir et mettre en œuvre une entente de partenariat entre le Ministère et Services Québec.

**Objectif :**

Mettre en place le « Portail Emploi ».

**Action envisagée :**

Assurer la mise en place du « Portail Emploi ».

**Objectif :**

Assurer la continuité du service à la clientèle dans le cadre de la modernisation de la prestation de services et du renouvellement de l'effectif.

**Action envisagée :**

Planter un processus de planification des ressources humaines adapté aux défis ministériels et au contexte de la modernisation de l'État.

**Objectif :**

Assurer le maintien de la qualité du service à la clientèle par une meilleure adéquation entre les compétences professionnelles et les exigences des emplois.



### Action envisagée :

Mettre en œuvre une politique de gestion des compétences intégrant des mesures de renouvellement (formation et requalification) et de transfert d'expertise.

### 3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

L'enveloppe budgétaire 2005-2006 du portefeuille « Emploi et Solidarité sociale » est établie à 4 011,7 M\$, inférieure de 85,7 M\$ au budget de dépenses 2004-2005.

#### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

|                                                         | 2005-2006                             |                                      | 2004-2005                             |                                     |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
|                                                         | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(1) | Variation<br>(000 \$)<br>(2)=(1)-(3) | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(3) | Dépense probable<br>(000 \$)<br>(4) |
| 1. Mesures d'aide à l'emploi                            | 899 508,2                             | (9 595,6)                            | 909 103,8                             | 914 555,8                           |
| 2. Mesures d'aide financière                            | 2 913 640,2                           | (61 272,5)                           | 2 974 912,7                           | 2 961 730,9                         |
| 3. Soutien à la gestion                                 | 198 556,8                             | (14 785,5)                           | 213 342,3                             | 206 909,2                           |
| <b>Total</b>                                            | <b>4 011 705,2</b>                    | <b>(85 653,6)</b>                    | <b>4 097 358,8</b>                    | <b>4 083 195,9</b>                  |
| <b>Effectif (ETC)<br/>(excluant les fonds spéciaux)</b> | <b>3 939</b>                          | <b>(64)</b>                          | <b>4 003</b>                          | <b>—</b>                            |

Notes : Un redressement a été effectué afin de présenter le budget de dépenses et la dépense probable 2004-2005 sur la même base qu'en 2005-2006. Ce redressement entraîne, pour 2004-2005, une diminution de 11,9 M\$ au portefeuille pour tenir compte des mesures d'aide financière qui sont comptabilisées en réduction des revenus budgétaires depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Les programmes Mesures d'aide à l'emploi et Mesures d'aide financière comportent des provisions qui permettent des virements à d'autres programmes du gouvernement où la dépense probable est augmentée d'autant. À ces programmes, la dépense probable est diminuée en raison de tels virements.

#### Programme 1 : Mesures d'aide à l'emploi

Ce programme vise à pourvoir au financement d'Emploi-Québec et de la Commission des partenaires du marché du travail. Il vise également le développement des politiques de main-d'œuvre et d'emploi.

Le budget de dépenses de ce programme passe de 909,1 M\$ à 899,5 M\$ en 2005-2006 soit une diminution de 9,6 M\$. Cette variation est principalement attribuable à des mesures administratives d'économie.

## Programme 2 : Mesures d'aide financière

Ce programme vise à rendre accessibles à tous les citoyennes et citoyens, qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau de la sécurité du revenu et celui de la Ville de Montréal. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus. Également, ce programme verse à des personnes à faible revenu, ayant des enfants à charge, un supplément basé sur le revenu de travail, afin de les inciter à demeurer ou à entrer sur le marché du travail. Par ailleurs, la mesure Action emploi, instaurée sur une base expérimentale en 2001-2002, vise à favoriser l'intégration durable en emploi des prestataires de longue durée de l'assistance-emploi en leur offrant des suppléments temporaires au revenu de travail. Ce programme alloue également à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. De plus, ce programme accorde à des organismes communautaires le financement en lien avec leur mission globale. En outre, par l'entremise du programme Solidarité jeunesse, il soutient financièrement les jeunes de moins de 25 ans, aptes au travail, qui font une demande d'assistance-emploi, en leur offrant d'entreprendre des démarches les aidant à retrouver leur autonomie personnelle, sociale et professionnelle. Enfin, il vise également à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales et le développement des politiques de sécurité du revenu.

Le budget de dépenses de ce programme passe de 2 974,9 M\$ à 2 913,6 M\$ en 2005-2006 soit une diminution de 61,3 M\$. Cette variation est principalement attribuable à la baisse de la clientèle prévue à l'assistance-emploi pour l'exercice financier 2005-2006, de même qu'à des mesures administratives d'économie.

## Programme 3 : Soutien à la gestion

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles essentielles à la gestion des programmes.

Le budget de dépenses de ce programme passe de 213,3 M\$ à 198,6 M\$ en 2005-2006 soit une diminution de 14,8 M\$. Cette variation est attribuable à des mesures administratives d'économie.

## LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

|                              | 2005-2006<br>(000 \$) | 2004-2005<br>(000 \$) |
|------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations              | 1 137,5               | 1 109,6               |
| Prêts, placements et avances | 1 250,0               | 1 250,0               |

Le budget d'investissements demeure sensiblement identique à celui de l'exercice financier 2004-2005.



# ORGANISME BUDGÉTAIRE ET ORGANISME AUTRE QUE BUDGÉTAIRE

|                                                                | 2005-2006                | 2004-2005                |
|----------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
|                                                                | Budget<br>de l'organisme | Budget<br>de l'organisme |
|                                                                | (000 \$)                 | (000 \$)                 |
| <b>Organisme budgétaire</b>                                    |                          |                          |
| Commission des partenaires du marché du travail                | 1 635,2                  | 1 614,4                  |
| <b>Organisme autre que budgétaire</b>                          |                          |                          |
| Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris | 20 302,4                 | 18 816,8                 |

# LES FONDS SPÉCIAUX

## FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

|                           | Prévisions<br>2005-2006 | Probables<br>2004-2005 |
|---------------------------|-------------------------|------------------------|
|                           | (000 \$)                | (000 \$)               |
| Revenus                   | 26 411,7                | 32 571,7               |
| Dépenses                  | 29 687,8                | 32 762,6               |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>(3 276,1)</b>        | <b>(190,9)</b>         |
| Investissements           | 12,0                    | 22,0                   |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>25</b>               | <b>25</b>              |

Les revenus proviennent en partie du Ministère. D'autres revenus du Fonds proviennent de Loto-Québec qui contribue à raison de 5 % du bénéfice net réalisé au cours de l'exercice financier précédent, et ce, relativement à l'exploitation des casinos d'État et à la gestion des commerces. Le déficit de l'exercice financier 2005-2006 sera compensé par le surplus accumulé du Fonds au 31 mars 2005.



**FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL**

|                           | <b>Prévisions<br/>2005-2006</b> | <b>Probables<br/>2004-2005</b> |
|---------------------------|---------------------------------|--------------------------------|
|                           | (000 \$)                        | (000 \$)                       |
| Revenus                   | 937 679,6                       | 962 308,1                      |
| Dépenses                  | 947 939,0                       | 972 917,7                      |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>(10 259,4)</b>               | <b>(10 609,6)</b>              |
| Investissements           | 25,0                            | 25,0                           |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>2 413</b>                    | <b>2 442</b>                   |

Ce Fonds, mis en place le 1<sup>er</sup> janvier 1998, vise à financer la mise en œuvre et la gestion des mesures et des programmes relatifs à la prestation des services publics d'emploi. Les variations des revenus et des dépenses tiennent compte de l'utilisation des surplus accumulés et des virements effectués en cours d'année en provenance du programme 2 « Mesures d'aide financière » relativement aux Contrats d'intégration au travail. Le déficit de l'exercice financier 2005-2006 sera compensé par le surplus accumulé du Fonds au 31 mars 2005.

**FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES**

|                           | <b>Prévisions<br/>2005-2006</b> | <b>Probables<br/>2004-2005</b> |
|---------------------------|---------------------------------|--------------------------------|
|                           | (000 \$)                        | (000 \$)                       |
| Revenus                   | 4 800,0                         | 1 200,0                        |
| Dépenses                  | 11 011,0                        | 13 400,0                       |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>(6 211,0)</b>                | <b>(12 200,0)</b>              |
| Investissements           | —                               | —                              |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>10</b>                       | <b>10</b>                      |

Dans le cadre de la Stratégie de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et plus spécifiquement à la suite de l'adoption de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.R.Q., c. L-7) en décembre 2002, le gouvernement a institué le Fonds québécois d'initiatives sociales. Ce nouveau fonds a été mis en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2003 et a acquis les droits et assume les obligations du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail. Pour l'exercice 2005-2006, il est prévu des dépenses de 11 M\$ au Fonds québécois d'initiatives sociales. Le déficit de l'exercice financier 2005-2006 sera compensé par le surplus accumulé du Fonds au 31 mars 2005.

**FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE**

|                           | <b>Prévisions<br/>2005-2006</b> | <b>Probables<br/>2004-2005</b> |
|---------------------------|---------------------------------|--------------------------------|
|                           | (000 \$)                        | (000 \$)                       |
| Revenus                   | 38 942,5                        | 41 947,4                       |
| Dépenses                  | 38 942,5                        | 41 947,4                       |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>0,0</b>                      | <b>0,0</b>                     |
| Investissements           | 35 000,0                        | 35 000,0                       |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>—</b>                        | <b>—</b>                       |

Ce Fonds, qui a débuté ses activités le 1<sup>er</sup> avril 1996, vise à financer les technologies de l'information du Ministère. Les investissements prévus totalisent 35 M\$ en 2005-2006, soit le même niveau qu'en 2004-2005. Les investissements 2005-2006 serviront principalement à la mise en œuvre du régime d'assurance parentale. Le coût des investissements est généralement amorti sur une période de trois à cinq ans, selon qu'il s'agisse d'achats d'équipement ou de développement de systèmes. Les charges d'amortissement, les frais financiers et les frais de gestion financés à même les budgets du Ministère, sont estimés à 38,9 M\$ en 2005-2006 comparativement à 41,9 M\$ en 2004-2005.

## FAMILLE, ÂÎNÉS ET CONDITION FÉMININE

---

### FAITS SAILLANTS

- ❑ Afin de répondre à l'ensemble des besoins en services de garde et d'en faire profiter le plus grand nombre d'enfants possible, peu importe leur milieu de vie, le ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine investira un montant de 1 568,7 M\$.
- ❑ Le Ministère prévoit compléter le développement des 200 000 places à contribution réduite d'ici le 31 mars 2006. Les places à contribution réduite ont été portées à 189 380 au 31 mars 2005.
- ❑ Le Ministère mettra en œuvre une politique gouvernementale sur la conciliation travail-famille visant à assurer un meilleur équilibre entre le milieu familial, le milieu de travail et le milieu de vie pour les Québécoises et les Québécois.
- ❑ Le Ministère entend poursuivre ses efforts visant à améliorer la qualité des services de garde éducatifs et compte poursuivre la mise en œuvre de son plan d'amélioration continue de la qualité.
- ❑ Le Ministère veillera à assurer la cohérence et la coordination des interventions gouvernementales à l'égard des aînés pour favoriser leur contribution sociale, civique, économique et professionnelle au développement du Québec.
- ❑ Le Ministère intensifiera en 2005-2006 son soutien afin de renforcer l'action gouvernementale pour :
  - La progression vers l'égalité entre les femmes et les hommes;
  - Le respect des droits des femmes;
  - L'élimination de la violence faite aux femmes.
- ❑ Le Curateur public entend poursuivre l'importante réforme visant à assurer une gestion moderne et rigoureuse des biens administrés au bénéfice des personnes qu'il représente et des citoyens.



## 1. LA PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE MINISTÉRIEL

Le Ministère assure la cohérence des interventions gouvernementales touchant les familles, les aînés, ainsi que les droits des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le Ministère contribue au développement du Québec en favorisant :

- Le mieux-être et l'épanouissement des familles et le développement des enfants;
- La contribution sociale, civique, économique et professionnelle des aînés au développement du Québec;
- L'égalité entre les femmes et les hommes.

## 2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES

**Orientation 1 :** Créer des conditions adaptées aux nouvelles réalités des familles d'aujourd'hui

### **Le développement et la consolidation des services de garde de qualité répondant aux besoins des familles**

Les services de garde contribuent au développement et à l'égalité des chances des enfants en leur offrant un environnement favorable pour faire des apprentissages stimulants et acquérir des habiletés qui leur permettront de réussir à l'école. Les services de garde sont aussi un moyen pour les parents de concilier les exigences du travail ou des études et leurs responsabilités parentales.

Afin de répondre à l'ensemble des besoins de garde et d'en faire profiter le plus grand nombre d'enfants possible, peu importe leur milieu de vie, le Ministère poursuivra le développement de ces services jusqu'à ce qu'ils disposent de 200 000 places.

De plus, le Ministère maintiendra ses efforts pour améliorer la qualité des services de garde éducatifs et compte poursuivre la mise en œuvre d'un plan d'amélioration continue de la qualité. Ce plan se traduit par un « engagement qualité » volontaire et par l'expérimentation d'un modèle d'agrément. L'agrément, sur la base de critères définis, garantit et certifie qu'un service de garde est engagé dans un processus d'amélioration continue de la qualité. La qualité touche plusieurs aspects : les soins prodigués aux enfants, la sécurité, le programme éducatif, la qualification du personnel de garde, la bonne gouvernance des services de garde ainsi que la saine gestion des fonds publics qui leur sont alloués.

**Objectif :** D'ici le 31 mars 2006, augmenter à 200 000 le nombre de places à contribution réduite dans les services de garde.

**Action envisagée :** Rendre disponibles les 200 000 places à contribution réduite dans les services de garde.

**Objectif :** Améliorer la qualité des services de garde.

**Action envisagée :** Poursuivre la mise en œuvre du plan d'amélioration continue de la qualité.

**Objectif :** Moderniser, au plus tard à l'automne 2005, la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance (L.R.Q., c. C-8.2) et ses règlements.

**Action envisagée :** Déposer les projets de loi et de règlements.

### **La conciliation des responsabilités familiales et professionnelles**

Concilier les responsabilités familiales et professionnelles est l'une des principales difficultés éprouvées actuellement par les parents dans la gestion de leur vie quotidienne. La hausse prévue des taux d'activité chez les femmes ainsi que le vieillissement de la population pourraient augmenter le nombre de personnes qui doivent assumer des responsabilités professionnelles et familiales. À la suite de la consultation menée à l'automne 2004 auprès de ses partenaires et de la population, le Ministère entend franchir un pas important en mettant en œuvre une politique gouvernementale sur la conciliation travail-famille. Cette politique vise à assurer un meilleur équilibre entre le milieu familial, le milieu de travail et le milieu de vie.

**Objectif :** Adopter en 2005-2006 une Politique gouvernementale sur la conciliation travail-famille.

**Action envisagée :** Déposer une politique gouvernementale sur la conciliation travail-famille.

### **Orientation 2 : Favoriser la pleine contribution des aînés au développement du Québec**

#### **La consultation et le Plan d'action gouvernemental**

Les forums régionaux tenus au cours du printemps 2004 et le Forum des générations tenu à l'automne 2004 ont fait ressortir comme priorité la pleine participation des aînés au développement du Québec. Dans cette perspective, la ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine s'est vue confier le mandat de proposer des moyens qui pourraient être intégrés dans un plan d'action gouvernemental. À cette fin, la ministre a constitué une équipe de travail qui la soutient dans la réalisation de ce mandat. Ce plan vise les quatre objectifs suivants :

- Changer la perception et la façon de voir les aînés dans la société;
- Intervenir sur les nouvelles réalités démographiques et en documenter les effets;
- Encourager et soutenir la participation sociale, civique, économique et professionnelle des aînés en créant des ponts intergénérationnels pour permettre à la fois aux jeunes de profiter de l'expérience des aînés et aux aînés de transmettre leur savoir;
- Susciter et promouvoir la contribution, sous diverses formes, des aînés et des futurs aînés et assurer la cohésion de l'activité gouvernementale à cet égard.

**Objectif :** Assurer la cohérence et la coordination des interventions du gouvernement à l'égard des aînés en réalisant un plan d'action gouvernemental favorisant la promotion de leur participation au développement de la société québécoise.

**Action envisagée :** Déposer un plan d'action gouvernemental.



**Orientation 3 :** Consolider l'intervention gouvernementale visant l'égalité entre les femmes et les hommes

**Le respect des droits des femmes et la progression vers l'égalité entre les femmes et les hommes**

Le document « Briller parmi les meilleurs » propose une vision du Québec fondée sur une déclaration selon laquelle l'égalité entre les femmes et les hommes sera exemplaire. La plupart de ceux et celles qui se sont exprimés jusqu'à présent au cours de la commission parlementaire ont réaffirmé l'importance de poursuivre les interventions pour la protection des droits des femmes et l'élimination de la discrimination systémique.

**Objectif :** Élaborer, en 2005, une politique de soutien aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes et un plan d'action pour sa mise en œuvre.

**Action envisagée :** Déposer des projets de politique et de plan d'action.

**L'élimination de la violence faite aux femmes**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique d'intervention en matière de violence conjugale, le gouvernement a adopté et rendu public, en décembre 2004, le Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale. Bien que des progrès appréciables aient été réalisés au cours de la dernière décennie pour contrer la violence conjugale et les agressions sexuelles, la poursuite des actions du gouvernement demeure nécessaire. Encore aujourd'hui, aucun groupe social, aucun statut, aucune situation financière ne permet d'être à l'abri de la violence. Dans les prochaines années, les efforts des huit ministères signataires des plans d'action pour contrer la violence conjugale et les agressions sexuelles seront intensifiés afin d'améliorer la sécurité des victimes de violence, de consolider les services d'aide et de protection conçus à leur intention et de mieux encadrer les agresseurs.

**Objectif :** Poursuivre la mise en œuvre des plans d'action pour contrer la violence conjugale et les agressions sexuelles et réaliser une campagne de sensibilisation.

**Actions envisagées :** Déposer un rapport synthèse sur la mise en œuvre, par les ministères et organismes, des mesures du premier plan d'action pour contrer les agressions sexuelles.

Déposer un rapport préliminaire sur la mise en œuvre, par les ministères et organismes, des mesures du Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale.

**Orientation 4 :** Moderniser les interventions du Ministère

**La prestation de services renouvelée et simplifiée**

Le Ministère entend optimiser ses échanges avec ses partenaires par l'utilisation des possibilités offertes par la technologie. Ainsi, la prestation électronique de services simplifiera les échanges de renseignements et de données avec les services de garde qui pourront produire, en ligne, leurs rapports financiers et d'activités annuels.



**Objectif :** Simplifier les échanges de renseignements et de données avec les services de garde.

**Action envisagée :** Produire en ligne les rapports annuels financiers.

### **La gestion planifiée des ressources humaines et le développement des compétences**

Le plan de modernisation du gouvernement accorde une importance particulière aux ressources humaines puisque le personnel de la fonction publique est le principal artisan de cette modernisation. Dans cette perspective, le gouvernement doit se préoccuper de la planification et du développement de ses ressources humaines.

**Objectif :** Assurer l'accessibilité et la qualité des services tout en modernisant la prestation de services et en renouvelant l'effectif.

**Action envisagée :** Déposer un plan pluriannuel des ressources humaines.

**Objectif :** Développer une approche de gestion des ressources humaines axée sur le développement et le maintien des compétences.

**Action envisagée :** Mettre en œuvre une politique de gestion des compétences intégrant des mesures de renouvellement et de transfert d'expertise.

### 3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

L'enveloppe budgétaire 2005-2006 du portefeuille « Famille, Aînés et Condition féminine » est établie à 1 634,4 M\$ représentant une hausse de 122,8 M\$ par rapport au budget de dépenses 2004-2005.

#### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

|                                                         | 2005-2006                             |                                      | 2004-2005                             |                                     |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
|                                                         | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(1) | Variation<br>(000 \$)<br>(2)=(1)-(3) | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(3) | Dépense probable<br>(000 \$)<br>(4) |
| 1. Planification, recherche et administration           | 22 222,1                              | 1 570,5                              | 20 651,6                              | 20 317,0                            |
| 2. Mesures d'aide à la famille                          | 1 568 661,3                           | 121 352,5                            | 1 447 308,8                           | 1 437 558,0                         |
| 3. Condition des aînés                                  | 2 750,2                               | 75,3                                 | 2 674,9                               | 2 626,1                             |
| 4. Condition féminine                                   | 7 008,3                               | (4,5)                                | 7 012,8                               | 6 924,8                             |
| 5. Curateur public                                      | 33 760,3                              | (206,5)                              | 33 966,8                              | 32 660,3                            |
| <b>Total</b>                                            | <b>1 634 402,2</b>                    | <b>122 787,3</b>                     | <b>1 511 614,9</b>                    | <b>1 500 086,2</b>                  |
| <b>Effectif (ETC)<br/>(excluant les fonds spéciaux)</b> | <b>1 106</b>                          | <b>(5)</b>                           | <b>1 111</b>                          | <b>—</b>                            |

Note : Un redressement a été effectué afin de présenter le budget de dépenses et la dépense probable 2004-2005 sur la même base qu'en 2005-2006. Ce redressement entraîne, pour 2004-2005, une diminution de 396,9 M\$ au portefeuille « Famille, Aînés et Condition féminine » pour tenir compte de la mesure Soutien aux enfants qui est comptabilisée en réduction des revenus budgétaires depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

#### Programme 1 : Planification, recherche et administration

Ce programme vise à assurer d'une part, la réalisation de recherches, l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement des familles, des enfants, des aînés en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes.

Le budget de dépenses de ce programme passe de 20,7 M\$ à 22,2 M\$ en 2005-2006 soit une augmentation de 1,5 M\$. Cette variation est principalement attribuable à l'amortissement des projets informatiques et aux crédits reportés.



## Programme 2 : Mesures d'aide à la famille

Ce programme assure le financement de la gestion des services à la famille et à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité tout en assurant leur soutien financier. En outre, il a comme objectif de pourvoir au financement du service de la dette des centres de la petite enfance ainsi que du Régime de retraite à l'intention d'employés œuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance. De plus, ce programme accorde à des organismes communautaires œuvrant auprès des familles le financement en lien avec leur mission globale. Finalement, il assure le financement de la gestion du soutien aux enfants et le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance.

Le budget de dépenses de ce programme passe de 1 447,3 M\$ à 1 568,7 M\$ en 2005-2006 soit une augmentation de 121,4 M\$. Cette variation est principalement attribuable aux crédits requis pour l'annualisation des 11 532 places à contribution réduite ayant été développées dans les services de garde au cours de l'exercice financier 2004-2005 ainsi que le coût du développement des nouvelles places pour 2005-2006.

## Programme 3 : Condition des aînés

Ce programme assure le financement du Conseil des aînés et du Secrétariat aux aînés afin de soutenir la valorisation de la participation des aînés à la société québécoise et cela en vue d'un Québec équitable pour toutes les générations. Le budget de dépenses de ce programme demeure semblable à celui de l'exercice financier 2004-2005.

## Programme 4 : Condition féminine

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine. Le budget de dépenses de ce programme demeure semblable à celui de l'exercice financier 2004-2005.

## Programme 5 : Curateur public

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes. Il vise également à remettre les biens non réclamés aux ayants droits ou au gouvernement. Le budget de dépenses de ce programme demeure semblable à celui de l'exercice financier 2004-2005.

### LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

|                              | 2005-2006<br>(000 \$) | 2004-2005<br>(000 \$) |
|------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations              | 18 170,5              | 10 390,9              |
| Prêts, placements et avances | 2,0                   | 2,0                   |



Le budget d'investissements passe de 10,4 M\$ à 18,2 M\$ en 2005-2006. L'augmentation de 7,8 M\$ dans les immobilisations s'explique principalement par les investissements requis dans les systèmes servant à la gestion des services de garde, dont notamment 6,8 M\$ pour le financement de projets informatiques.

#### ORGANISMES BUDGÉTAIRES

|                                       | 2005-2006                | 2004-2005                |
|---------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
|                                       | Budget<br>de l'organisme | Budget<br>de l'organisme |
|                                       | (000 \$)                 | (000 \$)                 |
| Conseil de la famille et de l'enfance | 1 132,9                  | 1 073,1                  |
| Conseil des aînés                     | 727,0                    | 668,5                    |
| Conseil du statut de la femme         | 4 412,7                  | 4 360,0                  |
| Curateur public                       | 33 760,3                 | 33 966,8                 |

### **FAITS SAILLANTS**

- Le plan annuel de gestion des dépenses du ministère des Finances pour l'exercice 2005-2006 s'appuie sur les orientations suivantes :
  - Poursuivre les progrès en matière de finances publiques;
  - Développer un environnement fiscal qui stimule la croissance économique tout en répondant aux besoins des contribuables;
  - Corriger le déséquilibre fiscal entre le gouvernement fédéral et les provinces;
  - Moderniser l'encadrement du secteur financier et des personnes morales;
  - Développer des nouvelles façons de faire et une gestion interne plus efficaces.
- Par ailleurs, l'enveloppe budgétaire du Ministère pour l'exercice 2005-2006 sera réduite de quelque 5 M\$ par rapport à l'exercice 2004-2005.

## **1. LA PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE MINISTÉRIEL**

La Loi sur le ministère des Finances (L.R.Q., c. M-24.01) confère au ministre la mission de favoriser le développement économique et de soutenir la croissance de l'économie, de l'investissement et de l'emploi.

À ces fins, le Ministère conseille et appuie le ministre et le gouvernement en matière de finances publiques, ce qui l'amène à élaborer et à proposer des politiques, dans les domaines économique, fiscal, budgétaire, financier et comptable, ainsi que des mesures d'aide financière et d'incitation fiscale.

En tant qu'organisme central, le Ministère a un rôle conseil auprès du ministre et du gouvernement et assure la mise en œuvre des décisions gouvernementales en matière financière. En plus d'effectuer un suivi de la situation financière du gouvernement et de l'état de l'économie québécoise, le Ministère remplit les fonctions suivantes :

- Préparer et présenter à l'Assemblée nationale le Discours sur le budget;
- Établir et proposer au gouvernement le niveau global des dépenses;
- Proposer au gouvernement des orientations en matière de revenus et des conseils en matière d'investissements;
- Surveiller, contrôler et gérer tout ce qui se rattache aux finances de l'État;
- Gérer le fonds consolidé du revenu et la dette publique;
- Veiller à la préparation des comptes publics et des autres rapports financiers du gouvernement;
- Élaborer des politiques et des orientations en matière d'investissements en immobilisations, de concert avec le Conseil du trésor, et établir le niveau des engagements financiers inhérents au renouvellement des conventions collectives;
- Élaborer et proposer au Conseil du trésor les conventions comptables qui doivent être suivies par les ministères et les organismes, les règles relatives aux paiements faits sur le fonds consolidé du revenu ainsi que celles relatives à la perception et à l'administration des revenus de l'État.

## **2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES**

L'information sur les programmes est précisée dans le plan budgétaire à la section suivante. Les choix budgétaires pour l'exercice 2005-2006 sont présentés selon les cinq grandes orientations suivantes :



## Répartition des ressources budgétaires par orientation

| ORIENTATION                                                                                                             | Budget de dépenses |              |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------|
|                                                                                                                         | %                  | (M\$)        |
| Poursuivre les progrès en matière de finances publiques                                                                 | 37,8               | 69,9         |
| Frais de services bancaires (programme 2, élément 3)                                                                    |                    | 10,4         |
| Divers éléments de programmes : 594 ETC                                                                                 |                    | 59,5         |
| Développer un environnement fiscal qui stimule la croissance économique tout en répondant aux besoins des contribuables | 52,9               | 98,0         |
| Provision pour des initiatives concernant les revenus (programme 2, élément 6)                                          |                    | 87,5         |
| Divers éléments de programmes : 105 ETC                                                                                 |                    | 10,5         |
| Corriger le déséquilibre fiscal entre le gouvernement fédéral et les provinces                                          | 0,6                | 1,1          |
| Divers éléments de programmes : 11 ETC                                                                                  |                    | 1,1          |
| Moderniser l'encadrement du secteur financier et des personnes morales                                                  | 7,0                | 13,0         |
| Affaires fiscales et financières et recherches institutionnelles (programme 2, élément 5)                               |                    | 9,7          |
| Divers éléments de programmes : 33 ETC                                                                                  |                    | 3,3          |
| Développer des nouvelles façons de faire et une gestion interne plus efficaces                                          | 1,7                | 3,1          |
| Divers éléments de programmes : 31 ETC                                                                                  |                    | 3,1          |
| <b>Total =</b>                                                                                                          | <b>100,0</b>       | <b>185,1</b> |

Ces chiffres excluent les éléments de programmes suivants :

|                                                                   |                 |
|-------------------------------------------------------------------|-----------------|
| – Registraire des entreprises (programme 1, élément 2) :          | 14,8 M\$        |
| – Institut de la statistique du Québec (programme 1, élément 3) : | 13,9 M\$        |
|                                                                   | <u>28,7 M\$</u> |

**Orientation 1** : Poursuivre les progrès en matière de finances publiques

Pourcentage des ressources budgétaires : 37,8 %.

**Objectifs :**

Les objectifs relatifs aux finances publiques sont répartis selon trois axes d'intervention : l'équilibre budgétaire; le financement et la gestion de la dette; et la rigueur et la transparence.

La majeure partie des effectifs du Ministère sont affectés à cette orientation puisqu'elle regroupe les activités centrales et récurrentes du Ministère : l'élaboration du budget du gouvernement, le financement des opérations du secteur public, la gestion de la dette au meilleur coût et la publication des comptes publics et de la synthèse des opérations financières du gouvernement.

**Actions envisagées :**

- Élaboration et mise en place d'un pacte fiscal avec les municipalités;
- Participation au comité de travail pour la pérennité du réseau de la santé et des services sociaux;
- Participation à des rencontres avec des investisseurs étrangers et des agences de crédit;
- Publication des comptes publics et des synthèses des opérations financières;
- Mise en œuvre du processus budgétaire en vue du budget 2006-2007.

**Orientation 2 :** Développer un environnement fiscal qui stimule la croissance économique tout en répondant aux besoins des contribuables

Pourcentage des ressources budgétaires : 52,9 %.

**Objectifs :**

Les objectifs relatifs à l'environnement fiscal sont répartis selon trois axes d'intervention : l'allègement du fardeau fiscal des particuliers, la compétitivité fiscale des entreprises et l'équité et la simplification du régime fiscal.

Les effectifs alloués à cette orientation proviennent principalement de deux secteurs : Politiques économiques et fiscales ainsi que Droit fiscal et fiscalité. Cependant, les ressources affectées à cet enjeu représentent presque la moitié des ressources budgétaires du Ministère en raison, notamment, de la *Provision pour des initiatives concernant les revenus*, qui vise à financer des projets de lutte contre l'évasion fiscale.

**Actions envisagées :**

- Poursuite des efforts visant à contrer l'évasion fiscale, dont la cible pour l'exercice financier 2005-2006 est de récupérer la somme de 400 M\$;
- Revue de la fiscalité des entreprises pour assurer leur compétitivité;
- Évaluation de la fiscalité des particuliers pour favoriser l'incitation au travail;
- Détermination des mesures d'impact de la fiscalité sur l'activité économique au moyen du modèle d'équilibre général.

**Orientation 3 :** Corriger le déséquilibre fiscal entre le gouvernement fédéral et les provinces

Pourcentage des ressources budgétaires : 0,6 %.



**Objectifs :**

Les objectifs relatifs aux relations fédérales-provinciales sont répartis selon trois axes d'intervention : les programmes à frais partagés, tels que la santé et l'éducation, le programme de péréquation et le leadership du Québec dans les négociations entre les provinces et le gouvernement fédéral, notamment dans le cadre du Conseil de la fédération.

Le Ministère travaille en collaboration avec le Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes sur les dossiers impliquant des négociations fédérales-provinciales et plus précisément, à ceux qui ont trait au déséquilibre fiscal dont les enjeux financiers pour le Québec sont majeurs.

**Actions envisagées :**

- Participation du ministre des Finances au sous-comité fédéral sur le déséquilibre fiscal du Comité permanent des finances;
- Publication d'un fascicule faisant le point sur les transferts fédéraux et le déséquilibre fiscal;
- Suivi des travaux du Comité d'experts fédéral qui a pour objectif de revoir les modalités de calcul de la péréquation;
- Participation du Ministère aux travaux du comité du Conseil de la fédération sur le déséquilibre fiscal.

**Orientation 4 : Moderniser l'encadrement du secteur financier et des personnes morales**

Pourcentage des ressources budgétaires : 7,0 %.

**Objectifs :**

Les objectifs relatifs à la modernisation du secteur financier sont répartis selon trois axes d'intervention : l'application d'un nouveau cadre législatif pour améliorer la confiance des épargnants, l'harmonisation des règlements du système des valeurs mobilières avec les autres provinces et la révision de l'encadrement des personnes morales et des associations.

**Actions envisagées :**

- Mise en place d'un passeport en matière de valeurs mobilières entre les provinces et les territoires : adoption de la réglementation nécessaire;
- Participation aux travaux de consultation via les régulateurs de valeurs mobilières de toutes les juridictions participantes;
- Mise en œuvre d'une campagne de communication visant à démontrer les bienfaits de l'approche proposée du passeport.

**Orientation 5 : Développer des nouvelles façons de faire et une gestion interne plus efficaces**

Pourcentage des ressources budgétaires : 1,7 %.



**Objectifs :**

Les objectifs relatifs à la modernisation de l'État sont répartis selon quatre axes d'intervention : l'examen de nouveaux modes de financement des services publics et des infrastructures, le mandat et les règles de gouverne des sociétés d'État à vocation économique, le développement du gouvernement en ligne et la gestion prévisionnelle des ressources humaines.

**Actions envisagées :**

- Élaboration du plan d'investissements de la Société de financement des infrastructures locales, avec le ministère des Transports et le ministère des Affaires municipales et des Régions;
- Poursuite des travaux avec les sociétés d'État à vocation économique et commerciale, dont la cible pour 2005-2006 est d'effectuer un retour à la rentabilité;
- Collaboration à la mise en ligne du volet transactionnel du Portail gouvernemental de services aux entreprises, avec les autres ministères impliqués dans ce projet;
- Élaboration du plan de gestion prévisionnelle des ressources humaines du Ministère.

**3. LE PLAN BUDGÉTAIRE****LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES**

|                                                                                                                                  | 2005-2006                             |                                      | 2004-2005                             |                                     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
|                                                                                                                                  | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(1) | Variation<br>(000 \$)<br>(2)=(1)-(3) | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(3) | Dépense probable<br>(000 \$)<br>(4) |
| 1. Direction du Ministère                                                                                                        | 58 052,4                              | (2 617,7)                            | 60 670,1                              | 60 831,7                            |
| 2. Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement | 155 672,8                             | (2 346,8)                            | 158 019,6                             | 87 943,5                            |
| 3. Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite                                                         | 6 995 000,0                           | 127 000,0                            | 6 868 000,0                           | 6 868 000,0                         |
| <b>Total</b>                                                                                                                     | <b>7 208 725,2</b>                    | <b>122 035,5</b>                     | <b>7 086 689,7</b>                    | <b>7 016 775,2</b>                  |
| <b>Effectif (ETC)<br/>(excluant les fonds spéciaux)</b>                                                                          | <b>985</b>                            | <b>(17)</b>                          | <b>1 002</b>                          | <b>—</b>                            |

Note : Le programme Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement comporte une provision qui permet des virements à d'autres programmes du gouvernement où la dépense probable est augmentée d'autant. À ce programme, la dépense probable est diminuée en raison de tels virements.

L'augmentation nette de 122 M\$ du budget total de dépenses 2005-2006 par rapport à 2004-2005 s'explique principalement par une augmentation des dépenses au programme Service de la dette et intérêts sur le compte de régimes de retraite.

### Programme 1 : Direction du Ministère

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination, d'affaires publiques et de soutien à la gestion. Il a aussi pour but l'administration d'un registre gouvernemental des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales. Il vise enfin à fournir des informations statistiques sur la situation du Québec.

La diminution du budget de dépenses de 2,6 M\$ s'explique par l'application de diverses mesures de réduction des dépenses.

### Programme 2 : Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement

Ce programme vise à assurer la direction des activités financières et comptables du gouvernement, l'élaboration des orientations en matière fiscale et budgétaire et la réalisation d'analyses économiques et de recherches institutionnelles.

L'enveloppe de ce programme diminue de 2,3 M\$. Cette variation découle principalement de mesures touchant le programme Affaires fiscales et financières et recherches institutionnelles.

### Programme 3 : Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite

Ce programme vise à pourvoir au paiement des intérêts sur la dette directe et à la dépense d'intérêt au titre des régimes de retraite.

Les dépenses de ce programme, qui totalisent 6 995 M\$ se divisent en deux éléments :

- Service de la dette directe : à cet élément de programme sont inscrits les crédits requis pour assumer le coût des emprunts du gouvernement 4 319 M\$
- Intérêts sur le compte des régimes de retraite : à cet élément de programme sont inscrits les crédits requis pour assumer le coût des intérêts sur l'obligation actuarielle des régimes de retraite du gouvernement diminué des revenus de placement du Fonds d'amortissement des régimes de retraite 2 676 M\$

Par rapport aux dépenses 2004-2005, les dépenses 2005-2006 affectées à ce programme augmentent de 127 M\$ principalement en raison de la hausse prévue des taux d'intérêt.

### LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

|                              | 2005-2006<br>(000 \$) | 2004-2005<br>(000 \$) |
|------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations              | 8 951,1               | 7 432,7               |
| Prêts, placements et avances | 5,0                   | 5,0                   |



Les investissements prévus serviront principalement à la mise à niveau des systèmes informatiques et à la poursuite du projet de développement informatique ayant trait à la refonte du registre des entreprises du Québec. L'augmentation de 1,5 M\$ s'explique principalement par l'ajout de projets de développement informatique.

#### ORGANISME BUDGÉTAIRE ET ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

|                                                              | 2005-2006                | 2004-2005                |
|--------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
|                                                              | Budget<br>de l'organisme | Budget<br>de l'organisme |
|                                                              | (000 \$)                 | (000 \$)                 |
| <b>Organisme budgétaire</b>                                  |                          |                          |
| Registraire des entreprises                                  | 14 772,2                 | 15 918,2                 |
| <b>Organismes autres que budgétaires</b>                     |                          |                          |
| Autorité des marchés financiers                              | 68 923,2                 | 68 718,0                 |
| Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières      | 2 044,2                  | 1 848,7                  |
| Institut de la statistique du Québec                         | 22 983,6                 | 23 261,4                 |
| Société de financement des infrastructures locales du Québec | 190 300,0                | 1 100,0                  |

#### LES FONDS SPÉCIAUX

##### FONDS DE FINANCEMENT

|                           | Prévisions<br>2005-2006 | Probables<br>2004-2005 |
|---------------------------|-------------------------|------------------------|
|                           | (000 \$)                | (000 \$)               |
| Revenus                   | 472 913,9               | 404 747,4              |
| Dépenses                  | 457 534,5               | 379 238,6              |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>15 379,4</b>         | <b>25 508,8</b>        |
| Investissements           | —                       | —                      |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>17</b>               | <b>17</b>              |

Le Fonds de financement, constitué par la Loi sur le ministère des Finances (L.R.Q., c. M-24.01), a pour objet de fournir du financement et d'autres services financiers aux organismes compris dans le périmètre comptable du gouvernement comme les fonds spéciaux et les sociétés d'État.



L'augmentation du volume d'affaires du fonds et, dans une moindre mesure, la hausse attendue des taux d'intérêt en 2005-2006 expliquent essentiellement la croissance des revenus et des dépenses. L'impact de la hausse attendue des taux d'intérêt en 2005-2006, de même que des frais d'émission plus élevés en 2005-2006 que ceux encourus en 2004-2005 expliquent principalement la hausse plus importante des dépenses par rapport aux revenus en 2005-2006.

#### FONDS DE L'INDUSTRIE DES COURSES DE CHEVAUX

|                           | Prévisions<br>2005-2006<br>(000 \$) | Probables<br>2004-2005<br>(000 \$) |
|---------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| Revenus                   | 13 380,0                            | 13 118,0                           |
| Dépenses                  | 13 380,0                            | 13 118,0                           |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>0,0</b>                          | <b>0,0</b>                         |
| Investissements           | —                                   | —                                  |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>—</b>                            | <b>—</b>                           |

Le Fonds est constitué par la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., c. M-14). Il a pour objet de soutenir l'industrie des courses de chevaux. Il est constitué principalement des sommes versées par le ministère du Revenu représentant le produit de la taxe sur le pari mutuel. Ces montants sont répartis entre la Société du cheval de course et les titulaires d'une licence de courses visées par la Loi sur les courses (L.R.Q., c. C-72.1).

#### FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE

|                           | Prévisions<br>2005-2006<br>(000 \$) | Probables<br>2004-2005<br>(000 \$) |
|---------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| Revenus                   | 80 800,0                            | 76 400,0                           |
| Dépenses                  | 80 800,0                            | 76 236,4                           |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>0,0</b>                          | <b>163,6</b>                       |
| Investissements           | —                                   | —                                  |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>—</b>                            | <b>—</b>                           |

Le Fonds spécial olympique a été constitué en 1976 par la Loi constituant un fonds spécial olympique (L.R.Q. 1976, c. 14). Ce Fonds et les sommes qu'il tire de la taxe spéciale sur le tabac sont affectés exclusivement au remboursement du capital et des intérêts des emprunts de la Régie des installations olympiques et au parachèvement des installations olympiques.

**FONDS DU CENTRE FINANCIER DE MONTRÉAL**

|                           | <b>Prévisions<br/>2005-2006</b> | <b>Probables<br/>2004-2005</b> |
|---------------------------|---------------------------------|--------------------------------|
|                           | (000 \$)                        | (000 \$)                       |
| Revenus                   | 1 277,5                         | 1 820,4                        |
| Dépenses                  | 1 545,8                         | 1 270,4                        |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>(268,3)</b>                  | <b>550,0</b>                   |
| Investissements           | —                               | —                              |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>—</b>                        | <b>—</b>                       |

Ce Fonds a été institué par la Loi sur les centres financiers internationaux (L.R.Q., c. C-8.3). Les revenus du Fonds servent au financement d'activités de promotion et de développement de Montréal comme place financière internationale. Ce Fonds est financé d'une part, par une affectation de crédits budgétaires au montant de 0,5 M\$ provenant du programme Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement et d'autre part, par une tarification de 0,8 M\$ auprès des centres financiers internationaux.

## IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

---

### FAITS SAILLANTS

- ❑ Le budget de dépenses 2005-2006 du portefeuille « Immigration et Communautés culturelles » est de 99,3 M\$, dont 98,6 M\$ sont alloués au Ministère et 0,7 M\$ au Conseil des relations interculturelles.
- ❑ La somme attribuée au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles vise à soutenir les engagements en matière d'immigration, d'intégration, de francisation, de relations interculturelles et de régionalisation.
- ❑ L'atteinte des objectifs de la planification triennale de l'immigration 2005-2007, l'amélioration des services offerts en francisation et la préservation de la capacité de mettre en œuvre les engagements du Plan d'action *Des valeurs partagées, des intérêts communs* demeurent en 2005-2006 les orientations budgétaires prioritaires du Ministère.



## 1. LA PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE MINISTÉRIEL

La mission du portefeuille consiste à :

- Promouvoir l'immigration au Québec, sélectionner des personnes immigrantes et faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouvelles arrivantes et des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise;
- Favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.

## 2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES

Le budget de dépenses 2005-2006 du portefeuille est de 99,3 M\$, dont 98,6 M\$ sont alloués au Ministère et 0,7 M\$ au Conseil des relations interculturelles. La somme attribuée au Ministère vise à soutenir deux choix budgétaires.

*Premier choix budgétaire : L'atteinte des volumes du Plan d'immigration du Québec pour l'année 2005 et la mise en œuvre du Plan d'action Des valeurs partagées, des intérêts communs*

Ce choix budgétaire vise à reconnaître l'apport stratégique de l'immigration et des communautés culturelles au développement et à la prospérité du Québec. Il se répartit entre les quatre orientations stratégiques suivantes :

- **Orientation 1** : Stimuler une offre d'immigration adaptée et sélectionner des candidates et des candidats répondant aux besoins du Québec
- **Orientation 2** : Soutenir l'intégration des nouvelles arrivantes et des nouveaux arrivants et favoriser l'insertion durable en emploi
- **Orientation 3** : Favoriser une meilleure compréhension de la diversité auprès des citoyennes et des citoyens et contribuer à son rayonnement
- **Orientation 4** : Susciter l'engagement des instances locales et régionales en matière d'immigration, d'intégration et de relations interculturelles

*Deuxième choix budgétaire : L'amélioration de la qualité des services aux citoyennes et aux citoyens*

En plus de tendre vers l'amélioration de la qualité des services à la clientèle, ce choix budgétaire représente une contribution à la modernisation de l'État et s'exprime par l'orientation stratégique suivante :

- **Orientation 5** : Moderniser la prestation de services et offrir un milieu de travail mobilisateur

Le Ministère consacre 78,8 M\$ à son premier choix budgétaire, soit l'atteinte des volumes du *Plan d'immigration du Québec pour l'année 2005* et la mise en œuvre du *Plan d'action Des valeurs partagées, des intérêts communs*.

Ainsi, le budget de base des activités visant à stimuler une offre d'immigration adaptée et à sélectionner des candidates et des candidats à l'immigration qui répondent aux besoins du Québec est de 4,4 M\$. Les revenus supplémentaires qui proviendront du crédit au net<sup>1</sup> permettront de financer les dépenses additionnelles de ces activités, de maintenir le niveau et la qualité des services et de réaliser les objectifs de la planification triennale de l'immigration 2005-2007.

Le Ministère entend consacrer une somme globale de 64,9 M\$ pour soutenir l'intégration des nouvelles arrivantes et des nouveaux arrivants et favoriser l'insertion durable en emploi. Cette somme se répartit comme suit :

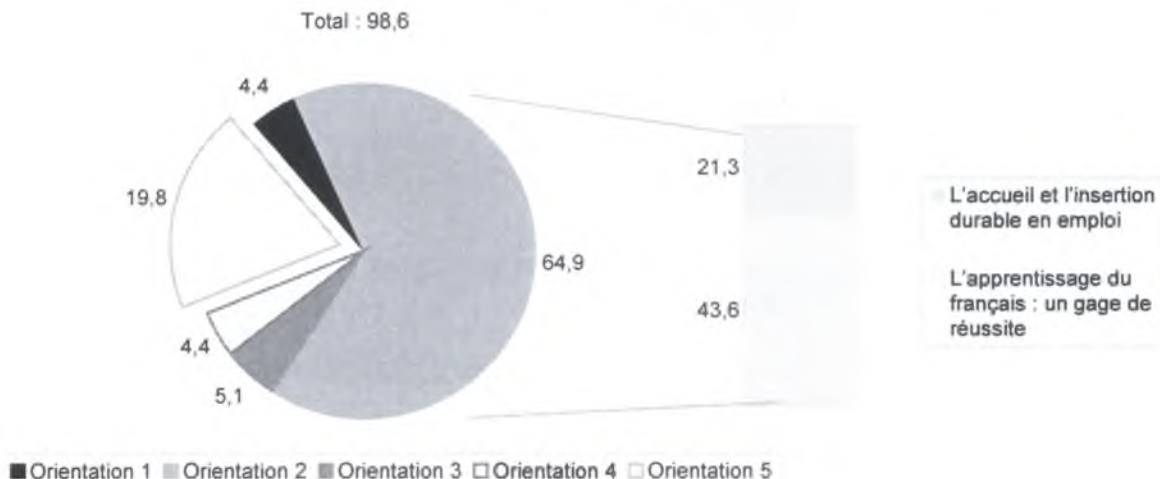
- 21,3 M\$ pour accueillir les personnes immigrantes et les accompagner dans leurs démarches d'intégration en vue, notamment, de favoriser leur insertion en emploi;
- 43,6 M\$ pour les activités de francisation, ce qui améliorera l'offre de service en cette matière.

Le Ministère entend consacrer 5,1 M\$ aux objectifs visant à favoriser une meilleure compréhension de la diversité et à contribuer à son rayonnement. Cette enveloppe permettra d'encourager le rapprochement et le dialogue interculturels ainsi que de lutter contre la discrimination.

Enfin, le Ministère maintient le caractère prioritaire des activités mises en œuvre pour susciter l'engagement des instances locales et régionales en matière d'immigration, d'intégration et de relations interculturelles, et y accorde 4,4 M\$ en 2005-2006.

Par ailleurs, un budget de 19,8 M\$ est attribué au second choix budgétaire visant la modernisation de la prestation de services, la création d'un milieu de travail mobilisateur et, plus globalement, l'amélioration de la qualité des services à la clientèle. Cette somme finance aussi l'ensemble des services centralisés du Ministère.

#### Répartition du budget de dépenses par orientation (M\$)



<sup>1</sup> Les revenus associés au crédit au net proviennent des droits perçus pour l'analyse des dossiers relatifs à la sélection des immigrants.



La prochaine section précise, pour chacun des deux choix budgétaires, les principaux objectifs stratégiques que le Ministère vise spécifiquement au cours de l'exercice financier 2005-2006 de même que les actions envisagées qu'il entend mettre en œuvre pour les réaliser.

*Premier choix budgétaire : L'atteinte des volumes du Plan d'immigration du Québec pour l'année 2005 et la mise en œuvre du Plan d'action Des valeurs partagées, des intérêts communs*

**Objectif :**

Stimuler une offre d'immigration permanente et temporaire en fonction des besoins de la Capitale nationale, de la Métropole et des régions.

**Actions envisagées :**

- Délivrer entre 38 700 et 40 300 certificats de sélection du Québec en 2005 dans les catégories soumises à la sélection du Québec dont :
  - entre 35 600 et 36 800 à des candidats sélectionnés en vertu de leur apport économique, soit les travailleurs qualifiés et les gens d'affaires;
  - entre 2 400 et 2 600 à des réfugiés et personnes en situation semblable.
- Mettre en œuvre le Plan de promotion et de recrutement 2005-2006;
- Poursuivre les actions de promotion à l'étranger en vue d'accroître la présence des étudiants internationaux;
- Renforcer les mesures de prévention et d'encadrement des activités des consultants en immigration;
- Modifier et mettre en œuvre certaines dispositions du Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers [I-0.2, r. 5] : grille de sélection pour les travailleurs qualifiés, parrainage collectif des réfugiés, durée du parrainage pour les jeunes adultes, définition des immigrants entrepreneurs et encadrement des consultants en immigration;
- Mettre en place un mécanisme d'arrimage entre les besoins du marché du travail et la sélection des personnes immigrantes;
- Augmenter les voyages de prospection et la sélection au Québec des gens d'affaires immigrants ainsi que les services d'accueil et d'accompagnement;
- Mettre en œuvre des mesures visant à améliorer le Programme des aides familiaux résidents;
- Assurer le respect des engagements en matière de parrainage familial et d'immigration humanitaire.

**Objectif :**

Accélérer et personnaliser la démarche d'intégration des personnes immigrantes tout en facilitant la reconnaissance des diplômes et des compétences acquis à l'étranger.



**Actions envisagées :**

- Offrir un accompagnement personnalisé aux personnes immigrantes à l'aide du carnet de route;
- Soutenir les personnes immigrantes dans leurs démarches pour faire reconnaître leurs acquis;
- Appuyer les travaux de l'équipe de travail sur la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger;
- Mettre en place le Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi.

**Objectif :**

Accélérer l'apprentissage du français des personnes immigrantes et réduire les délais d'attente.

**Actions envisagées :**

- Assurer un accès diligent aux services de francisation afin de permettre une intégration rapide à la société québécoise;
- Intensifier les services de francisation et en réviser les exigences en vue de favoriser des apprentissages accélérés;
- Miser sur la période d'attente dans le pays d'origine pour inciter les candidats à l'immigration à apprendre la langue française ou à parfaire leurs connaissances;
- Adapter l'enseignement du français aux caractéristiques, aux besoins et aux conditions de vie et de travail des immigrants, notamment par l'élaboration de cours sur mesure et la diversification des formules de cours;
- Mieux joindre les personnes qui ne connaissent pas suffisamment le français.

**Objectif :**

Accroître l'ouverture à la diversité en encourageant le rapprochement et le dialogue interculturels.

**Actions envisagées :**

- Soutenir les communautés culturelles dans la recherche de solutions adaptées à leurs besoins;
- Susciter et soutenir la conception de projets visant à promouvoir les relations civiques, le rapprochement interculturel et l'ouverture à la diversité;
- Élaborer et diffuser des programmes de formation destinés aux employeurs et visant la sensibilisation à la communication et à la négociation en contexte interculturel ainsi que l'aménagement de la diversité en milieu de travail.

**Objectif :**

Favoriser la prise en compte de l'immigration comme facteur de développement par l'établissement de plans d'action régionaux et la signature d'ententes avec des conférences régionales des élus et des municipalités.

**Action envisagée :**

- Accélérer la signature d'ententes de régionalisation de l'immigration avec des conférences régionales des élus et des municipalités et adopter des plans d'action régionaux.

*Deuxième choix budgétaire : L'amélioration de la qualité des services aux citoyennes et aux citoyens*

**Objectif :**

Améliorer les services à la clientèle en accordant la priorité aux services en ligne afin de contribuer à la mise en place du Gouvernement en ligne.

**Action envisagée :**

- Rendre accessibles en ligne de nouveaux services pour la clientèle.

**3. LE PLAN BUDGÉTAIRE**

Les responsabilités du nouveau Ministère ont été recentrées autour des mandats relatifs à l'immigration, à l'intégration, à la francisation, aux relations interculturelles et à la régionalisation. Ainsi, le budget de dépenses du portefeuille en 2005-2006 est de 99,3 M\$, soit une réduction de 5,6 M\$ par rapport au budget de dépenses alloué en 2004-2005 au Ministère pour réaliser les mandats équivalents à ceux du Ministère actuel.

Cette différence budgétaire résulte, en grande partie, de la récurrence en 2005-2006 des mesures de rationalisation introduites en 2004-2005 au chapitre de l'administration, des infrastructures et de l'organisation des services, mesures qui permettront néanmoins de préserver le niveau et la qualité des services rendus par le Ministère.

**LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES**

|                                                         | 2005-2006                             |                                      | 2004-2005                             |                                     |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
|                                                         | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(1) | Variation<br>(000 \$)<br>(2)=(1)-(3) | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(3) | Dépense probable<br>(000 \$)<br>(4) |
| 1. Immigration, intégration et communautés culturelles  | 98 595,2                              | (5 597,2)                            | 104 192,4                             | 106 223,4                           |
| 2. Organisme relevant du ministre                       | 695,4                                 | —                                    | 695,4                                 | 732,0                               |
| <b>Total</b>                                            | <b>99 290,6</b>                       | <b>(5 597,2)</b>                     | <b>104 887,8</b>                      | <b>106 955,4</b>                    |
| <b>Effectif (ETC)<br/>(excluant les fonds spéciaux)</b> | <b>1 005</b>                          | <b>(13)</b>                          | <b>1 018</b>                          | <b>—</b>                            |



**Programme 1 : Immigration, intégration et communautés culturelles**

Toutes les activités ayant trait aux mandats relatifs à l'immigration, à l'intégration, à la francisation, aux relations interculturelles et à la régionalisation, incluant les activités afférentes de planification, de recherche, d'administration et de soutien centralisé, ont été regroupées sous ce seul programme en 2005-2006. La diminution de 5,6 M\$ du budget de dépenses du portefeuille est donc entièrement imputée à ce programme. En 2005-2006, le Ministère concentrera sur l'encadrement, l'organisation du travail et les services de soutien centralisés l'effort de réduction budgétaire qui lui est demandé, en contribution à l'atteinte de l'équilibre budgétaire gouvernemental, et ce, dans le but de préserver le niveau et la qualité de son offre de service.

**Programme 2 : Organisme relevant du ministre**

Ce programme vise à permettre au Ministère d'obtenir un éclairage sur des problématiques particulières touchant l'intégration et les relations interculturelles. Compte tenu de ses mandats particuliers, le Conseil des relations interculturelles voit son enveloppe budgétaire reconduite intégralement en 2005-2006.

**LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS**

|                              | 2005-2006<br>(000 \$) | 2004-2005<br>(000 \$) |
|------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations              | 5 531,0               | 3 014,0               |
| Prêts, placements et avances | 184,0                 | 185,0                 |

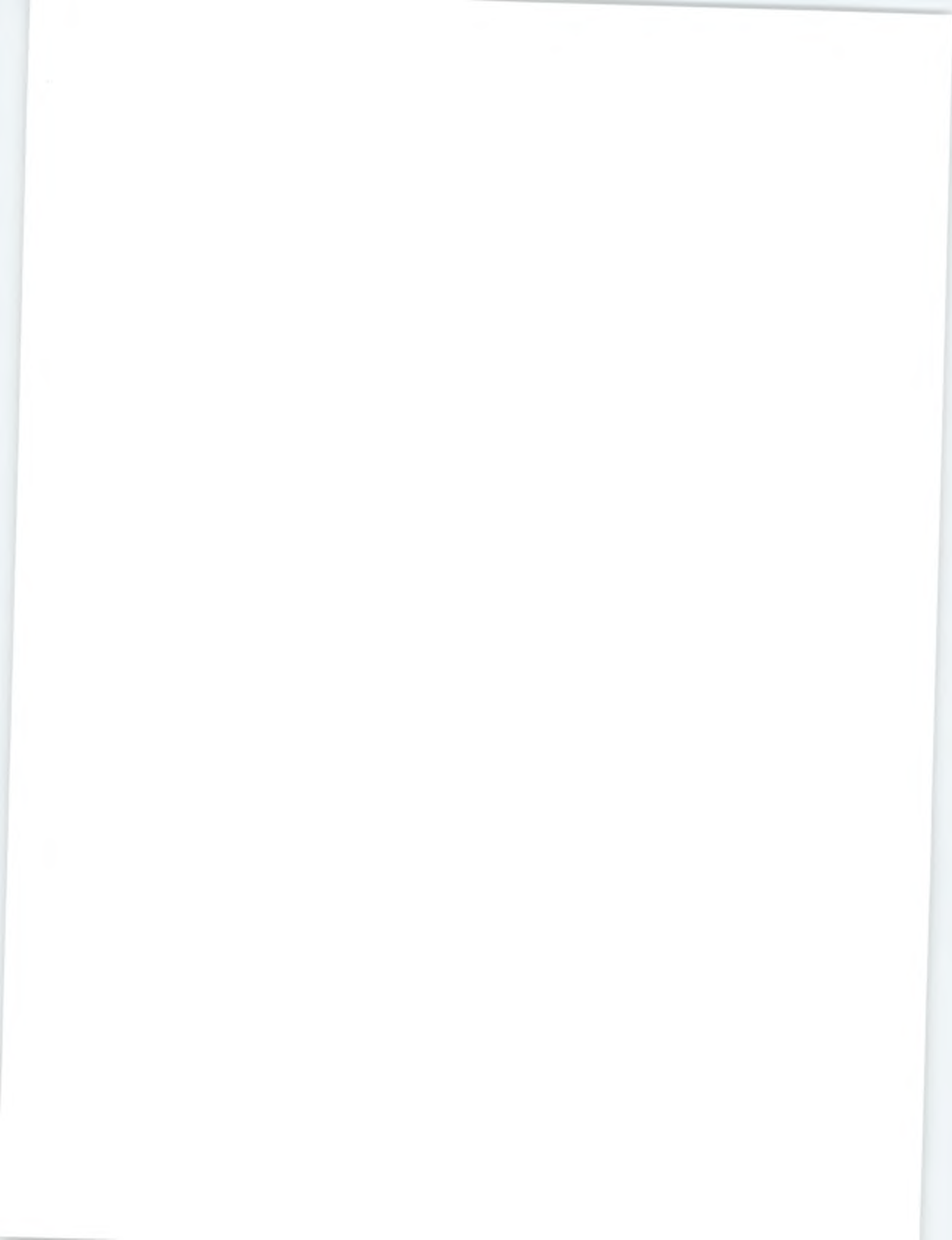
Le budget d'investissements est principalement utilisé par le Ministère pour le renouvellement du parc informatique ainsi que pour le développement en ressources informationnelles.

La hausse du budget prévu en 2005-2006 permettra au Ministère d'achever la conception du nouveau service en ligne de francisation pour la clientèle immigrante. De plus, ce budget rendra possible la mise à niveau de l'infrastructure technologique ainsi que l'adaptation du système corporatif à la prestation électronique de services pour la clientèle et les partenaires.

**ORGANISME BUDGÉTAIRE**

|                                        | 2005-2006<br>Budget<br>de l'organisme<br>(000 \$) | 2004-2005<br>Budget<br>de l'organisme<br>(000 \$) |
|----------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Conseil des relations interculturelles | 695,4                                             | 695,4                                             |





### FAITS SAILLANTS

- Au cours de l'exercice 2005-2006, le ministère de la Justice sera au coeur d'importantes décisions organisationnelles, relativement à la création d'un poste de Directeur des poursuites publiques, à l'organisation de la justice dans le monde municipal et à l'organisation territoriale des services judiciaires. Au niveau technologique, en conformité avec les orientations gouvernementales, le Ministère travaillera à développer et à mettre en ligne le portail du domaine Justice.
- De façon plus concrète, certains éléments influenceront à la hausse le budget de dépenses 2005-2006 :
  - La nomination des juges de paix magistrats rendue nécessaire à la suite de l'adoption du projet de loi 50, loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et d'autres dispositions législatives eu égard au statut des juges de paix (L.Q. 2004, c. 12);
  - L'augmentation des loyers à la suite de la livraison de projets des palais de justice de Montréal, de Trois-Rivières et de l'édifice Ernest-Cormier qui abrite la Cour d'appel;
  - Le financement des besoins additionnels à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse au regard de la modernisation des processus opérationnels et à l'ajout des personnes handicapées comme groupe visée par la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans les organismes publics (L.R.Q., c. A-2.01).

## 1. LA PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE MINISTÉRIEL

Le présent document concerne le Ministère, le Conseil de la justice administrative, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, l'Office de la protection du consommateur et les organismes extrabudgétaires qui reçoivent une subvention du Ministère, soit la Commission des services juridiques, le Fonds d'aide aux recours collectifs et le Tribunal administratif du Québec.

Le Ministère a pour mission d'assurer la primauté du droit au sein de la société québécoise et maintenir, au Québec, un système de justice à la fois digne de confiance et intègre afin de favoriser le respect des droits individuels et collectifs.

À cette fin, le ministre de la Justice assume les rôles et responsabilités qui lui sont dévolus par la Loi sur le ministère de la Justice (L.R.Q., c. M-19), en exerçant, notamment les fonctions d'administrateur de la justice, de procureur général, de juriste, de registraire et de notaire général du Québec.

Il assure l'accès à un système de justice de qualité et apporte son soutien à l'ensemble de la magistrature. Il veille à la bonne administration des affaires publiques et conseille le gouvernement sur la légalité de ses actions. Il l'appuie dans la préparation des lois et des règlements. En outre, dans son rôle de procureur général, il représente l'État en matière civile devant les tribunaux ou dans le cadre de certaines enquêtes publiques et il intente les poursuites en matière criminelle et pénale.

En sa qualité de registraire, le ministre assure l'enregistrement et la conservation des documents qui lui sont confiés, la tenue du Registre des droits personnels et réels mobiliers, du Registre des lobbyistes et du Registre de l'état civil ainsi que la gestion des clés et certificats dans le cadre de l'Infrastructure à clés publiques gouvernementale.

La mission du Conseil de la justice administrative est de soutenir la confiance du public dans la justice administrative envers le Tribunal administratif du Québec, la Commission des lésions professionnelles et la Régie du logement.

La mission de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse est de veiller au respect de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec et d'en assurer la promotion. De plus, elle veille à l'application de la Loi sur l'accès de l'égalité en emploi dans les organismes publics ainsi qu'au respect des droits reconnus par la Loi sur la protection de la jeunesse (L.R.Q., c. P-34.1).

L'Office de la protection du consommateur a pour mission de protéger les droits des consommateurs et de faire respecter la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40).

Le mandat de la Commission des services juridiques est de veiller à ce que l'aide juridique soit fournie, dans la mesure établie par la loi et les règlements, aux personnes financièrement admissibles.

Pour sa part, le Fonds d'aide aux recours collectifs a pour objet de contribuer au financement des recours collectifs et de diffuser des informations relatives à l'exercice de ces recours.

Enfin, le Tribunal administratif du Québec a la compétence pour décider des recours exercés à l'encontre des décisions administratives rendues par certaines autorités de l'administration publique, tels les ministères, les régies, les commissions, les municipalités et les établissements de santé.



Par ailleurs, les organismes autres que budgétaires que sont l'Office des professions du Québec et la Société québécoise d'information juridique, qui sont sous la responsabilité du ministre et dont le budget n'apparaît pas au Budget de dépenses 2005-2006, ne sont pas couverts dans le présent document puisqu'ils se financent à même les contributions demandées aux membres en ce qui a trait à l'Office des professions du Québec et par la vente des produits et services pour la Société québécoise d'information juridique.

L'Office des professions du Québec a pour fonction de veiller à ce que chaque ordre professionnel assure la protection du public. Il suggère, lorsqu'il le juge opportun, la constitution de nouveaux ordres, la fusion ou la dissolution des ordres existants ainsi que des modifications aux lois qui les régissent.

La Société québécoise d'information juridique a le mandat de promouvoir la recherche, le traitement et le développement de l'information juridique en vue d'en améliorer la qualité et l'accessibilité au profit de la collectivité.

## **2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES**

Le Ministère s'est donné comme vision un système de justice plus proche des citoyens, davantage accessible, efficace et transparent. Dans l'objectif d'adapter ses services et la façon de les offrir et de soutenir la crédibilité du système judiciaire, d'importantes questions, tant du point de vue structurel qu'organisationnel, seront soulevées. Cependant, les ressources financières supportant la réalisation de cet objectif n'ont pas influencé les choix budgétaires 2005-2006. La mise en œuvre des orientations qui seront retenues, quant à la réorganisation territoriale des services judiciaires, à l'organisation de la justice dans le monde municipal et à la création d'un poste de Directeur des poursuites publiques pourraient influencer les choix budgétaires 2006-2007 ainsi que la façon dont les produits et services sont rendus.

Par ailleurs, pour l'exercice 2005-2006, certains ajustements budgétaires ont été nécessaires afin de financer les besoins découlant de la mise en place ou à la modification de certaines lois ou règlements dont la Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires et d'autres dispositions législatives eu égard au statut des juges de paix. En outre, certains ajustements ont également été requis compte tenu de l'augmentation des loyers à la suite de la livraison de projets des palais de justice de Montréal, de Trois-Rivières et de l'édifice Ernest-Cormier abritant la Cour d'appel, du financement de certains dossiers en matière criminelle, des besoins manifestés par la Commission des services juridiques et par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

Enfin, le Ministère veillera à intégrer de façon harmonieuse la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, l'Office de la protection du consommateur ainsi que les fonctions dévolues au Directeur de l'état civil. Rappelons que ces derniers ont été transférés au Ministère en février 2005.

### 3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

#### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

|                                                         | 2005-2006          |                         | 2004-2005          |                  |
|---------------------------------------------------------|--------------------|-------------------------|--------------------|------------------|
|                                                         | Budget de dépenses | Variation               | Budget de dépenses | Dépense probable |
|                                                         | (000 \$)<br>(1)    | (000 \$)<br>(2)=(1)-(3) | (000 \$)<br>(3)    | (000 \$)<br>(4)  |
| 1. Activité judiciaire                                  | 75 582,8           | 4 144,3                 | 71 438,5           | 72 588,6         |
| 2. Administration de la justice                         | 323 199,3          | 3 421,9                 | 319 777,4          | 328 162,5        |
| 3. Justice administrative                               | 10 892,8           | (173,7)                 | 11 066,5           | 11 051,6         |
| 4. Aide aux justiciables                                | 195 275,4          | 10 587,3                | 184 688,1          | 213 769,9        |
| 5. Organisme de protection relevant du ministre         | 7 536,1            | (101,0)                 | 7 637,1            | 7 646,1          |
| <b>Total</b>                                            | <b>612 486,4</b>   | <b>17 878,8</b>         | <b>594 607,6</b>   | <b>633 218,7</b> |
| <b>Effectif (ETC)<br/>(excluant les fonds spéciaux)</b> | <b>3 706</b>       | <b>(36)</b>             | <b>3 742</b>       | <b>—</b>         |

#### Programme 1 : Activité judiciaire

Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il assure le respect des règles déontologiques qui régissent la magistrature, le perfectionnement des juges et leur fournit le soutien administratif nécessaire. Il vise également à évaluer le traitement, le régime de retraite et les autres avantages sociaux des juges de la Cour du Québec et des cours municipales ainsi qu'à formuler des recommandations au gouvernement. Le budget de dépenses de ce programme se chiffre à 75,6 M\$ en 2005-2006, en hausse de 4,1 M\$ par rapport à 2004-2005, et ce, afin de pourvoir à des besoins de financement reliés à la mise en place des juges de paix magistrats dans le cadre du projet de loi 50.

#### Programme 2 : Administration de la justice

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et à la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales et à assurer l'application du Code criminel et des lois pénales au Québec.

Le budget de dépenses de ce programme s'établit à 323,2 M\$ en 2005-2006, en hausse de 3,4 M\$ par rapport à 2004-2005. Cette variation est entre autres attribuable à la progression dans leurs échelles salariales des juristes et des substituts du procureur général, au financement requis pour l'ajout de postes convenu dans la dernière négociation, au relèvement de l'enveloppe des loyers requise suite aux travaux réalisés dans certains palais de justice et enfin, aux transferts de postes et crédits en provenance d'autres ministères ou organismes.



### Programme 3 : Justice administrative

Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., c. J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme inclut le Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.

La contribution du Ministère au financement de ce programme se chiffre à 10,9 M\$ en 2005-2006.

### Programme 4 : Aide aux justiciables

Ce programme vise à assurer une aide juridique, financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice. Il vise aussi à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. L'assistance offerte se traduit par l'aide juridique, l'aide aux recours collectifs, l'aide au civisme et par l'indemnisation des victimes d'actes criminels. De plus, par le biais de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, il veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec.

Le budget de dépenses de ce programme s'établit à 195,3 M\$ en 2005-2006, en hausse de 10,6 M\$ par rapport à 2004-2005. Cette variation résulte principalement d'une augmentation du budget alloué à l'aide juridique et à l'indemnisation des victimes d'actes criminels.

L'écart de 29,1 M\$ entre le budget de dépenses 2004-2005 et la dépense probable est principalement attribuable à l'augmentation des indemnités versées aux victimes d'actes criminels en raison de la hausse de la clientèle et à la proposition relative aux conditions de travail des avocats permanents de l'aide juridique.

### Programme 5: Organisme de protection relevant du ministre

Ce programme géré par l'Office de la protection du consommateur vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection des consommateurs. Cette protection se traduit par la réception et le traitement des plaintes des consommateurs, l'évaluation des biens ou des services offerts aux consommateurs et par des renseignements offerts à la population en ce qui a trait à la protection des consommateurs.

Le budget de dépenses de ce programme s'établit à 7,5 M\$ pour 2005-2006.

### LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

|                              | 2005-2006<br>(000 \$) | 2004-2005<br>(000 \$) |
|------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations              | 21 550,5              | 28 928,5              |
| Prêts, placements et avances | 46 712,3              | 43,1                  |



Le budget d'immobilisations 2005-2006 s'établit à 21,6 M\$. Ce budget sera consacré principalement à l'implantation de certaines applications prévues au Système intégré d'information de justice et à la poursuite de projets de développement de systèmes au Bureau des infractions et amendes, principalement le système de gestion des infractions et de la perception des amendes. Quant au budget de prêts, placements et avances, l'augmentation est requise afin de permettre à la Commission des services juridiques et au Tribunal administratif du Québec de respecter les principes comptables généralement reconnus émis par l'Institut canadien des comptables agréés.

#### ORGANISMES BUDGÉTAIRES ET ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

|                                                                                   | 2005-2006<br>Budget<br>de l'organisme | 2004-2005<br>Budget<br>de l'organisme |
|-----------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|
|                                                                                   | (000 \$)                              | (000 \$)                              |
| <b>Organismes budgétaires</b>                                                     |                                       |                                       |
| Comité de la rémunération des juges de la Cour du Québec et des cours municipales | 200,0                                 | 200,0                                 |
| Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse                 | 13 957,8                              | 12 957,8                              |
| Conseil de la justice administrative                                              | 373,9                                 | 325,5                                 |
| Conseil de la magistrature                                                        | 893,6                                 | 893,6                                 |
| Office de la protection du consommateur                                           | 7 536,1                               | 7 637,1                               |
| Tribunal des droits de la personne                                                | 193,8                                 | 190,7                                 |
| <b>Organismes autres que budgétaires</b>                                          |                                       |                                       |
| Commission des services juridiques                                                | 129 266,6                             | 128 285,4                             |
| Fonds d'aide aux recours collectifs                                               | 1 488,3                               | 1 429,5                               |
| Office des professions du Québec                                                  | 6 314,8                               | 6 449,0                               |
| Société québécoise d'information juridique                                        | 12 319,2                              | 11 313,0                              |
| Tribunal administratif du Québec                                                  | 28 942,3                              | 27 813,8                              |

## LES FONDS SPÉCIAUX

### FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

|                           | Prévisions<br>2005-2006<br>(000 \$) | Probables<br>2004-2005<br>(000 \$) |
|---------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| Revenus                   | 12 905,5                            | 13 020,3                           |
| Dépenses                  | 12 902,5                            | 7 474,5                            |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>3,0</b>                          | <b>5 545,8</b>                     |
| Investissements           | 4,0                                 | —                                  |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>5</b>                            | <b>5</b>                           |

Le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels est dédié à subventionner principalement les Centres d'aide aux victimes d'actes criminels. Ses revenus proviennent essentiellement des suramendes compensatoires perçues en vertu du Code criminel et des contributions pénales, d'une part des sommes d'argent résultant de la lutte aux produits de la criminalité et d'autre part de la nouvelle suramende pénale, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2003, dont les sommes sont entièrement consacrées à l'aide aux victimes d'actes criminels.

### FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

|                           | Prévisions<br>2005-2006<br>(000 \$) | Probables<br>2004-2005<br>(000 \$) |
|---------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| Revenus                   | 28 996,4                            | 30 888,3                           |
| Dépenses                  | 24 728,3                            | 25 144,9                           |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>4 268,1</b>                      | <b>5 743,4</b>                     |
| Investissements           | 2 910,5                             | 4 393,0                            |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>153</b>                          | <b>151</b>                         |

Le Fonds des registres assure le financement de l'ensemble des activités reliées à la publicité des droits personnels et réels mobiliers des enregistrements officiels ainsi que des services de certification de l'Infrastructure à clés publiques gouvernementale. Les revenus du Fonds proviennent des frais chargés pour ces services de même que de l'affectation de crédits en provenance du programme Administration de la justice pour le Registre des lobbyistes.

**FONDS DE L'ÉTAT CIVIL**

|                           | <b>Prévisions<br/>2005-2006</b> | <b>Probables<br/>2004-2005</b> |
|---------------------------|---------------------------------|--------------------------------|
|                           | (000 \$)                        | (000 \$)                       |
| Revenus                   | 16 500,0                        | 17 000,0                       |
| Dépenses                  | 16 954,6                        | 16 993,1                       |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>(454,6)</b>                  | <b>6,9</b>                     |
| Investissements           | 850,3                           | 1 873,7                        |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>182</b>                      | <b>184</b>                     |

Le déficit de l'exercice 2005-2006 est compensé par les surplus accumulés du Fonds.

Le Fonds de l'état civil est affecté au financement des activités du Directeur de l'état civil. Il doit dresser les actes de l'état civil, les modifier, en tenir le registre, le garder et en assurer la publicité. Les services offerts à la population comprennent, notamment l'inscription des actes de l'état civil, le changement de noms ainsi que la délivrance de près d'un million de certificats et de copies d'actes par année.



## RELATIONS INTERNATIONALES

---

### **FAITS SAILLANTS**

- ❑ En 2005-2006, le ministère des Relations internationales se voit confier un budget comparable à son niveau de dépenses 2004-2005.
- ❑ Compte tenu de l'évolution de ses activités et de ses obligations, le Ministère devra prendre des mesures d'économie qui nécessiteront des ajustements à la gestion de ses effectifs et de ses budgets de fonctionnement.
- ❑ Le Ministère, tout en contribuant ainsi à l'effort gouvernemental, entend maintenir la capacité d'agir de son réseau de représentations à l'étranger.
- ❑ De plus, au cours de 2005, la ministre déposera un énoncé de politique et un plan d'action en matière d'affaires internationales qui guideront l'action du gouvernement et permettront de mieux cibler les actions et les ressources vers les priorités internationales du Québec.

## **1. LA PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE MINISTÉRIEL**

La mission du Ministère est de :

- Promouvoir et défendre les intérêts du Québec sur la scène internationale;
- Planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes;
- Coordonner leurs activités au Québec en matière de relations internationales.

Cette mission est confiée à la ministre qui en répond directement devant l'Assemblée nationale. Dans cette perspective, la ministre agit, notamment en :

- Proposant et mettant en œuvre une politique d'affaires internationales et en dirigeant un réseau de représentations à l'étranger répondant aux objectifs de cette politique;
- Conseillant le gouvernement sur toute question ayant trait aux relations internationales, jouant en ce domaine le rôle de porte-parole officiel et de premier interlocuteur auprès des représentants étrangers;
- Développant des relations avec des entités gouvernementales nationales et régionales, ainsi qu'avec des organisations internationales et des intervenants non gouvernementaux.

La ministre des Relations internationales est en outre responsable de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, de l'Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse et de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse ainsi que de l'application de la section III.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) relativement à l'action humanitaire internationale.

### **Les clientèles et les interlocuteurs**

Les clientèles du Ministère sont regroupées en trois grandes catégories :

- Le premier ministre, les membres du Conseil des ministres, les ministères et les organismes publics;
- Les représentants de gouvernements étrangers et d'organisations internationales, considérés plutôt au titre d'interlocuteurs ou de partenaires;
- Les citoyens, les entreprises, les institutions et divers acteurs de la société civile, dont plusieurs sont visés par des programmes du Ministère.

### **Les champs d'intervention du Ministère**

Les activités du Ministère sont regroupées sous trois champs d'intervention principaux, à savoir :

- La conduite des relations internationales;
- L'information et les communications;
- La gestion.



## 2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES

Le budget du Ministère est de 99,6 M\$. Malgré un niveau budgétaire à peu de choses près comparable à celui de l'an passé, le Ministère a néanmoins dû prendre certaines mesures d'économie pour faire face à l'évolution de ses dépenses, contribuant ainsi aux efforts gouvernementaux de contrôle des dépenses publiques. Le Ministère affectera ses ressources de façon à pouvoir remplir efficacement le mandat qui lui est confié.

Ses priorités portent principalement sur :

- L'élaboration d'un énoncé de politique d'affaires internationales et d'un plan d'action devant servir de guide aux activités internationales du gouvernement pour les années à venir;
- Le renforcement de la place du Québec dans les négociations et conférences internationales où l'on traite des questions relevant de ses compétences et touchant ses intérêts;
- Un réseau de représentations à l'étranger offrant des services adaptés aux caractéristiques des divers pays et aux besoins des entreprises et des institutions québécoises;
- Le développement des relations avec les États-Unis et la France et la révision des stratégies d'action à l'égard des autres zones géographiques, en tenant compte, notamment de l'évolution de l'Union européenne et de l'émergence des nouvelles économies;
- La participation active du Québec à la Francophonie internationale;
- La coordination de la mise en œuvre de l'espace international du Portail gouvernemental de services;
- La consolidation des actions en matière de solidarité internationale;
- La mise en place d'un programme pluriannuel d'évaluation des activités du Ministère.

Parmi les quatre éléments budgétaires du Ministère, c'est le réseau des représentations à l'étranger qui mobilise, comme par le passé, la plus grande part du budget ministériel, soit 44 %. Le Ministère maintient ainsi la capacité d'agir de cet instrument d'action essentiel au service des relations internationales du Québec.

Les autres volets de l'action ministérielle, qu'il s'agisse des relations bilatérales ou multilatérales, des programmes jeunesse, ou encore des activités d'analyse, d'information et de communications, se voient également accorder des niveaux de ressources comparables à ceux de l'an passé.

Par ailleurs, compte tenu des nouveaux projets acceptés, le Ministère intensifie cette année son soutien à l'implantation d'organisations internationales au Québec, en particulier à Montréal.



### 3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

#### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

|                                                         | 2005-2006                             |                                      | 2004-2005                             |                                     |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
|                                                         | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(1) | Variation<br>(000 \$)<br>(2)=(1)-(3) | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(3) | Dépense probable<br>(000 \$)<br>(4) |
| 1. Affaires internationales                             | 99 564,7                              | (986,1)                              | 100 550,8                             | 97 602,3                            |
| <b>Total</b>                                            | <b>99 564,7</b>                       | <b>(986,1)</b>                       | <b>100 550,8</b>                      | <b>97 602,3</b>                     |
| <b>Effectif (ETC)<br/>(excluant les fonds spéciaux)</b> | <b>578</b>                            | <b>(7)</b>                           | <b>585</b>                            | <b>—</b>                            |

#### Programme 1 : Affaires internationales

Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement à l'étranger ainsi qu'à coordonner les activités, au Québec, des ministères et organismes en matière de relations internationales.

Pour financer ce programme, le Ministère dispose au cours d'un exercice financier, d'un budget de dépenses initial et, ultérieurement, de crédits en provenance du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, visant à financer les activités de promotion, de recrutement et de sélection, à l'étranger, de candidats intéressés à émigrer au Québec.

En 2004-2005, le Ministère a disposé d'un budget de 100,5 M\$. Par rapport à ce budget la dépense probable, excluant le montant de 4,9 M\$ transféré du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, est estimée à 97,6 M\$.

En 2005-2006, le Ministère disposera d'un budget de dépenses initial de 99,6 M\$. Ce budget a été établi dans le respect de l'orientation gouvernementale qui vise la réduction de la taille de l'État. Il intègre aussi quelques mesures d'ordre administratif touchant, notamment la gestion des immeubles du Québec à l'étranger.

#### LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

|                              | 2005-2006<br>(000 \$) | 2004-2005<br>(000 \$) |
|------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations              | 1 035,0               | 1 035,0               |
| Prêts, placements et avances | 600,0                 | 600,0                 |

Avec la consolidation du projet Gouvernement en ligne, les technologies de l'information se retrouvent plus que jamais au centre des priorités gouvernementales. Afin de poursuivre sa contribution à ce projet d'envergure, notamment par le truchement de l'« Espace international » du portail gouvernemental de services, le Ministère doit s'assurer de demeurer à la fine pointe des technologies de l'information et des télécommunications.

La majeure partie du budget d'investissements sera, conséquemment, affectée à la révision de l'infrastructure technologique, de même qu'à l'amélioration de la gestion électronique des documents. La circulation efficace et sécuritaire de l'information, aussi bien au siège que dans le réseau, ainsi que le maintien et la mise à niveau des équipements informatiques et bureautiques demeurent également prioritaires.

#### ORGANISME AUTRE QUE BUDGÉTAIRE

|                                          | 2005-2006                | 2004-2005                |
|------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
|                                          | Budget<br>de l'organisme | Budget<br>de l'organisme |
|                                          | (000 \$)                 | (000 \$)                 |
| Office Québec-Amériques pour la jeunesse | 2 335,0                  | 2 364,3                  |

#### LES FONDS SPÉCIAUX

##### FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

|                           | Prévisions<br>2005-2006 | Probables<br>2004-2005 |
|---------------------------|-------------------------|------------------------|
|                           | (000 \$)                | (000 \$)               |
| Revenus                   | 10 257,0                | 11 176,5               |
| Dépenses                  | 10 245,8                | 11 130,6               |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>11,2</b>             | <b>45,9</b>            |
| Investissements           | 1 522,0                 | 2 927,8                |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>4</b>                | <b>4</b>               |

Le Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger est chargé de gérer les biens et les services à fournir aux représentations du Québec à l'étranger. À ce titre, il voit à l'acquisition et à la location des espaces de bureaux et des résidences officielles, à la mise en œuvre des projets d'aménagement et d'investissements ainsi qu'à la gestion des œuvres d'art, du mobilier et des équipements.

Afin d'assurer la réalisation du mandat qui lui a été confié, le Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger disposera, en 2005-2006, d'un budget de dépenses de 10,3 M\$, ce qui implique un effort budgétaire de l'ordre de 0,3 M\$.

En 2004-2005, le Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger a disposé, incluant un transfert de crédits de 1 M\$ en provenance du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles aux fins de financer les besoins du secteur immigration, de revenus estimés à 11,2 M\$ au regard desquels la dépense probable est de 11,1 M\$.



## RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

---

### FAITS SAILLANTS

- ❑ La création de richesse constitue un enjeu incontournable pour le Québec. Le ministère des Ressources naturelles et de la Faune entend donc accroître la contribution des ressources naturelles et du territoire public à l'économie québécoise en proposant une stratégie de création de richesse, par les ressources naturelles, pour l'ensemble du Québec.
- ❑ Pour assurer la sécurité énergétique et le développement économique du Québec, le Ministère élaborera une nouvelle stratégie énergétique. Cette stratégie fera état des grands enjeux énergétiques et des orientations gouvernementales privilégiées.
- ❑ La pérennité des ressources et du territoire, de même que leurs utilisations durables, représentent des défis de taille. Le Ministère améliorera la gestion de l'exploitation des ressources des forêts du domaine de l'État par l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action portant sur les recommandations de la Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise.

## 1. LA PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE MINISTÉRIEL

À titre de gestionnaire du territoire public, des ressources forestières, minières, énergétiques et fauniques ainsi que de l'information foncière, le Ministère a pour mission de favoriser la mise en valeur, la conservation et la connaissance des ressources naturelles et du territoire, dans une perspective de développement durable et de gestion intégrée, au bénéfice des citoyens.

Plusieurs organismes autres que budgétaires sont sous la responsabilité du ministre des Ressources naturelles et de la Faune, soit :

- La Fondation de la faune du Québec dont la mission est de promouvoir la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat;
- L'Agence de l'efficacité énergétique qui assure la promotion de l'efficacité énergétique pour toutes les sources d'énergie, dans tous les secteurs d'activité et au bénéfice de l'ensemble des régions du Québec;
- La Régie de l'énergie qui a pour mission de favoriser la satisfaction des besoins énergétiques dans une perspective de développement durable et d'équité au plan individuel comme au plan collectif;
- La Société nationale de l'amiante dont le rôle consiste à assurer le suivi des engagements passés qu'elle avait contractés ainsi qu'à assumer les responsabilités découlant de ces engagements, l'ensemble de ses actifs ayant été privatisé au cours des dernières années.

Le ministre est responsable de deux entreprises du gouvernement : Hydro-Québec et la Société de développement de la Baie-James. Il a également la responsabilité de trois fonds spéciaux : le Fonds forestier, le Fonds d'information foncière et le Fonds d'information géographique.

## 2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES

Les choix budgétaires du Ministère s'inscrivent dans la foulée d'importants travaux menés au cours du dernier exercice qui s'articulent autour de deux des grandes composantes du développement durable, soit les dimensions économique et environnementale. Le Ministère est également préoccupé par les services dispensés aux citoyens et à la clientèle spécialisée et vise une offre de service de qualité à ses diverses clientèles.

La mise en valeur des ressources naturelles et du territoire public contribue de façon importante à l'économie du Québec en plus de constituer l'assise économique de plusieurs de ses régions. Le Ministère s'est donné comme orientation d'intensifier le développement économique du Québec par la mise en valeur des ressources et du territoire afin d'accroître la richesse collective des Québécois. Pour hausser de manière significative la contribution des ressources naturelles et du territoire public à l'économie québécoise, le Ministère entend soutenir la croissance économique des régions en proposant une stratégie de création de richesse par les ressources naturelles. La mise en place d'une stratégie de consolidation et de diversification de l'industrie du bois de sciage résineux de même que la réalisation d'actions qui permettront une avancée significative dans la gestion intégrée des ressources et du territoire public sont également envisagées.

Par ailleurs, le Québec est à l'heure des choix en matière de sécurité énergétique. La définition d'une nouvelle stratégie énergétique, qui fera état des grands enjeux et des orientations gouvernementales privilégiées, compte parmi les actions envisagées que le Ministère entend réaliser au cours de l'exercice 2005-2006.



Les ressources naturelles et le territoire public constituent un patrimoine collectif pour tous les Québécois. Le Ministère doit optimiser la mise en valeur des ressources et du territoire tout en assurant la pérennité des ressources et le maintien de la biodiversité. Cette mise en valeur doit s'effectuer dans le respect des normes environnementales et viser l'utilisation durable des ressources et du territoire. Parmi les actions d'importance envisagées, il convient de souligner l'amélioration constante de la gestion de l'exploitation des ressources, notamment dans la gestion des forêts du domaine de l'État. Cette amélioration débutera par l'élaboration et l'amorce de la mise en œuvre d'un plan d'action portant sur les recommandations de la Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise. La création d'aires protégées et l'acquisition de connaissances objectives, exactes et actuelles, comptent également parmi les actions envisagées.

Enfin, le Ministère poursuivra la démarche de modernisation débutée en 2003-2004 et donnera suite aux engagements gouvernementaux pris lors du Forum des générations. Des projets de décentralisation et de régionalisation seront ainsi mis de l'avant.

### 3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

#### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

|                                                         | 2005-2006          |                         | 2004-2005          |                  |
|---------------------------------------------------------|--------------------|-------------------------|--------------------|------------------|
|                                                         | Budget de dépenses | Variation               | Budget de dépenses | Dépense probable |
|                                                         | (000 \$)<br>(1)    | (000 \$)<br>(2)=(1)-(3) | (000 \$)<br>(3)    | (000 \$)<br>(4)  |
| 1. Gestion des ressources naturelles et fauniques       | 390 943,0          | (5 050,4)               | 395 993,4          | 379 489,4        |
| <b>Total</b>                                            | <b>390 943,0</b>   | <b>(5 050,4)</b>        | <b>395 993,4</b>   | <b>379 489,4</b> |
| <b>Effectif (ETC)<br/>(excluant les fonds spéciaux)</b> | <b>2 421</b>       | <b>(29)</b>             | <b>2 450</b>       | <b>—</b>         |

#### Programme 1 : Gestion des ressources naturelles et fauniques

Le programme vise à assurer le développement, la protection, la connaissance et la mise en valeur du territoire québécois et des ressources fauniques, forestières, minières et énergétiques dans une perspective de développement durable et de gestion intégrée.

Le budget de dépenses 2005-2006 du portefeuille des Ressources naturelles et de la Faune s'établit à 390,9 M\$, soit une diminution de 5,1 M\$ par rapport au budget de dépenses 2004-2005.

La variation budgétaire s'explique principalement par un ajout de 25 M\$ au budget de dépenses pour la mise en œuvre des mesures de la Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise, alors que l'impact net de l'application de mesures de réduction de dépenses et des autres ajustements résulte en une baisse de 30,1 M\$.



**LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS**

|                              | <b>2005-2006</b><br>(000 \$) | <b>2004-2005</b><br>(000 \$) |
|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| Immobilisations              | <b>38 174,1</b>              | 38 174,1                     |
| Prêts, placements et avances | <b>110,4</b>                 | 110,4                        |

Le budget d'investissements pour 2005-2006 a été établi à un niveau identique à celui de 2004-2005.

**ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES**

|                                    | <b>2005-2006</b><br>Budget<br>de l'organisme<br>(000 \$) | <b>2004-2005</b><br>Budget<br>de l'organisme<br>(000 \$) |
|------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|
| Agence de l'efficacité énergétique | <b>21 776,9</b>                                          | 11 871,1                                                 |
| Fondation de la faune du Québec    | <b>4 846,9</b>                                           | 7 461,2                                                  |
| Régie de l'énergie                 | <b>8 905,0</b>                                           | 8 056,6                                                  |
| Société nationale de l'amiante     | <b>485,0</b>                                             | 469,0                                                    |

**LES FONDS SPÉCIAUX****FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE**

|                           | <b>Prévisions<br/>2005-2006</b><br>(000 \$) | <b>Probables<br/>2004-2005</b><br>(000 \$) |
|---------------------------|---------------------------------------------|--------------------------------------------|
| Revenus                   | 1 977,5                                     | 2 039,6                                    |
| Dépenses                  | 2 052,5                                     | 2 199,6                                    |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>(75,0)</b>                               | (160,0)                                    |
| Investissements           | 525,0                                       | 367,0                                      |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>29</b>                                   | 30                                         |

Ce Fonds couvre les opérations de la Photocartothèque québécoise, laquelle est chargée d'assurer la diffusion, sur demande et à titre onéreux, de l'information géographique, soit les données cartographiques, géodésiques, de télédétection et de prises de vue aériennes. Il représente aussi un outil indispensable pour la gestion des transactions financières générées par les différents services spécialisés offerts dans ces domaines.

**FONDS D'INFORMATION FONCIÈRE**

|                           | <b>Prévisions<br/>2005-2006</b> | <b>Probables<br/>2004-2005</b> |
|---------------------------|---------------------------------|--------------------------------|
|                           | (000 \$)                        | (000 \$)                       |
| Revenus                   | 105 797,5                       | 117 758,0                      |
| Dépenses                  | 95 528,9                        | 85 172,3                       |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>10 268,6</b>                 | <b>32 585,7</b>                |
| Investissements           | 53 271,1                        | 38 535,8                       |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>473</b>                      | <b>566</b>                     |

Le Fonds d'information foncière est dédié au financement des activités d'arpentage, de cadastre et de registre foncier et aux produits et services qui en résultent.

L'excédent de l'exercice 2004-2005 est attribuable principalement au Programme de réforme du cadastre québécois pour lequel une grande partie des dépenses est capitalisée et amortie sur une période de 40 ans, ainsi qu'à la bonne performance du marché immobilier.

La diminution de l'excédent 2005-2006 s'explique par la baisse anticipée des revenus tirés de l'activité immobilière ainsi que par l'accroissement des dépenses résultant de la hausse du coût des services professionnels et des dépenses d'amortissement liées à la réforme du cadastre québécois et au projet « Enregistrement des droits d'intervention et de la tenure ».

**FONDS FORESTIER**

|                           | <b>Prévisions<br/>2005-2006</b> | <b>Probables<br/>2004-2005</b> |
|---------------------------|---------------------------------|--------------------------------|
|                           | (000 \$)                        | (000 \$)                       |
| Revenus                   | 259 971,6                       | 264 243,0                      |
| Dépenses                  | 259 780,6                       | 264 589,1                      |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>191,0</b>                    | <b>(346,1)</b>                 |
| Investissements           | 13 180,9                        | 14 662,7                       |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>1 496</b>                    | <b>1 515</b>                   |

Le Fonds forestier assure la réalisation des activités liées à la production de semences et des plants de reboisement, à la confection et la mise à jour des inventaires forestiers, à la conduite de travaux de recherche et développement en foresterie et au maintien ou l'amélioration de la protection, la mise en valeur ou la transformation des ressources du milieu forestier. Le Ministère et les bénéficiaires de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier et ceux qui ont des conventions de garanties de suppléance contribuent au financement du Fonds forestier.

La variation des dépenses s'explique principalement par l'application de mesures de réduction de dépenses.



### FAITS SAILLANTS

- ❑ Depuis juin 2004, le ministère du Revenu est constitué en agence au sens de la Loi sur l'administration publique, sous le nom de Revenu Québec.
- ❑ La perception des recettes est la première raison d'être de Revenu Québec et demeurera l'activité principale en 2005-2006. Les recettes se divisent en deux groupes :
  - Les recettes fiscales, qui sont constituées de l'impôt sur les revenus et les biens, des taxes à la consommation ainsi que des droits et des permis;
  - Les recettes extrabudgétaires, qui comprennent les sommes perçues pour le compte d'autres ministères et organismes, ou au nom du gouvernement du Canada dans le cas de la taxe sur les produits et services (TPS). Ces recettes sont principalement composées de la taxe sur les produits et services ainsi que des cotisations au Régime de rentes du Québec et au Fonds des services de santé.
- ❑ À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006, Revenu Québec percevra les cotisations du nouveau Régime québécois d'assurance parentale.
- ❑ La récupération fiscale est liée au rôle de contrôle que Revenu Québec assume afin de s'assurer, en toute équité pour les citoyens, que les montants sont déclarés correctement et que les impôts, les taxes, les cotisations et les droits correspondants sont versés par les contribuables et les mandataires. Annuellement, un objectif de récupération est déterminé en collaboration avec le ministère des Finances et un financement additionnel peut aussi être alloué pour accroître cet objectif.
- ❑ La participation à la mise en œuvre progressive des mesures du plan de modernisation 2004-2007 du gouvernement se continuera ainsi :
  - La poursuite de la mise en œuvre de l'agence à la suite de la signature de la convention de performance et d'imputabilité et de l'entente de gestion, en particulier par l'adaptation de la structure administrative à l'approche par clientèles;
  - La contribution au gouvernement en ligne;

- Le jumelage des formulaires annuels des entreprises au Registre des entreprises et de déclaration de revenus;
- La collaboration à l'implantation des choix gouvernementaux d'allègement des structures de l'État.



## 1. LA PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE MINISTÉRIEL

Revenu Québec a pour mission de percevoir les impôts et les taxes, d'administrer le Programme de perception des pensions alimentaires, les programmes sociofiscaux et tout autre programme de perception et de redistribution de fonds que lui confie le gouvernement, ainsi que de recommander les modifications à apporter à la politique fiscale ou à d'autres programmes.

## 2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES

Les choix budgétaires de Revenu Québec répondent à trois enjeux principaux. Le premier porte sur l'administration équitable de la fiscalité et des programmes en cohérence avec la mission de l'organisation. Le deuxième a pour objet l'adaptation des services aux besoins et aux attentes des clientèles en s'inscrivant dans la modernisation de l'État. Le troisième concerne l'efficacité et la performance de l'organisation. À chacun de ces enjeux correspond une orientation stratégique.

Revenu Québec affecte la plus grande part de ses ressources à la réalisation de sa mission première : la perception des sommes et leur redistribution, le cas échéant. Cette fonction est reflétée dans sa première orientation portant sur l'administration équitable de la fiscalité et des programmes. Pour ce faire, le traitement des déclarations et les demandes d'information, fondés sur le principe de l'autocotisation, ainsi que les activités de contrôle, constituent la base de ses actions. Dans un souci d'efficacité, le gouvernement a également confié à Revenu Québec l'administration de divers programmes sociofiscaux, tels le Programme de perception des pensions alimentaires, le crédit pour la taxe de vente et le programme de remboursement d'impôts fonciers. En toute équité, afin que chacun paie sa juste part, Revenu Québec entend aussi poursuivre les efforts consacrés aux activités de contrôle et à la lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale.

L'adaptation des services, dans le contexte de la modernisation de l'État, est le deuxième enjeu. L'orientation qui en découle consiste à offrir des services de qualité tenant compte de l'évolution des besoins et des attentes des citoyens, des entreprises et du gouvernement. Pour ce faire, Revenu Québec tirera profit du partenariat public, mis de l'avant par le gouvernement, avec Services Québec, le Centre de services administratifs ou tout autre organisme public.

Également, à la fin de 2005, le jumelage des formulaires annuels des entreprises au Registre des entreprises et de déclaration de revenus sera réalisé. Revenu Québec continuera aussi sa collaboration à la mise en œuvre du gouvernement en ligne et favorisera l'augmentation de l'utilisation des services électroniques grâce à l'amélioration des services existants et à la mise en œuvre de nouveaux services transactionnels.

Par ailleurs, à la suite de l'entente signée entre les gouvernements du Québec et du Canada le 1<sup>er</sup> mars 2005, Revenu Québec assurera la mise en œuvre, pour le 1<sup>er</sup> janvier 2006, de la perception des cotisations au Régime québécois d'assurance parentale.

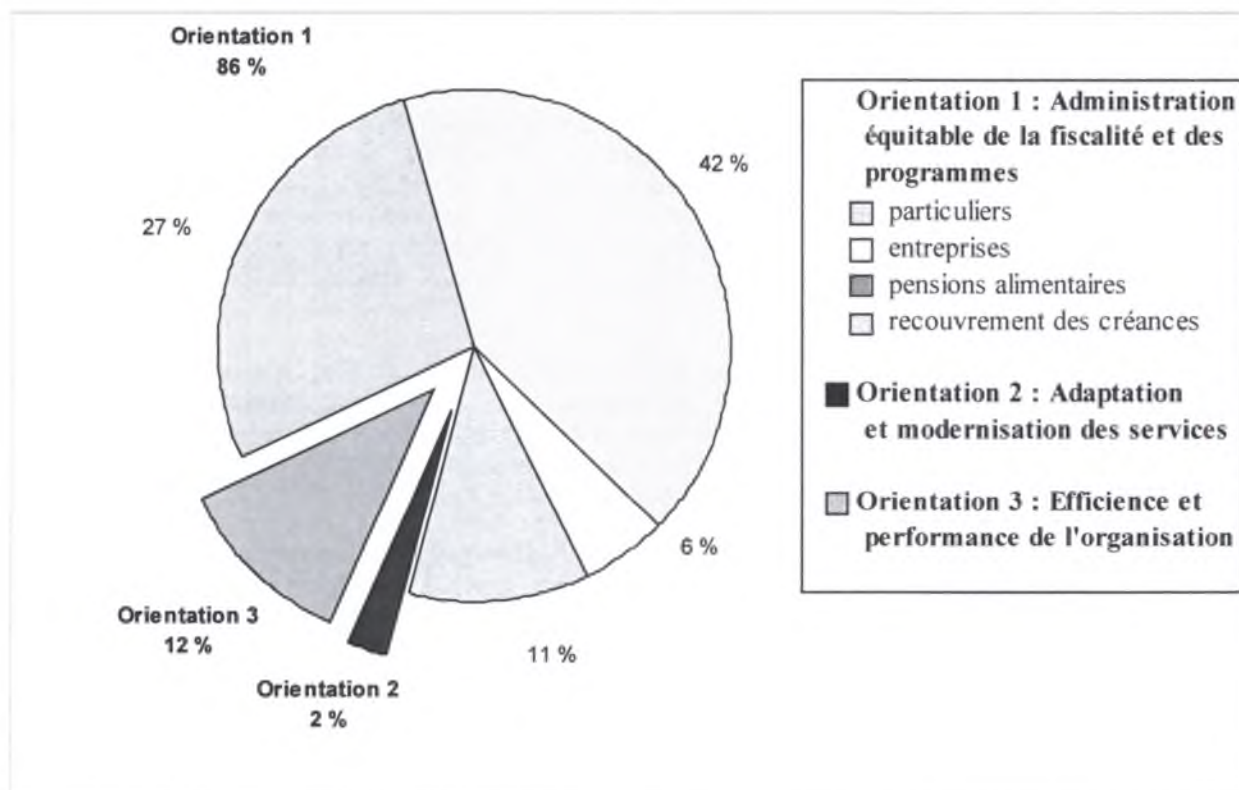
L'amélioration de l'efficacité et de la performance de l'organisation, qui constitue le troisième enjeu, sera favorisée sur deux plans. Tout d'abord, en mettant l'accent sur la poursuite du développement de l'expertise et de la mobilisation du personnel et, ensuite, sur l'évolution des systèmes technologiques de traitement des déclarations de revenus des particuliers et des sociétés. De plus, Revenu Québec poursuivra la mise en œuvre de sa modernisation.



Les coûts pour mener à bien l'ensemble de ces activités sont payés à partir des crédits votés par l'Assemblée nationale du Québec et d'autres sources, dont les budgets découlant de l'entente relative à la TPS. Des ententes et des décisions gouvernementales particulières s'appliquant durant l'exercice financier 2005-2006, notamment en matière d'intensification de la lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir ou de recouvrement des créances, peuvent aussi influencer le budget qui sera disponible. Le cas échéant, cette évolution sera reflétée dans le Rapport annuel de gestion 2005-2006.

Par ailleurs, de par sa mission particulière en matière de perception, les crédits alloués à Revenu Québec incluent des montants substantiels non considérés dans le coût des activités. La majeure partie de ces montants est constituée par les provisions pour créances douteuses.

Malgré ces particularités, afin d'illustrer les choix budgétaires en lien avec les enjeux et les orientations stratégiques, le graphique ci-dessous présente une estimation, en pourcentage, des ressources allouées aux activités réalisées par Revenu Québec<sup>1</sup>.



<sup>1</sup> Les ETC et les coûts de la rémunération, y compris ceux relatifs à l'administration de la TPS, ont été utilisés pour la répartition des ressources entre les différentes activités de Revenu Québec.

L'orientation 1 s'applique aux services existants, tant sous leur forme traditionnelle qu'électronique. Elle regroupe 86 % des ressources et comprend l'ensemble des activités fiscales liées aux clientèles des particuliers et des entreprises, les activités de perception des pensions alimentaires et celles de recouvrement des créances. L'orientation 2 représente 2 % des ressources et porte sur l'adaptation des services, tel le développement de nouveaux services électroniques. L'orientation 3 porte sur l'accroissement de l'efficacité et de la performance, ce qui inclut, par exemple, les développements des principaux systèmes de traitement des déclarations.

## LA STRATÉGIE D'OBTENTION DES FICHIERS DE RENSEIGNEMENTS

Pour répondre aux exigences de l'article 71.0.11 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31), cette section présente la stratégie d'obtention de fichiers de renseignements aux fins de la comparaison, du couplage ou de l'appariement des données.

Le recours aux technologies permet un traitement massif de l'information et assure une meilleure détection des déclarations de revenus, des formulaires de paiement erronés, faux ou incomplets ainsi que de la non-production des déclarations. Revenu Québec peut ainsi corroborer et compléter les informations qu'il détient déjà.

La stratégie de Revenu Québec en matière d'obtention de renseignements demeure la même que par le passé. Les extraits de banques de données obtenus couvrent l'ensemble de la population visée par ces banques afin de permettre la détection des cas présentant un risque d'évasion fiscale. Ces extraits contiennent uniquement les renseignements nécessaires à l'application des lois fiscales, soit les variables d'identification et celles liées aux données financières. Ces renseignements demandés peuvent concerner autant les entreprises que les particuliers. Par ailleurs, Revenu Québec a établi un calendrier de conservation et de destruction des fichiers obtenus. Le délai de conservation et de destruction s'harmonise avec la période de prescription fiscale habituelle, soit l'année en cours de cotisation et les trois années précédentes. Ces fichiers sont détruits dès qu'ils ne sont plus utiles ou à l'expiration du délai applicable.

L'acquisition d'extraits de banques de données s'effectue avec rigueur et transparence. Le plan d'utilisation initial d'extraits de banques de données a été soumis à la Commission d'accès à l'information du Québec, puis déposé à l'Assemblée nationale en 1996. Par la suite, quatre mises à jour du plan d'utilisation ont été produites, dont la dernière mise à jour, approuvée par la Commission d'accès à l'information du Québec en mai 2003, a constitué une révision importante des besoins de Revenu Québec en renseignements externes.

Concernant la reddition de comptes, Revenu Québec soumet annuellement un rapport d'activité faisant état de la comparaison, du couplage ou de l'appariement des fichiers de renseignements reçus en vertu de l'article 71.0.11 de la Loi sur le ministère du Revenu et inscrits au plan d'utilisation. Ce rapport, produit au 31 mars de chaque année, inclut un avis de la Commission d'accès à l'information du Québec. Le rapport d'activité au 31 mars 2004 constitue le huitième rapport produit par Revenu Québec. Finalement, Revenu Québec tient un registre des demandes effectuées et des fichiers reçus en vertu du plan d'utilisation. Conformément à la Loi sur le ministère du Revenu, ce registre est accessible au public sur demande.



### 3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

#### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

|                                                         | 2005-2006                             |                                      | 2004-2005                             |                                     |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
|                                                         | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(1) | Variation<br>(000 \$)<br>(2)=(1)-(3) | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(3) | Dépense probable<br>(000 \$)<br>(4) |
| 1. Administration fiscale                               | 602 603,0                             | (17 015,4)                           | 619 618,4                             | 621 992,1                           |
| <b>Total</b>                                            | <b>602 603,0</b>                      | <b>(17 015,4)</b>                    | <b>619 618,4</b>                      | <b>621 992,1</b>                    |
| <b>Effectif (ETC)<br/>(excluant les fonds spéciaux)</b> | <b>7 140</b>                          | <b>(21)</b>                          | <b>7 161</b>                          | <b>—</b>                            |

#### Programme 1 : Administration fiscale

Tout le budget de Revenu Québec est regroupé dans le programme Administration fiscale. Ce programme vise à percevoir les impôts et les taxes ainsi qu'à administrer des programmes sociofiscaux et tout autre programme de perception que lui confie le gouvernement, tel le Programme de perception des pensions alimentaires.

Pour l'exercice financier 2004-2005, la dépense probable s'établit à 622 M\$, soit 2,4 M\$ de plus que le budget de dépenses. Cet écart s'explique principalement par deux éléments, soit par les sommes additionnelles obtenues du ministère des Finances en vue de mettre en place les mesures pour contrer l'évasion fiscale et le travail au noir et par les mesures d'économie réalisées.

Pour l'exercice financier 2005-2006, le budget de dépenses a diminué de 17 M\$, par rapport à 2004-2005, pour s'établir à 602,6 M\$. Ces écarts s'expliquent par diverses mesures de rationalisation administrative.

#### LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

|                              | 2005-2006<br>(000 \$) | 2004-2005<br>(000 \$) |
|------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations              | 4 138,0               | 4 138,0               |
| Prêts, placements et avances | 15,0                  | 15,0                  |

En 2005-2006, Revenu Québec prévoit dépenser 4,1 M\$ pour acquérir, notamment, des véhicules ainsi que des équipements multimédias et de sécurité pour les immeubles.



## LES FONDS SPÉCIAUX

## FONDS DE PERCEPTION

|                           | Prévisions<br>2005-2006<br>(000 \$) | Probables<br>2004-2005<br>(000 \$) |
|---------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| Revenus                   | 83 960,1 <sup>1</sup>               | 82 133,3                           |
| Dépenses                  | 85 764,5                            | 79 010,5                           |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>(1 804,4)</b>                    | <b>3 122,8</b>                     |
| Investissements           | 5 821,5                             | 4 737,8                            |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>752</b>                          | <b>770</b>                         |

<sup>1</sup> En 2005-2006, les revenus du Fonds proviennent des honoraires de perception de Revenu Québec ainsi que de la facturation de frais de recouvrement.

Le Fonds de perception a pour objet le financement des activités de recouvrement des sommes dues à Revenu Québec en impôts, en taxes, en droits ou en contributions à des régimes sociofiscaux et à des pensions alimentaires impayées. Les surplus accumulés permettent de compenser le déficit anticipé de 1,8 M\$.

## FONDS DES PENSIONS ALIMENTAIRES

|                           | Prévisions<br>2005-2006<br>(000 \$) | Probables<br>2004-2005<br>(000 \$) |
|---------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| Revenus                   | 40 893,8 <sup>1</sup>               | 41 389,5                           |
| Dépenses                  | 40 893,8                            | 41 389,5                           |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>0,0</b>                          | <b>0,0</b>                         |
| Investissements           | 1 889,7                             | 1 883,7                            |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>653</b>                          | <b>683</b>                         |

<sup>1</sup> En 2005-2006, les revenus du Fonds proviennent de Revenu Québec, d'une subvention fédérale et de la facturation de frais administratifs.

Le Fonds des pensions alimentaires a pour objectif d'assurer la régularité du paiement des pensions alimentaires auxquelles ont droit les enfants et le parent gardien.

## FONDS DE FOURNITURE DE BIENS OU DE SERVICES DU MINISTÈRE DU REVENU

|                           | Prévisions<br>2005-2006<br>(000 \$) | Probables<br>2004-2005<br>(000 \$) |
|---------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| Revenus                   | 13 960,0                            | 10 705,0                           |
| Dépenses                  | 13 960,0                            | 10 705,0                           |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>0,0</b>                          | <b>0,0</b>                         |
| Investissements           | —                                   | —                                  |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>—</b>                            | <b>—</b>                           |

Le Fonds de fourniture de biens et de services est affecté au financement des activités de fourniture de biens ou de services afférents, notamment à des produits ou services liés au savoir-faire de Revenu Québec. Les activités propres au Fonds concernent principalement la perception de cotisations, la vérification, l'encaissement et le développement de systèmes.

## FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DU REVENU

|                                   | Prévisions<br>2005-2006<br>(000 \$) | Probables<br>2004-2005<br>(000 \$) |
|-----------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| Revenus <sup>1</sup>              | 40 361,0                            | 32 337,0                           |
| Dépenses                          | 40 361,0                            | 32 337,0                           |
| <b>Excédent (déficit)</b>         | <b>0,0</b>                          | <b>0,0</b>                         |
| Investissements                   | 68 030,4                            | 68 336,5                           |
| <b>Effectif (ETC)<sup>2</sup></b> | <b>—</b>                            | <b>—</b>                           |

<sup>1</sup> En 2004-2005 et en 2005-2006, les revenus de gestion et de location d'équipements et de systèmes informatiques proviennent de Revenu Québec et d'autres sommes reçues pour l'administration de la TPS.

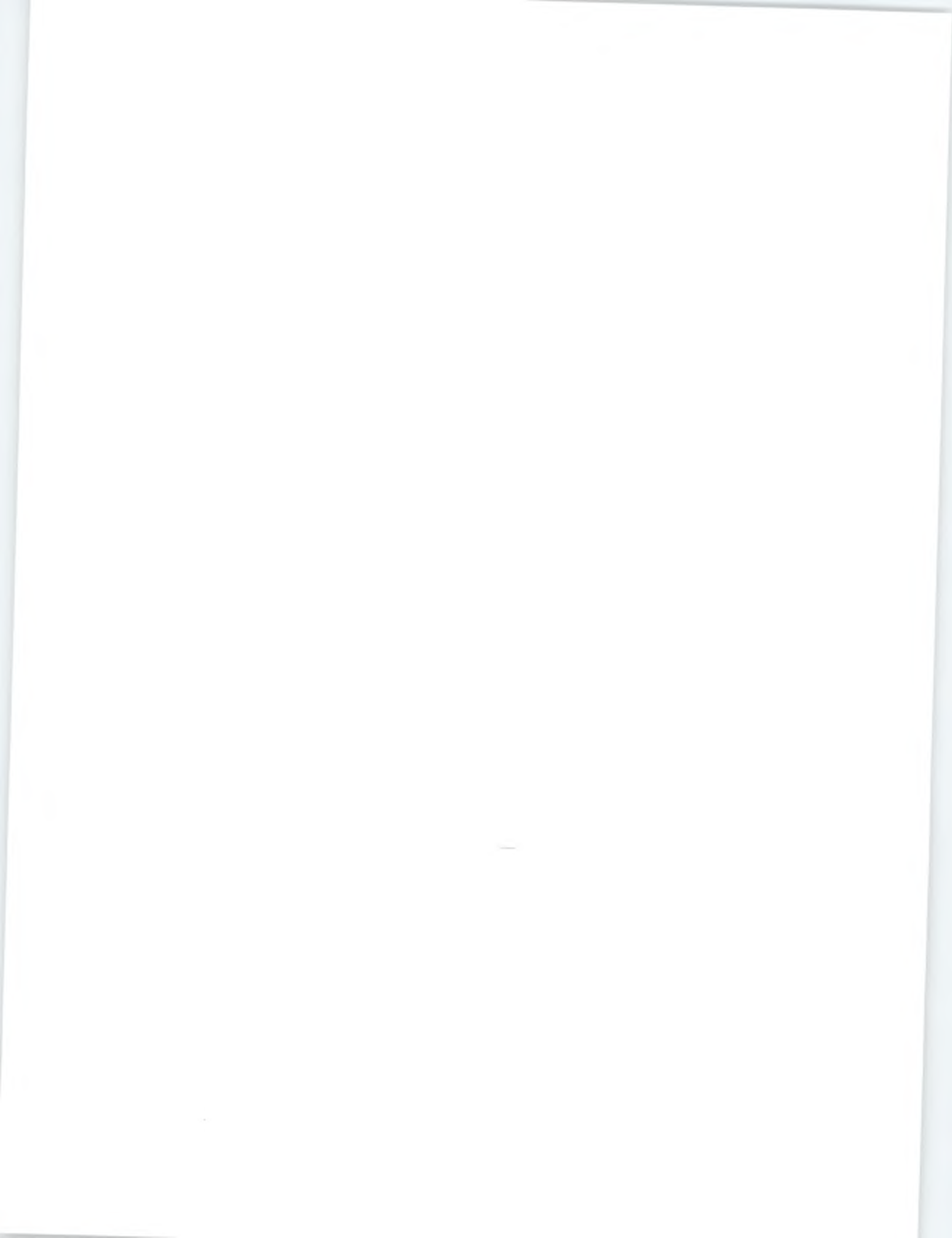
<sup>2</sup> La dépense de rémunération imputée au Fonds des technologies de l'information de Revenu Québec correspond à 270 ETC en 2004-2005 et en 2005-2006. Ces effectifs sont inclus dans les effectifs autorisés de Revenu Québec.

Le Fonds des technologies de l'information de Revenu Québec lui permet de financer l'amélioration et le développement des systèmes informatiques actuels et futurs ainsi que les acquisitions d'actifs informationnels. L'objectif du développement est d'accroître l'efficacité de l'organisation dans le but, notamment, de rendre des services de meilleure qualité aux citoyens et de simplifier certaines démarches qui faciliteront les échanges électroniques avec la clientèle.

## LES INVESTISSEMENTS DU FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DU REVENU

|                                         | PRÉVISIONS<br>2005-2006 | PROBABLE<br>2004-2005 |
|-----------------------------------------|-------------------------|-----------------------|
|                                         | (000 \$)                | (000 \$)              |
| Développement informatique              | 41 349,4                | 45 494,2              |
| Améliorations systémiques               | 10 133,1                | 9 959,2               |
| Équipements (projets et mises à niveau) | 16 547,9                | 12 883,1              |
| <b>Total</b>                            | <b>68 030,4</b>         | <b>68 336,5</b>       |





## SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

---

### FAITS SAILLANTS

- L'enveloppe budgétaire du ministère de la Santé et des Services sociaux pour l'exercice 2005-2006 permettra de financer :
  - La croissance du coût des programmes, incluant le coût de système spécifique à la santé;
  - Une tranche additionnelle de 75 M\$ visant la révision des bases budgétaires pour soutenir le retour à l'équilibre budgétaire des opérations courantes du réseau d'ici le 31 mars 2007;
  - Le fonctionnement des nouvelles installations et des nouveaux équipements;
  - Le développement de services pour les personnes souffrant d'une dépendance au jeu, d'alcoolisme et de toxicomanie, pour les femmes victimes de violence et leurs enfants ainsi que pour les jeunes en difficulté;
  - La mise en œuvre des plans d'action pour les services aux personnes âgées et aux personnes souffrant de troubles mentaux;
  - L'introduction de nouveaux vaccins et la constitution d'une réserve d'antiviraux en vue d'une éventuelle pandémie d'influenza;
  - Le développement de nouveaux services prévus à l'entente sur la santé conclue dans le cadre de la « Paix des braves ».

## **1. LA PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE MINISTÉRIEL**

La mission du secteur de la santé et des services sociaux est de maintenir, d'améliorer et de restaurer la santé et le bien-être des Québécoises et des Québécois en rendant accessible un ensemble de services de santé et de services sociaux intégrés et de qualité, contribuant ainsi au développement social et économique du Québec.

Le rôle du Ministère porte principalement sur la régulation du système de santé et de services sociaux, sur son orientation générale en matière de politiques de santé et de bien-être et sur l'évaluation des résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés. Il doit aussi assurer son financement et la coordination interrégionale, établir les politiques d'adaptation de la main-d'œuvre et négocier les ententes et les conventions collectives.

À titre de mandataires du Ministère dans chacune des régions, les agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux sont responsables de la planification, de l'organisation et de la coordination des programmes et des services ainsi que de l'allocation des ressources financières sur leur territoire.

À partir des propositions faites par les agences au ministre de la Santé et des Services sociaux, le gouvernement a créé, au cours de l'exercice 2004-2005, 95 réseaux locaux de services de santé et de services sociaux.

Les réseaux locaux de santé et de services sociaux ont pour mission de produire et de dispenser les services directs à la population selon les clientèles auxquelles ils s'adressent et la nature des services à dispenser, et ce, conformément aux fonctions qui leur sont confiées par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2).

La Régie de l'assurance maladie du Québec administre principalement les régimes d'assurance maladie et d'assurance médicaments ainsi que tout autre programme que la loi ou le gouvernement lui confie (ex. : programme de soins dentaires pour enfants). La Régie de l'assurance maladie du Québec agit aussi comme mandataire de la gestion des banques de données sociosanitaires d'intérêt commun et assure la diffusion de l'information aux intervenants du secteur de la santé et des services sociaux.

Le 15 décembre 2004, l'Assemblée nationale du Québec adoptait le projet de loi 56, Loi modifiant la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées et d'autres dispositions législatives. Cette loi, qui s'intitule désormais la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (L.R.Q., c. E-20.1) vise, notamment, à permettre à l'Office des personnes handicapées du Québec de s'acquitter efficacement de son rôle en matière d'évaluation de l'intégration des personnes handicapées, de veiller au respect des principes et des règles que la loi édicte et de jouer un rôle déterminant en matière de conseil, de coordination et de concertation en vue d'améliorer les possibilités offertes aux personnes handicapées.

## **2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES**

Le budget de 20 862 M\$ pour le Ministère inclut une somme de 597,6 M\$ pour le financement des coûts de système du secteur sociosanitaire et une tranche additionnelle de 75 M\$ en vue de soutenir une des priorités du Ministère, soit le retour à l'équilibre budgétaire des opérations courantes du réseau d'ici le 31 mars 2007. Il faut mentionner à cet égard que la première tranche de 100 M\$ a contribué à faire passer le déficit du réseau de 363 M\$ en 2003-2004 à un montant estimé à 230 M\$ en 2004-2005. Le budget inclut également un montant de 30 M\$ pour le fonctionnement des nouvelles installations et des nouveaux équipements.



Un montant de 15 M\$ qui sera annualisé à 25 M\$, est prévu pour le développement de nouveaux services destinés à certaines clientèles telles les personnes souffrant de dépendance au jeu, d'alcoolisme et de toxicomanie, les femmes victimes de violence et leurs enfants ainsi que les jeunes en difficulté.

L'entente conclue dans le cadre de la « Paix des braves » prévoit la mise en place de nouveaux services sur un horizon de cinq ans. À cet égard, un montant de 10,9 M\$ est prévu au budget 2005-2006 en vue de soutenir la mise en place de ces services.

L'année 2005-2006 constituera la première année complète où la population pourra profiter de services mieux intégrés grâce à la mise en place des réseaux locaux. Le Ministère a décidé de profiter de cette opportunité pour engager une démarche auprès de chaque agence en vue du dépôt d'un plan d'action au cours de l'année 2005-2006 sur la dispensation et l'organisation des services aux personnes âgées ainsi qu'aux personnes souffrant de troubles mentaux. Cette démarche s'avère préalable à l'ajout de nouveaux investissements dans ces domaines. Le Ministère prévoit ajouter un montant de 50 M\$ en 2005-2006 pour soutenir la mise en œuvre de ces plans.

Le Ministère poursuivra au cours de la prochaine année ses efforts pour la mise en place de groupes de médecine de famille. De plus, une enveloppe de 60 M\$ continue d'être préservée pour soutenir la démarche visant à réduire les délais moyens d'attente en chirurgie.

Le Ministère a conclu en 2004-2005 des ententes de gestion et d'imputabilité avec l'ensemble des agences. Ces ententes portent à la fois sur des objectifs de services à rendre à la population et sur le respect des enveloppes budgétaires. Un suivi permettant d'assurer la reddition de compte et le respect des ententes a été mis en place. La conclusion d'ententes similaires entre les agences et les établissements de chaque région a dû être reportée d'un an à la suite de la constitution des réseaux locaux en 2004-2005. Ces réseaux étant maintenant constitués, de telles ententes pourront s'appliquer entre les agences et les établissements.

### **3. LE PLAN BUDGÉTAIRE**

Le budget de dépenses de l'exercice 2005-2006 augmente de 780,9 M\$ par rapport au budget de dépenses de 2004-2005.

## LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

|                                                         | 2005-2006                             |                                      | 2004-2005                             |                                     |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
|                                                         | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(1) | Variation<br>(000 \$)<br>(2)=(1)-(3) | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(3) | Dépense probable<br>(000 \$)<br>(4) |
| 1. Fonctions nationales                                 | 276 783,5                             | (3 062,2)                            | 279 845,7                             | 281 691,4                           |
| 2. Fonctions régionales                                 | 15 174 853,7                          | 573 259,5                            | 14 601 594,2                          | 14 548 264,3                        |
| 3. Office des personnes handicapées du Québec           | 49 449,3                              | 1 851,0                              | 47 598,3                              | 53 835,6                            |
| 4. Régie de l'assurance maladie du Québec               | 5 360 913,5                           | 208 832,3                            | 5 152 081,2                           | 5 152 081,2                         |
| <b>Total</b>                                            | <b>20 862 000,0</b>                   | <b>780 880,6</b>                     | <b>20 081 119,4</b>                   | <b>20 035 872,5</b>                 |
| <b>Effectif (ETC)<br/>(excluant les fonds spéciaux)</b> | <b>1 019</b>                          | <b>(7)</b>                           | <b>1 026</b>                          | <b>—</b>                            |

**Programme 1 : Fonctions nationales**

Ce programme vise à procurer au Ministère et aux organismes-conseils les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler les programmes de santé et de services sociaux; il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux et à financer les activités nationales.

Le budget de dépenses de ce programme passe de 279,8 M\$ à 276,8 M\$. Cette variation découle principalement des mesures de réduction de dépenses de nature administrative.

**Programme 2 : Fonctions régionales**

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être en matière d'adaptation sociale, de santé physique, de santé publique, de santé mentale et d'intégration sociale.

La croissance de ce programme est de 573,3 M\$. Cette croissance est principalement attribuable au coût de système spécifique à la santé (113 M\$), à l'avancement du personnel du réseau dans les échelles salariales (116,8 M\$), à une tranche additionnelle de 75 M\$ visant la révision des bases budgétaires des établissements, à l'augmentation des prix des biens et services (96,6 M\$), à l'augmentation du service de la dette (45,8 M\$), au fonctionnement des nouvelles installations et des nouveaux équipements (30 M\$), au développement des services destinés aux clientèles les plus vulnérables (15 M\$ qui seront annualisés à 25 M\$), à un montant de 50 M\$ visant à soutenir la mise en oeuvre des plans d'action pour les services aux personnes âgées et aux personnes présentant des problèmes de santé mentale ainsi qu'à une somme de 27 M\$ pour l'introduction de nouveaux vaccins (16 M\$) et la constitution d'une réserve d'antiviraux (11 M\$).



### Programme 3 : Office des personnes handicapées du Québec

Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées.

Le budget de ce programme augmente de 1,9 M\$. Cette croissance découle essentiellement de l'indexation des subventions pour les centres de travail adapté, de l'impact de l'augmentation du salaire minimum dans les centres de travail adapté et des coûts découlant de l'application de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale.

### Programme 4 : Régie de l'assurance maladie du Québec

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés et celui des frais d'administration, notamment dans le cadre des régimes d'assurance maladie et d'assurance médicaments.

Le budget de ce programme augmente de 208,8 M\$. Cette augmentation découle principalement des prévisions d'augmentation des coûts reliés à la pratique médicale, à l'assurance responsabilité des médecins, au régime d'assurance médicaments et aux aides techniques.

#### LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

|                              | 2005-2006<br>(000 \$) | 2004-2005<br>(000 \$) |
|------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations              | 1 372,0               | 2 381,9               |
| Prêts, placements et avances | —                     | —                     |

Les investissements du Ministère en 2005-2006 porteront principalement sur le renouvellement du parc informatique.

#### ORGANISMES BUDGÉTAIRES

|                                                                              | 2005-2006<br>Budget<br>de l'organisme<br>(000 \$) | 2004-2005<br>Budget<br>de l'organisme<br>(000 \$) |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Agence de l'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé | 3 043,1                                           | 3 040,8                                           |
| Conseil de la santé et du bien-être                                          | 1 333,9                                           | 1 348,2                                           |
| Conseil du médicament                                                        | 6 063,4                                           | 6 128,3                                           |
| Conseil médical du Québec                                                    | 726,1                                             | 733,8                                             |
| Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux            | 3 461,9                                           | 3 499,0                                           |



## LES FONDS SPÉCIAUX

## FONDS DE L'ASSURANCE MÉDICAMENTS

|                           | Prévisions<br>2005-2006<br>(000 \$) | Probables<br>2004-2005<br>(000 \$) |
|---------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| Revenus                   | 2 546 512,1                         | 2 330 726,6                        |
| Dépenses                  | 2 546 512,1                         | 2 330 726,6                        |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>0,0</b>                          | <b>0,0</b>                         |
| Investissements           | —                                   | —                                  |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>—</b>                            | <b>—</b>                           |

Le Fonds de l'assurance médicaments est institué en vertu de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (L.R.Q., c. R-5). Il a pour objet d'assumer le coût des médicaments, des services pharmaceutiques et des frais d'administration afférents à la couverture des personnes âgées de 65 ans ou plus, des prestataires de l'assistance-emploi et leurs enfants ainsi que toute personne admissible qui n'est pas tenue d'adhérer à un contrat d'assurance collective ou à un régime d'avantages sociaux.

Le Fonds est d'abord constitué d'une somme versée par le ministre des Finances pour couvrir les dépenses de médicaments et les frais d'administration encourus pour les personnes âgées de 65 ans ou plus et pour les prestataires de l'assistance-emploi. Y sont également versées les primes des personnes qui, peu importe l'âge, ne bénéficient pas des garanties prévues en vertu d'une assurance collective ou d'un régime d'avantages sociaux. Les primes sont déterminées en fonction du revenu gagné au cours de l'année civile. Des exonérations de primes sont accordées dans la loi pour certaines catégories de personnes, dont les enfants et les prestataires de l'assistance-emploi.

Le fonds est administré par la Régie de l'assurance maladie du Québec. Les modalités de gestion, de financement et d'opération du Fonds sont énoncées dans sa loi constitutive. En vertu de cette loi, l'ensemble des sommes versées au Fonds doit permettre, à long terme, le paiement de ses obligations.

La loi stipule également que la prime annuelle et les paramètres de contribution (franchise, coassurance et contribution maximale annuelle) sont ajustés le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année de façon à permettre le paiement des obligations du Fonds.

### FAITS SAILLANTS

- ❑ L'exercice 2005-2006 sera marquée, notamment par la poursuite de la mise en œuvre de réformes entreprises en sécurité publique depuis 2000 :
  - En ce qui concerne les services policiers, tous les plans d'organisation policière devraient être approuvés en 2005-2006. Le ministère de la Sécurité publique s'assurera du respect des niveaux de services requis;
  - Le projet de loi 88 sur la sécurité privée, déposé à l'Assemblée nationale en décembre 2004, a été soumis à une consultation générale les 17 février et 17 mars 2005 auprès de la Commission des institutions en vue de son adoption;
  - En sécurité incendie, 31 schémas de couverture de risques ont été déposés en 2004. Cinquante pour cent des 103 schémas devraient l'être en 2005-2006.
- ❑ Afin de collaborer à la réalisation des objectifs gouvernementaux en matière de gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre et de réduction de la taille de l'État, le Ministère réalisera son premier plan pluriannuel de gestion de main-d'œuvre qui couvrira trois exercices financiers. Ce plan permettra de bien circonscrire les effectifs requis pour réaliser la mission du Ministère, de cibler les écarts entre l'effectif requis et disponible, d'identifier les besoins de dotation et les stratégies qui permettront de résorber les écarts identifiés.
- ❑ La Sûreté du Québec intensifiera ses efforts en matière de lutte contre la grande criminalité par l'amélioration de la qualité de la gestion du renseignement criminel. Ce type de renseignement remplit une fonction essentielle dans la prévention des risques liés à la criminalité.



## 1. LA PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE MINISTÉRIEL

Le Ministère a pour mission d'assurer le leadership afin que les Québécoises et les Québécois bénéficient d'un milieu de vie sécuritaire propice à leur développement collectif, dans le respect de leurs droits et de leurs libertés individuelles.

Afin d'accomplir sa mission, le Ministère compte sur la collaboration et l'expertise de près de 12 000 employés répartis dans quatre directions générales (Affaires policières, prévention et services de sécurité, Sécurité civile et sécurité incendie, Services à la gestion et Services correctionnels) ainsi qu'à la Sûreté du Québec. De plus, sept organismes et un Conseil de surveillance relevant du ministre de la Sécurité publique contribuent, à divers titres, à la mission de sécurité publique. Il s'agit du Bureau du coroner, du Comité de déontologie policière, du Commissaire à la déontologie policière, de la Commission québécoise des libérations conditionnelles, de l'École nationale de police du Québec, de l'École nationale des pompiers du Québec, de la Régie des alcools, des courses et des jeux et du Conseil de surveillance des activités de la Sûreté du Québec. Enfin, le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale constitue une unité autonome de services.

## 2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES

Les choix budgétaires retenus en 2005-2006 sont, notamment appuyés par les objectifs prioritaires du Ministère qui présentent généralement un enjeu budgétaire important.

*Premier choix budgétaire : Assumer les activités essentielles en matière d'organisation policière, de sécurité privée, de sécurité civile et incendie et de services correctionnels*

|                           |                                                                                                                                                                 |
|---------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Objectif :</b>         | Améliorer l'efficacité des services policiers sur l'ensemble du territoire québécois.                                                                           |
| <b>Action envisagée :</b> | Approuver les 35 plans d'organisation policière, d'ici septembre 2005.                                                                                          |
| <b>Objectif :</b>         | Revoir l'encadrement de la sécurité privée quant aux aspects liés à la qualité des services offerts et aux pratiques de fonctionnement.                         |
| <b>Action envisagée :</b> | Poursuivre la consultation générale du projet de loi 88 sur la sécurité privée en commission parlementaire en vue de son adoption.                              |
| <b>Objectif :</b>         | Poursuivre le développement de services policiers en milieu autochtone par le renouvellement des ententes de police.                                            |
| <b>Action envisagée :</b> | Renouveler 13 ententes de police, d'ici mars 2006.                                                                                                              |
| <b>Objectif :</b>         | Améliorer la réponse aux risques d'incendie en collaboration avec les municipalités régionales de comté et les municipalités.                                   |
| <b>Action envisagée :</b> | Analyser les schémas de couverture de risque d'incendie reçus en 2005-2006.                                                                                     |
| <b>Objectif :</b>         | Assurer l'accompagnement et l'encadrement structurés des personnes contrevenantes sous surveillance en milieu ouvert.                                           |
| <b>Action envisagée :</b> | Élaborer trois cadres de gestion des mesures de suivi en milieu ouvert en 2005-2006 (absence temporaire, libération conditionnelle et ordonnance de probation). |



*Deuxième choix budgétaire : Prévenir les risques liés à la criminalité, au terrorisme et aux sinistres*

- Objectif :** Développer des actions intersectorielles en prévention de la criminalité.
- Action envisagée :** Promouvoir l'adoption, par cinq municipalités régionales de comté ou municipalités, des stratégies locales de prévention de la criminalité pour leur communauté, d'ici mars 2006.
- Objectif :** Améliorer l'état de préparation des intervenants devant les incidents impliquant des matières chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires.
- Action envisagée :** Déposer le document d'harmonisation des interventions impliquant des matières chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires, d'ici mars 2006.
- Objectif :** Instaurer de nouveaux partenariats avec des organisations policières et gouvernementales concernées par la lutte contre la grande criminalité.
- Action envisagée :** Développer trois nouveaux partenariats concernant des activités criminelles en émergence.
- Objectif :** Accroître de 30 %, pour les trois prochaines années, le nombre de transactions versées dans les bases de données du renseignement criminel, à la Sûreté du Québec, afin de produire des renseignements et des analyses de qualité répondant aux standards fixés.
- Action envisagée :** Rendre disponible le service du Système automatisé de renseignements criminels dans tous les services de police municipaux certifiés.
- Objectif :** Favoriser la communication de risques à la population.
- Action envisagée :** Déposer en 2005-2006 un projet de règlement sur le contrôle de l'utilisation du sol dans les zones à risques de glissement de terrain.

*Troisième choix budgétaire : Accroître l'efficacité et l'efficience de l'organisation*

- Objectif :** Améliorer l'accessibilité des citoyens et des entreprises à l'information par le gouvernement en ligne.
- Actions envisagées :** Réduire le délai moyen de traitement des dossiers de citation fermés en 2005-2006 de 10 % par rapport au délai moyen de 13,9 mois observé en 2003-2004 au Comité de déontologie policière.
- Déposer le modèle d'affaires pour le portail du domaine « Justice et Sécurité » d'ici mars 2006.
- Diffuser, en 2005-2006, les décisions prises par la Régie des alcools, des courses et des jeux, depuis l'an 2002, dans le site Internet de la Société québécoise d'information juridique.

**Objectif :** Collaborer à la réalisation des objectifs gouvernementaux en matière de gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre et de réduction de la taille de l'État.

**Action envisagée :** Élaborer un plan pluriannuel de gestion de main-d'œuvre afin d'évaluer les besoins d'effectifs du Ministère.

### 3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

Le plan budgétaire soumis en 2005-2006 vise à assumer les activités essentielles en sécurité publique, à prévenir les risques liés à la criminalité, au terrorisme, aux sinistres et à certains types de décès ainsi qu'à accroître l'efficacité et l'efficience de l'organisation.

Le budget de dépenses alloué au portefeuille « Sécurité publique » en 2005-2006 s'élève à 906,3 M\$, ce qui représente une augmentation de 11,8 M\$ ou 1,3 % par rapport à celui de l'exercice précédent. Cette variation résulte, notamment, de la mise en œuvre de la Loi concernant l'organisation des services policiers (2001, c. 19), sanctionnée en juin 2001, laquelle a eu pour effet de modifier de façon significative l'organisation territoriale de la desserte policière au Québec. Par ailleurs, l'écart entre la dépense probable 2004-2005 et le budget de dépenses 2004-2005 s'explique principalement par des dépenses plus élevées liées au maintien de l'ordre public, à l'aide financière aux sinistrés et aux initiatives pour contrer le commerce illégal des boissons alcooliques.

#### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

|                                                         | 2005-2006                             |                                      | 2004-2005                             |                                     |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
|                                                         | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(1) | Variation<br>(000 \$)<br>(2)=(1)-(3) | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(3) | Dépense probable<br>(000 \$)<br>(4) |
| 1. Sécurité, prévention et gestion interne              | 410 160,7                             | (5 425,0)                            | 415 585,7                             | 434 185,7                           |
| 2. Sûreté du Québec                                     | 471 128,3                             | 18 474,8                             | 452 653,5                             | 478 976,9                           |
| 3. Organismes relevant du ministre                      | 25 037,3                              | (1 288,6)                            | 26 325,9                              | 27 270,8                            |
| <b>Total</b>                                            | <b>906 326,3</b>                      | <b>11 761,2</b>                      | <b>894 565,1</b>                      | <b>940 433,4</b>                    |
| <b>Effectif (ETC)<br/>(excluant les fonds spéciaux)</b> | <b>7 006</b>                          | <b>(45)</b>                          | <b>7 051</b>                          | <b>—</b>                            |



### **Programme 1 : Sécurité, prévention et gestion interne**

Ce programme regroupe les Services à la gestion (incluant, notamment les enveloppes centrales affectées aux contributions d'employeur, aux loyers, aux télécommunications et à l'amortissement), les Services correctionnels, le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale, les Affaires policières et de sécurité-protection, la Sécurité civile et la sécurité incendie ainsi que le Conseil de surveillance des activités de la Sûreté du Québec. Ce programme est doté d'un budget de dépenses de 410,2 M\$, en baisse de 5,4 M\$ par rapport à l'exercice 2004-2005. La variation de 5,4 M\$ reflète une rationalisation de l'ensemble des dépenses du programme.

### **Programme 2 : Sûreté du Québec**

La Sûreté du Québec concourt, sur l'ensemble du territoire québécois, au maintien de la paix et de l'ordre public, à la préservation de la vie, de la sécurité et des droits fondamentaux des personnes ainsi qu'à la protection de leurs biens. La Sûreté du Québec soutient aussi l'organisation policière, coordonne des opérations policières d'envergure, contribue à l'intégrité des institutions étatiques et assure la sécurité des réseaux de transport et de communication qui relèvent du Québec.

Le budget de dépenses de ce programme est de 471,1 M\$, en hausse de 18,5 M\$ par rapport à celui de l'exercice précédent. Cette variation s'explique par la mise en œuvre de la Loi concernant l'organisation des services policiers, sanctionnée en juin 2001, nécessitant une stabilisation des effectifs et du parc immobilier, ainsi que par l'enrichissement des mandats de la Sûreté.

Les activités de la Sûreté du Québec sont en partie financées par des revenus provenant de la somme payable par les municipalités, estimés à 223,2 M\$, et par ceux en provenance du gouvernement fédéral, d'une part pour le contrôle des armes à feu au montant de 5,5 M\$ et d'autre part, par la desserte policière des ponts Jacques-Cartier et Champlain au montant de 3,3 M\$. Ces revenus gérés dans un fonds spécial et dans un compte à fin déterminée pour le contrôle des armes à feu portent le niveau de dépenses de la Sûreté du Québec à 703,1 M\$.

### **Programme 3 : Organismes relevant du ministre**

Ce programme comprend cinq organismes soit :

- La Régie des alcools, des courses et des jeux, chargée principalement de l'administration des lois et règlements relatifs aux permis de fabrication et de commercialisation d'alcools, aux infractions en matière de boissons alcooliques, de courses, de bingos et tirages, d'appareils de jeu et d'amusement et à la pratique de certains sports de combat;
- La Commission québécoise des libérations conditionnelles qui a pour mandat d'examiner les cas des personnes détenues admissibles à une libération sous condition;
- Le Bureau du coroner chargé d'investiguer et d'enquêter sur les décès survenus dans des circonstances obscures ou violentes;
- Le Commissaire à la déontologie policière qui permet le traitement des plaintes formulées contre les policiers, les constables spéciaux et les contrôleurs routiers dans l'exercice de leurs fonctions;



- Le Comité de déontologie policière qui, à titre de tribunal administratif spécialisé, a pour fonction de disposer de toute citation déposée par le Commissaire à la déontologie policière et de réviser les décisions de ce dernier lorsqu'il rejette une plainte après enquête.

Un budget de 25 M\$ est alloué à ce programme, en baisse de 1,3 M\$ par rapport à l'exercice 2004-2005, s'expliquant, notamment par une rationalisation des dépenses.

#### LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

|                              | 2005-2006<br>(000 \$) | 2004-2005<br>(000 \$) |
|------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations              | 29 903,1              | 29 903,1              |
| Prêts, placements et avances | 61,4                  | 61,4                  |

Le budget d'investissements du Ministère est de 29,9 M\$. De ce montant, 9,7 M\$ sont alloués pour le développement des systèmes, l'acquisition d'équipements informatiques et autres matériels pour les activités propres au Ministère. À la Sûreté du Québec, le budget d'investissements de 20,2 M\$ se répartit comme suit : 8,4 M\$ pour le renouvellement du parc automobile affecté aux enquêtes, aux autoroutes et aux services spécialisés et 11,8 M\$ pour les équipements spécialisés et le développement informatique.

#### ORGANISMES BUDGÉTAIRES ET ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

|                                                       | 2005-2006<br>Budget<br>de l'organisme<br>(000 \$) | 2004-2005<br>Budget<br>de l'organisme<br>(000 \$) |
|-------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| <b>Organismes budgétaires</b>                         |                                                   |                                                   |
| Bureau du coroner                                     | 6 976,7                                           | 7 004,9                                           |
| Comité de déontologie policière                       | 1 806,8                                           | 2 000,6                                           |
| Commissaire à la déontologie policière                | -2 780,2                                          | 2 792,1                                           |
| Commission québécoise des libérations conditionnelles | 2 905,0                                           | 2 931,4                                           |
| Régie des alcools, des courses et des jeux            | 10 568,6                                          | 11 596,9                                          |
| <b>Organismes autres que budgétaires</b>              |                                                   |                                                   |
| École nationale de police du Québec                   | 25 006,5                                          | 24 922,6                                          |
| École nationale des pompiers du Québec                | 1 108,8                                           | 1 323,0                                           |

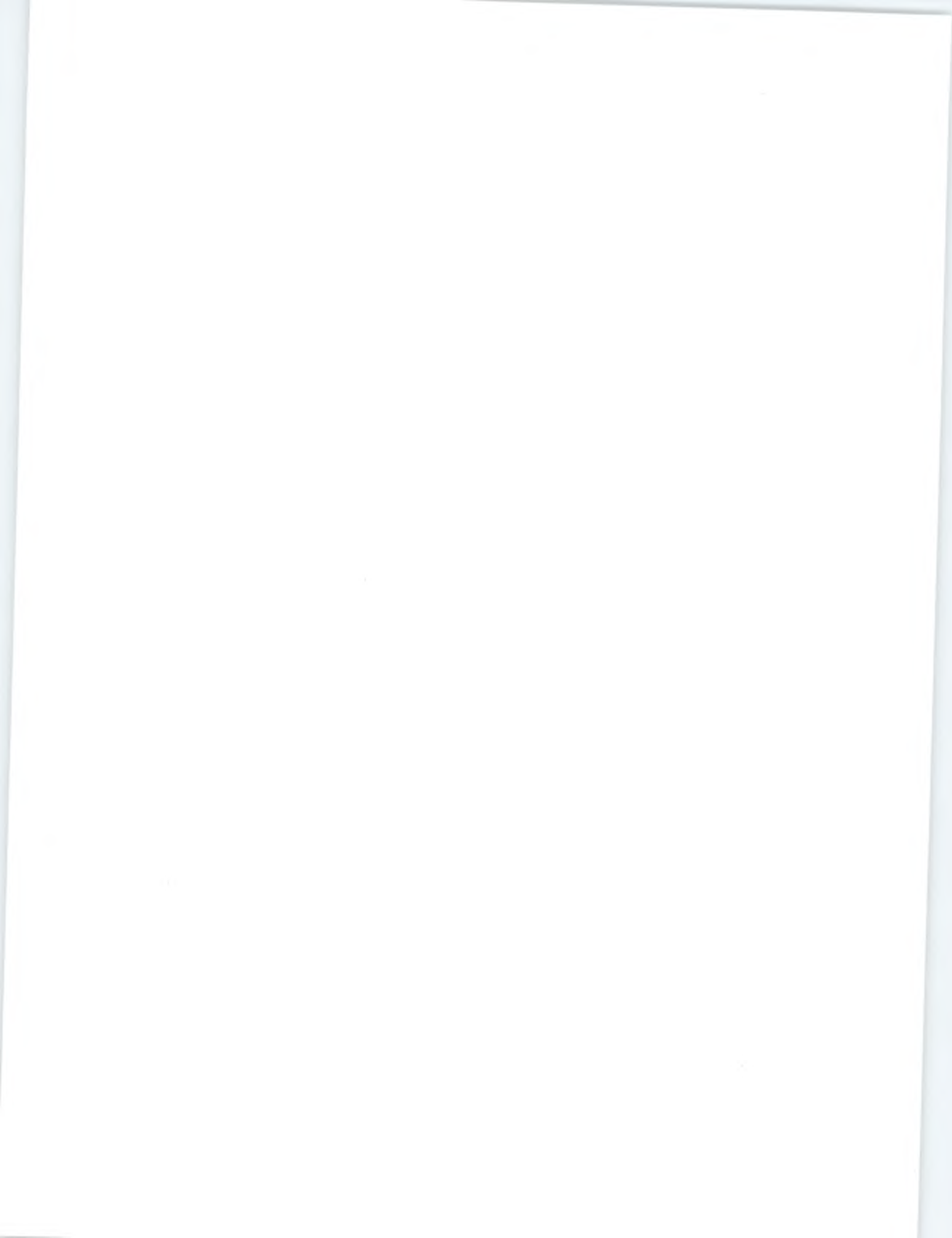
## LES FONDS SPÉCIAUX

## FONDS DES SERVICES DE POLICE

|                           | Prévisions<br>2005-2006<br>(000 \$) | Probables<br>2004-2005<br>(000 \$) |
|---------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| Revenus                   | 414 734,0                           | 411 523,7                          |
| Dépenses                  | 414 734,0                           | 411 523,7                          |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>0,0</b>                          | <b>0,0</b>                         |
| Investissements           | 24 858,3                            | 11 387,4                           |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>3 763</b>                        | <b>3 763</b>                       |

Le Fonds des services de police est affecté au financement du coût des biens et services fournis par la Sûreté du Québec aux municipalités et à tout autre organisme autre qu'une municipalité, à la suite d'une entente conclue conformément à la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1). Il s'agit en somme de la desserte policière dans les municipalités régionales de comté basées sur le modèle de police de proximité.

Le budget de dépenses est légèrement supérieur à celui de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement due à la mise à niveau des services requis par la Loi concernant l'organisation des services policiers. Les revenus proviennent d'une part de la tarification aux municipalités, en vertu du Règlement sur la somme payable par les municipalités, pour les services de la Sûreté du Québec au montant prévu de 223,2 M\$, ainsi que ceux en provenance du gouvernement fédéral pour la desserte policière des ponts Jacques-Cartier et Champlain au montant de 3,3 M\$ et d'autre part, d'une affectation de 188,2 M\$ du budget de dépenses du programme 2 pour en assurer l'équilibre financier. L'investissement prévu de 24,9 M\$ se répartit comme suit : 10,2 M\$ pour le renouvellement et l'acquisition des véhicules dans les postes des municipalités régionales de comté et 14,7 M\$ pour des équipements et du développement informatique ainsi que pour des équipements spécialisés.





## SERVICES GOUVERNEMENTAUX

---

### **FAITS SAILLANTS**

- Au cours des prochaines années, les Services gouvernementaux procéderont à la révision de l'offre gouvernementale de services afin de mieux répondre aux besoins quotidiens des citoyens, des entreprises, de l'Administration et des réseaux gouvernementaux. En orientant son action vers des résultats optimaux, les Services gouvernementaux favoriseront le développement de centres d'excellence pour la prestation de services publics au Québec.

## 1. LA PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE MINISTÉRIEL

### Mission

Offrir des services de qualité, pertinents et accessibles, aux citoyens, aux entreprises ainsi qu'à l'Administration et aux réseaux gouvernementaux et assurer le développement du gouvernement en ligne.

### Responsabilités

Lors du remaniement ministériel du 18 février 2005, le premier ministre nommait un ministre des Services gouvernementaux et un ministre délégué au Gouvernement en ligne.

Le ministre des Services gouvernementaux a reçu, principalement, les mandats suivants :

- Mettre en place Services Québec. Le développement de cet organisme va modifier de façon significative la manière dont fonctionne le gouvernement et, en particulier, la façon dont sont offerts les services publics aux citoyens et aux entreprises. Communication-Québec est rattaché à cet organisme;
- Implanter le Centre de services administratifs. Cette organisation rendra disponibles des services partagés aux ministères et aux organismes, tout en contribuant à leur mise en œuvre. Tous les secteurs des services gouvernementaux (technologies de l'information et des communications, acquisitions et dispositions de biens, fournitures et ameublement, entretien de l'équipement bureautique, reprographie et courrier gouvernemental, systèmes de gestion intégrée des ressources) de même que le Service aérien gouvernemental sont ainsi sous la responsabilité du ministre des Services gouvernementaux. Il en va de même pour les Publications du Québec, le réseau des bibliothèques gouvernementales, ainsi que des services du placement média et des expositions;
- Offrir aux ministères et aux organismes une expertise de pointe pour des services spécialisés qu'ils ne pourraient s'offrir seuls, avec efficacité et à coût raisonnable;
- Mettre à la disposition des ministères et des organismes les immeubles et autres biens requis pour la prestation de leurs services. Ainsi, la Société immobilière du Québec se retrouve désormais sous la responsabilité du ministre des Services gouvernementaux. Cet organisme présente un rapport annuel de gestion distinct qui fait état de ses résultats financiers.

Le ministre délégué au Gouvernement en ligne assistera le ministre des Services gouvernementaux dans les mandats suivants :

- Assurer le développement, l'implantation, le déploiement et la promotion du gouvernement en ligne;
- Faire en sorte que l'information gouvernementale, sur support informatique, soit utilisée efficacement et de façon sécuritaire, dans un souci d'amélioration de l'offre des services gouvernementaux.



## 2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES

Les Services gouvernementaux ont procédé à des choix budgétaires en fonction des priorités gouvernementales et des orientations qui en découlent. Ainsi, au cours de sa première année complète d'opération, les Services gouvernementaux seront appelés à relever trois grands défis : la mise en place d'un guichet multiservice pour les citoyens et les entreprises, le déploiement du gouvernement en ligne ainsi que l'implantation d'un centre de services administratifs pour les ministères et les organismes.

### MODERNISER LA PRESTATION DE SERVICES AUX CITOYENS ET AUX ENTREPRISES

#### *Accès simple et efficace à des services de qualité*

Les Services gouvernementaux entendent déployer de nombreux efforts afin, d'une part, d'utiliser le plein potentiel des technologies de l'information au profit des citoyens et des entreprises et, d'autre part, de consolider et de regrouper certains services dispensés actuellement par plusieurs ministères et organismes. Par l'intermédiaire d'un guichet multiservice (Services Québec), les citoyens et les entreprises auront accès, selon le mode qui leur convient, à une panoplie de services actuellement offerts à la pièce. Un montant de 12,9 M\$ est alloué à ce choix stratégique.

#### **Actions envisagées :**

- Élaborer un plan d'action afin d'implanter progressivement Services Québec;
- Faire évoluer l'offre de service de Services Québec;
- Analyser les projets potentiels visant l'amélioration de la prestation de services aux citoyens et aux entreprises;
- Améliorer l'organisation des services en région;
- Mettre en place des outils visant à mesurer, de façon continue, le niveau de satisfaction de la clientèle.

#### *Déploiement du gouvernement en ligne et utilisation optimale des ressources informationnelles*

L'intensification du déploiement du gouvernement en ligne constitue un levier d'intégration pour l'amélioration de la qualité des services offerts aux citoyens et aux entreprises qui permettra aux ministères et aux organismes d'optimiser leur façon de faire.

Un budget de 7,8 M\$ est consacré à cette orientation. Il est à noter qu'un montant de 11,2 M\$ s'ajoute pour la réalisation, par les ministères et les organismes, de projets reliés au gouvernement en ligne.

#### **Actions envisagées :**

- Favoriser le développement de projets horizontaux et structurants, notamment le portail gouvernemental de services, en vue d'améliorer la prestation de services aux citoyens et aux entreprises;
- Favoriser la mise en place de mesures liées à la sécurisation des échanges électroniques, notamment en vue de faire évoluer la prestation de certains services gouvernementaux vers un niveau transactionnel;



- Encourager, par des mesures et des nouveaux modèles de financement, le développement de projets visant à accélérer le développement de la société de l'information et du gouvernement en ligne;
- Encourager la rationalisation des ressources informationnelles gouvernementales, notamment par des mesures telles la normalisation, la réutilisation des composantes et l'utilisation accrue de logiciels libres;
- Promouvoir et accentuer l'expertise, auprès de la communauté gouvernementale, en matière de gouvernement en ligne;
- Favoriser et promouvoir, auprès de la population, l'utilisation des services en ligne, tout en s'assurant d'une prestation de qualité via les autres modes de services.

#### **FAVORISER L'ÉVOLUTION DE L'OFFRE DE SERVICES PARTAGÉS**

##### *Développement de services partagés*

L'intégration des services administratifs est une voie préconisée par le gouvernement du Québec. Dans ce contexte, les services partagés comportent de nombreux avantages telles l'amélioration de la qualité des services, ainsi que l'obtention d'économies d'échelle et de gains d'efficacité. Un budget de dépenses de l'ordre de 6,7 M\$ est prévu pour les acquisitions et les dispositions de biens meubles ainsi que pour l'information documentaire.

Par ailleurs, les autres services partagés, actuellement sous la responsabilité des Services gouvernementaux, sont financés par le Fonds des services gouvernementaux et le Fonds de l'information gouvernementale qui sont présentés dans la section portant sur le plan budgétaire.

##### **Actions envisagées :**

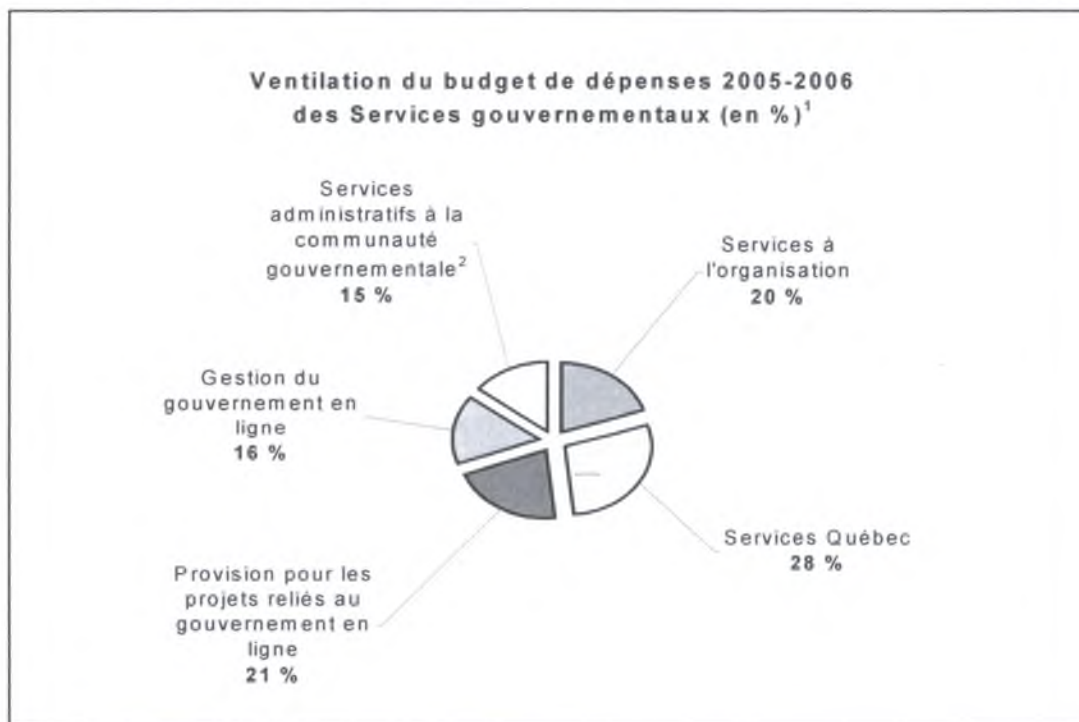
- Préparer l'implantation et amorcer la mise en place d'un centre de services administratifs;
- Poursuivre la modernisation des systèmes de gestion des ressources du gouvernement du Québec.

### 3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

#### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

|                                                         | 2005-2006                             |                                      | 2004-2005                             |                                     |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
|                                                         | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(1) | Variation<br>(000 \$)<br>(2)=(1)-(3) | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(3) | Dépense probable<br>(000 \$)<br>(4) |
| 1. Services gouvernementaux                             | 53 948,8                              | 3 415,8                              | 50 533,0                              | 43 798,8                            |
| <b>Total</b>                                            | <b>53 948,8</b>                       | <b>3 415,8</b>                       | <b>50 533,0</b>                       | <b>43 798,8</b>                     |
| <b>Effectif (ETC)<br/>(excluant les fonds spéciaux)</b> | <b>508</b>                            | <b>—</b>                             | <b>508</b>                            | <b>—</b>                            |

Note : Ce programme inclut une provision pour projets reliés au gouvernement en ligne qui permet des virements à d'autres programmes du gouvernement où la dépense probable est augmentée d'autant. Aucune dépense probable n'est donc inscrite à cette provision en raison de tels virements.



<sup>1</sup> Cette ventilation du budget de dépenses des Services gouvernementaux a été réalisée après répartition du loyer et de la contribution de l'employeur dans chacun des éléments identifiés.

<sup>2</sup> Cette proportion exclut les services partagés financés par le Fonds des services gouvernementaux et par le Fonds de l'information gouvernementale et pour lesquels des dépenses de 304,5 M\$ sont prévues en 2005-2006.

### Programme 1 : Services gouvernementaux

Ce programme regroupe les dépenses visant à offrir des services aux citoyens, aux entreprises, ainsi qu'à l'Administration et aux réseaux gouvernementaux. On y retrouve également les sommes afférentes au gouvernement en ligne ainsi qu'une provision pour la réalisation de projets à cet égard. Finalement, ce programme inclut les activités d'acquisition et d'aliénation découlant de la Loi sur le Service des achats du gouvernement (L.R.Q., c. S-4).

De 2004-2005 à 2005-2006, le budget de dépenses de ce programme augmente de 3,4 M\$ pour s'établir à 53,9 M\$. Cette hausse est attribuable au budget requis pour la création de ce nouveau portefeuille, lequel inclut notamment Services Québec.

#### LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

|                              | 2005-2006<br>(000 \$) | 2004-2005<br>(000 \$) |
|------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations              | 25 221,2              | 20 721,2              |
| Prêts, placements et avances | 30,0                  | 5,0                   |

Les immobilisations des Services gouvernementaux sont principalement attribuables au développement de projets reliés au gouvernement en ligne. La variation observée entre les deux exercices provient essentiellement d'investissements consentis pour la mise en place des Services gouvernementaux ainsi que pour le démarrage de Services Québec.

#### ORGANISME AUTRE QUE BUDGÉTAIRE

|                               | 2005-2006<br>Budget<br>de l'organisme<br>(000 \$) | 2004-2005<br>Budget<br>de l'organisme<br>(000 \$) |
|-------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Société immobilière du Québec | 585 873,0                                         | 603 990,0                                         |

#### LES FONDS SPÉCIAUX

##### FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

|                           | Prévisions<br>2005-2006<br>(000 \$) | Probables<br>2004-2005<br>(000 \$) |
|---------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| Revenus                   | 278 195,6                           | 272 260,9                          |
| Dépenses                  | 266 895,0                           | 261 223,5                          |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>11 300,6</b>                     | <b>11 037,4</b>                    |
| Investissements           | 126 898,6                           | 102 256,9                          |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>920</b>                          | <b>933</b>                         |



Le Fonds des services gouvernementaux a pour objet le financement de certains biens et services offerts aux ministères et organismes gouvernementaux. Ces biens et services comprennent le développement et l'exploitation informatiques, les télécommunications, la collecte et l'expédition du courrier, la reprographie, la vente et la distribution de fournitures et d'ameublement de bureau, l'entretien de l'équipement bureautique, le transport aérien nécessaire aux fonctions gouvernementales et finalement le soutien à la gestion des ressources.

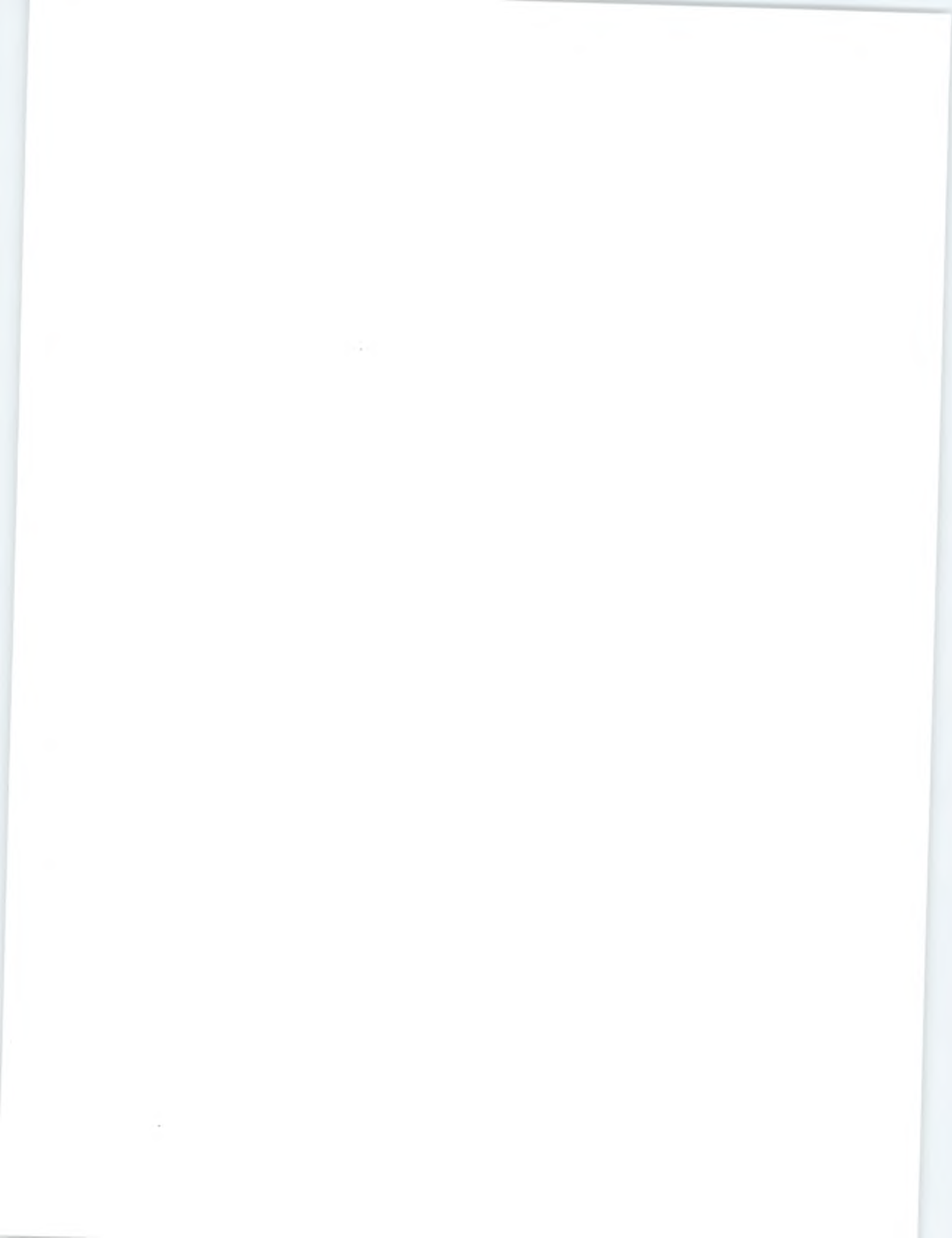
Les prévisions de revenus et dépenses du Fonds s'élèvent à 278,2 M\$ et 266,9 M\$ en 2005-2006, en hausse respective de 5,9 M\$ (2,2 %) et 5,7 M\$ (2,2 %) par rapport aux revenus et dépenses probables de l'exercice précédent. Ces augmentations sont principalement attribuables à une hausse anticipée du volume d'activités.

L'écart de 24,6 M\$ entre les investissements 2004-2005 et 2005-2006 est essentiellement attribuable à une augmentation de 43,3 M\$ des investissements dans les projets de technologies de l'information et des communications, dont la mise en place du Réseau national intégré de radiocommunication, la modernisation des ordinateurs centraux, la poursuite du projet de service québécois d'authentification gouvernementale et divers projets de développement en prestation électronique de services. Il faut noter aussi une baisse de 13,5 M\$ résultant d'une révision des investissements dans le programme de modernisation des systèmes de gestion intégrée des ressources et une baisse de 5,3 M\$ des investissements au Service aérien gouvernemental, qui ne prévoit pas d'entretien majeur prévu sur ses aéronefs en 2005-2006.

#### FONDS DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE

|                           | Prévisions<br>2005-2006<br>(000 \$) | Probables<br>2004-2005<br>(000 \$) |
|---------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| Revenus                   | 37 436,0                            | 36 278,0                           |
| Dépenses                  | 37 654,0                            | 37 034,0                           |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>(218,0)</b>                      | <b>(756,0)</b>                     |
| Investissements           | 615,0                               | 461,0                              |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>129</b>                          | <b>132</b>                         |

Le Fonds de l'information gouvernementale a pour objet de fournir aux ministères et aux organismes gouvernementaux l'expertise conseil et des services dans le domaine de la publicité et du placement média, des expositions, des services techniques en audiovisuel, de la traduction, de la gestion des droits d'auteur, de l'édition et de la diffusion des publications gouvernementales. Aucune variation significative n'est prévue en 2005-2006 au niveau des revenus, dépenses et investissements par rapport à l'exercice précédent. Le déficit envisagé en 2005-2006 sera compensé, en quasi-totalité, par des surplus accumulés au 31 mars 2004.



### **FAITS SAILLANTS**

- ❑ Au moins trois nouvelles régions adhéreront en 2005-2006 à la taxe spécifique sur l'hébergement, ce qui permettra d'accroître les efforts en matière de développement de l'offre et de promotion touristique régionale.
- ❑ Le ministère du Tourisme maintiendra ses activités promotionnelles sur les marchés internationaux.
- ❑ Le Ministère poursuivra ses activités visant à permettre à l'industrie touristique de mieux répondre aux attentes de la clientèle en termes d'expériences touristiques, de qualité des produits, de services d'accueil et de renseignements.



## **1. LA PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE MINISTÉRIEL**

La création du Ministère a été annoncée par le premier ministre lors du remaniement ministériel du 18 février dernier. Rappelons que le secteur Tourisme constituait l'une des composantes du ministère du Développement économique et régional et de la Recherche depuis le 29 avril 2003.

La mission du Ministère consiste à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec. Pour remplir sa mission, le Ministère concentre ses ressources et ses efforts sur quatre mandats stratégiques.

### **Orienter et concerter l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme**

Leader gouvernemental en matière de tourisme, le Ministère a le mandat de rallier tous les acteurs publics et privés qui désirent s'associer à une vision commune et développer des stratégies concertées qui permettront d'assurer la croissance de l'industrie touristique. En ce sens, les activités du Ministère sont axées vers les priorités suivantes :

- Développer la connaissance touristique et l'information de gestion;
- Élaborer et mettre en œuvre des politiques, plans d'action et programmes;
- Fournir une expertise touristique aux partenaires publics et privés.

### **Susciter et soutenir le développement de produits touristiques**

Le Ministère travaille à développer une offre qui répond aux attentes des clientèles touristiques. Les actions du Ministère à cet effet visent à :

- Cibler et structurer les occasions de développement de projets touristiques;
- Soutenir et accompagner les initiatives de développement de produits;
- Promouvoir la qualité des produits et services touristiques.

### **Assurer la mise en marché du Québec et de ses expériences touristiques**

Le Ministère doit promouvoir l'offre touristique québécoise sur les marchés québécois, canadien, américain et outre-mer afin d'inciter les touristes à visiter le Québec. À cette fin, le Ministère réalise les activités suivantes :

- Promouvoir le Québec comme destination touristique;
- Commercialiser les expériences touristiques québécoises;
- Faciliter la consommation des produits du Québec.

### **Offrir et encadrer des services à la clientèle touristique en matière d'accueil, de renseignements et de réservations touristiques**

- Améliorer l'accueil des touristes au Québec;
- Faciliter l'accès à l'information et la consommation de produits touristiques québécois;
- Fournir des services de renseignements et de réservations touristiques.

La Société du Centre des congrès de Québec, la Société du Palais des congrès de Montréal, la Régie des installations olympiques et le Fonds de partenariat touristique relèvent aussi de la responsabilité de la ministre.

## **2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES**

Le budget du Fonds de partenariat touristique est affecté à la réalisation des quatre mandats stratégiques du Ministère.

Le premier mandat, qui vise à doter l'industrie touristique d'atouts qui lui permettront de mieux répondre aux attentes des clientèles, se verra allouer 5 % du budget du Fonds de partenariat touristique. Le Québec doit connaître et cibler davantage ses clientèles, rehausser la qualité de ses produits et services et proposer des expériences touristiques uniques. Pour relever ces défis, le budget affecté à orienter et à concerter l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme sera donc maintenu en 2005-2006.

Le deuxième mandat contribuera à augmenter les investissements publics et privés consentis tant au chapitre du développement de l'offre qu'à celui de la promotion touristique régionale. Pour maximiser l'impact positif du développement touristique sur les régions du Québec, le Ministère a misé sur de nouvelles avenues de financement, plus particulièrement la taxe spécifique sur l'hébergement. Le budget affecté à cette orientation stratégique sera à nouveau en croissance en 2005-2006 avec l'adhésion d'au moins trois nouvelles régions. Plus de 45 % du budget du Fonds de partenariat touristique sera consenti au soutien à l'industrie touristique québécoise.

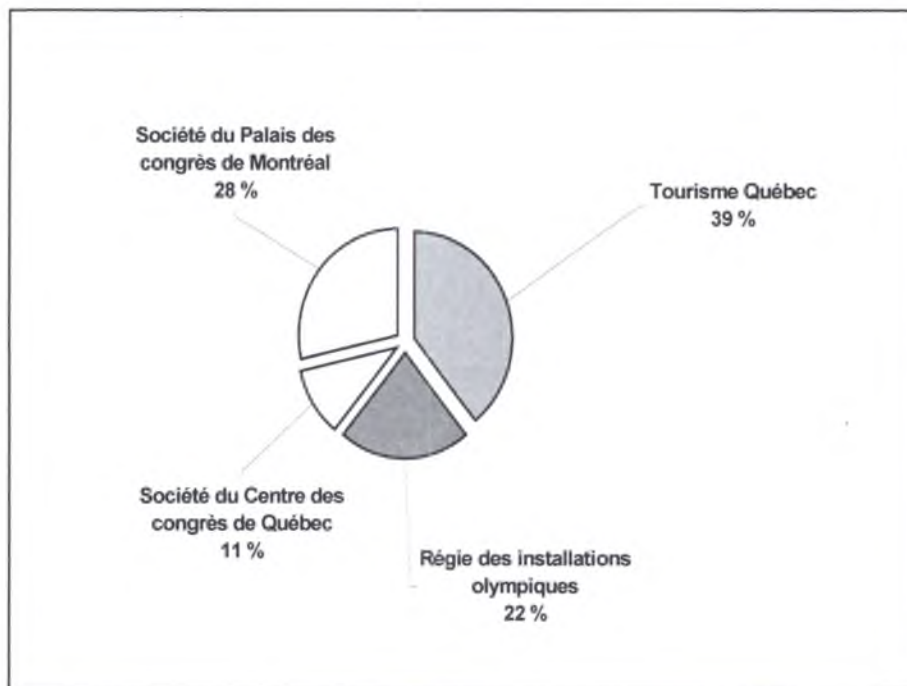
Le troisième mandat permettra à l'industrie touristique québécoise de mieux relever les défis découlant de la segmentation des clientèles et du resserrement de la concurrence entre les destinations touristiques. Afin de maintenir la croissance de son industrie touristique, le Québec doit maintenir ses efforts promotionnels sur les marchés internationaux. Près de 40 % du budget du Fonds de partenariat touristique sera consenti à cette orientation.

Quant au quatrième mandat, il vise à offrir des services de qualité aux différentes clientèles en termes d'accueil et de renseignements touristiques. Près de 10 % du budget du Fonds de partenariat touristique y sera consacré.

La nouvelle Politique touristique du Québec qui sera bientôt rendue publique précisera les axes d'intervention, les objectifs et les résultats attendus.



Le budget de dépenses du Ministère, incluant la contribution aux organismes, s'élève à 138,6 M\$ et se répartit dans les proportions suivantes :



### 3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

#### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

|                                                 | 2005-2006                             |                                      | 2004-2005                             |                                     |
|-------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
|                                                 | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(1) | Variation<br>(000 \$)<br>(2)=(1)-(3) | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(3) | Dépense probable<br>(000 \$)<br>(4) |
| 1. Promotion et développement du tourisme       | 138 647,1                             | 9 278,5                              | 129 368,6                             | 145 968,5                           |
| <b>Total</b>                                    | <b>138 647,1</b>                      | <b>9 278,5</b>                       | <b>129 368,6</b>                      | <b>145 968,5</b>                    |
| Effectif (ETC)<br>(excluant les fonds spéciaux) | —                                     | —                                    | —                                     | —                                   |

La variation budgétaire de 9,3 M\$ est due notamment à une augmentation des crédits pour le soutien aux projets d'investissements (principalement le Zoo de Granby), les travaux de rénovation du Centre des congrès de Québec et le financement de la dette à long terme du Palais des congrès de Montréal.



**ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES**

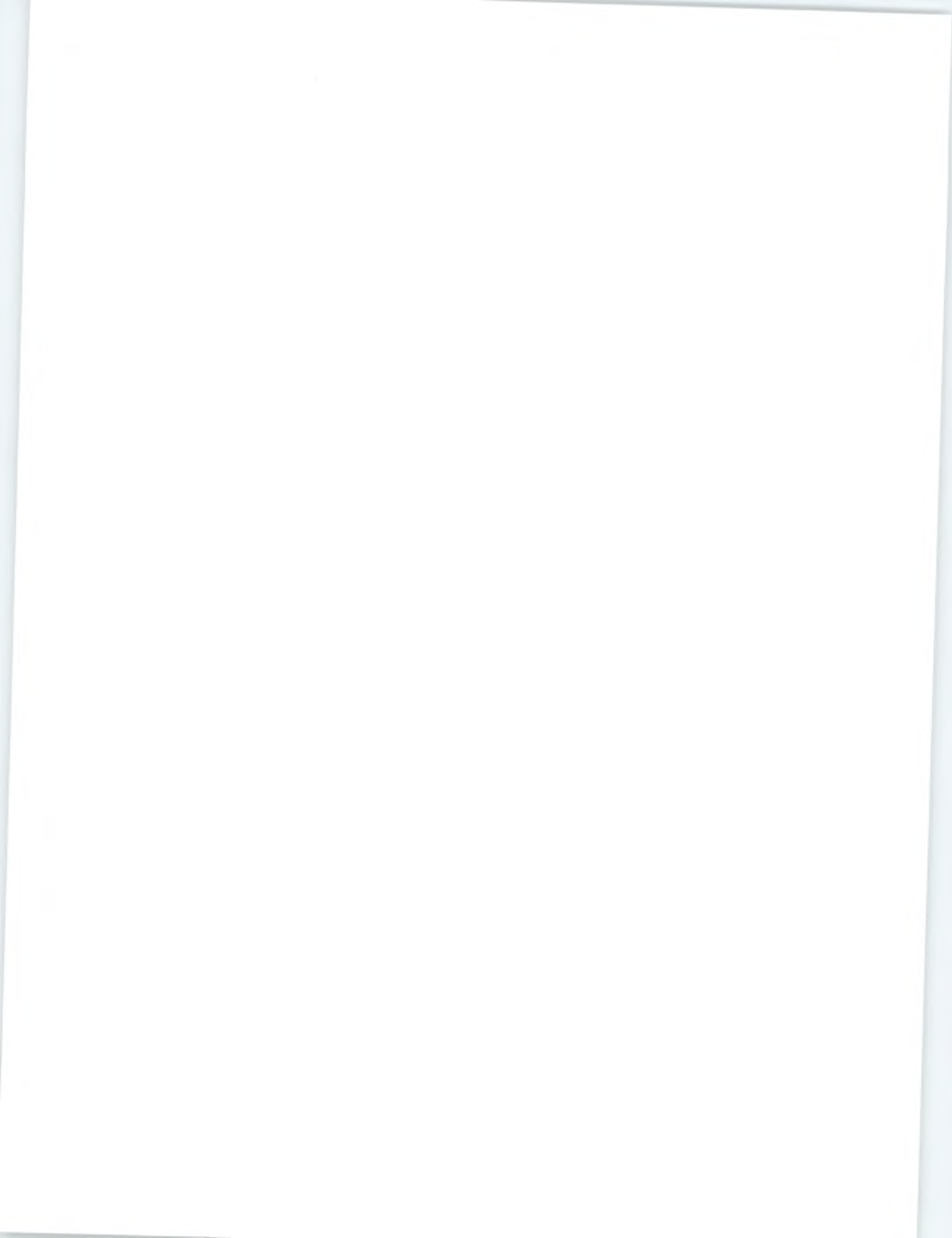
|                                           | 2005-2006                | 2004-2005                |
|-------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
|                                           | Budget<br>de l'organisme | Budget<br>de l'organisme |
|                                           | (000 \$)                 | (000 \$)                 |
| <b>Organismes autres que budgétaires</b>  |                          |                          |
| Régie des installations olympiques        | 45 838,0                 | 48 708,0                 |
| Société du Centre des congrès de Québec   | 18 760,4                 | 19 019,1                 |
| Société du Palais des congrès de Montréal | 56 788,2                 | 55 472,0                 |

**LES FONDS SPÉCIAUX****FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE**

|                           | Prévisions<br>2005-2006 | Probables<br>2004-2005 |
|---------------------------|-------------------------|------------------------|
|                           | (000 \$)                | (000 \$)               |
| Revenus                   | 110 190,0               | 105 705,0              |
| Dépenses                  | 112 190,0               | 109 205,0              |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>(2 000,0)</b>        | <b>(3 500,0)</b>       |
| Investissements           | —                       | —                      |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>344</b>              | <b>344</b>             |

Le Fonds de partenariat touristique a été créé le 1<sup>er</sup> avril 1997 afin de renforcer la promotion et le développement touristiques du Québec.

Les sommes affectées à ce Fonds en 2005-2006 sont évaluées à 110,2 M\$, dont 54,3 M\$ provenant d'une affectation de crédits du Ministère et 16,1 M\$ de la provision pour la réalisation de projets de communications gouvernementales du Conseil exécutif. Le solde provient essentiellement de taxes dédiées et de partenariats.



### FAITS SAILLANTS

- Des investissements de 1,2 milliard de dollars dans la conservation, l'amélioration et le développement du réseau routier supérieur, soit une augmentation de plus de 270 M\$ par rapport à 2004-2005 :
  - 223 M\$ pour l'amélioration du réseau routier, notamment sur le plan de la sécurité par la correction de courbes et de pentes, le pavage d'accotements et le réaménagement géométrique de plusieurs intersections problématiques;
  - 518 M\$ pour la conservation des chaussées et des structures permettant la réhabilitation d'environ 1 550 kilomètres de chaussées et des interventions sur environ 370 structures;
  - 347 M\$ dans le développement du réseau routier afin d'améliorer l'efficacité des grands corridors internationaux et interrégionaux, se traduisant entre autres par des travaux majeurs sur les autoroutes 20, 50, 55 et 73 ainsi que sur les routes 175 et 185.
- Des dépenses de 299,8 M\$ pour l'Aide au transport collectif (volets immobilisations, exploitation et transport adapté) permettant, notamment aux sociétés de transport et à l'Agence métropolitaine de transport de poursuivre la réfection et le développement des infrastructures de transport en commun de même que le remplacement du matériel roulant.
- Des dépenses de 60,4 M\$ pour les dessertes de transport maritime et aérien ainsi que les infrastructures multimodales assurant la promotion et le soutien du transport maritime et ferroviaire de même que le maintien d'un service adéquat de transport aérien en région.



## 1. LA PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE MINISTÉRIEL

Le ministère des Transports a pour mission d'assurer, sur tout le territoire, la mobilité des personnes et des marchandises par des systèmes de transport efficaces et sécuritaires qui contribuent au développement durable du Québec.

Il élabore et propose au gouvernement des politiques relatives aux services, aux réseaux et aux systèmes de transport. Ces dernières se concrétisent par les activités suivantes :

- La planification, la conception et la réalisation des travaux de construction, d'amélioration, de réfection, d'entretien et d'exploitation du réseau routier et des autres infrastructures de transport qui relèvent de sa responsabilité;
- Le soutien technique et financier aux municipalités pour l'entretien, la réfection et l'amélioration du réseau routier local;
- Le soutien aux systèmes de transport des personnes, notamment le transport en commun en milieu urbain, le transport adapté ainsi que le transport maritime et aérien dans les régions;
- Le développement et la mise en œuvre de programmes de sécurité en transport;
- Le soutien au transport des marchandises, en favorisant l'intermodalité et l'utilisation des différents modes de transport (routier, ferroviaire, maritime et aérien).

Tout en assurant la mobilité des personnes et des marchandises sur le territoire québécois, ces activités appuient le développement de plusieurs secteurs de l'économie québécoise liés aux transports (fabrication d'équipement et de matériel de transport, construction d'infrastructures, etc.).

Le ministre est, par ailleurs, responsable de plusieurs organismes composant le portefeuille ministériel. Ainsi, la Commission des transports du Québec, un organisme budgétaire, de même que l'Agence métropolitaine de transport et la Société des traversiers du Québec, des organismes autres que budgétaires, en font partie. De plus, en tant que responsable de la Capitale-Nationale, le ministre a la charge de deux organismes du gouvernement du Québec qui ont pour mission d'agir dans la région de la Capitale-Nationale : le Bureau de la Capitale-Nationale et la Commission de la capitale nationale du Québec.

## 2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES

Les choix budgétaires pour l'exercice financier 2005-2006 s'inscrivent à l'intérieur des trois orientations suivantes :

**Orientation 1 :** Assurer aux usagers des infrastructures de transport sécuritaires, en bon état et fonctionnelles

- Des investissements de 223 M\$ pour l'amélioration du réseau routier supérieur, notamment sur le plan de la sécurité.

La Politique de sécurité dans les transports 2001-2005 - Volet routier a pour objectif d'améliorer le bilan des victimes d'accidents de la route de 15 % par rapport aux valeurs moyennes observées durant la période 1995-2000. Un des éléments important de la stratégie du Ministère pour atteindre cet objectif concerne l'amélioration de l'infrastructure routière.

**Objectif :**

Contribuer à améliorer la sécurité des usagers des infrastructures routières sous la responsabilité du Ministère par des interventions en vue, notamment de prévenir ou de réduire les accidents résultant d'une sortie de route et les accidents aux intersections.

**Actions envisagées :**

Correction de courbes sous-standards et de profils verticaux, élargissement de chaussées, pavage d'accotements, installation de glissières et d'atténuateurs d'impacts, réaménagements géométriques d'intersection.

À ces actions s'ajoutent celles relatives à l'entretien du réseau routier ainsi que d'autres mesures tels l'encadrement, la recherche-développement ou les campagnes de communication.

- Des investissements de 518 M\$ pour la conservation des chaussées et des structures du réseau routier supérieur.

Compte tenu de leur vieillissement, des ressources importantes doivent être consacrées à la conservation des chaussées et des structures du réseau routier supérieur pour améliorer la qualité du réseau et en assurer la pérennité. En conséquence, des travaux de 305 M\$ seront effectués sur les chaussées et de 213 M\$ sur les structures en 2005-2006.

**Objectifs :**

Améliorer la qualité des chaussées et maintenir la qualité des structures du réseau routier sous la responsabilité du Ministère.

**Actions envisagées :**

Interventions portant sur environ 1 550 kilomètres de chaussées et sur environ 370 structures du réseau supérieur.

- Des dépenses de 366,5 M\$ pour l'exploitation des infrastructures.

Les interventions liées à l'exploitation du réseau routier et des autres infrastructures sous la gestion du Ministère (aéroports, quais, etc.) sont réalisées en fonction d'exigences élevées pour offrir aux usagers un réseau sécuritaire et fonctionnel. Ces activités d'exploitation comprennent l'entretien hivernal, l'entretien courant et périodique réalisé en été de même que les activités de surveillance (monitoring) du réseau et de gestion des corridors routiers.

**Objectif :**

Assurer un entretien de qualité des routes sous la responsabilité du Ministère en donnant priorité aux interventions qui ont un impact sur la sécurité.

**Actions envisagées :**

Entretien hivernal conforme aux exigences ministérielles, marquage des routes adéquat, mise en forme des accotements.



**Orientation 2 : Améliorer l'efficacité des systèmes de transport dans une perspective de développement durable**

- Des investissements de 347 M\$ dans le développement du réseau routier.

En vue d'améliorer la desserte des régions et des marchés et de contribuer ainsi au développement économique du Québec et de ses régions, plusieurs grands projets d'amélioration d'axes routiers majeurs seront en chantier durant l'année.

Des programmes ont été mis en place au cours des dernières années par le gouvernement fédéral pour contribuer à l'amélioration des infrastructures routières stratégiques. Le gouvernement du Québec entend obtenir sa juste part de ces programmes et conclure des ententes qui auront pour effet d'accroître la participation financière du gouvernement fédéral à l'amélioration des axes routiers stratégiques du Québec.

**Objectif :**

Améliorer l'efficacité des grands corridors internationaux et interrégionaux, notamment, par la réalisation de projets majeurs d'amélioration du réseau routier.

**Actions envisagées :**

En 2005-2006, des travaux seront réalisés, notamment sur l'autoroute 20 (tronçon Ste-Luce/Mont-Joli), l'autoroute 30 (travaux préparatoires), l'autoroute 50 (tronçon Doherty/ Thurso, tronçon Grenville/Lachute), l'autoroute 55 (tronçon Trois-Rivières/autoroute 20, tronçon Drummondville/Windsor), l'autoroute 73 (tronçon St-Joseph/Beauceville), l'autoroute 73/route 175 (Stoneham, Rivière Pikauba), la route 185 (tronçon Rivière-du-Loup/St-Antonin, Dégelis), le boulevard McConnell-Laramée à Gatineau, la desserte du Centre universitaire de santé McGill à Montréal, l'autoroute du Vallon à Québec.

- Des dépenses de 299,8 M\$ pour l'Aide au transport collectif.

Dans un contexte de développement durable, les choix en matière de transport en milieu urbain visent à concilier le développement économique et la qualité de vie des citoyens. Dans cette optique, le Ministère continuera d'appuyer la croissance de l'achalandage du transport en commun ainsi que le développement des autres services de transport collectif par ses programmes d'aide à ces secteurs.

L'aide au transport en commun se compose principalement de l'aide aux immobilisations offerte dans les six régions métropolitaines, aux sociétés de transport en commun, à l'Agence métropolitaine de transport, à la Ville de Montréal (service de dette subventionnée du métro) ainsi que de l'aide au fonctionnement s'adressant aux organismes offrant des services de transport adapté, aux municipalités et aux conseils intermunicipaux de transport. Le Ministère consacrera, en 2005-2006, un montant de 241,8 M\$ à l'Aide au transport en commun pour les volets immobilisations et exploitation, y incluant le solde de la subvention spéciale de 20 M\$ au fonctionnement des sociétés de transport en commun. Par ailleurs, un montant de 58 M\$ sera consacré à l'Aide au transport adapté.



Les sociétés de transport en commun pourront en outre continuer de bénéficier de revenus annuels de l'ordre de 68 M\$ provenant de la contribution de 30 \$ des automobilistes résidant sur le territoire des sociétés, laquelle est perçue à même les droits d'immatriculation. De plus, l'Agence métropolitaine de transport continuera d'assumer une partie de son financement à partir des revenus provenant de la taxe de 1,5 ¢ du litre d'essence perçue dans la région métropolitaine de Montréal, lesquels sont estimés à 50,5 M\$ annuellement.

La contribution du gouvernement du Québec au financement du transport en commun en 2005-2006, soit sous forme de subventions (299,8 M\$) ou de sources de revenus dédiées (118,5 M\$), devrait donc totaliser un montant de 418,3 M\$.

#### **Objectif :**

Favoriser la croissance de l'utilisation des modes de transport autres que l'automobile en milieu urbain.

#### **Actions envisagées :**

Révision du cadre de financement du transport en commun d'ici 2006, aide aux immobilisations en transport en commun devant permettre, notamment, la poursuite de la rénovation du métro, la poursuite de la prolongation du métro à Laval, le renouvellement du parc d'autobus ainsi que l'amélioration des services de trains de banlieue, aide au fonctionnement de plusieurs services de transport collectif.

- Des dépenses de 60,4 M\$ pour les infrastructures multimodales et les dessertes de transport maritime et aérien.

La desserte des régions et des marchés nécessite la présence d'un système de transport multimodal performant qui contribue au développement durable du Québec.

Le Ministère favorise l'utilisation des modes maritime et ferroviaire ainsi que du transport intermodal par des programmes d'aide à ces secteurs. Il est en discussion avec le gouvernement fédéral et avec l'industrie pour la mise en place d'un nouveau programme tripartite d'aide au transport ferroviaire et aux infrastructures intermodales. Par ailleurs, le Ministère soutient financièrement des services de traversiers de même que des dessertes maritimes et aériennes en faveur des populations des régions éloignées et isolées.

#### **Objectifs :**

Promouvoir et soutenir l'utilisation du transport ferroviaire, maritime et intermodal, et favoriser le maintien d'un service adéquat de transport aérien entre les régions et les grands centres.

#### **Actions envisagées :**

Mise en place d'un nouveau programme tripartite d'aide au transport ferroviaire et aux infrastructures intermodales, contribution à Air Canada relative aux tarifs aériens régionaux.

### **Orientation 3 : Améliorer la performance de l'organisation pour de meilleurs services aux citoyens**

- Études concernant la mise en place de partenariats public-privé relatifs à certaines infrastructures et services de transport.

**Objectif :**

Évaluer et réaliser, si cela est opportun sous forme de partenariat, des projets majeurs d'infrastructures ou relatifs à des services ministériels.

**Actions envisagées :**

Poursuite des études et des étapes d'évaluation de projets de partenariat relatifs, notamment à l'autoroute 30, à l'autoroute 25 et aux parcs routiers.

- Des investissements de 40,3 M\$ pour l'amélioration des systèmes ministériels d'information ainsi que la mise en place d'un portail en matière de transport et de services en ligne permettant d'améliorer les services aux citoyens et financés par le Ministère et le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier.

**Objectif :**

Mettre en place le portail gouvernemental en matière de transport et les services en ligne ministériels prioritaires qui y sont liés.

**Actions envisagées :**

Développement du portail gouvernemental, développement et mise en ligne de services ministériels.

### **3. LE PLAN BUDGÉTAIRE**

Le plan budgétaire 2005-2006 tient compte des grands enjeux stratégiques du Ministère. Ainsi, celui-ci poursuivra ses investissements majeurs dans la conservation, l'amélioration et le développement du réseau routier en y investissant 1 200 M\$, ce qui représente une augmentation de plus de 270 M\$ par rapport à l'an dernier. Les ressources consacrées à l'exploitation des infrastructures seront, quant à elles, diminuées pour tenir compte des départs à la retraite ainsi que des mesures de rationalisation qui seront mises en place en 2005-2006.

Au chapitre des transferts, un programme d'Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées est transféré de la Société de l'assurance automobile du Québec au Ministère, nécessitant un ajout de plus de 10 M\$. De plus, le calendrier du programme d'Aide financière au réseau routier local sera revu, apportant des variations à la hausse de ce budget. En ce qui concerne le programme d'Aide aux immobilisations du transport en commun, celui-ci verra ses dépenses augmenter de 33,7 M\$ afin de permettre aux sociétés de transport et à l'Agence métropolitaine de transport de réaliser les investissements en cours, notamment pour le renouvellement du parc d'autobus et de trains de banlieue, la rénovation des systèmes du métro et son prolongement à Laval. Les autres programmes d'aide sont maintenus, et certains d'entre eux verront leur budget ajusté pour tenir compte des normes d'application ou des engagements gouvernementaux.



## LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

|                                                         | 2005-2006                             |                                      | 2004-2005                             |                                     |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
|                                                         | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(1) | Variation<br>(000 \$)<br>(2)=(1)-(3) | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(3) | Dépense probable<br>(000 \$)<br>(4) |
| 1. Infrastructures de transport                         | 1 296 084,0                           | 92 646,2                             | 1 203 437,8                           | 1 186 149,6                         |
| 2. Systèmes de transport                                | 394 883,9                             | 45 472,2                             | 349 411,7                             | 344 567,6                           |
| 3. Administration et services corporatifs               | 88 110,7                              | (7 638,6)                            | 95 749,3                              | 86 505,3                            |
| 4. Promotion et développement de la Capitale-Nationale  | 29 209,7                              | (2 096,1)                            | 31 305,8                              | 39 305,8                            |
| <b>Total</b>                                            | <b>1 808 288,3</b>                    | <b>128 383,7</b>                     | <b>1 679 904,6</b>                    | <b>1 656 528,3</b>                  |
| <b>Effectif (ETC)<br/>(excluant les fonds spéciaux)</b> | <b>3 798</b>                          | <b>(88)</b>                          | <b>3 886</b>                          | <b>—</b>                            |

Le budget de dépenses du Ministère présenté au tableau précédent augmente de 128,4 M\$ entre 2004-2005 et 2005-2006, passant de 1 679,9 M\$ à 1 808,3 M\$. Cette variation s'explique principalement par les facteurs suivants :

- Augmentation de 104,8 M\$ de l'affectation à des fonds spéciaux, essentiellement à titre de contribution au financement du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier;
- Augmentation de 51,8 M\$ des dépenses prévues de transfert, laquelle résulte du transfert en provenance de la Société de l'assurance automobile du Québec du programme d'Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées, de l'augmentation de l'Aide à l'acquisition d'immobilisations du transport en commun, de la modification du calendrier de versement des subventions dans le programme d'Aide financière au réseau routier local pour l'année 2005 et, finalement, de l'ajustement des autres programmes d'aide pour tenir compte des normes d'application en vigueur;
- Réduction de 13,8 M\$ des dépenses prévues de fonctionnement, principalement au chapitre des dépenses d'exploitation des infrastructures de transport;
- Réduction de 14,4 M\$ des dépenses prévues de rémunération dans le cadre du plan de réduction de la taille de l'État.

**Programme 1 : Infrastructures de transport**

Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection, de même que l'entretien des infrastructures de transport terrestre, maritime et aérien.



Ce programme se compose des activités suivantes :

|                                                                                                                                                                           |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| – Contribution au financement du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier                                                                                | 709,6 M\$ |
| – Entretien des infrastructures de transport                                                                                                                              | 366,5 M\$ |
| – Amortissement des infrastructures routières (avant la création du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier) et des autres infrastructures de transport | 104,9 M\$ |
| – Programme d'Aide financière au réseau routier local                                                                                                                     | 114,5 M\$ |
| – Autres activités                                                                                                                                                        | 0,6 M\$   |

L'augmentation de 92,6 M\$ du budget de dépenses en 2005-2006 est essentiellement le résultat net de variations touchant quelques activités.

La première a trait à la contribution du Ministère au Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier, laquelle augmente de 106,2 M\$. L'entretien des infrastructures est, pour sa part, réduit de 23,7 M\$ pour tenir compte des départs à la retraite ainsi que des mesures de rationalisation des dépenses prévues en 2005-2006. Quant au programme d'Aide financière au réseau routier local, il est augmenté de 9,3 M\$ principalement pour tenir compte des modifications apportées au calendrier de versement des subventions.

## Programme 2 : Systèmes de transport

Ce programme vise à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.

Ce programme se compose des activités suivantes :

|                                                                                                               |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| – Aide à l'acquisition d'immobilisations de transport en commun                                               | 219,9 M\$ |
| – Aide au fonctionnement de certains services de transport en commun                                          | 21,9 M\$  |
| – Aide au transport adapté aux personnes handicapées                                                          | 58,0 M\$  |
| – Aide à l'adaptation des véhicules des personnes handicapées                                                 | 10,3 M\$  |
| – Aide au transport maritime, incluant la contribution au financement de la Société des traversiers du Québec | 53,8 M\$  |
| – Fonctionnement de la Commission des transports du Québec                                                    | 12,1 M\$  |
| – Aide au transport aérien                                                                                    | 5,4 M\$   |
| – Autres activités                                                                                            | 13,4 M\$  |

L'augmentation de 45,5 M\$ du budget de dépenses en 2005-2006 est le résultat net de quelques variations dans les transferts. Les principales augmentations sont les suivantes : l'Aide à l'acquisition d'immobilisations de transport en commun augmente de 33,7 M\$ à la suite des investissements réalisés par les différents partenaires, dont l'acquisition de nouveaux autobus, le prolongement du métro à Laval et la rénovation des systèmes du métro; un programme d'Aide à l'adaptation des véhicules des personnes handicapées est transféré de la Société de l'assurance automobile du Québec et nécessite un budget de 10,3 M\$; l'Aide au transport adapté des personnes handicapées augmente de 1,3 M\$.

### Programme 3 : Administration et services corporatifs

Ce programme vise à fournir les divers services de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration des plans de transport de personnes et de marchandises. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.

Ce programme se compose des activités suivantes :

- Planification, direction et coordination des ressources humaines, physiques, financières et informationnelles 64,4 M\$
- Élaboration des orientations et des politiques ministérielles et interventions en matière de recherche et développement 15,6 M\$
- Amortissement des immobilisations autres que les infrastructures de transport 8,1 M\$

La diminution de 7,6 M\$ du budget de dépenses en 2005-2006 s'explique essentiellement par une réduction des dépenses de rémunération et de fonctionnement.

### Programme 4 : Promotion et développement de la Capitale-Nationale

Ce programme a pour objet le soutien et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec comme capitale nationale, en contribuant à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités, en responsabilisant les milieux locaux et régionaux dans la prise en main de leur développement et en appuyant la diversification des assises économiques du Québec.

La diminution de 2,1 M\$ du budget de dépenses de ce programme s'explique principalement par la réduction des dépenses de rémunération et de fonctionnement de la Commission de la capitale nationale.

### LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

|                              | 2005-2006<br>(000 \$) | 2004-2005<br>(000 \$) |
|------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations              | 44 097,0              | 42 784,8              |
| Prêts, placements et avances | 200,0                 | 333,2                 |



Le budget d'investissements de 44,3 M\$, lequel montre une légère augmentation de 1,2 M\$, permet au Ministère d'assumer ses besoins aux chapitres suivants : travaux relatifs à des infrastructures de transport maritime et aérien, développements informatiques et acquisition de matériel et d'équipement.

#### ORGANISME BUDGÉTAIRE ET ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

|                                               | 2005-2006                | 2004-2005                |
|-----------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
|                                               | Budget<br>de l'organisme | Budget<br>de l'organisme |
|                                               | (000 \$)                 | (000 \$)                 |
| <b>Organisme budgétaire</b>                   |                          |                          |
| Commission des transports du Québec           | 12 093,3                 | 12 984,6                 |
| <b>Organismes autres que budgétaires</b>      |                          |                          |
| Agence métropolitaine de transport            | 238 038,0                | 230 392,0                |
| Commission de la capitale nationale du Québec | 15 002,7                 | 16 797,6                 |
| Société des traversiers du Québec             | 61 814,3                 | 61 297,1                 |

#### LES FONDS SPÉCIAUX

##### FONDS DE CONSERVATION ET D'AMÉLIORATION DU RÉSEAU ROUTIER

|                           | Prévisions<br>2005-2006 | Probables<br>2004-2005 |
|---------------------------|-------------------------|------------------------|
|                           | (000 \$)                | (000 \$)               |
| Revenus                   | 732 810,5               | 610 448,9              |
| Dépenses                  | 732 810,5               | 610 448,9              |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>0,0</b>              | <b>0,0</b>             |
| Investissements           | 1 088 183,2             | 840 964,2              |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>2 211</b>            | <b>2 224</b>           |

Le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier est un fonds d'investissements affecté depuis le 1<sup>er</sup> avril 1996 au financement des travaux de conservation des chaussées et des structures et des travaux d'amélioration et de développement du réseau routier.

L'ensemble des déboursés prévus en 2005-2006 totalise 1 200 M\$, soit un montant supérieur de 270,2 M\$ à celui de l'exercice précédent.

Ces déboursés se subdivisent en deux catégories :

- Des investissements de 1 088,2 M\$ ayant pour effet d'accroître le potentiel de service et qui sont capitalisés et amortis en fonction de leur durée de vie utile, soit entre 10 et 30 ans;



- Des coûts indirects estimés à 111,8 M\$ qui sont considérés comme des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses du Fonds sont estimées à 732,8 M\$ en 2005-2006 et correspondent au coût des dépenses de fonctionnement de l'année en cours et à celui du service de la dette des immobilisations réalisées depuis sa création. Ces dépenses sont assumées majoritairement par une contribution du Ministère de 709,6 M\$ et par certains partenaires, dont le gouvernement fédéral.

#### FONDS DE GESTION DE L'ÉQUIPEMENT ROULANT

|                           | Prévisions<br>2005-2006<br>(000 \$) | Probables<br>2004-2005<br>(000 \$) |
|---------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| Revenus                   | 76 307,0                            | 74 280,0                           |
| Dépenses                  | 76 453,0                            | 74 273,0                           |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>(146,0)</b>                      | <b>7,0</b>                         |
| Investissements           | 20 049,0                            | 21 220,4                           |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>266</b>                          | <b>275</b>                         |

Le Fonds de gestion de l'équipement roulant est affecté depuis le 1<sup>er</sup> avril 1998 au financement des activités du Centre de gestion de l'équipement roulant. L'objectif premier du Centre est d'assurer la gestion intégrée du parc de matériel roulant du Ministère. Il offre en outre un service semblable aux différents organismes publics du Québec.

Pour 2005-2006, le Fonds prévoit un léger déficit de 146 000 \$ sur un budget total de 76,4 M\$, financé en grande partie par le Ministère pour un montant de 57,2 M\$. Un budget d'immobilisations de 20 M\$ est également prévu pour le renouvellement du parc de matériel roulant du Ministère et des organismes clients.

#### FONDS DES CONTRIBUTIONS DES AUTOMOBILISTES AU TRANSPORT EN COMMUN

|                           | Prévisions<br>2005-2006<br>(000 \$) | Probables<br>2004-2005<br>(000 \$) |
|---------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| Revenus                   | 68 095,2                            | 66 760,0                           |
| Dépenses                  | 68 095,2                            | 66 760,0                           |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>0,0</b>                          | <b>0,0</b>                         |
| Investissements           | —                                   | —                                  |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>—</b>                            | <b>—</b>                           |

Le Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun est en opération depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1992. Il vise à favoriser le développement des services de transport en commun en milieu urbain. Son financement est assumé par une contribution de 30 \$ prélevée auprès des propriétaires de véhicules des agglomérations urbaines du Québec lors du renouvellement de l'immatriculation.

En 2005-2006, les revenus de ce Fonds, estimés à 68,1 M\$, seront entièrement redistribués aux organismes publics de transport en commun.

#### FONDS POUR LA VENTE DE BIENS ET SERVICES DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS

|                           | Prévisions<br>2005-2006<br>(000 \$) | Probables<br>2004-2005<br>(000 \$) |
|---------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| Revenus                   | 5 587,0                             | 4 607,0                            |
| Dépenses                  | 5 567,1                             | 4 591,4                            |
| <b>Excédent (déficit)</b> | <b>19,9</b>                         | <b>15,6</b>                        |
| Investissements           | 1 800,0                             | 40,0                               |
| <b>Effectif (ETC)</b>     | <b>31</b>                           | <b>34</b>                          |

Depuis l'exercice financier 2001-2002, le Centre de signalisation du Ministère a été converti en une agence par le Ministère, conformément au nouveau cadre de gestion établi par la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01).

Le Fonds pour la vente de biens et services du Ministère est affecté, depuis le 1<sup>er</sup> avril 2001, au financement des activités liées aux biens et services fournis par le Centre de signalisation, notamment pour le développement et la fabrication de panneaux de signalisation routière et d'information et pour des services d'urgence en signalisation aux ministères et organismes, tant publics que privés.

Pour 2005-2006, le Fonds présente un budget avec des revenus de 5,6 M\$ tirés de la vente de produits de signalisation et prévoit un léger excédent. Un budget d'immobilisations de 1,8 M\$ est également prévu pour l'achat de nouveaux panneaux à messages variables qui seront loués aux organismes clients, principalement le Ministère, lors de travaux.

### **FAITS SAILLANTS**

- ❑ Le budget du ministère du Travail, excluant les crédits de transfert, est principalement consacré à la rémunération du personnel qui compte pour 75 %. Le reste est affecté aux ressources matérielles, à la location d'espaces et aux frais de déplacement.
- ❑ Le Ministère et les organismes budgétaires du portefeuille « Travail » ne gèrent pas de programmes dont les besoins financiers pourraient fluctuer selon la demande de services. Les dépenses inhérentes au fonctionnement et à la prestation de services ne varieront pas de façon significative au cours de l'année et demeureront à l'intérieur des paramètres établis.



## 1. LA PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE MINISTÉRIEL

La mission du Ministère est d'assurer aux personnes des conditions de travail équitables et de promouvoir des rapports de travail qui favorisent le respect et l'harmonie dans les milieux du travail ainsi que la performance des organisations. La clientèle du Ministère est large et diversifiée. Elle est principalement composée de personnes salariées, d'employeurs, d'associations patronales, de syndicats, de spécialistes et de chercheurs en droit ou en relations du travail, ainsi que de divers groupes d'intérêts ou de défense des droits.

Pour répondre aux besoins des clientèles et des citoyens en général, le Ministère dispose de leviers d'intervention qui lui sont propres et qui servent d'assises à son offre de service :

- Les lois et des politiques du travail;
- Les services en relations du travail;
- L'information sur le travail.

Quatre organismes budgétaires font partie du portefeuille « Travail ». Trois d'entre eux appuient le Ministère dans la réalisation de sa mission et un quatrième intervient dans un secteur particulier :

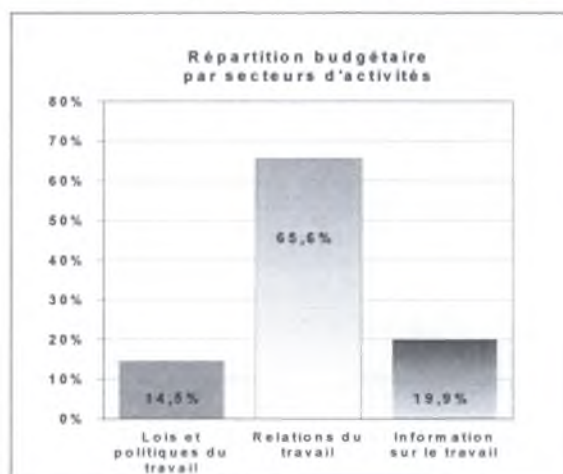
- Le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre voit à la concertation entre les organisations patronales et syndicales afin d'orienter et de soutenir l'action gouvernementale en matière de travail et de main-d'œuvre;
- La Commission de l'équité salariale voit à l'implantation de l'équité salariale pour les femmes du Québec. Elle doit veiller à l'établissement de démarches ou de programmes spécifiques et s'assurer du maintien de l'équité salariale dans les entreprises;
- Le Conseil des services essentiels s'assure que le public continue de bénéficier de services jugés essentiels lorsque des salariés exercent leur droit de grève dans certains services publics, au sein de la fonction publique et dans les établissements du réseau de la santé et des services sociaux;
- La Régie du bâtiment du Québec voit à la qualité des travaux de construction et à la sécurité des personnes qui accèdent à un bâtiment ou à un équipement destiné à l'usage du public.

## 2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES

### LE MINISTÈRE DU TRAVAIL

Les choix budgétaires maintiennent ou consolident des activités régulières qui sont essentielles à la mission ministérielle.

Ces choix sont liés à trois orientations qui couvrent chacun des secteurs d'activité du Ministère, soit les lois et les politiques du travail, les services en relations du travail et l'information sur le travail. Le graphique ci-dessous illustre la répartition globale des ressources budgétaires selon ces orientations.



#### Les lois et les politiques du travail

Dans ce secteur d'activité, les choix budgétaires se rapportent à la nécessité de déterminer l'environnement législatif et administratif dans lequel évolue le citoyen en matière de conditions et de relations du travail. Parce que cette activité sert l'intérêt général des citoyens, elle nécessite leur participation active, qu'ils soient regroupés ou non au sein d'associations représentatives, d'organismes économiques ou sociaux, de groupes d'intérêts ou de regroupements *ad hoc*.

*Premier choix budgétaire : Soutenir efficacement la prise de décision ministérielle et gouvernementale*

#### Résultats visés :

*Code du travail*

Projet de loi touchant les sujets suivants :

- Maintien des services essentiels dans les résidences pour personnes âgées et dans le transport en commun;
- Résolution des différends dans le régime des rapports collectifs du travail du secteur municipal;
- Fonctionnement de la Commission des relations du travail.

*Travailleurs atypiques et protection sociale*

- Orientations ministérielles relatives aux suites à donner au rapport Bernier sur les besoins de protection sociale des personnes vivant une situation de travail non traditionnelle.

*Industrie de la construction :*

- Négociation d'une nouvelle entente entre le Québec et l'Ontario sur la mobilité de la main-d'œuvre;
- Réflexion sur le régime de relations du travail pouvant mener à des modifications législatives.

*En collaboration avec la Commission des normes du travail :*

- Suivi de l'évolution et de l'application des dispositions relatives au harcèlement psychologique (Loi sur les normes du travail (L.R.Q., c. N-1.1)).

*En support au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale :*

- Retraite progressive.

*En support au ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine :*

- Élaboration de la politique gouvernementale en matière de conciliation travail-famille.

*Deuxième choix budgétaire : Améliorer la qualité et l'efficacité du cadre réglementaire*

**Résultats visés :**

*Salaire minimum :*

- Analyse triennale des impacts de l'évolution du salaire minimum.

*Travailleurs atypiques :*

- Rapport d'étape de la recherche sur les nouvelles formes de relations d'emploi effectuée en collaboration avec l'ensemble des provinces canadiennes.

*Étude quinquennale sur l'évolution des conditions de travail au Québec (en partenariat avec d'autres organismes publics) :*

- Mise sur pied des instances de coordination;
- Démarchage pour obtenir le financement nécessaire;
- Élaboration d'outils de mesure.



## Les services en relations du travail

Le Ministère intervient auprès des clientèles patronales et syndicales dans le but de faciliter le règlement des différends et de favoriser le maintien de relations du travail empreintes d'ouverture et de respect mutuel. Il doit s'assurer que ses services maintiennent un niveau élevé de qualité et qu'ils soient adaptés aux enjeux particuliers auxquels font face les parties. Il fait aussi connaître les pratiques qui ont un caractère d'exemplarité et qui contribuent à la prévention et au règlement des mécontentements. Pour inciter et appuyer les organisations à s'en inspirer, il fait la promotion des approches partenariales auprès des entreprises.

*Premier choix budgétaire : Offrir aux clientèles des services en relations du travail qui soient efficaces, diligents et adaptés à leurs besoins*

### Résultats visés :

*Réduction des délais de réponse aux demandes d'intervention en médiation et conciliation :*

- Compilation et mesure des délais actuels;
- Détermination des cibles d'amélioration.

*Évaluation médicale :*

- Amélioration de la qualité des avis médicaux;
- Diminution du nombre d'avis complémentaires.

*Deuxième choix budgétaire : Promouvoir et soutenir l'amélioration des pratiques en relations du travail*

### Résultats visés :

*Organisation d'un forum avec les partenaires des milieux de travail :*

- Réunir plus de 300 participants dans une dizaine d'ateliers distincts.

*Développement et diffusion des pratiques novatrices :*

- Réalisation de 25 études de cas;
- Production de documents de support pour le forum;
- Diffusion des outils de travail et du suivi des forums.

## L'information sur le travail

La production et la diffusion d'information et de connaissances sur le travail représentent un important levier d'intervention auprès des clientèles corporatives et individuelles du Ministère. L'information sur le travail est un domaine en constante expansion depuis plusieurs années, notamment l'Internet où la croissance rapide du nombre d'utilisateurs a créé un nouvel espace d'échange et de transaction avec le citoyen. Tout en enrichissant les relations avec les citoyens, elles constituent autant d'opportunités pour améliorer la qualité des services. Deux choix budgétaires s'y rapportent.

*Premier choix budgétaire : Offrir aux citoyens des services de renseignement et de référence qui soient efficaces, courtois et diligents*

**Résultats visés :**

- Amélioration du contenu et de l'architecture du site Internet;
- Mise en ligne de nouvelles séries documentaires avec aide à la recherche et au repérage de documents (projet CORAIL);
- Appels téléphoniques : maintien du délai de réponse en moins de 60 secondes pour 75 % des appels.

*Deuxième choix budgétaire : Maintenir et développer un large éventail de publications sur le travail qui soient pertinentes, fiables et régulièrement mises à jour*

**Résultats visés :**

*Maintien ou accroissement de la production de données et de statistiques :*

- Analyse des conventions collectives (1 300);
- Résumés des ententes négociées (200);
- Indice de croissance des taux de salaire négociés (trimestriel);
- Échéances des conventions collectives (mensuel);
- Statistiques sur les arrêts de travail (mensuel);
- Liste quotidienne des grèves et lock-out.

*Maintien de la régularité des publications :*

- Bilan des relations du travail;
- Bilan des arrêts de travail;
- Regards sur le travail : revue sur la recherche sur le travail (trois numéros par an);
- Étude sur le processus de négociation dans le secteur privé;
- Présence syndicale au Québec et en Amérique du Nord;
- Comparaisons nord-américaines de certaines lois du travail (mise à jour annuelle);
- Portrait du contenu des conventions collectives;
- Bulletin Info Travail (dix numéros par an).



## ACTIONS ENVISAGÉES POUR L'ATTEINTE DES RÉSULTATS VISÉS

### — *La qualité des produits et services :*

Le Ministère effectuera des sondages auprès de ses clientèles pour évaluer leur satisfaction à l'égard des services de médiation-conciliation et de sa gamme de publications sur le travail. Dans une optique d'allègement réglementaire et administratif et d'amélioration du service à la clientèle, le Ministère entend également réduire les délais inhérents au renouvellement ou à la modification d'un décret de convention collective.

### — *Le gouvernement en ligne :*

L'offre de service sur Internet demeure une cible d'amélioration, tant sur le plan de la qualité et de la pertinence des informations que sur celui du repérage de l'information. Il continuera aussi d'être utilisé comme un lieu public d'échange et de consultation des citoyens lors de l'élaboration de nouvelles orientations touchant la réglementation du travail.

### — *La gestion des ressources :*

Conformément au plan gouvernemental, le Ministère se donnera une vision prospective de ses besoins en ressources humaines qui seront nécessaires pour continuer d'assumer sa mission. Cette vision est indispensable pour déterminer une stratégie de consolidation et de développement de la capacité de l'organisation tout en améliorant les services aux citoyens.

### — *Une gestion rentable des fonds publics :*

Une réévaluation du coût des services se fera en fonction des critères d'efficacité, d'efficience et de capacité financière dans la perspective de préserver ou d'augmenter la qualité des services et les bénéfices qu'en retirent les citoyens. Sur le plan des services administratifs, le Ministère poursuivra les efforts entrepris depuis plusieurs années pour optimiser l'intégration et le partage des ressources avec plusieurs organismes budgétaires du portefeuille « Travail », notamment en matière de ressources informationnelles, financières et matérielles et de gestion des ressources humaines.

## LA RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC

*Premier choix budgétaire : Offrir des services accessibles et adaptés aux besoins des citoyens et des entreprises*

**Objectif :** Améliorer l'accès aux services

- Augmenter la capacité de réponse;
- Mettre à la disposition du personnel une banque de connaissances techniques et administratives.

**Objectif :** Concevoir une nouvelle tarification qui vise une meilleure adéquation avec le coût de revient

- Élaborer une approche en vue d'une refonte de la réglementation.



**Objectif :** Mesurer la qualité des services de la Régie

- Réaliser des sondages auprès des clientèles.

**Objectif :** Donner un accès en ligne à une banque de connaissances techniques et administratives

- Diffuser les guides d'application, les décisions, etc.

**Objectif :** Améliorer les modes d'évaluation des compétences des candidats entrepreneurs

- Utiliser le réseau de Services Québec pour tenir les examens;
- Générer les questions d'examen de façon aléatoire à partir d'une banque de questions.

**Objectif :** Réaliser un plan de communication destiné au public afin d'améliorer la connaissance des normes, des droits, des obligations et des recours

- Diffuser de nouveaux documents d'information (secteurs à risques, plan de garantie).

**Objectif :** Mettre en œuvre un plan de sensibilisation des concepteurs, entrepreneurs ou fabricants à leurs obligations, à partir d'analyses de risque

- Cibler et réaliser des activités de sensibilisation en concertation avec les organismes œuvrant dans le milieu.

*Deuxième choix budgétaire : Instaurer un cycle d'amélioration continue des interventions fondé sur l'analyse de risque*

**Objectif :** Réaliser un plan intégré d'intervention à partir d'analyses de risque

- Compléter les analyses de risque;
- Planifier des activités intégrées de prévention, sensibilisation, habilitation, surveillance des intervenants et inspection de bâtiments et installations.

**Objectif :** Modifier le processus de qualification professionnelle des entrepreneurs sur la base d'une réglementation allégée qui vise une meilleure protection du public

- Généraliser la tenue d'examens techniques dans les domaines à risque plus élevé;
- Réduire le nombre de sous-catégories;
- Mettre en place un cautionnement d'exécution en remplacement des états financiers exigés annuellement.

**Objectif :** Effectuer, en concertation avec l'Office des personnes handicapées du Québec et d'autres organismes concernés, une étude d'opportunité et d'impact sur l'accessibilité des bâtiments existants aux personnes handicapées

- Faire rapport au ministre du Travail.

**Objectif :** Évaluer l'opportunité et l'impact d'implanter un plan de garantie pour le secteur de la rénovation

— Réaliser une étude d'opportunité.

### 3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

Le portefeuille « Travail » comporte un seul programme. Ce programme vise à élaborer, mettre en œuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail, d'équité salariale, de qualité des bâtiments et de sécurité des usagers d'édifices publics et d'installations techniques. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques, financières et informationnelles nécessaires à la gestion du portefeuille.

Le budget de dépenses 2005-2006 est de 63,7 M\$, en baisse de 1,1 M\$ par rapport à celui de 2004-2005. La diminution s'explique par l'application de mesures de réduction des dépenses. La dépense probable 2004-2005 dépasse de 10,8 M\$ le budget de dépenses en raison essentiellement des sommes transférées de la provision du ministère des Finances pour des initiatives concernant les revenus, et ce, dans le cadre de la lutte au travail au noir dans l'industrie de la construction.

#### LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

|                                                         | 2005-2006                             |                                      | 2004-2005                             |                                     |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|
|                                                         | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(1) | Variation<br>(000 \$)<br>(2)=(1)-(3) | Budget de dépenses<br>(000 \$)<br>(3) | Dépense probable<br>(000 \$)<br>(4) |
| 1. Travail                                              | 63 732,9                              | (1 063,5)                            | 64 796,4                              | 74 581,7                            |
| <b>Total</b>                                            | <b>63 732,9</b>                       | <b>(1 063,5)</b>                     | <b>64 796,4</b>                       | <b>74 581,7</b>                     |
| <b>Effectif (ETC)<br/>(excluant les fonds spéciaux)</b> | <b>754</b>                            | <b>(13)</b>                          | <b>767</b>                            | <b>—</b>                            |

#### LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

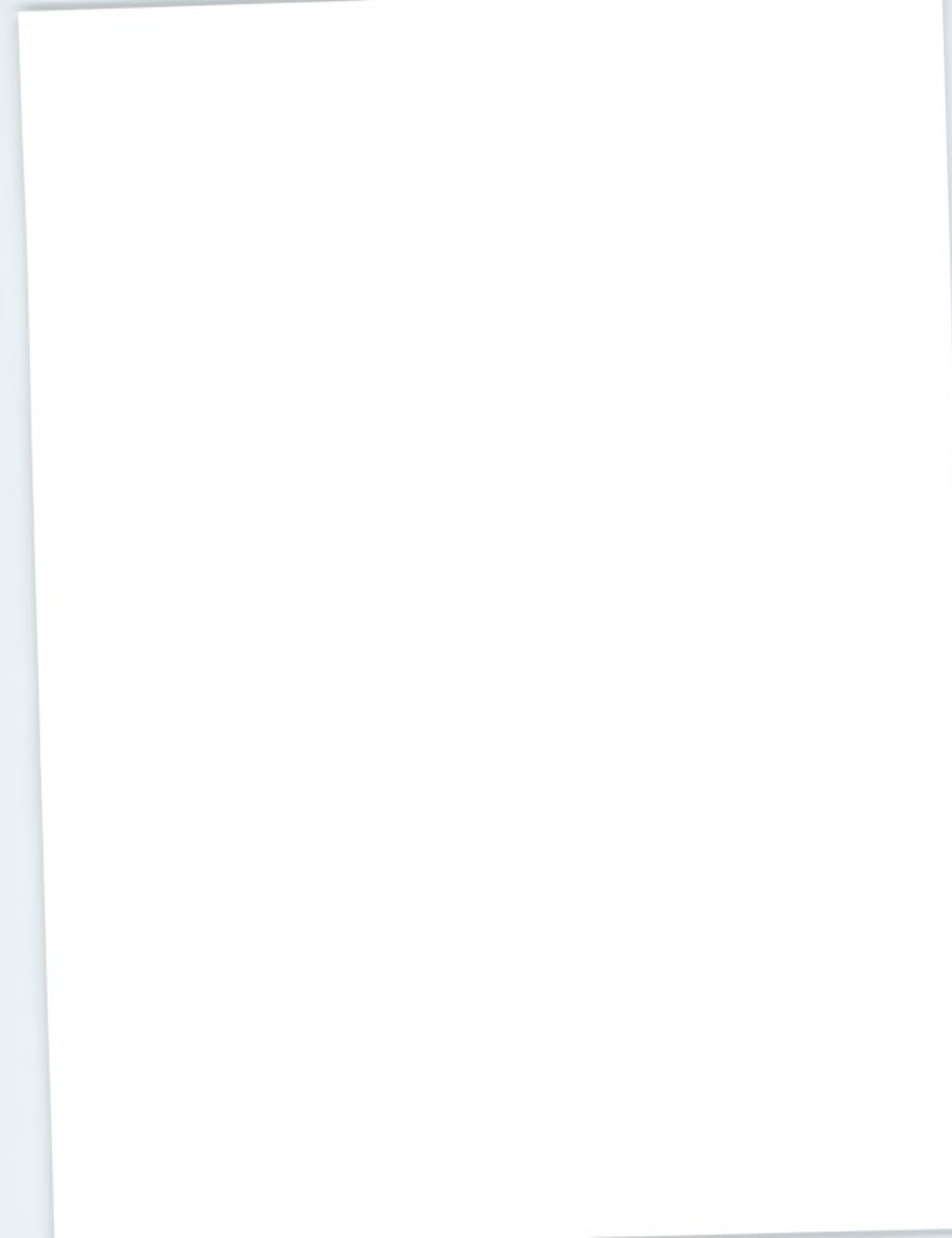
|                              | 2005-2006<br>(000 \$) | 2004-2005<br>(000 \$) |
|------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Immobilisations              | 16 370,8              | 12 370,8              |
| Prêts, placements et avances | 1,0                   | 1,0                   |

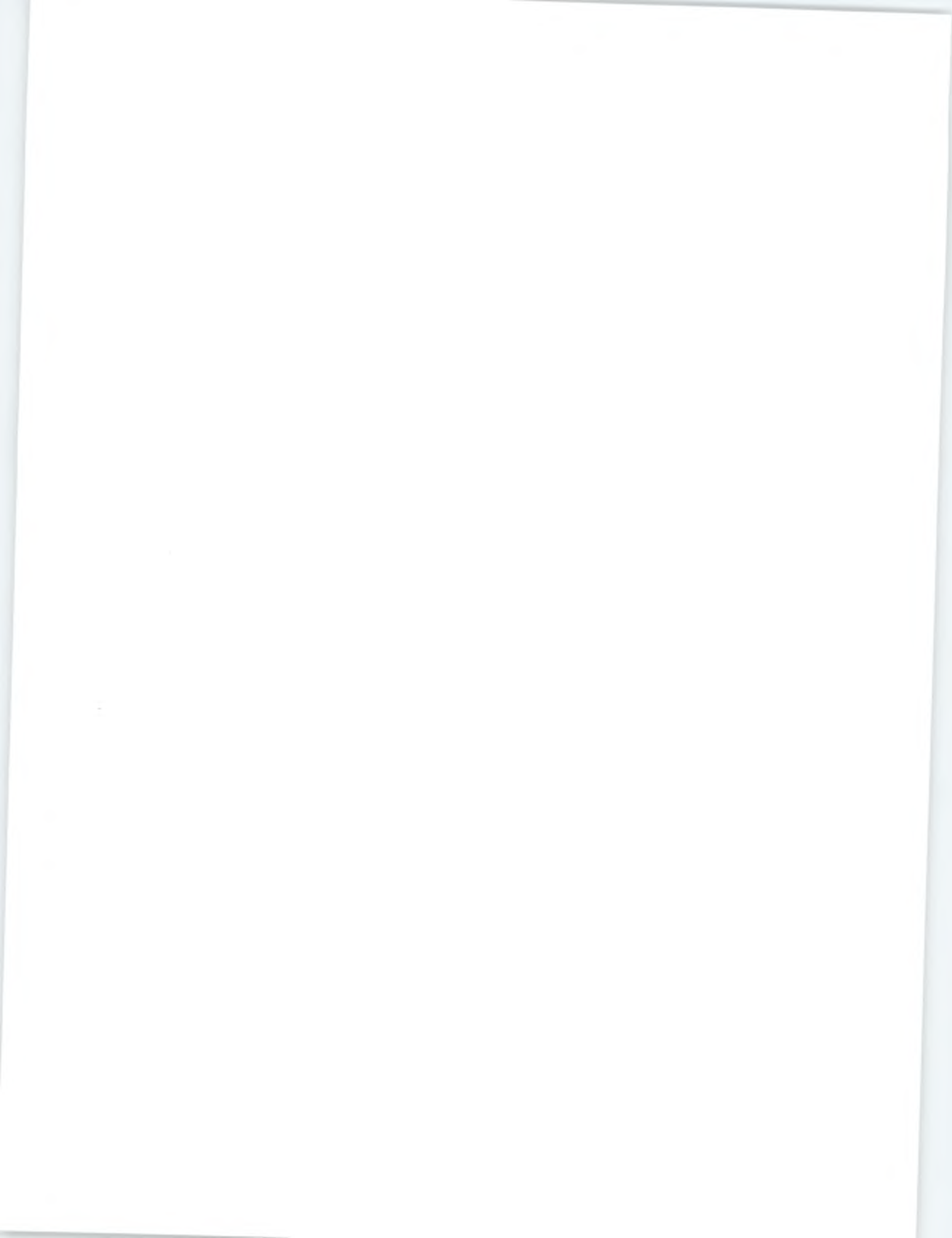
La variation entre le budget d'investissements 2005-2006 et celui de 2004-2005 est principalement attribuable aux modifications à l'échéancier de réalisation du projet de modernisation des systèmes et processus d'affaires de la Régie du bâtiment du Québec ainsi qu'à ses effets sur les déboursés en crédits d'immobilisations.

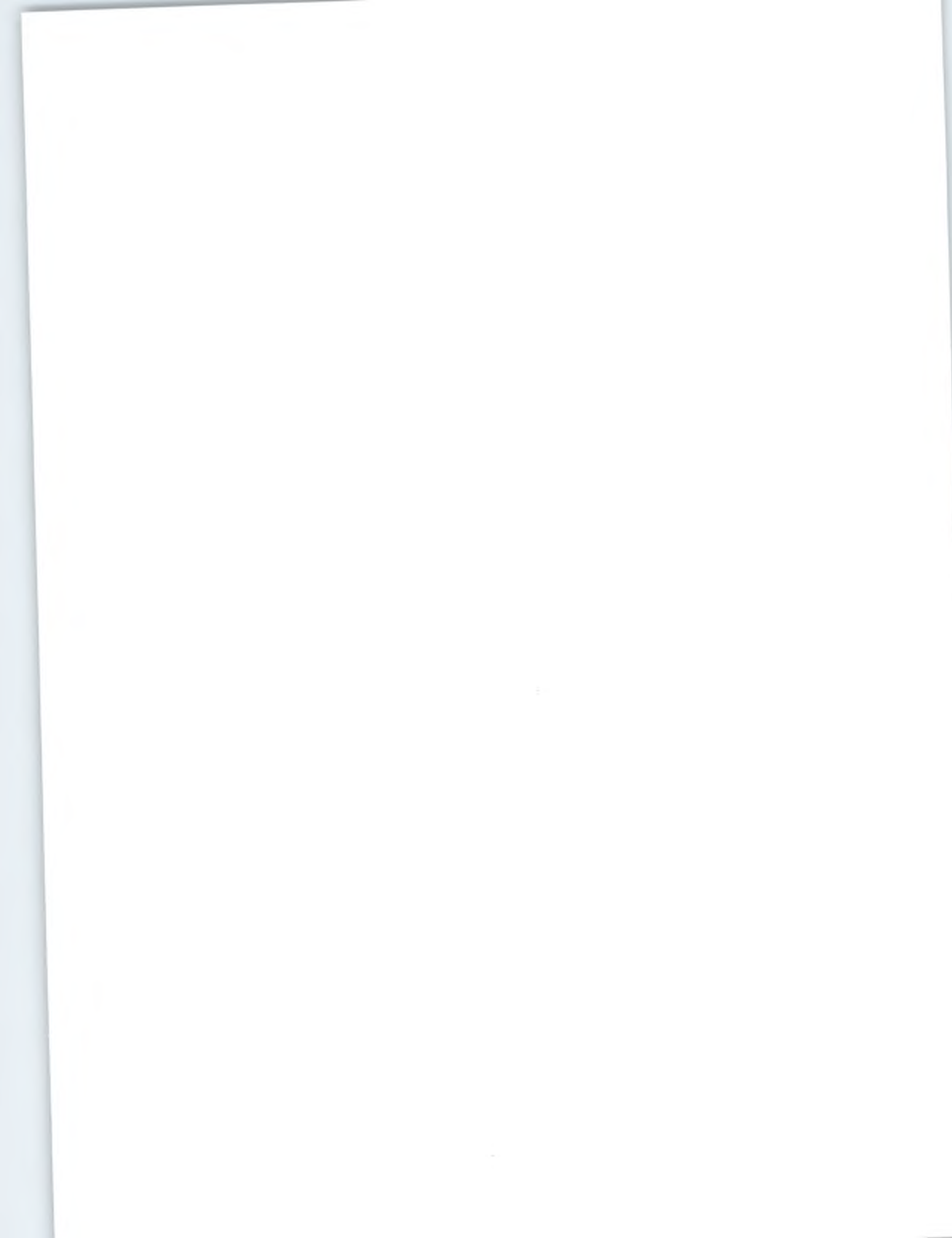
**ORGANISMES BUDGÉTAIRES ET ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES**

|                                                          | 2005-2006                | 2004-2005                |
|----------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|
|                                                          | Budget<br>de l'organisme | Budget<br>de l'organisme |
|                                                          | (000 \$)                 | (000 \$)                 |
| <b>Organismes budgétaires</b>                            |                          |                          |
| Commission de l'équité salariale                         | 5 389,6                  | 5 620,6                  |
| Conseil consultatif du travail et de la main-<br>d'œuvre | 424,4                    | 429,5                    |
| Conseil des services essentiels                          | 2 384,4                  | 2 384,4                  |
| Régie du bâtiment du Québec                              | 29 733,3                 | 29 338,7                 |
| <b>Organismes autres que budgétaires</b>                 |                          |                          |
| Commissaire de l'industrie de la construction            | 1 319,0                  | 1 287,0                  |
| Commission des lésions professionnelles                  | 53 357,1                 | 52 886,4                 |
| Commission des normes du travail                         | 56 757,4                 | 52 196,0                 |
| Commission des relations du travail                      | 14 565,2                 | 13 569,5                 |











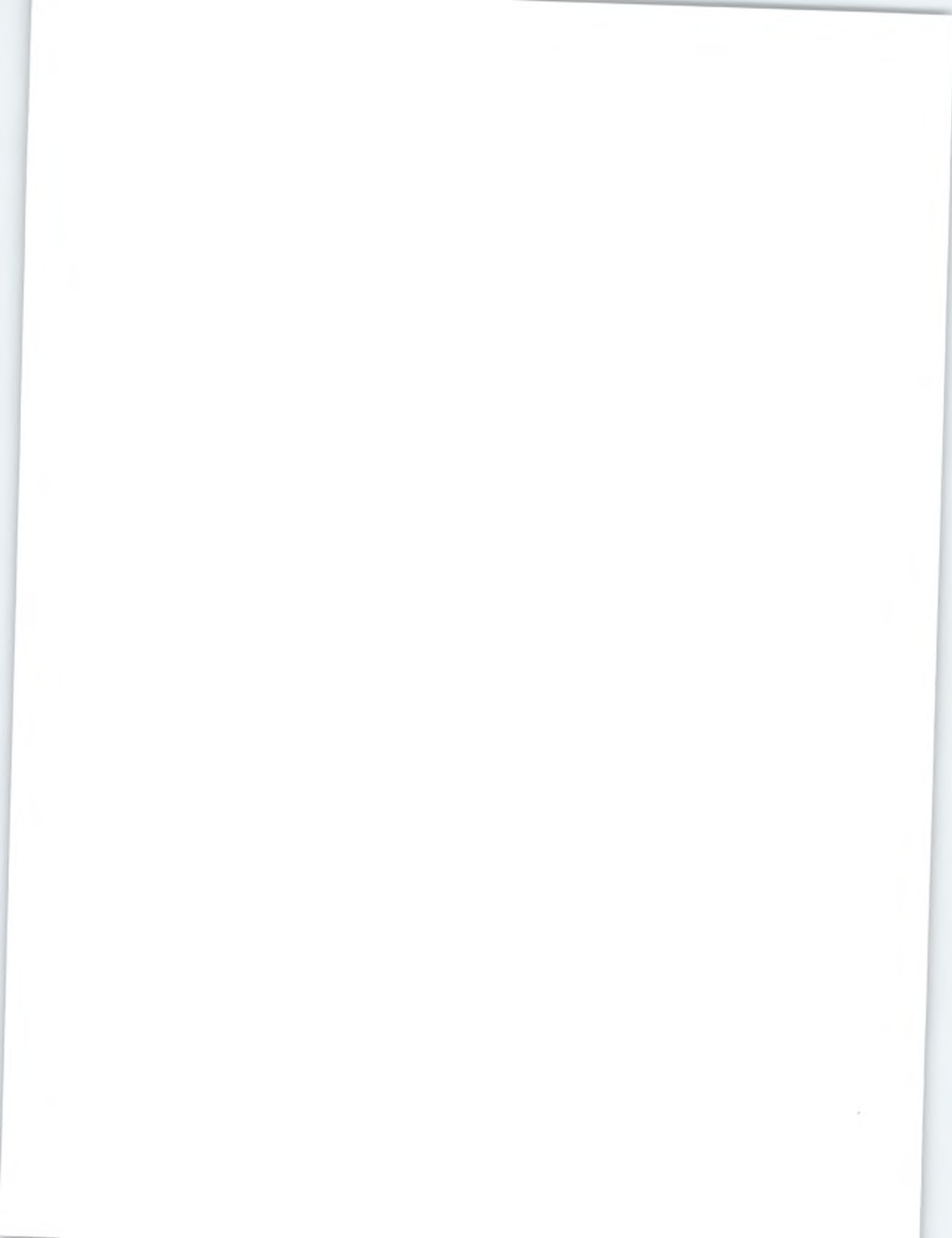


# Budget de dépenses

## 2005 - 2006

### Volume IV

Message de la présidente  
du Conseil du trésor  
et renseignements supplémentaires





# Budget de dépenses

2005-2006

## Volume IV

---

**Message de la présidente  
du Conseil du trésor**  
et renseignements supplémentaires

---



ISSN 0706-0319  
ISBN 2-551-22708-9  
Dépôt légal, 2<sup>e</sup> trimestre 2005  
Bibliothèque nationale du Québec

## AVANT-PROPOS

Le présent volume débute par un message de la présidente du Conseil du trésor qui donne les faits saillants du Budget de dépenses 2005-2006. Les chapitres qui suivent fournissent des renseignements complémentaires sur le budget de dépenses ainsi que d'autres informations portant sur des sujets qui y sont rattachés.

En plus du présent volume « *Message de la présidente du Conseil du trésor et renseignements supplémentaires* », trois autres volumes composent les renseignements touchant le Budget de dépenses 2005-2006 :

*Volume I : Crédits et plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées*

Ce volume réunit les renseignements se rapportant à l'Assemblée nationale ainsi qu'aux personnes désignées par cette dernière, soit le Protecteur du citoyen, le Vérificateur général, le Directeur général des élections et le Commissaire au lobbying.

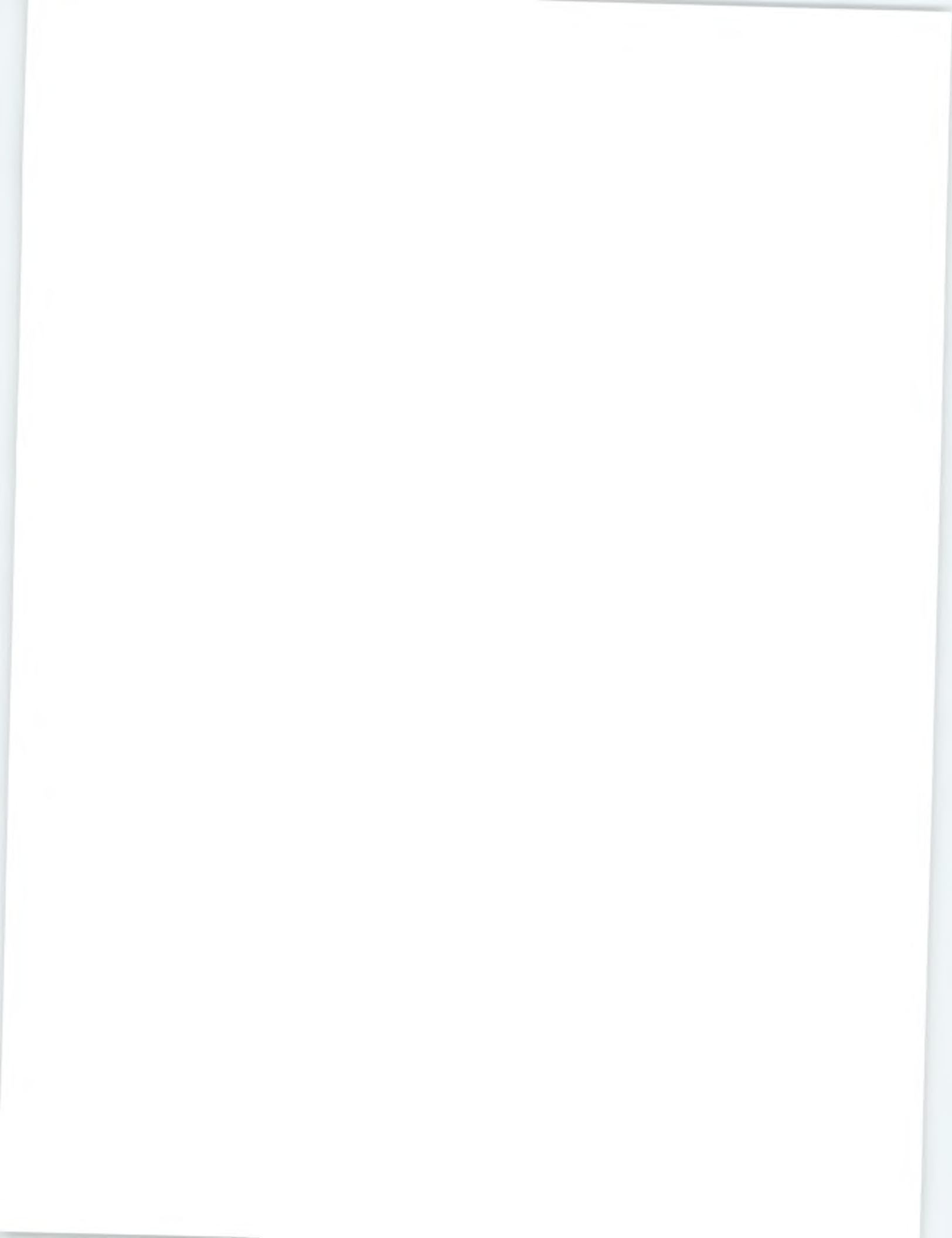
*Volume II : Crédits des ministères et organismes*

Ce volume présente l'ensemble des crédits requis par le gouvernement pour l'exercice financier 2005-2006 en distinguant le budget de dépenses et le budget d'investissements. Ces crédits sont ventilés par portefeuilles et par programmes.

*Volume III : Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes*

Ce volume regroupe les plans annuels de gestion des dépenses élaborés par chacun des ministres en vertu de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01). On retrouve au début de ce volume un sommaire du budget de dépenses par portefeuilles.





## Table des matières

---

### AVANT-PROPOS

|                                                    |     |
|----------------------------------------------------|-----|
| MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DU TRÉSOR..... | III |
|----------------------------------------------------|-----|

|                                                         |          |
|---------------------------------------------------------|----------|
| <b>CHAPITRE 1 LE BUDGET DE DÉPENSES 2005-2006 .....</b> | <b>1</b> |
|---------------------------------------------------------|----------|

|                                                                                                        |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1. Le Budget de dépenses 2005-2006 .....                                                               | 2  |
| 2. La variation des dépenses de programmes en 2005-2006 .....                                          | 4  |
| Annexe 1.1 : Taux de croissance des dépenses de programmes depuis 1997-1998 .....                      | 8  |
| Annexe 1.2 : Évolution des dépenses de programmes en pourcentage du<br>produit intérieur brut .....    | 9  |
| Annexe 1.3 : Variation entre le Budget de dépenses 2005-2006 et la<br>dépense probable 2004-2005 ..... | 10 |

|                                                                        |           |
|------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>CHAPITRE 2 LES RÉSULTATS DE L'EXERCICE FINANCIER 2004-2005.....</b> | <b>13</b> |
|------------------------------------------------------------------------|-----------|

|                                                                       |    |
|-----------------------------------------------------------------------|----|
| 1. La variation des dépenses du gouvernement en 2004-2005 .....       | 14 |
| 2. L'évolution de la prévision des dépenses totales en 2004-2005..... | 15 |
| 3. L'évolution des crédits autorisés en 2004-2005 .....               | 16 |

|                                                                                                                        |           |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>CHAPITRE 3 LA RÉPARTITION DU BUDGET DE DÉPENSES 2005-2006<br/>PAR GRANDES CATÉGORIES ET PAR BÉNÉFICIAIRES .....</b> | <b>17</b> |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|

|                                                                                       |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1. Vue d'ensemble de la répartition des dépenses .....                                | 18 |
| 2. Les dépenses pour la rémunération.....                                             | 22 |
| 3. Les dépenses de fonctionnement.....                                                | 24 |
| 4. Les dépenses de capital.....                                                       | 26 |
| 5. Les dépenses d'intérêt.....                                                        | 29 |
| 6. Les dépenses de support .....                                                      | 32 |
| 7. Les dépenses relatives à la provision pour créances douteuses et autres.....       | 34 |
| Annexe 3.1 : Nature des catégories de dépenses considérées dans ce chapitre .....     | 35 |
| Annexe 3.2 : Répartition du Budget de dépenses 2005-2006 par grandes catégories ..... | 37 |
| Annexe 3.3 : Répartition du Budget de dépenses 2005-2006 par bénéficiaires.....       | 38 |

|                                                                      |           |
|----------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>CHAPITRE 4 L'EFFECTIF DU SECTEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE.....</b> | <b>39</b> |
|----------------------------------------------------------------------|-----------|

|                                                          |    |
|----------------------------------------------------------|----|
| 1. L'objectif de réduction de la taille de l'État .....  | 40 |
| 2. Les variations à l'enveloppe d'effectif autorisé..... | 42 |

|              |                                                                                                                                                                             |    |
|--------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Annexe 4.1 : | Effectif du secteur de la fonction publique .....                                                                                                                           | 44 |
| Annexe 4.2 : | Lexique.....                                                                                                                                                                | 45 |
| Annexe 4.3 : | Évolution de l'effectif des ministères et organismes présentés<br>au Budget de dépenses 2005-2006 .....                                                                     | 46 |
| Annexe 4.4 : | Évolution de l'effectif des entreprises et des autres organismes dont<br>le personnel est assujéti à la Loi sur la fonction publique .....                                  | 47 |
| Annexe 4.5 : | Enveloppe d'effectif total en 2004-2005 et 2005-2006 pour les ministères<br>et organismes apparaissant au Budget de dépenses 2005-2006 .....                                | 48 |
| Annexe 4.6 : | Enveloppe d'effectif total en 2004-2005 et 2005-2006 pour les entreprises et les<br>autres organismes dont le personnel est assujéti à la Loi sur la fonction publique..... | 49 |

## **CHAPITRE 5 LES INVESTISSEMENTS PUBLICS EN IMMOBILISATIONS PRÉVUS EN 2005-2006 ..... 51**

|              |                                                                                                                                    |    |
|--------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1.           | Les nouveaux investissements dans les infrastructures publiques.....                                                               | 52 |
| 2.           | Les investissements publics en immobilisations prévus en 2005-2006.....                                                            | 55 |
| 3.           | Les investissements publics en immobilisations dans les réseaux, les municipalités,<br>les institutions culturelles et autres..... | 56 |
| 4.           | Les investissements publics en immobilisations des fonds spéciaux.....                                                             | 60 |
| 5.           | Les investissements publics en immobilisations des organismes autres que budgétaires.....                                          | 61 |
| 6.           | Les investissements publics en immobilisations dans les ministères.....                                                            | 62 |
| Annexe 5.1 : | Évolution des investissements publics en immobilisations.....                                                                      | 63 |
| Annexe 5.2 : | Nature des investissements en immobilisations considérés dans ce chapitre.....                                                     | 64 |

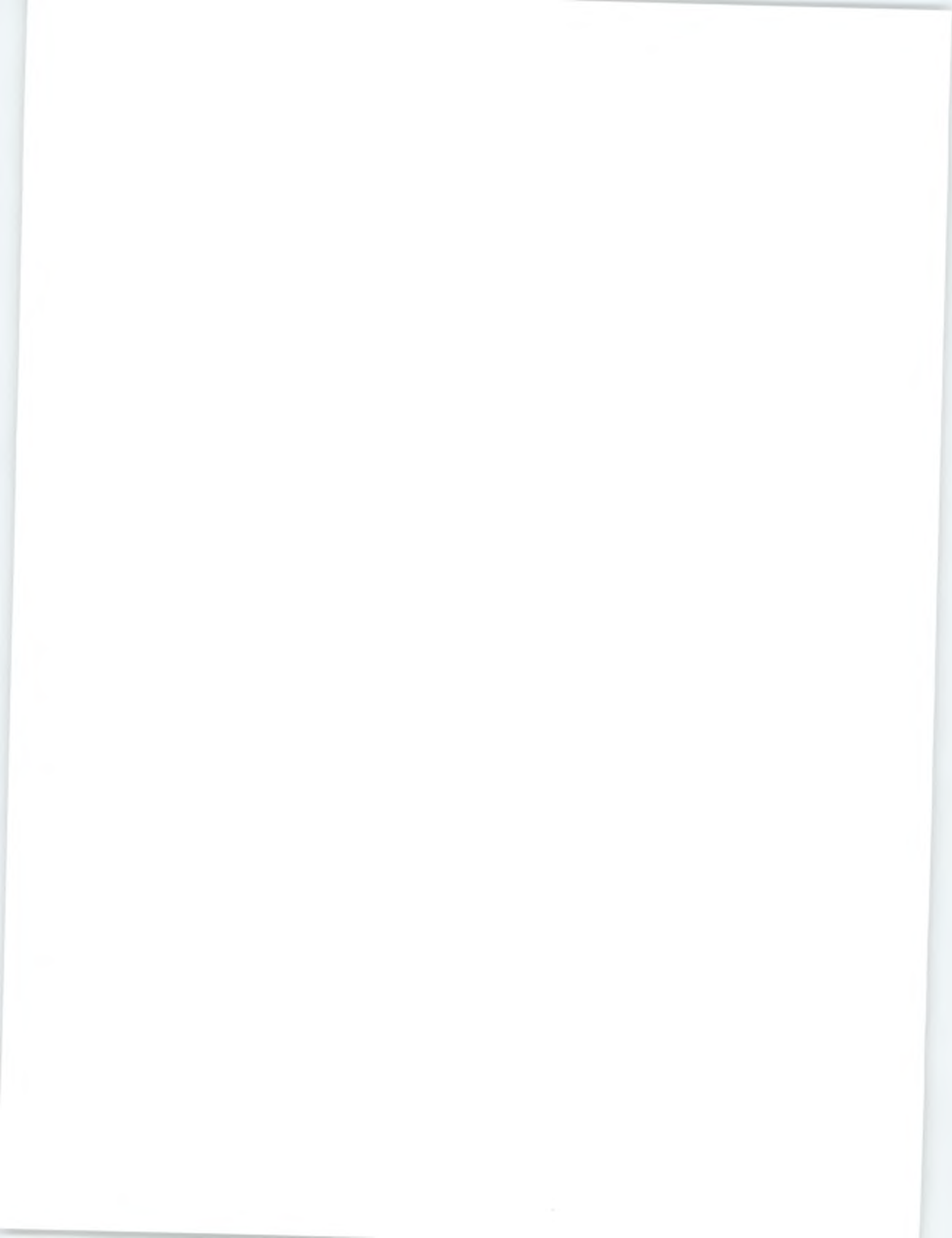
## **CHAPITRE 6 LES RÉSULTATS DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES ET DES FONDS SPÉCIAUX ..... 67**

|              |                                                                                                                             |    |
|--------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1.           | Les dépenses consolidées du gouvernement.....                                                                               | 68 |
| 2.           | L'évolution de la prévision des résultats des organismes autres que budgétaires et<br>des fonds spéciaux en 2004-2005 ..... | 69 |
| 3.           | Les résultats de la consolidation des organismes autres que budgétaires et<br>des fonds spéciaux en 2005-2006 .....         | 70 |
| 4.           | Les résultats des organismes autres que budgétaires en 2005-2006 .....                                                      | 71 |
| 5.           | Les résultats des fonds spéciaux en 2005-2006.....                                                                          | 72 |
| Annexe 6.1 : | Le périmètre comptable du gouvernement.....                                                                                 | 73 |
| Annexe 6.2 : | Changements dans les organismes autres que budgétaires et fonds spéciaux .....                                              | 75 |
| Annexe 6.3 : | Résultats des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux.....                                                  | 77 |
| Annexe 6.4 : | Entreprises du gouvernement comptabilisées à la valeur de consolidation .....                                               | 81 |
| Annexe 6.5 : | Organismes et fonds exerçant des opérations exclues du<br>périmètre comptable du gouvernement.....                          | 82 |



## APPENDICES

|                                                                              |     |
|------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Appendice A : Les comptes à fin déterminée.....                              | 85  |
| Appendice B : Le Budget de dépenses 2005-2006 par missions .....             | 89  |
| Appendice C : Indicateurs économiques et budgétaires .....                   | 101 |
| Appendice C.1 : Évolution de certains indicateurs spécifiques au Québec..... | 102 |
| Appendice C.2 : Évolution des dépenses .....                                 | 103 |
| Appendice C.3 : Dépenses par portefeuilles .....                             | 104 |



## MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DU TRÉSOR

---





## **MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DU TRÉSOR**

### **UN BUDGET RESPONSABLE QUI RESPECTE NOS ENGAGEMENTS ET QUI PRÉPARE LE QUÉBEC AUX DÉFIS DE DEMAIN**

*Le Québec fait face à des défis majeurs sur le plan budgétaire qui nous obligent, plus que jamais, à gérer les finances publiques avec une rigueur exemplaire. Or, non seulement nous faut-il répondre aux priorités actuelles des Québécois, mais il faut également nous assurer de ne pas compromettre notre capacité à faire face aux défis de demain.*

*Dans ce contexte, c'est avec beaucoup de fierté que je présente à l'Assemblée nationale aujourd'hui le Budget de dépenses 2005-2006 du gouvernement du Québec. Tout au long de la préparation de ce budget, nous nous sommes attardés à respecter nos engagements tout en évaluant l'impact de nos décisions sur la situation financière du Québec à court, moyen et long terme.*

*Le budget que je propose respecte intégralement nos engagements et ne contient aucune coupure dans les programmes et les services aux citoyens. Au contraire, ceux-ci sont renforcés et améliorés grâce notamment à des efforts importants de rationalisation des dépenses de fonctionnement qui permettent la réalisation d'économies annuelles récurrentes de 350 millions de dollars. Tout en gardant un contrôle sur la croissance des dépenses de programmes, nous poursuivons le réinvestissement massif que nous avons entrepris dans les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.*

*Grâce à un travail rigoureux et à un contrôle serré des ressources budgétaires du Québec, nous respectons en 2004-2005 nos objectifs en matière de dépenses de programmes pour une deuxième année consécutive. Nous atteignons également les cibles que nous nous étions fixées en matière de réduction de l'effectif de la fonction publique. Ce budget propose, de plus, un relèvement de nos investissements en maintien d'actifs afin d'assurer la pérennité de nos infrastructures publiques.*

*En déposant des crédits provisoires, le 17 mars 2005, nous avons privilégié une approche visant à éviter de multiplier le dépôt de crédits supplémentaires en fin d'exercice. Nous avons agi avec sérieux et transparence, de sorte que nous présentons aujourd'hui un portrait complet et fidèle de la situation budgétaire du gouvernement.*

*Enfin, ce budget de dépenses nous assure de pouvoir faire face aux défis de demain. Nous avons porté une grande attention à ne pas répéter les erreurs de nos prédécesseurs qui, pour atteindre leurs objectifs à court terme, ont hypothéqué grandement la santé de nos services publics. Nous avons plutôt choisi la voie de la modernisation et nous poursuivons nos travaux visant à recentrer l'État sur ses missions essentielles, à alléger nos structures et à améliorer nos façons de faire.*



## **1. RESPECTER NOS ENGAGEMENTS**

### **□ L'OBJECTIF DE DÉPENSES EST ATTEINT POUR UNE DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE**

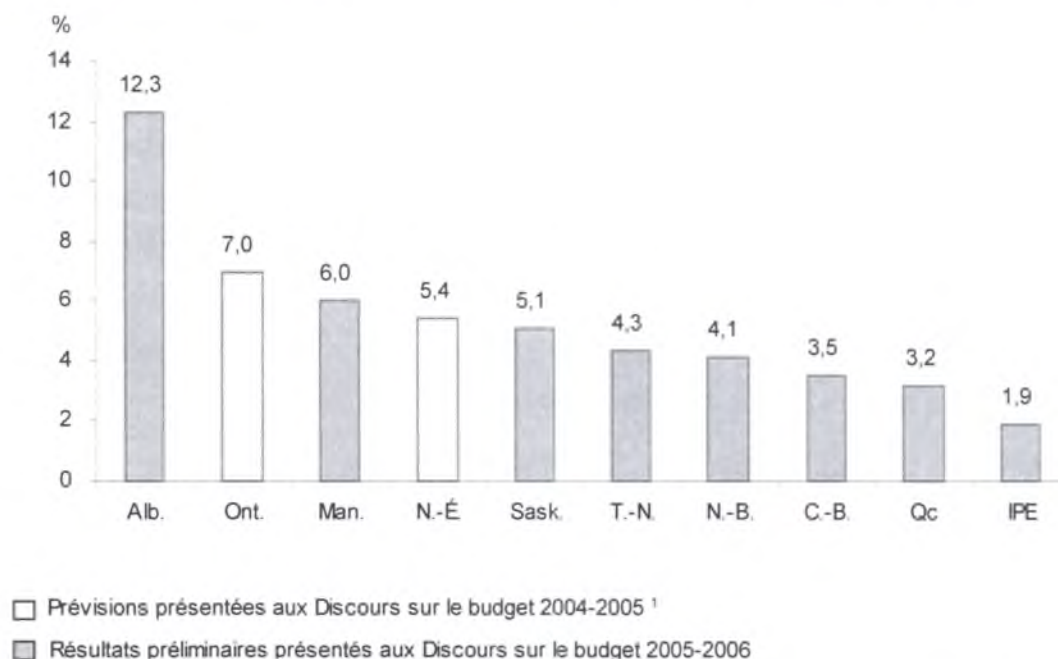
*Les dépenses de programmes en 2004-2005 devraient s'établir à 46 742 millions de dollars, tel que prévu initialement. Pour une seconde année consécutive, nous atteignons notre cible budgétaire. Il s'agit d'un important changement si l'on compare avec la situation qui avait cours avant notre arrivée au pouvoir. Le gouvernement précédent avait en effet pris l'habitude de relever d'une façon importante ses dépenses en multipliant les dépassements budgétaires. La chronologie de ces dépassements est éloquent :*

- 1998-1999 : dépassements de 2,4 milliards de dollars;*
- 1999-2000 : dépassements de 2,3 milliards de dollars;*
- 2000-2001 : dépassements de 1,3 milliard de dollars;*
- 2001-2002 : dépassements de 536 millions de dollars;*
- 2002-2003 : dépassements de 1,2 milliard de dollars.*

### **LE QUÉBEC FAIT MIEUX QUE LA PLUPART DES PROVINCES**

*En matière de contrôle de ses dépenses de programmes, le Québec fait mieux que la plupart des provinces canadiennes. Une situation qui s'observe notamment lorsqu'on compare l'évolution de nos dépenses avec celle de nos provinces voisines. Ainsi, en considérant les données actuellement disponibles, les dépenses de programmes pourraient augmenter en 2004-2005 de 7 % en Ontario et de 4,1 % au Nouveau-Brunswick.*

## CROISSANCE DES DÉPENSES DE PROGRAMMES AU CANADA EN 2004-2005

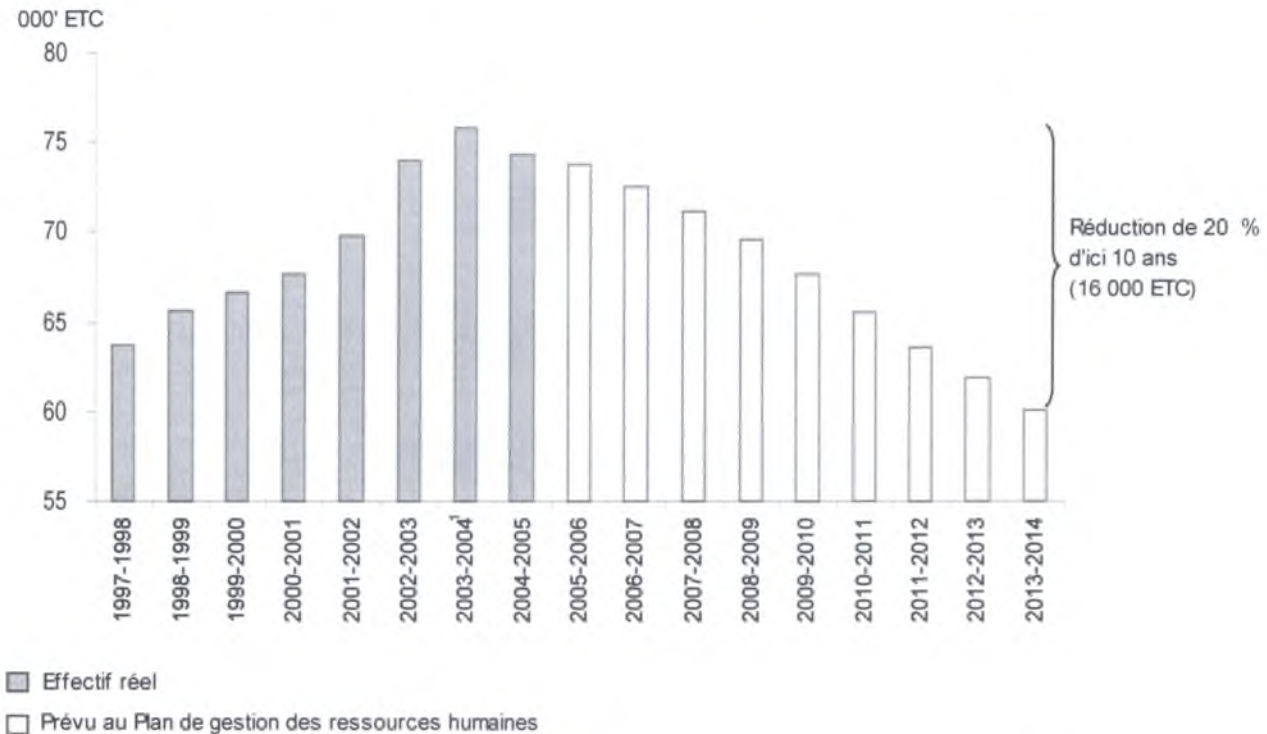


<sup>1</sup> Ces provinces n'avaient pas, en date du 15 avril 2005, déposé leur Discours sur le budget 2005-2006.

#### □ ATTEINTE DE LA CIBLE DE RÉDUCTION DE L'EFFECTIF EN 2004-2005

Dès notre arrivée au pouvoir, nous avons constaté une forte croissance de l'effectif de la fonction publique. En effet, la taille de l'État ne cessait de s'accroître depuis 1997-1998, à raison de plus de 2 000 équivalents temps complet (ETC) par année. Un virage majeur s'imposait. Lors du dépôt du Plan de modernisation 2004-2007, nous avons annoncé notre intention de miser sur l'attrition pour réduire de 20 % l'effectif de la fonction publique d'ici 10 ans. Nous avons précisé nos orientations à cet égard lors du dépôt, en juin 2004, du Plan de gestion des ressources humaines. Pour la première année, la cible de réduction de l'effectif visée était de 926 ETC. Cette cible a été atteinte, et même dépassée, puisque la réduction totale de l'effectif s'élève à 1 400 ETC. Pour 2005-2006, nous poursuivons l'objectif de réduction de la taille de l'État en visant une diminution de l'effectif de 1 109 ETC.

## Plan de réduction de l'effectif utilisé



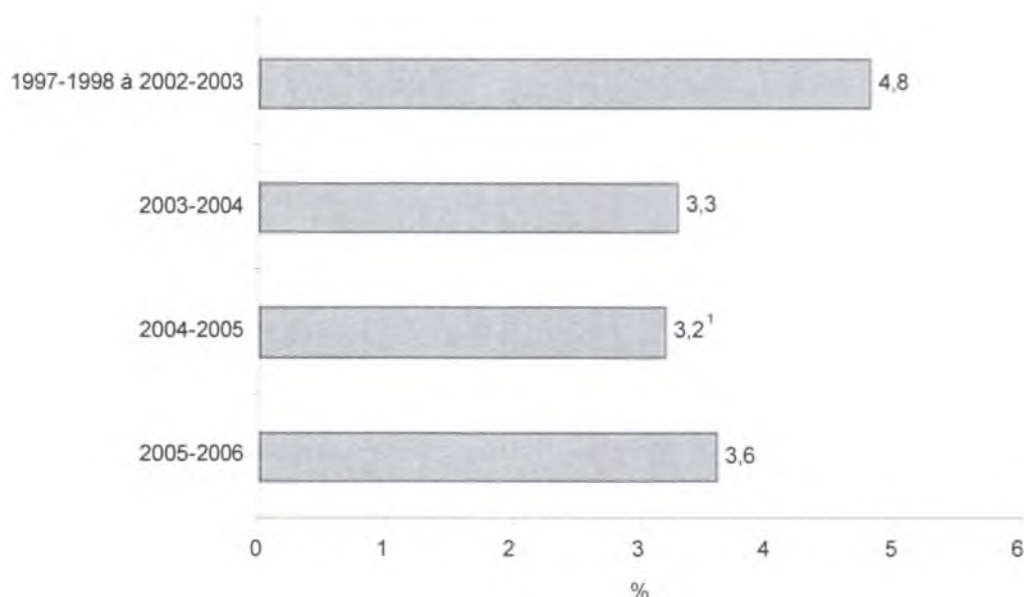
<sup>1</sup> La hausse de 1 794 ETC de l'effectif utilisé en 2003-2004 s'explique principalement par l'intégration à la Sûreté du Québec de corps de polices municipaux à la suite des modifications apportées à la carte policière du Québec.

### □ MAINTENIR LE CONTRÔLE SUR LES DÉPENSES DE PROGRAMMES EN 2005-2006

Le gouvernement poursuit, en 2005-2006, le redressement des finances publiques entrepris à la suite du rapport Breton. Sans ce redressement, la pérennité des programmes et le maintien de l'équilibre budgétaire ne peuvent être assurés. La croissance des dépenses de programmes s'établit, dans ce contexte, à 3,6 %, ce qui porte les dépenses de programmes à 48 407 millions de dollars. Ainsi, pour une troisième année consécutive, la croissance des dépenses de programmes sera nettement inférieure à celle de 4,8 % observée en moyenne entre 1997-1998 et 2002-2003.



### TAUX DE CROISSANCE DES DÉPENSES DE PROGRAMMES DEPUIS 1997-1998

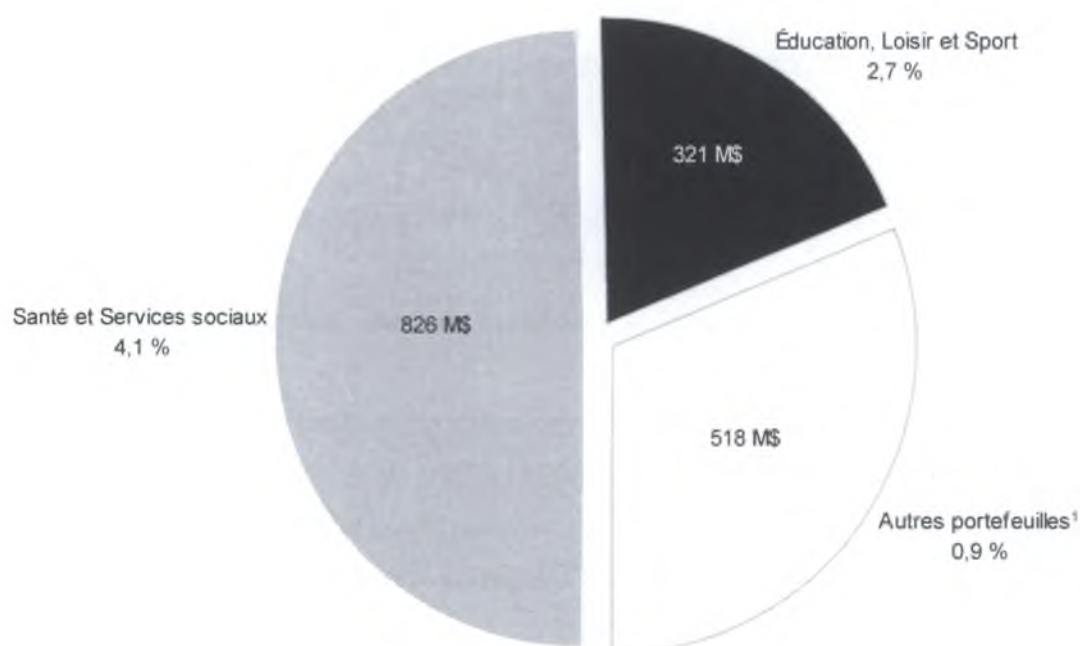


<sup>1</sup> La croissance initialement prévue de 2,9 % est révisée à 3,2 % en raison de la modification à la structure budgétaire à la suite des changements apportés à la politique familiale le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

#### □ PRIORITÉ À LA SANTÉ, AUX SERVICES SOCIAUX ET À L'ÉDUCATION

*La priorité donnée au réinvestissement en santé et en éducation est maintenue en 2005-2006. Les budgets alloués à la santé et à l'éducation sont augmentés respectivement de 4,1 % et de 2,7 %. La croissance allouée à ces secteurs représente près de 70 % de la croissance totale des dépenses de programmes 2005-2006. Le budget des autres ministères, en excluant les sommes versées au Fonds de suppléance, est également augmenté de 0,9 % par rapport à 2004-2005.*

**CROISSANCE DE 1 665 MILLIONS DE DOLLARS DES DÉPENSES DE PROGRAMMES  
EN 2005-2006**



<sup>1</sup> Taux de croissance excluant les sommes versées au Fonds de suppléance. En tenant compte du Fonds de suppléance, le taux de croissance des autres portefeuilles s'établit à 3,5 %

**PRÈS DE 4 MILLIARDS DE DOLLARS DE PLUS POUR LA SANTÉ ET L'ÉDUCATION DEPUIS 2003**

*Depuis avril 2003, l'ajout aux budgets de la santé et des services sociaux et de l'éducation atteint un niveau sans précédent, soit 4 milliards de dollars, dont 3 milliards de dollars uniquement pour la santé et les services sociaux.*

*L'approche suivie par le gouvernement pour le redressement du réseau de la santé et des services sociaux depuis deux ans a reposé sur trois axes d'intervention principaux :*

- Financer intégralement la croissance du coût de système;*
- Assurer un retour progressif à l'équilibre budgétaire des établissements;*
- Investir davantage pour de nouvelles infrastructures, tout en assurant l'entretien adéquat des équipements existants.*

*Le présent budget de dépenses propose de poursuivre ce redressement.*

❑ **SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX : HAUSSE DU BUDGET DE 826 MILLIONS DE DOLLARS**

*En 2005-2006, l'enveloppe budgétaire du ministère de la Santé et des Services sociaux augmente de 4,1 %, soit une croissance de 826 millions de dollars. Cette croissance permet de couvrir la totalité du coût des services de santé en considérant que les augmentations de paramètres salariaux restent à convenir. Le budget du ministère de la Santé et des Services sociaux s'établit ainsi à 20,9 milliards de dollars et représente 43 % de l'ensemble des dépenses de programmes du gouvernement.*

*Le relèvement du budget du ministère de la Santé et des Services sociaux permet de financer la croissance du coût des services. Il permet également de poursuivre, de façon progressive mais soutenue, le retour à l'équilibre budgétaire du réseau entrepris l'an dernier. De plus, le ministère consacrera 50 millions de dollars à la mise en œuvre des plans d'action du gouvernement à l'égard des services aux personnes âgées et aux personnes souffrant de troubles mentaux.*



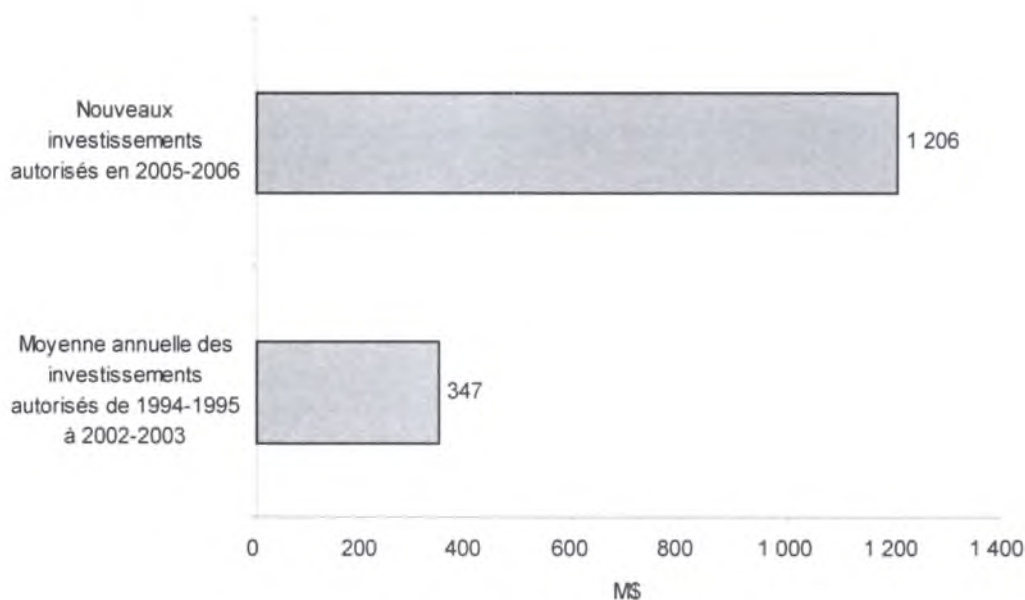
❑ *INVESTISSEMENTS DE 1,2 MILLIARD DE DOLLARS POUR LES NOUVELLES INFRASTRUCTURES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX*

*La remise à niveau du réseau de la santé et des services sociaux exige également le développement de nouvelles infrastructures et l'ajout d'équipements adéquats dans les établissements afin qu'ils puissent répondre aux besoins de la population. Dans cette optique, de nouveaux investissements, totalisant plus de 1,2 milliard de dollars, seront mis en œuvre au cours des trois prochaines années et s'ajouteront aux sommes qui seront déboursées pour le parachèvement des travaux actuellement en cours et pour le maintien des actifs.*

*Ces nouveaux investissements serviront notamment à la réalisation de projets de construction et de rénovation, et à l'amélioration de la qualité de vie dans les centres hospitaliers de soins de longue durée (CHSLD). La priorité est également donnée à l'amélioration des salles d'urgence et à l'acquisition d'équipements de haute technologie, notamment en radio-oncologie et en cardiologie.*

*L'ampleur du rattrapage à effectuer en matière d'immobilisations est considérable. C'est pourquoi les investissements autorisés en 2005-2006 représenteront près de quatre fois le montant annuel moyen consacré aux nouvelles infrastructures entre 1994-1995 et 2002-2003. À ces montants s'ajoutera également 1,6 milliard de dollars au cours des prochaines années pour la construction des hôpitaux universitaires de Montréal.*

## NOUVEAUX INVESTISSEMENTS AUTORISÉS DANS LE RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX EN 2005-2006



### ❑ ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT : HAUSSE DE 321 MILLIONS DE DOLLARS DU BUDGET DE DÉPENSES

*L'éducation représente également une grande priorité du gouvernement. Son budget est augmenté à nouveau de 2,7 % en 2005-2006, soit une hausse de 321 millions de dollars. Cette augmentation, qui exclut les ajustements aux paramètres salariaux qui restent à déterminer, porte l'enveloppe budgétaire du ministère à 12,2 milliards de dollars, ce qui représente plus du quart de l'ensemble des dépenses de programmes du gouvernement.*

*La hausse de 321 millions de dollars du budget du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport permettra notamment le financement intégral de l'augmentation du coût des services et le plein respect des engagements pris envers les étudiantes et les étudiants quant au financement du programme d'aide financière aux études. Il permettra également de poursuivre les nouvelles initiatives entreprises en 2004-2005 dont le programme d'aide aux devoirs.*



❑ 362 MILLIONS DE DOLLARS POUR DE NOUVELLES INFRASTRUCTURES EN ÉDUCATION

*Le gouvernement investira également 362 millions de dollars en immobilisations au cours des trois prochaines années pour la construction de nouvelles infrastructures et l'achat de nouveaux équipements en éducation. De nombreuses écoles, des collèges et des centres de formation de même que les universités profiteront d'investissements qui amélioreront leur capacité de dispenser des services de qualité. Également, l'acquisition de nouvelles technologies et l'achat de livres seront priorisés.*

❑ AUTRES PORTEFEUILLES : CROISSANCE DE 0,9 %

*En excluant les sommes versées au Fonds de suppléance et qui permettent au gouvernement de faire face aux dépenses imprévues en cours d'année, le budget des autres portefeuilles est augmenté globalement de 0,9 % :*

- Le budget du ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine est augmenté de 9,0 %, afin notamment de compléter le réseau de 200 000 places en services de garde à contribution réduite d'ici le 31 mars 2006;*
- Le budget des Affaires municipales et des Régions est de son côté augmenté de 8,4 %, notamment en raison de la hausse importante des transferts aux municipalités dans le cadre du pacte fiscal et des compensations tenant lieu de taxes. Des sommes additionnelles seront également rendues disponibles pour le logement social et l'aide aux villes mono-industrielles;*

*De plus, le gouvernement financera au cours des trois prochaines années des investissements additionnels de 439 millions de dollars, principalement pour des projets prioritaires d'aqueduc et d'égout. Ces sommes seront rendues disponibles au fur et à mesure que les ententes avec les municipalités et le gouvernement fédéral seront conclues. À ces investissements s'ajoutera une contribution de 216 millions de dollars afin que soient réalisés d'autres projets prioritaires d'infrastructures municipales;*

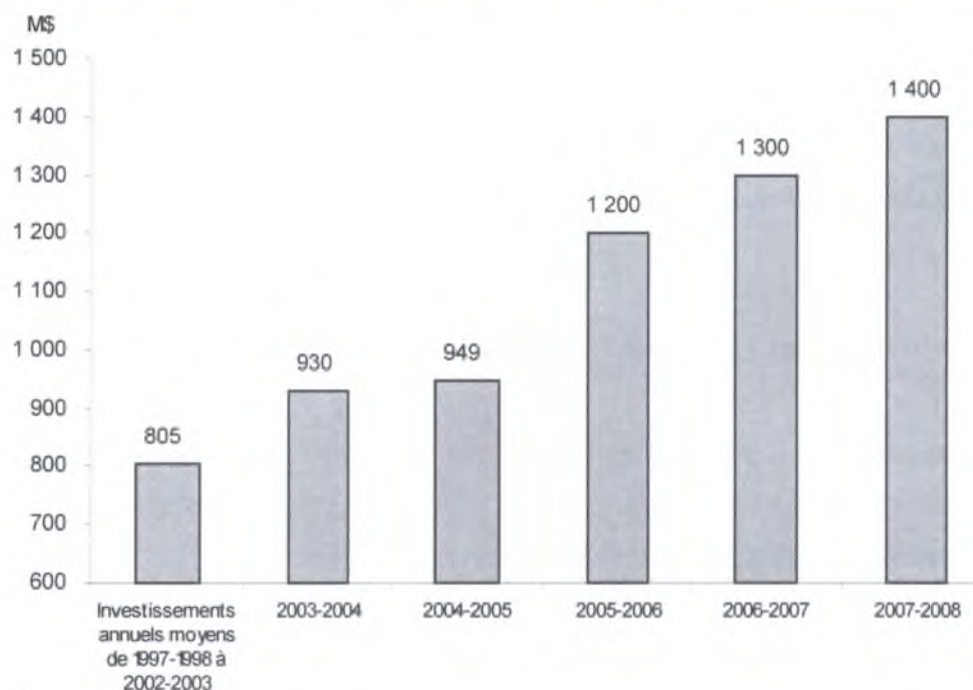


- *Le budget du ministère des Transports est augmenté de 9,2 % dans le contexte des hausses importantes des investissements réalisés dans le réseau routier du Québec depuis 2003-2004 et qui se poursuivront au cours des prochaines années.*

*Afin de rehausser la qualité des routes, de la rendre comparable à celle des juridictions avoisinantes au Québec et d'améliorer l'efficacité des grands corridors stratégiques de transport, le budget total d'investissements routiers du ministère des Transports passera de 949 millions de dollars en 2004-2005 à 1,2 milliard de dollars en 2005-2006, puis à 1,3 milliard de dollars en 2006-2007, pour atteindre 1,4 milliard de dollars en 2007-2008. Sur une période de trois ans, il s'agit d'une injection additionnelle de 1,1 milliard de dollars par rapport au niveau d'investissements de 2004-2005.*

*Outre la préservation du patrimoine routier du Québec et l'amélioration de sa qualité, cette hausse du budget d'investissements du Fonds routier permettra d'entreprendre d'importants projets dont l'élargissement sur quatre voies de la route 175 reliant Québec et Saguenay et de la route 185 à partir de Rivière-du-Loup, le prolongement de l'autoroute 50 vers l'Outaouais et de l'autoroute du Vallon à Québec et le début des travaux de parachèvement de l'autoroute 30 sur la Rive-Sud de Montréal.*

## INVESTISSEMENTS DANS LE RÉSEAU ROUTIER



- Le budget du ministère des Ressources naturelles et de la Faune augmente de 3 % et dispose d'un montant additionnel de 25 millions de dollars afin de faire suite aux recommandations du Rapport Coulombe sur la gestion des forêts. D'autres montants totalisant 12 millions de dollars seront également alloués dans les portefeuilles des ministères concernés dont le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation pour soutenir les travailleurs, les communautés et les entreprises qui dépendent de cette ressource;
- Le budget du ministère de la Culture et des Communications augmente de 2,5 %. Il prévoit notamment le maintien des sommes allouées dans les domaines du livre, de la lecture et du cinéma. Le Ministère se voit également accorder un montant additionnel de 5 millions de dollars pour soutenir les musées dont la situation financière est difficile.

## AUTRES MINISTÈRES

*Les budgets des autres ministères ont été établis avec la préoccupation de préserver les services à la population. Les rationalisations ont donc essentiellement été effectuées dans les coûts de fonctionnement des ministères et organismes et au moyen de l'attrition de l'effectif de la fonction publique.*

## 2. RÉINVESTIR DANS LES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES

*Les infrastructures publiques sont un élément essentiel de la croissance économique et de la qualité des services publics. Dans la plupart des pays industrialisés, le renouvellement des infrastructures publiques est devenu un enjeu majeur.*

*Au Québec, plus particulièrement, une grande partie des infrastructures publiques date de plus de 30 ou 40 ans. C'est le cas notamment des infrastructures des réseaux de la santé et de l'éducation dont une grande partie des bâtiments ont été construits avant 1960.*

*Le gouvernement est fermement déterminé à arrêter la dégradation des infrastructures publiques de santé, de services sociaux et d'éducation à la suite de plusieurs années de sous-investissements dans le maintien des actifs. Pour ce faire, le gouvernement entend consacrer annuellement des montants représentant 2 % de la valeur de remplacement de ces infrastructures pour les maintenir en bon état, soit la norme généralement reconnue en Amérique du Nord.*

*Cette nouvelle politique nécessitera un relèvement progressif des enveloppes de maintien d'actifs de l'ordre de 1 milliard de dollars d'ici 2007-2008.*



#### **525 MILLIONS DE PLUS POUR L'ÉDUCATION**

*Le gouvernement consacrera, au cours des trois prochaines années, des investissements supplémentaires de 525 millions de dollars au réseau de l'éducation pour atteindre la norme de 2 % en fonction de la valeur à neuf du parc immobilier des réseaux primaire, secondaire et universitaire.*

#### **430 MILLIONS DE PLUS POUR LA SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX**

*Le réseau de la santé et des services sociaux bénéficiera d'un ajout de 300 millions de dollars pour atteindre la norme d'un maintien annuel des actifs équivalent à 2 % de la valeur des immeubles. À cela s'ajoutent 130 millions de dollars afin de répondre aux besoins de rénovations fonctionnelles, c'est-à-dire les travaux de réaménagement et de transformation requis pour améliorer la qualité des services, ce qui portera graduellement l'enveloppe annuelle consacrée au maintien d'actifs pour la santé et les services sociaux à 503 millions de dollars par année en 2007-2008.*

### **3. SE PRÉPARER À FAIRE FACE AUX DÉFIS DE DEMAIN**

*La modernisation de l'État représente également l'un des grands objectifs poursuivis par le gouvernement. Il s'agit essentiellement de maintenir et d'améliorer les services à la population tout en gardant un contrôle sur la croissance globale des dépenses, et ce, par une amélioration du fonctionnement du gouvernement et une augmentation de son efficacité.*

*C'est dans cette perspective qu'a été dévoilé, en mai 2004, le Plan de modernisation 2004-2007, qui contient des mesures concrètes à réaliser dans les différents secteurs d'activité du gouvernement. Ces mesures ont pour objectifs :*

- *de recentrer l'État sur ses missions essentielles : santé, savoir, prospérité, sécurité et identité;*
- *d'offrir des services publics de qualité;*
- *d'augmenter la productivité de l'État;*
- *d'ouvrir l'État aux partenariats avec les municipalités, les organismes communautaires et les entreprises privées.*

*Un premier bilan de mise en œuvre de ce plan est en préparation et sera rendu public incessamment. Il fera notamment état des gestes concrets qui ont été posés au cours de la dernière année.*

*Ainsi, dans le secteur de la santé et des services sociaux, les mesures mises en place ont permis notamment :*

- *la création de 95 centres de santé et de services sociaux, adaptés à la réalité des régions qu'ils desservent;*
- *la réduction de 42 % du nombre d'établissements publics, par fusions ou regroupements, faisant passer le nombre de 339 à 195;*
- *l'abolition de 115 postes de directeur général d'établissement de santé, soit une réduction de 38 %;*
- *la mise en place de quatre réseaux universitaires intégrés en vue d'améliorer l'accès aux services aux citoyens.*

*Parmi les autres initiatives du gouvernement qui figureront au bilan et qui méritent d'être soulignées, mentionnons :*

- *le Service québécois de changement d'adresse, le portail de services aux entreprises, le guichet unique des transporteurs et le système électronique d'appels d'offres, qui sont de nouveaux services en ligne qui améliorent grandement les services aux citoyens;*



- *la politique-cadre sur les partenariats public-privé et la Loi sur l'Agence des partenariats public-privé du Québec, afin de soutenir l'émergence et l'encadrement des partenariats;*
- *la Loi sur Services Québec qui vise la mise en place d'un guichet unique de services pour les citoyens et les entreprises;*
- *le projet de loi sur la création du Centre de services administratifs qui permettra la mise en commun de nombreux services administratifs, afin de dégager à terme d'importantes économies tout en améliorant l'efficacité de l'administration publique.*

#### *L'EXAMEN DES ORGANISMES DU GOUVERNEMENT*

*Une des mesures identifiées dans le Plan de modernisation 2004-2007 en vue d'alléger les structures consiste à procéder à l'examen de 188 organismes, soit une soixantaine annuellement.*

*En effet, comme nous l'avons déjà mentionné, une meilleure gestion des dépenses publiques passe obligatoirement par un réexamen des organismes existants, afin de les rendre plus efficaces, de mettre fin aux doublages et de simplifier les structures mises en place pour rendre des services à la population.*

*Dans ce contexte, un groupe de travail avait pour mandat d'examiner un premier groupe de 60 organismes en 2004-2005. Les résultats de ces travaux seront dévoilés sous peu et la mise en œuvre des recommandations devrait nous permettre d'aller plus loin dans la mise en place d'une gestion véritablement centrée sur l'optimisation des ressources.*

*De plus, en conformité avec nos engagements, nous rendrons publique prochainement la liste d'une soixantaine d'organismes additionnels qui seront soumis à l'examen en 2005-2006.*



## LA PLANIFICATION DES RESSOURCES HUMAINES

*La qualité des services rendus par l'État québécois repose avant tout sur ses ressources humaines. Moderniser l'État commande une meilleure planification de la main-d'œuvre et des mesures d'accompagnement et de soutien du personnel dans son adaptation aux nouveaux besoins des citoyens et des entreprises.*

*Ainsi, nous devons être en mesure de répondre aux changements démographiques déjà en cours, en adaptant l'offre de services aux réalités d'aujourd'hui et en assurant le transfert du savoir et de l'expertise des nombreux employés qui quitteront la fonction publique au cours des prochaines années. Le gouvernement est grandement préoccupé par la préparation de la relève et le transfert des connaissances. Les ministères et organismes ont été conviés, à l'occasion d'un exercice de gestion prévisionnelle pluriannuelle de main-d'œuvre, à développer un plan visant à assurer le transfert des connaissances et des expertises au sein de leur organisation.*

*Finalement, malgré les mesures mises en place au cours des dernières années, la fonction publique continue de ne pas refléter suffisamment la diversité du Québec. Devant ce constat, le gouvernement a intensifié ses efforts, ce qui a eu pour effet de faire passer de 5,7 % à 13,3 % le taux d'embauche des membres des groupes cibles au cours de la dernière année. Bien que ces résultats soient encourageants, des efforts additionnels devront être faits à ce chapitre.*

## RÉVISION DE LA LOI SUR L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

*Comme le prévoit la législation, le gouvernement procédera à l'évaluation de la Loi sur l'administration publique, adoptée en 2000, et en fera le bilan au cours de l'automne 2005. Il est toutefois déjà acquis que certaines dispositions de la loi devront être revues, notamment afin de renforcer les mécanismes de gestion par résultats, de promouvoir l'évaluation systématique des programmes, de renforcer le contrôle et la gestion des risques et d'associer davantage les parlementaires à l'évaluation et à l'application de la Loi, comme c'est le cas dans d'autres juridictions.*

#### **4. LE RÈGLEMENT DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**

*Dès notre arrivée au pouvoir, nous avons rapidement annoncé nos couleurs en matière d'équité salariale. Ainsi, après avoir décidé de ne pas en appeler du jugement de la Cour supérieure invalidant le chapitre IX de la Loi sur l'équité salariale, nous nous sommes promptement mis à la tâche avec les partenaires syndicaux afin de poursuivre les travaux visant un règlement de cette question, incluant un aménagement à la loi qui a permis de poursuivre les travaux déjà entrepris.*

*Le règlement de la question de l'équité salariale est au centre des priorités du gouvernement en matière de relations de travail. C'est d'ailleurs le gouvernement libéral de Robert Bourassa qui, le premier, a reconnu le problème de l'équité salariale et entrepris de le régler. C'est ainsi que les différents redressements salariaux effectués à partir de 1990 à l'égard de l'équité salariale représentent, en 2005-2006, une somme annuelle de près de 800 millions de dollars et un déboursé cumulatif de près de 8 milliards de dollars.*

*De nombreux efforts ont été consacrés au cours de la dernière année afin d'accélérer les travaux. Notre volonté d'en arriver à un règlement n'a jamais été aussi forte et je demeure confiante quant aux possibilités de voir ce dossier connaître un dénouement satisfaisant pour l'ensemble des parties dans un avenir rapproché.*



## CONCLUSION

*Tout au cours des deux premières années de notre mandat, nous nous sommes efforcés d'éviter le piège budgétaire dans lequel le Québec menaçait de s'enliser. Aujourd'hui, je suis heureuse d'annoncer que ce piège sera bientôt derrière nous. Au prix de nombreux efforts et de décisions parfois difficiles, nous sommes parvenus à freiner la croissance de nos dépenses et nous pouvons en être fiers.*

*Mais il nous faut demeurer prudents si nous souhaitons poursuivre dans cette voie. Nombreuses sont les occasions où nous pourrions être tentés de déroger aux orientations que nous nous sommes fixées. Les pressions sont grandes et nous sommes confrontés au quotidien à des demandes qui, si nous les acceptions toutes, mettraient en péril nos équilibres financiers.*

*Or, nous sommes confiants que le budget proposé saura répondre aux priorités des citoyens du Québec. En investissant massivement dans les secteurs névralgiques que sont la santé et les services sociaux et l'éducation, nous respectons nos engagements et la volonté des Québécoises et des Québécois. Seulement pour le secteur de la santé, nous avons consenti à allouer des budgets additionnels de près de 3 milliards de dollars depuis avril 2003. Et c'est sans compter le 1,2 milliard de dollars d'investissements pour de nouvelles infrastructures qui seront réalisées au cours des prochaines années et le 1,6 milliard de dollars qui s'y ajouteront pour la construction des hôpitaux universitaires dans la région de Montréal.*

*Nous avons également augmenté de façon importante le budget du secteur de l'éducation, du loisir et du sport. La croissance moyenne de ce secteur depuis 2002-2003 atteint 345 millions de dollars, comparativement à une croissance moyenne de 107 millions de dollars au cours de la période allant de 1994-1995 à 2002-2003. Depuis avril 2003, le réinvestissement en santé et en éducation atteint donc près de 4 milliards de dollars, soit un niveau jamais atteint sur une si courte période.*



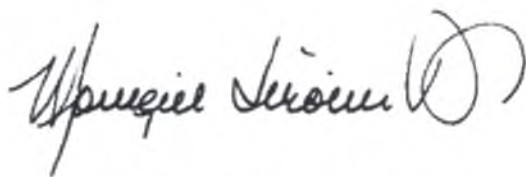
*Or, le défi a été de réussir à réinvestir massivement dans ces secteurs sans couper dans les autres programmes et sans réduire les services à la population, ce que nous sommes parvenus à faire. Nous respectons nos engagements et nous réinvestissons de façon importante, notamment dans les secteurs de la famille, des aînés et de la condition féminine, des affaires municipales et des régions, des transports, des ressources naturelles et de la faune et de la culture.*

*Ce budget prépare également le Québec à faire face aux défis de demain. Des investissements majeurs sont réalisés dans nos infrastructures publiques. Je suis confiante que la nouvelle politique d'investissements annoncée nous permettra d'assurer le maintien en bon état de nos équipements publics, et ce, pour les générations à venir.*

*Notre gouvernement a compris que l'amélioration des services publics ne se limite pas à injecter de nouveaux fonds dans les différents secteurs. Voilà pourquoi nous avons mis en place une vaste opération de modernisation de l'État. Des efforts de rationalisation importants ont été entrepris et commencent à porter fruits. Nous demeurons convaincus qu'il est possible de mieux utiliser les ressources disponibles dans le secteur public en vue d'améliorer la qualité et l'accessibilité des services à la population.*

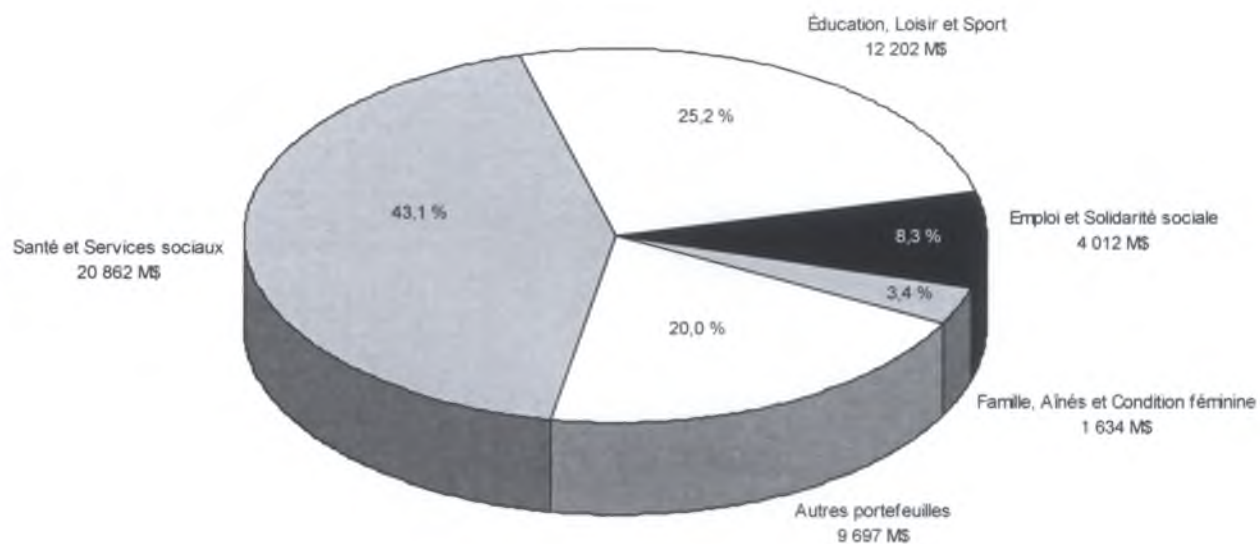
*De nombreux défis attendent le gouvernement au cours des mois et des années à venir. Le renouvellement des conventions collectives et le règlement de l'équité salariale occasionneront des pressions additionnelles sur les finances publiques. Voilà pourquoi nous avons déposé un cadre financier conforme à la capacité de payer des citoyennes et des citoyens du Québec.*

*Les Québécois exigent, avec raison, que le gouvernement gère leur argent avec rigueur et discipline. Ils veulent que les sommes versées à l'État servent avant toute chose à répondre aux priorités qu'ils ont identifiées. Finalement, ils s'attendent à ce que le gouvernement respecte ses engagements actuels mais qu'il prépare également le Québec à faire face aux défis de demain. Voilà ce que nous leur offrons aujourd'hui avec ce budget.*

A handwritten signature in black ink, reading "Monique Jérôme-Forget". The signature is fluid and cursive, with a large, stylized "M" and "J" at the beginning.

MONIQUE JÉRÔME-FORGET

**RÉPARTITION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES DE 48 407 MILLIONS DE DOLLARS EN 2005-2006**







## CHAPITRE 1

### LE BUDGET DE DÉPENSES 2005-2006

---

#### **EN BREF**

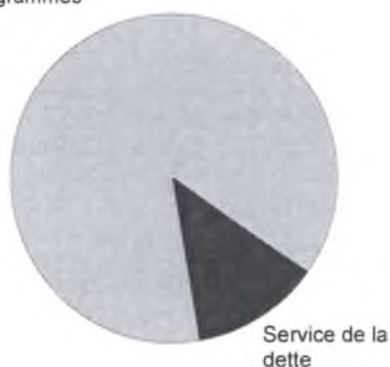
- En 2005-2006, les dépenses de programmes s'élèvent à 48 407,0 M\$ et le service de la dette s'établit à 6 995,0 M\$, pour des dépenses gouvernementales totales de 55 402,0 M\$.
- La croissance des dépenses de programmes est de 1 664,8 M\$ par rapport à 2004-2005, soit une croissance de 3,6 %.
- Près de 70 % de la croissance des dépenses de programmes est allouée à la santé et à l'éducation :
  - 49,6 % au portefeuille « Santé et Services sociaux »;
  - 19,3 % au portefeuille « Éducation, Loisir et Sport ».
- Le poids des dépenses de programmes dans l'économie québécoise décroît encore cette année pour s'établir à 17,3 %, comparativement à 17,5 % en 2004-2005.

## 1. LE BUDGET DE DÉPENSES 2005-2006

- Le budget de dépenses du gouvernement 2005-2006 totalise 55 402,0 M\$ :
  - Un montant de 48 407,0 M\$ est alloué aux dépenses de programmes;
  - Le service de la dette représente 6 995,0 M\$.
- La croissance des dépenses de programmes s'établit à 3,6 % par rapport à l'exercice précédent alors que le service de la dette est en hausse de 1,8 %, pour une croissance des dépenses totales de 3,3 %.
  - La croissance de 127,0 M\$ du service de la dette, lequel comprend le service de la dette directe et les intérêts au titre des régimes de retraite, s'explique principalement par la hausse prévue des taux d'intérêt.
- Pour chaque dollar de revenu des contribuables québécois en 2005-2006, plus de 87 cents seront utilisés pour les dépenses de programmes et près de 13 cents assureront le financement du service de la dette.

**Graphique 1.1 RÉPARTITION ET CROISSANCE DES DÉPENSES EN 2005-2006**

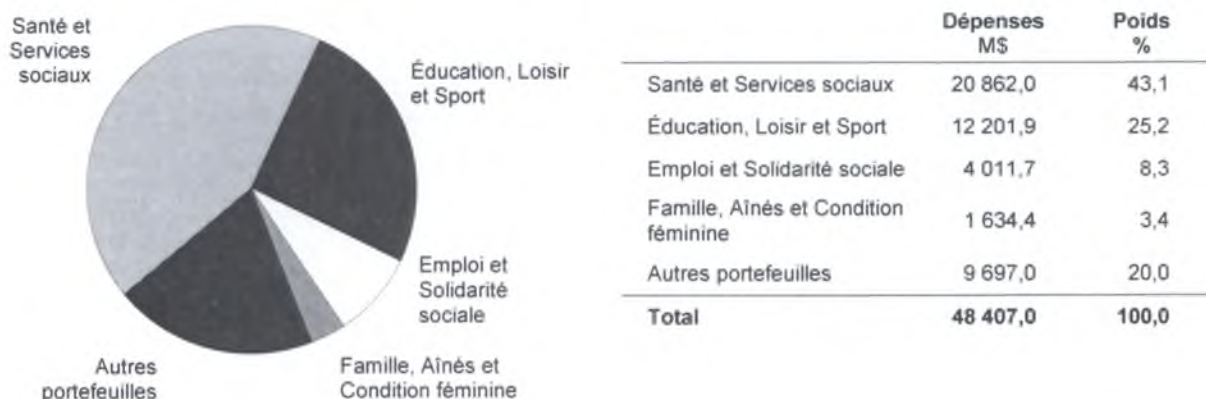
Dépenses de programmes



|                         | Dépenses<br>M\$ | Poids<br>%   | Croissance<br>% |
|-------------------------|-----------------|--------------|-----------------|
| Dépenses de programmes  | 48 407,0        | 87,4         | 3,6             |
| Service de la dette     | 6 995,0         | 12,6         | 1,8             |
| <b>Dépenses totales</b> | <b>55 402,0</b> | <b>100,0</b> | <b>3,3</b>      |



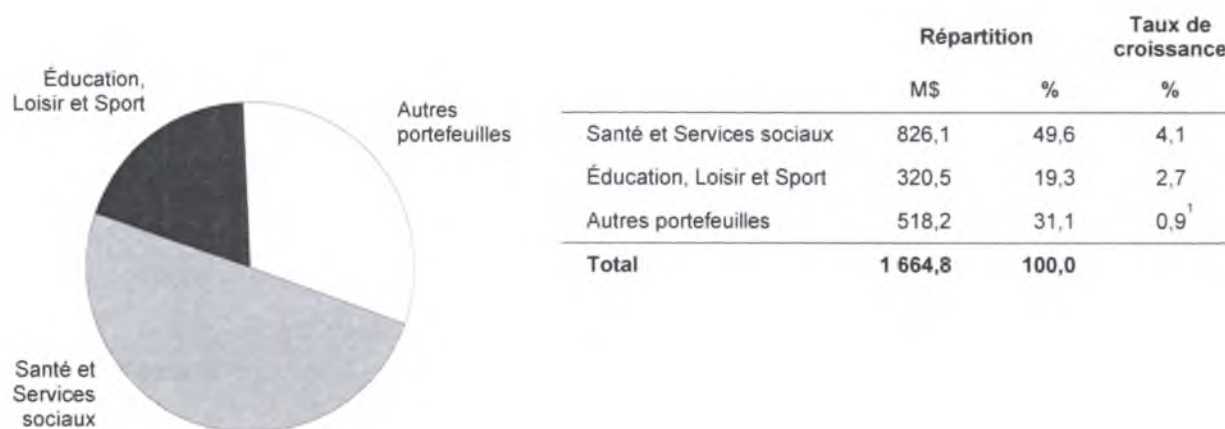
- Quatre portefeuilles totalisent 80,0 % des dépenses de programmes en 2005-2006 :
  - Le portefeuille « Santé et Services sociaux », dont le budget est de 20 862,0 M\$, compte pour 43,1 % des dépenses de programmes;
  - Le portefeuille « Éducation, Loisir et Sport » avec un budget de 12 201,9 M\$, représente 25,2 % des dépenses de programmes;
  - Le portefeuille « Emploi et Solidarité sociale » dont le budget est de 4 011,7 M\$, constitue 8,3 % des dépenses de programmes. Ce portefeuille a pour mission de favoriser la promotion de l'emploi, le développement de la main-d'œuvre, l'amélioration du fonctionnement du marché du travail, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et d'assurer un soutien financier aux personnes démunies;
  - Le portefeuille « Famille, Aînés et Condition féminine » avec un budget de 1 634,4 M\$, soit 3,4 % des dépenses de programmes. Ce portefeuille a pour mission de favoriser le mieux-être des familles et le développement des enfants, la contribution sociale, civique, économique et professionnelle des aînés au développement du Québec et l'égalité entre les femmes et les hommes.
- Les autres portefeuilles représentent, dans leur ensemble, 20,0 % des dépenses de programmes, soit 9 697,0 M\$ et comprennent principalement :
  - 1 808,3 M\$ au portefeuille « Transports » qui a pour mission d'assurer la mobilité des personnes et des marchandises par des systèmes de transport efficaces et sécuritaires qui contribuent au développement durable du Québec;
  - 1 776,0 M\$ au portefeuille « Affaires municipales et Régions » qui veille notamment à mettre en place et à maintenir un cadre de vie et de services municipaux et supralocaux de qualité pour l'ensemble des citoyens, de même qu'à favoriser le partenariat avec les acteurs du développement régional.

**Graphique 1.2 RÉPARTITION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES EN 2005-2006**

## 2. LA VARIATION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES EN 2005-2006

- ❑ Les dépenses de programmes totalisent 48 407,0 M\$ en 2005-2006, en hausse de 3,6 % ou 1 664,8 M\$ par rapport à 2004-2005.
- ❑ Près de 70,0 % de la croissance 2005-2006 est attribuée à la santé et à l'éducation, secteurs prioritaires du gouvernement en matière de dépenses de programmes :
  - 49,6 % de la croissance totale des dépenses de programmes est destinée au portefeuille « Santé et services sociaux », pour une croissance de 826,1 M\$ ou 4,1 % par rapport à 2004-2005;
  - 19,3 % de la croissance est allouée au portefeuille « Éducation, Loisir et Sport », soit 320,5 M\$ par rapport à l'année précédente ou 2,7 %.
- ❑ Les autres portefeuilles sont globalement en hausse de 518,2 M\$ soit 31,1 % de la croissance totale des dépenses de programmes. En excluant les sommes de 381,0 M\$ prévues au Fonds de suppléance, la hausse s'établit à 137,2 M\$, pour une croissance de 0,9 %.

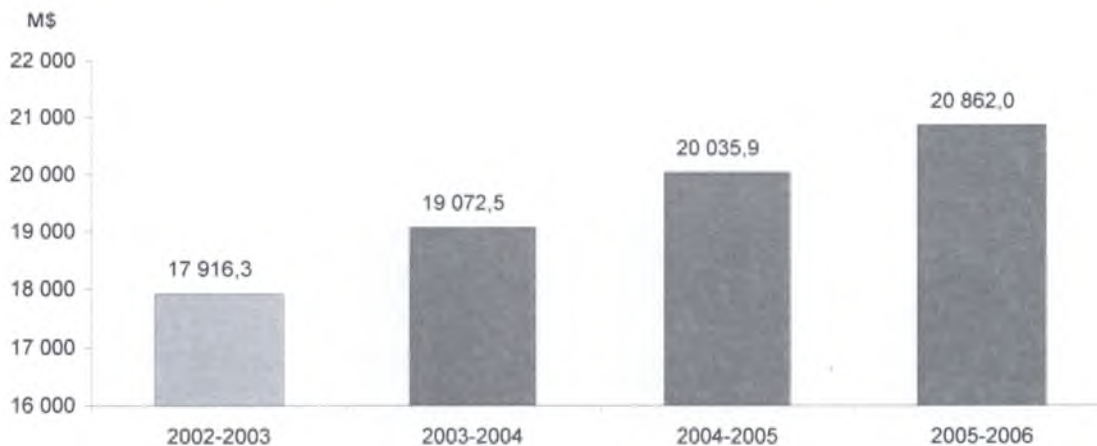
**Graphique 1.3 RÉPARTITION DE LA CROISSANCE DES DÉPENSES DE PROGRAMMES EN 2005-2006 PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ**



<sup>1</sup> En tenant compte des sommes de 381,0 M\$ prévues au Fonds de suppléance, le taux de croissance s'établit ainsi à 3,5 %.

**SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX :****HAUSSE DE 826,1 M\$ DU BUDGET DE DÉPENSES**

- ❑ L'augmentation allouée au secteur de la santé atteint, depuis trois ans, 2 945,7 M\$. En 2005-2006, la croissance s'élève à 826,1 M\$, soit 4,1 % par rapport à 2004-2005.
- ❑ En 2005-2006, la croissance de 826,1 M\$ allouée au secteur de la santé et des services sociaux permet :
  - De couvrir la totalité des coûts associés à la croissance structurelle des dépenses;
  - D'assurer le développement et la mise à niveau des services pour les clientèles vulnérables;
  - De réviser les bases budgétaires des établissements afin de les aider à retrouver l'équilibre budgétaire d'ici la fin de l'exercice financier 2006-2007;
  - De mettre en œuvre les plans d'action sur les services dispensés aux personnes âgées et aux personnes souffrant de troubles mentaux.

**Graphique 1.4 ÉVOLUTION DES DÉPENSES EN SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX DEPUIS 2002-2003**

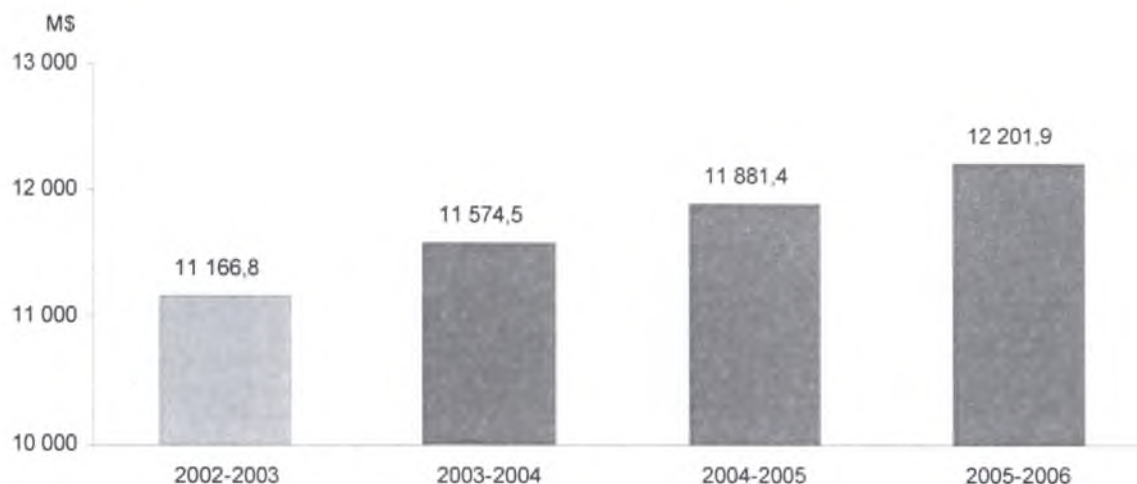


## ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT :

### HAUSSE DE 320,5 M\$ DU BUDGET DE DÉPENSES

- ❑ Les dépenses allouées au secteur de l'éducation s'établissent à 12 201,9 M\$ en 2005-2006, soit une croissance de 2,7 %.
- ❑ Les sommes additionnelles consacrées en éducation servent principalement :
  - Au maintien de la qualité des services éducatifs par le financement des facteurs de croissance dans les réseaux de l'éducation et à la poursuite des investissements entrepris au cours de la dernière année, et ce, pour une meilleure réussite des élèves et des étudiants;
  - Au respect des engagements pris envers les étudiants quant au programme d'aide financière aux études d'un montant de 70,0 M\$ au cours de l'année d'attribution 2005-2006. L'ajout atteindra 103,0 M\$ en 2006-2007;
  - Au programme d'aide aux devoirs qui est maintenu et bonifié d'un montant additionnel de 10,0 M\$ en 2005-2006.

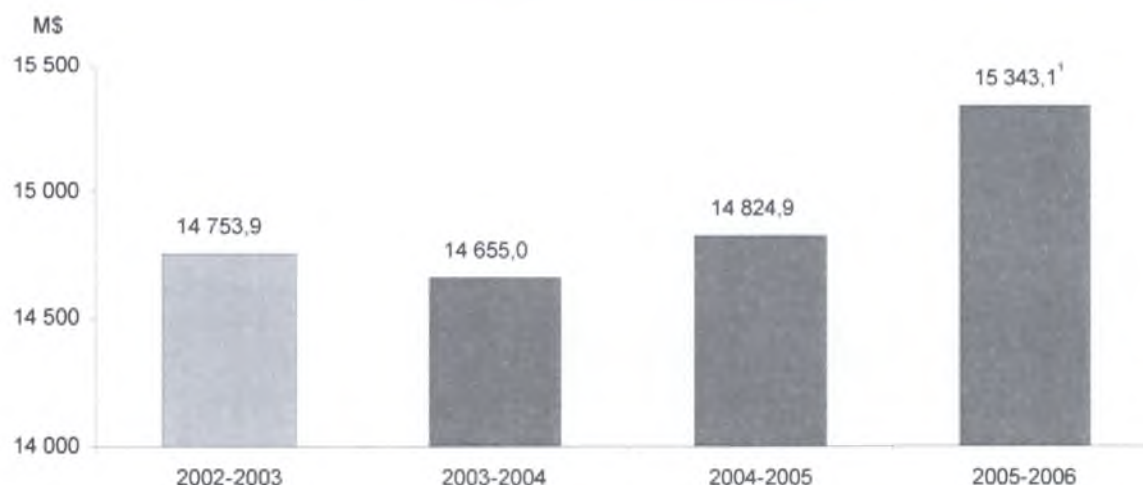
**Graphique 1.5 ÉVOLUTION DES DÉPENSES EN ÉDUCATION DEPUIS 2002-2003**



## AUTRES PORTEFEUILLES

- Le budget alloué aux autres portefeuilles en 2005-2006 totalise 15 343,1 M\$, soit une augmentation de 518,2 M\$ par rapport à 2004-2005. En excluant les sommes de 381,0 M\$ prévues au Fonds de suppléance, la hausse s'établit à 137,2 M\$, pour une croissance de 0,9 %.
- Certains portefeuilles bénéficient d'augmentations pour tenir compte de facteurs spécifiques :
  - 151,8 M\$ au portefeuille « Transports » essentiellement attribués à la croissance du service de la dette reliée aux infrastructures routières, à la suite d'investissements réalisés sur le réseau routier;
  - 134,3 M\$ au portefeuille « Famille, Aînés et Condition féminine » afin notamment de compléter le développement de 200 000 places de garde à contribution réduite au 31 mars 2006;
  - 136,9 M\$ au portefeuille « Affaires municipales et Régions » visant principalement à financer la hausse importante des transferts aux municipalités dans le cadre du Pacte fiscal et des compensations tenant lieu de taxes.
- Les rationalisations dans les autres ministères ont essentiellement été effectuées dans les coûts de fonctionnement des ministères et organismes et au moyen de l'attrition de l'effectif de la fonction publique. Les économies récurrentes qui en résultent sont de l'ordre de 350,0 M\$ en 2005-2006.

**Graphique 1.6 ÉVOLUTION DES DÉPENSES DANS LES AUTRES PORTEFEUILLES DEPUIS 2002-2003**



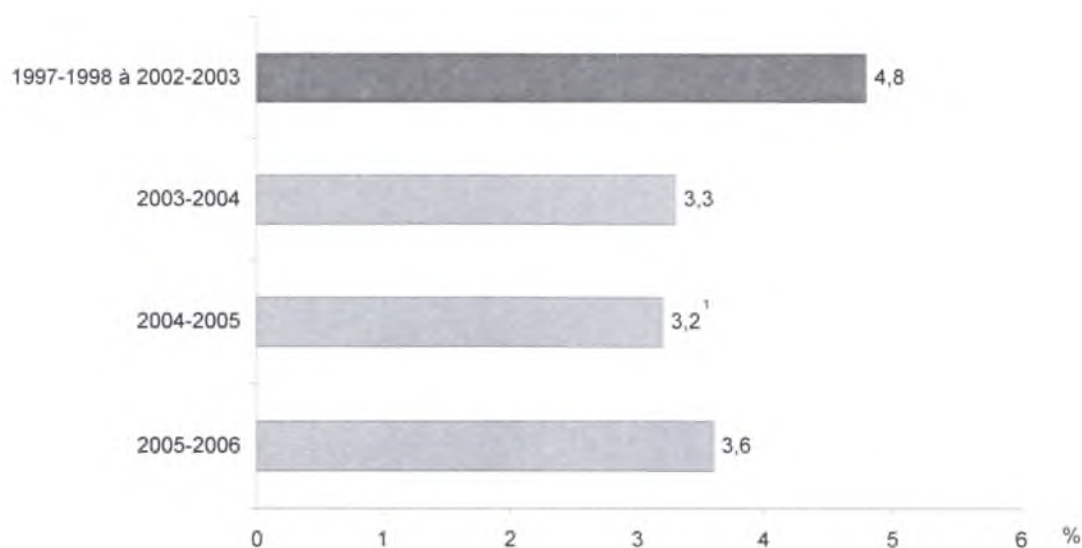
<sup>1</sup> Le budget des autres portefeuilles s'élève à 14 962,1 M\$ en excluant la somme de 381,0 M\$ prévue au Fonds de suppléance.

## ANNEXE 1.1

### TAUX DE CROISSANCE DES DÉPENSES DE PROGRAMMES DEPUIS 1997-1998

- Au cours des trois dernières années, la croissance des dépenses de programmes a été inférieure à la moyenne observée au cours des années 1997-1998 à 2002-2003. En 2005-2006, le taux de croissance des dépenses de programmes s'élève à 3,6 %.

**Graphique 1.7** TAUX DE CROISSANCE DES DÉPENSES DE PROGRAMMES DEPUIS 1997-1998



<sup>1</sup> La croissance initialement prévue de 2,9 % est révisée à 3,2 % en raison des redressements effectués à la structure budgétaire à la suite des changements apportés à la politique familiale le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

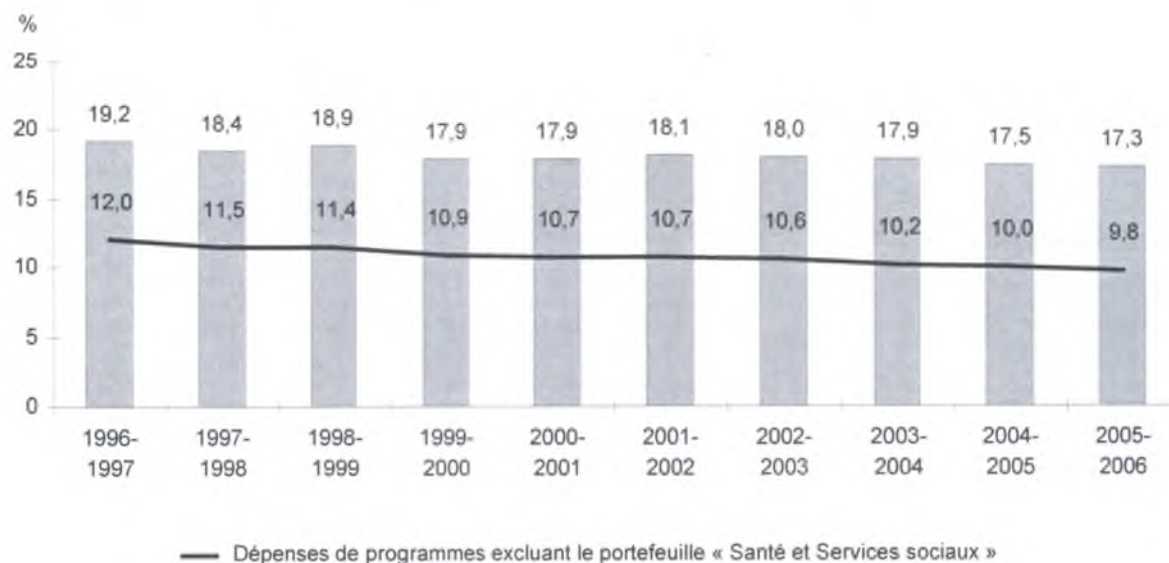


## ANNEXE 1.2

## ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES EN POURCENTAGE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

- Le poids des dépenses de programmes dans l'économie devrait s'établir à 17,3 % en 2005-2006, ce qui représente une baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport à l'exercice financier 2004-2005.
- Par ailleurs, le poids des dépenses de programmes dans le PIB serait ramené à 9,8 % en excluant les dépenses allouées au portefeuille « Santé et Services sociaux » en 2005-2006.

**Graphique 1.8** ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES EN POURCENTAGE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT



## ANNEXE 1.3

VARIATION ENTRE LE BUDGET DE DÉPENSES 2005-2006 ET LA DÉPENSE PROBABLE 2004-2005 <sup>1</sup>

|                                                            | Budget de dépenses<br>2005-2006 | Dépense probable <sup>2</sup><br>2004-2005 | Variation      |                     |
|------------------------------------------------------------|---------------------------------|--------------------------------------------|----------------|---------------------|
|                                                            | M\$                             | M\$                                        | M\$            | %                   |
| Assemblée nationale <sup>3</sup>                           | 94,8                            | 94,3                                       | 0,5            | 0,5                 |
| Personnes désignées par l'Assemblée nationale <sup>3</sup> | 55,8                            | 57,5                                       | (1,7)          | (3,0)               |
| Affaires municipales et Régions                            | 1 776,0                         | 1 639,1                                    | 136,9          | 8,4                 |
| Agriculture, Pêcheries et Alimentation                     | 653,1                           | 660,1                                      | (7,0)          | (1,1)               |
| Conseil du trésor et Administration gouvernementale        | 808,0                           | 435,2                                      | 372,8          | (1,9) <sup>5</sup>  |
| Conseil exécutif                                           | 250,8                           | 219,2                                      | 31,6           | (1,7) <sup>6</sup>  |
| Culture et Communications                                  | 535,9                           | 521,5                                      | 14,4           | 2,5 <sup>7</sup>    |
| Développement durable, Environnement et Parcs              | 177,9                           | 183,1                                      | (5,2)          | (2,8)               |
| Développement économique, Innovation et Exportation        | 576,4                           | 582,4                                      | (6,0)          | (1,0) <sup>8</sup>  |
| Éducation, Loisir et Sport                                 | 12 201,9                        | 11 881,4                                   | 320,5          | 2,7                 |
| Emploi et Solidarité sociale                               | 4 011,7                         | 4 083,2                                    | (71,5)         | (2,2) <sup>9</sup>  |
| Famille, Aînés et Condition féminine                       | 1 634,4                         | 1 500,1                                    | 134,3          | 9,0                 |
| Finances <sup>4</sup>                                      | 213,7                           | 148,8                                      | 64,9           | (4,5) <sup>10</sup> |
| Immigration et Communautés culturelles                     | 99,3                            | 107,0                                      | (7,7)          | (7,2)               |
| Justice                                                    | 612,5                           | 633,2                                      | (20,7)         | (3,3)               |
| Relations internationales                                  | 99,6                            | 97,6                                       | 2,0            | 2,0                 |
| Ressources naturelles et Faune                             | 390,9                           | 379,5                                      | 11,4           | 3,0                 |
| Revenu                                                     | 602,6                           | 622,0                                      | (19,4)         | (3,1)               |
| Santé et Services sociaux                                  | 20 862,0                        | 20 035,9                                   | 826,1          | 4,1                 |
| Sécurité publique                                          | 906,3                           | 940,4                                      | (34,1)         | (3,6)               |
| Services gouvernementaux                                   | 53,9                            | 43,8                                       | 10,1           | 0,9 <sup>11</sup>   |
| Tourisme                                                   | 138,6                           | 146,0                                      | (7,4)          | (5,1)               |
| Transports                                                 | 1 808,3                         | 1 656,5                                    | 151,8          | 9,2                 |
| Travail                                                    | 63,7                            | 74,6                                       | (10,9)         | (14,6)              |
| Crédits périmés escomptés                                  | (150,0)                         | —                                          | (150,0)        | —                   |
| Crédits reportés en 2006-2007                              | (71,2)                          | —                                          | (71,2)         | —                   |
| <b>DÉPENSES DE PROGRAMMES</b>                              | <b>48 407,0</b>                 | <b>46 742,2</b>                            | <b>1 664,8</b> | <b>3,6</b>          |
| <b>SERVICE DE LA DETTE</b>                                 | <b>6 995,0</b>                  | <b>6 868,0</b>                             | <b>127,0</b>   | <b>1,8</b>          |
| <b>DÉPENSES TOTALES</b>                                    | <b>55 402,0</b>                 | <b>53 610,2</b>                            | <b>1 791,8</b> | <b>3,3</b>          |

Note : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total.



## SOMMAIRE DES DÉPENSES – RÉFÉRENCES

- <sup>1</sup> Les données portent uniquement sur le budget de dépenses et ne comprennent pas, par conséquent, les organismes autres que budgétaires, les fonds spéciaux et les comptes à fin déterminée. Elles excluent en outre les supercatégories « Immobilisations » et « Prêts, Placements et Avances » comprises dans le budget d'investissements apparaissant au Volume II du Budget de dépenses 2005-2006.
- <sup>2</sup> Les dépenses de programmes sont présentées selon la structure budgétaire 2005-2006. Elles incluent les changements intervenus dans la présentation des portefeuilles ainsi que les redressements aux portefeuilles « Emploi et Solidarité sociale » et « Familles, Aînés et Condition féminine » pour tenir compte des mesures d'aide financière qui sont comptabilisées en déduction des revenus budgétaires depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005.
- <sup>3</sup> Les informations portant sur les crédits, les dépenses et les plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées par cette dernière se retrouvent dans le Volume I.
- <sup>4</sup> Pour les fins de ce tableau, le service de la dette gouvernementale est exclu des dépenses du portefeuille « Finances ». Au Volume II du Budget de dépenses 2005-2006 et dans les plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes, les dépenses du portefeuille « Finances » incorporent le service de la dette.
- <sup>5</sup> Au portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale », le pourcentage de variation a été calculé en excluant du budget de dépenses 2005-2006 le programme « Fonds de suppléance ».
- <sup>6</sup> Au portefeuille « Conseil exécutif », le pourcentage de variation a été calculé en excluant du budget de dépenses 2005-2006 la provision pour la réalisation de projets de communications gouvernementales.
- <sup>7</sup> Au portefeuille « Culture et Communications », le pourcentage de variation a été calculé en excluant du budget de dépenses 2005-2006 la provision pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française.
- <sup>8</sup> Au portefeuille « Développement économique, Innovation et Exportation », le pourcentage de variation a été calculé en incluant au budget de dépenses 2005-2006 la provision visant à accroître les investissements dans le cadre du programme FAIRE et la provision pour appuyer la réalisation de projets stratégiques d'investissements puisque la plupart des transferts se font à l'intérieur du portefeuille.
- <sup>9</sup> Au portefeuille « Emploi et Solidarité sociale », le pourcentage de variation a été calculé en excluant du budget de dépenses 2005-2006 la provision pour la réalisation de projets de création d'emploi pour étudiants, la provision pour la réalisation de projets favorisant l'insertion, la formation et l'aide à l'emploi et la provision pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financières en mesure d'aide à l'emploi.
- <sup>10</sup> Au portefeuille « Finances », le pourcentage de variation a été calculé en excluant du budget de dépenses 2005-2006 la provision pour des initiatives concernant les revenus.
- <sup>11</sup> Au portefeuille « Services gouvernementaux », le pourcentage de variation a été calculé en excluant du budget de dépenses 2005-2006 la provision pour la réalisation de projets reliés au gouvernement électronique.

## Notes

Concernant les références 5 à 11, une provision est un élément de programmes pour laquelle la loi sur les crédits donne au Conseil du trésor le pouvoir d'autoriser le transfert d'une partie d'un crédit entre programmes ou portefeuilles pour les objets et, s'il y a lieu, selon les conditions qui sont prévus au budget de dépenses.

Les montants relatifs aux provisions sont inclus au budget de dépenses, mais sont exclus de la dépense probable d'un même portefeuille puisque celle-ci a généralement été réalisée dans un autre portefeuille.





### LES RÉSULTATS DE L'EXERCICE FINANCIER 2004-2005

---

#### **EN BREF**

- Les dépenses totales du gouvernement devraient s'établir, pour l'exercice financier 2004-2005, à 53 610,2 M\$. Elles ont été revues à la baisse de 71,0 M\$ depuis le dépôt du Budget de dépenses 2004-2005 en raison de la baisse du coût du service de la dette.
- Les dépenses de programmes s'élèvent à 46 742,2 M\$, conformément à la cible qui avait été établie au dépôt du Budget de dépenses 2004-2005, ce qui représente une augmentation de 3,2 % par rapport à l'exercice financier précédent. Le service de la dette connaît également une hausse de 3,2 % par rapport à l'exercice 2003-2004.

## 1. LA VARIATION DES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT EN 2004-2005

- ❑ Les dépenses totales du gouvernement encourues au cours de l'exercice financier 2004-2005 devraient s'établir à 53 610,2 M\$, en hausse de 1 653,5 M\$ ou 3,2 % par rapport à l'exercice financier précédent.
- ❑ Les dépenses de programmes sont en hausse de 3,2 % et s'élèvent à 46 742,2 M\$, comparativement à 45 301,4 M\$ en 2003-2004. Pour une seconde année consécutive, le gouvernement atteint la cible budgétaire qu'il s'était fixée.
- ❑ Le service de la dette s'élève à 6 868,0 M\$, ce qui représente une hausse de 3,2 % par rapport à 2003-2004.

**Tableau 2.1** SOMMAIRE DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES

|                                     | 2003-2004       | 2004-2005       | Variation      |            |
|-------------------------------------|-----------------|-----------------|----------------|------------|
|                                     | M\$             | M\$             | M\$            | %          |
| Dépenses de programmes <sup>1</sup> | 45 301,4        | 46 742,2        | 1 440,8        | 3,2        |
| Service de la dette                 | 6 655,3         | 6 868,0         | 212,7          | 3,2        |
| <b>DÉPENSES TOTALES</b>             | <b>51 956,7</b> | <b>53 610,2</b> | <b>1 653,5</b> | <b>3,2</b> |

<sup>1</sup> Les dépenses de programmes sont présentées selon la structure budgétaire 2005-2006. Elles incluent les changements intervenus dans la présentation des portefeuilles ainsi que les redressements aux portefeuilles « Emploi et Solidarité sociale » et « Familles, Aînés et Condition féminine » pour tenir compte des mesures d'aide financière qui sont comptabilisées en déduction des revenus budgétaires depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005.



## 2. L'ÉVOLUTION DE LA PRÉVISION DES DÉPENSES TOTALES EN 2004-2005

- Les dépenses totales du gouvernement devraient s'établir, pour l'exercice financier 2004-2005, à 53 610,2 M\$, soit une baisse de 71,0 M\$ par rapport à la prévision de dépenses totales apparaissant au Budget de dépenses 2004-2005.
- En ce qui concerne les dépenses de programmes, des dépenses additionnelles ont été enregistrées en cours d'exercice. Ces dépenses se retrouvent dans quelques portefeuilles, notamment :
  - 55,4 M\$ au ministère de la Sécurité publique découlant principalement des programmes d'aide aux sinistrés ainsi que des opérations extraordinaires de la Sûreté du Québec;
  - 49,1 M\$ au ministère de la Justice attribuables d'une part, à la hausse de la clientèle du programme d'indemnisation des victimes d'actes criminels et, d'autre part, à l'entente de principe conclue avec les juristes de l'État;
  - 14,2 M\$ au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles essentiellement pour la mise en place du Plan d'action Des valeurs partagées, des intérêts communs.
- Ces dépenses additionnelles ont été pour l'essentiel financées par le Fonds de suppléance, qui se retrouve au portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale », ou compensées par des dépenses moindres à divers autres postes budgétaires.
- La prévision du service de la dette a été revue à la baisse de 71,0 M\$. Cette baisse reflète pour l'essentiel des taux d'intérêt plus faibles que prévus.

**Tableau 2.2 ÉVOLUTION DE LA PRÉVISION DE DÉPENSES 2004-2005**

|                                        | Dépenses de programmes | Service de la dette | Dépenses totales |
|----------------------------------------|------------------------|---------------------|------------------|
|                                        | M\$                    | M\$                 | M\$              |
| Budget de dépenses 2004-2005           | 47 151,0               | 6 939,0             | 54 090,0         |
| Redressement <sup>1</sup>              | (408,8)                | —                   | (408,8)          |
| Budget de dépenses 2004-2005 redressé  | 46 742,2               | 6 939,0             | 53 681,2         |
| PLUS :                                 |                        |                     |                  |
| Sécurité publique                      | 55,4                   | —                   | 55,4             |
| Justice                                | 49,1                   | —                   | 49,1             |
| Immigration et Communautés culturelles | 14,2                   | —                   | 14,2             |
| Autres variations                      | (118,7)                | (71,0)              | (189,7)          |
| <b>DÉPENSE PROBABLE</b>                | <b>46 742,2</b>        | <b>6 868,0</b>      | <b>53 610,2</b>  |

<sup>1</sup> Les dépenses de programmes sont présentées selon la structure budgétaire 2005-2006. Elles incluent les changements intervenus dans la présentation des portefeuilles ainsi que les redressements aux portefeuilles « Emploi et Solidarité sociale » et « Familles, Aînés et Condition féminine » pour tenir compte des mesures d'aide financière qui sont comptabilisées en déduction des revenus budgétaires depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

### 3. L'ÉVOLUTION DES CRÉDITS AUTORISÉS EN 2004-2005

- ❑ En début d'exercice financier, les crédits totaux présentés à l'Assemblée nationale s'établissaient à 54 971,8 M\$, soit 48 032,8 M\$ pour les dépenses de programmes et 6 939,0 M\$ pour le service de la dette.
- ❑ Les crédits permanents ont été inférieurs de 10,2 M\$ à ceux prévus en début d'exercice. Cette baisse est due à diverses variations survenues au cours de l'exercice financier, dont :
  - Une baisse de 71,0 M\$ du service de la dette qui reflète des taux d'intérêt plus faibles que prévus;
  - Une augmentation de 60,8 M\$ des crédits permanents touchant les dépenses de programmes en raison principalement de la hausse du coût des régimes de retraite.
- ❑ Les crédits 2003-2004 effectivement reportés en 2004-2005 sont supérieurs de 50,9 M\$ par rapport à la prévision initiale. Ils s'établissent ainsi à 96,2 M\$.
- ❑ Les crédits non dépensés s'élèvent à 295,9 M\$ et résultent notamment d'une réduction des dépenses de fonctionnement et de dépenses moindres à divers postes budgétaires.

**Tableau 2.3** CONCIATION ENTRE LES CRÉDITS ET LA DÉPENSE PROBABLE 2004-2005

|                                                      | Dépenses de programmes <sup>1</sup> | Service de la dette | Dépenses totales |
|------------------------------------------------------|-------------------------------------|---------------------|------------------|
|                                                      | M\$                                 | M\$                 | M\$              |
| CRÉDITS INITIAUX                                     | 48 032,8                            | 6 939,0             | 54 971,8         |
| Crédits permanents : variation                       | 60,8                                | (71,0)              | (10,2)           |
| Crédits 2003-2004 reportés en 2004-2005 : variation  | 50,9                                | —                   | 50,9             |
| <b>CRÉDITS TOTAUX</b>                                | <b>48 144,5</b>                     | <b>6 868,0</b>      | <b>55 012,5</b>  |
| MOINS : Crédits affectés au budget d'investissements | (1 318,3)                           | —                   | (1 318,3)        |
| MOINS : Crédits non dépensés                         | (295,9)                             | —                   | (295,9)          |
| PLUS : Dépenses d'amortissement                      | 211,9                               | —                   | 211,9            |
| <b>DÉPENSE PROBABLE</b>                              | <b>46 742,2</b>                     | <b>6 868,0</b>      | <b>53 610,2</b>  |

<sup>1</sup> Les dépenses de programmes sont présentées selon la structure budgétaire 2005-2006. Elles incluent les changements intervenus dans la présentation des portefeuilles ainsi que les redressements aux portefeuilles « Emploi et Solidarité sociale » et « Familles, Aînés et Condition féminine » pour tenir compte des mesures d'aide financière qui sont comptabilisées en déduction des revenus budgétaires depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005.



### LA RÉPARTITION DU BUDGET DE DÉPENSES 2005-2006 PAR GRANDES CATÉGORIES ET PAR BÉNÉFICIAIRES

---

#### **EN BREF**

- Le budget de dépenses du gouvernement s'élève à 55 402,0 M\$ en 2005-2006, dont :
  - 48 407,0 M\$ aux dépenses de programmes, soit 87,4 %;
  - 6 995,0 M\$ au service de la dette, soit 12,6 %.
- La santé et l'éducation constituent les priorités du gouvernement. Ces secteurs représentent 68,3 % des dépenses de programmes, la plus grande partie étant versée aux établissements de santé et de services sociaux ainsi qu'aux institutions d'enseignement.
- La rémunération représente 55,9 % des dépenses de programmes.
- Les dépenses de support totalisent 10 679,8 M\$ :
  - Plus de la moitié, soit 5 445,6 M\$, est destinée aux personnes, par l'entremise de différents programmes tels les programmes d'aide au transport scolaire, d'aide financière aux études, les mesures d'aide à l'emploi ou encore le soutien financier aux agriculteurs.



## 1. VUE D'ENSEMBLE DE LA RÉPARTITION DES DÉPENSES

### RÉPARTITION DES DÉPENSES SELON LES SUPERCATÉGORIES

- Les dépenses du gouvernement totalisent 55 402,0 M\$ en 2005-2006. Elles se répartissent de la manière suivante :
  - 74,4 % aux dépenses de « Transfert »;
  - 12,6 % au service de la dette gouvernementale;
  - 13,0 % aux autres supercatégories, dont les supercatégories relatives aux dépenses de fonctionnement et aux fonds spéciaux.
- Aux Volumes I et II du Budget de dépenses 2005-2006, les dépenses de chacun des portefeuilles sont ventilées par supercatégories. De plus, les dépenses des supercatégories « Transfert » sont réparties par catégories et par bénéficiaires.

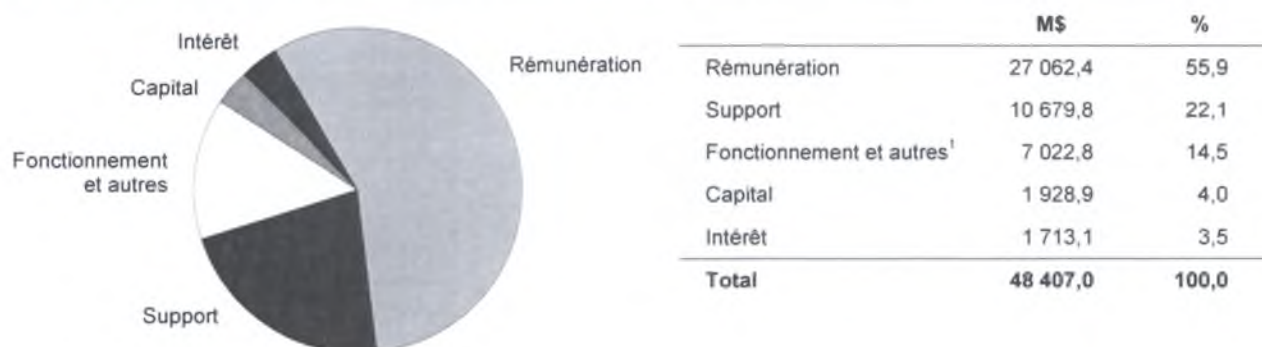
**Tableau 3.1 BUDGET DE DÉPENSES 2005-2006 PAR SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES**

| SUPERCATÉGORIES                 | CATÉGORIES      |                |                |                |                 |              | Total           |
|---------------------------------|-----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|--------------|-----------------|
|                                 | Rémunération    | Fonctionnement | Capital        | Intérêt        | Support         | Autres       |                 |
|                                 | M\$             | M\$            | M\$            | M\$            | M\$             | M\$          | M\$             |
| Rémunération                    | 2 830,4         | -              | -              | -              | -               | -            | 2 830,4         |
| Fonctionnement                  | -               | 2 209,7        | -              | -              | -               | -            | 2 209,7         |
| Transfert                       | 23 765,2        | 4 671,8        | 1 518,8        | 1 411,2        | 9 835,3         | -            | 41 202,3        |
| Affectation à un fonds spécial  | 466,8           | 145,8          | 410,1          | 301,9          | 844,5           | -            | 2 169,1         |
| Créances douteuses et autres    | -               | -              | -              | -              | -               | 216,7        | 216,7           |
| Crédits périmés escomptés       | -               | -              | -              | -              | -               | (150,0)      | (150,0)         |
| Reports de crédits en 2006-2007 | -               | -              | -              | -              | -               | (71,2)       | (71,2)          |
| Dépenses de programmes          | 27 062,4        | 7 027,3        | 1 928,9        | 1 713,1        | 10 679,8        | (4,5)        | 48 407,0        |
| Service de la dette             | -               | -              | -              | 6 995,0        | -               | -            | 6 995,0         |
| <b>TOTAL</b>                    | <b>27 062,4</b> | <b>7 027,3</b> | <b>1 928,9</b> | <b>8 708,1</b> | <b>10 679,8</b> | <b>(4,5)</b> | <b>55 402,0</b> |

### RÉPARTITION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES SELON LES CATÉGORIES

- ❑ Les dépenses de programmes totalisent 48 407,0 M\$, soit 87,4 % des dépenses du gouvernement en 2005-2006.
- ❑ Ventilées par catégories, les dépenses de programmes se répartissent comme suit :
  - 27 062,4 M\$ aux dépenses liées à la rémunération, soit 55,9 %;
  - 10 679,8 M\$, soit 22,1 % aux dépenses concernant le support aux personnes, entreprises, organismes publics et parapublics et autres partenaires du gouvernement;
  - 7 022,8 M\$, soit 14,5 %, aux dépenses de fonctionnement et autres;
  - 1 928,9 M\$, soit 4,0 %, aux dépenses de capital;
  - 1 713,1 M\$ aux dépenses d'intérêt sur la dette imputable aux dépenses de programmes, soit 3,5 %.
- ❑ Les catégories de dépenses permettent de représenter les dépenses selon leur nature et leur importance relative. La nature des catégories de dépenses est présentée à l'annexe 3.1. De plus, la répartition des dépenses par catégories, pour chaque portefeuille, est présentée à l'annexe 3.2.

**Graphique 3.1 DÉPENSES DE PROGRAMMES 2005-2006 PAR CATÉGORIES**

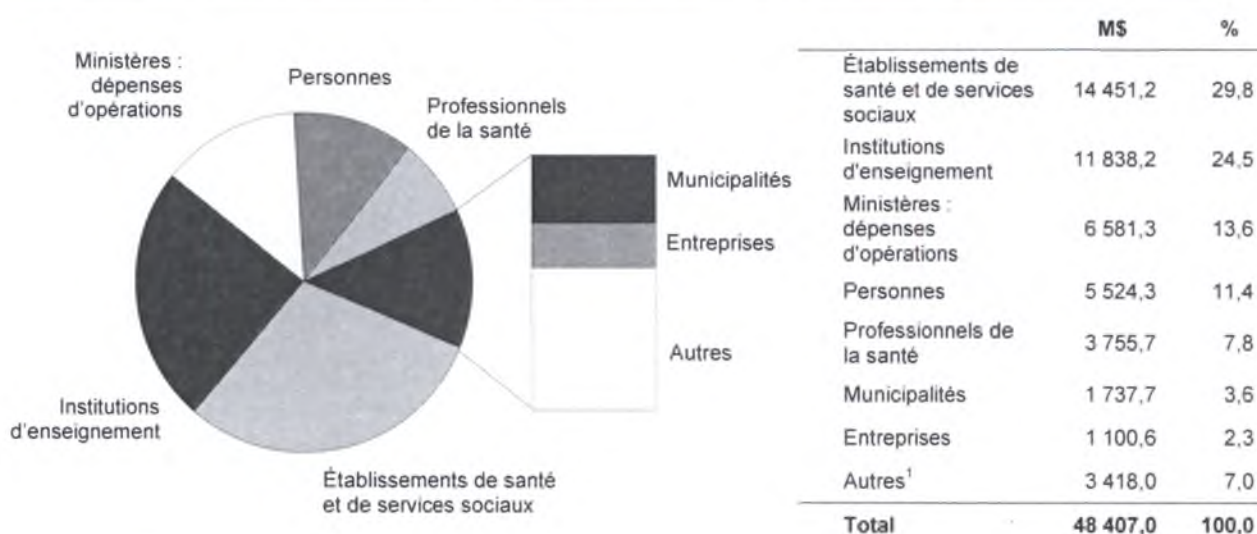


<sup>1</sup> Comprend, outre les dépenses de fonctionnement, les variations aux provisions pour créances douteuses, les crédits périmés escomptés, les crédits reportés en 2006-2007 et autres.

## RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR BÉNÉFICIAIRES

- ❑ Les établissements du réseau de la santé et des services sociaux, avec 14 451,2 M\$, ainsi que les institutions d'enseignement, avec 11 838,2 M\$, sont les bénéficiaires de 54,3 % des dépenses de programmes prévues en 2005-2006.
- ❑ Les dépenses d'opérations des ministères, avec 6 581,3 M\$, représentent 13,6 % des dépenses de programmes.
- ❑ Les dépenses destinées aux personnes comptent pour 5 524,3 M\$, soit 11,4 % des dépenses de programmes.
- ❑ La rémunération des professionnels de la santé s'élève à 3 755,7 M\$ et représente 7,8 % des dépenses de programmes.
- ❑ Les dépenses affectées aux divers autres bénéficiaires, soit les municipalités, les entreprises, les organismes à but non lucratif et les entreprises et organismes d'État totalisent 6 256,3 M\$, soit 12,9 % des dépenses de programmes.

Graphique 3.2 DÉPENSES DE PROGRAMMES 2005-2006 PAR BÉNÉFICIAIRES



<sup>1</sup> Comprend, outre les autres bénéficiaires, les crédits périmés escomptés et les crédits reportés en 2006-2007.



- La répartition des dépenses par bénéficiaires est présentée pour chaque portefeuille à l'annexe 3.3.

**Tableau 3.2** RÉPARTITION PAR BÉNÉFICIAIRES DES DÉPENSES DE PROGRAMMES PRÉVUES EN 2005-2006

|                                                | Santé et<br>Services<br>sociaux | Éducation,<br>Loisir et Sport | Emploi et<br>Solidarité<br>sociale | Autres<br>ministères | Autres         | Total           |
|------------------------------------------------|---------------------------------|-------------------------------|------------------------------------|----------------------|----------------|-----------------|
|                                                | M\$                             | M\$                           | M\$                                | M\$                  |                | M\$             |
| Ministères : dépenses d'opérations             | 144,4                           | 184,2                         | 504,8                              | 5 747,9              | -              | 6 581,3         |
| Établissements de santé et de services sociaux | 14 393,6                        | -                             | -                                  | 57,6                 | -              | 14 451,2        |
| Professionnels de la santé                     | 3 755,7                         | -                             | -                                  | -                    | -              | 3 755,7         |
| Institutions d'enseignement                    | -                               | 11 616,8                      | 92,3                               | 129,1                | -              | 11 838,2        |
| Aide aux personnes                             | 1 816,9                         | 283,7                         | 3 063,6                            | 360,1                | -              | 5 524,3         |
| Aide aux entreprises                           | 147,7                           | -                             | 69,1                               | 883,8                | -              | 1 100,6         |
| Aide aux municipalités                         | -                               | 1,4                           | -                                  | 1 736,3              | -              | 1 737,7         |
| Autres bénéficiaires                           | 603,7                           | 115,8                         | 281,9                              | 2 637,8              | -              | 3 639,2         |
| Crédits périmés escomptés                      | -                               | -                             | -                                  | -                    | (150,0)        | (150,0)         |
| Reports de crédits en 2006-2007                | -                               | -                             | -                                  | -                    | (71,2)         | (71,2)          |
| <b>DÉPENSES DE PROGRAMMES</b>                  | <b>20 862,0</b>                 | <b>12 201,9</b>               | <b>4 011,7</b>                     | <b>11 552,6</b>      | <b>(221,2)</b> | <b>48 407,0</b> |

## 2. LES DÉPENSES POUR LA RÉMUNÉRATION

- Les dépenses prévues pour la rémunération s'élèvent à 27 062,4 M\$ en 2005-2006, soit 55,9 % des dépenses de programmes.
  - Les établissements de santé et de services sociaux et les institutions des réseaux de l'éducation se partagent respectivement 38,7 % et 33,3 % du total des dépenses de rémunération;
  - Les professionnels de la santé reçoivent pour leur part, 13,9 % des dépenses de rémunération tandis que la part revenant au personnel des ministères se chiffre à 12,2 %.
- Les dépenses affectées à la rémunération sont en hausse de 506,9 M\$ par rapport à 2004-2005. Cet accroissement résulte principalement des variations suivantes :
  - Dans le secteur de la santé et des services sociaux, une augmentation de 386,0 M\$ résultant des sommes allouées pour répondre aux besoins de services liés au vieillissement de la population et pour la progression dans les échelles salariales. La hausse est également tributaire de la croissance du programme d'assurance médicaments dont une partie couvre les honoraires des pharmaciens;
  - Dans les réseaux de l'éducation, une hausse de 185,4 M\$ découlant notamment de l'impact de la hausse de la clientèle dans le réseau universitaire ainsi que de l'entente concernant la rémunération des enseignants basée sur la reconnaissance du 40 heures/semaine;

**Graphique 3.3 DÉPENSES POUR LA RÉMUNÉRATION EN 2005-2006 PAR BÉNÉFICIAIRES**



- Dans les ministères et autres bénéficiaires, une diminution de 64,5 M\$ attribuable entre autres à la mise en place du Plan de gestion des ressources humaines qui prévoit le remplacement de 50 % des départs à la retraite.

**Tableau 3.3 DÉPENSES PRÉVUES POUR LA RÉMUNÉRATION EN 2005-2006<sup>1</sup>**

|                                                | Salaires        | Contributions d'employeur |                |                | Total           |
|------------------------------------------------|-----------------|---------------------------|----------------|----------------|-----------------|
|                                                |                 | Régimes de retraite       | Autres         | Sous-total     |                 |
|                                                | M\$             | M\$                       | M\$            | M\$            | M\$             |
| <b>SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX</b>               |                 |                           |                |                |                 |
| Ministère                                      | 54,9            | -                         | 5,9            | 5,9            | 60,8            |
| Établissements de santé et de services sociaux | 8 892,7         | 589,4                     | 1 001,8        | 1 591,2        | 10 483,9        |
| Professionnels de la santé                     | 3 755,7         | -                         | -              | -              | 3 755,7         |
| Autres bénéficiaires                           | 110,6           | -                         | 7,5            | 7,5            | 118,1           |
|                                                | 12 813,9        | 589,4                     | 1 015,2        | 1 604,6        | 14 418,5        |
| <b>ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT</b>              |                 |                           |                |                |                 |
| Ministère                                      | 82,7            | -                         | 8,7            | 8,7            | 91,4            |
| Institutions d'enseignement                    | 7 510,4         | 672,4                     | 827,2          | 1 499,6        | 9 010,0         |
| Autres bénéficiaires                           | 9,9             | -                         | 1,1            | 1,1            | 11,0            |
|                                                | 7 603,0         | 672,4                     | 837,0          | 1 509,4        | 9 112,4         |
| <b>EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE</b>            |                 |                           |                |                |                 |
| Ministère                                      | 286,0           | -                         | 32,4           | 32,4           | 318,4           |
| Autres bénéficiaires                           | 7,2             | -                         | 0,9            | 0,9            | 8,1             |
|                                                | 293,2           | -                         | 33,3           | 33,3           | 326,5           |
| <b>AUTRES</b>                                  |                 |                           |                |                |                 |
| Ministères                                     | 2 272,9         | 280,2                     | 273,9          | 554,1          | 2 827,0         |
| Autres bénéficiaires                           | 322,9           | 22,8                      | 32,3           | 55,1           | 378,0           |
|                                                | 2 595,8         | 303,0                     | 306,2          | 609,2          | 3 205,0         |
| <b>TOTAL</b>                                   | <b>23 305,9</b> | <b>1 564,8</b>            | <b>2 191,7</b> | <b>3 756,5</b> | <b>27 062,4</b> |
| DÉPENSES COMPARATIVES 2004-2005                | 22 882,7        | 1 557,0                   | 2 115,8        | 3 672,8        | 26 555,5        |

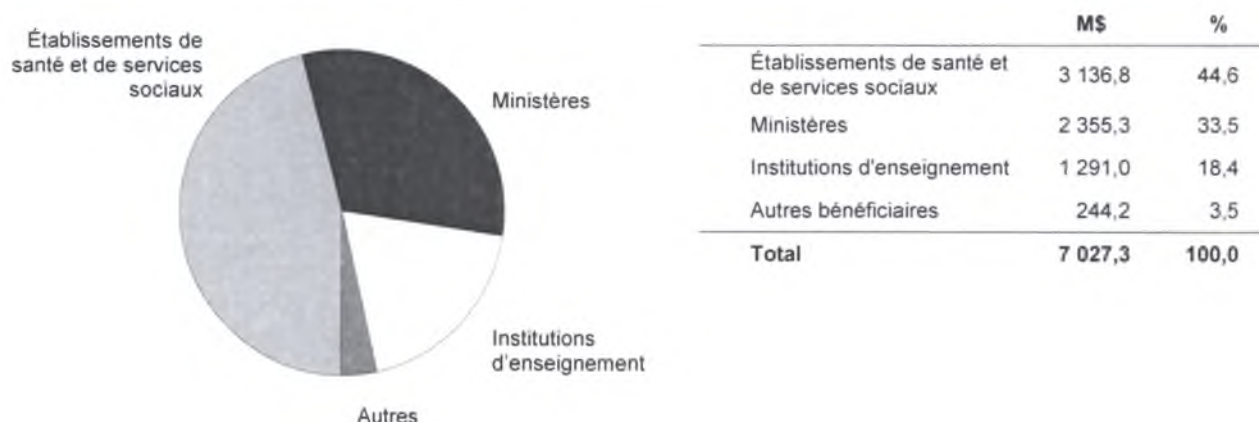
<sup>1</sup> Comprend les crédits de la supercatégorie « Rémunération » et de la catégorie « Rémunération » des supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial ».



### 3. LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

- ❑ Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 7 027,3 M\$ en 2005-2006, comparativement à 6 501,5 M\$ en 2004-2005, une augmentation de 529,8 M\$.
- ❑ 44,6 % de ces dépenses sont attribuées aux établissements de santé et de services sociaux et 18,4 % aux institutions d'enseignement, soit respectivement 3 136,8 M\$ et 1 291,0 M\$. Elles comprennent notamment, pour ces réseaux, les dépenses de soutien et d'administration.
- ❑ L'augmentation de 525,9 M\$ résulte principalement des variations suivantes :
  - Dans le secteur de la santé et des services sociaux, une augmentation de 193,8 M\$ découlant notamment du financement de la croissance du coût des services à la population, de la poursuite du rétablissement des enveloppes budgétaires des établissements et de l'indexation des dépenses;
  - Dans le secteur de l'éducation, une augmentation de 91,4 M\$ résultant entre autres de besoins additionnels reliés à la croissance de la clientèle au réseau universitaire;
  - Au portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale », une augmentation de 287,2 M\$ attribuable essentiellement à une hausse de 282,0 M\$ du niveau du Fonds de suppléance. Le Fonds de suppléance vise à pourvoir aux dépenses additionnelles encourues dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux.

**Graphique 3.4 DÉPENSES POUR LE FONCTIONNEMENT EN 2005-2006**



- De leur côté, les dépenses de fonctionnement des ministères et organismes ont augmenté de 240,7 M\$. Celles-ci diminuent toutefois d'un montant de 106,0 M\$ lorsque sont exclues les variations du Fonds de suppléance et celles des dépenses d'amortissement incluant le remboursement du capital au Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier.

— Cette baisse reflète, en partie, les efforts de rationalisation des ministères et organismes qui totalisent 358,0 M\$, en considérant également les diminutions aux dépenses de rémunération de 64,5 M\$ et la partie de ces économies qui a été réinvestie dans les programmes et les services.

**Tableau 3.4 DÉPENSES PRÉVUES POUR LE FONCTIONNEMENT EN 2005-2006**

|                                                         | Fonctionnement <sup>1</sup> | Transfert      |               | Total          |
|---------------------------------------------------------|-----------------------------|----------------|---------------|----------------|
|                                                         | M\$                         | Réseaux<br>M\$ | Autres<br>M\$ | M\$            |
| <b>SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX</b>                        |                             |                |               |                |
| Ministère                                               | 83,6                        | -              | -             | 83,6           |
| Aide aux établissements de santé et de services sociaux | -                           | 3 136,8        | -             | 3 136,8        |
| Autres bénéficiaires                                    | -                           | -              | 90,3          | 90,3           |
|                                                         | 83,6                        | 3 136,8        | 90,3          | 3 310,7        |
| <b>ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT</b>                       |                             |                |               |                |
| Ministère                                               | 62,5                        | -              | -             | 62,5           |
| Aide aux institutions d'enseignement                    | -                           | 1 291,0        | -             | 1 291,0        |
| Autres bénéficiaires                                    | -                           | -              | 5,3           | 5,3            |
|                                                         | 62,5                        | 1 291,0        | 5,3           | 1 358,8        |
| <b>EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE</b>                     |                             |                |               |                |
| Ministère                                               | 142,3                       | -              | -             | 142,3          |
| Autres bénéficiaires                                    | -                           | -              | 2,0           | 2,0            |
|                                                         | 142,3                       | -              | 2,0           | 144,3          |
| <b>AUTRES</b>                                           |                             |                |               |                |
| Ministères                                              | 2 066,9                     | -              | -             | 2 066,9        |
| Autres bénéficiaires                                    | -                           | -              | 146,6         | 146,6          |
|                                                         | 2 066,9                     | -              | 146,6         | 2 213,6        |
| <b>TOTAL</b>                                            | <b>2 355,3</b>              | <b>4 427,8</b> | <b>244,2</b>  | <b>7 027,3</b> |
| DÉPENSES COMPARATIVES 2004-2005                         | 2 115,6                     | 4 142,7        | 243,2         | 6 501,5        |

<sup>1</sup> Incluant les dépenses de la catégorie « Fonctionnement » de la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial »



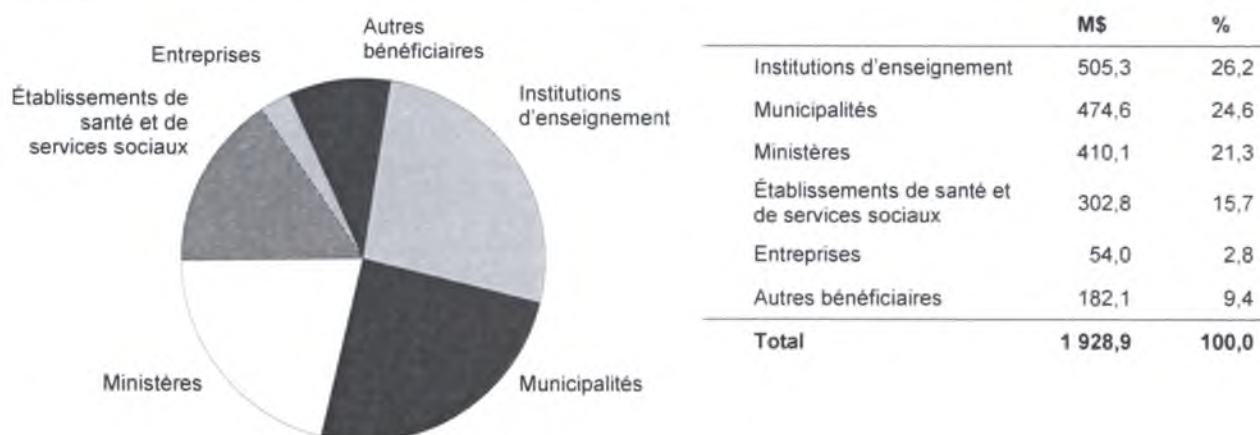
#### 4. LES DÉPENSES DE CAPITAL

- ❑ Les dépenses prévues pour le capital totalisent 1 928,9 M\$ en 2005-2006, soit 249,6 M\$ de plus que l'exercice précédent.
- ❑ 15,7 % de ces dépenses sont attribuées aux établissements de santé et de services sociaux et 26,2 % aux institutions d'enseignement, soit respectivement 302,8 M\$ et 505,3 M\$.
- ❑ Les dépenses de capital sont allouées suivant trois modes d'intervention utilisés par le gouvernement : les dépenses affectées en capital aux fonds spéciaux, le remboursement du principal et les subventions pour des fins d'immobilisations.

##### DÉPENSES AFFECTÉES EN CAPITAL AUX FONDS SPÉCIAUX

- ❑ Les dépenses affectées en capital aux fonds spéciaux représentent 21,3 % de l'ensemble des dépenses en 2005-2006.
- ❑ Les sommes allouées pour les dépenses de capital des fonds augmentent de 48,1 M\$, passant de 362,0 M\$ en 2004-2005 à 410,1 M\$ en 2005-2006.
- ❑ Cette variation s'explique essentiellement par une augmentation de 53,6 M\$ de la contribution gouvernement en dépenses de capital au Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier, visant la conservation des chaussées et des structures, de même que l'amélioration et le développement du réseau routier.

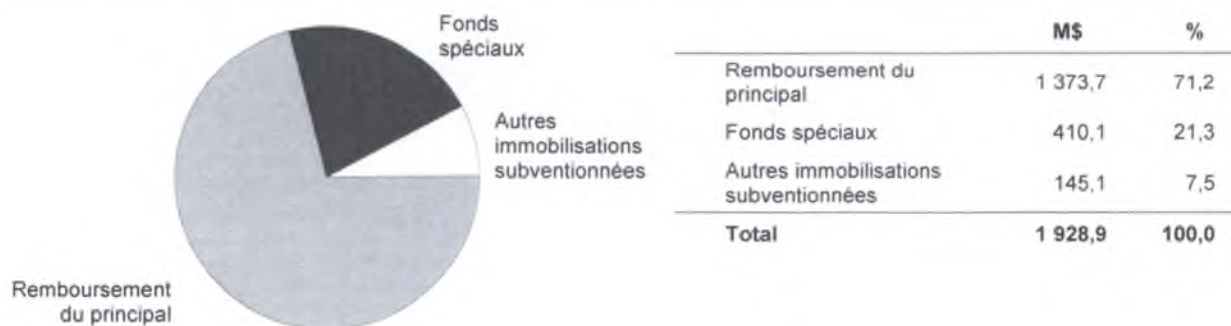
**Graphique 3.5 DÉPENSES DE CAPITAL PRÉVUES EN 2005-2006 PAR BÉNÉFICIAIRES**





**DÉPENSES POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL**

- Les dépenses servant au remboursement du principal sur la dette subventionnée représentent 71,2 % de l'ensemble des dépenses de capital en 2005-2006.
- Elles passent de 1 143,8 M\$ en 2004-2005 à 1 373,7 M\$ en 2005-2006, soit une hausse de 229,9 M\$ qui s'explique principalement de la façon suivante :
  - Une augmentation de 141,1 M\$ au portefeuille « Affaires municipales et Régions » attribuable aux sommes requises pour permettre le respect des engagements gouvernementaux en matière d'assainissements des eaux;
  - Au portefeuille « Éducation, Loisir et Sport », une croissance de 38,4 M\$ reflétant le financement des dépenses d'investissements autorisées dans les réseaux;
  - Dans le secteur de la santé et des services sociaux, une hausse de 19,3 M\$ s'expliquant notamment par les travaux de construction réalisés dans le cadre des plans d'investissements pour les établissements de santé et de services sociaux;
  - Au portefeuille « Transports », une augmentation de 28,1 M\$ principalement attribuable au financement des dépenses d'investissements publics en immobilisations à l'égard du transport en commun.

**Graphique 3.6 DÉPENSES DE CAPITAL PRÉVUES EN 2005-2006 RÉPARTIES SELON LES MODES D'INTERVENTION**

**AUTRES IMMOBILISATIONS SUBVENTIONNÉES**

- ❑ Les subventions pour des fins d'immobilisations comptent pour 7,5 % de l'ensemble des dépenses de capital en 2005-2006.
- ❑ Ces subventions passent de 173,5 M\$ en 2004-2005 à 145,1 M\$ en 2005-2006, en hausse de 28,4 M\$. Elles sont principalement destinées aux entreprises et aux municipalités qui représentent 72,5 % de ces dépenses.

**Tableau 3.5 DÉPENSES DE CAPITAL PRÉVUES EN 2005-2006 PAR BÉNÉFICIAIRES**

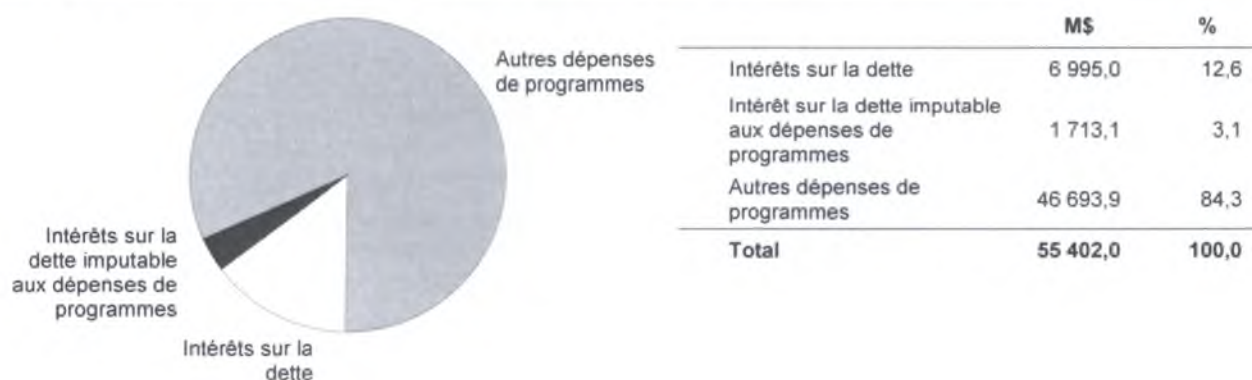
|                                                | Fonds spéciaux <sup>1</sup> | Immobilisations subventionnées |              | Total          |
|------------------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------|--------------|----------------|
|                                                |                             | Remboursement<br>du principal  | Autres       |                |
|                                                | M\$                         | M\$                            | M\$          | M\$            |
| <b>SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX</b>               |                             |                                |              |                |
| Établissements de santé et de services sociaux | -                           | 286,4                          | 16,4         | 302,8          |
| Autres bénéficiaires                           | -                           | -                              | 4,2          | 4,2            |
|                                                | -                           | 286,4                          | 20,6         | 307,0          |
| <b>ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT</b>              |                             |                                |              |                |
| Institutions d'enseignement                    | -                           | 486,5                          | 18,8         | 505,3          |
| Autres bénéficiaires                           | -                           | 1,4                            | 0,9          | 2,3            |
|                                                | -                           | 487,9                          | 19,7         | 507,6          |
| <b>AUTRES</b>                                  |                             |                                |              |                |
| Ministères                                     | 410,1                       | -                              | -            | 410,1          |
| Aide aux entreprises                           | -                           | 7,6                            | 46,4         | 54,0           |
| Aide aux municipalités                         | -                           | 423,6                          | 51,0         | 474,6          |
| Autres bénéficiaires                           | -                           | 168,2                          | 7,4          | 175,6          |
|                                                | 410,1                       | 599,4                          | 104,8        | 1 114,3        |
| <b>TOTAL</b>                                   | <b>410,1</b>                | <b>1 373,7</b>                 | <b>145,1</b> | <b>1 928,9</b> |
| DÉPENSES COMPARATIVES 2004-2005                | 362,0                       | 1 143,8                        | 173,5        | 1 679,3        |

<sup>1</sup> Incluant les dépenses de la catégorie « Capital » des supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial ».

## 5. LES DÉPENSES D'INTÉRÊT

- ❑ Les dépenses d'intérêt assumées par le gouvernement s'élèvent à 8 708,1 M\$ pour l'exercice financier 2005-2006, comparativement à 8 594,2 M\$ pour l'exercice précédent.
- ❑ Elles représentent 15,7 % de l'ensemble des dépenses prévues en 2005-2006.
- ❑ Les dépenses d'intérêt assumées par le gouvernement se répartissent ainsi :
  - 12,6 %, soit 6 995,0 M\$, aux dépenses d'intérêt prévues sur la dette du fonds consolidé du revenu;
  - 3,1 %, soit 1 713,1 M\$, aux dépenses affectées au service de la dette imputable aux dépenses de programmes.

**Graphique 3.7 DÉPENSES D'INTÉRÊT DANS LES DÉPENSES TOTALES EN 2005-2006**



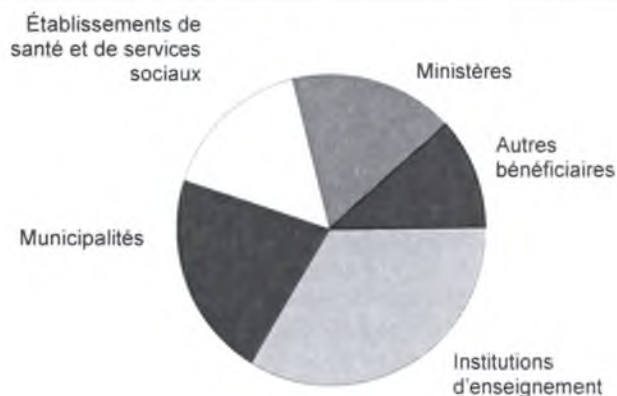


**INTÉRÊTS SUR LA DETTE DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU**

- ❑ Les dépenses d'intérêt sur la dette du fonds consolidé du revenu s'établissent à 6 995,0 M\$ en 2005-2006, comprenant les frais financiers attribuables à la dette directe qui s'élèvent à 4 319,0 M\$ et les frais financiers attribuables aux comptes des régimes de retraite qui s'établissent à 2 676,0 M\$.
- ❑ Les dépenses d'intérêt sur la dette du fonds consolidé du revenu sont en hausse de 127,0 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est essentiellement attribuable à la hausse prévue des taux d'intérêt.

**INTÉRÊTS SUR LA DETTE IMPUTABLE AUX DÉPENSES DE PROGRAMMES**

- ❑ Les intérêts sur la dette imputable aux dépenses de programmes s'élèvent à 1 713,1 M\$ pour l'exercice financier 2005-2006, comparativement à 1 726,2 M\$ en 2004-2005, en diminution de 13,1 M\$. Deux éléments principaux expliquent cette variation :
  - Des diminutions respectives de 44,1 M\$ et de 36,3 M\$ sont constatées aux portefeuilles « Éducation, Loisir et Sport » et « Affaires municipales et Régions », occasionnées notamment par la révision des emprunts suite aux dépenses réalisées, aux emprunts terminés et à la révision des taux d'intérêts;

**Graphique 3.8****DÉPENSES D'INTÉRÊT SUR LA DETTE IMPUTABLE AUX DÉPENSES DE PROGRAMMES PAR BÉNÉFICIAIRES**

|                                                | M\$            | %            |
|------------------------------------------------|----------------|--------------|
| Institutions d'enseignement                    | 569,9          | 33,3         |
| Municipalités                                  | 374,4          | 21,9         |
| Établissements de santé et de services sociaux | 274,1          | 16,0         |
| Ministères                                     | 301,9          | 17,6         |
| Autres bénéficiaires                           | 192,8          | 11,2         |
| <b>Total</b>                                   | <b>1 713,1</b> | <b>100,0</b> |

- Une augmentation de 60,4 M\$ attribuable principalement au financement des investissements réalisés par le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier.

**Tableau 3.6 DÉPENSES D'INTÉRÊT PRÉVUES EN 2005-2006 PAR BÉNÉFICIAIRES**

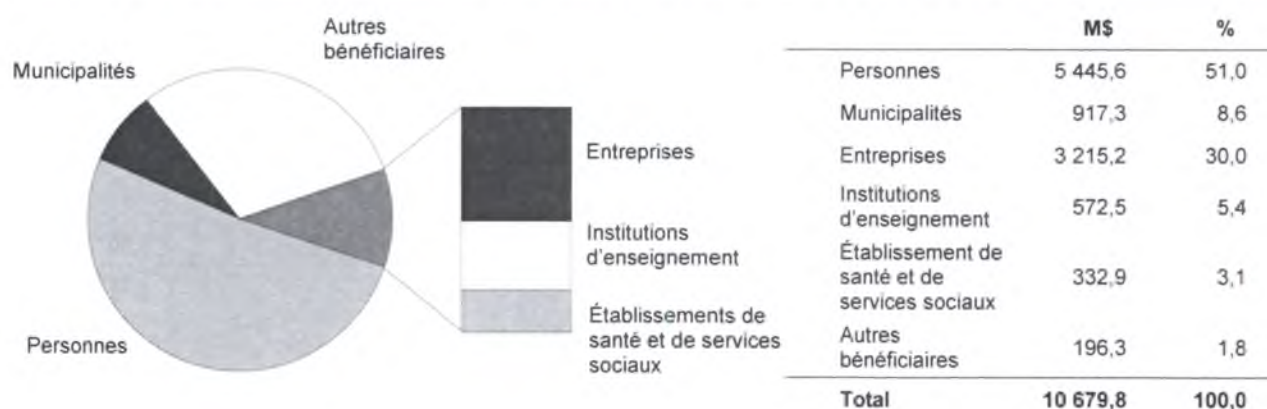
|                                                | Dette<br>subventionnée<br>et autres <sup>1</sup> | Dette<br>gouvernementale | Total          |
|------------------------------------------------|--------------------------------------------------|--------------------------|----------------|
|                                                | M\$                                              | M\$                      | M\$            |
| <b>SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX</b>               |                                                  |                          |                |
| Établissements de santé et de services sociaux | 274,1                                            | -                        | 274,1          |
|                                                | 274,1                                            | -                        | 274,1          |
| <b>ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT</b>              |                                                  |                          |                |
| Institutions d'enseignement                    | 569,9                                            | -                        | 569,9          |
| Autres bénéficiaires                           | 1,5                                              | -                        | 1,5            |
|                                                | 571,4                                            | -                        | 571,4          |
| <b>AUTRES</b>                                  |                                                  |                          |                |
| Ministères                                     | 301,9                                            | -                        | 301,9          |
| Municipalités                                  | 374,4                                            | -                        | 374,4          |
| Autres bénéficiaires                           | 191,3                                            | -                        | 191,3          |
|                                                | 867,6                                            | -                        | 867,6          |
| <b>DÉPENSES DE PROGRAMMES</b>                  | 1 713,1                                          | -                        | 1 713,1        |
| <b>SERVICE DE LA DETTE</b>                     |                                                  |                          |                |
| Dette directe                                  | -                                                | 4 319,0                  | 4 319,0        |
| Compte des régimes de retraite                 | -                                                | 2 676,0                  | 2 676,0        |
|                                                | -                                                | 6 995,0                  | 6 995,0        |
| <b>TOTAL</b>                                   | <b>1 713,1</b>                                   | <b>6 995,0</b>           | <b>8 708,1</b> |
| <b>DÉPENSES COMPARATIVES 2004-2005</b>         | <b>1 726,2</b>                                   | <b>6 868,0</b>           | <b>8 594,2</b> |

<sup>1</sup> Incluant les dépenses de la catégorie « Intérêts » de la supercatégorie « Transfert » et de la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial ».

## 6. LES DÉPENSES DE SUPPORT

- ❑ Les dépenses de support regroupent des programmes de soutien et d'aide destinés principalement aux personnes, aux organismes à but non lucratif, aux entreprises et aux municipalités. Plus de la moitié des dépenses de support est versée à des personnes.
- ❑ La croissance des dépenses de support s'élève à 329,1 M\$ en 2005-2006. Cette augmentation se répartit entre les éléments suivants :
  - Au portefeuille « Santé et Services sociaux », une augmentation de 184,2 M\$ principalement attribuable au programme d'assurance médicaments;
  - Au portefeuille « Famille, Aînés et Condition féminine », une augmentation de 116,8 M\$ résultant notamment de l'annualisation du coût de places de garde à contribution réduite qui ont été développées au cours de l'exercice 2004-2005 ainsi que du coût des nouvelles places qui seront ajoutées en 2005-2006;
  - Au portefeuille « Éducation, Loisir et Sport », une hausse de près de 70,0 M\$ essentiellement au programme d'aide financière aux études à la suite de l'augmentation du montant des bourses faisant suite à une entente avec les étudiants;

**Graphique 3.9 DÉPENSES DE SUPPORT PAR BÉNÉFICIAIRES EN 2005-2006**





- Au portefeuille « Emploi et Solidarité sociale », une baisse de 49,7 M\$ découlant d'une diminution de la clientèle prévue à l'assistance-emploi.

**Tableau 3.7 DÉPENSES DE SUPPORT PRÉVUES EN 2005-2006**

|                                                | Transfert      | Autres <sup>1</sup> | Total           |
|------------------------------------------------|----------------|---------------------|-----------------|
|                                                | M\$            | M\$                 | M\$             |
| <b>SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX</b>               |                |                     |                 |
| Établissements de santé et de services sociaux | 196,0          | -                   | 196,0           |
| Aide aux personnes                             | 1 816,9        | -                   | 1 816,9         |
| Autres bénéficiaires                           | 538,7          | -                   | 538,7           |
|                                                | 2 551,6        | -                   | 2 551,6         |
| <b>ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT</b>              |                |                     |                 |
| Institutions d'enseignement                    | 240,6          | -                   | 240,6           |
| Aide aux personnes                             | 283,7          | -                   | 283,7           |
| Autres bénéficiaires                           | 97,1           | -                   | 97,1            |
|                                                | 621,4          | -                   | 621,4           |
| <b>EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE</b>            |                |                     |                 |
| Institutions d'enseignement                    | -              | 92,3                | 92,3            |
| Aide aux personnes                             | 2 710,7        | 352,8               | 3 063,5         |
| Autres bénéficiaires                           | 25,3           | 315,3               | 340,6           |
|                                                | 2 736,0        | 760,4               | 3 496,4         |
| <b>AUTRES</b>                                  |                |                     |                 |
| Aide aux entreprises                           | 536,8          | 35,7                | 572,5           |
| Aide aux municipalités                         | 916,7          | 0,6                 | 917,3           |
| Aide aux personnes                             | 281,5          | -                   | 281,5           |
| Autres bénéficiaires                           | 2 191,4        | 47,9                | 2 239,1         |
|                                                | 3 926,3        | 84,1                | 4 010,4         |
| <b>TOTAL</b>                                   | <b>9 835,3</b> | <b>844,5</b>        | <b>10 679,8</b> |
| DÉPENSES COMPARATIVES 2004-2005                | 9 519,1        | 831,3               | 10 350,4        |

<sup>1</sup> Incluant les dépenses de la catégorie « Support » de la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial ».

## 7. LES DÉPENSES RELATIVES À LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES

- Sont regroupées à la supercatégorie « Créances douteuses et autres », les dépenses inhérentes à la variation de la provision pour créances douteuses ainsi qu'à la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement. Pour l'exercice 2005-2006, ces dépenses s'élèvent à 216,7 M\$ comparativement à 225,2 M\$ pour 2004-2005.
- En 2005-2006, les dépenses liées à la variation de la provision pour créances douteuses totalisent 161,9 M\$, en baisse de 18,9 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Cette provision vise à préserver les équilibres budgétaires du gouvernement en prévoyant les pertes probables à venir sur les créances régulières.
- Les dépenses relatives à la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement sont en hausse de 10,4 M\$ et atteignent 54,8 M\$ en 2005-2006. Cette hausse se retrouve en grande partie au portefeuille « Développement économique, Innovation et Exportation » à la suite de la fin du programme Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE) et des nouvelles interventions prévus dans le cadre du Programme d'appui stratégiques à l'investissement (PASI).

**Tableau 3.8** DÉPENSES RELATIVES AUX PROVISIONS POUR CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES EN 2005-2006

|                                                     | Créances douteuses | Pertes sur interventions financières garanties | Total        |
|-----------------------------------------------------|--------------------|------------------------------------------------|--------------|
|                                                     | M\$                | M\$                                            | M\$          |
| Développement économique, Innovation et Exportation | -                  | 52,1                                           | 52,1         |
| Éducation, Loisir et Sport                          | 30,3               | -                                              | 30,3         |
| Emploi et Solidarité sociale                        | 5,5                | -                                              | 5,5          |
| Revenu                                              | 117,2              | -                                              | 117,2        |
| Autres ministères                                   | 8,9                | 2,7                                            | 11,6         |
| <b>TOTAL</b>                                        | <b>161,9</b>       | <b>54,8</b>                                    | <b>216,7</b> |
| DÉPENSES COMPARATIVES 2004-2005                     | 180,8              | 44,4                                           | 225,2        |



## ANNEXE 3.1

### NATURE DES CATÉGORIES DE DÉPENSES CONSIDÉRÉES DANS CE CHAPITRE

#### RÉMUNÉRATION

- ❑ La rémunération englobe les salaires des professionnels de la santé et ceux des employés du réseau de la santé et des services sociaux, des réseaux de l'éducation ainsi que de la fonction publique, les contributions d'employeur au titre des régimes de retraite ainsi que celles versées aux différents régimes étatiques établis et aux régimes d'assurance collective.

#### FONCTIONNEMENT

- ❑ Les dépenses de fonctionnement et autres comprennent les dépenses de soutien et d'administration des ministères et organismes, incluant le Fonds de suppléance, celles du réseau de la santé et des services sociaux ainsi que celles des réseaux de l'éducation. Sont incluses aussi les dépenses reliées à l'amortissement des immobilisations des ministères et organismes.

#### CAPITAL

- ❑ Les dépenses de capital incluent les immobilisations subventionnées et les sommes versées aux fonds spéciaux aux fins des engagements inhérents à leurs immobilisations. Le gouvernement subventionne, selon le cas, le coût des immobilisations des bénéficiaires ou le remboursement du principal inhérent aux emprunts contractés par ses partenaires.
- ❑ Les dépenses pour le remboursement du principal servent à assumer le financement de la quote-part gouvernementale sur les immobilisations subventionnées par le service de la dette. Ce mode d'intervention s'applique aux investissements réalisés par les commissions scolaires, les cégeps, les universités, les établissements de la santé et des services sociaux, par les municipalités, dans le cas du transport en commun et de l'assainissement des eaux, ainsi que par les institutions culturelles dans le cas des équipements culturels.
- ❑ Pour ces secteurs, les projets d'immobilisations achevés sont financés par des emprunts à long terme. Le calendrier de remboursement peut, selon le cas, s'étendre sur une période de 25 ans. Pour assumer sa part, le gouvernement s'engage à effectuer, en tout ou en partie, le remboursement du principal.

#### INTÉRÊT

- ❑ Les dépenses d'intérêt comprennent les dépenses affectées au service de la dette subventionnée, prises en compte dans les dépenses de programmes, et les dépenses servant au paiement des intérêts sur la dette du gouvernement.



#### SUPPORT

- ❑ Les dépenses de support comprennent les diverses autres subventions destinées à fournir une aide financière sous différentes formes aux personnes, aux entreprises, aux organismes publics et parapublics et autres partenaires du gouvernement.
  - Au portefeuille « Santé et Services sociaux », les programmes d'assistance maladie et d'assurance médicaments administrés par la Régie de l'assurance maladie du Québec ainsi que l'aide aux ressources de type familial, l'aide aux organismes communautaires et les subventions d'appoint du réseau de la santé et des services sociaux;
  - Au portefeuille « Éducation, Loisir et Sport », le programme d'aide au transport scolaire et le programme d'aide financière aux études;
  - Au portefeuille « Emploi et Solidarité sociale », les mesures d'aide financière et les mesures d'aide à l'emploi;
  - Au portefeuille « Famille, Aînés et Condition féminine », le soutien aux centres de la petite enfance et autres services de garde.
- ❑ Dans les autres portefeuilles, elles comprennent des programmes tels que :
  - Les programmes d'aide au logement social et à l'amélioration de l'habitat gérés par la Société d'habitation du Québec;
  - Les programmes de compensations financières au ministère des Affaires municipales et des Régions;
  - Les programmes de soutien financier aux agriculteurs et d'aide aux entreprises agro-alimentaires au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;
  - Le programme de soutien financier aux secteurs manufacturiers et commerciaux, le développement du commerce extérieur et le soutien financier au développement de la recherche et de l'innovation au ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation;
  - Les programmes d'aide aux municipalités pour le transport en commun au ministère des Transports.

## ANNEXE 3.2

## RÉPARTITION DU BUDGET DE DÉPENSES 2005-2006 PAR GRANDES CATÉGORIES (EN MILLIONS DE \$)

|                                                     | Rémunération    | Fonctionnement et autres | Capital        | Intérêt        | Support         | Total           |
|-----------------------------------------------------|-----------------|--------------------------|----------------|----------------|-----------------|-----------------|
| Affaires municipales et Régions                     | 69,7            | 23,0                     | 366,2          | 370,9          | 946,2           | 1 776,0         |
| Agriculture, Pêcheries et Alimentation              | 161,8           | 66,0                     | 21,8           | -              | 403,5           | 653,1           |
| Assemblée nationale                                 | 68,5            | 26,2                     | -              | -              | 0,1             | 94,8            |
| Conseil du trésor et Administration gouvernementale | 405,6           | 395,3                    | 1,2            | 5,7            | 0,2             | 808,0           |
| Conseil exécutif                                    | 38,4            | 53,9                     | 6,0            | 6,6            | 145,9           | 250,8           |
| Culture et Communications                           | 156,2           | 85,4                     | 69,7           | 48,2           | 176,4           | 535,9           |
| Développement durable, Environnement et Parcs       | 103,6           | 52,8                     | 11,3           | 4,0            | 6,2             | 177,9           |
| Développement économique, Innovation et Exportation | 80,2            | 101,9                    | 22,3           | 8,5            | 363,5           | 576,4           |
| Éducation, Loisir et Sport                          | 9 112,4         | 1 389,1                  | 507,6          | 571,4          | 621,4           | 12 201,9        |
| Emploi et Solidarité sociale                        | 326,5           | 149,9                    | 36,6           | 2,3            | 3 496,4         | 4 011,7         |
| Famille, Aînés et Condition féminine                | 56,1            | 22,0                     | 13,2           | 9,4            | 1 533,7         | 1 634,4         |
| Finances                                            | 73,5            | 135,0                    | -              | -              | 5,2             | 213,7           |
| Immigration et Communautés culturelles              | 53,0            | 18,2                     | -              | -              | 28,1            | 99,3            |
| Justice                                             | 363,8           | 194,7                    | 0,5            | -              | 53,5            | 612,5           |
| Personnes désignées par l'Assemblée nationale       | 36,1            | 17,0                     | -              | -              | 2,7             | 55,8            |
| Relations internationales                           | 51,6            | 23,8                     | 1,1            | 0,4            | 22,7            | 99,6            |
| Ressources naturelles et Faune                      | 191,4           | 118,1                    | 15,0           | 21,8           | 44,6            | 390,9           |
| Revenu                                              | 325,6           | 242,7                    | 28,9           | 5,3            | 0,1             | 602,6           |
| Santé et Services sociaux                           | 14 418,5        | 3 310,7                  | 307,0          | 274,1          | 2 551,7         | 20 862,0        |
| Sécurité publique                                   | 587,7           | 280,6                    | 5,6            | 0,3            | 32,1            | 906,3           |
| Services gouvernementaux                            | 27,4            | 24,8                     | -              | -              | 1,7             | 53,9            |
| Tourisme                                            | 32,4            | 41,3                     | 14,2           | 21,9           | 28,8            | 138,6           |
| Transports                                          | 284,3           | 446,1                    | 500,7          | 362,3          | 215,0           | 1 808,3         |
| Travail                                             | 38,1            | 25,5                     | -              | -              | 0,1             | 63,7            |
| Crédits périmés escomptés                           | -               | (150,0)                  | -              | -              | -               | (150,0)         |
| Crédits reportés en 2006-2007                       | -               | (71,2)                   | -              | -              | -               | (71,2)          |
| <b>Dépenses de programmes</b>                       | <b>27 062,4</b> | <b>7 022,8</b>           | <b>1 928,9</b> | <b>1 713,1</b> | <b>10 679,8</b> | <b>48 407,0</b> |
| Service de dette                                    | -               | -                        | -              | 6 995,0        | -               | 6 995,0         |
| <b>Dépenses totales</b>                             | <b>27 062,4</b> | <b>7 022,8</b>           | <b>1 928,9</b> | <b>8 708,1</b> | <b>10 679,8</b> | <b>55 402,0</b> |



## ANNEXE 3.3

## RÉPARTITION DU BUDGET DE DÉPENSES 2005-2006 PAR BÉNÉFICIAIRES (EN MILLIONS DE \$)

|                                                     | Ministères <sup>1</sup> | Établissements<br>de santé et de<br>services<br>sociaux | Institutions<br>d'enseignement | Personnes <sup>2</sup> | Municipalités  | Entreprises    | Autres <sup>3</sup> | Total           |
|-----------------------------------------------------|-------------------------|---------------------------------------------------------|--------------------------------|------------------------|----------------|----------------|---------------------|-----------------|
| Affaires municipales et Régions                     | 68,3                    | 0,3                                                     | 22,8                           | 141,3                  | 1 265,9        | 11,4           | 266,0               | 1 776,0         |
| Agriculture, Pêcheries et Alimentation              | 168,2                   | -                                                       | 2,0                            | -                      | -              | 396,5          | 86,4                | 653,1           |
| Assemblée nationale                                 | 94,8                    | -                                                       | -                              | -                      | -              | -              | -                   | 94,8            |
| Conseil du trésor et Administration gouvernementale | 781,7                   | 1,5                                                     | 23,1                           | -                      | -              | -              | 1,7                 | 808,0           |
| Conseil exécutif                                    | 92,2                    | -                                                       | 0,4                            | -                      | 10,1           | 0,7            | 147,4               | 250,8           |
| Culture et Communications                           | 94,7                    | -                                                       | 1,2                            | 10,7                   | 49,2           | 46,1           | 334,0               | 535,9           |
| Développement durable, Environnement et Parcs       | 156,4                   | -                                                       | 0,3                            | -                      | 11,2           | -              | 10,0                | 177,9           |
| Développement économique, Innovation et Exportation | 156,3                   | 55,8                                                    | 77,6                           | 23,2                   | 6,7            | 123,0          | 133,8               | 576,4           |
| Éducation, Loisirs et Sport                         | 184,2                   | -                                                       | 11 616,8                       | 283,7                  | 1,4            | -              | 115,8               | 12 201,9        |
| Emploi et Solidarité sociale                        | 504,8                   | -                                                       | 92,3                           | 3 063,6                | -              | 69,1           | 281,9               | 4 011,7         |
| Famille, Aînés et Condition féminine                | 78,1                    | -                                                       | -                              | 50,6                   | -              | 251,7          | 1 254,0             | 1 634,4         |
| Finances                                            | 194,6                   | -                                                       | -                              | -                      | -              | -              | 19,1                | 213,7           |
| Immigration et Communautés culturelles              | 71,2                    | -                                                       | -                              | 15,6                   | 1,3            | -              | 11,2                | 99,3            |
| Justice                                             | 424,3                   | -                                                       | -                              | 103,2                  | -              | -              | 85,0                | 612,5           |
| Personnes désignées par l'Assemblée nationale       | 53,1                    | -                                                       | -                              | -                      | -              | -              | 2,7                 | 55,8            |
| Relations internationales                           | 75,7                    | -                                                       | 1,1                            | 2,4                    | -              | -              | 20,4                | 99,6            |
| Ressources naturelles et Faune                      | 331,8                   | -                                                       | 0,1                            | -                      | 10,0           | 29,8           | 19,2                | 390,9           |
| Revenu                                              | 602,5                   | -                                                       | -                              | -                      | -              | -              | 0,1                 | 602,6           |
| Santé et Services sociaux                           | 144,4                   | 14 393,6                                                | -                              | 5 572,6                | -              | 147,7          | 603,7               | 20 862,0        |
| Sécurité publique                                   | 874,3                   | -                                                       | -                              | 1,4                    | 22,1           | -              | 8,6                 | 906,3           |
| Services gouvernementaux                            | 52,2                    | -                                                       | -                              | -                      | -              | -              | 1,7                 | 53,9            |
| Tourisme                                            | 25,5                    | -                                                       | -                              | -                      | -              | 10,9           | 102,2               | 138,6           |
| Transports                                          | 1 295,4                 | -                                                       | 0,5                            | 11,7                   | 359,8          | 13,7           | 127,2               | 1 808,3         |
| Travail                                             | 56,6                    | -                                                       | -                              | -                      | -              | -              | 7,1                 | 63,7            |
| Crédits périmés escomptés                           | (150,0)                 | -                                                       | -                              | -                      | -              | -              | -                   | (150,0)         |
| Crédits reportés en 2006-2007                       | (71,2)                  | -                                                       | -                              | -                      | -              | -              | -                   | (71,2)          |
| <b>Dépenses totales</b>                             | <b>6 360,1</b>          | <b>14 451,2</b>                                         | <b>11 838,2</b>                | <b>9 280,0</b>         | <b>1 737,7</b> | <b>1 100,6</b> | <b>3 639,2</b>      | <b>48 407,0</b> |

<sup>1</sup> Incluant les crédits périmés escomptés et les crédits reportés en 2006-2007.

<sup>2</sup> Incluant l'aide aux personnes et les professionnels de la santé.

<sup>3</sup> Incluant les organismes sans but lucratif et les entreprises et organismes d'État.



### L'EFFECTIF DU SECTEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE

---

#### **EN BREF**

- La cible de réduction de l'effectif de 926 ETC visée en 2004-2005 a été atteinte et même dépassée.
  - L'effectif du secteur de la fonction publique s'élève à 74 400 ETC<sup>1</sup> comparativement à 75 800 ETC en 2003-2004, en baisse de 1 400 ETC;
  - En 2005-2006, la cible de réduction de l'effectif s'établit à 1 109 ETC, pour une cible cumulative de 2 035 ETC sur deux ans.
- L'enveloppe prévisionnelle d'effectif autorisé des ministères et organismes budgétaires apparaissant au Budget de dépenses 2005-2006 a été ajustée dans les mêmes proportions que la réduction découlant du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux survenus en 2004-2005.

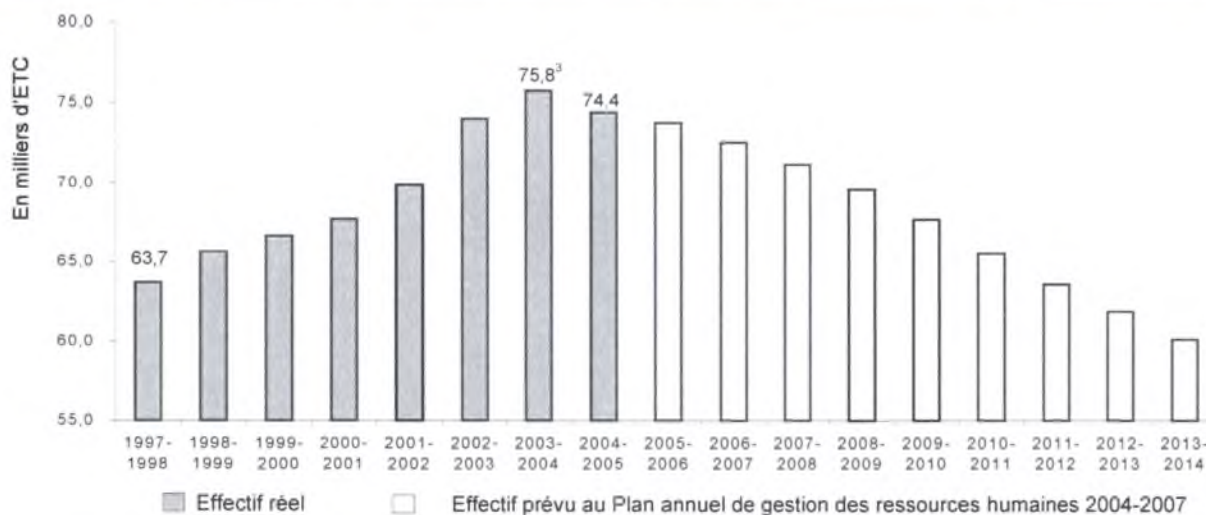
---

<sup>1</sup> Une définition du secteur de la fonction publique est disponible à l'annexe 4.1 et un lexique à l'annexe 4.2.

## 1. L'OBJECTIF DE RÉDUCTION DE LA TAILLE DE L'ÉTAT

- Entre 1997-1998 et 2003-2004, l'effectif utilisé du secteur de la fonction publique a augmenté en moyenne de 2 000 ETC par année passant de 63 700 ETC à 75 800 ETC.
  - Afin de freiner cette croissance et devant le nombre important de départs à la retraite que connaîtra la fonction publique au cours des dix prochaines années, le gouvernement a annoncé, dans son Plan de modernisation 2004-2007 et réitéré dans son Plan de gestion des ressources humaines, sa volonté de réduire la taille de la fonction publique en misant sur l'attrition.
- Globalement, le gouvernement s'est donné comme objectif de remplacer un départ à la retraite sur deux, ce qui aura pour effet de réduire de 20 % le personnel de la fonction publique au cours des dix prochaines années.

**Graphique 4.1 ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF UTILISÉ DU SECTEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE<sup>1, 2</sup>**



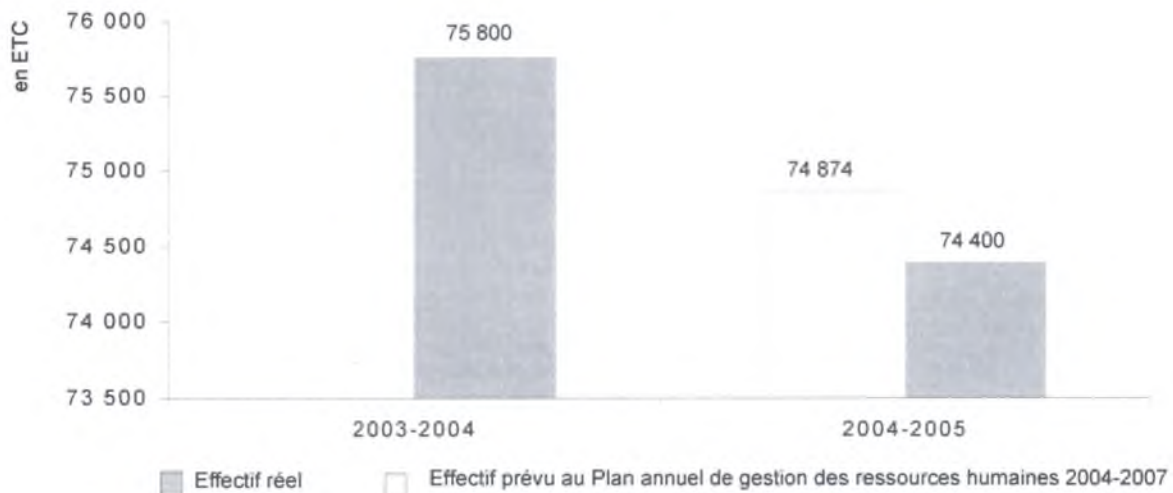
<sup>1</sup> Ces données correspondent à l'effectif utilisé et sont présentées pour chacune des années sur la même base que celles de 2005-2006.

<sup>2</sup> Des tableaux détaillés présentés aux annexes 4.3 et 4.4 comprennent l'effectif utilisé au cours des dix dernières années par rapport à l'enveloppe d'effectif total prévue.

<sup>3</sup> La croissance de 1 794 ETC de l'effectif utilisé en 2003-2004 s'explique principalement par l'intégration, à la Sûreté du Québec, des corps policiers municipaux à la suite des modifications apportées à la carte policière du Québec et du relèvement des niveaux de services.

- Le Plan de gestion des ressources humaines 2004-2007, publié au printemps 2004, a précisé les cibles de réduction pour chacune des années.
  - L'objectif de réduction fixé pour l'exercice financier 2004-2005 s'élève à 926 ETC et celui pour l'exercice 2005-2006 à 1 109 ETC, pour un cumulatif de 2 035 ETC sur une période de deux ans.
- Globalement, le niveau de l'effectif utilisé du secteur de la fonction publique en 2004-2005 a été inférieur de 1 400 ETC par rapport à celui de 2003-2004.
  - Les départs à la retraite, le délai pour le remplacement autorisé des départs (un sur deux) ainsi que certaines restructurations administratives ayant permis de réduire le nombre d'employés occasionnels expliquent la baisse observée.
- Par ailleurs, certains organismes et entreprises du gouvernement, tels que la Commission de la santé et de la sécurité du travail, la Société de l'assurance automobile du Québec, la Régie des rentes du Québec et la Sûreté du Québec, incluant le Fonds des services de police, affichent un léger accroissement du niveau de leur effectif utilisé à la suite de mandats additionnels qui leur ont été attribués.

**Graphique 4.2** EFFECTIF UTILISÉ DU SECTEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE 2004-2005<sup>1</sup>



<sup>1</sup> Ces données correspondent à l'effectif utilisé et sont présentées pour chacune des années sur la même base que celles de 2005-2006.



## 2. LES VARIATIONS À L'ENVELOPPE D'EFFECTIF AUTORISÉ

- Au début de chaque exercice financier, le Conseil du trésor détermine une enveloppe d'effectif autorisé pour chacun des ministères et organismes budgétaires incluant, le cas échéant, les fonds spéciaux ainsi que pour les entreprises et autres organismes dont le personnel est assujéti à la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1). Les informations présentées dans cette section expliquent les variations à l'enveloppe d'effectif survenues depuis le dépôt du Budget de dépenses 2004-2005.

### MINISTÈRES ET ORGANISMES APPARAISSANT AU BUDGET DE DÉPENSES 2005-2006

- Lors du dépôt du Budget de dépenses 2004-2005, l'enveloppe d'effectif total prévue des ministères et organismes s'élevait à 59 314 ETC. Cette enveloppe est demeurée stable au cours de l'exercice.
- L'enveloppe prévue pour 2005-2006 s'établit à 58 578 ETC, en baisse de 738 ETC par rapport à l'effectif comparatif 2004-2005, en raison essentiellement du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux survenus en 2004-2005, ce qui se traduit par une baisse totale de l'enveloppe de 647 ETC.
- D'autres ajustements seront apportés à l'enveloppe d'effectif autorisé des ministères et organismes au cours de 2005-2006 afin de refléter entièrement la cible de réduction de l'effectif.

**Tableau 4.1** VARIATION DE L'ENVELOPPE D'EFFECTIF AUTORISÉ DES MINISTÈRES ET ORGANISMES APPARAISSANT AU BUDGET DE DÉPENSES<sup>1, 2</sup>

|                                                                       | ETC                 |
|-----------------------------------------------------------------------|---------------------|
| Enveloppe d'effectif total prévue au Budget de dépenses 2004-2005     | 59 314              |
| PLUS : Ajustements en cours d'exercice                                | 2                   |
| Effectif total 2004-2005 apparaissant au Budget de dépenses 2005-2006 | 59 316 <sup>3</sup> |
| MOINS : Départs à la retraite en 2004-2005                            | (647)               |
| PLUS : Ajustements prévus pour 2005-2006                              | (91)                |
|                                                                       | (738)               |
| <b>ENVELOPPE D'EFFECTIF TOTAL PRÉVUE EN 2005-2006</b>                 | <b>58 578</b>       |

<sup>1</sup> Les données sont présentées sur la même base que celles de l'exercice financier 2005-2006.

<sup>2</sup> La répartition par portefeuilles est présentée à l'annexe 4.5.

<sup>3</sup> L'écart avec l'effectif total utilisé (60 645 ETC) des ministères et organismes budgétaires provient essentiellement des ententes de gestion et de l'utilisation des marges de manœuvre.

# ENTREPRISES ET AUTRES ORGANISMES DONT LE PERSONNEL EST ASSUJETTI À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE

- L'enveloppe d'effectif total prévue des entreprises du gouvernement et des autres organismes a augmenté de 212 ETC depuis le début de l'exercice financier 2004-2005, en raison :
- D'une augmentation globale de 318 ETC dont une hausse de 211 ETC à la Société de l'assurance automobile du Québec pour tenir compte de l'augmentation de la charge de travail et de 80 ETC à la Régie des rentes pour tenir compte de la fluctuation des services à livrer à ses clientèles et pour administrer le paiement des crédits d'impôts remboursables pour le soutien aux enfants;
  - D'une diminution de 106 ETC résultant du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux survenus en 2004-2005.

**Tableau 4.2** VARIATION DE L'ENVELOPPE D'EFFECTIF AUTORISÉ DES ENTREPRISES ET DES AUTRES ORGANISMES DONT LE PERSONNEL EST ASSUJETTI À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE<sup>1, 2</sup>

|                                                                                                                                    | ETC           |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| Enveloppe d'effectif total prévue pour les entreprises et les autres organismes au moment du dépôt du Budget de dépenses 2004-2005 | 13 333        |
| PLUS : Ajustements en cours d'exercice                                                                                             | 318           |
| MOINS : Départs à la retraite en 2004-2005                                                                                         | (106)         |
|                                                                                                                                    | 212           |
| <b>ENVELOPPE D'EFFECTIF TOTAL PRÉVUE EN 2005-2006<sup>3</sup></b>                                                                  | <b>13 545</b> |

<sup>1</sup> Comprend les entreprises du gouvernement, les organismes exerçant des activités de nature fiduciaire et les organismes autres que budgétaires dont le personnel est assujetti à la Loi sur la fonction publique.

<sup>2</sup> La répartition par portefeuilles est présentée à l'annexe 4.6.

<sup>3</sup> Cette donnée est une estimation.



## ANNEXE 4.1

## EFFECTIF DU SECTEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE

- L'effectif du secteur de la fonction publique dont il est question dans ce chapitre comprend le personnel des ministères, des organismes et des entreprises du gouvernement assujetti à la Loi sur la fonction publique (LFP).

Il comprend également, pour certains organismes budgétaires, le personnel non assujetti à la Loi sur la fonction publique, tels que les policiers de la Sûreté du Québec, les juges, les substituts du Procureur général de même que le personnel de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, du Conseil des services essentiels ainsi que du Protecteur du citoyen.

- Les étudiants et stagiaires sont exclus de cet effectif.

Graphique 4.3 EFFECTIF UTILISÉ DU SECTEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE EN 2004-2005



<sup>1</sup> L'effectif utilisé des ministères et organismes budgétaires inclut les fonds spéciaux et le Compte de gestion de la T.P.S. du ministère du Revenu.

<sup>2</sup> Comprend les entreprises du gouvernement, les organismes exerçant des activités de nature fiduciaire et les organismes autres que budgétaires dont le personnel est assujetti à la Loi sur la fonction publique.



## ANNEXE 4.2

### LEXIQUE

- ❑ **Effectif utilisé** : nombre d'employés réguliers et occasionnels, exprimés en ETC, ayant réellement été rémunérés.
- ❑ **Enveloppe d'effectif total ou Effectif total prévu** : nombre maximum d'employés permanents et occasionnels, exprimés en ETC, pouvant être rémunérés. Le Conseil du trésor fixe annuellement une enveloppe d'effectif autorisé par ministères, organismes et, le cas échéant, par fonds spéciaux.
- ❑ **Équivalents temps complet « ETC »** : l'ETC représente le ratio entre la prestation de travail d'un employé au cours de l'année par rapport à celle d'un employé ayant travaillé toute l'année à temps complet.

Par exemple, l'ETC d'une personne qui occupe un emploi à temps complet et qui a travaillé toute l'année équivaut à 1. L'ETC d'une personne qui a travaillé à temps partiel, à temps réduit ou une partie de l'année seulement varie entre 0 et 1. Finalement, l'ETC d'une personne qui a été en congé sans solde durant une année entière est égal à 0.

## ANNEXE 4.3

ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF DES MINISTÈRES ET ORGANISMES PRÉSENTÉS AU BUDGET DE DÉPENSES 2005-2006<sup>1</sup>

|                           | Effectif total prévu <sup>2</sup> |           | Effectif total utilisé |           |
|---------------------------|-----------------------------------|-----------|------------------------|-----------|
|                           | ETC                               | Variation | ETC                    | Variation |
| 1994-1995                 | 60 409                            | (2 753)   | 57 967                 | (2 268)   |
| 1995-1996                 | 59 553                            | (856)     | 55 894                 | (2 073)   |
| 1996-1997                 | 56 630                            | (2 923)   | 54 391                 | (1 503)   |
| 1997-1998                 | 54 365                            | (2 265)   | 52 573                 | (1 818)   |
| 1998-1999                 | 55 120                            | 755       | 54 347                 | 1 774     |
| 1999-2000                 | 55 223                            | 103       | 54 887                 | 540       |
| 2000-2001                 | 56 144                            | 921       | 55 549                 | 662       |
| 2001-2002 <sup>3</sup>    | 57 127                            | 983       | 57 359                 | 1 810     |
| 2002-2003 <sup>3</sup>    | 58 205                            | 1 078     | 61 043                 | 3 684     |
| 2003-2004 <sup>3</sup>    | 59 435                            | 1 230     | 62 216                 | 1 173     |
| 2004-2005 <sup>3, 4</sup> | 59 316                            | (119)     | 60 645                 | (1 571)   |

<sup>1</sup> Les données sont présentées sur la même base que celles de l'exercice financier 2005-2006.

<sup>2</sup> L'effectif ne tient pas compte des ajouts d'effectif non récurrents qui ont été accordés au cours de l'exercice.

<sup>3</sup> L'écart entre l'effectif total utilisé et l'effectif total prévu provient essentiellement des ententes de gestion et de l'utilisation des marges de manœuvre.

<sup>4</sup> L'effectif prévu correspond à l'effectif comparatif 2004-2005 apparaissant aux Volumes I et II du Budget de dépenses 2005-2006.

## ANNEXE 4.4

ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF DES ENTREPRISES ET DES AUTRES ORGANISMES DONT LE PERSONNEL EST ASSUJETTI À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE<sup>1</sup>

|                        | Effectif total prévu <sup>2</sup> |           | Effectif total utilisé |           |
|------------------------|-----------------------------------|-----------|------------------------|-----------|
|                        | ETC                               | Variation | ETC                    | Variation |
| 1994-1995              | 11 588                            | (451)     | 11 447                 | (335)     |
| 1995-1996              | 11 824                            | 236       | 11 397                 | (50)      |
| 1996-1997              | 11 646                            | (178)     | 11 299                 | (98)      |
| 1997-1998              | 11 298                            | (348)     | 11 131                 | (168)     |
| 1998-1999              | 11 309                            | 11        | 11 286                 | 155       |
| 1999-2000 <sup>3</sup> | 11 642                            | 333       | 11 748                 | 462       |
| 2000-2001 <sup>3</sup> | 11 916                            | 274       | 12 140                 | 392       |
| 2001-2002 <sup>3</sup> | 11 977                            | 61        | 12 479                 | 339       |
| 2002-2003 <sup>3</sup> | 12 694                            | 717       | 12 963                 | 484       |
| 2003-2004 <sup>3</sup> | 13 258                            | 564       | 13 584                 | 621       |
| 2004-2005 <sup>3</sup> | 13 545                            | 287       | 13 755                 | 171       |

<sup>1</sup> Les données sont présentées sur la même base que celles de l'exercice financier 2005-2006.

<sup>2</sup> L'effectif tient compte des ajouts d'effectif non récurrents qui ont été accordés au cours de l'exercice.

<sup>3</sup> L'écart entre l'effectif total utilisé et l'effectif total prévu provient essentiellement des ententes de gestion, de l'utilisation des marges de manœuvre et de la mise en place d'unités autonomes de service.



## ANNEXE 4.5

ENVELOPPE D'EFFECTIF TOTAL EN 2004-2005 ET 2005-2006 POUR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES APPARAISSANT AU BUDGET DE DÉPENSES 2005-2006<sup>1</sup>

|                                                     | Budget de dépenses<br>2004-2005 <sup>2</sup> | Variation | Effectif<br>comparatif<br>2004-2005 <sup>2</sup> | Départs à<br>la retraite | Autre<br>variation <sup>3</sup> | Budget de<br>dépenses<br>2005-2006 |
|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------|--------------------------------------------------|--------------------------|---------------------------------|------------------------------------|
|                                                     | ETC                                          | ETC       | ETC                                              | ETC                      | ETC                             | ETC                                |
| Assemblée nationale                                 | 584                                          | 13        | 597                                              | -                        | (3)                             | 594                                |
| Personnes désignées par l'Assemblée nationale       | 568                                          | 6         | 574                                              | -                        | 2                               | 576                                |
| Affaires municipales et Régions                     | 775                                          | -         | 775                                              | (7)                      | -                               | 768                                |
| Agriculture, Pêcheries et Alimentation              | 2 188                                        | -         | 2 188                                            | (33)                     | -                               | 2 155                              |
| Conseil du trésor et Administration gouvernementale | 664                                          | 12        | 676                                              | (15)                     | -                               | 661                                |
| Conseil exécutif                                    | 494                                          | 5         | 499                                              | (4)                      | -                               | 495                                |
| Culture et Communications                           | 1 033                                        | -         | 1 033                                            | (20)                     | -                               | 1 013                              |
| Développement durable, Environnement et Parcs       | 1 911                                        | (2)       | 1 909                                            | (22)                     | -                               | 1 887                              |
| Développement économique, Innovation et Exportation | 1 062                                        | -         | 1 062                                            | (20)                     | (6)                             | 1 036                              |
| Éducation, Loisir et Sport                          | 1 520                                        | 1         | 1 521                                            | (32)                     | -                               | 1 489                              |
| Emploi et Solidarité sociale                        | 6 591                                        | (46)      | 6 545                                            | (82)                     | (13)                            | 6 450                              |
| Famille, Aînés et Condition féminine                | 1 109                                        | 2         | 1 111                                            | (5)                      | -                               | 1 106                              |
| Finances                                            | 1 020                                        | (1)       | 1 019                                            | (6)                      | (11)                            | 1 002                              |
| Immigration et Communautés culturelles              | 1 020                                        | (2)       | 1 018                                            | (13)                     | -                               | 1 005                              |
| Justice                                             | 4 076                                        | 6         | 4 082                                            | (47)                     | 11                              | 4 046                              |
| Relations internationales                           | 589                                          | -         | 589                                              | (7)                      | -                               | 582                                |
| Ressources naturelles et Faune                      | 4 562                                        | (1)       | 4 561                                            | (61)                     | (81)                            | 4 419                              |
| Revenu                                              | 8 615                                        | (1)       | 8 614                                            | (69)                     | -                               | 8 545                              |
| Santé et Services sociaux                           | 1 026                                        | -         | 1 026                                            | (17)                     | 10                              | 1 019                              |
| Sécurité publique                                   | 10 783                                       | 31        | 10 814                                           | (45)                     | -                               | 10 769                             |
| Services gouvernementaux                            | 1 590                                        | (17)      | 1 573                                            | (16)                     | -                               | 1 557                              |
| Tourisme                                            | 344                                          | -         | 344                                              | -                        | -                               | 344                                |
| Transports                                          | 6 419                                        | -         | 6 419                                            | (113)                    | -                               | 6 306                              |
| Travail                                             | 771                                          | (4)       | 767                                              | (13)                     | -                               | 754                                |
| <b>TOTAL</b>                                        | <b>59 314</b>                                | <b>2</b>  | <b>59 316</b>                                    | <b>(647)</b>             | <b>( 91)</b>                    | <b>58 578</b>                      |

<sup>1</sup> L'effectif comprend les fonds spéciaux et le Compte de gestion de la T.P.S. du ministère du Revenu.<sup>2</sup> Les données sont présentées sur la même base que celles de l'exercice financier 2005-2006.<sup>3</sup> D'autres ajustements seront apportés à l'effectif autorisé des ministères et organismes au cours de 2005-2006 afin de refléter entièrement la cible de réduction de l'effectif.

## ANNEXE 4.6

**ENVELOPPE D'EFFECTIF TOTAL EN 2004-2005 ET 2005-2006 POUR LES ENTREPRISES ET LES AUTRES ORGANISMES DONT LE PERSONNEL EST ASSUJETTI À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE**

|                                                                     | Au dépôt du<br>Budget de<br>dépenses<br>2004-2005 <sup>1</sup> | Départs à<br>la retraite | Autre<br>variation | Au dépôt du<br>Budget de<br>dépenses<br>2005-2006 |
|---------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------|---------------------------------------------------|
|                                                                     | ETC                                                            | ETC                      | ETC                | ETC                                               |
| <b>Affaires municipales et Régions</b>                              |                                                                |                          |                    |                                                   |
| — Société d'habitation du Québec                                    | 372                                                            | (7)                      | -                  | 365                                               |
| <b>Agriculture, Pêcheries et Alimentation</b>                       |                                                                |                          |                    |                                                   |
| — Financière agricole du Québec                                     | 651                                                            | (2)                      | -                  | 649                                               |
| <b>Conseil du trésor et Administration gouvernementale</b>          |                                                                |                          |                    |                                                   |
| — Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances | 490                                                            | (8)                      | -                  | 482                                               |
| <b>Culture et Communications</b>                                    |                                                                |                          |                    |                                                   |
| — Régie du cinéma                                                   | 51                                                             | -                        | -                  | 51                                                |
| <b>Éducation, Loisir et Sport</b>                                   |                                                                |                          |                    |                                                   |
| — Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec                    | 244                                                            | (3)                      | -                  | 241                                               |
| <b>Emploi et Solidarité sociale</b>                                 |                                                                |                          |                    |                                                   |
| — Conseil de gestion de l'assurance parentale                       | -                                                              | -                        | 13                 | 13                                                |
| — Régie des rentes du Québec                                        | 1 143                                                          | (14)                     | 80                 | 1 209                                             |
| <b>Finances</b>                                                     |                                                                |                          |                    |                                                   |
| — Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières           | -                                                              | -                        | 15                 | 15                                                |
| — Institut de la statistique du Québec                              | 239                                                            | (2)                      | -                  | 237                                               |
| <b>Justice</b>                                                      |                                                                |                          |                    |                                                   |
| — Office des professions du Québec                                  | 41                                                             | (1)                      | -                  | 40                                                |
| — Tribunal administratif du Québec                                  | 275                                                            | (3)                      | -                  | 272                                               |
| <b>Ressources naturelles et Faune</b>                               |                                                                |                          |                    |                                                   |
| — Agence de l'efficacité énergétique                                | 36                                                             | -                        | (5)                | 31                                                |
| <b>Santé et Services sociaux</b>                                    |                                                                |                          |                    |                                                   |
| — Régie de l'assurance maladie du Québec                            | 1 484                                                          | (25)                     | -                  | 1 459                                             |
| <b>Transports</b>                                                   |                                                                |                          |                    |                                                   |
| — Société de l'assurance automobile du Québec                       | 3 096                                                          | (30)                     | 211                | 3 277                                             |
| <b>Travail</b>                                                      |                                                                |                          |                    |                                                   |
| — Commissaire de l'industrie de la construction                     | 11                                                             | -                        | -                  | 11                                                |
| — Commission des lésions professionnelles                           | 442                                                            | (2)                      | -                  | 440                                               |
| — Commission des normes du travail                                  | 541                                                            | (8)                      | -                  | 533                                               |
| — Commission des relations du travail                               | 118                                                            | (1)                      | 4                  | 121                                               |
| — Commission de la santé et de la sécurité du travail <sup>2</sup>  | 4 099                                                          | -                        | -                  | 4 099                                             |
| <b>TOTAL</b>                                                        | <b>13 333</b>                                                  | <b>(106)</b>             | <b>318</b>         | <b>13 545</b>                                     |

<sup>1</sup> Les données sont présentées sur la même base que celles de l'exercice financier 2005-2006.

<sup>2</sup> L'enveloppe d'effectif total prévue pour la CSST en 2005-2006 correspond à l'effectif utilisé en 2004-2005.





# LES INVESTISSEMENTS PUBLICS EN IMMOBILISATIONS PRÉVUS EN 2005-2006

---

### EN BREF

- Le gouvernement a entrepris un relèvement important des investissements publics en immobilisations :
  - 1 276,9 M\$ seront consacrés au cours des trois prochaines années afin d'assurer le maintien en état des infrastructures publiques;
  - Des projets prioritaires d'investissements publics en immobilisations totalisant 2 754,7 M\$ ont été mis en œuvre en 2004 et se poursuivront jusqu'en 2008, dont 1 206,1 M\$ pour la santé et les services sociaux et 361,6 M\$ pour l'éducation.
- En 2005-2006, ces engagements additionnels porteront les investissements publics en immobilisations à 5 816,5 M\$ :
  - 3 405,0 M\$ dans les établissements de santé et de services sociaux, les institutions d'enseignement, les infrastructures municipales, les institutions culturelles, les infrastructures de recherche, ainsi que dans le développement des services de garde éducatifs;
  - 1 482,4 M\$ par les fonds spéciaux, notamment par le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier;
  - 609,8 M\$ par les organismes autres que budgétaires;
  - 319,3 M\$ par les ministères et organismes budgétaires.

## 1. LES NOUVEAUX INVESTISSEMENTS DANS LES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES

- Le gouvernement poursuivra en 2005-2006 les efforts visant à assurer le renouvellement des infrastructures publiques et la mise en œuvre de nouveaux projets prioritaires d'investissements publics en immobilisations.

### RELÈVEMENT DES INVESTISSEMENTS EN MAINTIEN D'ACTIFS

- Le gouvernement consacrera, d'ici 2008, des investissements additionnels de 1 276,9 M\$ afin d'assurer le renouvellement des infrastructures publiques et d'améliorer la qualité des services dont :
  - 525,0 M\$ pour les institutions d'enseignements;
  - 430,0 M\$ pour les établissements de santé et de services sociaux;
  - 300,0 M\$ pour les infrastructures routières;
  - 21,9 M\$ pour les équipements culturels.
- Ces investissements additionnels porteront à 5 633,9 M\$, au cours des prochaines années, les engagements gouvernementaux en vue de maintenir en bon état les infrastructures publiques.

**Tableau 5.1**      **ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2005-2008**  
**AFIN D'ASSURER LE MAINTIEN EN ÉTAT DES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES**

|                                                | Investissements<br>additionnels | Investissements<br>totaux |
|------------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------|
|                                                | M\$                             | M\$                       |
| Équipements culturels et patrimoine            | 21,9                            | 51,9                      |
| Établissements de santé et de services sociaux | 430,0                           | 1 370,5                   |
| Infrastructures routières                      | 300,0                           | 2 111,9                   |
| Institutions d'enseignement                    | 525,0                           | 1 819,5                   |
| Transport en commun                            | -                               | 280,1                     |
| <b>TOTAL</b>                                   | <b>1 276,9</b>                  | <b>5 633,9</b>            |

**PROJETS DE DÉVELOPPEMENT PRIORITAIRES ADDITIONNELS**

- Le gouvernement a prévu la mise en œuvre de projets prioritaires d'investissements publics en immobilisations totalisant plus de 2 754,7 M\$ au cours de la période 2004-2008.
- Des investissements de 93,6 M\$ ont déjà été réalisés au cours de l'exercice financier qui vient de se terminer alors que le solde, soit 2 661,1 M\$, sera réalisé au cours des trois prochaines années :
  - 1 206,1 M\$ dans les établissements de santé et de services sociaux afin notamment de réaliser des projets de construction, de rénovation et d'amélioration de la qualité des services dans les centres hospitaliers de soins de longue durée. Des investissements également réalisés afin d'améliorer les salles d'urgences et d'acquérir des équipements de haute technologie, notamment en radio-oncologie et en cardiologie;
  - 361,6 M\$ dans les institutions d'enseignement pour la construction de nouvelles infrastructures, l'achat de nouveaux équipements en éducation et l'achat de livres pour les bibliothèques scolaires;
  - 215,7 M\$ dans les infrastructures municipales pour des travaux d'aqueduc et d'égout et des projets à incidences économiques, urbaines et régionales;
  - 810,0 M\$ dans les infrastructures routières pour la réalisation de grands projets routiers, notamment :
    - L'élargissement sur quatre voies de la route 175 reliant Québec et ville de Saguenay et de la route 185 à partir de Rivière-du-Loup;
    - Le prolongement de l'autoroute 50 vers l'Outaouais;
    - Le prolongement de l'autoroute Du Vallon à Québec;
    - Le début des travaux de parachèvement de l'autoroute 30 située sur la rive sud de Montréal.
  - 79,7 M\$ dans les infrastructures de recherche, incluant des projets retenus dans le cadre des concours du Fonds de relève et du Fonds d'infrastructures des chaires de recherche du Canada;



- 41,6 M\$ pour les équipements culturels et la mise en valeur du patrimoine religieux et bâti;
- 40,0 M\$ dans le transport en commun permettant notamment de réaliser des études d'avant-projets dans le but de remplacer les wagons du métro de Montréal.

**Tableau 5.2 INVESTISSEMENTS PUBLICS EN IMMOBILISATIONS ADDITIONNELS POUR DES PROJETS PRIORITAIRES**

|                                                | Total          | Répartition par exercice financier |              |                    |
|------------------------------------------------|----------------|------------------------------------|--------------|--------------------|
|                                                |                | 2004-2005                          | 2005-2006    | Années ultérieures |
|                                                | M\$            | M\$                                | M\$          | M\$                |
| Équipements culturels et patrimoine            | 41,6           | 8,5                                | 23,5         | 9,6                |
| Établissements de santé et de services sociaux | 1 206,1        | 8,0                                | 150,0        | 1 048,1            |
| Infrastructures de recherche                   | 79,7           | -                                  | 30,0         | 49,7               |
| Infrastructures municipales                    | 215,7          | 25,0                               | 27,5         | 163,2              |
| Infrastructures routières                      | 810,0          | -                                  | 170,0        | 640,0              |
| Institutions d'enseignement                    | 361,6          | 48,0                               | 189,0        | 124,6              |
| Transport en commun                            | 40,0           | 4,1                                | 27,7         | 8,2                |
| <b>TOTAL</b>                                   | <b>2 754,7</b> | <b>93,6</b>                        | <b>617,7</b> | <b>2 043,4</b>     |

## 2. LES INVESTISSEMENTS PUBLICS EN IMMOBILISATIONS PRÉVUS EN 2005-2006

- Les investissements publics en immobilisations prévus en 2005-2006, en incluant la contribution des partenaires, notamment les municipalités, le secteur privé et le gouvernement fédéral, atteignent 5 816,5 M\$. Il s'agit d'une croissance de 1 100,5 M\$ par rapport à l'exercice précédent.
- Les investissements prévus dans le réseau de la santé et des services sociaux et dans ceux de l'éducation, les municipalités, les institutions culturelles, le secteur des services de garde éducatifs et celui de la recherche totalisent 3 405,0 M\$, soit 58,5 % du total;
- Les investissements prévus dans les fonds spéciaux représentent quant à eux 25,5 % du total, soit 1 482,4 M\$, ceux des organismes autres que budgétaires 10,5 % avec 609,8 M\$ et ceux des ministères 5,5 % du total, soit 319,3 M\$.
- L'évolution et la nature des investissements publics en immobilisations sont respectivement présentées aux annexes 5.1 et 5.2.

**Graphique 5.1 RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS EN IMMOBILISATIONS PRÉVUS EN 2005-2006<sup>1</sup>**

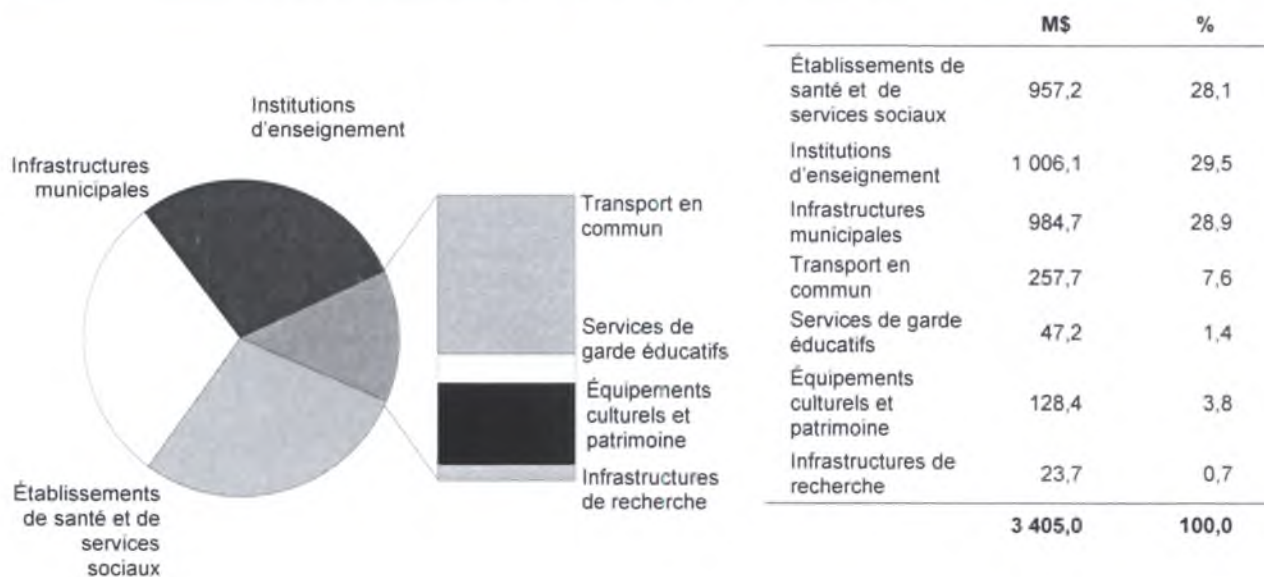


<sup>1</sup> Les montants indiqués regroupent la contribution du gouvernement ainsi que celle des partenaires.

### 3. LES INVESTISSEMENTS PUBLICS EN IMMOBILISATIONS DANS LES RÉSEAUX, LES MUNICIPALITÉS, LES INSTITUTIONS CULTURELLES ET AUTRES

- ❑ Les investissements en immobilisations prévus dans les réseaux, municipalités, institutions culturelles et autres entités non comprises dans le périmètre comptable du gouvernement s'élèvent à 3 405,0 M\$ en 2005-2006. La contribution prévue des partenaires représente 27,1 % de ces investissements, soit 921,2 M\$.
- ❑ Chaque année, les ministères concernés soumettent au Conseil du trésor des plans triennaux d'immobilisations. Ces plans indiquent les coûts liés au parachèvement des projets autorisés antérieurement, les besoins en matière de maintien des actifs ainsi que le coût des nouvelles initiatives.
- ❑ Ces investissements sont financés au moyen d'emprunts à long terme contractés par les réseaux, les municipalités, les institutions culturelles et les autres entités exclues du périmètre comptable du gouvernement. La contribution du gouvernement prend la forme d'une prise en charge totale ou partielle de leur service de dette, répartie sur une durée pouvant aller jusqu'à 25 ans.
- ❑ Les secteurs de la santé et des services sociaux, de l'éducation et des infrastructures municipales reçoivent 86,5 % du budget des investissements en immobilisations prévus dans les réseaux, les municipalités, les institutions culturelles et les autres.

**Graphique 5.2 INVESTISSEMENTS PUBLICS EN IMMOBILISATIONS DANS LES RÉSEAUX, MUNICIPALITÉS ET AUTRES INSTITUTIONS PRÉVUS EN 2005-2006**





## ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

- En 2005-2006, la prévision de l'ensemble des investissements dans ce secteur s'élève à 957,2 M\$, en hausse de 2,2 M\$ par rapport à 2004-2005.
- Par ailleurs, les investissements totaux en maintien d'actifs s'élèvent à 408,5 M\$ en 2005-2006.

## INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT

- Les investissements prévus dans ce secteur s'élèvent à 1 006,1 M\$ en 2005-2006, comparativement à 789,5 M\$ en 2004-2005. Cette augmentation de 216,6 M\$ s'explique notamment par les investissements additionnels en maintien d'actifs et pour des projets prioritaires amorcés pour la plupart en 2004-2005, dont les impacts sont respectivement de 125,0 M\$ et 189,0 M\$ en 2005-2006.

## INFRASTRUCTURES MUNICIPALES

- En 2005-2006, les prévisions d'investissements s'élèvent à 984,7 M\$, soit une augmentation de 491,5 M\$ par rapport aux investissements de 493,2 M\$ en 2004-2005.
- L'augmentation constatée est principalement attribuable aux investissements prévus dans le cadre de l'entente fédérale-provinciales sur les infrastructures.

## TRANSPORT EN COMMUN

- En 2005-2006, les investissements prévus dans ce secteur sont de 257,7 M\$, comparativement à 145,0 M\$ en 2004-2005. Cette augmentation de 112,7 M\$ s'explique notamment par le coût des travaux pour le prolongement du métro vers Laval.
- Ces prévisions excluent les investissements de l'Agence métropolitaine de transport. Les investissements de celle-ci étant considérés à la section portant sur les organismes autres que budgétaires.

## ÉQUIPEMENTS CULTURELS ET PATRIMOINE

- Les investissements prévus en 2005-2006 sont évalués à 128,4 M\$ comparativement à 108,8 M\$ en 2004-2005. L'augmentation nette de 19,6 M\$ est essentiellement attribuable au contrat avec la ville de Montréal à l'égard des équipements culturels.
- Ces prévisions excluent toutefois les investissements des sociétés d'État relevant de la ministre de la Culture et des Communications, ceux-ci sont considérés à la section de ce chapitre portant sur les organismes autres que budgétaires.

#### **SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS**

- En 2005-2006, le gouvernement poursuit le développement de nouvelles places en services de garde éducatifs et prévoit réaliser des investissements de 47,2 M\$ dans ce secteur.
- Ces investissements permettront de compléter le développement de 200 000 places dans les services de garde à contribution réduite d'ici mars 2006.

#### **INFRASTRUCTURES DE RECHERCHE**

- Les investissements prévus en 2005-2006 s'élèvent à 23,7 M\$, un niveau semblable à celui de l'exercice précédent. Ils concernent essentiellement l'appui au financement d'infrastructures.

**Tableau 5.3 INVESTISSEMENTS PUBLICS EN IMMOBILISATIONS DANS LES RÉSEAUX, MUNICIPALITÉS ET AUTRES INSTITUTIONS<sup>1</sup>**

|                                                  | Débours<br>prévus<br>2005-2006<br>M\$ | Débours<br>probables<br>2004-2005<br>M\$ | Variation<br><br>M\$ |
|--------------------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------------|----------------------|
| Établissements de santé et de services sociaux   |                                       |                                          |                      |
| Maintien d'actifs                                | 408,5                                 | 313,5                                    | 95,0                 |
| Projets de développement <sup>2</sup>            | 548,7                                 | 641,5                                    | (92,8)               |
|                                                  | 957,2                                 | 955,0                                    | 2,2                  |
| Institutions d'enseignement                      |                                       |                                          |                      |
| Maintien d'actifs                                | 568,5                                 | 414,1                                    | 154,4                |
| Projets de développement                         | 437,6                                 | 375,4                                    | 62,2                 |
|                                                  | 1 006,1                               | 789,5                                    | 216,6                |
| Infrastructures municipales                      |                                       |                                          |                      |
| Projets de développement                         | 984,7                                 | 493,2                                    | 491,5                |
| Transport en commun <sup>3</sup>                 |                                       |                                          |                      |
| Maintien d'actifs                                | 201,7                                 | 107,1                                    | 94,6                 |
| Projets de développement                         | 56,0                                  | 37,9                                     | 18,1                 |
|                                                  | 257,7                                 | 145,0                                    | 112,7                |
| Équipements culturels et patrimoine <sup>4</sup> |                                       |                                          |                      |
| Projets de développement                         | 128,4                                 | 108,8                                    | 19,6                 |
| Services de garde éducatifs                      |                                       |                                          |                      |
| Projets de développement                         | 47,2                                  | 67,3                                     | (20,1)               |
| Infrastructures de recherche                     |                                       |                                          |                      |
| Projets de développement                         | 23,7                                  | 26,6                                     | (2,9)                |
| <b>TOTAL</b>                                     | <b>3 405,0</b>                        | <b>2 585,5</b>                           | <b>819,5</b>         |
| <b>Contribution du gouvernement</b>              | <b>2 483,8</b>                        | <b>2 117,8</b>                           | <b>366,0</b>         |
| Contribution des partenaires                     | 921,2                                 | 468,1                                    | 453,1                |
| <i>Part des partenaires en %</i>                 | <i>27,1 %</i>                         | <i>18,1 %</i>                            |                      |

<sup>1</sup> Les montants indiqués regroupent la contribution du gouvernement ainsi que celle des partenaires.<sup>2</sup> Les projets de développement comprennent également des travaux visant à maintenir les actifs.

Les montants présentés excluent les projets de transport en commun sous la responsabilité de l'Agence métropolitaine de transport présentés dans la section sur les organismes autres que budgétaires.

<sup>4</sup> Les montants présentés excluent les projets des sociétés d'État du domaine de la culture présentés dans la section sur les organismes autres que budgétaires.



#### 4. LES INVESTISSEMENTS PUBLICS EN IMMOBILISATIONS DES FONDS SPÉCIAUX

- Les investissements prévus dans les fonds spéciaux totalisent 1 482,4 M\$ en 2005-2006, comparativement à 1 156,8 M\$ en 2004-2005, une croissance de 325,7 M\$, ou 28,2 % par rapport à l'exercice précédent.
  - En 2005-2006, les investissements prévus par le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier s'élèvent à 1 088,2 M\$ comparativement à 841,0 M\$ en 2004-2005.
    - Les investissements du Fonds correspondent aux travaux de conservation des chaussées et des structures ainsi qu'à l'amélioration et au développement du réseau routier. L'augmentation de 247,2 M\$ en 2005-2006 est notamment attribuable aux investissements prévus pour la réalisation des grands projets routiers et le maintien des infrastructures, auxquels seront consacrés 1 110,0 M\$ additionnels au cours des trois prochaines années.
  - En ce qui concerne les fonds des technologies de l'information, le niveau prévu de leurs investissements en 2005-2006 s'élève à 108,0 M\$, un niveau comparable à celui de 2004-2005.
  - Les investissements du Fonds des services gouvernementaux s'élèvent à 126,9 M\$, une augmentation de 24,6 M\$ par rapport à 2004-2005.
  - Les investissements prévus dans les autres fonds spéciaux sont supérieurs à ceux de l'exercice précédent, passant de 108,7 M\$ en 2004-2005 à 159,3 M\$ en 2005-2006.
    - Une hausse de 50,6 M\$ attribuable à diverses augmentations, dont celles de 13,5 M\$ au Fonds des services de police, de 14,7 M\$ au Fonds d'information foncière et de 25,7 M\$ au Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées.

**Tableau 5.4 INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS DANS LES FONDS SPÉCIAUX**

|                                                                        | Débours<br>prévus<br>2005-2006<br>M\$ | Débours<br>probables<br>2004-2005<br>M\$ | Variation<br><br>M\$ |
|------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------------|----------------------|
| Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier <sup>1</sup> | 1 088,2                               | 841,0                                    | 247,2                |
| Fonds des technologies de l'information                                | 108,0                                 | 104,8                                    | 3,2                  |
| Fonds des services gouvernementaux                                     | 126,9                                 | 102,3                                    | 24,6                 |
| Autres fonds spéciaux                                                  | 159,3                                 | 108,7                                    | 50,6                 |
| <b>TOTAL</b>                                                           | <b>1 482,4</b>                        | <b>1 156,8</b>                           | <b>325,7</b>         |

<sup>1</sup> Le montant total d'investissements du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier pour l'année 2005-2006 s'élève à 1 200,0 M\$ en incluant des dépenses de nature non capitalisables d'un montant de 111,8 M\$.

## 5. LES INVESTISSEMENTS PUBLICS EN IMMOBILISATIONS DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

- Les prévisions d'investissements en immobilisations des organismes autres que budgétaires totalisent 609,8 M\$ en 2005-2006 comparativement à 472,6 M\$ en 2004-2005, pour une hausse de 137,2 M\$ ou 29,0 %.
- Les organismes effectuant les investissements les plus importants, en 2005-2006, sont l'Agence métropolitaine de transport (AMT) avec 258,5 M\$, la Société immobilière du Québec (SIQ) avec 175,9 M\$ et les sociétés d'État du domaine de la culture avec 40,7 M\$ :
  - L'AMT planifie, coordonne, intègre et fait la promotion des services de transport en commun et intervient pour améliorer l'efficacité des routes ayant une envergure métropolitaine. En outre, l'AMT contribue au Plan de gestion des déplacements de la région métropolitaine de Montréal;
  - La SIQ a pour mission de loger les ministères et organismes québécois. Elle gère le parc immobilier du gouvernement. En 2005-2006, les investissements prévus par cet organisme s'élèvent à 175,9 M\$, comparativement à 95,3 M\$ en 2004-2005 :
    - L'augmentation de 80,6 M\$ en 2005-2006 est attribuable aux travaux d'amélioration et de mise aux normes des édifices gouvernementaux.
  - Les investissements prévus des sociétés d'État du domaine de la culture 2005-2006 s'élèvent à 40,7 M\$. L'augmentation de 5,2 M\$ est attribuable à l'augmentation des investissements pour le maintien des actifs de la Grande bibliothèque du Québec qui ouvrira ses portes le 29 avril prochain.

**Tableau 5.5 INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS DANS LES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES**

|                                          | Débours<br>prévus<br>2005-2006<br>M\$ | Débours<br>probables<br>2004-2005<br>M\$ | Variation<br>M\$ |
|------------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------------|------------------|
| Agence métropolitaine de transport       | 258,5                                 | 247,4                                    | 11,1             |
| Société immobilière du Québec            | 175,9                                 | 95,3                                     | 80,6             |
| Sociétés d'État du domaine de la Culture | 40,7                                  | 35,5                                     | 5,2              |
| Autres organismes                        | 134,7                                 | 94,4                                     | 40,3             |
| <b>TOTAL</b>                             | <b>609,8</b>                          | <b>472,6</b>                             | <b>137,2</b>     |



## 6. LES INVESTISSEMENTS PUBLICS EN IMMOBILISATIONS DANS LES MINISTÈRES

- Les prévisions d'investissements publics en immobilisations dans les ministères atteignent 319,3 M\$ en 2005-2006, comparativement à 306,3 M\$ en 2004-2005 :
  - « Transports » : un budget d'investissements de 44,1 M\$ permettant d'assumer les responsabilités du Ministère en matière de transports maritime et aérien, de développement informatique et d'acquisition de matériels et d'équipements;
  - « Éducation, Loisir et Sport » : des investissements de 40,4 M\$ attribuables notamment à la continuité et la mise en œuvre de développements informatiques;
  - « Ressources naturelles et Faune » : des investissements de 38,2 M\$ principalement affectés dans le domaine de la faune;
  - « Sécurité publique » : des investissements totaux de 29,9 M\$, dont 20,2 M\$ alloués aux activités de la Sûreté du Québec afin notamment de renouveler le parc automobile affecté aux enquêtes;
  - « Justice » : des investissements totaux de 21,5 M\$, essentiellement destinés à la réalisation de développements informatiques dans le cadre du Système intégré d'information de justice;
  - « Services gouvernementaux » : 25,2 M\$ destinés principalement à la poursuite des projets reliés au gouvernement en ligne.

**Tableau 5.6 INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS DANS LES MINISTÈRES**

|                                | Débours<br>prévus<br>2005-2006<br>M\$ | Débours<br>probables<br>2004-2005<br>M\$ | Variation<br>M\$ |
|--------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------------|------------------|
| Transports                     | 44,1                                  | 42,8                                     | 1,3              |
| Éducation, Loisir et Sport     | 40,4                                  | 40,4                                     | -                |
| Ressources naturelles et Faune | 38,2                                  | 38,2                                     | -                |
| Sécurité publique              | 29,9                                  | 29,9                                     | -                |
| Justice                        | 21,5                                  | 28,9                                     | (7,4)            |
| Services gouvernementaux       | 25,2                                  | 20,7                                     | 4,5              |
| Autres organismes              | 120,0                                 | 105,4                                    | 14,6             |
| <b>TOTAL</b>                   | <b>319,3</b>                          | <b>306,3</b>                             | <b>13,0</b>      |



## ANNEXE 5.1

## ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS EN IMMOBILISATIONS

- Les investissements publics en immobilisations sont passés de 2 898,4 M\$ en 2000-2001 à 4 521,3 M\$ en 2004-2005.
- En 2005-2006, la croissance prévue est de 28,6 %, résultat du relèvement des investissements en maintien d'actifs et de la mise en œuvre de projets prioritaires entrepris par le gouvernement, au cours de l'exercice financier 2004-2005 et qui se poursuivront jusqu'en 2008.

Tableau 5.7 ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS EN IMMOBILISATIONS

|                                                               | Débours réels<br>2000-2001 | Débours réels<br>2001-2002 | Débours réels<br>2002-2003 | Débours<br>probables<br>2003-2004 | Débours<br>probables<br>2004-2005 | Débours<br>prévus<br>2005-2006 |
|---------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|
|                                                               | M\$                        | M\$                        | M\$                        | M\$                               | M\$                               | M\$                            |
| Réseaux, municipalités,<br>institutions culturelles et autres | 1 670,7                    | 1 883,9                    | 2 424,6                    | 3 496,9                           | 2 585,5                           | 3 405,0                        |
| Fonds spéciaux                                                | 674,9                      | 1 060,0                    | 1 576,2                    | 1 128,6                           | 1 156,8                           | 1 482,4                        |
| Organismes autres que<br>budgétaires                          | 384,2                      | 264,7                      | 681,7                      | 420,5                             | 472,6                             | 609,8                          |
| Ministères                                                    | 168,6                      | 174,7                      | 237,6                      | 334,5                             | 306,3                             | 319,3                          |
| <b>TOTAL</b>                                                  | <b>2 898,4</b>             | <b>3 383,3</b>             | <b>4 920,1</b>             | <b>5 380,5</b>                    | <b>4 521,3</b>                    | <b>5 816,5</b>                 |
| Contribution du gouvernement                                  | 2 582,8                    | 3 109,5                    | 4 320,0                    | 5 047,5                           | 4 053,2                           | 4 895,3                        |
| Contribution des partenaires                                  | 315,6                      | 273,8                      | 600,1                      | 333,0                             | 468,1                             | 921,2                          |

## ANNEXE 5.2

### NATURE DES INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS CONSIDÉRÉS DANS CE CHAPITRE

- Les données sur les investissements publics en immobilisations présentées dans ce chapitre se répartissent en trois groupes :
  - Les investissements réalisés par des entités non incluses au périmètre comptable du gouvernement mais qui dépendent de l'aide financière gouvernementale : le réseau de la santé et des services sociaux, les réseaux de l'éducation, des municipalités, des institutions non gouvernementales généralement à caractère culturel, telles des bibliothèques, musées, salles de spectacles, ou ayant trait à la conservation du patrimoine religieux, des diocèses, des fabriques ou des communautés religieuses, le développement des services de garde éducatifs et, enfin, le secteur de la recherche.
  - Les investissements réalisés par les commissions scolaires, les cégeps et les universités visent principalement l'agrandissement, la rénovation, la réfection et la construction d'écoles ou de pavillons d'enseignement ainsi que l'acquisition du mobilier, des équipements et des appareillages requis au fonctionnement des bâtiments.
  - Les investissements réalisés dans le réseau de la santé et des services sociaux visent la construction, l'agrandissement, la rénovation et la réfection de centres hospitaliers, de centres d'hébergement et de soins de longue durée, de centres de réadaptation et de CLSC, l'acquisition de mobilier, d'équipements médicaux et non médicaux ainsi que le développement et l'achat de systèmes informatiques.
  - Les investissements touchant les infrastructures municipales concernent principalement la réalisation de travaux de construction, de réfection ou d'agrandissement d'infrastructures, le renouveau urbain des quartiers et l'embellissement des noyaux villageois. Sont également compris, la construction des usines d'épuration des eaux usées, les travaux d'interception des eaux usées et de réhabilitation des réseaux d'égout vers les stations d'épuration ainsi que des projets d'aqueduc et d'égout. Ces investissements incluent le programme Les eaux vives du Québec visant à permettre aux municipalités de mettre en place, de remplacer ou d'améliorer les infrastructures pour l'eau potable et pour les eaux usées.
  - Les investissements en immobilisations du transport en commun correspondent, entre autres, à l'achat d'autobus urbains, à des travaux relatifs au maintien des infrastructures du métro dont la restauration des stations et le remplacement d'escaliers mécaniques, à des projets de financement de certains équipements de perception électronique ainsi qu'à l'aménagement de voies réservées aux autobus et de stationnements d'incitation.



- Les projets d'immobilisations subventionnés par service de dette par le ministère de la Culture et des Communications comprennent notamment des projets de construction, d'agrandissement et de rénovation de bibliothèques publiques, de salles de spectacles, de centres d'archives, de musées et de centres d'interprétation ainsi que des projets de restauration et de conservation du patrimoine religieux.
- Les infrastructures de recherche concernent les investissements relatifs au développement d'infrastructures dans les domaines de la recherche, de la science, de la technologie et de l'innovation. Ils sont notamment réalisés dans les secteurs de la santé et de l'enseignement postsecondaire et les centres de recherche.
- Les investissements relatifs aux services de garde éducatifs visent à développer et favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité.
- Les investissements par les divers fonds spéciaux que les ministères administrent et dont une partie importante concerne le réseau routier.
- Les investissements par des organismes gouvernementaux qui n'apparaissent pas au Volume II du Budget de dépenses 2005-2006, mais dont les états financiers sont consolidés avec ceux du gouvernement. Soulignons que les investissements en immobilisations des organismes autres que budgétaires incorporent les sociétés d'État du domaine de la culture ainsi que l'Agence métropolitaine de transport.
- Les investissements dans les ministères imputés à leurs crédits d'investissements.
- Les investissements en immobilisations des entreprises du gouvernement sont exclus de ces trois groupes et ne sont pas traités dans ce chapitre.





# LES RÉSULTATS DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES ET DES FONDS SPÉCIAUX

---

### *EN BREF*

- En 2005-2006, les dépenses totales du gouvernement s'établissent, avant la consolidation, à 55 402,0 M\$.
- La consolidation des dépenses des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux ainsi que des comptes à fin déterminée ajoute 3 212,0 M\$ aux dépenses du gouvernement pour un total de 58 614,0 M\$.
- La consolidation des résultats des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux a un impact, à la hausse de 267,0 M\$ sur les résultats financiers du gouvernement pour l'exercice financier 2005-2006.

## 1. LES DÉPENSES CONSOLIDÉES DU GOUVERNEMENT

- ❑ La consolidation des dépenses des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux a pour effet d'augmenter les dépenses du gouvernement de 2 797,0 M\$ et l'inscription des dépenses des comptes à fin déterminée d'ajouter 415,0 M\$, pour un total de 3 212,0 M\$, ce qui porte les dépenses totales consolidées à 58 614,0 M\$.
- ❑ Les dépenses consolidées du gouvernement, pour l'exercice financier 2005-2006, sont plus élevées de 2 141,8 M\$ que celles prévues en 2004-2005. Cet écart s'explique par :
  - La croissance de 1 791,8 M\$ des dépenses totales par rapport à 2004-2005;
  - L'augmentation de 195,0 M\$ de l'impact de la consolidation des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux par rapport à 2004-2005;
  - La hausse de 155,0 M\$ de l'impact de l'inscription des dépenses des comptes à fin déterminée.
- ❑ En 2005-2006, l'impact de la consolidation des dépenses des organismes autres que budgétaires, des fonds spéciaux et des comptes à fin déterminée représente 5,5 % des dépenses consolidées du gouvernement, comparativement à 5,1 % en 2004-2005.
- ❑ Les principales conventions comptables du gouvernement concernant la consolidation des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux sont présentées à l'annexe 6.1.

**Tableau 6.1 DÉPENSES DU GOUVERNEMENT**

|                                                                                        | 2005-2006<br>M\$ | 2004-2005<br>M\$ | Variation<br>M\$ |
|----------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Dépenses de programmes                                                                 | 48 407,0         | 46 742,2         | 1 664,8          |
| Service de la dette                                                                    | 6 995,0          | 6 868,0          | 127,0            |
| <b>Dépenses totales</b>                                                                | <b>55 402,0</b>  | <b>53 610,2</b>  | <b>1 791,8</b>   |
| Impact de la consolidation des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux | 2 797,0          | 2 602,0          | 195,0            |
| Impact de l'inscription des dépenses des comptes à fin déterminée <sup>1</sup>         | 415,0            | 260,0            | 155,0            |
| <b>Dépenses consolidées</b>                                                            | <b>58 614,0</b>  | <b>56 472,2</b>  | <b>2 141,8</b>   |

<sup>1</sup> Ces dépenses sont présentées dans le Plan budgétaire accompagnant le Discours sur le budget 2005-2006.



## 2. L'ÉVOLUTION DE LA PRÉVISION DES RÉSULTATS DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES ET DES FONDS SPÉCIAUX EN 2004-2005

- Depuis le dépôt du Budget de dépenses 2004-2005, les résultats prévus des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux ont été révisés à la hausse, passant de 80,7 M\$ à 200,3 M\$, une amélioration de 119,6 M\$ avant les ajustements de la consolidation.
- Cette amélioration s'explique par la révision à la hausse des résultats prévus de certains organismes autres que budgétaires et fonds spéciaux, dont :
  - 21,8 M\$ au Fonds d'information foncière, découlant en grande partie du Programme de réforme du cadastre québécois et de la bonne performance du marché immobilier;
  - 16,2 M\$ à Investissement Québec résultant essentiellement par un gain exceptionnel sur placement;
  - 12,2 M\$ à la Société de financement des infrastructures locales du Québec dont la mise en place a été plus lente que prévue et implique des dépenses moindres;
  - 8,3 M\$ au Fonds d'aide à l'action communautaire autonome attribuable en grande partie à une hausse des revenus et à une diminution des dépenses pour l'exercice financier 2004-2005;
  - 7,0 M\$ à la Société immobilière du Québec résultant notamment par des taux d'intérêt plus faibles, alors que les prévisions anticipaient une hausse, et une baisse des taxes locatives plus faible que prévue en 2004-2005.
- Les résultats prévus après les ajustements de consolidation sont de 221,0 M\$ comparativement à 256,0 M\$ lors du Budget de dépenses 2004-2005.

**Tableau 6.2** ÉVOLUTION DE LA PRÉVISION DES RÉSULTATS DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES ET DES FONDS SPÉCIAUX

|                                   | 2004-2005                  |                           | Variation<br>M\$ |
|-----------------------------------|----------------------------|---------------------------|------------------|
|                                   | Prévisions révisées<br>M\$ | Budget de dépenses<br>M\$ |                  |
| Fonds spéciaux                    | 56,1                       | 11,5                      | 44,6             |
| Organismes autres que budgétaires | 144,2                      | 69,2                      | 75,0             |
| <b>Total avant consolidation</b>  | <b>200,3</b>               | <b>80,7</b>               | <b>119,6</b>     |
| Ajustements de la consolidation   | 20,7                       | 175,3                     | (154,6)          |
| <b>Impact de la consolidation</b> | <b>221,0</b>               | <b>256,0</b>              | <b>(35,0)</b>    |

### 3. LES RÉSULTATS DE LA CONSOLIDATION DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES ET DES FONDS SPÉCIAUX EN 2005-2006

- En 2005-2006, les revenus et les dépenses des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux, avant les ajustements de la consolidation, s'élèvent respectivement à 17 223,1 M\$ et 17 215,1 M\$.
- L'impact de la consolidation des résultats des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux sur les résultats du gouvernement s'établit globalement à 267,0 M\$ en 2005-2006, comparativement à 221,0 M\$ pour 2004-2005, une variation de 46,0 M\$.
- L'annexe 6.2 présente les changements survenus dans les organismes autres que budgétaires et les fonds spéciaux et l'annexe 6.3 présente les résultats des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux selon leurs propres conventions comptables, c'est-à-dire avant les ajustements de la consolidation.

**Tableau 6.3**      **IMPACT DE LA CONSOLIDATION DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES ET DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES RÉSULTATS DU GOUVERNEMENT**

|                                     | 2005-2006       |                 |                  | 2004-2005<br>Résultats<br>probables<br>M\$ |
|-------------------------------------|-----------------|-----------------|------------------|--------------------------------------------|
|                                     | Revenus<br>M\$  | Dépenses<br>M\$ | Résultats<br>M\$ |                                            |
| Fonds spéciaux                      | 6 530,5         | 6 513,8         | 16,7             | 56,1                                       |
| Organismes autres que budgétaires   | 10 692,6        | 10 701,3        | (8,7)            | 144,2                                      |
| <b>Total avant la consolidation</b> | <b>17 223,1</b> | <b>17 215,1</b> | <b>8,0</b>       | <b>200,3</b>                               |
| Ajustements de la consolidation     | (14 159,1)      | (14 418,1)      | 259,0            | 20,7                                       |
| <b>Impact de la consolidation</b>   | <b>3 064,0</b>  | <b>2 797,0</b>  | <b>267,0</b>     | <b>221,0</b>                               |



#### 4. LES RÉSULTATS DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES EN 2005-2006

- En 2005-2006, les résultats prévus des organismes autres que budgétaires, avant les ajustements de la consolidation, affichent un déficit 8,7 M\$, comparativement à un surplus de 144,2 M\$ en 2004-2005, une variation à la baisse de 152,9 M\$. Cette variation s'explique en grande partie par les facteurs suivants :
- La Financière agricole du Québec présente, à titre de prévision, pour l'exercice financier 2005-2006 un déficit de 16,1 M\$ comparativement à un surplus de 17,8 M\$ pour l'exercice précédent, une variation à la baisse de 33,9 M\$ qui reflète la conjoncture plus difficile du secteur agricole. Le budget pour l'exercice financier 2004-2005 de la Financière agricole du Québec comprend les contributions des gouvernements fédéral et provincial et des producteurs agricoles;
  - Investissement Québec présente un surplus de 24,8 M\$ pour l'exercice financier 2005-2006 comparativement à un surplus de 53,1 M\$ au cours de l'exercice précédent, une variation à la baisse de 28,3 M\$. Cet écart est principalement attribuable à un gain exceptionnel sur disposition d'un investissement en 2004-2005;
  - La Société de financement des infrastructures locales du Québec prévoit un déficit de 12,2 M\$ en 2005-2006 comparativement à un surplus 12,2 M\$ en 2004-2005, une variation à la baisse de 24,4 M\$;
  - La Société immobilière du Québec prévoit l'équilibre budgétaire pour l'exercice financier 2005-2006, alors qu'un surplus de 11,9 M\$ est prévu pour 2004-2005. Cet écart s'explique en grande partie par des revenus plus faibles que prévus à la suite de nouvelle tarification 2005-2008 ainsi qu'à une baisse des loyers, ce qui se reflète par une diminution des revenus prévus en 2005-2006.

**Tableau 6.4** RÉSULTATS DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES

|                                                                 | 2005-2006       |                 |                  | 2004-2005<br>Résultats<br>probables<br>M\$ | Variation<br>M\$ |
|-----------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|------------------|--------------------------------------------|------------------|
|                                                                 | Revenus<br>M\$  | Dépenses<br>M\$ | Résultats<br>M\$ |                                            |                  |
| Financière agricole du Québec                                   | 490,9           | 507,0           | (16,1)           | 17,8                                       | (33,9)           |
| Investissement Québec                                           | 254,0           | 229,2           | 24,8             | 53,1                                       | (28,3)           |
| Société de financement des<br>infrastructures locales du Québec | 178,1           | 190,3           | (12,2)           | 12,2                                       | (24,4)           |
| Société immobilière du Québec                                   | 585,9           | 585,9           | -                | 11,9                                       | (11,9)           |
| Autres organismes                                               | 9 183,7         | 9 188,9         | (5,2)            | 49,2                                       | (54,4)           |
| <b>Total avant la consolidation</b>                             | <b>10 692,6</b> | <b>10 701,3</b> | <b>(8,7)</b>     | <b>144,2</b>                               | <b>(152,9)</b>   |



## 5. LES RÉSULTATS DES FONDS SPÉCIAUX EN 2005-2006

- ❑ Les fonds spéciaux présentent un surplus de 16,7 M\$ pour l'exercice financier 2005-2006 comparativement à un surplus de 56,1 M\$ en 2004-2005, une variation à la baisse de 39,4 M\$.
- ❑ Plus de 80,0 % de cette variation s'explique par le fait que deux fonds présentent des résultats moindres en 2005-2006 comparativement à 2004-2005 :
  - Le Fonds d'information foncière prévoit un surplus de 10,3 M\$ pour l'exercice financier 2005-2006 comparativement à un surplus de 32,6 M\$ en 2004-2005, soit une variation à la baisse de 22,3 M\$.
    - La diminution de l'excédent du Fonds d'information foncière en 2005-2006 s'explique par la baisse anticipée des revenus tirés de l'activité immobilière et de l'accroissement des dépenses résultant de la hausse du coût des services professionnels et des dépenses d'amortissement liées à la réforme du cadastre québécois et au projet Enregistrement des droits d'intervention et de la tenure.
    - En 2004-2005, l'excédent de ce Fonds est attribuable en grande partie au Programme de réforme du cadastre québécois ainsi qu'à la bonne performance du marché immobilier.
  - Le Fonds de financement présente un excédent de 15,4 M\$ en 2005-2006, comparativement à un surplus de 25,5 M\$ en 2004-2005, soit une variation à la baisse de 10,1 M\$.
    - La hausse attendue des taux d'intérêt, de même que des frais d'émission plus élevés expliquent principalement la hausse plus importante des dépenses par rapport aux revenus en 2005-2006.

**Tableau 6.5** RÉSULTATS DES FONDS SPÉCIAUX

|                                     | 2005-2006      |                 |                  | 2004-2005<br>Résultats<br>probables<br>M\$ | Variation<br>M\$ |
|-------------------------------------|----------------|-----------------|------------------|--------------------------------------------|------------------|
|                                     | Revenus<br>M\$ | Dépenses<br>M\$ | Résultats<br>M\$ |                                            |                  |
| Fonds d'information foncière        | 105,8          | 95,5            | 10,3             | 32,6                                       | (22,3)           |
| Fonds de financement                | 472,9          | 457,5           | 15,4             | 25,5                                       | (10,1)           |
| Autres fonds spéciaux               | 5 951,8        | 5 960,8         | (9,0)            | (2,0)                                      | (7,0)            |
| <b>Total avant la consolidation</b> | <b>6 530,5</b> | <b>6 513,8</b>  | <b>16,7</b>      | <b>56,1</b>                                | <b>(39,4)</b>    |

## ANNEXE 6.1

### LE PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT

- ❑ Les dépenses consolidées du gouvernement comprennent, en plus des dépenses de programmes et celles du service de la dette, les dépenses effectuées par les organismes autres que budgétaires et les fonds spéciaux.
- ❑ Les dépenses des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux sont ajoutées à celles du gouvernement, après élimination des opérations interentités et après harmonisation des conventions comptables, lorsqu'il y a lieu.
- ❑ Ces ajustements sont de deux ordres :
  - Le premier consiste à éliminer les opérations conclues interentités. Ces éliminations sont nécessaires pour ne pas comptabiliser deux fois la même dépense lors de la consolidation;
  - Le deuxième type d'ajustement résulte de l'harmonisation des conventions comptables des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux avec celles du gouvernement.
- ❑ La consolidation vise à regrouper toutes les opérations et les ressources financières dont le gouvernement est responsable. Ce regroupement permet de fournir un portrait financier global du gouvernement.
- ❑ Le périmètre comptable du gouvernement englobe non seulement les ministères et les organismes dirigés par un ministre et dont le budget est financé par des crédits votés par l'Assemblée nationale, mais aussi l'ensemble des organismes autres que budgétaires, des fonds spéciaux et des entreprises qui appartiennent au gouvernement ou qui sont sous son contrôle.
- ❑ Deux méthodes de consolidation sont utilisées selon la nature des entités visées :
  - La première méthode, soit la consolidation intégrale, consiste à additionner, ligne par ligne, les comptes des ministères, des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux. Elle intègre donc aux états financiers du gouvernement leurs opérations financières, telles les dépenses et la dette des organismes. Cette méthode s'applique aux entités apparaissant à l'annexe 6.3;
  - La seconde, soit la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, s'applique aux entreprises du gouvernement. Elle consiste à ajouter aux revenus du gouvernement les résultats nets de ces entreprises, c'est-à-dire leur surplus ou leur déficit. Cette méthode s'applique aux entités apparaissant à l'annexe 6.4.



## MÉTHODE DE CONSOLIDATION INTÉGRALE

- ❑ Parmi les entités consolidées ligne par ligne, il faut distinguer deux groupes : les organismes autres que budgétaires et les fonds spéciaux.
  - Le gouvernement a créé différents types d'organismes pour la mise en œuvre de ses politiques et pour fournir certains services à la population. Bien qu'ils soient variés par leur taille ou leur statut, ces organismes, comme les régions, les commissions et les sociétés, ont pour trait commun une plus grande autonomie par rapport aux ministères. Les pouvoirs délégués à leur direction en vertu de la législation sont plus étendus en matière de finances et de fonctionnement. Ces organismes disposent de plus de latitude pour établir leurs systèmes et pratiques. Ils peuvent aussi recourir à des sources de financement extérieures au gouvernement. Cependant, ils relèvent de l'autorité d'un ministre à qui ils doivent rendre compte de l'ensemble de leur gestion financière.
  - Les fonds spéciaux, pour leur part, constituent des outils de gestion financière permettant, dans certaines situations, d'administrer les ressources allouées selon un mode de gestion différent de celui des ministères. Certains fonds produisent et fournissent des biens ou des services et tirent, en tout ou en partie, leur financement de la vente de ces biens et services.
  - Les organismes autres que budgétaires et les fonds spéciaux dépendent des ministères pour leur financement. C'est pourquoi la budgétisation et la gestion des enveloppes ministérielles tiennent compte à la fois des organismes autres que budgétaires, des fonds spéciaux et du ministère d'un même portefeuille. Plus précisément, les enveloppes ministérielles se composent :
    - D'une part, de l'enveloppe de dépenses prévue au Volume II dans le budget de dépenses portant sur les crédits des ministères et organismes;
    - D'autre part, du résultat net des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux, c'est-à-dire l'écart entre leurs revenus et leurs dépenses.
- ❑ Il revient à chaque ministre de veiller à ce que la situation financière des entités consolidées sous sa responsabilité n'ait pas d'impact négatif sur les résultats financiers du gouvernement.

## MÉTHODE DE COMPTABILISATION À LA VALEUR DE CONSOLIDATION

- ❑ La consolidation des résultats des entreprises du gouvernement est considérée seulement dans les documents accompagnant le Discours sur le budget puisque les résultats des entreprises du gouvernement sont pris en compte dans l'équilibre budgétaire du gouvernement.
- ❑ Il importe de noter que les établissements de santé et de services sociaux, les institutions d'enseignement ainsi que les biens détenus par les organismes exerçant des activités de nature fiduciaire (annexe 6.5) ne sont pas inclus au périmètre comptable du gouvernement.



## ANNEXE 6.2

### CHANGEMENTS DANS LES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES ET FONDS SPÉCIAUX

- Certains organismes autres que budgétaires et fonds spéciaux ont été ajoutés ou transférés vers d'autres portefeuilles ou ont changé de dénomination ou n'apparaissent plus dans le budget de dépenses par rapport à l'exercice 2004-2005.

Un signe (+) indique l'ajout d'un organisme autre que budgétaire ou d'un fonds spécial, alors qu'un signe (-) signifie le retrait d'un organisme autre que budgétaire ou d'un fonds spécial.

#### AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS

- (+) Le Fonds de développement régional, auparavant rattaché à l'ancien l'ancien portefeuille « Développement économique et régional et Recherche » apparaît maintenant à ce portefeuille.

#### CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

- (+) L'Agence des partenariats public-privé du Québec a été ajoutée à ce portefeuille.
- (-) Le Fonds des services gouvernementaux et la Société immobilière du Québec sont intégrés au nouveau portefeuille « Services gouvernementaux ».

#### CONSEIL EXÉCUTIF

- (-) Le Fonds Jeunesse Québec a cessé ses activités le 31 décembre 2004.

#### DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

- (-) Le Fonds de partenariat touristique, la Régie des installations olympiques, la Société du Centre des congrès de Québec et la Société du Palais des congrès de Montréal ont été déplacés au nouveau portefeuille « Tourisme ».
- (-) Le Fonds de développement régional est transféré au portefeuille « Affaires municipales et Régions ».
- (-) Sidbec a cessé ses activités le 23 mars 2005.

#### FINANCES

- (+) Le Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières et la Société de financement des infrastructures locales du Québec ont été ajoutés à ce portefeuille.  
L'Agence nationale d'encadrement du secteur financier se nomme dorénavant l'Autorité des marchés financiers.

#### IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

- (-) Le Fonds de l'état civil auparavant à l'ancien portefeuille « Relations avec les citoyens et Immigration » est maintenant transféré au portefeuille « Justice ».
- (-) Le Fonds de l'information gouvernementale a été transféré au nouveau portefeuille « Services gouvernementaux ».

## **ANNEXE 6.2 (SUITE)**

### **CHANGEMENTS DANS LES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES ET FONDS SPÉCIAUX**

#### **JUSTICE**

- (+) Le Fonds de l'état civil auparavant à l'ancien portefeuille « Relations avec les citoyens et Immigration » apparaît désormais à ce portefeuille.

#### **RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE**

- (-) La Commission de la capitale nationale du Québec a été transférée au portefeuille « Transports ».

#### **REVENU**

- (+) Le Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère du Revenu a été ajouté à ce portefeuille.

#### **SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX**

La Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal métropolitain se nomme dorénavant Corporation d'urgences-santé.

#### **SERVICES GOUVERNEMENTAUX**

- (+) Le Fonds de l'information gouvernementale auparavant à l'ancien portefeuille « Relations avec les citoyens et Immigration ».
- (+) Le Fonds des services gouvernementaux et la Société immobilière du Québec, auparavant rattachés au qu portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale », ont été ajoutés à ce portefeuille.

#### **TOURISME**

- (+) Le Fonds de partenariat touristique, la Régie des installations olympiques, la Société du Centre des congrès de Québec et la Société du Palais des congrès de Montréal ont été ajoutés au nouveau portefeuille « Tourisme » en provenance de l'ancien portefeuille « Développement économique et régional et Recherche ».

#### **TRANSPORTS**

- (+) La Commission de la capitale nationale du Québec a été intégrée au portefeuille « Transports » en provenance de l'ancien portefeuille « Ressources naturelles, Faune et Parcs ».



## ANNEXE 6.3

## RÉSULTATS DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES ET DES FONDS SPÉCIAUX

|                                                                                             | 2005-2006      |                 |                  | 2004-2005        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----------------|------------------|------------------|
|                                                                                             | Revenus<br>M\$ | Dépenses<br>M\$ | Résultats<br>M\$ | Résultats<br>M\$ |
| <b>Affaires municipales et Régions</b>                                                      |                |                 |                  |                  |
| Fonds de développement régional                                                             | 36,8           | 36,8            | -                | -                |
| Société d'habitation du Québec                                                              | 627,7          | 627,7           | -                | -                |
| Société québécoise d'assainissement des eaux                                                | 177,3          | 177,3           | -                | -                |
|                                                                                             | 841,8          | 841,8           | -                | -                |
| <b>Agriculture, Pêcheries et Alimentation</b>                                               |                |                 |                  |                  |
| Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec                         | 0,2            | 0,2             | -                | -                |
| Financière agricole du Québec                                                               | 490,9          | 507,0           | (16,1)           | 17,8             |
| Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers*                                            | 15,6           | 11,7            | 3,9              | 7,6              |
|                                                                                             | 506,7          | 518,9           | (12,2)           | 25,4             |
| <b>Conseil du trésor et Administration gouvernementale</b>                                  |                |                 |                  |                  |
| Agence des partenariats public-privé du Québec                                              | 1,5            | 1,5             | -                | -                |
| Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées                             | 3,3            | 3,3             | -                | -                |
| Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor                                | 1,4            | 1,4             | -                | -                |
| Fonds relatif à la tempête de verglas                                                       | 27,3           | 27,3            | -                | -                |
|                                                                                             | 33,5           | 33,5            | -                | -                |
| <b>Conseil exécutif</b>                                                                     |                |                 |                  |                  |
| Fonds Jeunesse Québec                                                                       | -              | -               | -                | (0,5)            |
|                                                                                             | -              | -               | -                | (0,5)            |
| <b>Culture et Communications</b>                                                            |                |                 |                  |                  |
| Bibliothèque nationale du Québec                                                            | 59,4           | 59,4            | -                | 2,3              |
| Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs | 0,7            | 0,7             | -                | -                |
| Conseil des arts et des lettres du Québec                                                   | 72,8           | 72,8            | -                | -                |
| Musée d'art contemporain de Montréal                                                        | 9,3            | 9,3             | -                | -                |
| Musée de la civilisation                                                                    | 26,8           | 27,0            | (0,2)            | (0,1)            |
| Musée national des beaux-arts du Québec                                                     | 17,8           | 18,3            | (0,5)            | -                |
| Régie du cinéma                                                                             | 8,8            | 4,7             | 4,1              | 9,7              |
| Société de développement des entreprises culturelles                                        | 55,9           | 56,2            | (0,3)            | (0,6)            |
| Société de la Place des Arts de Montréal                                                    | 30,0           | 30,3            | (0,3)            | -                |
| Société de télédiffusion du Québec                                                          | 72,4           | 72,4            | -                | (0,6)            |
| Société du Grand Théâtre de Québec                                                          | 9,2            | 9,2             | -                | -                |
|                                                                                             | 363,1          | 360,3           | 2,8              | 10,7             |
| <b>Développement durable, Environnement et Parcs</b>                                        |                |                 |                  |                  |
| Société québécoise de récupération et de recyclage                                          | 54,0           | 56,2            | (2,2)            | 1,3              |
|                                                                                             | 54,0           | 56,2            | (2,2)            | 1,3              |



## ANNEXE 6.3

## RÉSULTATS DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES ET DES FONDS SPÉCIAUX

|                                                                                              | 2005-2006      |                 |                  | 2004-2005        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-----------------|------------------|------------------|
|                                                                                              | Revenus<br>M\$ | Dépenses<br>M\$ | Résultats<br>M\$ | Résultats<br>M\$ |
| <b>Développement économique, Innovation et Exportation</b>                                   |                |                 |                  |                  |
| Centre de recherche industrielle du Québec                                                   | 29,8           | 29,8            | -                | -                |
| Fonds de la recherche en santé du Québec*                                                    | 85,1           | 86,6            | (1,5)            | (1,8)            |
| Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies*                           | 43,3           | 43,9            | (0,6)            | (1,1)            |
| Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture*                                | 46,8           | 48,8            | (2,0)            | 1,5              |
| Investissement Québec                                                                        | 254,0          | 229,2           | 24,8             | 53,1             |
| Société de développement de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel          | -              | -               | -                | (0,4)            |
| Société du parc industriel et portuaire de Bécancour                                         | 5,3            | 6,1             | (0,8)            | (1,1)            |
|                                                                                              | 464,3          | 444,4           | 19,9             | 50,2             |
| <b>Éducation, Loisir et Sport</b>                                                            |                |                 |                  |                  |
| Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec                                               | 24,7           | 24,9            | (0,2)            | 0,5              |
|                                                                                              | 24,7           | 24,9            | (0,2)            | 0,5              |
| <b>Emploi et Solidarité sociale</b>                                                          |                |                 |                  |                  |
| Fonds d'aide à l'action communautaire autonome                                               | 26,4           | 29,7            | (3,3)            | (0,2)            |
| Fonds de développement du marché du travail                                                  | 937,7          | 947,9           | (10,2)           | (10,6)           |
| Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale | 38,9           | 38,9            | -                | -                |
| Fonds québécois d'initiatives sociales                                                       | 4,8            | 11,0            | (6,2)            | (12,2)           |
| Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs                               | 20,3           | 20,3            | -                | -                |
|                                                                                              | 1 028,1        | 1 047,8         | (19,7)           | (23,0)           |
| <b>Finances</b>                                                                              |                |                 |                  |                  |
| Autorité des marchés financiers                                                              | 86,3           | 68,9            | 17,4             | 23,0             |
| Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières                                      | 1,4            | 2,0             | (0,6)            | 0,7              |
| Fonds de financement                                                                         | 472,9          | 457,5           | 15,4             | 25,5             |
| Fonds de l'industrie des courses de chevaux                                                  | 13,4           | 13,4            | -                | -                |
| Fonds du Centre financier de Montréal                                                        | 1,3            | 1,5             | (0,2)            | 0,5              |
| Fonds spécial olympique                                                                      | 80,8           | 80,8            | -                | 0,2              |
| Institut de la statistique du Québec                                                         | 22,1           | 23,0            | (0,9)            | (0,3)            |
| Société de financement des infrastructures locales du Québec                                 | 178,1          | 190,3           | (12,2)           | 12,2             |
|                                                                                              | 856,3          | 837,4           | 18,9             | 61,8             |
| <b>Justice</b>                                                                               |                |                 |                  |                  |
| Commission des services juridiques                                                           | 126,3          | 129,3           | (3,0)            | 1,3              |
| Fonds d'aide aux recours collectifs*                                                         | 1,1            | 1,5             | (0,4)            | 0,8              |
| Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels                                                  | 12,9           | 12,9            | -                | 5,5              |
| Fonds de l'état civil                                                                        | 16,5           | 17,0            | (0,5)            | -                |
| Fonds des registres du ministère de la Justice                                               | 29,0           | 24,7            | 4,3              | 5,8              |
| Office des professions du Québec                                                             | 6,3            | 6,3             | -                | 0,7              |
| Société québécoise d'information juridique                                                   | 12,3           | 12,3            | -                | 0,7              |
| Tribunal administratif du Québec                                                             | 28,9           | 28,9            | -                | 1,5              |
|                                                                                              | 233,3          | 232,9           | 0,4              | 16,3             |

## ANNEXE 6.3

## RÉSULTATS DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES ET DES FONDS SPÉCIAUX

|                                                                    | 2005-2006      |                 |                  | 2004-2005        |
|--------------------------------------------------------------------|----------------|-----------------|------------------|------------------|
|                                                                    | Revenus<br>M\$ | Dépenses<br>M\$ | Résultats<br>M\$ | Résultats<br>M\$ |
| <b>Relations internationales</b>                                   |                |                 |                  |                  |
| Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger           | 10,3           | 10,2            | 0,1              | 0,1              |
| Office Québec-Amériques pour la jeunesse                           | 2,3            | 2,5             | (0,2)            | 0,1              |
|                                                                    | 12,6           | 12,7            | (0,1)            | 0,2              |
| <b>Ressources naturelles et Faune</b>                              |                |                 |                  |                  |
| Agence de l'efficacité énergétique                                 | 21,0           | 21,8            | (0,8)            | -                |
| Fondation de la faune du Québec                                    | 4,3            | 4,8             | (0,5)            | -                |
| Fonds d'information foncière                                       | 105,8          | 95,5            | 10,3             | 32,6             |
| Fonds d'information géographique                                   | 2,0            | 2,1             | (0,1)            | (0,2)            |
| Fonds forestier                                                    | 260,0          | 259,8           | 0,2              | (0,4)            |
| Régie de l'énergie                                                 | 8,0            | 8,9             | (0,9)            | (0,4)            |
| Société nationale de l'amiante                                     | -              | 0,5             | (0,5)            | (0,5)            |
|                                                                    | 401,1          | 393,4           | 7,7              | 31,1             |
| <b>Revenu</b>                                                      |                |                 |                  |                  |
| Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère du Revenu | 14,0           | 14,0            | -                | -                |
| Fonds de perception                                                | 84,0           | 85,8            | (1,8)            | 3,1              |
| Fonds des pensions alimentaires***                                 | 40,9           | 40,9            | -                | -                |
| Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu     | 40,4           | 40,4            | -                | -                |
|                                                                    | 179,3          | 181,1           | (1,8)            | 3,1              |
| <b>Santé et Services sociaux</b>                                   |                |                 |                  |                  |
| Corporation d'urgences-santé                                       | 82,1           | 82,1            | -                | -                |
| Fonds de l'assurance médicaments                                   | 2 546,5        | 2 546,5         | -                | -                |
| Héma-Québec                                                        | 279,3          | 279,3           | -                | -                |
| Institut national de santé publique du Québec                      | 25,6           | 25,6            | -                | -                |
| Régie de l'assurance maladie du Québec                             | 6 401,6        | 6 401,6         | -                | -                |
|                                                                    | 9 335,1        | 9 335,1         | -                | -                |
| <b>Sécurité publique</b>                                           |                |                 |                  |                  |
| École nationale de police du Québec                                | 25,0           | 25,2            | (0,2)            | (0,1)            |
| École nationale des pompiers du Québec                             | 1,1            | 1,3             | (0,2)            | -                |
| Fonds des services de police                                       | 414,7          | 414,7           | -                | -                |
|                                                                    | 440,8          | 441,2           | (0,4)            | (0,1)            |
| <b>Services gouvernementaux</b>                                    |                |                 |                  |                  |
| Fonds de l'information gouvernementale                             | 37,4           | 37,7            | (0,3)            | (0,7)            |
| Fonds des services gouvernementaux                                 | 278,2          | 266,9           | 11,3             | 11,1             |
| Société immobilière du Québec                                      | 585,9          | 585,9           | -                | 11,9             |
|                                                                    | 901,5          | 890,5           | 11,0             | 22,3             |



## ANNEXE 6.3

## RÉSULTATS DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES ET DES FONDS SPÉCIAUX

|                                                                      | 2005-2006       |                 |                  | 2004-2005        |
|----------------------------------------------------------------------|-----------------|-----------------|------------------|------------------|
|                                                                      | Revenus<br>M\$  | Dépenses<br>M\$ | Résultats<br>M\$ | Résultats<br>M\$ |
| <b>Tourisme</b>                                                      |                 |                 |                  |                  |
| Fonds de partenariat touristique                                     | 110,2           | 112,2           | (2,0)            | (3,5)            |
| Régie des installations olympiques**                                 | 45,8            | 50,2            | (4,4)            | 1,7              |
| Société du Centre des congrès de Québec                              | 18,8            | 19,2            | (0,4)            | (0,5)            |
| Société du Palais des congrès de Montréal                            | 56,8            | 57,5            | (0,7)            | 1,4              |
|                                                                      | 231,6           | 239,1           | (7,5)            | (0,9)            |
| <b>Transports</b>                                                    |                 |                 |                  |                  |
| Agence métropolitaine de transport**                                 | 238,0           | 238,0           | -                | -                |
| Commission de la capitale nationale du Québec                        | 13,8            | 15,0            | (1,2)            | (0,1)            |
| Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier            | 732,8           | 732,8           | -                | -                |
| Fonds de gestion de l'équipement roulant                             | 76,3            | 76,5            | (0,2)            | -                |
| Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun    | 68,1            | 68,1            | -                | -                |
| Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Transports | 5,6             | 5,6             | -                | -                |
| Société des traversiers du Québec                                    | 61,1            | 61,8            | (0,7)            | (0,7)            |
|                                                                      | 1 195,7         | 1 197,8         | (2,1)            | (0,8)            |
| <b>Travail</b>                                                       |                 |                 |                  |                  |
| Commissaire de l'industrie de la construction                        | 1,2             | 1,3             | (0,1)            | -                |
| Commission des lésions professionnelles                              | 52,1            | 53,4            | (1,3)            | 2,9              |
| Commission des normes du travail                                     | 52,8            | 56,8            | (4,0)            | (0,6)            |
| Commission des relations du travail                                  | 13,4            | 14,6            | (1,2)            | 0,5              |
|                                                                      | 119,5           | 126,1           | (6,6)            | 2,8              |
| <b>Total</b>                                                         | <b>17 223,1</b> | <b>17 215,1</b> | <b>8,0</b>       | <b>200,3</b>     |
| Ajustements de la consolidation                                      | (14 159,1)      | (14 418,1)      | 259,0            | 20,7             |
| <b>Impact de la consolidation</b>                                    | <b>3 064,0</b>  | <b>2 797,0</b>  | <b>267,0</b>     | <b>221,0</b>     |

\* Ce fonds doit être considéré comme un organisme et non comme un fonds spécial.

\*\* Les données prévisionnelles correspondent au fonds d'exploitation de l'organisme.

\*\*\* Cet organisme effectue aussi des activités de nature fiduciaire exclues du périmètre comptable du gouvernement.

Note 1 : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque organisme et fonds spécial peut ne pas correspondre au total.

Note 2 : Les résultats des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux sont présentés selon leurs propres conventions comptables, c'est-à-dire avant les ajustements de la consolidation.



## **ANNEXE 6.4**

### **ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT COMPTABILISÉES À LA VALEUR DE CONSOLIDATION**

Capital Financière agricole inc.

Corporation d'hébergement du Québec

Financement-Québec

Fonds d'indemnisation du courtage immobilier

Hydro-Québec\*

Immobilière SHQ

IQ FIER inc.

IQ Immigrants Investisseurs Inc.

Loto-Québec

Société de développement de la Baie-James (SDBJ)

Société de l'assurance automobile du Québec (excluant le mandat de l'assurance automobile)\*

Société des alcools du Québec

Société des établissements de plein air du Québec

Société générale de financement du Québec

Société Innovatech du sud du Québec

Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches

Société Innovatech Régions ressources

\* Ces entreprises effectuent aussi des activités de nature fiduciaire exclues du périmètre comptable du gouvernement.

## **ANNEXE 6.5**

### **ORGANISMES ET FONDS EXERÇANT DES OPÉRATIONS EXCLUES DU PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT**

Caisse de dépôt et placement du Québec

Comité Centraide - secteur public

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission de la construction du Québec

Conseil de gestion de l'assurance parentale

Curateur public (partie fiduciaire)

Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées

Fonds d'assurance-récolte

Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles

Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaire du Québec

Fonds d'indemnisation des services financiers\*

Fonds des cautionnements des agents de voyages

Fonds des pensions alimentaires (partie fiduciaire)

Fonds du régime tripartite d'assurance revenu brut à l'égard des récoltes

Fonds en fidéicommis

Fonds national de formation de la main-d'œuvre

Hydro-Québec - Régime de retraite

Régie des rentes du Québec

Société de l'assurance automobile du Québec (mandat assurance automobile)

\* Les fonctions et le personnel de ce fonds sont administrés par l'Autorité des marchés financiers.

## APPENDICES

---





## APPENDICE A

### LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

---

#### **EN BREF**

- ❑ Les comptes à fin déterminée concernent des sommes qui sont reçues de tiers tels le gouvernement fédéral, les entreprises privées et les entités autres que les ministères et organismes budgétaires. En vertu d'un contrat ou d'une entente, le versement de ces sommes est subordonné à la condition qu'elles soient affectées à une fin spécifique. Dans de tels cas, un compte à fin déterminée peut être constitué par le gouvernement, conformément à l'article 7 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).
- ❑ Les opérations financières qui transitent par un compte à fin déterminée sont régies par tous les règlements, politiques ou directives applicables aux transactions effectuées à même les crédits d'un ministère. De plus, les dépenses et les revenus portés à ces comptes sont soumis à la vérification du Vérificateur général.
- ❑ Il est à noter que, depuis l'exercice financier 2003-2004, les revenus et les dépenses des comptes à fin déterminée sont intégrés aux états financiers consolidés du gouvernement. Les données complètes des opérations des comptes à fin déterminée sont présentées aux annexes de la section « Orientations budgétaires et financières du gouvernement » dans le Plan budgétaire accompagnant le Discours sur le budget 2005-2006.
- ❑ Les prévisions de paiements et autres débits comptabilisés dans les comptes à fin déterminée sont présentées dans le tableau suivant, afin de compléter l'information sur les opérations des ministères, même si elles ne font pas partie de leur budget de dépenses. Pour 2005-2006, il y a 41 comptes à fin déterminée répartis dans 17 ministères.

**COMPTES À FIN DÉTERMINÉE : PRÉVISION DE PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS EN 2005-2006**

(000 \$)

**Affaires municipales et Régions**

|                                       |          |
|---------------------------------------|----------|
| Programme d'infrastructures 2000-2007 | 89 133,5 |
|---------------------------------------|----------|

**Agriculture, Pêcheries et Alimentation**

|                                                                                 |           |
|---------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Financement des programmes de gestion des risques agricoles                     | 184 470,0 |
| Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches | 5 500,0   |
| Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux                    | 4 094,2   |

**Conseil exécutif**

|                                                                                    |          |
|------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Financement de la Stratégie d'action jeunesse                                      | 12 000,0 |
| Financement de la stratégie du Défi de l'entrepreneuriat jeunesse                  | 10 922,1 |
| Régionalisation vers les forums jeunesse régionaux des décisions d'aide financière | 2 351,6  |

**Culture et Communications**

|                                                                                                                                             |         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux                                                                                | 1 394,6 |
| Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux publics | 550,0   |
| Financement des unités autonomes de service - Centre de conservation du Québec                                                              | 360,0   |

**Développement durable, Environnement et Parcs**

|                                                                                              |         |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| Financement des unités autonomes de service - Centre d'expertise en analyse environnementale | 2 841,3 |
| Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux                                 | 1 361,5 |

**Développement économique, Innovation et Exportation**

|                                                              |       |
|--------------------------------------------------------------|-------|
| Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux | 450,0 |
|--------------------------------------------------------------|-------|

**Éducation, Loisir et Sport**

|                                                                                 |          |
|---------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Financement des bourses d'études du millénaire                                  | 69 360,0 |
| Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde | 8 260,3  |
| Formation dans les pénitenciers fédéraux                                        | 4 200,0  |
| Programme d'alphabétisation                                                     | 3 700,0  |
| Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux                    | 859,2    |

**Emploi et Solidarité sociale**

|                                                              |           |
|--------------------------------------------------------------|-----------|
| Application du régime québécois d'assurance parentale        | 200 000,0 |
| Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés   | 487,1     |
| Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux | 91,1      |

**Justice**

|                                                                             |         |
|-----------------------------------------------------------------------------|---------|
| Fonds d'investissement du Canada pour le renouvellement de l'Aide juridique | 3 430,1 |
| Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux                | 90,0    |

**Relations internationales**

|                                                              |       |
|--------------------------------------------------------------|-------|
| Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux | 400,0 |
|--------------------------------------------------------------|-------|



**COMPTES À FIN DÉTERMINÉE : PRÉVISION DE PAIEMENTS ET AUTRES DÉBITS EN 2005-2006****(000 \$)****Ressources naturelles et Faune**

|                                                                                                                           |         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux                                                              | 1 616,3 |
| Projet de coopération avec la Bolivie dans le secteur minier                                                              | 894,4   |
| Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration du site minier Norebec-Manitou | 374,2   |

**Revenu**

|                                                 |           |
|-------------------------------------------------|-----------|
| Gestion de la taxe sur les produits et services | 125 897,6 |
|-------------------------------------------------|-----------|

**Santé et Services sociaux**

|                                                                  |          |
|------------------------------------------------------------------|----------|
| Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie | 30 000,0 |
| Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques        | 18 000,0 |
| Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux     | 2 937,0  |

**Sécurité publique**

|                                                                                                         |         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| Administration de la Loi sur les armes à feu                                                            | 5 500,0 |
| Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques                                               | 3 077,0 |
| Financement des unités autonomes de service - Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale | 2 834,0 |
| Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux                                            | 1 603,9 |
| Financement du programme conjoint de protection civile                                                  | 808,4   |

**Services gouvernementaux**

|                                                              |       |
|--------------------------------------------------------------|-------|
| Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux | 337,2 |
|--------------------------------------------------------------|-------|

**Transports**

|                                                |          |
|------------------------------------------------|----------|
| Programme d'infrastructures 2000-2007          | 85 734,6 |
| Financement des immobilisations aéroportuaires | 1 229,0  |

**Travail**

|                                                              |         |
|--------------------------------------------------------------|---------|
| Financement du Bureau d'évaluation médicale                  | 2 505,0 |
| Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux | 149,2   |

|                |                  |
|----------------|------------------|
| <b>Total *</b> | <b>889 804,4</b> |
|----------------|------------------|

\* Ce total diffère des dépenses des comptes à fin déterminée, telles que présentées dans la section 1 du chapitre 6, principalement en raison du fait que certaines dépenses de ces comptes sont déjà incluses dans celles des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux.



## APPENDICE B

### LE BUDGET DE DÉPENSES 2005-2006 PAR MISSIONS

---

#### **EN BREF**

- En 2005-2006, le Budget de dépenses s'élève à 55 402,0 M\$, dont 48 407,0 M\$ pour les dépenses de programmes et 6 995,0 M\$ pour le service de la dette.
- Les dépenses totales du gouvernement sont regroupées en six grandes missions de l'État, soit : Santé et Services sociaux, Éducation et Culture, Économie et Environnement, Soutien aux personnes et aux familles, Gouverne et Justice et Paiement de la dette.
- Trois missions regroupent 70,9 % des dépenses totales et sont allouées ainsi :
  - La mission Santé et Services sociaux avec 37,5 % des dépenses totales;
  - La mission Éducation et Culture obtient 23,1 % des dépenses totales;
  - La mission Économie et Environnement reçoit 10,3 % des dépenses totales.
- Les autres missions se partagent 29,1 % des dépenses totales, dont 12,6 % au paiement de la dette.



## 1. LE BUDGET DE DÉPENSES PAR MISSIONS

- ❑ Les programmes apparaissant au Budget de dépenses 2005-2006 sont regroupés selon six missions correspondant aux grandes fonctions de l'État.
- ❑ Bien que la structure de certains portefeuilles et certains programmes ait changé en 2005-2006, le regroupement par missions demeure le même que celui de 2004-2005.

### RÉPARTITION PAR MISSIONS DU BUDGET DE DÉPENSES 2005-2006<sup>1</sup>



<sup>1</sup> Excluant les crédits périmés escomptés et les crédits reportés en 2006-2007.

## DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES ET MISSIONS EN 2005-2006

| Portefeuilles                                       | Missions                  |                      |                           |                                       |                     |                      | Total           |
|-----------------------------------------------------|---------------------------|----------------------|---------------------------|---------------------------------------|---------------------|----------------------|-----------------|
|                                                     | Santé et Services sociaux | Éducation et Culture | Économie et Environnement | Soutien aux personnes et aux familles | Gouverne et Justice | Païement de la dette |                 |
|                                                     | (000 000 \$)              |                      |                           |                                       |                     |                      |                 |
| Affaires municipales et Régions                     | -                         | -                    | 975,3                     | -                                     | 800,6               | -                    | 1 776,0         |
| Agriculture, Pêcheries et Alimentation              | -                         | -                    | 653,1                     | -                                     | -                   | -                    | 653,1           |
| Assemblée nationale                                 | -                         | -                    | -                         | -                                     | 94,8                | -                    | 94,8            |
| Conseil du trésor et Administration gouvernementale | -                         | -                    | -                         | -                                     | 808,0               | -                    | 808,0           |
| Conseil exécutif                                    | -                         | -                    | -                         | -                                     | 250,8               | -                    | 250,8           |
| Culture et Communications                           | -                         | 535,9                | -                         | -                                     | -                   | -                    | 535,9           |
| Développement durable, Environnement et Parcs       | -                         | -                    | 177,9                     | -                                     | -                   | -                    | 177,9           |
| Développement économique, Innovation et Exportation | -                         | -                    | 576,4                     | -                                     | -                   | -                    | 576,4           |
| Éducation, Loisir et Sport                          | -                         | 12 201,9             | -                         | -                                     | -                   | -                    | 12 201,9        |
| Emploi et Solidarité sociale                        | -                         | -                    | 899,5                     | 3 112,2                               | -                   | -                    | 4 011,7         |
| Famille, Aînés et Condition féminine                | -                         | -                    | -                         | 1 634,4                               | -                   | -                    | 1 634,4         |
| Finances                                            | -                         | -                    | -                         | -                                     | 213,7               | 6 995,0              | 7 208,7         |
| Immigration et Communautés culturelles              | -                         | 98,6                 | -                         | -                                     | 0,7                 | -                    | 99,3            |
| Justice                                             | -                         | -                    | -                         | 195,3                                 | 417,2               | -                    | 612,5           |
| Personnes désignées par l'Assemblée nationale       | -                         | -                    | -                         | -                                     | 55,8                | -                    | 55,8            |
| Relations internationales                           | -                         | -                    | 99,6                      | -                                     | -                   | -                    | 99,6            |
| Ressources naturelles et Faune                      | -                         | -                    | 390,9                     | -                                     | -                   | -                    | 390,9           |
| Revenu                                              | -                         | -                    | -                         | -                                     | 602,6               | -                    | 602,6           |
| Santé et Services sociaux                           | 20 862,0                  | -                    | -                         | -                                     | -                   | -                    | 20 862,0        |
| Sécurité publique                                   | -                         | -                    | -                         | -                                     | 906,3               | -                    | 906,3           |
| Services gouvernementaux                            | -                         | -                    | -                         | -                                     | 53,9                | -                    | 53,9            |
| Tourisme                                            | -                         | -                    | 138,6                     | -                                     | -                   | -                    | 138,6           |
| Transports                                          | -                         | -                    | 1 808,3                   | -                                     | -                   | -                    | 1 808,3         |
| Travail                                             | -                         | -                    | -                         | -                                     | 63,7                | -                    | 63,7            |
| Crédits périmés escomptés                           | -                         | -                    | -                         | -                                     | -                   | -                    | (150,0) *       |
| Crédits reportés en 2006-2007                       | -                         | -                    | -                         | -                                     | -                   | -                    | (71,2) *        |
| <b>Total des missions</b>                           | <b>20 862,0</b>           | <b>12 836,4</b>      | <b>5 719,7</b>            | <b>4 941,9</b>                        | <b>4 268,2</b>      | <b>6 995,0</b>       | <b>55 402,0</b> |

Note Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque portefeuille peut ne pas correspondre au total.

\* Les crédits périmés escomptés et les crédits reportés en 2006-2007 ne sont pas ventilés entre les missions afin de tenir compte du fait qu'ils seront répartis dans les missions au cours de l'année.

**MISSION SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX, DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES ET PROGRAMMES**

| <b>Portefeuilles et programmes</b>         | <b>Budget de dépenses<br/>2005-2006</b> | <b>Budget de dépenses<br/>2004-2005</b> | <b>Dépense probable<br/>2004-2005</b> | <b>Dépenses<br/>2003-2004</b> | <b>Dépenses<br/>2002-2003</b> |
|--------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
|                                            |                                         |                                         | (000 000 \$)                          |                               |                               |
| <b>Santé et Services sociaux</b>           |                                         |                                         |                                       |                               |                               |
| Fonctions nationales                       | 276,8                                   | 279,8                                   | 281,7                                 | 242,9                         | 224,5                         |
| Fonctions régionales                       | 15 174,9                                | 14 601,6                                | 14 548,3                              | 13 900,2                      | 13 031,3                      |
| Office des personnes handicapées du Québec | 49,4                                    | 47,6                                    | 53,8                                  | 52,6                          | 50,8                          |
| Régie de l'assurance maladie du Québec     | 5 360,9                                 | 5 152,1                                 | 5 152,1                               | 4 876,8                       | 4 609,7                       |
| <b>Total de la mission</b>                 | <b>20 862,0</b>                         | <b>20 081,1</b>                         | <b>20 035,9</b>                       | <b>19 072,5</b>               | <b>17 916,3</b>               |

Note Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total. La dépense portant sur 2004-2005 et les exercices antérieurs a été redressée pour la présenter sur la même base que le Budget de dépenses 2005-2006.



## MISSION ÉDUCATION ET CULTURE, DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES ET PROGRAMMES

| Portefeuilles et programmes                                                | Budget de dépenses<br>2005-2006 | Budget de dépenses<br>2004-2005 | Dépense probable<br>2004-2005 | Dépenses<br>2003-2004 | Dépenses<br>2002-2003 |
|----------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|-------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| (000 000 \$)                                                               |                                 |                                 |                               |                       |                       |
| <b>Culture et Communications</b>                                           |                                 |                                 |                               |                       |                       |
| Charte de la langue française                                              | 22,8                            | 22,8                            | 21,5                          | 22,4                  | 24,4                  |
| Gestion interne, institutions nationales et Commission des biens culturels | 72,1                            | 74,2                            | 71,6                          | 76,3                  | 74,2                  |
| Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État            | 441,0                           | 437,7                           | 428,4                         | 413,6                 | 391,6                 |
| <b>Éducation, Loisir et Sport</b>                                          |                                 |                                 |                               |                       |                       |
| Administration et consultation                                             | 127,1                           | 135,2                           | 130,0                         | 127,1                 | 125,6                 |
| Aide financière aux études                                                 | 334,8                           | 294,2                           | 279,2                         | 311,1                 | 279,6                 |
| Développement du loisir et du sport                                        | 64,9                            | 64,9                            | 65,1                          | 66,7                  | 61,4                  |
| Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire               | 7 203,8                         | 7 060,4                         | 7 075,8                       | 6 872,7               | 6 772,7               |
| Enseignement supérieur                                                     | 3 780,1                         | 3 646,2                         | 3 644,5                       | 3 520,7               | 3 323,4               |
| Formation en tourisme et hôtellerie                                        | 18,8                            | 17,1                            | 17,1                          | 17,1                  | 15,4                  |
| Régimes de retraite                                                        | 672,4                           | 669,7                           | 669,7                         | 659,1                 | 588,7                 |
| <b>Immigration et Communautés culturelles</b>                              |                                 |                                 |                               |                       |                       |
| Immigration, intégration et communautés culturelles                        | 98,6                            | 104,2                           | 106,2                         | 132,5                 | 155,1                 |
| <b>Total de la mission</b>                                                 | <b>12 836,4</b>                 | <b>12 526,6</b>                 | <b>12 509,1</b>               | <b>12 219,2</b>       | <b>11 812,1</b>       |

Note Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total. La dépense portant sur 2004-2005 et les exercices antérieurs a été redressée pour la présenter sur la même base que le Budget de dépenses 2005-2006.

**MISSION ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT, DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES ET PROGRAMMES**

| <b>Portefeuilles et programmes</b>                                               | <b>Budget de dépenses<br/>2005-2006</b> | <b>Budget de dépenses<br/>2004-2005</b> | <b>Dépense probable<br/>2004-2005</b> | <b>Dépenses<br/>2003-2004</b> | <b>Dépenses<br/>2002-2003</b> |
|----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
|                                                                                  |                                         |                                         | (000 000 \$)                          |                               |                               |
| <b>Affaires municipales et Régions</b>                                           |                                         |                                         |                                       |                               |                               |
| Habitation                                                                       | 317,5                                   | 323,9                                   | 324,4                                 | 300,5                         | 254,5                         |
| Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain                            | 580,1                                   | 502,4                                   | 479,7                                 | 550,5                         | 573,3                         |
| Promotion et développement de la Métropole                                       | 77,7                                    | 60,1                                    | 60,9                                  | 64,1                          | 71,5                          |
| <b>Agriculture, Pêcheries et Alimentation</b>                                    |                                         |                                         |                                       |                               |                               |
| Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments | 336,3                                   | 330,4                                   | 343,2                                 | 345,3                         | 323,9                         |
| Organismes d'État                                                                | 316,7                                   | 316,6                                   | 316,9                                 | 317,2                         | 317,3                         |
| <b>Développement durable, Environnement et Parcs</b>                             |                                         |                                         |                                       |                               |                               |
| Bureau d'audiences publiques sur l'environnement                                 | 5,2                                     | 5,4                                     | 5,8                                   | 6,0                           | 6,4                           |
| Protection de l'environnement et gestion des parcs                               | 172,7                                   | 176,2                                   | 177,2                                 | 201,2                         | 198,6                         |
| <b>Développement économique, Innovation et Exportation</b>                       |                                         |                                         |                                       |                               |                               |
| Développement économique et aide aux entreprises                                 | 316,2                                   | 350,4                                   | 304,3                                 | 265,7                         | 615,9                         |
| Direction du Ministère                                                           | 37,2                                    | 40,6                                    | 38,5                                  | 38,5                          | 47,3                          |
| Recherche, science et technologie                                                | 223,0                                   | 240,1                                   | 239,5                                 | 234,8                         | 241,7                         |
| <b>Emploi et Solidarité sociale</b>                                              |                                         |                                         |                                       |                               |                               |
| Mesures d'aide à l'emploi                                                        | 899,5                                   | 909,1                                   | 914,6                                 | 945,9                         | 970,4                         |
| <b>Relations internationales</b>                                                 |                                         |                                         |                                       |                               |                               |
| Affaires internationales                                                         | 99,6                                    | 100,6                                   | 97,6                                  | 111,6                         | 110,9                         |
| <b>Ressources naturelles et Faune</b>                                            |                                         |                                         |                                       |                               |                               |
| Gestion des ressources naturelles et fauniques                                   | 390,9                                   | 396,0                                   | 379,5                                 | 436,6                         | 440,4                         |
| <b>Tourisme</b>                                                                  |                                         |                                         |                                       |                               |                               |
| Promotion et développement du tourisme                                           | 138,6                                   | 129,4                                   | 146,0                                 | 146,0                         | 143,6                         |

# MISSION ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT, DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES ET PROGRAMMES (SUITE)

| Portefeuilles et programmes                         | Budget de dépenses<br>2005-2006 | Budget de dépenses<br>2004-2005 | Dépense probable<br>2004-2005 | Dépenses<br>2003-2004 | Dépenses<br>2002-2003 |
|-----------------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|-------------------------------|-----------------------|-----------------------|
|                                                     | (000 000 \$)                    |                                 |                               |                       |                       |
| <b>Transports</b>                                   |                                 |                                 |                               |                       |                       |
| Administration et services corporatifs              | 88,1                            | 95,7                            | 86,5                          | 93,2                  | 93,8                  |
| Infrastructures de transport                        | 1 296,1                         | 1 203,4                         | 1 186,1                       | 1 077,8               | 1 050,0               |
| Promotion et développement de la Capitale-Nationale | 29,2                            | 31,3                            | 39,3                          | 36,7                  | 38,3                  |
| Systèmes de transport                               | 394,9                           | 349,4                           | 344,6                         | 339,5                 | 284,7                 |
| <b>Total de la mission</b>                          | <b>5 719,7</b>                  | <b>5 561,1</b>                  | <b>5 484,6</b>                | <b>5 511,1</b>        | <b>5 782,5</b>        |

Note Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total. La dépense portant sur 2004-2005 et les exercices antérieurs a été redressée pour la présenter sur la même base que le Budget de dépenses 2005-2006.



# MISSION SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES, DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES ET PROGRAMMES

| Portefeuilles et programmes                  | Budget de dépenses<br>2005-2006 | Budget de dépenses<br>2004-2005 | Dépense probable<br>2004-2005 | Dépenses<br>2003-2004 | Dépenses<br>2002-2003 |
|----------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|-------------------------------|-----------------------|-----------------------|
|                                              | (000 000 \$)                    |                                 |                               |                       |                       |
| <b>Emploi et Solidarité sociale*</b>         |                                 |                                 |                               |                       |                       |
| Mesures d'aide financière                    | 2 913,6                         | 2 974,9                         | 2 961,7                       | 3 005,5               | 2 946,8               |
| Soutien à la gestion                         | 198,6                           | 213,3                           | 206,9                         | 202,0                 | 203,1                 |
| <b>Famille, Aînés et Condition féminine*</b> |                                 |                                 |                               |                       |                       |
| Condition des aînés                          | 2,8                             | 2,7                             | 2,6                           | 1,1                   | 2,7                   |
| Condition féminine                           | 7,0                             | 7,0                             | 6,9                           | 7,1                   | 7,3                   |
| Curateur public                              | 33,8                            | 34,0                            | 32,7                          | 43,5                  | 39,9                  |
| Mesures d'aide à la famille                  | 1 568,7                         | 1 447,3                         | 1 437,6                       | 1 360,2               | 1 190,5               |
| Planification, recherche et administration   | 22,2                            | 20,7                            | 20,3                          | 20,5                  | 34,3                  |
| <b>Justice</b>                               |                                 |                                 |                               |                       |                       |
| Aide aux justiciables                        | 195,3                           | 184,7                           | 213,8                         | 204,2                 | 191,7                 |
| <b>Total de la mission</b>                   | <b>4 941,9</b>                  | <b>4 884,6</b>                  | <b>4 882,5</b>                | <b>4 844,1</b>        | <b>4 616,3</b>        |

\* Les dépenses de programmes sont présentées selon la structure budgétaire 2005-2006. Elles incluent les changements intervenus dans la présentation des portefeuilles ainsi que les redressements aux portefeuilles « Emploi et Solidarité sociale » et « Famille, Aînés et Condition féminine » pour tenir compte des mesures d'aide financière qui sont comptabilisées en réduction des revenus budgétaires depuis le 1er janvier 2005.

Note Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total. La dépense portant sur 2004-2005 et les exercices antérieurs a été redressée pour la présenter sur la même base que le Budget de dépenses 2005-2006.

## MISSION GOUVERNE ET JUSTICE, DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES ET PROGRAMMES

| Portefeuilles et programmes                                                | Budget de dépenses<br>2005-2006 | Budget de dépenses<br>2004-2005 | Dépense probable<br>2004-2005 | Dépenses<br>2003-2004 | Dépenses<br>2002-2003 |
|----------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|-------------------------------|-----------------------|-----------------------|
|                                                                            | (000 000 \$)                    |                                 |                               |                       |                       |
| <b>Assemblée nationale</b>                                                 |                                 |                                 |                               |                       |                       |
| Secrétariat général adjoint aux affaires administratives                   | 31,9                            | 32,0                            | 32,0                          | 29,7                  | 31,0                  |
| Secrétariat général, affaires parlementaires et affaires institutionnelles | 18,5                            | 18,1                            | 18,1                          | 16,7                  | 17,4                  |
| Services statutaires de soutien aux parlementaires                         | 44,4                            | 44,2                            | 44,2                          | 47,8                  | 43,2                  |
| <b>Personnes désignées par l'Assemblée nationale</b>                       |                                 |                                 |                               |                       |                       |
| Administration du système électoral                                        | 24,5                            | 27,8                            | 27,8                          | 60,9                  | 37,9                  |
| Le Commissaire au lobbying                                                 | 2,8                             | 2,6                             | 2,6                           | 1,7                   | 0,8                   |
| Le Protecteur du citoyen                                                   | 8,3                             | 8,0                             | 7,9                           | 7,8                   | 7,6                   |
| Le Vérificateur général                                                    | 20,2                            | 19,3                            | 19,3                          | 19,1                  | 17,2                  |
| <b>Affaires municipales et Régions</b>                                     |                                 |                                 |                               |                       |                       |
| Administration générale                                                    | 48,9                            | 50,3                            | 51,1                          | 49,8                  | 44,5                  |
| Commission municipale du Québec                                            | 3,0                             | 3,1                             | 3,0                           | 3,5                   | 3,3                   |
| Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités    | 681,7                           | 665,3                           | 657,4                         | 513,9                 | 552,2                 |
| Développement des régions et ruralité                                      | 52,8                            | 48,3                            | 48,3                          | 44,6                  | 39,5                  |
| Règle du logement                                                          | 14,2                            | 14,7                            | 14,4                          | 16,1                  | 14,9                  |
| <b>Conseil du trésor et Administration gouvernementale</b>                 |                                 |                                 |                               |                       |                       |
| Commission de la fonction publique                                         | 3,4                             | 3,4                             | 3,3                           | 2,7                   | 2,6                   |
| Fonds de suppléance                                                        | 381,0                           | 99,0                            | -                             | -                     | -                     |
| Régimes de retraite et d'assurances                                        | 304,4                           | 303,9                           | 303,9                         | 324,6                 | 312,9                 |
| Secrétariat du Conseil du trésor                                           | 119,2                           | 116,5                           | 127,9                         | 84,9                  | 184,8                 |
| <b>Conseil exécutif</b>                                                    |                                 |                                 |                               |                       |                       |
| Affaires autochtones                                                       | 153,9                           | 157,7                           | 140,3                         | 101,6                 | 76,0                  |
| Affaires intergouvernementales canadiennes                                 | 11,7                            | 13,0                            | 12,1                          | 11,9                  | 11,7                  |
| Cabinet du lieutenant-gouverneur                                           | 0,9                             | 0,9                             | 1,0                           | 1,0                   | 1,1                   |
| Jeunesse                                                                   | 10,2                            | 21,9                            | 20,3                          | 11,6                  | 9,4                   |
| Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information            | 5,7                             | 5,8                             | 5,6                           | 5,4                   | 5,6                   |
| Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif      | 68,4                            | 70,3                            | 39,9                          | 38,5                  | 40,0                  |

**MISSION GOUVERNE ET JUSTICE, DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES ET PROGRAMMES (SUITE)**

| Portefeuilles et programmes                                                                                                   | Budget de dépenses<br>2005-2006 | Budget de dépenses<br>2004-2005 | Dépense probable<br>2004-2005 | Dépenses<br>2003-2004 | Dépenses<br>2002-2003 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|-------------------------------|-----------------------|-----------------------|
|                                                                                                                               | (000 000 \$)                    |                                 |                               |                       |                       |
| <b>Finances</b>                                                                                                               |                                 |                                 |                               |                       |                       |
| Direction du Ministère                                                                                                        | 58,1                            | 60,7                            | 60,8                          | 63,6                  | 64,8                  |
| Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement | 155,7                           | 158,0                           | 87,9                          | 47,8                  | 59,8                  |
| <b>Immigration et Communautés culturelles</b>                                                                                 |                                 |                                 |                               |                       |                       |
| Organisme relevant du ministre                                                                                                | 0,7                             | 0,7                             | 0,7                           | 0,7                   | 0,7                   |
| <b>Justice</b>                                                                                                                |                                 |                                 |                               |                       |                       |
| Activité judiciaire                                                                                                           | 75,6                            | 71,4                            | 72,6                          | 70,0                  | 68,5                  |
| Administration de la justice                                                                                                  | 323,2                           | 319,8                           | 328,2                         | 305,0                 | 286,0                 |
| Justice administrative                                                                                                        | 10,9                            | 11,1                            | 11,1                          | 10,4                  | 9,5                   |
| Organisme de protection relevant du ministre                                                                                  | 7,5                             | 7,6                             | 7,6                           | 7,9                   | 8,9                   |
| <b>Revenu</b>                                                                                                                 |                                 |                                 |                               |                       |                       |
| Administration fiscale                                                                                                        | 602,6                           | 619,6                           | 622,0                         | 716,5                 | 778,5                 |
| <b>Sécurité publique</b>                                                                                                      |                                 |                                 |                               |                       |                       |
| Organismes relevant du ministre                                                                                               | 25,0                            | 26,3                            | 27,3                          | 28,7                  | 28,3                  |
| Sécurité, prévention et gestion interne                                                                                       | 410,2                           | 415,6                           | 434,2                         | 447,1                 | 407,6                 |
| Sûreté du Québec                                                                                                              | 471,1                           | 452,7                           | 479,0                         | 459,6                 | 434,9                 |
| <b>Services gouvernementaux</b>                                                                                               |                                 |                                 |                               |                       |                       |
| Services gouvernementaux                                                                                                      | 53,9                            | 50,5                            | 43,8                          | 35,9                  | 38,7                  |
| <b>Travail</b>                                                                                                                |                                 |                                 |                               |                       |                       |
| Travail                                                                                                                       | 63,7                            | 64,8                            | 74,6                          | 67,6                  | 69,8                  |
| <b>Total de la mission</b>                                                                                                    | <b>4 268,2</b>                  | <b>3 984,7</b>                  | <b>3 830,1</b>                | <b>3 654,6</b>        | <b>3 709,7</b>        |

Note Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total. La dépense portant sur 2004-2005 et les exercices antérieurs a été redressée pour la présenter sur la même base que le Budget de dépenses 2005-2006.



**MISSION PAIEMENT DE LA DETTE, DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES ET PROGRAMMES**

| Portefeuilles et programmes                                           | Budget de dépenses<br>2005-2006 | Budget de dépenses<br>2004-2005 | Dépense probable<br>2004-2005 | Dépenses<br>2003-2004 | Dépenses<br>2002-2003 |
|-----------------------------------------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|-------------------------------|-----------------------|-----------------------|
|                                                                       |                                 |                                 | (000 000 \$)                  |                       |                       |
| <b>Finances</b>                                                       |                                 |                                 |                               |                       |                       |
| Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite | 6 995,0                         | 6 868,0                         | 6 868,0                       | 6 655,3               | 6 583,3               |
| <b>Total de la mission</b>                                            | <b>6 995,0</b>                  | <b>6 868,0</b>                  | <b>6 868,0</b>                | <b>6 655,3</b>        | <b>6 583,3</b>        |
| Crédits périmés escomptés                                             | ( 150,0)                        |                                 |                               |                       |                       |
| Crédits reportés en 2006-2007                                         | ( 71,2)                         |                                 |                               |                       |                       |
| <b>Total des missions</b>                                             | <b>55 402,0</b>                 | <b>53 610,2</b>                 | <b>53 610,2</b>               | <b>51 956,7</b>       | <b>50 420,3</b>       |

Note Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total. La dépense portant sur 2004-2005 et les exercices antérieurs a été redressée pour la présenter sur la même base que le Budget de dépenses 2005-2006.



# INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET BUDGÉTAIRES

---

### *EN BREF*

- Cet appendice présente l'évolution des principaux indicateurs économiques et budgétaires du Québec depuis l'exercice financier 1991-1992, soit pour une période de 15 ans et se compose de trois tableaux présentant :
  - L'évolution de certains indicateurs spécifiques au Québec;
  - L'évolution des dépenses de programmes, du service de la dette ainsi que la dépense totale;
  - Les dépenses par portefeuilles.



## C.1

## ÉVOLUTION DE CERTAINS INDICATEURS SPÉCIFIQUES AU QUÉBEC

|                        | Population <sup>1</sup><br>en milliers | Taux de croissance<br>du PIB <sup>2</sup><br>% | Taux d'inflation<br>au Canada <sup>3</sup><br>% | Dépenses de programmes |                       |                |
|------------------------|----------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------------------------------|------------------------|-----------------------|----------------|
|                        |                                        |                                                |                                                 | en % du PIB<br>%       | par habitant<br>en \$ | variation en % |
| 1991-1992              | 7 065                                  | 1,2                                            | 5,6                                             | 22,0                   | 4 826                 | 7,0            |
| 1992-1993              | 7 108                                  | 2,1                                            | 1,5                                             | 22,5                   | 5 008                 | 3,8            |
| 1993-1994              | 7 155                                  | 2,4                                            | 1,8                                             | 21,9                   | 4 966                 | (0,7)          |
| 1994-1995              | 7 192                                  | 5,1                                            | 0,2                                             | 21,3                   | 5 040                 | 1,5            |
| 1995-1996              | 7 219                                  | 4,0                                            | 2,2                                             | 20,3                   | 4 992                 | (1,0)          |
| 1996-1997              | 7 247                                  | 1,8                                            | 1,6                                             | 19,2                   | 4 772                 | (4,4)          |
| 1997-1998              | 7 275                                  | 4,4                                            | 1,6                                             | 18,4                   | 4 768                 | (0,1)          |
| 1998-1999              | 7 296                                  | 4,2                                            | 0,9                                             | 18,3 <sup>4</sup>      | 5 077                 | 6,5            |
| 1999-2000              | 7 323                                  | 7,4                                            | 1,7                                             | 17,9                   | 5 167                 | 1,8            |
| 2000-2001              | 7 357                                  | 6,7                                            | 2,7                                             | 17,9                   | 5 458                 | 5,6            |
| 2001-2002              | 7 397                                  | 2,6                                            | 2,6                                             | 18,1                   | 5 659                 | 3,7            |
| 2002-2003              | 7 446                                  | 5,6                                            | 2,2                                             | 18,0                   | 5 888                 | 4,0            |
| 2003-2004              | 7 492                                  | 4,1                                            | 2,8                                             | 17,9                   | 6 046                 | 2,7            |
| 2004-2005 <sup>P</sup> | 7 543                                  | 5,3                                            | 1,9                                             | 17,5                   | 6 197                 | 2,5            |
| 2005-2006 <sup>P</sup> | 7 592                                  | 4,6                                            | 2,2                                             | 17,3                   | 6 376                 | 2,9            |

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor pour les données sur les dépenses de programmes, Statistique Canada et ministère des Finances pour les données économiques.

<sup>1</sup> Population au 1<sup>er</sup> juillet de l'exercice financier considéré.

<sup>2</sup> Le PIB est calculé sur une base nominale en prenant la moyenne annuelle pour l'année civile se terminant trois mois avant la fin de l'exercice financier considéré.

<sup>3</sup> Pour l'année civile se terminant trois mois avant la fin de l'exercice financier considéré.

<sup>4</sup> Pourcentage ajusté afin d'exclure l'impact des dépenses extraordinaires effectuées en 1998-1999 pour mettre en œuvre le plan de restructuration financière et de consolidation des établissements du réseau de la santé et des services sociaux, pour un montant de 1 007,0 M\$, et pour améliorer la situation financière des universités, pour un montant de 170,0 M\$. Ces montants inclus, le taux aurait été de 18,9 %.

<sup>P</sup> Prévisions

## C.2

## ÉVOLUTION DES DÉPENSES

|                        | Dépenses de programmes <sup>1</sup> |                  | Service de la dette |                | Dépenses totales <sup>2</sup> |                |
|------------------------|-------------------------------------|------------------|---------------------|----------------|-------------------------------|----------------|
|                        | M\$                                 | variation en %   | M\$                 | variation en % | M\$                           | variation en % |
| 1991-1992              | 34 095                              | 6,5              | 4 666               | 5,2            | 38 761                        | 6,3            |
| 1992-1993              | 35 594                              | 4,4              | 4 756               | 1,9            | 40 350                        | 4,1            |
| 1993-1994              | 35 530                              | (0,2)            | 5 316               | 11,8           | 40 846                        | 1,2            |
| 1994-1995              | 36 243                              | 2,0              | 5 882               | 10,6           | 42 125                        | 3,1            |
| 1995-1996              | 36 035                              | (0,6)            | 6 034               | 2,6            | 42 069                        | (0,1)          |
| 1996-1997              | 34 579                              | (4,0)            | 5 855               | (3,0)          | 40 434                        | (3,9)          |
| 1997-1998              | 34 684                              | 0,3              | 6 765               | 15,5           | 41 449                        | 2,5            |
| 1998-1999              | 37 041                              | 1,7 <sup>3</sup> | 6 573               | (2,8)          | 43 614                        | 5,2            |
| 1999-2000              | 37 837                              | 2,1              | 6 752               | 2,7            | 44 589                        | 2,2            |
| 2000-2001              | 40 151                              | 6,1              | 6 972               | 3,3            | 47 123                        | 5,7            |
| 2001-2002              | 41 863                              | 4,3              | 6 687               | (4,1)          | 48 550                        | 3,0            |
| 2002-2003              | 43 837                              | 4,7              | 6 583               | (1,6)          | 50 420                        | 3,9            |
| 2003-2004              | 45 302                              | 3,3              | 6 655               | 1,1            | 51 957                        | 3,0            |
| 2004-2005 <sup>P</sup> | 46 742                              | 3,2              | 6 868               | 3,2            | 53 610                        | 3,2            |
| 2005-2006 <sup>P</sup> | 48 407                              | 3,6              | 6 995               | 1,8            | 55 402                        | 3,3            |

<sup>1</sup> Les dépenses de programmes sont présentées selon la structure budgétaire 2005-2006. Elles incluent les changements intervenus dans la présentation des portefeuilles ainsi que les redressements aux portefeuilles « Emploi et Solidarité sociale » et « Famille, Aînés et Condition féminine » pour tenir compte des mesures d'aide financière qui sont comptabilisées en réduction des revenus budgétaires depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

<sup>2</sup> Les dépenses totales excluent les entités consolidées et les comptes à fin déterminée.

<sup>3</sup> Taux corrigé pour exclure, d'une part, l'impact de l'Entente Canada-Québec sur le marché du travail entrée en vigueur en 1998-1999, soit un montant de 595,6 M\$ et, d'autre part, l'impact des dépenses extraordinaires effectuées en 1998-1999 pour mettre en œuvre le plan de restructuration financière et de consolidation des établissements du réseau de la santé et des services sociaux, pour un montant de 1 007,0 M\$, et pour améliorer la situation financière des universités, pour un montant de 170,0 M\$. Le taux de croissance tenant compte de ces dépenses aurait été de 6,8%.

<sup>P</sup> Prévisions



## C.3

## DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES (M\$)

|                                                                | Budget de dépenses<br>2005-2006 | Dépense probable<br>2004-2005 | Dépenses réelles |               |               |
|----------------------------------------------------------------|---------------------------------|-------------------------------|------------------|---------------|---------------|
|                                                                |                                 |                               | 2003-2004        | 2002-2003     | 2001-2002     |
| Affaires municipales et Régions                                | 1 776                           | 1 639                         | 1 543            | 1 554         | 1 578         |
| Agriculture, Pêcheries et Alimentation                         | 653                             | 660                           | 663              | 641           | 651           |
| Assemblée nationale                                            | 95                              | 94                            | 94               | 92            | 88            |
| Conseil du trésor et Administration gouvernementale            | 808                             | 435                           | 412              | 500           | 456           |
| Conseil exécutif                                               | 251                             | 219                           | 170              | 144           | 98            |
| Culture et Communications                                      | 536                             | 522                           | 512              | 490           | 479           |
| Développement durable, Environnement et Parcs                  | 178                             | 183                           | 207              | 205           | 205           |
| Développement économique, Innovation et Exportation            | 576                             | 582                           | 539              | 905           | 873           |
| Éducation, Loisir et Sport                                     | 12 202                          | 11 881                        | 11 575           | 11 167        | 10 615        |
| Emploi et Solidarité sociale*                                  | 4 012                           | 4 083                         | 4 153            | 4 120         | 4 036         |
| Famille, Aînés et Condition féminine*                          | 1 634                           | 1 500                         | 1 432            | 1 275         | 1 131         |
| Finances                                                       | 214                             | 149                           | 111              | 125           | 116           |
| Immigration et Communautés culturelles                         | 99                              | 107                           | 133              | 156           | 135           |
| Justice                                                        | 612                             | 633                           | 597              | 565           | 531           |
| Personnes désignées par l'Assemblée nationale                  | 56                              | 58                            | 90               | 63            | 50            |
| Relations internationales                                      | 100                             | 98                            | 112              | 111           | 111           |
| Ressources naturelles et Faune                                 | 391                             | 379                           | 437              | 440           | 440           |
| Revenu                                                         | 603                             | 622                           | 717              | 778           | 613           |
| Santé et Services sociaux                                      | 20 862                          | 20 036                        | 19 073           | 17 916        | 17 186        |
| Sécurité publique                                              | 906                             | 940                           | 935              | 871           | 799           |
| Services gouvernementaux                                       | 54                              | 44                            | 36               | 39            | 32            |
| Tourisme                                                       | 139                             | 146                           | 146              | 143           | 109           |
| Transports                                                     | 1 808                           | 1 657                         | 1 547            | 1 467         | 1 443         |
| Travail                                                        | 64                              | 75                            | 68               | 70            | 88            |
| Variation à la provision pour pertes sur placements en actions | -                               | -                             | -                | -             | -             |
| Crédits périmés escomptés                                      | (150)                           |                               |                  |               |               |
| Crédits reportés en 2006-2007                                  | (71)                            |                               |                  |               |               |
| <b>Dépenses de programmes</b>                                  | <b>48 407</b>                   | <b>46 742</b>                 | <b>45 302</b>    | <b>43 837</b> | <b>41 863</b> |
| Service de la dette                                            | 6 995                           | 6 868                         | 6 655            | 6 583         | 6 687         |
| <b>Dépenses totales</b>                                        | <b>55 402</b>                   | <b>53 610</b>                 | <b>51 957</b>    | <b>50 420</b> | <b>48 550</b> |

\* Les dépenses de programmes sont présentées selon la structure budgétaire 2005-2006. Elles incluent les changements intervenus dans la présentation des portefeuilles ainsi que les redressements aux portefeuilles « Emploi et Solidarité sociale » et « Famille, Aînés et Condition féminine » pour tenir compte des mesures d'aide financière qui sont comptabilisées en réduction des revenus budgétaires depuis le 1er janvier 2005.

Note : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque portefeuille peut ne pas correspondre au total.



| Dépenses réelles |               |               |               |               |               |               |               |               |               |
|------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| 2000-2001        | 1999-2000     | 1998-1999     | 1997-1998     | 1996-1997     | 1995-1996     | 1994-1995     | 1993-1994     | 1992-1993     | 1991-1992     |
| 1 350            | 1 105         | 1 001         | 1 172         | 1 233         | 1 407         | 1 402         | 1 287         | 1 258         | 1 159         |
| 714              | 513           | 531           | 499           | 585           | 643           | 641           | 657           | 660           | 685           |
| 80               | 74            | 74            | 67            | 80            | 86            | 86            | 81            | 83            | 83            |
| 425              | 352           | 406           | 581           | 580           | 501           | 527           | 512           | 573           | 532           |
| 83               | 197           | 57            | 53            | 55            | 68            | 68            | 56            | 54            | 51            |
| 528              | 482           | 511           | 409           | 409           | 418           | 428           | 443           | 448           | 401           |
| 207              | 232           | 174           | 184           | 178           | 186           | 190           | 195           | 204           | 190           |
| 922              | 787           | 761           | 572           | 527           | 641           | 688           | 549           | 666           | 552           |
| 10 187           | 9 880         | 9 620         | 9 490         | 10 082        | 10 500        | 10 493        | 10 201        | 10 414        | 10 026        |
| 4 058            | 4 018         | 4 108         | 3 731         | 3 899         | 3 972         | 3 965         | 3 847         | 3 586         | 3 172         |
| 916              | 699           | 576           | 481           | 425           | 421           | 387           | 349           | 328           | 319           |
| 114              | 90            | 81            | 146           | 81            | 84            | 90            | 95            | 99            | 100           |
| 108              | 106           | 111           | 99            | 101           | 106           | 106           | 112           | 115           | 112           |
| 488              | 478           | 505           | 474           | 485           | 475           | 514           | 522           | 524           | 493           |
| 42               | 41            | 94            | 36            | 42            | 99            | 86            | 38            | 84            | 35            |
| 104              | 98            | 88            | 77            | 83            | 100           | 95            | 100           | 104           | 98            |
| 462              | 556           | 468           | 374           | 423           | 455           | 493           | 532           | 566           | 571           |
| 716              | 721           | 845           | 1 085         | 631           | 511           | 490           | 557           | 559           | 526           |
| 16 094           | 14 825        | 14 594        | 12 922        | 12 863        | 13 039        | 13 073        | 12 946        | 12 701        | 12 347        |
| 744              | 700           | 703           | 664           | 696           | 719           | 719           | 713           | 743           | 779           |
| 33               | 45            | 30            | 38            | 40            | 23            | 19            | 16            | 16            | 15            |
| 147              | 149           | 106           | 85            | 81            | 79            | 84            | 74            | 93            | 89            |
| 1 551            | 1 609         | 1 525         | 1 374         | 942           | 1 469         | 1 558         | 1 540         | 1 621         | 1 670         |
| 79               | 81            | 72            | 68            | 68            | 70            | 74            | 69            | 79            | 76            |
| -                | -             | -             | -             | (11)          | (39)          | (34)          | 40            | 18            | 15            |
| <b>40 151</b>    | <b>37 837</b> | <b>37 041</b> | <b>34 684</b> | <b>34 579</b> | <b>36 035</b> | <b>36 243</b> | <b>35 530</b> | <b>35 594</b> | <b>34 095</b> |
| 6 972            | 6 752         | 6 573         | 6 765         | 5 855         | 6 034         | 5 882         | 5 316         | 4 756         | 4 666         |
| <b>47 123</b>    | <b>44 589</b> | <b>43 614</b> | <b>41 449</b> | <b>40 434</b> | <b>42 069</b> | <b>42 125</b> | <b>40 846</b> | <b>40 350</b> | <b>38 761</b> |



